



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séance publique
n° 69 p. 07-39

Questions au
Gouvernement p. 39-99

2023-2028

n° 28



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07

Séances publiques p. 07-39

69^e séance du mardi 4 mars 2025 p. 07-39

Questions au Gouvernement p. 39-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

11/04/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Sommet de Boutcha 2025

Le Président de la Chambre en Ukraine pour les 3 ans de la libération de Boutcha



Le Sommet de Boutcha 2025 a réuni des Présidents et Vice-Présidents de Parlement européens et des représentants du Parlement européen.

À l'occasion du troisième anniversaire de la reprise de la ville martyre ukrainienne de Boutcha par les forces de Kyiv, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, s'est rendu en Ukraine le 31 mars 2025 dans le cadre du « Sommet de Boutcha 2025 ».

M. Wiseler faisait partie d'une délégation composée de Présidents et Vice-Présidents de Parlement européens et de représentants du Parlement européen. Cette délégation a rencontré les représentants politiques clés de l'Ukraine, dont le Président, M. Volodymyr Zelensky, le Premier ministre, M. Denys Chmyhal, ainsi que le Président de la Verkhovna Rada, M. Ruslan Stefanchuk.

À Boutcha, le Président de la Chambre des Députés a souligné que la paix ne peut être obtenue que sur la base d'une politique fondée sur des principes, d'une

diplomatie persévérante et d'une application inébranlable de la justice. « Une paix construite sur le principe de la loi du plus fort, de l'humiliation et du profit sera toujours fragile. Seule une paix fondée sur la justice est durable », a-t-il conclu.

Le Luxembourg soutient les efforts pour documenter et poursuivre les crimes de guerre

Le Président de la Chambre a affirmé qu'il est primordial de baser toute négociation de paix sur des évidences et non sur des perspectives biaisées : « Il y a un agresseur : c'est la Russie. Il y a une victime : c'est l'Ukraine. C'est une réalité avec laquelle les Ukrainiens doivent vivre tous les jours. (...) Toute négociation pour la paix doit prendre en compte cette simple réalité. » Dans ce contexte, il a insisté sur le fait que la vérité historique doit s'appuyer sur des

preuves objectives, une analyse rigoureuse et un engagement envers l'exactitude et qu'elle ne saurait être influencée par des agendas politiques.

« Il ne peut y avoir d'impunité pour les crimes de guerre »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Face à ses interlocuteurs, M. Wiseler a rappelé le soutien du Luxembourg aux efforts visant à documenter et à poursuivre les crimes commis par la Russie à Boutcha et dans d'autres régions d'Ukraine. Il a également réaffirmé la position du Luxembourg concernant le rôle de la Cour pénale internationale et la nécessité d'un futur tribunal spécial. « Il ne peut y avoir d'impunité pour les crimes de guerre », a-t-il déclaré.

Boutcha, symbole des atrocités attribuées à l'armée russe

La ville de Boutcha, qui se situe dans la banlieue de Kyiv, est le symbole des atrocités attribuées à l'armée russe depuis le début de la guerre d'agression contre l'Ukraine le 24 février 2022. Une cérémonie de commémoration a été organisée en mémoire des soldats tombés et des civils tués, dont le chiffre dépasse les 500, au cours des 33 jours d'occupation russe de la ville.

Une distinction honorifique remise au Président de la Chambre

En marge du Sommet de Boutcha, les Présidents et Vice-Présidents de Parlement ont pu s'entretenir ouvertement avec le Président Volodymyr Zelensky au sein du Palais présidentiel. Au cours de cette rencontre, M. Wiseler s'est vu attribuer l'Ordre du Prince Iaroslav le Sage, qui est décerné par le Gouvernement ukrainien pour des services distingués rendus à l'État et au peuple de la nation ukrainienne. Cette distinction honorifique existe depuis 1995.



Le Président de la Chambre (3^e à gauche) a participé à la cérémonie de commémoration dans la ville martyre de Boutcha (au milieu : le Premier ministre ukrainien Denys Chmyhal).

Visite officielle du Président de l'Assemblée nationale du Cabo Verde « Une coopération qui vient du cœur »



La délégation du Cabo Verde a été reçue en salle plénière.

Les liens qui unissent le Cabo Verde et le Luxembourg ne font que se renforcer depuis le début de la présence luxembourgeoise au Cabo Verde il y a 60 ans. Ce constat a été partagé par les deux Présidents de Parlement, MM. Austelino Tavares Correia et Claude Wiseler, lors d'un échange le 24 mars 2025 à la Chambre des Députés avec les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Avec quelque 2.500 personnes, la communauté caboverdienne est la plus importante de celles issues d'un pays d'Afrique au Luxembourg. Et c'est sans compter tous ceux qui ont, au fil du temps, choisi de prendre la nationalité luxembourgeoise. Cela témoigne de la « réussite de cette intégration », comme l'a souligné

le Président de la Chambre, citant également le mandat de la bourgmestre de la commune de Larochette entre 2017 et 2023, une Luxembourgeoise d'origine caboverdienne.

M. Tavares Correia a quant à lui parlé d'une « coopération qui vient du cœur » en évoquant les accords qui unissent le Cabo Verde et le Luxembourg, ajoutant qu'il n'avait « pas choisi le Luxembourg par hasard » pour sa première visite officielle en Europe.

Le Président de l'Assemblée nationale du Cabo Verde a tenu à évoquer certaines des valeurs qui unissent les deux pays : la démocratie, la liberté et l'État de droit, la dignité humaine et le respect du droit international, le multilatéralisme, la souveraineté et la Charte des Nations Unies.

Quelle vision pour le prochain Programme indicatif de coopération (PIC) ?

La coopération entre le Cabo Verde et le Luxembourg est reprise en détail dans un document officiel, le Programme indicatif de coopération (PIC), dont la prochaine mouture est en préparation. Interrogé à ce sujet par les députés, M. Tavares Correia a cité plusieurs thèmes qui lui semblaient importants pour la collaboration entre les deux pays. Il s'agit notamment du renforcement de la production énergétique et de l'indépendance des énergies fossiles, du développement du tourisme, du domaine de la santé et notamment de l'imagerie médicale et de la formation. Parmi les autres points évoqués figurent l'éducation, avec le souhait de voir accorder des bourses aux jeunes du Cabo Verde pour étudier au Luxembourg, ou encore les transports, notamment maritimes.

M. Tavares Correia a encore affirmé vouloir lancer une réflexion sur la modernisation du Parlement du Cabo Verde afin d'en améliorer la transparence, dans l'intérêt de la confiance du peuple en la démocratie. Il a expliqué dans ce contexte souhaiter avoir l'occasion d'étudier la manière dont le Parlement luxembourgeois opère. Cette idée a été accueillie de manière positive par M. Wiseler. Un député a suggéré dans ce contexte d'inclure la collaboration interparlementaire dans le Programme indicatif de coopération.

Le Président de l'Assemblée nationale du Cabo Verde a par ailleurs annoncé qu'une invitation officielle serait prochainement transmise au Président de la Chambre des Députés pour se rendre au Cabo Verde le 5 juillet prochain, jour commémoratif des 50 ans de l'indépendance du pays. M. Wiseler s'est dit honoré par cette invitation.

Programme de travail de la Commission européenne pour 2025

La simplification au centre de la stratégie européenne pour l'agriculture et l'alimentation

Indépendance alimentaire, simplification administrative, attractivité de la profession d'agriculteur : le Commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation, M. Christophe Hansen a présenté le 31 mars 2025 à la Chambre des Députés sa vision de la direction à prendre dans l'intérêt des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation en Europe dans le cadre de la présentation du programme de travail de la Commission européenne pour 2025 et de la vision pour l'agriculture et l'alimentation.

« Nous sommes face à une guerre en Ukraine, une montée de la concurrence globale et des tarifs punitifs sur les produits européens. Et il ne faut pas sous-estimer l'impact du changement climatique, comme nous l'ont récemment rappelé les inondations à Valence. » C'est un tableau difficile qu'a peint le Commissaire européen lors de son introduction aux députés nationaux et européens réunis en salle plénière.

Il faut ainsi, selon M. Hansen, une stratégie qui puisse atteindre plusieurs objectifs. L'indépendance alimentaire de l'Union dans un contexte international

incertain en serait un élément essentiel. Il est également nécessaire, selon lui, de soutenir l'innovation dans le secteur de l'agriculture ou encore d'assurer l'avenir du secteur dans un contexte de désintérêt de la jeunesse. Le Commissaire a expliqué qu'au niveau européen, seuls 12 % des agriculteurs ont moins de 40 ans, avec une moyenne d'âge de 57 ans.

« Je comprends que des agriculteurs soient descendus dans la rue »

Christophe Hansen, Commissaire européen

Face à ces défis, M. Hansen a affirmé vouloir miser notamment sur la simplification administrative. La complexité des procédures serait « le problème dont les agriculteurs me parlent le plus », a-t-il souligné dans ce contexte. La diminution de la bureaucratie devrait permettre de se concentrer sur « l'innovation et la création d'emplois » dans les entreprises européennes actives dans le secteur. Le Commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation a exprimé sa solidarité avec les agriculteurs, affirmant « comprendre qu'ils soient descendus dans la rue »,

notamment en raison des prix et de pratiques de concurrence déloyale sur les produits issus de la branche.

D'autres sujets, tels que l'Accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne, les conditions de traitement des animaux, les règles en matière de fixation des prix ou encore les impacts sur la politique environnementale et climatique ont également été abordés lors de cet échange.



Le Commissaire européen Christophe Hansen a présenté le programme de travail de la Commission européenne pour 2025 et la vision pour l'agriculture et l'alimentation.

Le Benelux, un laboratoire européen et précurseur

L'intelligence artificielle était au cœur des présentations et des débats lors des séances plénières de l'Assemblée interparlementaire Benelux les 21 et 22 mars 2025 à la Chambre des Députés. La présidence du Parlement Benelux revient au Luxembourg en 2025 et ce jusqu'à fin 2026.

Il est ressorti des échanges que l'intelligence artificielle devrait avant tout servir l'être humain. L'IA peut être perçue en tant qu'opportunité pour soutenir le progrès et l'innovation. Elle devrait toutefois être utilisée de manière responsable et dans le respect des droits fondamentaux des citoyens. L'objectif devrait être de faire concrètement de l'Union Benelux un précurseur en matière d'IA en Europe et ceci par le biais d'une coopération renforcée des trois pays en la matière.

L'actuelle Présidente de l'Assemblée interparlementaire Benelux, Mme Francine Closener, a notamment souligné que l'Assemblée interparlementaire et le Benelux font des efforts constants pour soutenir la numérisation et pour améliorer la vie quotidienne des citoyens.

« Le Benelux nous donne la possibilité de changer des choses pour le bien : pour le bien de nos citoyens, pour le bien de notre sécurité, pour le bien de notre avenir commun »

Francine Closener, Présidente de l'Assemblée interparlementaire Benelux

En outre, les participants aux séances plénières ont débattu de l'impact de l'intelligence artificielle sur la démocratie : quelles peuvent être les opportunités et les menaces ? Ils ont par ailleurs échangé sur les bonnes pratiques concernant le déploiement de l'intelligence artificielle par les pouvoirs publics.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a salué le fait que le Benelux, en tant qu'institution transnationale à la base de la coopération, se développe et se poursuit depuis des années en Europe. Il a également souligné qu'au vu d'une perte de confiance en la démocratie auprès des citoyens et



Les députés luxembourgeois, belges et néerlandais ont siégé à la Chambre des Députés les 21 et 22 mars 2025 dans le cadre de la présidence luxembourgeoise de l'Assemblée interparlementaire Benelux.

notamment auprès des jeunes, le Benelux doit rester un laboratoire de la construction européenne.

Plusieurs membres des Gouvernements luxembourgeois, belge et néerlandais, parmi lesquels les ministres luxembourgeois M. Xavier Bettel, en sa qualité de Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et Mme Elisabeth Margue, en sa qualité de Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité, ainsi que des experts et chercheurs ont participé aux débats.

L'Assemblée interparlementaire Benelux a pour mission de formuler des recommandations à l'attention des Gouvernements du Benelux sur des sujets liés au bon fonctionnement de l'Union économique.

Continuation des travaux sur les dossiers interparlementaires

Lors de la séance plénière du 22 mars 2025, les parlementaires luxembourgeois, belges et néerlandais ont par ailleurs adopté à l'unanimité deux recommandations, d'une part, sur le télétravail transfrontalier et,

d'autre part, sur la reconnaissance automatique des diplômes et des qualifications professionnelles.

L'intelligence artificielle relève des sujets traités par la Commission de la Coopération transfrontalière du Parlement Benelux. Celle-ci est présidée par le parlementaire néerlandais M. Theo Bovens.

Les mandats luxembourgeois auprès du Parlement Benelux

Les membres de la Chambre des Députés participent activement au bon fonctionnement de l'Assemblée interparlementaire Benelux. Au-delà de cette participation, certains membres briguent un mandat particulier au sein de l'Assemblée : Mme Francine Closener préside à l'heure actuelle le Parlement Benelux, M. Emile Eicher est le chef de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée et Mme Barbara Agostino préside la Commission de l'Économie, de l'Agriculture et de l'Énergie.

69^e session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies

Faire progresser les objectifs d'égalité, de développement et de paix pour toutes les femmes

À l'occasion de la 69^e session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies, Mme Mandy Minella, Présidente de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, et M. Georges Engel, membre de cette même commission, ont fait partie de la délégation représentant le Luxembourg à New York du 10 au 12 mars 2025 aux côtés de la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, Mme Yuriko Backes.

Cette session marquait le 30^e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing adoptés lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995. Ces documents consacrent la résolution commune de 189 Gouvernements « à faire progresser les objectifs d'égalité, de développement et de paix pour toutes les femmes dans le monde entier, dans l'intérêt de l'humanité

tout entière ». La 69^e session de la Commission de la condition de la femme de l'Organisation des Nations Unies a dès lors été l'occasion pour ses États membres de passer en revue les progrès faits dans ce domaine tout en décelant les marges de progression qui subsistent.

Face à des tendances régressives qui surgissent dans le domaine de l'égalité des genres, la délégation luxembourgeoise a pu réaffirmer le support inconditionnel du Luxembourg à la cause égalitaire, cela, notamment, à l'occasion d'une réunion chapeauté par l'Union interparlementaire et UN Women au sujet de « Parliaments and Beijing +30: Resisting the backlash and shifting paradigms towards gender equality ».

En marge de cette session, Mme Minella et M. Engel ont également pu échanger avec leurs homologues monténégrins lors d'une rencontre bilatérale.



Mme Mandy Minella et M. Georges Engel devant « Le revolver noué », œuvre d'art connue sous le nom de « Non-Violence » qui a été offerte par le Gouvernement luxembourgeois à l'ONU en 1988.

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Le futur de l'Europe basé sur la sécurité



Les parlementaires se sont réunis au Sejm, la Chambre basse du Parlement polonais.

Les députés nationaux des pays membres de l'Union européenne et les députés européens se sont réunis les 24 et 25 mars 2025 à Varsovie pour la Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). La délégation luxembourgeoise était composée du Président de la délégation, M. Gilles Baum, et de Mme Barbara Agostino, Mme Liz Braz et M. Tom Weidig, membres de la délégation. Les discussions ont porté sur les menaces hybrides, une nouvelle architecture de sécurité en Europe, l'avenir des relations transatlantiques ainsi que la nécessité d'une armée européenne et la sécurité dans la mer Baltique.

« Le projet européen a vu le jour pour dissuader les pays européens de se combattre mutuellement. À présent, ce projet doit être refaçonné de manière à dissuader d'autres pays à vouloir conquérir le monde »

Szymon Hołownia, Maréchal du Sejm de la République de Pologne

M. Szymon Hołownia, Maréchal du Sejm de la République de Pologne, a ouvert la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC. Lors de son allocution, il a mis en garde les participants que l'Europe était en retard pour réagir à la situation de

sécurité et de défense à laquelle elle doit faire face, mais qu'elle pouvait encore rattraper ce retard. Il a rappelé aux membres de la conférence que les montants que l'UE a décidé de dédier à la défense européenne ne doivent pas être considérés comme des dépenses, mais comme un investissement dans le futur de l'Europe, un futur basé sur la sécurité.

La première journée a été consacrée aux menaces hybrides, au développement d'un nouveau cadre de sécurité européen et à l'avenir des relations transatlantiques. Mme Liz Braz a mis l'accent sur les menaces informatiques telles que les cyberattaques, la désinformation et l'interférence étrangère émanant des réseaux sociaux auxquels l'Europe est exposée et qui représentent une des problématiques les plus importantes de notre temps. Elle a rappelé que dans une société hautement connectée, nous sommes tous exposés à cette menace, étant donné que la plupart des citoyens possède un smartphone. La députée a proposé de réformer les réseaux sociaux pour qu'ils redeviennent un endroit de rencontre au lieu d'un endroit de division.

M. Tom Weidig, quant à lui, a soutenu la nécessité de combattre les menaces hybrides. Il a également noté que l'Europe ne doit pas perdre de vue ses faiblesses, notamment celles ayant trait à la liberté d'expression, au contrôle de la migration et au maintien de toutes les sources d'énergie, et qu'elle doit régler ces problèmes. Le député a plaidé en faveur

d'un engagement constructif et positif avec la nouvelle administration américaine puisque, selon lui, une approche pragmatique et ouverte serait préférable.

Lors de la deuxième journée, les discussions ont porté sur la nécessité d'une armée européenne et sur les enjeux sécuritaires en mer Baltique. En tant que Président de la délégation, M. Gilles Baum a conclu les interventions de la délégation luxembourgeoise en s'exprimant en faveur d'une amélioration et d'une augmentation des capacités défensives de l'UE. M. Baum a noté que l'idée d'une armée européenne n'était pas nouvelle et qu'elle continuait à se heurter à de multiples entraves. La situation de sécurité et de défense actuelle ne permettrait pas, selon lui, à l'Europe de se lancer dans un nouveau projet à long terme et exige des solutions face aux problèmes stratégiques immédiats. Il a plaidé en faveur d'une industrie de défense unifiée et d'une interopérabilité des équipements de défense au niveau européen. « Nous devons évoluer vers l'autonomie stratégique ! », a-t-il affirmé en guise de conclusion.

Cette conférence et les thématiques qui ont été abordées au cours de celle-ci s'inscrivent dans le programme de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne. La sécurité du continent est le fil rouge de cette présidence, comme l'illustre le slogan « Security, Europe! ».

Mobilité des sociétés : transformations, fusions et scissions transfrontalières

8225 – Projet de loi modifiant le Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières

Le présent projet de loi vise à transposer la partie relative aux droits des travailleurs de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (ci-après la « Directive Mobilité »).

À cet effet, le présent projet de loi procède à l'adaptation des dispositions existantes en matière de droits des travailleurs dans le cadre de fusions transfrontalières et complète le Code du travail en y introduisant de nouvelles règles régissant l'information, la consultation et la participation des travailleurs dans le cadre de transformations et scissions ayant un caractère transfrontalier. Ces nouvelles règles sont regroupées dans un chapitre VI bis intitulé « Information, consultation et participation des travailleurs dans les sociétés de capitaux en cas de fusion, transformation ou scission transfrontalière », qui vient compléter le titre II du livre IV du Code du travail et qui est divisé en trois sections :

- Section 1.- Information, consultation et participation des travailleurs en cas de fusion transfrontalière de sociétés de capitaux ;
- Section 2.- Information, consultation et participation des travailleurs en cas de transformation transfrontalière de sociétés de capitaux ; et
- Section 3.- Information, consultation et participation des travailleurs en cas de scission transfrontalière de sociétés de capitaux.

La commission note que le présent projet de loi est lié au projet de loi n° 8053 modifiant : 1° la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; 2° la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, aux fins de transposition de la Directive Mobilité. Le projet de loi n° 8053, qui a été voté à la Chambre des

Députés le 23 janvier 2025, vise à transposer la partie générale de la Directive Mobilité, dont l'objectif général est notamment d'harmoniser et moderniser les règles applicables aux transformations, fusions et scissions transfrontalières au sein de l'Union européenne et de transposer le volet « droit des sociétés » de la Directive Mobilité.

La Directive Mobilité entend introduire de nombreuses innovations destinées avant tout à encadrer la promesse d'une mobilité accrue des sociétés au sein du marché intérieur faite par la Cour de justice au gré de ses décisions jurisprudentielles en matière de liberté d'établissement, tout en intégrant des mécanismes destinés à sauvegarder les intérêts des différents stakeholders impactés par une opération transfrontalière.

Il a été décidé que l'instruction des deux projets de loi se ferait de manière séparée.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 24/05/2023
Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Marc Spautz) :

07/02/2024 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

24/05/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

26/02/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 04/03/2025

Loi du 25 mars 2025

Mémorial A : 2025, n° 113, page 1

69^e séance

mardi 4 mars 2025

Sommaire

- | | | | |
|--|--------------|--|--------------|
| 1. Ouverture de la séance publique | p. 08 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 2. Ordre du jour | p. 08 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 3. Communications | p. 08 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 4. Hommage à la mémoire de M. André Biver, député honoraire | p. 10 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 5. Hommage à la mémoire de M. John Schummer, député honoraire | p. 10 | | |
| M. Claude Wiseler, Président | | | |
| 6. Déclaration gouvernementale de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur l'Ukraine et la sécurité européenne, suivie d'un débat | p. 10 | | |
| Déclaration : M. Luc Frieden, Premier ministre | | | |
| Débat : M. Laurent Zeimet M. Gusty Graas M. Yves Cruchten M. Fred Keup (interventions de M. Yves Cruchten, M. Félix Eischen et M. Alex Donnersbach) Mme Sam Tanson M. Fred Keup (parole pour fait personnel) M. Sven Clement M. David Wagner | | | |
| Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre M. Yves Cruchten (parole après ministre) M. le Premier ministre Luc Frieden | | | |
| 7. Heure de questions au Gouvernement | p. 18 | | |
| Question n° 189 du 4 mars 2025 de M. Maurice Bauer relative à l'évacuation de bonbonnes de protoxyde d'azote (gaz hilarant), adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | p. 18 | | |
| M. Maurice Bauer M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | | | |
| | | Question n° 190 du 4 mars 2025 de Mme Taina Bofferding relative au suivi du « Drogendesch 2.0 », adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 18 |
| | | Mme Taina Bofferding M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | |
| | | Question n° 191 du 4 mars 2025 de M. Gérard Schockmel relative aux stages des élèves et étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail | p. 19 |
| | | M. Gérard Schockmel M. Georges Mischo, Ministre du Travail | |
| | | Question n° 192 du 4 mars 2025 de M. Tom Weidig relative à l'installation de caméras de sécurité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures | p. 19 |
| | | M. Tom Weidig M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | |
| | | Question n° 193 du 4 mars 2025 de M. Paul Galles relative aux résultats de la COP16 sur la biodiversité qui s'est tenue la semaine passée à Rome, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | |
| | | Question n° 194 du 4 mars 2025 de M. Luc Emering relative aux résultats de la COP16 sur la biodiversité qui s'est tenue la semaine passée à Rome, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | p. 20 |
| | | M. Paul Galles M. Luc Emering M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | |
| | | Question n° 195 du 4 mars 2025 de Mme Sam Tanson relative à la prise de décision au niveau européen et au principe de l'unanimité, adressée à M. le Premier ministre | p. 21 |
| | | Mme Sam Tanson | |
| 8. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson | | | p. 21 |
| | | Exposé : Mme Sam Tanson | |

<p>9. Heure de questions au Gouvernement (suite)</p> <p>Question n° 195 du 4 mars 2025 de Mme Sam Tanson relative à la prise de décision au niveau européen et au principe de l'unanimité, adressée à M. le Premier ministre (suite)</p> <p>M. Luc Frieden, Premier ministre</p> <p>Question n° 196 du 4 mars 2025 de M. Sven Clement relative à la pénurie d'orthophonistes au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale</p> <p>M. Sven Clement Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale</p> <p>Question n° 197 du 4 mars 2025 de M. Franz Fayot relative à la législation européenne Omnibus « CSRD-CSDDD-taxonomie », adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur</p> <p>M. Franz Fayot M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur</p> <p>10. Ordre du jour (suite)</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> <p>11. Dépôt d'une motion par M. Georges Engel</p> <p>Exposé : M. Georges Engel</p> <p>12. Dépôt d'une motion par M. Franz Fayot</p> <p>Exposé : M. Franz Fayot</p> <p>13. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring</p> <p>Exposé : Mme Joëlle Welfring</p> <p>14. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum</p> <p>Exposé : M. Marc Baum</p> <p>15. Motion de Mme Sam Tanson relative à la situation à l'Est de la RD Congo</p> <p>Exposé : Mme Sam Tanson</p> <p>Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur M. Laurent Zeimet M. Gusty Graas M. Yves Cruchten M. Fred Keup M. Sven Clement M. David Wagner Mme Sam Tanson M. le Ministre Xavier Bettel M. David Wagner M. le Ministre Xavier Bettel</p> <p>Vote sur la motion (adoptée)</p>	<p>p. 21</p> <p>p. 21</p> <p>p. 21</p> <p>p. 22</p> <p>p. 23</p> <p>p. 23</p> <p>p. 24</p> <p>p. 25</p> <p>p. 25</p>	<p>16. Ordre du jour (suite)</p> <p>M. Claude Wiseler, Président M. Fred Keup</p> <p>Vote sur l'ordre du jour (rejeté)</p> <p>17. Question élargie n° 35 de M. André Bauler au sujet du développement villageois</p> <p>M. André Bauler Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture</p> <p>18. 8225 – Projet de loi modifiant le Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières</p> <p>Rapport de la Commission du Travail : Mme Stéphanie Weydert</p> <p>Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert M. André Bauler M. Claude Haagen M. Jeff Engelen Mme Djuna Bernard M. Sven Clement M. Marc Baum</p> <p>Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail</p> <p>Vote sur l'ensemble du projet de loi 8225 et dispense du second vote constitutionnel</p> <p>19. 8497 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Titre V, Chapitre 11 « Des pétitions »</p> <p>Rapport de la Commission du Règlement : Mme Sam Tanson</p> <p>Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf M. André Bauler Mme Francine Closener Mme Alexandra Schoos (intervention de Mme Francine Closener) M. Meris Sehovic M. Marc Goergen M. David Wagner</p> <p>Vote séparé sur l'article 165quater, paragraphe 5, de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés</p> <p>Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8497</p> <p>20. Désignation d'un Ombudsman</p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p> <p>Vote secret sur les candidats au poste d'Ombudsman</p> <p>Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président</p> <p>Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Max Hahn, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Ministres</p>	<p>p. 28</p> <p>p. 29</p> <p>p. 30</p> <p>p. 33</p> <p>p. 38</p>
---	--	--	--

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert a gestrach gi sinn, ass verdeelt ginn.

Drëttens: D'Lëscht mat de Petitounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

A véiertens: Wat d'Zesummesetzung vum Comité d'accompagnement à la rédaction du rapport „Travail et cohésion sociale“ vum Stateg ueget, huet d'Presidentekonferenz festgehalen, datt follgend Deputéiert d'Chamber an deem Komitee verrieden: den Här Paul Galles, den Här Guy Arendt, d'Madamm Paulette Lenert, den Här Dan Hardy, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement.

Communications du Président – séance publique du 4 mars 2025

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8498 – Projet de loi portant :

1^o transposition de :

a) la directive (UE) 2024/790 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ;

b) l'article 3 de la directive (UE) 2023/2864 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 modifiant certaines directives en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement du point d'accès unique européen ;

c) l'article 1^{er} de la directive (UE) 2024/2811 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2024 modifiant la directive 2014/65/UE afin de rendre les marchés publics des capitaux de l'Union plus attractifs pour les entreprises et de

faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises aux capitaux, et abrogeant la directive 2001/34/CE ;

2^o mise en œuvre du règlement (UE) 2024/791 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant le règlement (UE) n° 600/2014 en vue de renforcer la transparence des données, de lever les obstacles à la mise en place de systèmes consolidés de publication, d'optimiser les obligations de négociation et d'interdire la réception d'un paiement pour le flux d'ordres ;

3^o modification de :

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

b) la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs ;

c) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 12/02/2025

8500 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 12/02/2025

8501 – Projet de loi portant modification de la loi du 21 novembre 2008 portant création d'une Commission consultative des Droits de l'homme au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Luc Frieden, Premier ministre, le 14/02/2025

8502 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the Establishment of the Global Green Growth Institute », fait à Rio de Janeiro, le 20 juin 2012

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/02/2025

8503 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique sur l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques et de postes consulaires, fait à Bruxelles, le 17 novembre 2021

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 24/02/2025

8504 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Mongolie et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, avec Protocole d'application, fait à Bruxelles, le 9 janvier 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/02/2025

8505 – Projet de loi portant approbation des amendements à l'Accord européen sur les grandes lignes internationales de chemin de fer (AGC), conclu à Genève, le 31 mai 1985

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/02/2025

8506 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Mongolie et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique et les titulaires d'un passeport de service/official, fait à Bruxelles, le 9 janvier 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/02/2025

8507 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 28/02/2025

8508 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 28/02/2025

3) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivante a été retirée du rôle des affaires :

8397 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Titre V, Chapitre 11 « Des pétitions »

Dépôt : Mme Francine Closener, Députée, le 12/06/2024

Retrait du rôle des affaires : 27/02/2025

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3563 – Demande de pétition ordinaire : TVA appliquée aux rémunérations des enseignants de luxembourgeois

Dépôt : Mme Pauly Séverine, le 10/02/2025

3564 – Demande de pétition publique : Dresscode in Schulen / Arbeit

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 11/02/2025

3565 – Demande de pétition publique : Mobbing und Burnout im Arbeitswesen

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 11/02/2025

3566 – Demande de pétition publique : Kinderklinik – eine im Land genügt nicht

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 11/02/2025

3567 – Demande de pétition publique : Adapto – Stopp mit den Bummelfahrten

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 11/02/2025

3568 – Demande de pétition publique : Améliorer la sécurité routière : Installer des rambardes devant les arbres sur les routes nationales

Dépôt : M. Rafael Pereira Viana, le 11/02/2025

3569 – Demande de pétition publique : Ech wëll, dass Dokteren a Personal (Bsp. Infirmier) Lëtzebuergesch kënnen schwätzen, well grad an deem Beräich ass et schwéier, an enger anerer Sprooch ze verstoen, wat een eigentlech huet

Dépôt : Mme Pascale Schmidt, le 11/02/2025

3570 – Demande de pétition publique : Kameraen erlaben

Dépôt : Mme Brigitte Gaspard, le 12/02/2025

3571 – Demande de pétition publique : Doubler le nombre de jours de congé disponibles pour raisons familiales envers les familles monoparentales

Dépôt : Mme Nadine Pereira, le 13/02/2025

3572 – Demande de pétition ordinaire : Pétition sur la gratuité des structures d'accueil publiques afin de pouvoir créer plus de places pour tous les enfants et de garantir l'intégration et la non-discrimination

Dépôt : Mme Silvia Sanz Alonso, le 14/02/2025

3573 – Demande de pétition publique : Befestigung der Autonummernschilder für besseren Diebstahlschutz dieser

Dépôt : M. Gaston Knebler, le 14/02/2025

3574 – Demande de pétition publique : Interdiction de vente des cigarettes électroniques jetables sur le territoire luxembourgeois

Dépôt : M. Philippe Burel, le 14/02/2025

3575 – Demande de pétition publique : Augmentation des amendes pour tous types de déchets jetés dans l'espace public (littering)

Dépôt : M. Andrew Hoffmann, le 17/02/2025

3576 – Demande de pétition publique : Introduction de trams anciens sur les lignes de tram au Luxembourg durant la période estivale

Dépôt : M. Andrew Hoffmann, le 17/02/2025

3577 – Demande de pétition publique : Demande que le Gouvernement reconnaisse l'utilisation de l'énergie nucléaire pour remplir les objectifs de l'Accord de Paris

Dépôt : M. Benjamin Ptak, le 17/02/2025

3578 – Demande de pétition ordinaire : Enquête urgente sur les mesures de protection du Luxembourg contre les activités d'espionnage russes

Dépôt : M. Adrian Nicula, le 17/02/2025

3579 – Demande de pétition ordinaire : La pension complémentaire (Pilier III) plus flexible et équitable pour tous

Dépôt : M. Keith Wirrell, le 17/02/2025

3580 – Demande de pétition publique : Ban Fireworks in Luxembourg / Interdiction des jeux d'artifice au Luxembourg / Verbot von Feuerwerken in Luxemburg

Dépôt : M. Erjon Begaj, le 18/02/2025

3581 – Demande de pétition publique : Ausschluss der ADR-Partei aus der Chamber und Rücktritt von Alexandra Schoos und Tom Weidig wegen der Unterstützung von Hass und Spaltung

Dépôt : M. Romain Braun, le 18/02/2025

3582 – Demande de pétition publique : Forderung nach einer strengeren Bestrafung von Hass und Gewalt, insbesondere durch verbesserte Überwachung sozialer Netzwerke

Dépôt : M. Romain Braun, le 18/02/2025

3583 – Demande de pétition publique : Faciliter l'accès au logement pour les locataires ayant un animal de compagnie non catégorisé

Dépôt : M. Benjamin Wozniak, le 19/02/2025

3584 – Demande de pétition publique : Proposal for centralized management of rental deposits by the Luxembourgish Government / Proposition pour la gestion centralisée des dépôts de location par le Gouvernement luxembourgeois / Vorschlag zur zentralen Verwaltung von Mietkautionen durch die Luxemburger Regierung

Dépôt : M. Erjon Begaj, le 19/02/2025

3585 – Demande de pétition publique : Demande de référendum : Pour ou contre la construction d'une centrale nucléaire au Luxembourg afin d'assurer notre indépendance énergétique

Dépôt : M. Emmanuel Goncalves Da Cruz Barroso, le 19/02/2025

3586 – Demande de pétition ordinaire : Pétition pour l'amélioration du système de santé au Luxembourg

Dépôt : Mme Edyta Potalska-Schwartz, le 20/02/2025

3587 – Demande de pétition publique : Pétition pour le retrait du code CP1 de la CNS au Luxembourg / avec cette pétition, demandons la suppression du code CP1 qui permet aux médecins de facturer un supplément en cas de consultation pour convenance personnelle du patient et elle même facturer lorsque le médecin donne un rendez-vous pour une nouvelle consultation sans que le patient le demande

Dépôt : M. Massimo Regno, le 21/02/2025

3588 – Demande de pétition publique : En l'honneur de l'ancienne Grande-Duchesse de Luxembourg Marie-Anne du Portugal, née le 13 juillet 1861, le 13 de chaque mois de l'année, tous les fonctionnaires luxembourgeois doivent parler uniquement le portugais pendant les heures de travail

Dépôt : M. Ivan Nizer Gonsalves, le 21/02/2025

3589 – Demande de pétition publique : Pétition pour l'abolition de la confidentialité pour les pédophiles et les prédateurs sexuels et le renforcement des peines

Dépôt : M. Denis Profico, le 22/02/2025

3590 – Demande de pétition publique : Pour l'interdiction définitive et immédiate des chemtrails dans l'espace aérien luxembourgeois comme dans d'autres pays européens et certains États des USA

Dépôt : Mme Catherine Bürgy, le 22/02/2025

3591 – Demande de pétition publique : Staatlech Ennerstëtzung fir de Motosföuerschäin fir Jugendlecher zu Lëtzebuerg

Dépôt : M. Jason Genot, le 22/02/2025

3592 – Demande de pétition ordinaire : Caméra par patrouille de police. / Les chefs d'États nous on mis à disposition des personnes telles que la police pour veiller et venir en aide au citoyen du Luxembourg. Comme dans tous les métiers, il y a du bon et du mauvais. Il semble plus que important que le statut d'un policier en service doit être impeccable et surtout représenter notre pays. Les caméras sont des témoins importants

Dépôt : Mme Jessica Tavares Da Moura, le 08/02/2025

3593 – Demande de pétition publique : Adaptation salaire net pour le chèque-service

Dépôt : Mme Sylvie Da Silva Rocha, le 24/02/2025

3594 – Demande de pétition publique : Construction d'une centrale nucléaire

Dépôt : M. Maxime Bourdis, le 27/02/2025

3595 – Demande de pétition publique : Les cours en français dans toutes les écoles

Dépôt : M. Marco Bertini, le 27/02/2025

3596 – Demande de pétition publique : TDA/H : Plus de soutien et aides aux personnes détectées trop tard au niveau scolaire

Dépôt : Mme Nicole Da Silva Saltao, le 01/03/2025

3597 – Demande de pétition publique : Aider encore plus massivement l'Ukraine

Dépôt : M. Laurent Terrassier, le 02/03/2025

3598 – Demande de pétition publique : Les chômeurs luxembourgeois titulaires d'une formation supérieure et d'un diplôme reconnu au Luxembourg ou au Benelux sont automatiquement orientés par l'ADEM vers le service ADEM Coach et sont traités en fonction de leurs qualifications académiques et de leur expérience professionnelle (Article 622-3 (1) Code du travail)

Dépôt : M. Ivan Nizer Gonsalves, le 02/03/2025

3599 – Demande de pétition publique : Autorisation de construction d'une mosquée au Grand-Duché avec une minarette

Dépôt : M. Admir Canovic, le 02/03/2025

3600 – Demande de pétition publique : Les heures de formation « premiers secours » prises en charge par l'employeur

Dépôt : Mme Dara Miranda, le 03/03/2025

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

5) La Conférence des Présidents a retenu que les représentants de la Chambre des Députés au sein du Comité d'accompagnement à la rédaction du rapport « Travail et cohésion sociale » du Stater seraient M. Paul Galles (CSV), M. Guy Arendt (DP), Mme Paulette Lenert (LSAP), M. Dan Hardy (ADR), Mme Djuna Bernard (déi gréng), M. Marc Baum (déi Lénk) et M. Sven Clement (Piraten).

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Hommage à la mémoire de M. André Biver, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fänken eis Sëtzung de Mëtteg mat zwee Hommagen un.

Den éischten Hommage de Mëtten ass fir den Éierendeputéierten André Biver. Hien ass de 15. Februar am Alter vu 86 Joer verscheet. Den André Biver war während enger Legislatur, vun 1989 bis 1994, Member vun dësem Haus.

Den André Biver ass zu Wëlwerwolz gebuer. Hien huet sech an de 60er-Jore bei der LSAP engagéiert. Fir d'éischt war hien um lokalpolitesche Plang aktiv. Tëschen 1970 an 2005 war hie Conseiller, Schaffén an och Buergermeeschter vu Wolz. Iwwer 35 Joer laang huet hien d'Kommunalpolitik zu Wolz matgestalt.

1989 ass den André Biver fir d'LSAP an d'Chamber gewielt ginn. Den Norddeputéierte war eng Legislatur laang Vizepräsident vun der Kommissioun, déi sech ëm Kommunales, de Logement an den Urbanismus gekëmmert huet. Déi Theeme waren och d'Haaptschwiéerpunkten a senger parlamentarescher Aarbecht. Hien huet seng Iddien och an der Educatiouns- an an der Landwirtschaftskommissioun abruucht.

Um internationale Plang war den André Biver 5 Joer Member vum Beneluxparlament, dovun 2 Joer als President vun deem Parlament. Hie war och Member am Comité des régions vun der Europäescher Unioun.

Den André Biver war e ganz engagéierte Politiker, virun allem a senger Gemeng, mee och hei an der Chamber, a besonnesch wann et ëm den Norden oder ëm Wolz gaangen ass.

Senger Famill wëll ech haut am Numm vun der Chamber eist opriichtegt Bäileed ausdrécken.

Ech géing Iech bieden, ee Moment opzestoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

5. Hommage à la mémoire de M. John Schummer, député honoraire

Am Alter vun 73 Joer ass den 22. Februar den Éierendeputéierte John Schummer gestuerwen. Hie war 12 Joer laang fir d'DP an der Chamber, vun 1992 bis 2004. Vill vun eis heibannen erënnere sech nach un hie respektiv souze souguer zesumme mat him hei am Sall.

De John Schummer huet fir d'éischt op enger Bank geschafft. De gebiertegen Diddelenger ass 1989 déi éischte Kéier fir d'DP am Süde mat an d'Nationalwale gaang an dunn 1992 an d'Chamber noogeréckelt. Bei de Walen 1994 an 1999 ass hien direkt an d'Parlament gewielt ginn.

Während senger Zäit hei an der Chamber war hien ënner anerem 5 Joer Member vum Bureau. Hie war och President vun der Kommissioun fir Economie, Energie, Post an Transport an an deem Kader Rapporten vun enger Partie Transportgesetzter. Donieft war hie jorelaang Vizepräsident vun der Kontekommissioun.

D'Problemer vum Südbezirk, d'Finanzplaz, d'Ëmwelt an d'Sécherheetspolitik waren d'Schwiéerpunkten am John Schummer senger Aarbecht hei an der Chamber.

Och um internationale parlamentaresche Plang war den DP-Deputéierten engagéiert, am CPI, dem interregionale Parlamentarierrot, mee virun allem och am Beneluxparlament, engem Gremium, wou hie 4 Joer Vizepräsident an 2 Joer President war.

De John Schummer war och lokalpolitesch aktiv, fir d'éischt 4 Joer am Gemengerot vun Déifferdeng an duerno 17 Joer am Gemengerot vu Koplescht.

2011 huet de John Schummer eng nei beruflech Erausforderung ugeholl, als Direkter vun der Fondation Kräizbierg, wou e sech vill fir Mënsche mat enger Behënnerung agesat huet. Duerno war hie President vum Verwaltungsrot vun der ASBL Service Moyens Accessoires.

Doniewent war hien a villen Associatiounen a Clibb engagéiert, an dat och um kulturelle Plang.

Wann ee „John Schummer“ seet an et gesäit een d'Bild vum zwee Meeter grouse Mann viru sech, dann denkt een nieft der Politik och u seng sportlech Karriär, wéi e jonk war. Mat vill Succès huet hien Handball beim HB Diddeleng, de Red Boys Déifferdeng an an der Nationalekip gespillt. Hien huet och Fussball gespillt a war Golkipp beim CS Uewerkuer. Donieft huet hien och gäre gefecht.

De John Schummer huet net nëmmen am Sport ëmmer de Ball an net de Mann gespillt. Hie war politesch fair, mee huet och ëmmer eng, wéi en et selwer sot, haart a konstruktiv Politik gemaach.

Dat war hien och am perséinlechen Ëmgang: Beim John waren d'Saachen ëmmer direkt. Et wouste een, wou ee mat him dru wär. An hien huet och acceptéiert, wann een net senger Meenung war. Ech muss soen: Et war einfach, mat him ze schaffen, a flott, mat him ze schwätzen.

Senger Famill wëll ech haut am Numm vun der Chamber eist opriichtegt Bäileed ausdrécken.

Ech géif Iech hei och bieden, ee Moment opzestoen, fir him déi lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

6. Déclaration gouvernementale de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur l'Ukraine et la sécurité européenne, suite d'un débat

Mir héieren haut de Mëtten eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Ukrain an d'europäesch Sécherheet. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit 5 Minuten zegutt huet. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Premierminister. Här Premierminister.

Déclaration

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, et gëtt Momenter an der Geschicht vun engem Land oder vun engem Kontinent, wou ee spiert, datt eppes Fundamentales um Geschéien ass, datt d'Geschicht, d'Realitéit, an där mir liewen, wiesselt, datt eng aner Richtung eventuell ageschloe gëtt, jo, datt Geschicht geschriwwe gëtt.

Den exceptionellen Eclat d'lescht Woch am Wäissen Haus war e kloer Broch mat deem waarmen Empfang, bei deem ech konnt derbäi sinn, deem de President Selenskyj am Wäissen Haus am Juli d'lescht Joer um Rand vum NATO-Sommet hat. Wann een dat kombinéiert mat der Ried, déi den amerikanesche Vizepräsident op der Münchener Sécherheetskonferenz gehalen huet, a mat dem méigleche Stopp vun de Waffeliwwerungen un d'Ukrain, deem Amerika schéngt gëschter decidéiert ze hunn, da gesäit een, datt dat fundamental Changementer sinn an der amerikanescher Politik, mee och an de Relatiounen mat Europa.

An esou engem grave Moment huet et eis duerfir richtig geschéngt, am Numm vun der Regierung e puer Erklärungen ze ginn, wéi d'Regierung dës Situation aschätzt, an dat virum Lëtzebuerger Parlament ze maachen.

Ech géing gären déi Deklaratioun haut op fënnf prinzipiell Punkte limitéieren, wëssend, datt deem Debat, dee mer haut hei féieren, net haut ufänkt a sécherlech haut net ophéiert.

Deen éischte Punkt ass folgenden: Den ukrainesche President ass de President vun engem Land, dat zënter dräi Joer am Krich ass; engem Krich, deem net d'Ukrain ugefaangen huet, mee dee Russland ugefaangen huet; engem Krich, deem eng kloer Violatioun vum internationale Recht a vun der UNO-Charta ass. An duerfir stoung bis elo vill Demokratien aus Europa – och Lëtzebuerg –, d'USA, Kanada, Japan op der Säit vun der Ukrain.

Lëtzebuerg steet och weider op der Säit vun der Ukrain. An duerfir hunn ech och zesumme mat anere Regierungschefen aus Europa direkt e Freideg den Owend, och op de Soziale Meedien, no deem Eclat am Wäissen Haus kloergemaach, datt, onofhängeg vun deem, wat op enger Plaz geschitt, mir zu de Prinzipien stinn. Well d'Ukrain kämpft och fir eis Fräiheet an d'Ukrain kämpft fir de Respekt vun enger Gesellschaft, enger internationaler Gesellschaft, déi no internationale Reegelen an nom internationale Recht fonctionéiert.

Russland huet d'Ukrain ugegraff. Russland ass den Täter. D'Ukrain ass d'Affer. D'Ukrain ass esou iwwerfall

ginn, wéi Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich vun Hitlerdäitschland iwwerfall ginn ass. Russland wollt d'Grenzen duerch Gewalt änneren. A Russland wollt, wéi säi President et selwer 2022 gesot huet, dat Land vernichten. Lëtzebuerg wäert duerfir weider op der Säit vun der Ukrain stoen a wäert – mat senger bescheiden Mëttelen – déi Ënnerstëtzung ginn, déi d'Ukrain brauch. A mir wäerten dat zesumme mat eisen europäesche Partner maachen.

Dat heescht am Kloertext, datt mir der Meenung sinn, datt näischt kann iwwert d'Ukrain decidéiert ginn, ouni datt d'Ukrain och derbäi ass. Et kann een net engem Land soen: „Mir huelen dir e Stéck ewech“, an et sëtzt ee mol net mat um Dësch.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat Zweet an deem Kontext ass, datt et och keng Negociatiounen ka ginn iwwert d'Sécherheet vun Europa, ouni datt Europa an déi global europäesch Sécherheetsdimensioun mat gekuckt ginn. Well d'Sécherheet vun der Ukrain an d'Sécherheet vun Europa si ganz enk matenee verbonnen.

Drëtens ass an eisen Ae kloer, datt e Waffestëllstand – deen ee gären hätt, well et kann een ni zefridde sinn, wann et iergendwou Krich gëtt! – nëmme erfollegräich ka sinn, wann hannendrun e Konzept besteet fir en dauerhafte Fridden. An en dauerhafte Fridden heescht an eisen Aen, wéi an den Aen och vun der Ukrain a vu villen europäesche Partner, datt en dauerhafte Fridde kredibel Sécherheetsgarantië fir d'Ukrain brauch. E Waffestëllstand ouni déi Sécherheetsgarantië ass eng Invitatioun fir Russland oder fir anerer, muer weiderzefueren, och wa se temporaryment mam Krich géinge stoppen. An duerfir ass e fairen an dauerhafte Fridden dat Zil, dat mer als Europäer a fir d'Ukrain müssen hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Lëtzebuerg wäert d'Ukrain och finanziell weider ënnerstëtzen, militäresch weider ënnerstëtzen – nach eng Kéier: mat deene begrenzte Mëttelen, déi mer hunn. Mee proportional maache mer esou vill wéi déi aner. Mir wäerten eis och, wann noutwenneg, le moment venu, u Sécherheetsgarantië bedeelegen. Déi stinn haut net à l'ordre du jour a mir sinn dat bis haut net gefrot ginn, mee dat ka sécherlech änneren.

Lëtzeburger Zaldote wäerten awer nëmme am Kader vun engem internationalen oder europäesche Mandat an déi Regioun goen, sou wéi dat an de Gesetzter vun eise Land steet a mam Accord vun der Chamber, wa sech déi Fro stellt. Mee et ass kloer an eisen Aen, datt dat nëmme ka geschéien am Kader vun engem Friddensmissioun. An eng Friddensmissioun, wéi d'Wuert et seet, ass no engem Friddensaccord.

Mir stinn also weider op der Säit vun der Ukrain. An ech hoffen, datt d'Lëtzeburger Chamber déi Meenung och esou deelt, wéi se dat an der Vergaangenheet och e puermol schonn ausgedréckt huet.

En zweete Message, deen ech haut wollt an dëser Erklärung soen, ass, datt Europa an engem historisches Moment, wou mer Amerika net méi genausou gesinn op eise Wee, op d'mannst zënter dem 20. Januar, wou dee Wee net méi genau deen nämmlechten ze si schéngt, an der Verteidigung vun der Ukrain, an der Ënnerstëtzung vun der Ukrain, fir kënnen Fridden aus enger Positioun vu Stärkt eraus ze verhandelen, méi enk wéi nach bis elo muss zesummestoen a méi Responsabilitéit muss iwwerhuelen. Dat ass keng Attitüd géint Amerika, mee dat ass eng Attitüd fir Europa!

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | An duerfir muss mer dat an engem ganze Koup Beräicher maachen. Jo, militäresch, mee och ekonomesch. Mir mussen selwer méi souverän, méi staark ginn. Mir dierfen eis an Energiefroen net ze vill vun engem ofhängeg maachen. Mir müssen eng Industrie hunn, eng Defenseindustrie, mee och aner ekonomesch Secteuren an Industrien. A mir müssen dat Ganzt zesumme kucken, fir datt mer a strateegesch Beräicher rëm Meeschter gi vun eise eegene Schicksal.

An an deem Sënn begrësse mer déi Richtung vun deene Propositiounen, déi de Moien d'Presidentin vun der Europäescher Kommissioun, d'Madamm von der Leyen, gemaach huet, ënnert deem Term „ReArm Europe“, déi zum Zil hunn, Europa a senger Verteidigungsdimensioun méi staark ze maachen. Mee och déi Orientatiounen, déi se virun e puer Woche gemaach huet, fir Europa méi kompetitiv ze maachen, also Aarbechtsplazen an Europa ze schafen an ze erhalen, ginn an déi richteg Richtung. Mir wäerte se am Detail kucken a konstruktiv begleeden.

Et ass och wichteg, dass Europa an dëser kruzialer Fro vun der Sécherheet vun eise Kontinent zesummeschafft mat deenen, déi ronderëm Europa sinn, an eis Wäerter deelen. Ech denken do ënner anerem u Groussbritannien, un Norwegen, u Kanada, dat ass zwar net Deel vun Europa, mee et hëlt heiansdo un eise Sitzungen deel an deelt staark déi Wäerter, déi Europa ausmaachen an déi ech virdrun nach eng Kéier rappeléiert hunn.

En drëtten Punkt an deem Kontext fir d'Regierung ass deen, wat mer zu Lëtzebuerg an deem Kontext maachen. Mir sinn Deel vun Europa. Wat an der Ukrain geschitt, betrëfft och eis. Wat a Polen, an de baltische Staaten an op anere Plaze muer riskéiert ze geschéien, wa mer net richteg agéieren an eis Engagementer par rapport zur Ukrain net seriö huelen – da riskéiere mir och, eis Fräiheet an eise Fridden ze verléieren. An duerfir muss och Lëtzebuerg sech an der Verteidigung – ech géing soen, an der Sécherheet, wat nach méi breet ass wéi d'Verteidigung – nach méi staark opstellen.

Lëtzebuerg huet iwwert déi zwou lescht Legislaturperiode scho massiv seng Verdeedegungsangabe gehéicht. Ech hunn an der Erklärung zur Lag vun der Natioun gesot, datt mir géingen drun denken oder plangen, bis d'Joer 2030 op dat NATO-Zil vun 2 % vum nationale Räichtum ze komme fir eis Defenseausgaben. Villes an eise Gesprächer an Europa an an der NATO deit drop hin, datt mer déi Trajectoire müssen iwwerkucken an datt déi Zilsetzung wäert méi héich ginn, wéi dat fir de Moment de Fall ass.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Wa mer dat maachen, da maache mer dat no Récksprooch mat eise Partner a mir maachen dat natierlech och no enker Consultatioun mat dësem Parlament. Mir wäerten net derlaanscht kommen, eng Reorientatioun, eng fundamental Reorientatioun, vun eise Sécherheetsausgaben iwwert déi nächst zéng Joer ze maachen. Well mir stelle fest, datt mir haut ënnert där hallwer Dose Länner sinn, déi nach ënner 2 % sinn. Déi meescht europäesch Länner hunn déi 2 % haut erreicht. Eis belsch Noperen, Spuenien, Slowenien si bei ronn 1,3 %, 1,5 %. A mir müssen also do eis Solidaritéit och ausdrécken.

D'Regierung hëlt dës Aufgab ganz eescht. Et ass am strateegesch Interêt vu Lëtzebuerg, säin Deel zum Fridden an Europa bäizedroen. Et ass schwéier, deenen anere Länner, wou et ville méi schlecht geet wéi eis, ze erklären, datt mir vill manner par rapport zu eise nationale Räichtum maache wéi si.

Une voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat war an der Zäit vläicht verständlech, well mer am Häerz vun Europa ronderëm vu friddlechen Natiounen ëmgi waren, mee déi nei geopolitisch Situatioun, d'Gefor aus Russland, déi méiglech Reorientatioun vun der amerikanescher Politick maachen dat do absolutt noutwenneg.

E véierte Punkt vun deem, wat ech haut hei wollt am Numm vun der Regierung soen, betrëfft eis Relatiounen mat de Vereenegte Staate vun Amerika. Si baséieren op enger staarker gemeinsamer Geschicht, op gemeinsame kulturelle Wäerter – wie kuckt net gären en amerikanesche Film a lauschtert amerikanesch Musek, de Softpower vun Amerika? –, op Prinzippien, déi an der amerikanescher Verfassung quasi déi nämmlecht si wéi an den europäesche Verfassungen, op Mënscherechtskonzepter, déi am 18. Joerhonnert vun deenen engen an deenen aneren zäitgläich geschriwwen gi sinn.

Amerika an d'amerikanescht Vollek bleiwen eis Frënn, och a schwéiere Momenter. Mir hunn ni vergiess a mir wäerten ni vergiessen, datt mir hei a Fridden a Fräiheet sëtzen, well den amerikanesche President Roosevelt net gesot huet: „Dat ass wäit ewech!“, mee well en deemools gesot huet: „Mir gi mat eisen Zaldoten dohinner a mir befreie Lëtzebuerg a mir befreien Europa!“

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Mir si Member vun der NATO a mir wëllen och, datt et méiglech bleift, mat Amerika an der NATO zesummenzeschaffen. Dat ass och Realpolitick. Ronn 70 % vun alle militäreschen Ausgabe vun den NATO-Staate kommen aus de Vereenegte Staate vun Amerika. Dat ass ganz zolidd a se hunn nach eng militäresch Capacitéit, déi wäitass méi grouss ass wéi déi vu villen anere Länner.

Zesumme si mer méi staark. Zesumme si mer an der NATO, well d'NATO och zënter 1949 eng Organisatioun ass, déi ofschreckend gewierkt huet par rapport zu deenen, déi d'Membere vun der NATO, dorënner Lëtzebuerg, wollten ugräifen – dee faméisen Artikel 5: Wann een ugegraff gëtt, gi mer allegueren ugegraff –, an op déi Sécherheetsgarantie wëlle mer net verzichten. A mir hoffen, datt och d'amerikanescht Vollek an den amerikanesche Kongress déi gemeinsam Responsabilitéit fir de Weltfridden, déi an der NATO verankert ass, unerkent, begräift. An dat hëlt näischt ewech vun deem, wat ech virdu gesot hunn: Innerhalb vun der NATO muss mer selbstverständlech den europäesche Piller stärken.

E fënnefte Message, dat ass dee vun de Wäerter a vun de Fräiheeten. Et schaaft een net eng Arméi, gradesou wéi een net eng Economie schaaft, just fir dee militäreschen oder deen ekonomesch Zweck. Et gëtt ëmmer e méi grousst Bild ronderëm. Esou wéi d'Ekonomie eis hëlleft, Wuelstand, Gerechtegkeet, soziale Fortschrëtt ze schafen, esou ass d'Militär och do, fir Wäerter ze verteidegen, fir Fräiheet a Fridden ze verteidegen. An déi Wäerter an déi Fräiheet si selbstverständlech net am loftleere Raum. D'Fräiheete sinn ni absolutt. D'Fräiheete sinn déi, déi mer an eise Verfassung stoen hunn, déi mer an eise Gesetzter stoen hunn, déi mer an der Europäescher Mënscherechtskonventioun stoen hunn, déi mer an internationale Pakte fir d'Mënscherechter stoen hunn.

Vun deene Prinzippien hale mir fest, och wa se op anere Plazen der Welt an dëse Wochen a Fro gestallt ginn. An duerfir ass dat, wat mer hei de Mëtten diskutéieren, vill méi wéi just „nëmme“, wann een dat esou dierf soen, d'Defense vun der Ukrain. Et geet ëm fundamental Prinzippien. Et geet ëm d'Zukunft vun eise Deel vun der Welt a vun deene Prinzippien,

un déi mir gleewen a fir déi eis Elteren a Groussel-teren a schwéieren Zäiten och gekämpft hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Luc Frieden, Premier ministre | Europa an eist Land sti viru groussen Entscheedungen. Mir wëllen, datt Fräiheet, Fridden a Wuelstand och an deenen nächste Joerzénge op eisem Kontinent bestoe bleiwen. Fridden a Fräiheet hunn e Präis – an dee spiere mer elo an dee wäerte mer nach méi an deenen nächste Jore spiieren.

Wat fir eng Choix maache mer, wa mer méi Sue mussen ausgi fir eis Sécherheet, eis kollektiv Sécherheet? Da stellt sech d'Fro: Wou kommen déi Suen hier? Maache mer méi Schold, maache mer aner Choixen an eiser Finanzpolitik? Huele mer méi europäesch Suen op?

Alles dat si Froen, déi mer mussen an Europa an hee-heim an deenen nächste Joren, an deenen nächste Méint, vläicht an deenen nächste Wochen diskutéieren, sécherlech virum NATO-Sommet, deen am Juni an Holland stattfënnt.

Et si fundamental Froen. Et si Froen, déi iwwert d'Dagespolitik erausginn an déi méi wéi eng Legisla-turperiod concernéieren. Duerfir fënnt en Don-neschden en extraordinäre Sommet vun de Staats- a Regierungschefen zu Bréissel statt, wou mer eng Dis-kussiou doriwwer féiere wäerten. Mee duerfir wëll ech och an deenen nächsten zwou Woche Consulta-tioune mat allen hei am Parlament vertrauene Parteie maachen, fir e méiglechst breede Konsensus ron-de-rém déi Froe vu Sécherheet a Verdeedegung, d'Zukunft vun eisem Kontinent ze hunn, och well et, wéi gesot, iwwer e puer Legislaturperiode wäert goen, wat mer an deenen nächste Wochen an Europa an der NATO wäerten decidéieren.

An ech mengen, et ass och wichteg, datt mer an esou grondleeënde Froen e staarke Konsensus an eiser Ge-sellschaft kënne fannen, iwwert d'Parlament eraus.

Russland huet eis 2014 an duerno 2022 aus eisem Confort, aus eiser Freed, déi mer nom Zweete Welt-krich an nom Enn vum Kale Krich haten, brutal eraus-gerappt an huet d'Weltuerdnung an de Fridden an Europa nom Enn vum Kale Krich an dem Zweete Welt-krich a Fro gestallt.

Amerika huet eis zënter dem 20. Januar op eng Aart a Weis gewisen, datt eis Partnerschaft gechallenge-t gëtt, an och wa mer dru schaffen, se ze halen, wäert se an deenen nächste Wochen eng aner Tournure hunn.

An duerfir muss Europa – jo, och Lëtzebuerg – elo deci-siv handelen. Och Lëtzebuerg muss decisiv Choix maachen. Well wann d'Geschicht herno geschriwwen gëtt, da wëll ech, datt d'Leit soen: „2025 stoung Lëtzebuerg op der richteger Säit vun der Geschicht: op der Säit vun der Fräiheet, de Mënscherechter an dem internationale Recht.“

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premier-minister. Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

Da komme mer zu eiser Debatt vun haut de Mëtten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. Als éischte Rieder ass den honorabelen Här Laurent Zeimet agedroen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech wéilt fir d'éischt am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Premierminister villmools Merci soe fir seng staark Deklaratioun vun haut de Mëtten, déi mer voll ënnerstëtzen. Op d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Frak-tioun kann en och an den nächste Wochen a Méint zielen, fir konkret hei ze handelen.

Ech wëll dem Premierminister awer och Merci soe fir déi schnell an déi ganz kloer Reaktioun, déi en op déi Humiliatioun am Wäissen Haus de leschte Freideg ginn huet. Och dat war e staarkt Zeechen, wou Lëtze-buerg steet. An och dofir e grouse Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Et war eng penibel Zeen, déi jiddereen huet missen erdroen, un éischter Stell natierlech de President Selenskyj. Datt bei deem Moment eng Büst vum Winston Churchill am Raum stoung, ass eigentlech eng Ironie, déi net ze gleewen ass.

De President Selenskyj verdéngt de Respekt vun eis all, an iwwer hie verdéngt dat ukrainescht Vollek de Respekt vun eis alleguerten, well si, wéi de Premier elo just nach eng Kéier betount huet, d'Fräiheet vun eis alleguerte verteidegen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Ech hat virun enger Woch d'Éier, an der Ukrain ze sinn, am ukrainesche Parla-ment, der Rada, fir do eist Haus ze verrieden, wéi d'Parlament vun der Ukrain drun erënnert huet, wéi virun dräi Joer hiert Land iwwerfall gouf. Dat war en Akt vu Solidaritéit vun deser Chamber vis-à-vis vun der Rada.

An et ass ganz kloer fir eis alleguerten, denken ech, hei am Haus: Et war de russesche President, deen d'Ukrain iwwerfall huet. Et ass de russesche Presi-dent, deen zanter 2014 d'Souveränitéit vun der Ukrain verletz. An et ass de russesche President, deen internatiounaalt Recht gebrauch huet.

Jo, de Premierminister huet Recht: Et ass elo eng Stonn, wou d'Europäer mussen Responsabilitéit fir hir Defense iwwerhuelen. Mir sinn dozou bereet. Mir wëssen, datt et dat net wäert zum Nulltariff ginn, a mir wëssen, datt mer och d'Leit am Land dovunner mussen iwwerzeegen a mat op dee Wee huelen, an datt dat net wäert einfach ginn. Mir begrëssen de Plang, deen d'Madamm von der Leyen haut presen-téiert huet. A mir wäerten och do eis Ënnerstëtzung ginn, wann e muss konkret ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg ass laang mat de Vereenegte Staate ver-bonnen. Zanter 80 Joer verdanke mer eis Fräiheet all deenen Amerikaner, déi zu Hamm begruewe sinn, a ville méi an hire Familien. An déi Famille gëtt et och haut nach. Amerika ass net nëmme déi amerikanesch Regierung. Amerika, dat sinn och aner Stëm-men, déi et och nach gëtt. An och dat sollte mer net vergiessen. An och déi sollte mer weider ënnerstëtzen.

Eng Frëndschaft baséiert awer op Respekt, ee virun deem aneren. An dee Respekt erwaarde mer och vu Washington, och wa mir nëmme e ganz klengt Land sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Léif Kolleeginnen a Kol-leegen, mir sichen eis déi Zäiten, an deene mer lie-wen, net eraus, mee wann de Moment komm ass, muss ee beweisen, datt een deem Moment och ge-wuess ass. An eise Moment, mengen ech, ass elo do.

Wa sech alles ännert, da kënne mer net esou maa-chen, wéi wann alles nach ëmmer beim Ale wier.

D'Welt huet dramatesch geännert a mir mussen mat Courage där neier Situatioun gerecht ginn.

Ech hätt net gemengt, datt ech et eng Kéier géif er-liewen, mee ech hunn awer elo mat 50 Joer déi éischte Kéier eng Alerte matgemaach an ech hu mis-sen an de Keller goen. Ech hoffen, datt meng Kanner dat ni mussen erliewen, datt se dovunner verschount bleiwen. An dat ass eis Responsabilitéit.

D'Zukunft vun der Europäescher Unioun, eis Zukunft, decidéiert sech an dese Momenter an der Ukrain. Mir wëllen e Fridden a Fräiheet. Fir eis, awer och fir d'Ukrain. Mir wëllen e Fridden a Fräiheet – a kee Lie-wen op de Knéien!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Den 20. Januar gouf den Donald Trump als neien US-President vereedegt. Seng Ried deemools huet schonn drop higewisen, datt munch Ongemittleches wäert op eis duerkommen.

Jo, d'Welt ass ouni Zweifel zënter dem 20. Januar eng aner. Dee bis elo absoluten Héichpunkt, dat war awer de Virfall – et kann ee roueg dat Wuert „Vir-fall“ benotzen – de leschte Freiden am Oval Office zu Washington. Mir wëssen, datt den Här Trump keng politesch Kultur huet, wéi mir se hei an Europa flee-gen, ...

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | ... datt hie respektlos mat senge politesche Géigner ëmgeet, datt hie kee Res-pekt weist – an dat fannen ech nach schlëmmer – fir Institutionen a fir Minoritéiten.

Une voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | No deem Optrëtt do – an och no der inakzeptabler Ried vum US-Vizepräsident Vance zu München de leschte 14. Februar – mussen mer jiddefalls ee Constat maachen: E Freideg ass ouni Zweifel definitiv e Broch mat engem Europa, dat nach demokratesch Wäerter vertritt, agelaut ginn.

Déi Aart a Weis, wéi hei e Mann, de President Selenskyj, dee sech zënter dräi Joer mat vollem Engagement fir d'Autonomie vu sengem Land asetzt, virun der Weltëf-fentlechkeet humiliéiert ginn ass, dat war net nëmme e Skandal, mee dat war ouni Zweifel och eng Attack op en ziviliséiert Zesummeliewen ënner demokratesch ge-sënnte Mënschen! An dat ass eng geféierlech Astellung fir d'Weltgemeinschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat bedeit dann elo déi nei US-politesch Approche fir eis an Eu-ropa, virun allem an der EU an och fir eist Land? Ass elo en definitive Broch agelaut gi mat engem Land, deem mir u sech eis Fräiheet kënne verdanken a wou virun 80 Joer vill US-Amerikaner hiert Liewe fir eis Fräiheet gelooss hunn?

Eppes ass kloer: Den Donald Trump a seng ganz Ad-ministratioun si géint de Multilateralismus, si géint eng Bündnispolitik. Hiert Zil ass u sech eng Welt-herrschaft, déi sech éischter aus e puer Supermuech-ten zesummesetzt. An an deem Zeenario huet Europa keng gréisser Roll méi ze spillen.

A spéitstens zënter e Freiden ass och kloer, datt d'USA sech ewechentwéckele vu liberalen Demokratien an éischter de Wee sichen zu autokrateschen Herrscher.

Wéi solle mir natierlech elo als Europäer domad-der ëmgoen? Do gëtt et nëmme eng Äntwert:

D'Europäesch Unioun muss méi staark no bannen an no bausse ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | Bis elo bitt sech d'Chance, eis nei ze definéieren, eis Kompetenzen – a mir hu vill Kompetenzen – um Niveau vun der Europäescher Unioun och vill méi rationell anzesetzen. A mir mussen och d'Brems lackeren, wat den Erweiderungsprozess ubelaangt.

Ech denken natierlech hei un éischer Linn un eng gemeinsam Defensopolitik. Dat ass keen neie Sujet. Mir diskutéiere scho jorelaang doriwwer. Mee elo si mer eis bewosst, dass den Zäitpunkt iwwerfälleg ass, wou mer dat méi konkret mussen ëmsetzen.

Dat geet natierlech net zum Nulltariff. Och däers mussen mer eis bewosst sinn, och hei zu Lëtzebuerg. Et wäert enorm Zomme kaschten. Mee wat ass kuerzfristeg déi absolutt Prioritéit? Fridden oder net Fridden?

An ech mengen, déi Fro hu mer ganz séier alleguer beäntwert: Et ass de Fridden! An de Fridde wäert leider an deenen nächste Jore vill Geld kaschten. Da mussen mer natierlech och de politesche Courage opbréngen, fir nei Ressourcen ze schafen, fir eis am Fong geholl fir de Fridden ze engagéieren.

Da mussen och gewëssen Tabue gebrach ginn. Firwat soll net eng BEI och emol Kreditter zur Verfügung stellen, fir an d'Rüstung ze investéieren? Firwat sollen d'EU-Staate sech net méi solidaresch weise beim Recours op Emprunten, fir, wéi gesot, eis an déi Richtung kënnen ze bewegen? An déi Fro muss natierlech och hei zu Lëtzebuerg gestallt ginn.

Mir waren houfreg op eng Manéier, an do maachen ech beileiwe kengem e Reproche hei, wéi mer gesot hunn: „Eist neit Objektiv fir d'Joer 2030 sinn 2 % vun eisem RNB.“ Mee mir mussen ganz kloer sinn – an de Premier huet dat och virdrun hei ganz kloer ënnerstrach, an ech wëll him och Merci soe fir déi couragéiert, déi ganz richtig Wieder, déi e fonnt huet zu deemem Zäitpunkt –: Mir mussen wierklech de Courage hunn, och dat elo ze hannerfroen. Ass dat nach eist definitiivt Objektiv?

An ech mengen, och kënnen hei ze soen, zumindest am Numm vu ganz ville Leit heibannen, mat Sécherheet och am Numm vu menger Partei: Nee, dat kann net dat lescht Objektiv sinn! Mir mussen och do zousätzlech Efforte maachen. Lëtzebuerg däerf net an Zukunft de Parasitt spillen. Wann et sech wëllt ënnert de Prabbeli stelle vu staarke Muechten, da muss Lëtzebuerg och bereet sinn, e gewëssen zousätzlechen Effort ze maachen.

An et gëtt Hoffnung. Et gëtt Hoffnung, dass munches sech zum Besseren ka wenden. Wann een elo kuckt, huet een déi lescht Deeg gesinn, wéi op eemol awer eng gewëssen nei Solidaritéit entstan ass. Ech denken hei zum Beispill u Groussbritannien, dat e Retour gemaach huet op d'europäesch Bün. Ech denken awer och un aner Länner, un Norwegen, un Island. An ech denken awer och ënner aneren un d'Türkei. An dat gëtt engem awer eng gewëssen Hoffnung, dass sech elo eng Solidaritéit entwéckelt, dass mer déi Situation, wéi se de Moment amgang ass, sech ze entwéckelen, net kënnen akzeptéieren.

Mir brauchen e gerechte Fridde fir d'Ukrain. A wat heescht e gerechte Fridden? Contrairement zu deem, wat Eenzeler och heibanne behaupten, gëtt et nëmmen e gerechte Fridden! An dat ass deen, wann een an der Logik bleift, dass de Putin a säi Regime den Aggressor sinn. Déi hunn e Land iwwerfall. Déi hunn d'Autonomie vun engem Land a Fro gestallt. An dat

ass inakzeptabel! An dat muss d'Prämiss sinn, fir, wéi gesot, iwwer e Fridden ze diskutéieren.

Mir sinn natierlech amgaangen, en treien Alliéierten ze verléieren. An trotzdem solle mer net d'Hoffnung opginn, dass dat awer och vläicht kann temporäier Natur sinn. Mir müssen all d'Méiglechkeeten nach notzen, fir awer mat amerikanesche Frënn ... Ech gebrauchen deen Ausdrock trotzdem nach, well et gëtt och an Amerika nach Leit, déi aneschtens denke wéi déi, déi de Moment do d'Soen hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gusty Graas (DP) | D'USA hu sech jiddefalls ouni Zweifel entscheet, en antagonistesch Verhältnis zu der Ukrain ze entwéckelen. An net méi spéit wéi haut, wou elo decidéiert ginn ass vum President Trump, der Ukrain keng militäresch Hëllef méi ze leeschten, ass dat natierlech net nëmme fir dat Land, mee fir déi allgemeng Weltgemeinschaft eng Katastroph. Dat ass eng Katastroph fir déi Wäerter, déi mir hei zënter Joerzénge an der Europäescher Unioun verrieden.

D'Ukrain ass ouni Zweifel zu engem Fallbeispill ginn. Wa mir net d'Lutte fir d'Autonomie vun deem Land weiderféieren – a mir mussen dat maachen! –, da riskéiere mer, en dauerhafte Schued un de liberale Wäerter ze kréien, u Wäerter, déi u sech eng Weltgemeinschaft zesummenhalen. An dofir mussen mer eis als Europäer weiderhi ganz staark dofir asetzen. An ech kann dat kloer am Numm vu menger Partei, der DP, soen: Mir wäerten op alle Fall mat op dee Wee goen!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci villmools. Dat trauregt Spektakel vum leschte Freideg huet eis alleguer schockéiert an et fillt ee sech wéi am „1984“ vum George Orwell: „War is peace. Freedom is slavery. Ignorance is strength.“

En ukrainesche President, dee wéi e Schoulbouf virgefouert, beleidegt a gedeemüetgt gouf vun engem amerikanesche President a sengem Stellvertreeder, dat war nëmme ganz schwéier ze erdroen. Déi Däitsch hunn e schéint Wuert dofir: „Fremdschämen“! Ech mengen, et ass genee dat, wat mer all gefillt hunn, wéi mer déi Biller gesinn hunn.

Ech fannen, et wär haut e gudden Moment fir eist Parlament, eis Solidaritéit mat der Ukrain ze erneieren. All Partei hei an der Chamber soll kloer Faarf bekennen, fir dass et och kee Mëssverständnis dobause gëtt. Lëtzebuerg an Europa stinn hannert der Ukrain, déi Affer ass vun deem brutale Krich. An den Aggressor ass keen aneren ewéi déi russesch Federatioun!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wéi de Wladimir Putin säin ongerechtfaerdegt Krich géint d'Ukrain lassgetréppelt huet, hu mer allegueren hei an der Chamber vun enger neier Zäit geschwat, déi ugefaangen huet. Zanter leschem Freide liewe mer op en Neits an enger neier Zäit. D'Gewëssheete vun de leschte Joerzénge, dass de Westen zesummenhält a Sécherheitsfroen, am Ausbau vun internationale Rechter goufen zerschloen. D'Amerikaner, eis Frënn, deene mer eis Fräiheet ze verdanken hunn, sinn den Ament kee verlässleche Partner méi.

Dat hu mer de leschte Freide gesinn, mee virun allem och e puer Deeg virdrun, wéi den Här Trump behaupt huet, d'EU wär just gegrënt ginn, fir den USA ze

schueden. Dat ass net just e Saz, deen déi komplett Ignoranz vum amerikanesche President weist, nee, dat ass eng kloer Uso! D'EU ass net méi de Partner vun den USA. An den Ae vum Donald Trump si mir e Géigner. A mir mussen verstoen, dass dat do net einfach ee Saz vu villen ass. Mir erliewen hei en historisches Ament. D'Weltuednung, wéi mer se zanter dem Zweete Weltkrich kannt hunn, déi gëtt et net méi!

Et wär naiv ze mengen, et géif duergoen, sech elo mat den Amerikaner guttzehalen. Näischt, wat déi nei amerikanesch Administratioun an den nächste Jore wäert maachen, wäert am Interess vum Europa oder vu Lëtzebuerg sinn. Et klängt immens trivial an et seet sech och esou llicht a mir widderhuelen et alleguer: Europa muss zesummenhalen, zesummestoen, méi no beieneeréckelen! Op d'mannst bei deem Leschten huet den Donald Trump et faerdegbuecht, dass d'EU an d'Vereenegte Kinnekräich erëm méi no beienanergeréckelt sinn, an dat mécht engem Hoffnung.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et mécht och Hoffnung, dass europäesch Staats- a Regierungschef sech ganz séier zu London mam President Selenskyj getraff hunn an hei Leadership gewisen hunn an och dass des Woch zu Bréssel am Conseil un enger gemeinsamer Äntwert geschafft gëtt. Dass Frankräich a Groussbritannien en eegene Friddensplang ausschafften, ass ausdrécklech ze begréissen. Hei dierf och kee falschen Houfert opkommen, wa se net alle 27 direkt mat um Dësch sëtzen.

Wat muss elo geschéien? Och do schéngt sech vill Europäer eens ze sinn: Mir brauchen eng méi staark politesch Unioun. Dat heescht, Europa muss mat enger Stëmm schwätzen. Wéi sot den Henry Kissinger: „If I want to know Europe's opinion, who do I have to call?“ Oder esou änlech. Den Eestëmmegekeetsprinzip muss also a ville Beräicher, nottamment an der Aussepolitik, ewechfalen.

Mir brauchen awer och eng besser Defense; eng Defense, déi sech net eleng op d'Amerikaner verléisst. Ech hätt jo virun e puer Joer net gegleef, dass ech dat eng kéier géif soen, mee jo, mir brauche méi héich a méi konsequent Investissementer an eis Sécherheet. Dat wäert eppes kaschten an do muss Verschiedener, vläicht och mir, iwwer eise Schiet sprangen. Do mussen déi national budgetär Contrainten an eenzelne Länner duerch europäesch Initiativen opgehewe ginn. Stéchwuert: gemeinsam Scholden, Ofännere vu Stabilitéitskrittären an esou weider.

D'EU wëllt jo elo, wann ech dat richtig gelies hunn, 800 Milliarden an d'Verdeedegung stiechen. Wéi gesäit an deemem Kader d'Regierung d'Propos, hei och op déi agefrueren Avoire vu Russland zréckzegräifen? Mir mussen an eis Sécherheet investéieren, awer ëmmer am Kapp behalen, dass en Ausgläich oder en Ofrüsten herno ëmmer méi schwéier ass. Dofir gëllt et hei, Uecht ze ginn, wat mer maachen a wéi mer et maachen.

Wa mer haut soen, Europa muss zesummestoen, da géif ech awer gäre méi wäit goen. Virun dräi Joer hu mer grouss Konferenze gehalen iwwer d'Zukunft vun Europa. Wéi soll déi europäesch Integratioun viruedriwe ginn? Wat kéinten déi nei politesch Projete sinn, déi d'Unioun verdeiwen an d'Bierger hannendru versammelen?

Ech hat hei virun dräi Woche gesot, haut kéint d'Stonn vun Europa schloen, an ech gesinn et och als eng eemoleg Chance. Net eleng, fir eis vun den Amerikaner ze emanzipéieren. Eis Relatioun mat den Amerikaner mussen selbstverständlech och weiderhi gefleegt ginn, egal wie fir déi nächst véier Joer

President ass. Mee och eng eegen europäesch Zukunft, eng Zukunft, déi op Wäerter baséiert, op Multilateralismus an op dem internationale Recht, mussen mer weider ustriewen. E Stärken vun eiser Ekonomik, eiser Defense, e gemeinsaamt politesch Handeln, heiheim an och dobaussen an der Welt, dat kéint eis souguer hëllef, eis intern Problemer ze léisen. Dat wär eng Äntwert op déi rietsnational a rietspopulistesch Parteien, déi jo eigentlech Europa am léifsten wéilten zerschloen.

Um Enn wëll ech eiser Regierung soen, dass se vun der LSAP ënnerstëtzt gëtt an all de Beméiungen, déi Europa stärken an déi zu engem gerechte Fridden an der Ukrain féieren, selbstverständlech och mat Sécherheetsgarantien.

An da wëll ech soen, dass et net dréms geet, fir oder géint Amerika ze sinn. Mee mir sollen eis net klengmaachen. Hei geet et ëm net méi an net manner wéi ëm d'Verteidigung vun eise Wäerter an et geet ëm eng éierlech Positioun, och vis-à-vis vun den Amerikaner, eng Positioun, déi gestäipt ass vun de Mënscherechter an déi op dem internationale Recht fousst.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, d'Amerikaner si mat eis an der NATO, si sinn eis Frënn, si sinn eis gutt Frënn zënter elo 80 Joer, woufir mer den Amerikaner dankbar kënne sinn a woufir mer, menger Meenung no, den Amerikaner och nach ganz laang dankbar sollte sinn, fir dat, wat si gemaach hunn.

An all där Zäit, wou mer Frënn ware mat den Amerikaner, ware mer natierlech oft net enger Meenung. Et ass ganz vill Krise ginn, d'Zäite vum Kale Krich, d'60er-, d'70er-, d'80er-, d'90er-Joren. Ech denken och zum Schluss un den Irak-Krich, 2003, wéi Lëtzebuerg eng fundamental aner Meenung hat wéi d'Amerikaner. Et kënnt also vir, dass Frënn och mol eng aner Meenung hunn. Dat sollt eis awer net auserneendriewen, mee mir sollte festhalen un deem, wat eis verbënnt. Dat si ganz vill Saachen. An duerfir sollte mer d'Amerikaner och weiderhin als eis Frënn ugesinn.

Russland huet d'Ukrain ugegraff. Dat ass eng ganz kloer, krass Violatioun vum internationale Recht an dat ass absolutt ze verurteilen. Mee de Fakt, ugegraff ginn ze sinn, entléisst ee jo net aus der Verantwortung, awer och kënnen opzehalen. Wéi et am Moment ausgesäit, kann d'Ukrain dee Krich net gewinnen. Dese Krich elo opzehalen, ass also kee Scholdgeständnis, mee en Zougeständnis un eng Realitéit, eng Realitéit, déi d'Geschicht engem eeben heiansdo opzwéngt, wéi mer dat aus der Geschicht kennen.

Mir hunn dräi Joer Krich. Mir hu villes probéiert oder et ass villes probéiert ginn. Mir krute gesot, d'Sanktiounen géife Russland stoppen, brieschen. D'Realitéit ass, dass Däitschland elo am drëtten Joer Rezessioun ass a Russland 3 % Wirtschaftswuesstum huet. Russland produzéiert an dräi Méint esou vill Munition ...

(Interruption)

... wéi déi ganz NATO an engem Joer.

Am Joer 2024 huet d'Europäesch Unioun fir 22 Milliarden Energieimporter gehat aus Russland. Mir hu Russland 22 Milliarde ginn. Mir hunn 19 Milliarde Finanzhëllef un d'Ukrain ginn. Dat heescht, mir sinn am Fong op deem Punkt, wou mer déi zwee, déi sech

Krich leeschten, allebéid finanzéieren. A wat hu mer doduerch? E Krich, deen Europa, der EU, eis, massiv schuet. Dat ass am Fong keng richtig Strategie.

Verschiede Politiker an Europa maachen elo de Feeler a si steigere sech an eppes eran a si verbannen dem Selenskyj säi Schicksal mat den Interesse vun Europa. Déi sinn awer net 100%eg gläichzesetzen. Do gëtt et Ënnerscheeder. An et sollt een och den Ënnerscheid maachen zwëschen den Interesse vun Europa a vläicht deem, wat d'Interesse si vum Här Selenskyj.

Fir déi, déi mengen, et misst een de Krich nach weiderféieren – an an der Geschicht ass ëmmer erëm de Feeler gemaach ginn, dass ee geduecht huet: „Mir féieren de Krich nach weider, dann dréit sech d'Situatioun!“ –: Mir hunn elo, et weess een et net genee, eng Millioun Doudeger, Schwéierblesséierter op béide Säiten. Méi Affer wéi e Krich selwer bréngt just d'Verlängerung vum Krich. An duerfir soe mer ganz kloer als ADR: Mir wëlle Fridden. A jo, mir wëllen och léiwere en ongerechte Fridde wéi e gerechte Krich!

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

Jidderee mat Häerz a Verstand wënscht sech, dass et den Iwwerfall vun de Russen ni ginn hätt. Mee eis Gefiller an eis Wënsch änneren näischt drun, dass dese Krich fir d'Ukrain net méi ze gewinnen ass. Mir brauchen och keng Panikmaacherei ze maachen a keng Angschtmaacherei. Mir brauche ganz konkret elo Fridden, Fridden, Fridden!

Dat ass dat, wat mer brauchen. An dat geet natierlech och, andeems ee muss mat de Russe schwätzen. Dat ass iwwregens dat, wat d'Amerikaner maachen. An da muss een eng Politik maache vun Appeasement. Da muss een higoen an an eng Reconciliatioun kommen, ewech vun enger Krichsdreiwerei, fort vun enger Strategie vun der Eskalatioun, hin zu enger Strategie vum Fridden an Zesummenaarbecht fir eis alleguerten, alleguerten an Europa.

D'Amerikaner wëllen dee Krich elo beendegen an et wäert hinne warscheinlech geléngen. Warscheinlech ginn duerno och schnell d'Sanktiounen zréckgefuert, et wäert zu enger Entspannung kommen. Dat wier ze begréissen. Dat wier gutt, wa Fridde wier.

Wa mer eis elo d'Fro stellen, Milliardeninvestissementer nach weiderféieren, wéi elo gesot ginn ass, och vun der Europäescher Kommissioun, da stellt ee sech d'Fro: Wou kommen déi Suen hier?

An ech wëll Iech einfach och e bëssen dovur warnen, dass d'Populatiounen an Europa dat vläicht net matdroe wäerten. Mir hunn a Lëtzebuerg och vill Leit, déi scho Mëtt des Mounts net méi genuch Suen hunn. Mir hunn an Däitschland, a Frankräich Rentner, déi 1.000 Euro kréien, déi et ganz schwéier hunn, duerch d'Liewen ze kommen. Wéi wëllt Der deenen dat vermëttelen? Wat riskéiert Der domadder?

Am Eurobarometer am Hierscht ass erauskomm, dass d'Hallschent vun de Lëtzebuurger keng Waffeliwwerungen un d'Ukrain wëllt. D'Hallschent vun de Lëtzebuurger wëllt keng Waffeliwwerungen un d'Ukrain. Dat heescht, déi sinn net mat deem averstanen, wat elo weidergefuert soll ginn. Dat ass d'Hallschent vun de Lëtzebuurger.

(Brouhaha)

Dat kënnt Der nokucken, dat ass vun TNS ILReS giewesch. Dat ass den Eurobarometer. Do steet dat dran.

Wann Der wëllt eng Politik maachen, da musst Der eng Politik maachen, wou Der d'Populatioun och matabezitt. An Dir kënnt net ... An dofir – et ass wierklech net béis gemengt – warnen ech Iech: Wann Der ufänkt, eng Politik vun uewen erof ze maachen,

wou Der der Populatioun gär erkläert, wat se elo matzedroen huet a wat net, dat wäert net fonctionéieren! Vläch nach zu Lëtzebuerg, mee an Däitschland, Frankräich wäert et net fonctionéieren. Wie soll da bezuelen? Frankräich, déi keng Sue méi hunn? Däitschland, déi an der Rezessioun sinn? Griicheland? Italien? Wëllen déi dat iwwerhaapt? Dat sinn d'Froen.

Dir hutt gesot, an Europa, an Amerika géif et Stëmme ginn. Jo, an Europa gëtt et eeben och verschidde Stëmmen. An den Här Frieden huet hei och ganz vill geschwat vun Europa. Ech hu mech ëmmer gefrot: Wat mengt Der genee, wann Der „Europa“ sot? Ass dat de ganze Kontinent mat Russland? Oder ass dat d'Europäesch Unioun? Oder ass et d'Europäesch Unioun minus verschidde Länner? Oder sinn et just déi Länner, déi elo e Sonnden zu London waren? Wat genee mengt Der, wann Der „Europa“ sot? Dat ass eng gutt Fro.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Tanson. Mee ech hu virduer nach eng Rei Wuertmeldungen, fir dem Här Keup Froen ze stellen. Här Keup, ech gesinn, Dir huet déi un. Dann ass et fir d'éischt den Här Cruchten an duerno den Här Eischen. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villmools merci. Et deet mer leed, ech muss awer elo leider hei eng Kéier nohaken. Den Här Keup huet eis hei gesot, ech hu mer dat och opgeschriwwen, hien a seng Partei wéilte léiwere „en ongerechte Fridde wéi e gerechte Krich“. Da wollt ech Iech froen, ob Dir der Meenung sidd, dass dee Krich, deen elo zënter dräi Joer an der Ukrain ass, e „gerechte Krich“ wier.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | An Dir weit e bësse méi spéit dann déi kleng Rente vun de Leit of mam Leed vun den Ukrainer.

An da wëll ech Iech gären eppes aneres froen: Wat ass dann de Präis vun der Fräiheet? Wat kascht dann d'Fräiheet an Ären Aen?

A wann Der mer dat beäntwert hutt, da sot mer wannegelif: Ass dat Är Meenung? Ass dat der ADR hir Meenung? Oder wat seet den Här Kartheiser dozou?

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Den Här Kartheiser ass net hei an huet d'Ried och net gesinn, fir Iech ze berouegen.

(Interruption)

Nee, ech mengen, Dir hutt scho richtig verstanen. Ech hu léiwere – oder mir hu léiwere –, et gëtt Fridde gemaach. Mir wëssen, dass dee Fridden net zu deene beschtméigleche Konditiounen wäert kommen. Mee mir hu léiwere, et gëtt elo Fridde gemaach, wéi dass de Krich weidergefuert gëtt. Dat hu mer domadder gemengt.

Et geet och hei net ëm d'Pensiounen. Ech wollt domadder just weisen, wéi d'Realitéit an Europa ass. Ech erfannen dat jo net. An déi däitsch a franséisch Rentner, déi lauschteren eis jo net no, wat mir hei schwätzen. Mee Dir wësst ganz genee, wat d'Konklusioun vun deene Leit wäert sinn, wa se héieren, dass op eemol Honnerte vu Milliarden do sinn, déi bis elo ëmmer gefeelt hunn, fir se a Rüstung ze stiechen, an e Wettrüsten oder wat och ëmmer.

An ech soen Iech, vläch maachen d'Leit dat mat an deene Länner, vläch maache se et och net mat. Mee

de Risiko ass awer do! An ech wëll einfach drop opmierksam maachen, dass Der d'Populatioun muss matabezéien an dass Der net iwwert d'Käpp vun de Leit ewech kënn decidéieren.

Une voix | Spasiba!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Eischen.

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt den Här Keup just froen – hien huet elo vun där russescher Stärkt geschwat an esou weider an esou fort –: Wat mengt Der, wat d'EU fir e PIB d'Joer huet?

(Problèmes de sonorisation)

M. Fred Keup (ADR) | Fir en ...?

Plusieurs voix | PIB.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech weess et net méi genee auswenneg ...

M. Félix Eischen (CSV) | Dat si 17 Billiounen.

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Félix Eischen (CSV) | Wat mengt Der, wat Russland huet? Dat sinn 2 Billiounen. Europa ass also wirtschaftlech 8-mol méi staark wéi Russland. Also stellt elo wannechgelift déi méiglech europäesch Force net esou a Fro!

An da wollt ech Iech och froen, Här Keup: Hutt Dir de Film „20 Deeg zu Mariupol“ gesinn, en oscarnominéierte Film? Wann Der en net gesinn hutt – an et gesäit esou aus –, géif ech Iech roden, deen ze kucken. Da géift Der hei anescht schwätzen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass elo keng Fro gewiescht, Här Eischen. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung vum Här Donnersbach. An da komme mer zum nächste Riedner.

M. Alex Donnersbach (CSV) | Jo, merci, Här President. Dir hutt elo grad dervu geschwat, dass Der am Fong fir eng Politick vun Appeasement sidd. An ech hu mech gefrot, wéi Der deen Term benotzt hutt: Ass dat eng Politick vun Appeasement wéi 1938? A wann dat net de Fall ass, a wéi engem Sënn ass déi dann anescht?

M. Fred Keup (ADR) | Här Donnersbach, an der Geschicht vum Kale Krich hat Der oft Momenter, wou et ganz ugespaant war. Dat kennt Der jo alles. Zum Beispill d'Kuba-Kris, den Ufank vum Afghanistan-Krich, d'Berliner Mauer an esou weider.

An anere Momenter, do ass dat méi berouegt gaangen, do ass eng aner Politick gemaach ginn, do huet ee sech op eemol erëm besser verstanen zwëschent den Amerikaner an de Russen. An dat ass dat, mengen ech, wat een hei muss sichen. Well mir kënnen net ... Also ech wëll net déi nächst Joerzénge hei sinn, wou mer e Kale Krich opbauen, wou mer Wettrüsten hunn. Ech wëll, dass mer eis zesumme verstinn.

Dat ass net einfach. Ech hunn dat alles gesot. Dat ass net einfach! Mee dat ass awer fir eis en Zil, dat wünschenswäert wier, dass mer dat all am Fridde maachen an dass mer och kënnen zesummeschaffen.

(Brouhaha)

Une voix | Spasiba!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Elo huet d'Madamm Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hätt léiwer ënner anere Konditiounen elo hei ugefaange mat schwätzen amplaz no där

Interventioun, déi dach awer voller Onwourecht an komeschen Aussoe war. Ech wäert nach drop agoen.

(Interruption)

Ech wollt och dem Premierminister felicitéieren a Merci soe fir seng kloer Wieder. Ech soen dat jo net ëmmer, mee an dësem Fall sinn ech ganz dankbar fir déi Ried, déi Der virdrun hei gehalen hutt.

Well mir stinn definitiv un engem Wendepunkt vun onser Geschicht. Déi brutal Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain dauert un. A während d'Ukrainer ëm hir Fräiheet kämpfen, stelle mir ons d'Fro: Si mir an Europa op ons eleng gestallt?

D'Äntwert dorop ass ernüchternd. D'USA hu gewisen, dass déi aktuell Regierung kee verlässleche Partner méi ass. De sécherheetspolitesche Fokus schwankt. Et dierf ee sech froen, wat de Sënn an Zweck vun deem entsetzlechen Intermezzo war, dee mer, denken ech, alleguerte gesinn hunn e Freideg.

Et gétt den Ament zu Washington regéiert, wéi wann et kee Muer géng ginn, wéi wann et kee Moment méi géng ginn, wou ee sech nach eng Kéier an d'Ae misst kucken a sech nach eng Kéier misst ënnerteneen eens ginn. War et nëmme, fir d'Galerie ze ameséieren, eng gutt Show, wéi den US-President se esou gären huet? Oder hunn déi zwee en anert Zil verfollegt? Ech denken, et war net nëmme eng Provokatioun vum neien amerikanesche President a sengem Vize, mee et war an et ass och eng kloer Strategie vun enger geféierter amerikanescher Beweegung.

Dat bestätegt sech jo och duerch déi Decisioun, déi an der Nuecht elo bekannt ginn ass, dass d'Ukrain elo mol militäresch net méi soll ënnerstëtzt ginn. Wat d'ailleurs och Augenscherer ass, well dat Material ass kaaft, et läit do. Dat heescht, dat hëlleft dem US-Steierzueler och stricte net.

Mir soen awer natierlech weiderhi Jo zu Amerika, mee Neen zu dëser demokratiefeindlecher Beweegung. Mir gleewen un déi amerikanesch Zivillbevölkerung an dorun, dass déi sech wäert mobiliséieren géint déi aktuell mënschefeindlech Politick vun der neier US-Regierung.

Eppes ass jiddwerfalls kloer: „America First“ riskéiert ze heeschen: „Europe alone“. An dorop muss mer ons endlech preparéieren. Wat heescht dat? Majo, mir mussen éischtens aussepolitesch mat enger Stëmm schwätzen. Natierlech gétt et Nuancen. An natierlech sinn hei déi grouss Militarnatiounen am Lead, och ausserhalb vun der Europäescher Unioun. Dir hutt et ugeschwat, Här Premierminister. Mee et ass och elo den Ament, ze decidéieren, dass mer mat der Unanimitéit op europäeschem Niveau ophéieren, well mer ons domat nëmme selwer am Wee stinn.

Zweetens: Mir brauchen eng gemeinsam europäesch Verdeedegung an eng europäesch Arméi. Mir hu keng Garantie, dass de Putin wäert un der ukrainescher Grenz stoe bleiwen. Am Géigendeel. Vill Zeeche weisen drop hin, dass hien absolutt bereet ass, et net dobäi ze beloossen, wann e mierkt, dass mir ze schwach an net kapabel sinn, ons selwer ze verteidegen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Drëtens: Nieft där organisationeller Struktur bedeit dat leider och, dass mir muss militäresch oprüsten, net fir Krich ze féieren, mee fir de Fridden ze sécheren. An dobäi geet et och net nëmme ëm d'Ukrain. Et geet ëm ons, et geet ëm ons Demokratien, ons Wäerter, ons Zukunft. E staarkt Europa entsteet net duerch Appellen, mee duerch Handlungsfäegkeet.

An, Här Keup, d'Geschicht huet ons wierklech oft gewisen: Et geet net duer, einfach „Fridden, Fridden,

Fridden“ wéi e Mantra ze ruffen. Dat hëlleft näischt. Wann een net staark ass, wann net gewosst ass, dass ee sech ka militäresch géint ee wieren, dann ass ee schwach, da gétt een ugegraff. An ech hu mech gefrot, wéi ech Iech nogelauschert hunn, ob Der dat, wat Der elo haut hei gesot hutt iwwert d'Ukrain, och gesot hätt zum Beispill während dem Hitler senger Regentschaft am Zweete Weltkrich.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Sinn dat Aussoen, déi Der do och gemaach hätt? Dat ass meng Fro un Iech!

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | D'Handlungsfäegkeet vun Europa – et ass elo vill iwwer Sue geschwat ginn –, déi steet a fällt an eisen Aen op alle Fall net mat der Fro vun de Suen. Eise wierkleche Problem, dat sinn ze wéineg reell Capacitéiten, ze wéineg politesche Eenheet an Entschlossenheet an der Vergaangenheet an deelweis leider och nach haut a virun allem ze wéineg Zäit.

Mat de Suen ass et wéi bei de leschte grouse Krisen, sief et bei de Banken oder am Covid: Wann et haart op haart kënn, da sinn déi do. Europa – d'Eurozon – ass e politeschen an e Währungsraum. Sue sinn da soumat en fin de compte eng Technicité, eng wichteg an eng mat grouse Konsequenzen, mee eeben awer eng Technicité. De „Whatever it takes“ vum Mario Draghi war vläicht déi wichtegst Lektioen aus den 2010er-Joren an Europa. Europa dāerf sech dofir och elo net méi kleng maache wéi et ass, bei allem Schock. Déi richtig an déi dréngend Fro ass a ville Beräicher, ob mer wëllen, an net, ob mer kënnen!

Véiertens: Mir brauchen eng Strategie fir eng europäesch Militärindustrie, an dat heescht an onsen Aen och, dass mer onofhängeg mussen gi vun den amerikaneschen a chineseschen Tech-Giganten. An eppes muss fir eis och kloer sinn: Héich Militärausgaben dierfen net op d'Käschte vun de kommende Generatiounen goen. Mir dierfen net de Feeler maachen, Sécherheet a Fortschritt géinteneen auszespillen. Technologie, Bildung, Infrastruktur, Klimaschutz, alles dat ass en Deel vun onser Verdeedegungsstrategie. E schwacht, wirtschaftlech ofgehaangent Europa wäert nimools e staarkt Europa sinn!

Här Premierminister, mir sinn ons sécherlech net ëmmer an allem eens. Mir sinn all Deel hei vun enger lieweger Demokratie. Mee wann et dorëms geet, déi Demokratie ze verteidegen, dofir anzetrieden, wéi Dir et och haut gemaach hutt, dass Mënschen an Europa kënnen a Fräiheet an am Respekt vun de Grondrechter liewen, wann et drëm geet, fir e méi géentent an e méi staarkt Europa anzetrieden, da wäert Der ons voll Ënnerstëtzung hunn.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | D'Fro, déi awer haut och ganz uewe steet, duerch eeben d'Deklaratiounen vun der Madamm von der Leyen haut, ass eeben déi, wéi déi Suen dann awer sollen zustane kommen. Dir hutt virdu kuerz gesot, Dir géngt dat mol an enger éischer Phas begréissen. Déi Fro, déi mir eis stellen, ass, wann déi nei Verscholdung géif neutraliséiert ginn, wéi een Impakt dat zum Beispill och fir Iech hei zu Lëtzebuerg hätt an ob Der och bereet wäert, dat hei esou ze consideréieren.

Wat déi europäesch Fongen ubelaangt, do froe mer eis natierlech: Ginn déi Suen do enzwousch aneschters ofgezwaack, wat natierlech och erëm en Infrastrukturinvestitiounsproblem géng bedeiten?

An dann – den Här Cruchten huet et och schonn ugeschwat – si mir der Meenung, dass mer och mussen

iwwer aner Finanzéierungsweeër nodenken. An un alleréischter Stell fale mer natierlech do och déi 200 Milliarden u russeschem Verméigen an, déi an Europa agefruer sinn. Misst een déi Diskussioun net awer spéitstens elo säit leschtem Freidag nach eng Kéier nei opmaachen a sech net just op déi Interête bezéien, mee och kucken, ob dat Kapital net muss benotzt gi fir d'ukrainesch Defense?

De Jean-Claude Juncker sot: „Wien un Europa zweifelt, dee soll Zaldotekierfechter besichen.“ Ech si mer bewosst, datt Dir an der Lescht dacks un Zaldotekierfechter geduecht hutt, wann Der un d'Roll – déi extreem positiv Roll – vun den Amerikaner an de vergaangene Weltkricher geduecht hutt. Déi Zäite sinn eventuell elo mol eriwwer. Ëmsou méi muss Europa elo nees zum Friddensprojet ginn. Nëmme wa mer zesumme staark sinn, kënne mer onse Fridde behalen a mir mussen eis och als Europa selwer verdeege kennen, well et wäert keen et fir eis maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Eng Wuertmeldung fir eng Rektifikatioun am Kader vum Fait personnel.

M. Fred Keup (ADR) | Ech sinn ugeschwat ginn. Et deet mer leed, Madamm Tanson, dass Dir no mir schwätze musst. Duerfir kann ech elo direkt näischt.

Ech wollt Iech awer just soen: Et wier vläicht net schlecht, wann Dir selwer géift nolauscheren. Ech mengen, mir hunn och ganz kloer gesot, dass mer net zefridde sinn, wéi dat Ganzt verlaf ass. Mir hu ganz kloer verurteilt, dass Russland d'Ukrain ugegraff huet. Da verdréint dat wannechgelift hei net. Mir hunn all ganz kloer gesot, dass mer eis mat Häerz a Verstand géife wënschen, dass et deen Iwwerfall vu Russland ni ginn hätt an dass mer eis eng aner Situatioun géife wënschen.

Ech hunn och gesot: Eis Gefiller an eis Wënsch änneren awer näischt drun, dass d'Situatioun am Krich elo sou ass, wéi se ass. An och Dir, Madamm Tanson, wäert dat net geännert kréien, ausser mir ginn hin a mir schécken Truppen dohin. An ech mengen, do si mer eis jo eens, dass mer dat net wëllen.

An duerfir soen ech ganz kloer: D'Méiglechkeet fir Fridden, dat muss d'Prioritéit sinn. Wann d'Regierung an déi Richtung schafft, an Dir och, da maache mer et zesummen an da kréie mer de Fridden.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Zäitewenn, et ass e Broch an der Geschicht an et ass eng Situatioun – an de Premier huet et virdu gesot –, wou ee sech muss d'Fro stellen, op wéi enger Säit vun där Geschicht ee wëllt stoen. An et ass ganz kloer, datt jiddereen ëmmer wëllt op där richteger Säit stoen. Sou ass et dann och ...

(Interruption)

Jiddweree wëllt ëmmer op där richteger Säit vun der Geschicht stoen, mee jiddwereen definéiert och heiansdo d'Geschicht oder seng Säit anescht. An dat hu mer haut da leider alt erëm eng Kéier erlieft, wou vun „Appeasement“ geschwat gëtt, ouni den historisches Kontext vum „Appeasement“ vum Här Chamberlain ze verstoen, deen zu enger vun deene gréisste Katastrophen an der rezenter Geschicht vun Europa gefouert huet.

Mee doriwwer eraus: Wou sti mer haut? Mir stinn haut in enger Situatioun, wou Europa déi lescht Joren d'Ukrain am stäerksten ënnerstëtzt huet, wat och logesch ass. Et ass am nooste virun eiser Hausdier. A mir mussen weiderhin zur Ukrain stoen, elo méi wéi jee. Material fir ze liwweren hu mer awer keent, a just waarm Wieder vun der Solidaritéit, dat hëlleft net ganz vill. Wat ka Lëtzebuerg also maachen? Ma mir kënne se weiderhi finanziell ënnerstëtzen, fir datt och d'Ukrain domadder hir Basisservicer kann oprechterhalen, hiren Energiereseau kann oprechterhalen, jo, och Waffen a Munition ka kafen.

A wann een iwwert d'Finanzéierung vum Krich fir d'Ukrain nodenkt, da muss een natierlech och iwwert dat nodenken, wat d'Amerikaner elo déi lescht Wochen iwwer probéiert hunn, fir den Ukrainer ze hëlleften – vläicht net op Aenhéicht, mee mir kéinten et als EU op Aenhéicht mat den Ukrainer maachen –, an dat wär, en Deal iwwert d'Buedemschätz zu ënnerschreien, deen natierlech och d'ukrainesch Finanzéierung géif op méi stabill Féiss setzen. Firwat iwwerloosse mer einfach Amerika dës Méiglechkeet, zéie se awer net selwer a Betruecht? Ass et vläicht éieren, well mer eis do ënner 27 net eens géife ginn? Jo, an dat weist jo och en Deel vum Problem an där ganzer Katastroph, an där mir eis befannen, datt mer eis haut an der EU net ëmmer eens ginn. An ech kommen dorobber zeréck.

Mir hunn eis ze laang op Amerika verlooss. Jo, den Donald Trump wäert net éiweg President sinn, mee mir kënnen eis net drop verloossen, datt duerno mat engem anere President erëm alles einfach esou beim Alen ass. Mir hunn ze laang an der Illusioun gelieft, datt mat internationaler Zesummenaarbecht a gudde wirtschaftleche Relatiounen de Fridde ganz einfach ka geséichert ginn. De Saz „Wandel durch Handel“ ass zanter mindestens dräi Joer endgültig widderluecht.

Datt den Donald Trump elo an déi selwecht Fal kéint fale wéi d'Europäer déi lescht Joerzénge, weist, datt et net ëmmer einfach ass, aus der Geschicht ze léieren. Jo, Europa war zum Deel arrogant an huet sech militäresch a wirtschaftlech vu grouse globale Player ofhängeg gemaach. An elo kréie mer d'Rechnung presentéiert. Mir ginn net méi als grouse globale Player consideréiert, obwuel mer méi Awunner hunn, méi PIB hunn an, jo, der Ukrain méi gehollef hunn ewéi d'USA.

An trotzdem goufe mer wéi e klengt Kand vum Dësch vun deene Groussen ewechgehalen. Wëlle mer zeréck un deenen Dësch oder en eegenen Dësch hunn, mussen mer eis als EU sou wäit wéi méiglech vun den USA, China a Russland wirtschaftlech onofhängeg maachen. Dat bedeit net, Amerika komplett de Réck ze dréinen. Ganz am Contraire: Si bleiwen e wichtege Partner. D'EU gouf nämlech, contrairement zu deem, wat den Donald Trump sot, an ech zitieren en, net gegrennt, „to screw over the US“, mee d'EU gouf gegrennt, fir datt mer eng Katastroph wéi den Zweete Weltkrich op dësem Kontinent ni méi mussen erliewen.

Mir mussen heiheem eis wirtschaftlech Problemer léisen, déi net just op héich Energiepräisser an op ze vill Bürokratie zrëckzeféiere sinn. Mir brauchen dofir grouss wirtschaftlech Betriber zu Lëtzebuerg an an der EU, déi mer och komplett heihale mussen. Souwuel d'Innovatioun wéi och d'Produktioun muss an Europa bleiwen. Mir mussen den Unanimitéitsprinzip an der Aussepolitick op EU-Niveau ofschafen, och wann dat aner onangeneem Diskussiounen kéint mat sech bréngen. Mir mussen elo agéieren an dierfen net duerch d'Blockad vun einzelner Leit wéi dem Victor Orbán handlungsonfäeg ginn. D'Zäite vum éiwegen „Mir mussen kucken, mir mussen diskutieren, mir mussen probéieren“ mussen eriwwer sinn, well

mir hunn elo keng Zäit méi ze verléieren. Mir mussen maachen!

Mir brauchen eng grouss gemeinsam Defense op EU-Niveau amplaz wéi elo 178 verschidde Plattformen. D'EU-Arméien hunn haut 5-mol sou vill verschidde Systemer wéi d'US-Arméi, mat d'Zesummeschaffen net méi einfach mécht. A mir mussen méi Material op europäeschen Niveau hierstellen a kafen, well mer do, mat Ausnam vu Rakéiten, haut schonn technologesch féierend sinn. Lëtzebuerg muss méi a seng Arméi investéieren, well eis Zaldote sinn ëmmer méi wichteg, well se droen zum Zivillschutz an och zur Resilienz vun eisem Land bäi.

Lëtzebuerg muss endlech ophalen, d'Verantwortung fir seng Sécherheet ëmmer op méi grouss Länner wéi Frankräich oder Däitschland ze schibe mam Argument, mir wäeren ze kleng. Mir brauche gutt ausgebildeten Zaldote mat spezialiséierte Kompetenzen, déi hëlleften, d'Sécherheet vun eisem Land op internationalem Niveau ze assuréieren. Dozou gehéiert och, sech endlech mat méi Zaldoten u grouse Manövere wéi elo a Litauen oder a Rumänien respektiv an esou Auslandsmissiounen ze bedeelegen.

Här President, zum Schluss wëll ech vläicht eng Observatioun mat Iech deelen. Wien am Moment am Internet ënnerwee ass, gesäit, datt ganz vill Leit d'Gravititéit vun der Situatioun nach ëmmer net verstinn oder ignoréieren. Et gi Virwërf gemaach vu Krichsdreiwerei a feelende Friddensverhandlungen an et gëtt erschreckend vill ënnerstëtzung fir d'Häre Putin an Trump. Mir mussen de Leit hei kloermaachen, datt d'Existenz vun Europa a Gefor ass. E Fridde kann nëmme da verhandelt ginn, wa béid Säiten och wierklech dorunner interesséiert sinn. Fir de Putin bedeit Fridden: Hie kritt d'Ukrain – déi ganz Ukrain! Mee dee Fridde wär just virleefeg. Säin Zil – an dat schreift säi Liblingsphilosoph, den Här Dugin, relativ reegelméisseg – ass eng nei Sowjetunioun, déi dës Kéier net just iwwer Osteuropa bis an Däitschland geet, mee iwwert de ganzen europäesche Kontinent. Wien dat net versteet, huet de Schoss net héieren!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir diskutieren haut net doriwwer, ob een der Ukrain hëlleft soll, mee wéi een der Ukrain hëlleft kann. Ech wollt och e puer Richtlinne matginn, déi an eisen Ae wichteg sinn, fir de Krich géint deen imperialen Faschismus ze gewannen, dee lo vum Putin aktiv bedriwwen gëtt a vum Trump jo passiv ënnerstëtzt gëtt, e Krich géint dat ukrainescht Vollek.

Virewech sief gesot: Datt reaktionär Männer sech wéi déi lescht Rüpel behuelen an och nach feig behuelen, zwee géint een, plus nach mat Journalisten, déi ausgewielt sinn, well d'Pressefräiheet an den USA amgaangen ass, ofgeschaaft ze gi vum Trump, därerf Kee wonneren. An natierlech ass déi amerikanesch Bevëlkerung net eise Géigner. Bien au contraire, mir hunn och do vill Alliiéierten, déi mir sollen och ënnerstëtzen. Mee den Trump, de Vance, de Musk, dat sinn net eis Frënn an dat muss een och kloer soen!

Éischtens: D'ukrainesch Vollek brauch e gerechte Fridden, dat heescht kee Fridden, deen d'Ukrain an en onliefbare Staat verwandelt, nodeems d'Geieren aus Moskau an aus Washington zesummen och mat der lokaler Oligarchie dem ukrainesche Staat seng Räichtemer komplett geklaut hunn.

Zweetens: E gerechte Fridden ass e Fridden, wou den Aggresseur, also Russland, fir seng Aggressioun net belount gëtt a wou den Aggressierten, also d'Ukrain, senge Wönsch entsprechend gutt a liefbar a gestärkt erauskënn. Eng Victoire vum Putin-Regimm wier eng Katastroph, net just fir d'Ukrain, mee och fir d'russescht Vollek selwer!

Une voix | Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk) | Drëttens: Zum Fridde gehéiere Verhandlungen. An deene Verhandlung muss déi ukrainesch Säit an enger Position de force verhandelen, well d'Resultater vu Verhandlung gi vu Kräfteverhältnesser determinéiert an et gëtt keng Verhandlung oui d'Ukrain.

Véiertens: Elo muss mer och derfir suergen, dass déi Kräfteverhältnesser gestärkt ginn an do gëtt et militäresch, awer och ekonomesch a politesch Aspekter.

Zu de militäreschen Aspekter: Wann d'Ukrain militäresch Ënnerstützung brauch an der Form vu Waffensystemer, déi d'Verdeedegung géint eng russesch Arméi assuréiere sollen, da soll se déi Ënnerstützung kréien. Engem Aggressierte verweigert een net d'Hëllef.

Mir mengen awer och, dass een zwou Saachen net matenee verméschen dierf: Suen auszeginn, fir der Ukrain ze hëllef, ass eng Saach – an dozou si mir och bereet –, déi ee matdroe soll, awer net, fir an eng Militarisationsspiral ze goen, déi national Arméien iwwerméisseg géif opstocken. Dat hëllef et net der Ukrain. An et ass och net do, wou d'Schwächt vun eisen Arméie läit. Mee et wier och illusoresch, ze mengen, dass d'militäresch Hëllef aleng gräife géif, an dofir muss een och alles maachen, fir déi ukrainesch Bevëlkerung méi resilient ze maachen.

Här President, de Gros vun den Ukrainer an Ukrainerinnen, déi mat der Waff oder mat hirer Aarbecht hiert Land verdeedegen, sinn net déi ukrainesch Oligarchen. Et sinn och meeschtens net déi privilegiéiert Schichten, mee déi schaffend ukrainesch Leit, déi de Gros vum Effort de défense souwuel op der Frontlinn wéi och hannert de Linnen droe mussen.

Zu all deem enorme Leed, dat e Krich mat sech bréngt, kommen awer och nach enorm ekonomesch an demokratesch Aschränkungen, déi dese Leit an der Ukrain d'Liewen nach méi onliefbar maachen. Do wäerten da warscheinlech gewësse Leit soen: „Dat ass normal, dat gehéiert zum Krich“, mee dat ass e Point de vue vu privilegiéierte Leit, déi seelen op der Front mussen sinn. Et ass och eng Verkennung vun der Krichsféierung, zemoos vun enger relativ asymmetrescher Krichsféierung, ze mengen, dass déi, déi kämpfe mussen, och nach mussen weiderhin ekonomesch a politesch geschwächt ginn. Dat féiert grad zum Defaitismus an et schwächt schlussendlech den ukraineschen Effort de guerre.

Här President, et muss alles gemaach ginn, fir dem ukrainesche Staat a Vollek de Réck ekonomesch ze stäipen. Déi fortschrittlech Secteuren, dorënner och Lénk Schwësterbeweegung vum déi Lénk – ech denken do u Sozialnyj Ruch, d'sozial Bewegung vun der ukrainescher Bevëlkerung –, déi och matkämpfen, fuerderen nämlech och, dass déi ekonomesch a politesch Choix sech elo virrangeg op de Plein-emploi, op d'Sécherung vun de soziale Rechter an de gewerkschaftleche Fräiheeten an op den Effort de défense konzentrieren, well dat alles Hand an Hand matenee geet. Dat si Fuerderungen, déi mir ënnerstëtze mussen.

Ech hat och gëschter an der Kommissioun gefuerdert, dass mir eis och derfir engagéiere sollen, dass d'Ukrain hir Scholden integral gestrach kritt. Leider schéngt dat net op der Dagesuerdnung ze sinn an do

kann ee sech heiansdo legitimmerweis d'Fro stellen, wéi eescht de Westen et mam ukrainesche Vollek mengt. D'Sue vun de russeschen Oligarchen a Kollaborateure vum Kreml-Regimm mussen saisiéiert ginn an der ukrainescher Bevëlkerung zegutt kommen, wéi dat gëschter och nach an den Debatte vun der Assemblée nationale a Frankräich gefuerdert gouf.

Et muss awer och Drock op d'ukrainesch Oligarchen ausgeübt ginn, déi selwer ganz dacks Krichsprofiteure sinn. Hinnen däerf d'Land nom Fridden net gehéieren, genausou wéineg wéi d'Land de friemen Oligarche gehéieren däerf. Dofir mussen mir alles drusetzen, d'ukrainesch Autoritéiten esou ze stäerken, dass d'Sue vun den ukraineschen Oligarche solidaresch dem Land zegutt kommen. An ech mengen, den Här Selenskyj wier bestëmmt och domadder averstannen.

Här President, zu den ekonomeschen a politeschen Choixen heiheim. Mir warnen dovirdrun, falsch Entschuedungen ze treffen. Wie bezilt? Dat war gëschter och eng Fro, déi de Premierminister an der Kommissioun gestallt huet. Domadder war haauptsächlech och gemengt: D'Nationalstaaten oder d'EU? A wéi soll de Mix ausgesinn? Mee déi Äntwert ass net komplett an déi wichtegst Äntwert feelt. Sollen déi schaffend Leit bezuelen oder all déi Millionären a Milliardären a Multien, déi bal ni Steiere bezuelen? Wäerte mer manner an de Sozialsystemer oder an d'effentlech Déngschtleeschungen investéieren? Dat seet jo och ganz offen den Här Rutte. An heiansdo mengt een, dass an Europa net just den Orbán an den Här Fico fir de Putin schaffend.

Här President, et ass vun der Geschicht geschwat ginn, et ass vum Här Churchill geschwat ginn. Et kéint een ...

(Coups de cloche de la présidence)

Här President, jo, ech kommen zum Schluss, mee ech hunn nach manner iwwerschritt wéi déi meescht.

Den Här ...

(Hilarité)

Jo!

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd awer nach amgaangen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Den Här Roosevelt ass e richtige Wee gaangen. An et deet mer e bësse leed, dass dat net oft an net genuch gesot gëtt. En Effort de guerre an d'Hëllef fir d'Ukrain si wichteg, a mir ënnerstëtzen déi. Mir sinn der Meenung, dass déi, déi awer och bezuele mussen, déi sinn, déi d'Suen hunn. De Roosevelt huet Steieren opgehewen op héich Revenuen, op d'Kapital, ganz héich Steieren, fir den Effort de guerre kënnen ze finanzéieren.

Dat muss och hei geschéien. Well soss geschitt tatsächlech dat – zu Moskau am Kreml si se jo net total op de Kapp gefall, leider –, dass si u sech déi Kontradiktione vun deene meeschtens relativ onbeléifte westleche Regierunge kënnen ausnotzen, fir justement ze soen – an Dir hat grad en Exempel dovunner, et ass grad gemaach ginn –: „Kuckt, et si keng Sue fir Iech do, an elo musst Der berappen!“ An ech kann Iech soen: Do si mer um Holzwee, wa mer dee Wee ginn, well dann hu mer och net d'Ënnerstützung vun der Bevëlkerung, déi mer brauchen. D'Leit si solidaresch mat der ukrainescher Bevëlkerung. Et sollt een awer Solidaritéit net bestrofen. Et sollt ee Solidaritéit am Gégendeel belounen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

Wéll d'Regierung nach dozou Stellung huelen? Dat ass net de Fall. Da wäre mer um Schluss vun deem Debat ukomm a mir géingen zum ...

(Interruption par M. Luc Frieden)

Wann den Här Staatsminister eppes wéll soen, muss ech just soen, dass mer e Problem mat de Mikroen op de Bänke vun den Deputéierten an op de Bänke vun der Regierung hunn. Dat heescht, wann Der wéllt, dass d'Leit dobaussen Iech och héieren, musst Der hei un d'Riederpult kommen. Et deet mer leed. Ech kann dat elo net änneren.

(Interruption par M. Luc Frieden)

Jo, ech mengen, wann Der wéllt, dass Der dobausse gehéiert gitt, an ech mengen, dass ass awer wichteg, dann ... Si sinn amgaangen, ze kucken, dass mer dat sou schnell wéi méiglech erëm an de Grëff kréien, mee einstweile gitt Der net op der Tëlee gehéiert, wann Der net um Riederpult stitt oder heiuewe sëtzt.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech wollt am Fong just allen Deputéierte Merci soe fir dee wichtige an nätzlechen Debat, deen de Mëtten hei geféiert ginn ass. Ech mengen, all déi Contributiounen waren utile, fir dass mer iwwert dese Sujet, deen, wéi ech virdru gesot hunn, haut net ofgeschloss ass, matenee diskutéieren. Et ass e wichteg Element vun der Demokratie. Et geet ëm d'Zukunft vun eiselem Kontinent, et geet ëm d'Zukunft vun eiselem Land.

An dofir wollt ech Iech dann och soen, dass ech selbstverständlech nom Conseil européen extraordinaire vun en Donneschden och zu deem Zäitpunkt, wéi d'Chamber dat wënscht, an déi zoustänneg Chamberkommissioun kommen an dass mer selbstverständlich dann do iwwert déi nächst Wochen, och en vue vun dem nächste Conseil européen – dat ass een am Mäerz, deen nach eng Kéier sech mat där Fro soll ofginn – an och en vue vum NATO-Sommet am fréie Summer, mat der Chamber weider wäerten diskutéieren, ëmmer mam Wonsch, dass mer e méiglechst breede Konsensus ronderëm déi Froe vu Fräiheet, Fridden a Sécherheet hei am Haus an hei am Land hunn.

Merci villmoos.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. An domat wär dës Diskussioun dann nach net ofgeschloss. Et ass nach eng Fro do. Här Cruchten, och Dir misst dann eropkommen, well och Äre Mikro geet net. Et deet mer leed, dass ass elo e wéineg méi ëmständlech an zäitraubend. Mee ech mengen, et ass awer wichteg, dass d'Leit dobaussen héieren, wat deen een an deen aneren ze soen huet. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här Premierminister, als Alleréischt wollt ech Iech och nach Merci soe fir déi Deklaratioun, déi Der vidru gemaach hutt. Dat war mer virdrun entgaangen, well ech mech esou geflass hat, meng Ried ze halen.

Ech hat Iech awer eng Fro gestallt. Ech hat Iech gefrot, wéi d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wär par rapport zu de Frozen Assets, de russesche Gelder, déi hei an Europa agefruer sinn. Ech liesen an Zeitungen, dass de fransésche President haart doriwwer nodenkt, un déi Suen ze goen, fir och den Effort de défense an Europa matzefinanzéieren. An ech wollt wëssen, wéi do d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wär.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Dat ass eng schwierig Fro, well wann déi aner Länner vu Frozen Assets schwätzen, schwätze se meeschtens vu Sue vun der Russescher Zentralbank, déi quasi ausschliesslech an der Belsch bei Euroclear sinn. An dofir géing ech gären an där Fro fir d'éischt mat der belscher Regierung, déi do particulièrement concerniert ass, Récksprooch huelen.

Lëtzebuerg ass an deem dote Kontext net concernéiert, well mir, souwäit ech weess, keng Sue vum russesche Staat oder vun der Russescher Zentralbank zu Lëtzebuerg hunn. An dat ass also eng Fro, déi ee virun allem mat deene Länner muss beschwätzen – en l'occurrence der Belsch –, déi dovu concernéiert sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär dann elo dës Diskussioun ofgeschloss.

7. Heure de questions au Gouvernement

Mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten, fir drop ze äntwerten.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 189 vum Här Maurice Bauer un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwer d'Evakuatioun vu Laachgasbonbonnen. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 189 du 4 mars 2025 de M. Maurice Bauer relative à l'évacuation de bonbonnes de protoxyde d'azote (gaz hilarant), adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

M. Maurice Bauer (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter enger Zäit ass e Phänomeen amgaangen, ëmmer méi opgekomen, nämlech dass vill Jonker Laachgas anootmen, wa se doheem sinn oder erausginn. Déi euphorisierend Substanz ass mëttlerweil als Partydrog ganz en vogue. Si gëtt, wéi gesot, als Partydrog consomméiert, ass awer net iwwert d'Betäubungsmittelgesetz ofgedeckt a kann dofir fräi am Supermarché oder um Internet kaaft ginn.

Meeschtens ginn déi Laachgasbonbonnen, sougenannte Bouteilles oder Cartouches à gaz de protoxyde d'azote, dann an normalen DrecksKëschtchen entsuergt, iert se duerno an eis national Verbrennungsanlage kommen, wou se verbrannt ginn. Dëst bréngt eng Rei Risike mat sech, well se genau wéi d'Gasfläschchen explodéieren, wa se ze waarm ginn.

Well dës Laachgasbonbonnen awer relativ kleng sinn, si se schwéier ze identifizéieren respektiv erauszuzortéieren.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Wa se da bis am Verbrennungsuewen dra sinn, kënnen se explodéieren, an dobäi entstinn dann ëmmer méi oft schwéier Schied. Et wier dowéinst immens wichtig, dass déi Laachgasbonne kéinte fachgerecht entsuergt ginn.

Dofir wollt ech dem Minister folgend Froe stellen:

Stellt Dir fest, dass ëmmer méi esou kleng Gasfläschchen oder Laachgasbonbonnen zirkuléieren? Hutt Dir dozou eventuell Zuelen?

Sidd Dir schonns informéiert ginn iwwer Schied hei am Land oder am Ausland?

Ass virgesinn, eng Campagne de sensibilisation ze maachen, fir d'Gemengen, awer och de Grand public iwwer d'Geforen opzegläre vun der Consummatioun vu Laachgas an iwwer d'Risiko vun dem Entsuerge vun dëse Bonbonnen?

Schlussendlech: Ass et eventuell méiglech, hei als Léisung e Pfand op dës Laachgasbonbonnen anzeféieren?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauer. Den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit huet d'Wuert. Här Wilmes, et ass un Iech.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Merci, Här Bauer, fir Är Froen.

Zu Ärer éischter Fro, ob mer festgestallt hunn, datt ëmmer méi sou kleng Gasfläsche respektiv Laachgasbonbonnen zirkuléieren, dozou kloer: Jo! Si sinn zwar Deel vun de Statistiken, déi mer allgemeng iwwert d'Gasfläsche féieren. An do weisen d'Zuelen dës Evolutioun op: 2022 hate mer 100 Kilo där Gasfläschchen an 2024 si mer schonn op 6 Tonnen. Et ass also eng ganz grouss Entwécklung.

Ob mer schonn informéiert gi sinn iwwer Schied an de Verbrennungsanlagen hei am Land oder am Ausland: Jo, hei am Land, den Här Goldschmidt huet mer nämlech den 20. Dezember a senger Qualitéit als President vun SIDOR e Bréif geschriwwen, wouan en op déi Situatioun am SIDOR higewisen huet.

An net méi spéit wéi de 6. Februar hunn ech als Ëmweltminister eng Circulaire un d'Gemenge geschriwwen, fir hinnen un d'Häerz ze leeën, se sollten hiert Gemengepersonal derfir sensibiliséieren, beim Tri vum Offall eeben déi Gasfläschchen erauszuzortéieren, dat ass natierlech net ëmmer sou evident, well se ganz, ganz kleng sinn, mee hiert Beschdo ze maachen, fir schonn à la source déi Gasfläschchen erauszuhuelen an dann eebe fachgerecht ze recycléieren, amplaz dass se mam gesamten Hausmüll herno an der SIDOR-Anlag landen an do Schued urrichten.

Ech mengen och, datt mer eis éischter allgemeng misste Gedanke maachen, eng Diskussioun féieren iwwert de Gebrauch vun deenen dote Substanzen, an et net reng als eng Gestioum vum Offall consideréieren.

An dowéinst hunn ech och ënner anerem d'Santésministesch, den Educatiounsminister an och d'Justizministesch iwwert déi Virfäll informéiert an iwwert déi staark Presenz vun esou Gasfläschchen an der SuperDrecksKëscht, iwwert déi mer och wäerten eng Sensibiliséierungscampagne maachen, fir drop hinzeweisen, datt dat e grouse Problem ginn ass an datt mer dee mussen zesummen ugoen.

Är Fro no enger Consigne: Eng Consigne aleng fir Lëtzebuerg ass ëmmer e bësse méi problematesch, vu awer d'Taille vun eisem Land. Da misste mer dat schonn e bësse méi grouss maachen, och mat der Grenzregioun, or do gëtt dat aneschters gehandhaabt.

An och do nach eng Kéier: Et wär wichtig, dat net eleng als e Gestionsproblem ... Natierlech gëtt et e konkrete Problem mat der SIDOR-Anlag, dee mer dann och sollen evakuéieren a wou solle kucken, datt dat net méi virkënn – mee mir missten awer och allgemeng iwwert den Ëmgang mat deenen dote Substanzen schwätzen, wat dann éischter erëm d'Gesondheet ass. Mee dat ass awer à la base de Problem, deen dozou féiert, datt och da méi Dechete mat deenen heite Fläsche produzéiert ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wilmes.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 190 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Inneminister iwwert de Suivi vum Drogendësch 2.0. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 190 du 4 mars 2025 de Mme Taina Bofferding relative au suivi du « Drogendësch 2.0 », adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci. Ganz genau: Den Drogendësch 2.0, den Här Inneminister huet kierzlech an enger Radiosemissioun erëm drop higewisen, an duerfir hunn ech direkt e puer Froen.

Aus der Press ass ee gewuer ginn, dass Der de Starter Schäfferot bei Iech am Ministère hat. Eng Woch duerno war och en Treff mat der Bevëlkerung, also Awunnerinnen a Awunner aus dem Garer Quartier. Dofir meng Fro: Wéi e Format huet deen Drogendësch? Wat ass do ganz genau Är Agenda? A wat sinn och d'Theemen, déi Der do nach weider wëllt diskutéieren?

Ech weess, dass de Platzverweis „renforcé“ jo eng vun Ären Haaptmoosnamen ass. Dir hat och am Interview vum SAMU social geschwat. Dat ass e Projet, deen et jo schonn an der Vergaangenheet gouf an dee sécherlech och interessant ass, dee soll weidergefouert ginn, fir eeben och niewent deem repressive Volet dee soziale kënnen ze stäerken. Dofir: Wat sinn nach weider Theemen, Reflexiounen, déi Der um Drogendësch eeben thematiséiert?

An dann och: Wien invitéiert Der nach gären op deen Drogendësch? Wéi gesot, hei war et mol d'Gemeng Lëtzebuerg. Sinn et vläicht nach aner Gemengen? Ech denken un de Syvicol, eeben de Syndicat vun de Gemengen, fir déi och ze begéien. Vläch gëif och e regionalen Drogendësch duerchaus Sënn maachen, well jo nach aner Gemengen dovunner betraff sinn. A kënn et och zu engem weideren Treff mat der Bevëlkerung – wat mer absolut begrëissen –, fir och si kënnen mat anzebannen?

Do gëtt et jo och am Ausland ganz vill nei innovativ Konzepter, fir esou d'Leit kënnen ze consultéieren. Do gëtt et och Konzepter, wou d'Police mat den Awunnerinnen an Awunner zesummeschafft, fir eeben esou d'Problemer kënnen zesummen ze identifizéieren an och gemeinsam u Projeten, Léisungen, kënnen ze schafen.

Ech weess, deemools zu Esch, do ass et déi Sécherheitskonferenze ginn, déi si mol heiansdo e bësse méi heftig iwwert d'Bün gaangen. Trotzdeem war et gutt, dass do d'Politick mat de concernéierte Leit zesummekomm ass. An dofir géif mech interesséieren, ob der och do weiderhin op d'Biergerconsultatioun wäert setzen. Ech mengen, dat ass wichteg fir déi hei Problematik, déi eis alleguerten um Häerz läit.

An duerfir elo schonn e grouse Merci fir Är Äntworten.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Bofferding. Den Här Inneminister Léon Gloden huet d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi Fro. Fir d'éischt sinn ech frou, datt mer alleguer hei am Parlament déi Suerge vun de Leit, hei spezifesch am Garer Quartier, deelen. Ech mengen, et gëtt hei reell Problemer. An déi viregt Regierung hat jo och den Drogendësch 1.0 an d'Liewe geruff. Ech weess elo net, wéi dee praktesch ofgelaf ass. Mee ech weess, en ass och eng Kéier an der Chamber kuerz presentéiert ginn. Dat war während

der Covidzäit, mengen ech. Mir waren do am Cercel. An deen Dësch ass jo och ëmgesat ginn.

Bon, mir hunn elo eng Situatioun, déi mer musse bekämpfen. An dofir hat ech déi Iddi mam Drogen-dësch 2.0. Un deem Drogendësch 2.0 huelen niewent den Affaires intérieures d'Justiz, de Santéministère, de Familljeministère, d'Madamm Buergermeeschtesch respektiv de Sozialschaffën aus der Stad Lëtzebuerg an d'Verrieder vun der Direktioun vun der Police grand-ducale deel.

Mir haten den 10. Februar eng éischt Reunion a mengem Ministère mat de Leit aus dem Garer Quartier, de Verrieder, wou och d'Madamm Buergermeeschtesch do war, wou mir zwee derbäi waren a wou mer de Leit mol nogelasscht hunn, d'generell Problematik ass jo bekannt, mee fir wierklech op déi spezifesch Punkten anzegoen. An de Biergerdialog, dee soll eis alleguer jo wichteg sinn, well dat ass jo eng Erkenntnis aus där POLINDEX-Studie, déi d'Chamber viru Kuerzem presentéiert kritt huet, dat ass hei extreem wichteg.

Wéi fuere mer elo virun? Mir sinn amgaangen, um ministeriellen Niveau, um Beamtenniveau, eng ganz Rei Mesüeren auszeschaffen. Et ass och wichteg, dat mer e ganze Package hunn, e bëssen esou wéi de de Logementsdësch, pardon, den Drogendësch 1.0. Dat ass e Package, dee wäert bestoen ...

(Interruption)

Den Drogendësch 1.0, et gëtt elo den Drogendësch 2.0. Dat ass e ganze Package aus verschiddene Mesüeren, wat da souwuel mäi Beräich ass, preventiv-repressiv, wéi och de Santéberäich, wéi zum Beispill dee SAMU social. Och d'Stad Lëtzebuerg huet eng Rei Iddien op den Dësch geluecht. D'Madamm Polfer huet der jo schonn eng ganz Rei gëschter am Gemengerot virgestallt. An ech mengen, et sinn och schonn eng Rei Mesüeren do direkt gestëmmt ginn.

Och dem Kolleg Max Hahn seng Leit sinn amgaange mat enger ganzer Rei Mesüeren. An d'Justiz huet natierlech och eng wichteg Roll hei ze spillen. Et ass eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht. Ech wäert elo net hei all eenzel Mesür, déi och nach net ganz duerchdiskutéiert ass, opzielen.

En Datum kann ech Iech haut nach net soen, well wann ech Iech elo e prezisen Datum soen an déi Reunion mat de Leit fënnt dann net statt, da kréien ech d'Fro gestallt, firwat se net stattfonnt huet. Mee déi wäert awer esou schnell wéi méiglech stattfannen, fir datt mer déi ugeduechte Mesüre mat de Leit nach eng Kéier kënnen duerchdiskutéieren. An dann, wa mer eis dann eens sinn, komme mer natierlech och an d'Chamber, fir déi Mesüre virzustellen. Mee et ass e Package, dat ass aus engem Goss, fir datt mer alleguer gemeinsam – an ech hoffen, datt mer do och d'Ënnerstützung hei vun der Chamber hunn – kënnen géint dee Fleau vun der Drogekriminalitéit virgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Gloden.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 191 vum Här Gérard Schockmel un den Här Aarbechtsminister Georges Mischo iwwert d'Schüler- a Studentestagen. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 191 du 4 mars 2025 de M. Gérard Schockmel relative aux stages des élèves et étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail**

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. 2020 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, dat e klöre Kader fir d'Stagë vu Schüler a Studente geschaf huet. 2023 goufen dunn Upassungen un dësem Gesetz

virgeholl, wéi zum Beispill d'Remuneratioun vun allen obligatoresche Stagen, och fir déi reglementéiert Beruffer. Trotzdeem gëtt et nach Punkten, déi iwwerschafft misste ginn, fir d'Situatioun vun de Schüler a Studenten ze verbesseren.

Esou gesäit de Code du travail zwar vir, datt d'Remuneratioun vun engem Student am Stage net mam Revenu vun engem Salarié gläichzesetzen ass, mee trotzdeem ginn d'Sozialcotisatiounen op Basis vum volle Mindestloun berechent, obwuel de Stagiaire dättelech manner wéi de Mindestloun verdéngt.

Ausserdeem si vill Patronen aus dem Gesondheetssecteur, dem soziale Beräich oder déi, déi Stagë fir BTS-Studenten ubidden, net doriwwer informéiert, datt d'Remuneratioun vun de Stagiairë jee weils vum Gesondheets-, Familljen- an Héichschoulministère iwwerholl gëtt. Dat féiert derzou, datt net genuch Stagen an dese Beräicher fir all d'Studenten disponibel sinn.

Dowéinst wollt ech dem Här Aarbechtsminister folgend Fro stellen:

Ass den Här Minister gewëllt, d'Stagëgesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, fir ënner anerem um Punkt vun de Sozialcotisatiounen nozebesseren?

Wéi kéint d'Prise en charge vu Stage-Indemnitéit fir BTS-Stagen oder Stagen am Gesondheets- oder Sozialsecteur bei de Patrone besser bekanntgemaach ginn?

Wéini gëtt d'Evaluatioun vum Stagëgesetz virgeholl, déi schonn 2020 an enger Motioun vu menger Fraktiounskolleegin Carole Hartmann gefrot a vun der Chamber ugeholl gouf?

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Schockmel. Da wier et elo um Här Aarbechtsminister Georges Mischo. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci och dem honorabele Gérard Schockmel fir d'Froen hei zu de Stagen.

Zu senger éischter Fro: Laut de Reegele vun der Sécurité sociale gëtt all Aktivitéit, déi ënner dräi Méint dauert, als occasionell consideréiert an d'Persoun cotiséiert dann net op deem, wat se kritt, mee si ass da just géint d'Accidenter op der Aarbecht assuréiert, sief et iwwert d'Elteren, iwwert d'Schoul oder iwwert d'Uni.

Par contre, soubal d'Aktivitéit méi wéi dräi Méint dauert, gëtt d'Persoun wéi en normale Salarié affiliéiert a bezilt doduerch 100 % Cotisatiounen op deem, wat se als Contrepartie zu der Aktivitéit kritt. Dëst ass esou virgesi vum Code de la sécurité sociale, fir eventuellen Abusen entgéintzewierken.

Fir awer d'Reegele vum Code du travail a Saache Stagë mat de Reegele vum Code de la sécurité sociale betreffend d'Affiliatioun ze alignéieren, wäert den Aarbechtsministère sech mam Ministère de la Sécurité sociale kuerzschléissen an dann och no Léisungsvorschléi sichen.

Dann Är zweet Fro zu der Prise en charge vu Stage-Indemnitéiten: Zesumme mat den aneren zoustänneg Ministère wäerte mer eng Informatiounscampagne lancéieren, fir d'Patronen zu Lëtzebuerg op déi dote Prise en charge opmierksam ze maachen a se dann och dozou ze bréngen.

Dann Är lescht Fro zu der Motioun vun der Madamm Hartmann: D'Evaluatioun vum Stagëgesetz wäert elo deemnächst lancéiert ginn. D'Sozialpartner an

d'Verrieder vu Schülerinnen a Schüler a Studenten, ACEL respektiv UNEL, wäerte kontaktéiert ginn an e Questionnaire mat enger Rei vu Froen betreffend d'Connaissance an d'Applikatoune vum Stagëgesetz wäert hinnen zougëschéckt ginn. Op Basis vun den Äntwerten, déi mer dann erakréien, wäerten da gegebenefalls Adaptatioune vum Dispositif betreffend d'Stagë proposéiert ginn.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Mischo.

Da komme mer zur Fro Nummer 192 vum Här Tom Weidig un den Inneminister iwwert d'Installatioun vu Sécherheetskameraen. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 192 du 4 mars 2025 de M. Tom Weidig relative à l'installation de caméras de sécurité, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härén Deputéiert, Här Inneminister, mir hu gëschter am Stater Gemengerot e Projet gestëmmt, fir zu Bounweg iwwer 50 Kameraen ze installéieren, fir géint déi héich Kriminalitéit virzegoen. Mir als ADR si kloer fir all Moosnam, déi d'Kriminalitéit bekämpft, zemoos wann et ëm d'Ursaache geet. Mee mir sinn awer och géint en Iwwerwaachungsstaat, wou Kameraen iwwerall sinn a Mënschen automatesch getrackt kënnen ginn, wéi dat a China haut schonn de Fall ass. Dat ass gottseidank zu Lëtzebuerg net de Fall – nach net de Fall.

Ech wollt duerfir dem Här Inneminister d'Fro stellen, wat déi zukünfteg Pläng vun der Regierung sinn, fir Kameraen uechter d'Land opzestellen. Gëtt et do e Plang? Wou sollen an Zukunft nach Kameraen hikommen a wéi vill?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig. Da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Inneminister Léon Gloden.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci och fir déi Fro. Ech mengen, Äre Kolleg, den Här Keup, huet jo och nach eng Fro gestallt iwwert d'Zuele vun de Kamerae fir d'Joren 2021 bis 2024. Do-runner schaffe mer, déi wäerte mer schrëftlech matdeelen.

De VisuPol ass – an dat wëll ech hei och eng Kéier ënnersträichen – wéi all eenzel Mesür, déi mer am Sécherheetsberäich maachen, wichteg, well all eenzel Mesür zesumme mat all anere Mesüeren ass e Package, deen et eis erlaabt, d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill generell ze verbesseren.

Am aktuelle Gesetz, dat d'Chamber virun e puer Jore gestëmmt huet, steet dran, datt déi Daten, déi Biller, wärend zwee Méint gehal ginn. A wa se dann net gebraucht ginn, well keng Infraktioun virläit, da gëtt dat Material zerstiért.

Ech wëll och eng Kéier vun der Geleegeheet profitéieren: VisuPol, wat heescht dat? VisuPol heescht, datt eebe Kameraen installéiert ginn op kritesche Punkten, wéi Garen oder wou ganz vill Leit zesummen kommen a wou een och weess, datt de Risiko vun enger Infraktioun besteet. An déi Kamerae kënnen ëm 180 oder 360 Grad beweegt ginn duerch en Joystick, dee vun engem Polizist an enger Zentral manipuléiert gëtt, eebe fir ze kucken, wat op där Plaz do geschitt. Déi Kamerae sinn esou ausgericht, datt se eeben net an de Privatraum erafilmen.

Mir sinn amgaangen, dat neit Gesetz fäerdegzemaachen – dat wäert à court terme kënnen am

Regierungsrat deponiert ginn –, wou mer eng Rei Verbesserunge maachen, wou och d'Gemenge kënnen d'Initiativ huelen, fir eeben d'Demande ze stellen, fir Kameraen am Kader vum VisuPol ze installéieren.

De VisuPol huet e klore Avantage: Et ass e klore, strenge Kader am Respekt vun den Données personnelles. Ech wëll awer och eng Kéier soen – ech gesinn hei de Schäfte vun der Gemeng Esch –: Esch wollt och onbedéngt Kamerae ronderëm d'Gare. Och do hu mer matenee geschwat an do kommen och elo Kameraen am Kader vum VisuPol.

Mir sollen awer, mengen ech, och ophalen, dat duerstellen, wéi wann dat den Iwwerwachungsstaat wier. Ech mengen, mir hunn alleguer ee bis zwee Handyen, an déi Donnéeën, déi do traitéiert ginn, an déi Donnéeën, déi mir selwer iwwert déi Apparater schécken, dat ass, mengen ech, heiansdo méi schlëmm, wéi wa mer einfach vun enger Kamera gefilmt ginn. Well dat ass jo och ganz kloer gesot ginn: Deen, dee sech näischt zuscholden komme léisst, dee brauch jo och näischt ze féierten!

Et geet drëm, e Gesamtpackage opzestellen, fir eeben d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill op grouse Plazen ze verbessern. An de VisuPol ass ee Moyen technique dovunner.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Gloden.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 193 vum Här Paul Galles an zur Fro Nummer 194 vum Här Luc Emering un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Resultater vun der COP16 iwwert d'Biodiversitéit. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 193 du 4 mars 2025 de M. Paul Galles relative aux résultats de la COP16 sur la biodiversité qui s'est tenue la semaine passée à Rome, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

– **Question n° 194 du 4 mars 2025 de M. Luc Emering relative aux résultats de la COP16 sur la biodiversité qui s'est tenue la semaine passée à Rome, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

M. Paul Galles (CSV) | Jo, villmools merci, Här President. An der momentaner weltpolitischer Situatioun ass et net ganz evident, dass Theeme wéi Klima, Ëmwelt, Biodiversitéit ëmmer nach eng Prioritéit um politeschen Agenda bleiwen. Mir hunn als Chamber awer ëmmer do e staarkt Zeeche gesat. Mir haten nach d'lescht Joer eng Heure d'actualité eeben iwwert d'Weltklimakonferenz zu Baku an d'Joer nach eng Heure d'actualité iwwert déi verschidde COPen, nämlech och déi vun der Biodiversitéit an déi vun der Desertifikatioun an och d'Treffen iwwert d'Plastikvermeidung, déi an den eenzelne Länner d'Joer oder d'lescht Joer stattfonnt hunn.

D'COP16 iwwert d'Biodiversitéit, déi zu Riad stattfonnt huet, huet misse verlängert gi beziungsweis op en zweet Treff verluucht ginn, well beim éischten Treff keng nennbar Resultater erauskomm sinn. Dat war elo d'lescht Woch zu Roum, an am Virfeld ass eigentlech dervun ausgaange ginn, dass et kéint passéieren, dass net vill erauskënnt.

Dat schéngt awer elo anescht ze sinn. Zumindest ass de Bilan vun der Europäescher Unioun duerchaus positiv, wann et ëm de GBF geet – dat ass de globale Kader vun der Biodiversitéit. Da seet d'Europäesch Unioun: „Mir sinn op e Punkt komm, wou mer elo kënnen Fonge mobiliséieren. Mir hunn eng Strategie dofir fonnt. Mir hunn och eng Strategie vun dem Monitoring, wéi mer also evaluéieren, wat an der Biodiversitéitsthematik an

deenen nächste Jore passéiert.“ A si soen och, dass et wichteg ass, dass déi Implementatioun vun all deene Saachen, déi ee sech besonnesch op der COP15 virgeholl huet, an déi Kontroll vun der Implementéierung kloer an däitlech passéieren an dass d'COP17, déi an Armenien wäert sinn, eigentlech da genau dofir soll do sinn an dat soll zentral sinn an dass d'EU och mat villen anere Länner wäert zesummeschaffen, fir d'Biodiversitéitsziler anzehalen.

Ech wollt den Här Minister froen, ob en déi Aschätzung vun der EU deelt, wéi Lëtzebuerg déi Resultater bewäert a wéi en och d'Zukunft vun dëser Thematik vun der Biodiversitéit an eisem Land an an Europa gesäit.

Ech soen Iech villmools Merci dofir. An da freeën ech mech, dass de Kolleg Luc Emering eng Fro an déi selwecht Richtung stellt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Galles. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. D'Fro geet effektiv an déi nämmlech Richtung wéi dem Här Galles seng. Ech mengen, nieft deene villen negative Schlagzeilen, déi mer och haut schonn hei am héijen Haus beschwat hunn an déi d'Meedien déi lescht Deeg dominéiert hunn, sollte mer awer net vergiessen, dass déi lescht Woch och e ganz wichteg Moment war fir den Naturschutz a fir de Klimawandel, nämlech d'Fortsetzung vun der COP16.

Well ee sech eeben am Oktober 2024 iwwer verschidde Punkten net eens gi war, huet déi kolumbianesch Presidence den Effort gemaach an nei Gespräicher zu Roum organiséiert, fir d'Negociatiounen fortzesetzen.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit gäre follgend Fro stellen: Wéi evaluéiert Dir den Ausgang vun de Verhandlung vun der COP16 zu Roum? Sidd Dir ze fridde mam finalen Accord? Wäert dësen Accord direkt Implikatiounen op d'Finanzéierung hunn, déi vu Lëtzebuerg ausgeet? Ass et Fro ginn, wou ee sech als Lëtzebuerg gewünscht hätt, eventuell kënnen méi wäit ze goen? Gëtt et Iwwerleeungen, wéi Lëtzebuerg sech mat senger grénger Finanzplaz als Virreider an dësem Accord positionéiere kéint?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Emering. Den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, den Här Serge Wilmes, huet d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech wëll gär dem Här Galles an dem Här Emering derfir Merci soen, dass se déi Fro gestallt hunn, well och wa mer, an dat ass ze verstoen, am Moment vill iwwert de Krich, dee Russland géint d'Ukrain féiert, mussen schwätzen an doriwier, wéi mer dorobber solle reagéieren, bleift awer de Klimawandel bestoen. De Biodiversitéitsverloscht bleift bestoen. Och gëtt d'Welt weider verknascht. An do mussen d'Efforte vun der internationaler Communautéit dann och weidergoen, fir déi Defien zesummen unzagoen.

An déi Konventiounen, déi d'UNO geschafen huet, déi d'Weltgemeinschaft 1992 zu Rio lancéiert huet, déi si jo dofir gemaach ginn. An déi COPen, déi dann, déi eng all Joer, d'Klima-COP, an déi aner all zwee Joer, zesummekommen, déi solle jo dann no an no Fortschréitter an deene Beräicher maachen.

Déi heiten ass d'COP iwwert d'Biodiversitéit, d'Konventioun vun der Biodiversitéit, wou mer d'lescht

Joer a Kolumbien zesummekomm sinn, och déi politesch Verrieder, mee wou den Ausgang leider dee war, datt zum Schluss net méi genuch Delegéierter do waren, fir iwwert déi essenziell Punkte, déi nach opstoungen, kënnen ze decidéieren. De Quorum war net méi erfëllt an du huet se misse verluecht ginn. Déi ass elo nogeholl ginn, si ass zu Roum souzesoen an d'Verlängerung gaangen op engem techneschen Niveau. Do war net de politeschen Niveau vertrauden.

An dat, wat haaptsächlech nach ausstoung, war, wéi den Här Galles scho gesot huet, d'Fro vun der Finanzéierung. Hei schwätze mer vu ronn 200 Milliarden US-Dollar, déi gebraucht ginn, déi solle mobiliséiert ginn aus alle méigleche Ressourcen, fir kënnen de Biodiversitéitsverloscht weltwäit ze stoppen.

An et ass geschwat ginn iwwert de Suivi vun dem historeschen Accord vu Kunming-Montreal op der COP15 2022, wou zum Beispill eng vun den Zilsetzungen ass, 30 % vun de weltwäite Landes-, Mieres- a Waasserflächen ze schützen respektiv 30 % vun deene Flächen, déi degradéiert sinn, nees ze restauréieren. Dat sinn zwee ganz grouss Ziler. Dofir gi Sue gebraucht, mee do ginn och Indikatoren gebraucht fir ze moossen, ob all Land dann och wirklech seng Efforte mécht, fir déi Ziler kënnen ze erfëllen.

An déi Fro stoungen op. Déi sinn elo gekläert, do gëtt et elo eng Decisioun derzou. Dat heescht, et si souwuel d'Indikatoren geschafe ginn, fir datt de Suivi ka gemaach ginn, an et ass och genau festgeluecht ginn, wéi dee groussen éischte globale Bilan muss gemaach ginn op der COP d'nächst Joer an Armenien, der COP17, deen éischte Bilan global, esou wéi de Bilan mondial gemaach ginn ass virun zwee Joer zu Dubai am Klimaberäich. Da gesi mer, wou mer weltwäit nees do stinn.

An op där anerer Säit déi Fro vun der Mobiliséierung, woubäi dat jo staark an der Kritik war, déi Finanzéierungsmechanismen, déi aktuell bestinn. Et ass esou: Et gëtt ee ganz groussen Ëmweltfong, dee globalen Ëmweltfong, deen och 1992 geschaf ginn ass, wéi deemools zu Rio déi dräi Konventiounen geschafe gi sinn, déi sougenannten GEF, Global Environment Facility, déi och d'Finanzéierung vun deenen dräi Konventiounen mat iwwerhëlt, och déi vun der Biodiversitéit, mee wou d'Governance dovunner vu bestëmmte Länner, notamment Brasilien, deemools am Oktober d'lescht Joer staark kritiséiert ginn ass.

An hei sinn och Recommendatiounen erausgaangen a festgehale ginn, fir déi Governance ze verbessern a fir déi Finanzéierung vun deene Biodiversitéitsziler, déi iwwert d'GEF kommen, kënnen ze verbessern. Et ass awer och kloer gesot ginn: Bis 2030 hale mer och dee spezielle finanziell Fong bäi, dee geschafe ginn ass, fir de Biodiversitéits-Framework ëmzesetzen, de Kunming-Montreal-Kader, de GBFF.

An da steet eeben am Raum, ob dat iwwer 2030 eraus verlängert géif ginn, ob en neie Mechanismus géif agefouert ginn. Dat heescht, hei sinn Accorden dozoukomm, déi wichteg sinn, fir och hei an den nächste Jore kënnen Progrésen ze maachen.

A wat awer och interessant ass, ass, datt d'Amerikaner déi heite Konventioun zwar ënnerschriwwen haten, mee se ni ratifizéiert hunn. Dat heescht, bei där ganzer Biodiversitéitskonventioun op de Cope sinn d'Amerikaner ni present gewiescht. An et geet awer och ouni si. Natierlech wär et besser mat hinnen. Bei der Klima-COP d'lescht Joer d'selwecht. Du ware se nach mat derbäi, mee dat war déi Administratioun, déi ofgetrueden ass. An och do schonn huet ënner anerem Europa Leadership iwwerholl. Hei och, mee et wär natierlech ëmmer gutt, wann d'Amerikaner mat derbäi wäeren. Mee et geet awer och ouni si

weider. An dat ass och hei erëm eng Kéier kloer ginn. Dat soll eis also encouragéieren, op där Route weiderzemaachen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wilmes.

Da komme mer zur Fro Nummer 195 vun der Madamm Sam Tanson un den Här Premierminister iwwert den Entscheidungsprozess um europäeschen Niveau souwéi iwwert den Unanimitéitsprinzip. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 195 du 4 mars 2025 de Mme Sam Tanson relative à la prise de décision au niveau européen et au principe de l'unanimité, adressée à M. le Premier ministre

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn e kleng Problem, Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech mengen, dat schéngt amgaang ze sinn, sech ze léisen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | A, ech si frou, datt den Här Premierminister bei eis ass. Voilà. Gutt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | En hat duerch d'Dier héieren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass gutt. Jo, hei héiert een iwwerall alles. Dat ass esou, jo.

Merci, Här President. Ech wollt agoen op eppes, wat eis um diplomatesche Plang elo an der Press an och, wann ee mat de Vereenegungen, déi e Lien hu mam Kongo, geschwat huet, vill beschäftegt a wat, mengen ech, och net grad fir eng gutt Reputatioun vu Lëtzebuerg an där Regioun elo kierzlech gesuert huet.

Ech schwätze vun där Decisioun – à voir dann, wat et elo genau war – um Conseil vun den Ausseministren, wou laut dem Communiqué vun dem Ausseminister den Ausseminister suggeréiert huet, elo mol d'Resultater ofzewaarden, déi nach déi Woch sollte sinn um Niveau vum afrikanesche Kontinent. Do war och rieds gaang an der Press vun enger Reunion vun den afrikaneschen Ausseministren; enger Reunion, déi allerdéngs ni stattfonnt huet, wéi ech mer soe gelooss hunn, wat anscheinend och previsibel war.

An ech hu mech du gefrot, inwiefern ... Mir hunn och Question-parlementairen dozou gestallt. Ech sinn och frou, den Ausseminister ass och elo derbäi. Mee hei geet et mir méi generell ëm déi Fro, inwiefern Dir déi Decisiounen an déi Diskussiounen do um Niveau vum Conseil och innerhalb vun der Regierung preparéiert an diskutéiert.

An ech wollt vun Iech wëssen, Här Premierminister, ob Dir informéiert waart iwwert déi Reserven, déi den Ausseminister da géif um Niveau vum Conseil do soen, well e jo anscheinend à plusieurs reprises intervenéiert ass am Conseil, fir eeben do seng Reserven och nach eng Kéier unzemellen.

An dann och eng méi prinzipiell Fro: Dir hat Iech an enger bemierkenswäerter Ried a Polen derfir staarkemaach, dass ee vläicht sollt d'Unanimité a verschiddene Felder opginn. An d'Aussepolitik ass jo ganz sécher och esou e Feld. Sidd Dir net der Meenung, dass et besser wär, mir géifen dovunner fortommen a méi op eng qualifizéiert Majoritéit kommen?

Dat wäer meng Froen an deem Kontext.

8. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

Exposé

An ech weess, et ass e bëssen onüblech, mee da brauch ech herno net Är Zäit nach eng Kéier ze beusprochen: Ech hunn elo hei och nach eng Motioun deposéiert, fir d'Sanktiounen géint de Ruanda ze ënnerstëtzen an och déi Exactiounen, déi gemaach ginn, ze condamnieren.

Motion

« au sujet de la situation à l'Est de la RD Congo »

La Chambre des Députés, considérant

– l'intensification du conflit actuel en RD Congo, notamment l'offensive du M23 qui a conduit à la prise des villes de Goma et de Bukavu, avec des conséquences humanitaires graves ;

– la situation dramatique des populations civiles, avec plus de 700.000 personnes déplacées et de nombreuses victimes civiles, ainsi que des violations des droits humains signalées par des organisations internationales, notamment des cas de violences sexuelles et d'autres exactions contre les populations vulnérables ;

– les déclarations de Mme Kaja Kallas, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, du 25 janvier et du 25 février 2025, par lesquelles l'UE réitère que le Rwanda doit cesser son soutien au M23 et se retirer de la RD Congo ;

– la condamnation par l'UE de la présence militaire du Rwanda en RD Congo, jugée comme une violation flagrante du droit international, de la Charte des Nations Unies et de l'intégrité territoriale de la RD Congo ;

– la résolution 2773 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 21 février 2025 adoptée sur la base du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

invite le Gouvernement à

– intervenir auprès du Gouvernement rwandais en vue d'un retrait des troupes en RD Congo ;

– soutenir l'adoption de sanctions européennes ciblées à l'encontre des responsables rwandais des exactions commises en RD Congo ;

– renforcer l'engagement diplomatique du Luxembourg au sein de l'Union européenne et des Nations Unies pour œuvrer à une solution politique garantissant le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RD Congo.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Tanson.

9. Heure de questions au Gouvernement (suite)

– Question n° 195 du 4 mars 2025 de Mme Sam Tanson relative à la prise de décision au niveau européen et au principe de l'unanimité, adressée à M. le Premier ministre (suite)

Den Här Premierminister Luc Frieden huet d'Wuert.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, ech weess net, ob ech dee richtegen Interlocuteur vun der Madamm Tanson sinn, fir déi Froen ze beäntwerten, well ech jo net Ausseminister sinn an ech der Meenung sinn, datt den Ausseminister dat a sengem Fachberäich, a senger Kompetenz huet, fir déi Froen ze beäntwerten.

Ech wëll Iech soen, datt ech – ma dat ass awer ganz normal – net am Virfeld informéiert gi sinn. Mee den Ausseminister huet mer gesot, datt iwwerhaupt kee Vott stattfonnt huet. A wann Diskussiounen sinn an engem Conseil, dann ass et normal, datt déi eenzel Fachministren – dat gëllt iwwregens net nëmme fir den Ausseminister – de Premierminister net am Virfeld informieren.

Hätt den Ausseminister aleng eng Positioun geholl géint all déi aner an engem Vott, da wär dat eng aner Situatioun gewiescht. Mee den Ausseminister huet mir gesot, et war kee Vott do, an duerfir stellt sech déi Fro, déi Dir mir stellt, eigentlech esou net.

Déi generell Fro beäntwerten ech gären. Mir sinn effektiv der Meenung, datt an engem Europa, dat wësst an dat schonn haut grouss ass, d'Unanimité an alle Froen komplizéiert ass. Et ass schwierig, wann een eenzelt Land all déi aner ka blockieren. Dat gesi mer vläicht och um Conseil europäen dës Woch, wa mer iwwert d'Ukrain schwätzen. A wann Europa nach eng Kéier erweidert gëtt, stellt sech déi Fro a fortiori nach méi. An duerfir, dat, wat ech zwar a mengem perséinlechen Numm op dem Collège d'Europe a Pole gesot hunn, dat ass awer, mengen ech, och eng Meenung, déi vu ville gedeelt gëtt, datt mer à la longue mussen notamment an der Aussepolitik vun der Unanimité ewechkommen.

Vläicht muss een a verschiddene Beräicher superqualifizéiert Majoritéit maachen. Mee et kann net esou sinn, datt een all déi aner blockéiert, wa se eppes wëlle maachen. Am Fall vun Ungarn hu mer dat schonn e puermol gesinn, mee et kann och aner Fäll ginn.

Ech wëll och soen, datt mir an engem Grupp si vu Länner, déi amgaange sinn ze kucken, fir Propositionen ze maachen am Beräich vun der PESC, also der Ausse- a Sécherheetspolitik, fir ze kucken, wéi een do d'qualifizéiert Majoritéit méi kann afieren. A wann ech richtig informéiert sinn, soll dee Grupp vun deene Like-Minded-Länner do bis de Summer mat éischte Propositionen kommen. Mee bon, dat si Propositionen, déi natierlech vun all deenen anere mussen approvéiert ginn, well dat géif eng Traités-ännerung mat sech zéien. Mee ech mengen, datt een net kann esou weiderfuere mat enger totaler Unanimité an all deene Froen vun der Aussepolitik.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 196 vum Här Sven Clement un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Penurie vu Logopeden zu Lëtzebuerg. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 196 du 4 mars 2025 de M. Sven Clement relative à la pénurie d'orthophonistes au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. An der Äntwert op meng schrëftlech parlamentaresch Fro 1655 hat d'Madamm Ministesch op eng staark Augmentatioun vun der Unzuel vun Orthophonisten hei am Land higewisen an datt hir keng Donnéeën iwwer eventuell Waardelëschten an de liberale Cabineten vun Orthophonisten géife virleien.

Obwuel Lëtzebuerg bei den Orthophonisten eng Croissance vun 157 % verzechent, hu mir Stand haut ronn een Orthophonist pro 6.800 Awunner. Am Verglach mat Frankräich – do ass et een Orthophonist fir 3.500 Awunner – oder der Belsch – do ass et ongeféier een Orthophonist fir 1.650 Awunner – hu mer hei zu

Lëtzebuerg nach ëmmer ze wéineg liberal schaffend Orthofonisten.

An engem rezente Bréif, deen op e Freideg leschter Woch datéiert ass, deen och un d'Madamm Ministesch giong, gëtt drop higewisen, datt et grad bei de liberalen Orthofonisten, déi eng Autorisation d'exercer hunn, fir an der lëtzebuergescher Sprooch ze praktizéieren, e grouse Manktem gëtt. Grad hei géif et eebe méintelaang Waardelëschte gi respektiv et géife keng nei Patientinnen a Patiente méi ugeholl ginn. Fir déi betrafte Leit kann dëst grav Auswierkung grad op d'Sproochentwécklung an op d'Acquisitioun vun der Sprooch hunn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ministesch follgend Froe stellen:

Wäert sech d'Ministesch mat der d'Associatioun luxembourgeoise des orthophonistes zesummesetzen, fir méi konkret iwwert déi Problemer ze schwätzen an no Léisungen ze sichen, sachant, datt bei der éischter Question parlementaire dee Problem jo nach guer net esou bekannt war?

Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, datt mer genuch Orthofonisten hei am Land hunn, obwuel mer am Verglach zu Frankräich oder der Belsch dättelech méi Awunner pro Orthofonist hunn?

An ass der Ministesch d'Problematik bekannt, datt vill Orthofonisten, déi an der lëtzebuergescher Sprooch dierfe praktizéieren, ganz dacks net méi liberal, mee an de Centres de compétences an domat am effentleche Secteur schaffen, wat zu deenen ugangs genannte Problemer gefouert huet?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci och fir d'Fro. Dir schreift an der Intro zu Ärer Fro respektiv hutt elo exposéiert, datt ech dee Bréif och geschéckt krut. Den Datum vum Bréif ass effektiv de 27. Februar, mee dee Bréif ass de Moien am Courier am Ministère gewiescht an deen adresséiert sech u mech an ass och un Iech als Kopie gaangen.

Déi Zuelen, déi Dir nennt – een Orthofonist op 6.800 hei am Land, een Orthofonist op 3.500 a Frankräich an een op 1.641 an der Belsch –, dat si global Zuele vun den Orthofonisten, déi et gëtt pro Awunnerzuel, awer nëmmen um liberalen Niveau. Dat heescht, do gëtt der Organisatioun vun dem Gesondheetssystem an de jeeweilige Länner net Rechnung gedroen.

Dir hutt gesot, datt hei zu Lëtzebuerg eng Rëtsch Orthofonisten, déi an der lëtzebuergescher Sprooch ausgebild sinn, an d'Centres de compétences géifen ofwandere. Jo, dat ka sinn. Ech hunn elo keng detailléiert Zuelen dozou, mee déi Centres de compétences, déi sinn haaptsächlech do, fir Entwécklungsproblemer ze begéinen, datt heescht, ze kucken, ob d'Kand um Entwécklungsstand ass, wou et soll sinn, wougéint déi Orthofonisten, déi liberal schaffen, éischter funktionnell ënnerwee sinn.

Do sinn ech virun zwee Joer selwer betraff gewiescht. Ech hat eng OP gemaach kritt, wou d'Stëmbänner hannenno e bësse leséiert waren an do hunn ech eng ganz jonk Orthofonistin fonnt, déi mech relativ schnell konnt huelen an déi richtig frou war, datt se mol eng Kéier en Erwuesene konnt hunn, well gréisstendeels hat se just Kanner. A si huet mir awer och bestätegt, datt et effektiv fir d'Kanner enorm laang Waardeschlaange gëtt am funktionnelle Beräich.

Éischt Fro: Wäert d'Ministesch sech mat der Associatioun zesummesetzen, fir méi konkret iwwert d'Problemer ze schwätzen an no Léisungen ze sichen? Jo, dat ass meng Aufgab. An allkéiers, wann ech esou e Bréif kréien, gëtt eng Äntwert erausgeschéckt an et gëtt eng Offer gemaach fir eng Entrevue. Dat wäerte mer maachen.

Zweetens: Ass d'Ministesch der Meenung, datt mir genuch Orthofonisten hunn? Jo, wat heescht genuch? Mir hunn iwwerhaupt kee System, fir ze moossen, ob eis Santé direkt genuch Leit vun deem engen oder anere Beruff huet. Allgemeng gëtt et eng Penurie an de Gesondheitsberuffer an allgemeng stelle mer och fest, datt vill Gesondheitsberuffer net hire Beruff exercéieren respektiv mat hirem Beruff eng aner Tâche unhuelen. An dat begéine mer eeben an där ganzer Campagne, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheitsberuffer besser ze maachen.

Ass d'Ministesch sech der Problematik bewosst, datt vill Orthofonisten ...? Hunn ech scho gesot. Jo, si ginn effektiv dohinner schaffen, wou dann d'Konditiounen hinne vläicht am beschte schéngen. A wann do elo kéint e System opgesat ginn, wou mer d'Waardeschlaangen am liberale Secteur besser erfaasst géife kréien, kéinte mer och do besser aktiv ginn.

Wéi gesot, ech wäert déi Leit empfänken a mir wäerte kucken, Léisunge fir d'Problemer ze fannen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur leschter Fro vun deser Froestonn, an zwar d'Fro Nummer 197 vum Här Franz Fayot un den Här Minister fir auswärtig Ugeleeheneiten an Aussenhandel iwwert d'Omnibus-Direktiv. Här Fayot, Dir d'Wuert.

– Question n° 197 du 4 mars 2025 de M. Franz Fayot relative à la législation européenne Omnibus « CSRD-CSDDD-taxonomie », adressée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. D'lescht Woch huet d'Europäesch Kommissioun hire sougenannte „Simplificatiounspaket“, den Omnibus, virgestallt, deen awer manner mat Simplificatioun ze dinn huet a vill mat Dereguléierung a Verwässerung vu wichtege Gesetze am Beräich vun der Nohaltegkeet vun der Wirtschaft.

Beim Liwwerkettegesetz, zum Beispill, do gesäit een, dass d'Flicht, Klimatransaktionspläng ëmzesetzen, elo ewechgefall ass. Et gesäit een och, dass d'Sorgfaltspflicht, den Devoir de vigilance, elo just nach op direkt Fournisseure limitéiert ass an net méi op déi ganz Liwwerketten. Et gesäit een och, dass ee keng Relation-d'affairé méi muss ofbriechen, wann ee gesäit, dass e Problem war an der Observatioun vun Diligencen an deem ganze Beräich. Ausserdeem gëtt et keng minimal Sanktiounen méi, déi bei 5 % vum globale Chiffre d'affaires louchen. Och beim CSRD, dem Gesetz iwwert de Reporting vun de Betriber, gëtt et eng Rei Verwässerungen. Esou sinn zum Beispill elo 80 % vun de Betriber ausgeschloss. An och deen Text ass a senger Prise d'effet no hanne verluecht ginn.

Dat ass natierlech eng Victoire vu BusinessEurope a vun de Geschäftslobben an Europa, fir do och d'Kommissioun op déi Dereglementéierungsagenda hinzukréien, mee et ass awer och an eisen Aen eng kuertzfristeg Konzeptioun vun der Kompetitivitéit, haaptsächlech an enger Zäit, wou mer alleguere wëssen, dass de Klimawandel an den Ëmweltschutz kee Luxus méi sinn, mee Partie intégrante vun enger Kompetitivitéit an dass den Invest an d'Nohaltegkeet

vun de Betriber an deene leschte Jore ganz héich op der Agenda stoung an elo leider e bësse manner héich do steet.

Dofir meng Fro, Här Minister – oder Häre Ministeren –: Wéi steet d'Regierung zu deem Omnibus-Paquet? Stitt Dir do derhannert, hannert deem, wat d'Kommissioun do presentéiert huet, wëssend, dass déi viregt Regierung an och d'Kommissioun virun net allze laanger Zäit an no ganz laangen a schwéieren Diskussiounen sech op déi beschlossenen Texte do géeneegt hunn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass d'Wuert fir den Här Ausseminister. Här Ausseminister.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Och merci dem honorablen Här Fayot. Ech stinn haut virun Iech, fir fir d'Regierung op Är Fro eng Äntwert ze ginn, mee de Lead bei der Ëmsetzung läit elo beim Wirtschaftsminister. Mee well de Wirtschaftsminister net do ass a well ech fonnt hunn, dass et awer wichteg wär, Iech eng Äntwert ze ginn, sprangen ech an, obwuel ech elo net de Lead hunn.

Et ass eng Question parlementaire vun deene Grénge gestallt ginn, ech mengen, vun der Madamm Tanson, wou och am Februar d'Äntwert komm ass, wou et eeben drëms gaangen ass, wéi d'Regierung géif zu deene Propositionen stoen, déi deemools ugekënnegt gi waren. Saitdeem ass deen Text och komm. Dat war eng Fro, wéi nach keen Text do war.

Mir sinn der Meenung – an ech wëll dat och soen –, dass dat hei e Resultat ass vu Gespréicher um Niveau vun de Chef-d'Étaten a Chef-de-Gouvernementen, déi d'Kommissioun och gefrot hunn, fir an déi Richtung ze schaffen. Bei eis an der Regierung ass och eng grouss Ënnerstützung fir déi Propositionen vun der Kommissioun. Mir musse wëssen, dass mer haut an engem geopoliteschen Ëmfeld liewen, wou de Wand vun alle Säiten all Dag méi rau gëtt. Mir dierfen dofir eis lëtzebuergesch an och eis europäesch Entrepreneuren net virun deem Hannergrond alengloossen, well mir sollen net vergiessen, dass de Wuelstand hei muss kreiéiert ginn, fir duerno och kënnen anere Leit ze hëllef.

Mir begrëssen och weiderhin d'Zilsetzung vun der CSRD an der CSDDD, awer hir Ëmsetzung muss pragmatesch ugaange ginn, soudatt et souwuel dem Geescht vun den Direktive gerecht gëtt wéi och d'Fonctionéiere vun eise Wirtschafte respektéiert. De 26. Februar, wéi Der et och gesot hutt, huet d'Kommissioun déi zwee Omnibus-Päck ugeholl. Dës hunn am Fong als Zil, d'Reegelwierk vun der Unioun punktuell ze vereinfachen, d'Kompetitivitéit ze verstärken an och weider Capacitéite fir Investissementer fräizemaachen. Och sollen de Klimaschutz an d'Kompetitivitéit méi no zesummebruecht ginn.

A mir sinn eis do eens: D'Zil vun deem Pak ass net, eist Regelwierk ze schwächen oder eiser héijer Ambitioun a Froe vun Klimaschutz an der Nohaltegkeet wëllen Äddi ze soen. A mir dierfen och net an Alarmismus verfallen, well deen ass wierklech kee gudde Beroder. Mir brauchen och e pragmateschen Usaz, wat verlaangt ..., wa mir Lëtzebuerg an d'Unioun fir d'Zukunft och wëlle weider fit maachen.

Et ass vun der Kommissioun ..., si soen, dass eng Reduktioun vu 35 % vun den administrativen Oplage bis zum Enn vun hirem Mandat ugestriift gëtt. Quesch duerch all Betriber wier dat eng Moyenne vu 25 %. An d'Kommissioun geet dovun aus, datt dese Pak d'Potential huet, bis zu 6,3 Milliarden Euro Verwaltungskäschte pro Joer ze spueren a bis zu 50

Milliarden Euro zousätzlech Finanzmëttele fir Investissementer ze mobiliséieren.

Déi polnesch Presidence, déi elo nach dat éischt Semester am Amt ass, wëll d'Aarbechten am Rot séier weiderbréngen. Déi legislativ Propose ginn zu Bréssel am Moment verhandelt an déi néideg Koordinatioun wäert deemno och stattfannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Froestonn vun haut de Mëten ofgeschloss.

10. Ordre du jour (suite)

An éier mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwerginn, dem Här Bauler senger Question élargie, sinn awer nach, wann ech richteg verstan hunn, eng Rei Wuertmeldungen do. An zwar hunn ech d'Wuertmeldung matgedeelt kritt vum Här Georges Engel, duerno vum Här Franz Fayot, duerno vun der Madamm Joëlle Welfring an duerno vum Här Marc Baum fir den Depot vu Motiounen. Kënne mer dat esou maachen?

(Assentiment)

An duerno géing ech proposéieren, well dat och esou gewënscht ass an ech deem Wonsch kann duerchaus entsprechen, wann de Plenum domadder d'accord ass, datt mer d'Motioun, déi elo just deposéiert ginn ass vun der Madamm Tanson, no deenen aneren Depote vu Motiounen eventuell op den Ordre du jour huelen.

Kann d'Chamber domadder averstane sinn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

11. Dépôt d'une motion par M. Georges Engel

An dann ass et um Här Engel, seng Motioune ze deposéieren. Här Engel.

Exposé

M. Georges Engel (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Effektiv hunn ech eng Motioune iwwert d'Energiearmut. Fir eis sinn nämlech abordabel Energiepräisser e fundamentale Besoin, fir en anstänneg Liewen ze féieren a fir um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen. An déi Energiepräisser, déi mer am Moment hunn, déi weie ganz staark um Budget vun de Leit. Ech mengen, do si mer eis alleguerten heibannen eens. A speziell weie se fir déi Leit, deenen et net esou gutt geet an déi an enger ekonomesch schwiereger Situatioun sinn. A wa se och nach a schlecht isoléierte Wunnenge wunnen, dann ass et émsou méi schlëmm.

Am Aklang mat der EU-Kommissioun an hirer Direktiv 2023/2407 froe mer dofir eng Definitioun vun der Energiearmut, fir déi an nationaalt Recht ze iwwerhuelen, also net nëmme, wat d'Prekaritéit ugeet, mee och wat de vulnerabele Client ugeet. Dee soll definéiert ginn an dann an nationaalt Recht iwwerholl ginn. Dat wär eng éischt Etapp, fir unzeerkennen, datt et iwwerhaapt e Problem hei gëtt, a fir deene Leit, eise Bierger, eise Bierger aus eisem Land, ze hëllef, andeems ee konkret Aktiounen géing huelen, fir géint dës Zort vun der Armut virzegoen, souwuel um lokalen, um regionalen, um nationalen an awer och um europäeschen Niveau.

Dobäi misst een natierlech dräi groussen Ursache Rechnung droen, déi zu dëser Prekaritéit féieren, nämlech éischtens engem schwaache Revenu, de méi

héije Rechnungen natierlech an och enger schwaacher Energieeffizienz. An duerfir fuerdere mer d'Regierung op, eng Definitioun vun der Energiearmut auszeschaffen an déi an nationaalt Recht ze iwwerhuelen.

Mir kéinten eis hei virstellen, dass dat bei 2,5-mol de Mindestloun gedeckelt ass an dass een, wann een iwwer 10 % vu sengem Revenu un Energiepräisser muss ausginn, wann een de Loyer, d'Subventiounen, Primmen an Allocatiounen dann och ewechrechent, dann an der Energiearmut wär. Mee mir wëllen der Regierung awer och net virschreiwen, wéi se dat ze presentéieren huet. Mir wollte just eng Iddi mat op de Wee ginn.

Gradesou misst een och dann de vulnerabele Client definéieren an dann och geziilt Moosnamen, déi ee kéint huelen, fir dës Leit dann och besser ze schützen. Dat géing e klere juristesche Kader schafen a mir kéinten dann och e reegelméisseg Suivi maache vun deene Mesüeren, déi mer en place gesat hunn, fir ze gesinn, ob déi och hir Wierkung hunn an ob mer eis Moosnamen, déi mer en place gesat hunn, dann och gegebenefalls missten iwwerschaffen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– *considérant que l'accès à l'énergie à un prix abordable est un besoin fondamental pour assurer des conditions de vie dignes et une participation équitable à la société ;*

– *considérant que la hausse des prix de l'énergie pèse de plus en plus lourdement sur le budget des ménages, en particulier ceux en situation de vulnérabilité et de précarité et surtout pour les logements souvent mal isolés ;*

– *considérant la recommandation 2023/2407 de la Commission européenne d'introduire une définition de la précarité énergétique dans le droit national et de distinguer la notion de « précarité énergétique » de celle de « client vulnérable » ;*

– *considérant que l'inscription d'une définition de la précarité énergétique en droit national constitue la première étape pour reconnaître et cerner un problème et son contexte plus large ;*

– *considérant qu'une telle définition aidera tous les acteurs concernés à élaborer les actions à mener pour lutter contre la précarité énergétique aux niveaux local, régional, national et de l'Union européenne, en tenant compte de la combinaison de ses trois principales causes, à savoir les faibles revenus, l'augmentation des factures énergétiques et la faible efficacité énergétique,*

invite le Gouvernement à

– *définir la notion « précarité énergétique » dans le droit national, en prenant en compte le revenu net plafonné d'un ménage (par exemple 2,5 fois le salaire social minimum), afin de créer un cadre juridique clair ;*

– *proposer une définition légale de la notion de « client vulnérable » ;*

– *prendre les mesures appropriées pour autonomiser et protéger les personnes touchées par la précarité énergétique et les clients vulnérables ;*

– *assurer un suivi régulier et un rapport annuel sur l'évolution de la précarité énergétique et l'efficacité des mesures adoptées.*

(s.) Georges Engel, Taina Bofferding, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Engel.

12. Dépôt d'une motion par M. Franz Fayot

An dann huet den Här Franz Fayot d'Wuert. Här Fayot.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci, Här President. Jo, zum selwechte Sujet wéi meng Question orale géif ech gären eng Motioune deposéieren. An au vu vun der Äntwert, déi ech elo just krut, sinn ech och net ganz optimisteschen iwwert den Outcome vum Vott iwwert dës Motioune, mee déi Mëttesmotioune geet nach eng kéier och an op de Paquet omnibus, erënnert drun, dass déi verschidde Reglementer, sief et d'Taxonomie, déi am Kader vum Green Deal adoptéiert gouf, sief et d'CSDDD, sief et d'CSRD, awer och de CBAM, am Fong alles Instrumenter sinn, déi net just Red Tape sinn, wat jo e bëssen d'Aart a Weis ass, wéi se fir den Ament duergestallt ginn, mee dass et alles Instrumenter sinn, déi eng Finalitéit hunn. An d'Finalitéit, dat ass, fir méi Nohaltegkeet och an der Wirtschaft hinze kréien, fir a Richtung vum Klimawandel eppes ze maachen, fir d'Dekarbonéierung weiderzeféieren, awer och de Respekt vun de Mënscherechter an d'Recht op eng fair Pai am Kader vun de Liwwerketten.

Mir hunn, mengen ech, net genee déi selwecht Liesaart, Dir Hären an Damme Ministeren, par rapport zum Paquet omnibus. Dir gesitt doranner haaptsächlech eng Simplification administrative. Mir gesinn doranner och e gudden Deel Deregulierung. Ech mengen, do fanne mer eis net zeréck. Do, wou mer eis awer vläicht zeréckfannen, an dat ass och eppes, wou dës Motioune dozou invitéiert, dat ass ... Mat der Simplificatioun ka jo keen e Problem hunn. Dat heescht, wa mer ..., an Dir hutt dat och selwer gesot, Här Minister, an Ärer Äntwert, Dir wëllt jo net u sech un de Kär vun deene Reglementer a Gesetzer goen. An d'Zilssetzung, déi deele mer.

Dir wëllt méi Simplificatioun. Abee, ech mengen, ech géif Iech dann invitéieren – an dat ass och den Objet vun dëser Motioune –, fir ze kucken, dass mat deem Paquet omnibus a mat anere Mesüeren, déi nach kommen, net d'Ambitioun reduzéiert gëtt vun deenen europäesche Gesetzer, mee dass mer wierklech just kucken, dass mer eng Simplificatioun kréien am Reporting, an der Aart a Weis, wéi d'Betriber mussen mat deene Verpflichtungen do ëmgoen, a sécherstellen, dass d'Simplificatioun net op d'Käschte geet vun deenen Zilssetzungen, déi mer, mengen ech, alleguerten à des degrés divers heibannen deelen, nämlech déi, dass mer eis Wirtschaft mussen dekarbonéieren, dass mer eis Biodiversitéit mussen erëm hierstellen, dass mer méi Gerechtegkeet brauchen an der Wirtschaft, bei eis doheem an iwwerall do, wou eis Betriber aktiv sinn op der Welt. Dofir, Här President, deposéieren ech dës Motioune dann elo hei bei Iech an da freeën ech mech op d'Diskussioun.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– *le règlement (UE) 2020/852 sur la taxonomie introduit dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe et entré en vigueur le 12 juillet 2020 ;*

– *la directive (UE) 2022/2464 relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises, dite « CSRD », adoptée le 30 juin 2022 et publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 16 décembre 2022 ;*

– *le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, dit « CBAM », introduit par le règlement (UE) 2023/956 entré en vigueur le 16 mai 2023 ;*

– la directive (UE) 2024/826 relative au devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises, dite « CSDDD », adoptée et publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 5 juillet 2024 ;

– que les législations mentionnées ci-dessus constituent des outils majeurs de la lutte en Europe contre le réchauffement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité, la pollution de l'environnement, pour le respect des droits humains et le droit à une rémunération juste tout au long des chaînes de valeur ;

– que les propositions présentées par la Commission européenne le 26 février 2025 dans le cadre du « Paquet omnibus » aboutissent dans leur ensemble à une diminution de l'ambition, de l'efficacité et de la portée des législations en question ;

– que la compétitivité des entreprises ne se limite pas à une réduction à court terme des ambitions en matière de durabilité,

invite le Gouvernement à

– s'opposer à ce que la portée et l'effet des législations européennes énoncées dans la présente motion ne soient réduits de manière conséquente dans le cadre du « Paquet omnibus » présenté par la Commission européenne le 26 février 2025 ;

– s'assurer qu'une simplification des règles administratives de l'UE en matière de développement durable ne se fasse pas au prix d'une dérégulation et d'un affaiblissement des valeurs européennes fondamentales, ainsi que des objectifs en matière de politique énergétique et climatique à travers une responsabilisation renforcée des entreprises ;

– intervenir au niveau européen pour que les dates d'entrée en vigueur prévues dans les textes des directives adoptées ne soient pas retardées.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Francine Closener, Claire Delcourt, Georges Engel, Claude Haagen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

13. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

An dann huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert gefrot.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass Iech sécher net entgaang, dass d'PFAS, eng Grupp vun iwwer 4.700 sougenannten „Eiwegkeetschemikalien“ iwwert déi leschte Méint an der Effentlechkeet eng ëmmer méi grouss Suerg gi sinn.

Si goufe säit de 40er-Joren am leschte Joerhonnert entwéckelt an am grousser Stil hiergestallt, ënner anerem fir se fir d'Beschichtung vu Panen an och Kleeder ze benotzen. Duerch hir speziell cheemesch Eegeschafte si verschidde Polluanten aus dësem Grupp gläichzäiteg ganz stabel an extreem mobil, soudass se bal iwwerall an der Émwelt ze fanne sinn, och an eis Mënschen, wou se ënner anerem kënnen Kriibs verursachen. A well dës Substanzen eebe quasi iwwerall ze fanne sinn an net ofbaubar sinn, ass et e Problem, dee sech kontinuëerlech verschlëmmer.

Dëst féiert zum Haapttheema. Laut de Schätzung vum Forever Pollution Project, engere gemeinsamer Initiativ vun international unerkannte Journalisten a Wëssenschaftler, leien d'Käschte vun enger Depollutioun europawäit tëschent 95 an 2.000 Milliarden Euro. Dat ass also quasi net ze bezuelen. Awer och hei zu Lëtzebuerg konnt Trifluoressegsaier, den TFA, en Ofbauprodukt vun de PFAS, a quasi alle Prouwe vum

Grondwaasser an Uewerflächegewässer, déi d'lescht Joer am Kader vun enger paneuropäescher Initiativ analyséiert goufen, fonnt ginn.

Wat muss also geschéien? Frankräich, Däitschland an d'Belsch hunn anzwëschen hir Deeläntwert mat ënner anerem neien Normen a Verbueter ginn. An och dofir hunn ech dat elo hei bruecht. Et ass net laang hier, dass sech Frankräich do e relativ innovatiivt Gesetz ginn huet. Wat soll elo hei am Land geschéien? Dës Fro hu mer als Gréng mat eiser Demande vum Juli d'lescht Joer och an der Émweltkommissioun zum Thema gemaach. Fir dësen Echange an der Kommissioun, awer och enger ganzer Rei QPen, déi och vu Kolleeg/innen vun der LSAP a vun der DP deposéiert gi sinn, eng Suite ze ginn, deposéiere mer heimat eng Motioun, ...

Motion

« La protection des citoyen.ne.s et de l'environnement contre les risques liés aux PFAS »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), un groupe incluant plus de 4.700 produits chimiques également appelées « polluants éternels », sont largement utilisées dans de nombreux produits de consommation et industriels en raison de leurs propriétés hydrofuges, oléofuges et résistantes à la chaleur ;

– que les PFAS sont extrêmement persistants dans l'environnement et s'accumulent dans les écosystèmes ainsi que dans le corps humain, avec des effets potentiellement nocifs sur la santé, notamment des lésions hépatiques, des maladies thyroïdiennes, de l'obésité, des problèmes de fertilité et des cancers ;

– que l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a reçu en 2023 une proposition de restriction des PFAS dans l'UE, déposée par l'Allemagne, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, dans le but de limiter leur production et leur utilisation ;

– la nécessité de cibler les sources et flux de PFAS représentant les risques les plus élevés pour la santé humaine, au vu de l'ubiquité des PFAS et au vu des moyens considérables requis pour les éliminer de l'environnement naturel ;

– qu'une étude récente du Pesticide Action Network Europe et l'organisation environnementale GLOBAL 2000 a révélé une pollution alarmante des rivières et eaux souterraines par l'acide trifluoroacétique (TFA), un PFAS à très courte chaîne qui est également un produit de dégradation des PFAS rejetés dans l'environnement ;

– les résultats en attente des évaluations menées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), mandatées par la Commission européenne ;

– que plusieurs États membres de l'UE, comme la France, la Belgique et le Danemark, ont renforcé leur réglementation nationale sur les PFAS, interdisant certaines utilisations et imposant des normes plus strictes ;

– les échanges au sein de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la problématique des TFA dans nos eaux,

invite le Gouvernement

– à définir et déployer au plus vite un plan d'action anti-PFAS comprenant notamment les éléments suivants :

• des mesures pour éliminer les sources importantes et avérées de PFAS au Luxembourg, y compris :

◦ un programme de soutien technique et financier pour les agriculteurs.trices afin d'aboutir à un remplacement des pesticides PFAS avec des méthodes plus respectueuses de la santé humaine et de l'environnement,

◦ une restriction rapide du Flufenacet et du Flutolanil au niveau national, en priorisant les zones de protection d'eau potable, et la préparation des alternatives viables, ◦ la mise en place de voies efficaces d'élimination des résidus et matériaux contaminés par des PFAS afin d'éviter une diffusion continue de ces derniers ;

• l'amélioration de la base de connaissance, y compris :

◦ le développement et l'affinement de campagnes de mesure nationales afin de fournir une vue sur l'état de la pollution de nos eaux, de nos sols et des articles de consommation par les PFAS, incluant le TFA,

◦ la caractérisation et la priorisation des principales sources de contamination,

◦ la mise en place d'une veille coordonnée sur les outils réglementaires et technologiques en cours de développement au niveau international, afin d'identifier les solutions les plus efficaces et d'évaluer leur transposabilité au niveau national ;

– à assumer un rôle moteur au sein de l'UE en matière de régulation et réduction des PFAS, notamment :

• en soutenant activement les initiatives européennes visant à restreindre leur utilisation,

• en plaidant pour des normes ambitieuses,

• en promouvant une approche coordonnée au niveau européen pour l'élimination et le contrôle des sources de PFAS, avec des mécanismes de financement basés sur le principe du pollueur-payeur pour la décontamination ciblée,

• en favorisant les échanges de bonnes pratiques avec les autres États membres ;

– à assurer une communication claire et transparente envers le grand public,

• en diffusant de manière proactive les résultats des analyses des eaux et des sources de contamination des PFAS et du TFA,

• en informant les consommateurs.trices sur les mesures de précaution à adopter pour limiter leur exposition ;

– à présenter régulièrement à la Commission de l'Environnement l'état d'avancement du plan d'action anti-PFAS et les mesures mises en œuvre.

(s.) Joëlle Welfring, Claire Delcourt, Marc Goergen, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Et feelt nach ee Blaaf.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | ... déi och gedroe gëtt vun de Kolleeg vum der LSAP, déi Lénk a vun de Piraten, déi d'Regierung invitéiert, schnellstméiglech en nationalen Aktiounsplang opstellen an och ëmzesetzen.

Dee gesäit an eiser Proposition vëier Deeler vir. Déi alleréischte Prioritéit ass déi, déi Substanzen, déi erwisenerweis all Joer a grousser Quantitéit fräigesat ginn, aus dem Verkéier ze zéien. Heizou gehéieren zum Beispill bestëmmte Pestiziden, awer och verschidden Offallstréim. Zweetens: d'Wëssensbasis erweideren, ënner anerem duerch eng zilgeriichte Miesscampagne, och fir d'Haaptmissiounsquellen nach méi genee ze fannen an ze charakteriséieren, och den TFA méi reegelméisseg matzemoossen oder systematesch. Sech parallel aktiv um europäesche Plang derfir anzesetzen, dass eng gesamteuropäesch koordinéiert Demarche entwéckelt gëtt op Basis vum Pollueur-payeur-Prinzip. An eng kloer, transparent Kommunikatioun vis-à-vis vun eise Matbierger/innen, déi eis erlaabt, eis alleguerte beschtméiglech virun deene Polluanten ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

14. Dépôt d'une proposition de loi par M. Marc Baum

An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung fir den Depot vun enger Proposition de loi vum Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Esou ass et, Här President. No enger Ribambelle vu Motiounen dann elo mol eng Proposition de loi fir ofzeweisselen. Här President, mir hate viru genee sechs Wochen hei an der Chamber eng Debatt opgrond vun enger Interpellatioun iwwer genderbaséiert Gewalt, déi mir als Lénk ugefrist hunn. An dëser Debatt ware mer eis wäitsteggeënd eens, Majoritéit an Oppositioun, datt et an der Lutte géint haislech Gewalt a Gewalt géint Fraen nach Sputt no uewe gëtt. Ech hat deemools ugekënnegt, datt mer als Lénk eng entsprecherend Proposition de loi géingen deposéieren, an dëst maachen ech dann och heimadder. Wannechgelift, Här President.

8509 – Proposition de loi portant sur l'assistance judiciaire renforcée des victimes de violences fondées sur le genre et portant modification :

1^o du Code civil ;

2^o du Code de procédure pénale ;

3^o du Code pénal ;

4^o du Nouveau Code de procédure civile ;

5^o de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse ;

6^o de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique ;

7^o de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ;

8^o de la loi du 7 août 2023 portant organisation de l'assistance judiciaire et portant abrogation de l'article 37-1 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur | Datt d'Zuele vun genderbaséierter Gewalt weider klammen, ass eng Tatsaach. A mir brauchen och just d'Zeitungen opzeschloen, fir ze wëssen, datt deen Trend ongebrach ass. Aleng virun dräi Wochen hunn d'Nouvellë vun engem vollzunnene an engem versichtene Femi-zid an engem eenzege Weekend bericht. Et geet net duer, an dat wësse mer, just Sonndesrieden ze halen, mee mer müssen och handelen. An där Optik ass dëse Gesetzesvorschlag verfaasst, fir konkret Pisten opzezechnen an e legale Kader ze schafen, dee méi effikass géint genderbaséiert Gewalt virgoe kann.

Ausgangspunkt vun dëser Proposition sinn d'Recommendatiounen vum GREVIO, där Instanz, déi Länner an der Ëmsetzung vun der Istanbul-Konvention begleet. An dat, wat eisen Text proposéiert, orientéiert sech nieft de Recommendatiounen vum Europarat un de Best Practices vun enger Rëtsch europäesche Länner, notament eisen Nopeschlänner Frankräich an d'Belsch. Mir wëlle mat dësem Gesetzesvorschlag d'Affer vun genderbaséierter sexueller, physischer, psychescher an ökonomescher Gewalt méi effikass schützen, an dëst op verschidene Niveaue.

Éischtens: Mir plädéiere fir eng universal a gratis Assistance judiciaire fir Affer vun haislecher Gewalt.

Während de presuméierten Täter aktuell dëst Recht huet, kritt d'Affer dat Recht eréischt, wann et eng ökonomesch Noutsituatioun virweise kann. Dacks hänken awer a Fäll vun haislecher Gewalt méi juristesche Affären zesammen, notament dann, wa Kanner am Spill sinn. Aktuell kënnen sech entweeder just méi aiséiert Leit esou awer ganz héich Affekotekäschte leeschten oder awer als Affer géint en Täter juristesche virzegoen, riskéiert, d'Quell vun neier Prekaritéit ze sinn. Duerfir brauche mer en universell garantéierten Zougang zu dëser Assistance judiciaire, onofhängeg vun der finanzieller Situatioun.

Zweetens proposéiere mir, renforcéiert Schutzmesure fir Affer anzeféieren. A mir mengen, datt och Familljemitglieder vun engem Affer musse kënnen Mesures de protection ufroen. Mir mengen, datt Kanner, déi Zeie vun haislecher Gewalt gi sinn, müssen och kënnen psychologisch betreit ginn ouni den Accord vun presuméierten Täter. A mir mengen och, datt dem net gewalttätege Partner an Urgencen en temporäert Notzrecht vum Familljendoheem muss kënnen zougeschwat ginn.

Drëttens definéiere mer an eise Text de Begrëff vun „ökonomescher Gewalt“ juristesche, am Sënn fir Affer effektiv dovunner ze schützen.

Véiertens: Den Accès zu engem Logement fir Affer muss erlichtert ginn, souwuel den Accès zu den Noutstrukturen, gradesou wéi mer Reegele brauche fir prioritären Zougang zu abordablem Logement.

Fënneftens: De Schutz vun genderbaséierter Gewalt muss fir jiddweree gëllen, onofhängeg vu sengem Openthaltsstiel.

Sechstens: D'Preventiounsprogrammer fir Täter vun haislecher Gewalt solle generaliséiert ginn, fir Rezi-divismus ze verhënneren.

A siwentens: Op all Niveau vun de juristeschen a zivilen Prozeduren sollen d'Informationsrechter vun den Affer gestärkt ginn.

Här President, dëst si just e puer vun deene Mesuren, déi mer an engem awer laangen a komplexen Text virschloen, a mer sinn eis bewusst, datt och dat nëmmen e klengen Ausschnëtt ass vun deem, wat mer bräichten, fir géint haislech a genderbaséiert Gewalt virzegoen. Eis Propose viséieren am Prinzip all Affer vu Gewalt, mee mer huelen hei awer, esou wéi de GREVIO dat och recommandéiert, eng geschlechtsspezifesch Perspektiv an, well an der Realitéit sinn et nach ëmmer virun allem d'Fraen, déi Affer vu Gewalt ginn. Dësen Text soll e klengen, awer wichtege Schrëtt sinn a Richtung vu gewaltfräie Geschlechterbezügungen.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

15. Motion de Mme Sam Tanson relative à la situation à l'Est de la RD Congo

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 21 de ce compte rendu)

Domat wäeren dann déi Leit, déi sech nach gemellt hu virun der Fro, ofgeschloss, mee mir hu virun decidéiert, datt mer déi Motioun iwwert d'Situatioun am Oste vum Kongo, déi d'Madamm Tanson deposéiert huet, géingen elo op den Ordre du jour huelen. Madamm Tanson, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech géing mengen, Dir sollt ... Et wär besser, well ech sinn net sécher, ob de Mikro scho geet.

(Concertation interne)

Also, e geet net. Dir musst also heihinner kommen.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Ok, et ass gutt. Da verléiere mer haut e bëssen Zäit, mee et ass awer e wichtege Sujet.

Wéi ech virdu gesot hunn, gëtt et eng gewëssen Onrou iwwert de Positionnement vu Lëtzebuerg, wat elo de Konflikt an d'Aggressiounen, déi gemaach ginn am Oste vum Kongo, ubelaangt. An duerfir hunn ech et wichteg fonnt, dass mer hei an der Chamber géingen eng Kéier doriwuer diskutéieren an eeben och Kloeerheet kréie par rapport zu der Regierung zu deene Froen.

An duerfir froen ech am Fong dräi Saachen. Dat eent ass, dass mer intervenéiere bei der ruandescher Regierung fir e Retrait vun den Truppen an dem Kongo, dass mer och Sanctiounen op europäeschem Niveau, déi gezielt si géint déi Responsabel aus dem Ruanda, wäerten ënnerstëtzen, och an Zukunft, an dass mer eisen diplomateschen Engagement vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun an dann och bei der UNO fir eng politesch Solutioun wäerte weider ënnerstëtzen.

Ech denken, dass et extreem wichteg ass. Mir hunn och eng Geschicht, wat de Kongo ubelaangt, an et ass wichteg, dass mer do och déi richteg Signaler senden an dass mer all Mëssverständnis aus dem Wee raumen. Dofir sinn ech frou, dass mer dat heiten haut kënnen hei debattéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Madamm Tanson.

Si Wuertmeldungen dozou do? Ech gesinn, datt d'Regierung wëllt d'Wuert huelen. Solle mer net, Här Minister, fir d'éischt d'Deputéiert schwätze loossen? Oder wëllt Der direkt d'Wuert huelen?

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Ech wollt just informéieren, wéi d'Situatioun ass, ier en Debat stattfënt, ouni datt Der d'Informatiounen hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Da maache mir dat esou. Mee nach, Här Minister, musst Der heihinner kommen.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Jo, ech si schonn ënnerwee.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | An dann huele mer ... Déi Leit, déi wëllen duerno Stellung huelen, kënnen sech awer schonn direkt melden. Den Här Keup, den Här Wagner, den Här Graas, den Här Cruchten an den Här Zeimet. An ech huele se dann der normaler Reie-folleg no.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Voilà, Här President, e grouse Merci. Ech wëll am Fong der Madamm Tanson e grouse Merci soen, well et gëtt mer d'Méiglechkeet, hei eppes kloerzestellen. Ech krut elo d'Fro scho gestallt: „Firwat hutt Der net éischer reagéiert? Firwat hutt Der net éischer Saache riichtgebéit?“

Tatsächlech, mir hate leschte Méinden, virun enger Woch, eng Reunion zu Bréssel, wou och d'Situatioun am Ruanda/Kongo, op der Grenz, diskutéiert ginn ass. An dunn ass d'Fro komm – an dat war den Échange politique, fir eeben och eng Direction politique ze hunn –, wéi mer mam Ruanda sollte virgoen

an an där Region eeben do, fir och e gewëssenen Impakt ze hunn. Ech hunn do d'Wuert ergraff. Ech hu gefrot, wéi d'Situatioun och am Moment wär, dass et wichteg wier, déi Leit zesammenzebréngen.

Et sollt och eng Reunión zu Harare sinn e Freiden. Déi huet net stattfonnt. Ech kréie gesot, dat wier, well e President aus Namibia oder ech weess net méi wou gestuerwe wier. Ech hu keng Anung. Op jidde Fall, de mosambikeschen Ausseminister huet keng Invitatioun erausgeschéckt, mee ech hunn d'Confirmatioun kritt, dass déi Reunión hätt solle stattfannen, an deene Gesprécher, déi ech hat mat där enger oder mat där anerer Partie.

Dunn ass d'Diskussioun komm an dunn ass d'Fro komm: „Huele mer Sanctiounen géint de Kongo (veuillez lire: géint de Ruanda) a géint den M23?“ An dunn hunn ech d'Wuert gefrot, fir ze froen, wat déi Sanctiounen wieren a wéi eng Sanctiounen ee kéint huelen. Dunn ass geschwat gi vum Accord iwwert d'Minerais. Do huet nach keen driwwer geschwat, ob een dee misst ..., mee do ass bei der Kommissioun net esou kloer, ob se derfir sinn oder net, da géint den M23 a géint de Ruanda.

Dunn, no deenen Diskussiounen, wou mir gesot hunn: „Mir kënnen géint M23 direkt Mesüeren huelen, mee well e Freideg déi Reunión ass, wier et net opportun, vläicht awer den Drock ze maachen an dat Damoklesschwäert op dem Ruanda ze hunn an deenen ze soen, wa bis e Freideg keng Evolutioun wier, géife selbstverständlech och Sanctiounen geholl ginn?“, huet de Service juridique vum Conseil eis matgedeelt, dass souwisou Sanctiounen eréischt kënnen geholl ginn, wann en Acte juridique do ass. Et kënnen keng Sanctiounen geholl gi bei enger Discussion politique. Mee et ass en Acte juridique. Do mussen Lëschte sinn, do mussen Nimm drop sinn, do mussen Detailler drop sinn! Fir Iech ze informéieren, dass Lëtzebuerg e Veto – soi-disant! – gemaach hätt vis-à-vis vu Sanctiounen, ass falsch!

Gëschter nämlech sinn déi Lëschte vum RELEX geholl ginn. An dat, wat ech Iech soen, ass keng offiziell Matdeelung, mee do stinn zéng Nimm drop vu Leit, déi sollen och sanctionéiert ginn. Déi zéng Nimm sinn ... Wa Lëtzebuerg jo blockéiert hätt, wier et net méiglech gewiescht, dass gëschter am RELEX do och déi Nimm zeréckbehale gi wieren. D'Adoptioun soll am COREPER den 12. Mäerz gemaach ginn a soll adoptéiert gi bei eis am CAE de 17. Mäerz. Dowéinst, de 24. Februar war guer keen Acte juridique, wou Lëtzebuerg iergendwéi e Veto och gesat hätt! Ech wëll dat hei just – deen éischte Punkt – kloerstellen: weeder e Veto nach iergendeppes! D'Prozedur leeft. D'Prozedur ass ugehall ginn. De RELEX huet gëschter déi Lëscht festgehal, mee, wéi gesot, déi ass net öffentlech. Dat muss fir d'éischt nach duerch de COREPER goen an duerno duerch de Conseil – éischt Saach!

Zweet Saach: Dann ass gesot ginn: „Jo, mee dat doten ass, well se ekonomesch Aktivitéiten hu mat Lëtzebuerg.“ Ech wëll Iech just matdeelen, dass Ruanda eisen 154. Partner ass am Echange. Also, wann deen, dee mengt, dass dat dee wichtegste Partner wier mat Afrika ... 154.! An no deenen Zuelen, déi ech am Moment kritt hunn – déi Zuele sinn awer net déi offiziell Zuelen; ech hunn déi matkritt, well se och eréischt am Mäerz publizéiert gi vum Statec –, ass dëst Joer den Echange mam Ruanda bal 50 % erfogaangen, also 2024. Dat heescht, et ass net, dass do eng Explosioun wier. Dowéinst, ech wier frou, wann ee sech op d'Fakten och géif baséieren!

An ech soen och der Madamm Tanson Merci. Si gétt mer d'Méiglechkeet, fir dat heite kënnen hei och ze

soen. Ech weess, dass bei de Kongoleesen, kréien ech matgedeelt, och grouss Suerge sinn. An ech wëll net, dass déi op eng Kéier géife mengen, dass mir Sanctiounen do wéilte blockéieren. Et ass falsch! Ech hunn tatsächlech déi lescht Deeg och Menacé kritt, selwer Menacé kritt, dass ech déi Politick vu Lëtzebuerg selwer mat mengem Blut géif bezuelen an et cetera, an et cetera.

An huelt mer et net iwwer, ech hunn ... Ech verstinn net, wéi een op eng Kéier, well iergendeen eng Nouvelle diffuséiert, esou eng Lawin kann declenchéieren. Ech hätt vläicht sollen dann direkt reagéieren no deem éischten Artikel. Ech hat gemengt, dass déi, déi Saache géife bréngen, déi dann och iwwerpräiwe géifen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci fir déi Präzisiounen, Här Vizepremierminister. Ech hunn elo sechs Leit, déi sech ageschriwwen hunn. Här Zeimet, Dir sidd den Éischten. Et deet mer leed, mee Dir musst heihinner kommen. Dat hëlt elo e wéineg Zäit. Ech géing och déi, déi duerno hannendru kommen, bidden, sech prett ze halen. Dat sinn den Här Graas, den Här Cruchten, den Här Keup, den Här Clement an den Här Wagner. Da wësst Der d'Reiefolleg, déi üblech. Här Zeimet, et ass un Iech.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Jo, dee President, dee verstuerwen ass, ass de Sam Nujoma vun Namibia, deen de President vun der Onofhängegkeet, den Onofhängegkeetsspapp vun Namibia war – just, fir d'Chamber doriwuer ze informéieren.

(Interruption et hilarité)

Mir si frou iwwert déi Erklärungen, déi den Ausseminister elo ginn huet, well se net nëmmen erklären, mee och richtegstellen. An eis berouegt dat och, dass déi Meldung, déi dann awer fir Onrou gesuert huet, dann esou net korrekt ass. Dat kenne mer jo an dëser Welt elo. Et muss een dermat liewen, dass Saachen op eemol an d'Welt gesat ginn an da muss een hinnen nolafen. An duerfir, mengen ech, war et e gudd Moment, dass Der dat elo konnt richtegstellen.

Mat Ärer Positioun, déi Der elo hei agehall hutt, kënnen mir selbstverständlech d'accord sinn. Mir hunn eng Ambassad am Ruanda. Mir hunn also och eng Verantwortung. An ech denken, mir sollte mat alle Mëttelen, déi mer hunn, och wa mer e klenge Land sinn, och do awierken op déi Responsabel am Ruanda, fir dass dat Leed, wat iwwert déi Milize gemaach gëtt am Ostkongo, op en Enn bruecht gëtt.

Wat an Europa richteg ass, ass natierlech och an Afrika richteg, nämlech dass d'Grenzen ze respektéieren sinn an dat internationaalt Recht ze respektéieren ass. Dat, wat mer fir d'Ukrain gefuerdert hunn, géillt selbstverständlech och fir de Kongo. An deem Sënn géife mer déi Motioun vun der Madamm Tanson ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Et ass jo och net déi éischte Kéier, dass mer hei iwwert déi ganz Problematik vun Ruanda a vum Kongo diskutéieren. Et ass net allze laang hier, dass mer och mat enger Motioun hei konfrontéiert gi waren. Ech wëll drun erënneren, dass dee ganze Konflikt jo zréckgeet op dee schreckleche Genozid, deen zwëschen Abrëll

1994 a Juli 1994 stattfonnt huet, wou geschätzt gëtt, dass zwëschen 800.000 an enger Millioun Leit ëmbruecht goufen. Mindestzuele schwätze vun enger hallwer Millioun, wat also onvirstellbar ass an där ganz kuerzer Zäit!

De Ruanda, deen entre-temps e Land ginn ass, mat deem mer awer gewësse Kontakter opgebaut hunn. Virdrun ass och geschwat gi vun enger Ambassad. Ech mengen, den Här Fayot weess dat och, dass e fréier do a senger Qualitéit als Kooperatiounsminister och do Demarchen ënnerholl huet.

Jo, et huet een awer elo gemierkt, wéi séier an der Politick natierlech kann eppes falsch duergestallt ginn. Ech mengen, effektiv, déi Ausso, déi den Ausseminister virun e puer Deeg gemaach huet, och virun der internationaler Press, déi ass natierlech esou duergestallt ginn, wéi wa Lëtzebuerg elo géing reng ekonomesch Interesse vis-à-vis vun deem Land vertrieden.

Duerfir ass et och richteg a gutt, dass den Ausseminister haut eng kloer Positioun ofginn huet, dass en eis am Fong geholl informéiert, firwat en deemools déi Aussoe gemaach huet an dass dat am Nachhinein och richteg war. Ech mengen, soudatt och mir als Demokratesch Partei jiddefalls kee Problem hunn, ganz au contraire, fir déi Motioun, déi hei vun deene grénge Kollege virgeluecht ginn ass, matzedroen.

Effektiv, mir sollen och déi Initiativen, déi um europäesche Plang elo geholl gi si vis-à-vis vu Sanctiounen géint de Ruanda, matdroen. Et ass wichteg, dass och dëst Parlament sech domadder auserneesetzt. An deem Sënn, wéi gesot, ginn ech dann och den Accord vun der DP fir d'Ënnerstëtzung vun där Motioun.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Mir schwätzen hei iwwer e Konflikt, deen e bëssen an der Aktualitéit ënnergeet, nämlech deen am Oste vum Kongo. An d'Rebellegrupp M23, déi geet hei mat äusserster Brutalitéit vir a gëtt dobai ënnerstëtzt vun de Forces de défense aus dem Ruanda.

Mir erënneren eis och un déi ganz emouvant Teimoignagen hei an der Chamber, déi eis virun net allze laanger Zäit Fraen aus dem Kongo geliwwert hunn an déi eis weisen, ënner wéi enge grausame Konditiounen Mënschen, Fraen a Kanner am Kongo den Ament mussen liewe wéinst där Gewalt, déi do ass. An aus deem Grund, ënner anerem, goufen eeben am Conseil vun den Ausseministere nei Sanctiounen proposéiert géint d'Kommandante vum M23, awer och Responsabelen aus der Demokratescher Republik vun Kongo a Responsabelen aus dem Ruanda.

Et ass jo elo hei gesot ginn: An der Lëtzebuerger a virun allem och an der internationaler Press liese mer, dass Lëtzebuerg als eenzegt Land dës Sanctiounen net wollt matdroen a gefrot huet, nach domadder ze waarden. Dat ass, mengen ech, eemoleg! Also, ech ka mech op jidde Fall net erënneren, dass Lëtzebuerg an de leschte Joerzénge jee am Alleingang eng Decisioun am Conseil vun den Ausseministere blockéiert oder och retardéiert hätt.

Dat huet selbstverständlech vill Leit erfieert – dat gouf jo scho virdrun hei gesot –: natierlech d'Lëtzebuerger Oppositionsparteien, dat versteet sech vum selwen, awer net nëmme si, och déi international Partner, déi internationaler Press oder och nach den Nobelpreisdreier Dokter Denis Mukwege, deen op Twitter säi Bestierzen iwwert d'Lëtzebuerger Positioun ausgedréckt huet.

Ech soen dem Här Bettel Merci fir seng Erklärungen, déi en eis hei ginn huet, déi, wann ech awer ganz éierlech sinn, ech net wierklech alleguerte verstinn. Wat ech awer verstanen hunn, dat ass, dass Lëtzebuerg elo deene Sanctiounen, déi op EU-Niveau proposéiert ginn, wäert zoustëmmen. An dofir wäerte mir, d'Sozialisten, selbstverständlech och d'Motioun matdroen, déi déi gréng Kolleegen hei eragereecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet den Här Keup d'Wuert. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Also, ech mengen, d'Motioun, esou wéi se do ass, kënnen mir och natierlech matdroen – wat mer dann och wäerte maachen. Et ass dach awer elo e bësse speziell gewiescht, well ... Ech war lo wierklech gespaant drop, wat den Här Ausseminister géif soen. An ech sinn elo nach ëmmer bëssen awer perplex, well ech, wann ... Also, wéi soll ech dat elo ausdrécken?

Wa Lëtzebuerg elo als Eenzeg do e Veto gemaach huet an déi aner alleguerten et awer matgestëmmt hunn, dat heescht: All déi aner, déi lounge falsch dann, well dat net do virloong. An op där anerer Säit: Ech kann awer och gleewen, wat Der sot, mee wann ech dat natierlech gleewen, da soen ech mer: Do ass eng Zeitung a Lëtzebuerg, déi verbreet Fakenews. An duerch déi Fakenews kritt Dir Morddroungen. Also, iergendwou ass jo awer elo eppes, wat, mengen ech, net fonctionéiert. Dat ass d'Fro, déi ee sech kéint stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Clement.

(*Interruption*)

M. Sven Clement (Piraten) | Ok, ech probéieren dann zur Motioun ze schwätzen.

Also, mir hu jo schon iwwert dat heiten Thema geschwat. An et war mer awer e bëssen onangeneem, datt mer u sech net schon éischter als Lëtzebuerg hei ganz kloer konnte Positionen huelen. Ech mengen, de Premier huet virdrun hei eng Deklaratioun iwwert d'Lag an der Ukrain geliwwert, wou en nach eng Kéier déi lescht dräi Joer vun deem Konflikt retracéiert huet, wou en och nach eng Kéier retracéiert huet, datt et genau ee gëtt, deen d'Grenzen net respektéiert an deen an en anert Land agefall ass, an datt mer dofir deem, deen iwwerfall gëtt, u sech eise Support zoukomme mussen loossen, egal wat fir aner Erklärungen iergendwou op der Welt dozou zirkuléieren – ouni elo wëllen de Wourechtsgelalt dovunner wëllen ze qualifizéieren.

An hei geschitt bal genee dat nammlecht. Et ass ee Land, en Noper, de Ruanda, dee mat M23 ... Dat ass – ech hat et, mengen ech, an der leschter Ried hei beschriwwen – wéi déi kleng gréng Männercher, déi op eemol op der Krim opgetaucht waren, wou Russland och nächst wollt domadder ze dinn hunn, bis et dann eeben ëffentlech net méi ze verstoppe war. A mat M23 ass hei genee dat nammlecht geschitt! Déi kleng gréng Männercher sinn an de Kongo agefall, mat der Ënnerstëtzung vum Ruanda. A Lëtzebuerg schéngt jo awer dat eenzeg Land gewiescht ze sinn, wat déi Sanctiounen hei net matdroe wollt.

An dofir fannen ech et da gutt, datt mer elo endlech e Revirement hunn an datt mer dann déi Motioun hei kënnen matstëmmen. Dofir e grouse Merci un d'Madamm Tanson, fir se deposéiert ze hunn. Ech hoffe just, datt mer dann d'nächste Kéier, wann e Land

iwwerfall gëtt – ech hoffen éischtens emol, datt kee Land iwwerfall gëtt, mee wann et dann esou wäit kënn –, datt da weinstens Lëtzebuerg net déi sinn, déi mat den zwee Féiss op der Brems stinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et geet mir och e bëssen esou wéi dem Här Cruchten, well ech weess net, ob ech alles verstanen hunn. Ech kann novollzéien, datt kee Voto stattfonnt huet, an deem Sënn och kee Veto gemaach ginn ass, mee datt eng Diskussioun am Conseil war, wou Lëtzebuerg allerdéngs ganz aleng do war géint iwwer de 26 Partnerlänner, déi awer anscheinend, y compris d'Belsch, ganz iwwerrascht waren iwwert dat, wat eisen Ausseminister gesot huet.

Wat mech nach méi iwwerrascht, dat ass dann d'Fro, déi sech stellt, datt esou Positione jo awer en amont diskutéiert ginn, och am COREPER. An am Prinzip hätte si jo misse wëssen, datt mir eng aner Position hunn, well dat schon am COREPER ..., an de COREPER, dee kollaboréiert jo mat der Regierung am Prinzip, datt u sech déi Iwwerraschung net hätt misse sinn. Dat heescht, et ass awer scho speziell, datt Lëtzebuerg awer „bande à part“ mécht, och wann et net direkt e Vetorecht geschwat huet.

Duerno muss een awer och soen: Et gëtt e Prezedenzfall. Dovunner huet keen elo geschwat. Mir wäerten déi heite Motioun ënnerstëtzen, mee mir hate jo och als Lénk eng Motioun deposéiert, wou mer och gefuerdert hunn, well de Ruanda den Droit international net respektéiert a well mir der Meenung sinn, datt ee streng domadder muss ëmgoen, datt och Lëtzebuerg säi Memorandum of Understanding suspendéiere misst mam Ruanda. An dat ass refuséiert ginn. Ech mengen, et si just d'Piraten, déi matgestëmmt hunn, muss ech awer och soen. An dat ass net acceptéiert ginn.

Mir kënnen elo d'Motioun net erëm eng Kéier deposéieren – jo, mir als Lénk souwiso; mir waren Auteur vun där Motioun –, mee et wier awer och interessant ... An ech géif gären awer erëm eng Kéier och wësse vum Här Ausseminister, ob mer net awer trotzdem de Memorandum of Understanding an déi intensiv Kooperatioun tëschent Lëtzebuerg an dem Ruanda op Äis leeën, suspendéieren, bis de Ruanda erëm den Droit international respektéiert, well mer wëssen, wat fir eng Massakeren do amgang sinn ze geschéien! Et ass jo awer kee Kavaléiersdelikt. Dofir, dat ass meng Fro weiderhin un den Här Ausseminister.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet d'Auteur vum der Motioun nach eng Kéier d'Wuert gefrot zum Schluss.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, Här President, no den Erklärungen vum Ausseminister an och verschidde Saachen, déi elo hei gesot gi sinn, wollt ech awer nach eng Kéier d'Wuert huelen.

Ech muss Iech soen: Ech deelen déi Incomprehension vu verschidde Virriedner, wéi dat doten elo genau gelaf ass. Dir hutt jo warscheinlech och net eng improviséiert Diskussioun um Niveau vum Conseil gehat. Déi war jo warscheinlech och preparéiert ginn.

Dofir meng Fro: Ech hunn an engem vun den Artikelen gehat, Är Diplomaten hätten eng aner Recommendation ginn. Ass dat dann alles ...? Stëmmt dat alles net? War déi Diskussioun net preparéiert ginn um Niveau vum COREPER? Hat Der Recommendatione

vun Ären Diplomaten? Loung eng Lëscht vir dee Moment, wou Der am Conseil drüwwer diskutéiert hutt? Firwat hutt Der dann d'Wuert ergraff? A wat hutt Der da gesot, ausser elo de Fait ...? Dat heescht, Dir hutt Iech dogéint gewiert. Dat hutt Der jo awer selwer gesot. An da gitt Der herno eraus an am Doorstep sot Der, Dir wiert fir d'Unanimitéit, awer net bei Sanctiounen. Also, dee Lien, deen awer do gemaach ginn ass, dee fannen ech scho frappant.

Da kënn de Communiqué derbäi, wou Der dann dat doten och nach eng Kéier extra ervirsträicht. An déi Reunion vun den afrikaneschen Ausseminister ... Ech hat en Echange mat Acoluz, de Representanté vun de Kongoleesen hei zu Lëtzebuerg, déi mer gesot hunn, et wier souwiso previsible gewiescht, dass déi Reunion net géng stattfannen.

Ech si wierklech frou, dass déi Motioun elo hei ugeholl gëtt, well et e wichtegt Zeechen ass fir déi Communautéiten an och fir d'Region dohannen. Mee ech muss Iech soen: Déi Erklärungen, déi elo hei gemaach gi sinn, an och mam Fanger gewise gëtt op d'Press ... An dat waren zum engen Deel Artikelen am „Wort“, mee et waren net nëmmen Artikelen am „Wort“, ech hunn och bei „Euronews“ Artikelen fonnt. Ech mengen net, dass et virdeelhaft ass fir den demokratesche Fonctionnement vun all eise Pouvoiren, wa mer elo hei maachen, wéi wann dat alles Fakenews wär, e bësse verschidde Saachen, déi elo hei gesot gi sinn. Ech ginn dovunner aus, dass déi Journalisten hir Sourcen iwwerpréift hunn, dass se och nach mat anere Leit geschwat hu wéi just mat engem oder mat Iech. An duerfir fannen ech dat awer scho problematesch, wéi dat elo hei duergestallt gëtt.

An ech si wierklech frou doriwwer, dass d'Motioun ugeholl gëtt, mee ech sinn net ganz satisfaite iwwert déi Erklärungen, déi Der ginn hutt, d'autant plus, wou ech mech wierklech froen – déi Diskussioun war elo iwwer eng Woch laang an der Press, op de sozialen Netzwerker; Dir hutt dräi Question-parlementairen do leie gehat –: Firwat hutt Der net den Deckel op déi Diskussioun direkt gesat a gesot: „Dat ass e Mëssverständnis. Ech sinn iwwerhaupt net do dergéint. Ech si fir déi Sanktiounen.“?

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech ginn dovunner aus, datt den Ausseminister d'Wuert nach wëllt huelen. Et deet mer leed, Här Ausseminister, ech muss Iech nach eng Kéier bidden, heihinner ze kommen, well et ass wichteg, datt d'Leit awer och Är Äntwert héieren. Voilà, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Nach eng Kéier: Mir haten eng Diskussioun iwwert de Ruanda an iwwert de Kongo, wou mer erkläert kritt hunn, wéi d'Situatioun um Terrain wär, awer ganz kuerz. Do war net ... Mir hu jo och en Envoyé spécial vun der EU. Dee war net do.

An dunn ass d'Diskussioun komm iwwer Sanctiounen. Dunn hunn ech gefrot: „Wéi eng Sanctiounen?“ An dunn hunn ech gesot, dass et vläicht wichteg wier – ech probéieren, et nach eng Kéier ze widderhuelen –, wa Sanctiounen géint de Ruanda géife geholl ginn, dass een do vläicht e Freideg déi Reunion vun Harare sollt ofwaarden oder op d'mannst mat a Betruecht huelen.

Ech hat och d'Madamm Wagner, déi d'Ausseminister ass aus dem Kongo – dat hat ech vergiess, Iech ze soen –, um Telefon, well déi Reunion vun Harare war geplangt. Si selwer sot mer, ech wier e grousen Optimist, an deem Gespréich, dat ech mat hir

hat, dass ech mengé géif, dass zu Harare géif eppes erauskommen.

Dunn huet de Service juridique vun den EU-Institutionen eis matgedeelt, dass souwisou d'Sanctionen net an enger Discussion politique geholl ginn, mee dass déi préparéiert ginn, an ob mer do Gréng Luucht hätten.

D'Madamm Kaja Kallas huet owes selwer an hirem Pressestatement gesot, dass d'Unionioun eens ass, fir Sanctionen ze preparéieren! Wann e Land blockéiert hätt ... Wéi ech elo just och gelies hunn an engem Medium, wou drasteet, dass den Här Frieden net wosst, dass ech zu Bréissel géif Sanctione géint de Ruanda blockéieren ... Et si keng Sanctione géint de Ruanda um Dësch gewiescht! Op wéi enger Sprooch muss ech dat soen?! Dofir, wann ee schreift, ech hätt se blockéiert, a Lëtzebuerg hätt se blockéiert, a Lëtzebuerg wier aleng do gewiescht, ass dat falsch! Ass dat falsch!

(Interruption)

Mir hunn déi Sanctione matgedroen an dowéinst ass och de RELEX gewiescht. De RELEX huet gëschter, 3. Mäerz, Decisiounen geholl mat enger Lëscht vun zéng Nimm, déi solle sanctionéiert ginn. An déi Nimm ginn elo an de COREPER an duerno an de Conseil affairs étrangères an zéng Deeg.

Ech kann net dofir, dass dat esou laang dauert. Mir hunn näischt blockéiert. Mir hu just gefrot, ob d'Evolution um Terrain kéint mat a Betrecht geholl ginn, fir awer Pressioun ze maachen op de Ruanda. Mir krute matgedeelt, dass souwisou d'Sanctionen net prett wiere virun ... An da gesitt Der, dass dat da bal zwo bis dräi Wochen dauert, bis se kënnen ugeholl ginn.

An dowéinst, also, ech probéieren ... Ech si mat Ärer Solution ganz averstan an ech ënnerstëtze se souguer. A mir rennen domadder oppen Dieren an. An ech sinn traureg, wann hei e gewëssene Schued vis-à-vis vun engem Bild vis-à-vis vum Land hei kéint Entstoen.

Mee nach eng Kéier: D'Fakte sinn um Dësch! De Premier sot et hei op der Tribün – op der Tribün virun enger 20 Minuten! –, dass keng Sanctione blockéiert gi sinn, well keng Sanctionen um Dësch waren. An da liesen ech elo: „Den Här Frieden wosst net Bescheid, dass de Bettel géif zu Bréissel Sanctione blockéieren.“ Ech weess och net méi, wéi ech et soll erklären!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci. Här Wagner, ganz, ganz kuerz eng Fro. Här Bettel, Dir kritt nach eng Fro gestallt, wéll ech soen. Mee dat ass ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, ech hunn eng Fro gestallt an et koum keng Äntwert. Ech wollt da just wëssen, wéi et da wier ... Bon, eng ass et. Et ass gutt, datt Dir dat ënnerstëtzt, déi heite Motioun vun der Madamm Tanson. Mee ech hat och gefrot, ob Der awer géift envisagéieren, de Memorandum of Understanding tëschent Lëtzebuerg an dem Ruanda ze suspendéieren, à l'image vun deem, wat mer op europäischem Niveau maachen. Dat geet en plus vill méi einfach. Do brauch Der nëmmen Iech selwer ze iwwerzeegen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Also, do sinn eng Rëtsch vun Accorden, mee et muss ee just oppassen, well déi meescht Accorde betreffen d'Kooperatioun fir den Developpement. A wann dat déi Éischt sinn, déi duerno déi Hëllef net kréien an der Educatioun, géif

ech warnen, dass mer net déi falsch Leit sollte bestrofen.

Am Moment si mer mat deene Sanctionen op europäischem Niveau – dat huet jo elo d'ganz Land matkritt – an den Diskussionen, fir déi duerchzekréien. Ech kann awer näischt ausschléissen. Selbstverständlech hu mer och d'Clause, fir kënnen Memoranden ze kënnegen an engem Land. Mee ech wéll just drun erënneren, dass de Gros vun der Aarbecht, déi mer maachen, iwwer LuxDev leeft an zesumme fir d'Populatioun dohannen. An ech géif et kee gutt Zeeche fannen, wann een déi géif am Fong bestrofen. Dowéinst, also, ech komme gären nach eng Kéier an d'Kommission, wou mer och kënnen op déi verschidde Kontrakter agoen. Mee d'Populatioun bestrofen ass fir mech net dat, wat ech géif recommandéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Diskussion zu dëser Motioun ofgeschloss a mir géingen zum Vott vun dëser Motioun kommen. An ech hoffen, datt de Votssystem elo fonctionéiert.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

16. Ordre du jour (suite)

Et deet mer leed, Här Bauler, ech muss nach eng Klärifikatioun hei maachen. Eier mer dann zur Fro vum Här Bauler kommen, sinn hei nach dräi Motiounen deposéiert ginn.

No Consultatiounen maachen ech d'Proposition, datt mer no der Question élargie vum Här Bauler d'Motioun vun der Madamm Welfring direkt nach eng Kéier op den Ordre du jour huelen, wann Der domadder d'accord sidd, Madamm Welfring. A vu datt ...

(Interruptions)

Da géing ech mengen, datt ... Ass dat an der Rei esou fir jiddwereen?

(Négation)

Nee. Gutt! Also ...

(Brouhaha)

Jo, nee, mir maachen elo eent nom aneren.

Also, fir d'Éischt: Fir déi zwo Motiounen vum Här Engel a vum Här Fayot maachen ech d'Proposition, datt mer déi Motiounen net haut op den Ordre du jour huelen, mee datt mer déi vertagen op d'nächst Kéier an dann an der Conférence des Présidents decidéieren, fir se a 14 Deeg op den Ordre du jour ze huelen.

(Assentiment)

Wat d'Motioun vun der Madamm Welfring ugeet, war meng Informatioun déi, datt mer déi sollten elo op den Ordre du jour huelen, an zwar nodeem dës Fro vum Här Bauler da gereegelt wär.

Wien ass mat där Proposition d'accord?

(Interruption par M. Fred Keup)

Dann, Här Keup, Dir wollt nach eppes dozou soen. Selbstverständlech kënt Der dat.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech ...

(Problème de sonorisation)

Une voix | Et héiert keen.

M. Fred Keup (ADR) | A jo. Ech sinn direkt hei. Nee, ech wollt awer soen ... Ech muss awer soen, d'Motioun sinn dräi Säiten, an ech soen elo mol, et ass elo net esou einfach, alles ze kucken, wat do drasteet a wéi dat ass. Ech mengen, dass dat hei eppes ass, wou ee méi Zäit misst brauchen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech krut dat als Demande gestallt. Ech hunn déi Demande elo weiderginn.

Sinn nach dozou Remarken, déi deen een oder deen anere wéilt maachen, ier mer decidéieren, ob mer se duerno dropsetzen oder net?

(Négation)

Dozou si keng Remarken ze maachen.

Da géing ech nach d'Fro stellen – an ech maachen dat par main levée hei an dësem Fall –, ob Der domat d'accord sidd, datt mer iwwer dës Motioun schwätzen an ofstëmmen no der Question élargie vum Här André Bauler.

Wien domat d'accord ass, dee soll ...

(Interruption et hilarité)

Jo, dann ...

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der Jo stëmmt, setze mer se drop. Wann Der Nee stëmmt, da vertage mer se op innerhalb vu 14 Deeg an da kënt se a 14 Deeg op den Ordre du jour.

Plusieurs voix | Voilà!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, dat ass also elo genau esou, wéi Dir wéllt.

Also: Wien ass mat dëser Proposition, déi ech elo gemaach hunn, d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Bouhaha)

Also, nach eng Kéier ... Also, elo musse mer awer Uerdnung hunn. Wannechgelift, lauschtert elo no!

Meng Proposition war déi, well ech dat esou gefrot gi sinn, datt mer dës Motioun direkt haut op den Ordre du jour setzen no der Question élargie vum Här Bauler.

Vote sur l'ordre du jour

Dofir froen ech: Wien ass domadder d'accord?

(Interruption et hilarité)

Voilà, et ass gutt.

Wien ass dergéint?

Dat schéngt mer d'Majoritéit ze sinn, soudatt dës Motioun also net haut op den Ordre du jour kënn, mee datt mer déi vertage fir innerhalb vu 14 Deeg. Dat ass dann esou decidéiert.

17. Question élargie n° 35 de M. André Bauler au sujet du développement villageois

Et deet mer leed, Här Bauler, Dir hutt elo laang misse waarden, mee dann ass d'Wuert elo fir Iech. Den Här André Bauler stellt elo déi erweidert Fro Nummer 35. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, ech muss Iech soen, Här President, ech hat nach ni d'Éier an d'Freed, dass eng Question élargie, déi ech gestallt hunn oder stelle wollt, esou dacks hei an dësem Plenum annoncéiert gouf.

(Hilarité)

Am Koalitionsaccord engagéiert d'Regierung sech, d'Entwécklung vum ländleche Raum weider ze ënnerstëtzen. D'Zil ass et ënner anerem och, Gebaier a Plazen, déi den Ament kaum oder guer net profitéieren ginn, esou ze amenagéieren, datt se wierklech sënnvoll genotzt kënnen ginn. Och meng Fraktioun, d'DP, wëll, datt eis iwwer Joerzéngte gewuesse Bausubstanz an eis éffentlech Plazen an den Dierfer erëm neit Liewe kréien. Eng Rëtsch Dierfer an eisem Land sinn nach richtig Dierfer a si verdéngen et, gewäertschätzt ze ginn. Si sollen och lieweg Uertschafte bleiwen.

„En Duerf soll kënnen en Duerf bleiwen“, huet emol eng Kéier e grénge Minister gemengt, also kee Schlofduerf, mee eng Lokalitéit, wou ee Wunnen, Fräizäit an Aarbecht deemno wéi méi no beienee ka bréngen. A mir wëlle jo keng potemkinsch Dierfer, mee Dierfer mat Charakter, déi liewenswäert a beliebt sinn. Jo, d'Dierfer solle liewen.

Ënner de fréiere Landwirtschaftsministernen, déi och de Moment hei present sinn, dem Här Etgen an dem Här Haagen, ass et ëmmer nees méiglech gewiescht, ass et ëmmer nees gelongen, aalt Gemaier an eisen Dierfer zu neiem Liewen ze erwächen. Ech denken do zum Beispill un déi al Schoul zu Lellgen am Kiischpelt oder och un déi nei Plaz zu Sëll nieft der romanescher Kierch, un dee klengen, awer charmannten Duerfsall zu Rued bei Lannen, un de Gemeinschaftsgaart zu Rued-Sir oder och un de Festsall „A Lannen“ zu Uesweller an der schéiner Gemeng Rouspert-Mompech, Madamm Weydert.

Als Beispill vun esou Revaloriséierung gëllen also al Gebaier wéi Molkereien, fréier Schoulen, historesch Gäert, eng al Schmëdd oder eng desakraliséiert Kapell, déi een ënnerschiddlech notze kann, zum Beispill als Raimlechkeeten, fir Mënschen aus- a weiderzebilden, fir sech ze begéinen an ze feieren oder an deem Sall och déi eng oder aner Expo, also Ausstellung, ze organiséieren – also Aktivitéiten,

déi Liewen an eis Uertschafte bréngen. Esou Projete mussen selbstverständlech zweckméisseg sinn a vun der Gréisst hier och an hiren Entourage passen.

Domadder kënnen ënner anerem Gebailechkeete fir kleng Entreprises, Selbstänneger oder vläicht och Startuppe geschaf ginn, wat direkt e puer Virdeeler huet: Engersäits droe mer derzou bäi, datt och nach an den Dierfer daagsiwwer geschaff gëtt. Op der anerer Säit kann ee jonke Betriber en attraktive Loyer ubidden. Dat nammlech gëllt fir Verkafsstänn, zum Beispill lokal Mäert am Duerfkär, wou och déi regional Produkter, regional Wuere kënnen verkaaft ginn. Esou Projete kënnen deemno d'Liewensqualitéit an de gesellschaftlechen Zesummenhalt am ländleche Raum verbessern.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Minister gäre follgend Fro stellen:

Mir sinn an der Mëtt vum Aktionsplang 2023–2027 fir d'Entwécklung vum ländleche Raum. Wéi eng Projete sinn an deem Kontext nach an der Maach?

Si schonn doriwweier eraus weider Gemenge mat konkrete Projeten un de Ministère erugetrueden? A wa jo, wat fir eng wieren dat?

Wat huet de rezenten Austausch mat de Gemengen zu Housen a Schous, wéi ech op der Internetsäit vum Ministère liese konnt, erginn?

Wéi kann een d'Bedelegung vun de Bierger an de ländleche Gemenge verstärken? Ass och virgesinn, an deem Kontext Formatiounen auszebauen?

Ass scho gekuckt ginn, wéi eng Gebaier oder Plazen eventuell och fir landwirtschaftlech Zwecker genotzt kéinte ginn, zum Beispill fir de sougenannte Vertical Farming oder fir al respektiv alternativ Kulturen, déi een nees méi staark férdere wëll? Kéint een eventuell och al Bongerten a Gäert an esou Projeten integréieren?

Existéiere scho Pläng bezéiungsweis Projeten, déi no 2027 verwierklecht solle ginn? Wäert déi aktuell Philosophie an dësem Kontext weidergefouert ginn? Oder wëllt d'Ministesch eventuell och aner Weeër aschloen, fir d'Entwécklung vun eisen Dierfer virunzudreiwen? Gëtt et also an deem Zesummenhang scho Projets phares? A wa jo, wat fir eng wieren dat?

An zum Schluss: Misst net och allgemeng méi breet diskutéiert ginn iwwert d'Zukunft vun eisen Dierfer, woubäi déi Diskussioun ënner anerem och kéint zu engem Observatoire vun der ländlecher Entwécklung féieren?

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler och villmools Merci. An dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Minister fir Landwirtschaft.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Villmools merci. Ech maachen et e bësse méi niddreg. Ech hunn net gewosst, datt den Här Bauler esou grouss wier.

(Hilarité)

(Mme Martine Hansen règle la hauteur du pupitre.)

Sou, merci, Här Bauler, fir Är Initiativ, fir wierklech d'Theema vun der Duerfentwécklung emol eng Kéier hei an d'Chamber ze bréngen. Wéi gesot, Enn vun den 80er-Joren huet d'Europäesch Unioun dësen Deel vun der PAC u sech decidéiert gehat, fir datt d'Duerfentwécklung, d'Entwécklung vum ländleche Raum, géif e Bestanddeel vun eiser Gemeinsamer Agrarpolitik ginn. An dat ass eppes, wat fir eis extrem wichtig ass.

U sech war d'Haaptzil, de Leit am ländleche Raum vergläichbar Liewenschancen ze gi wéi deenen anere Leit. An duerfir huet eise Landwirtschaftsministère och 1989 d'Departement geschaf mat LEADER-Projeten – de Fernand wénkt mam Kapp; ech mengen, hien huet dat och ganz genau suivéiert – an eeben den Duerfentwécklungsprogrammen. An et si scho 610 Projeten zanter 1989 realiséiert ginn. Also, dat sinn der schonn definitiv eng Partie.

Also, d'Duerfentwécklung ass e feste Bestanddeel vum Landwirtschaftsministère. An et war och nach am leschte Conseil Sujet, wou iwwert de Rural Proofing geschwat ginn ass, wou u sech gesot ginn ass, och déi aner Politickberäicher misste kucken: Wéi een Afloss huet dat op de ländleche Raum?

Lëtzebuerg ass e bësse anescht wéi déi aner Länner. An anere Länner hu mer et wierklech nach, datt d'Bevëlkerung rausplënnert aus dem ländleche Raum. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg net, mee trotzdem mengen ech, d'PAC ass extrem wichtig fir d'Duerfentwécklung, fir d'ländlech Entwécklung. Mee och déi aner Politickberäicher: Wann ech un de ländleche Raum denken, dann denken ech och un d'Mobilitéit, ech denken un d'Education, ech denken un d'Santé. Dat heescht, och all déi Beräicher si wichtig.

Dir hutt et gesot: Mir sinn elo am Mi-parcours. Jo, fir den Zäitraum 2023–2027 huet de Landwirtschaftsministère u sech en neie Förderprogramm festgeholl mat aacht Mesüeren. Do ass d'Basis jo d'Agrargesetz, wat 2023 gestëmmt ginn ass, mat deem deementsprechende Règlement grand-ducal.

A wat hu mer nei gemaach? Nei ass ... Dir wësst, datt bei all deene Mesüeren ... An Dir hutt gefrot: „Kann een net nach méi där Projeten an d'Gemenge kréien?“ D'Projete si bottom-up. Dat heescht, d'Biergerbedelegung ass u sech e Must. A fir dee Prozess vun der Biergerbedelegung ze ënnerstëtzen, hu mer och do elo finanziell Moyenen, fir u sech dat direkt mat ze bezuelen. Dat ass also nei.

Dann hu mer nohalteg sozioekonomesch Aktivitéiten, wéi zum Beispill Infrastrukturen a Startuppen, déi kënnen ënnerstëtzt ginn, oder Coworkingspaces, Duerfrefepunkten. Dir hutt gesot, datt mer emol erëm eng Plaz hunn am Duerf, wou d'Leit kënnen zesummenkommen, kleng Duerfcaféen, kleng Restauranten, awer nëmme ënner verschiddene Bedingungen.

Dann eppes, wat och als ganz wichtig empfongt ginn ass. Dat ass de Verkaf vun de regionale Produkter. Dat heescht, och do ënnerstëtze mer Projete vu Maarthalen, Epicerien oder och Gefierer.

Nei sinn och Touristewunnenge fir Baueren. Dat war ganz am Ufank dran – ech weess, de Jean-Pierre Dichter huet dat ganz vill promovéiert –, an dat ass elo erëm eng Kéier an de Programm mat erageholl ginn.

An dann eppes, wat nei ass. Dat ass den Duerfentwéckler. Dat heescht, mir hunn an all de LEADER-Regiounen en hallwe Posten zur Verfügung gestallt, fir datt den direkte Kontakt zum Terrain do ass fir den Duerfentwéckler. Dat heescht, d'Éislek huet en hallwe Posten. Déi sëtzen dann zu Munzen. De Wëlle Weste, déi sëtzen zu Réiden. Den Zentrum-Westen zu Tënten. An de Mëllerdall an d'Miselerland, déi hunn zweemol en hallwen, dat heescht, déi hunn ee ganzen, zesummen zu Gréiwemaacher.

D'Evaluatioun vum Projet oder vun der Midterm: Mir hunn am Moment 23 Projeten, déi accordéiert gi si fir 20 verschide Gemengen. An Dir hutt d'Gemenge gefrot. Dat sinn – ech hunn der elo eng Partie hei – Weiler-la-Tour, Park Housen, Nidderaanwen, Clierf, Wëntger, Beafort, Lenneng, Colmer-Bierg, Hiefenech. Dat sinn also elo eng Partie Gemengen.

Mir hunn och nach néng Demanden dobannen. Dat sinn nach eng Kéier véier Gemengen an zwee Privat-träger. A mir hu véier Projeten, déi refuséiert gi sinn. Firwat kann e Projet refuséiert ginn? Mee wann en net u sech an de Champ d'application fält oder wann e Projet ugefaang gëtt, ier een d'Demande mécht, oder wann een anere Ministère e scho ganz finanzéiert. En Duebelfinanzement geet net.

Dat heescht, am Moment hu mer scho 5 Milliounen Euro Aiden engagéiert. An d'Schwéierpunkte vun deene Projeten, déi ugefrot gi sinn, dat ass zum Beispill e Versammlungsraum, zum Beispill zu Duersch déi al Schoul. Duerfkärgestaltung: Zu Peppeng gëtt beim Klouschtergaart u sech dee ganzen Duerfkär frëschgemaach. Spillplazen: do zum Beispill zu Haassel. Dann d'Verkéisberouegung. Epicerie: Do hu mer eng zu Hiefenech, wat fir eis wichteg ass, well mir hätt jo gären, datt d'Leit och erëm kënnen am Duerf akafe goen. D'Fotosausstellung zu Clierf, d'Cité de l'Image. E Beienhaus zu Mondorf. An e Rou-segaart zu Schieren. Dat sinn elo e puer Projeten. Dat heescht, et geet queesch duerch de Gaart.

An da kommen ech bei de Gaart. Dir hutt gesot: „Kéint een net Vertical Farming oder esou eppes maachen?“ Ben, et muss ee mol mat eise Krittäre kucken, ob de Vertical Farming drapasst. Dat kéint ee bestëmmt bei der Duerfgestaltung oder sou eppes maachen.

Mee wéi gesot: Mir gi jo net d'Iddien. D'Iddie musse vun de Leit kommen, vun de Gemenge kommen. An dann decidéiere mir, ob et kann ugeholl ginn oder net. Dofir ass et extreem wichteg, datt eeben och den Duerfentwéckler, dee mat e bëssen Incubateur d'idées ass, mathëlleft, un Iddien ze kommen.

Wa mer déi Projete kucken, da leie mer elo ongeféier an der Unzuel d'selwecht wéi an där leschter Period ëm dës Zäit. Dat heescht, et ass elo keng massiv Zou-nam do gewiescht, mee mir ginn awer dervunner aus, datt nach eng ganz Rei Demanden erakommen.

Mir hunn eng Informatiounscampagne gemaach. Elo wollt ech meng Broschür matbréngen. Dohanne läit eng Broschür. De Georges ka se weisen. Mir hunn eng Broschür ...

(M. Georges Mischo montre une documentation.)

(Hilarité)

Merci.

... iwwert d'Duerfentwécklung. Déi kann een och bei eis kréien. Um Internetsite fënnt een dat natierlech och. Dir hutt d'Versammlungen ugeschwat zu Housen an zu Schous. Do ware richteg vill Leit – virun allem Gemengeverrieder, mee et ware richteg vill Leit do. Dat heescht, den Intéress ass schonn do. Mir haten och nach op der Foire agricole e Stand. A virun allem d'Duerfentwéckler hunn eréischt am Hierscht d'lescht Joer ugefaang mat schaffen, soudatt mer wierklech mengen, datt nach eng ganz Partie Demanden erakommen.

Elo fir 2025 hu mer nach Visite mat Gemengepolitik-er um Terrain geplangt, och fir do nach eng Kéier den Echange um Terrain ze hunn. An, wou ech mech drop freeën: Mir bestëmmen nach eng Kéier de Lëtzebuurger Kandidat fir den Europäeschen Duerferneuerungspräis 2026. Soubal wéi déi Krittäre vum Organisator do sinn, wäerte mer och eng Bewäertungsmatrix maachen. An dann hoffe mer, datt mer do e Kandidat hunn, dee gutt ofschnéit. Lëtzebuerg huet bis elo eemal gewonnen, an dat ass scho laang hier. Dat heescht, et wier un der Zäit, datt mer erëm eng Kéier géife gewinnen. Dat war 1990 mat der Gemeng Biekerech.

Sou, an dann ass et natierlech ëmmer wichteg, datt mer evaluéieren, wat geschitt. Mir hunn e Bureau d'études, fir d'Projeten, déi an där leschter Period gelaf sinn, ze evaluéieren. Elo kéint Der mech froen: „Firwat maacht Der dat esou spët?“ Mee an deem leschten Agrargesetz war dat u sech kee strikten Timing, wéini d'Projete missten ofgeschloss sinn. A mir hunn der nach 51, déi mussen ofgerechent ginn. Dat heescht, wann déi ofgerechent sinn, da maache mer do eng Evaluatioun an dann zéie mer natierlech och déi néideg Konsequenze fir d'Zukunft.

A wat ass fir d'Zukunft geplangt? Mir kënnen natierlech nach keng Projet-pharen hunn, well mer mussen do op déi europäesch Basis waarden. Wat awer ze begréissen ass: Een Deel vun der Basis ass jo d'Visioun. Déi huet de Christophe Hansen jo elo virgestallt. Ech mengen, déi ass och elo deemnächst hei an der Chamber. Ech weess awer net méi genau wéini, mee elo geschwënn eng Kéier. An do ass och ee Schwéierpunktberäich fair Liewens- an Aarbechtsbedingungen am ländleche Raum. An och hei steet de ländleche Raum nach eng Kéier am Fokus. An dann Enn des Joers sollen da méi konkret Propose kommen, wou mer da schonn esou lues a lues un eisem nächste PSN kënnen ufänke mat schaffen.

Fir eis ass et wichteg, datt mer déi zwee Piliere behalen an der Gemeinsamer Agrarpolitik, dat heescht och deen zweete separate Pilier fir d'Entwécklung vum ländleche Raum. An dofir wëll ech och just nach eng Kéier zesummefassend soen: D'Zil vum Programm vun der Duerfentwécklung ass et wierklech, déi ländlech Gemenge bei hire Projeten ze ënnerstëtzen. Dës Projeten droen nämlich derzou bai – an dat ass extreem wichteg –, eis ländlech Gemengen an Dierfer u sech méi dynamesch, attraktiv, lieweg ze gestalten oder ze behalen. Si stäerken d'Zesummeliewen am ländleche Raum, ech mengen, och eppes, wat fir d'soziaalt Zesummeliewen extreem wichteg ass. Si hëlfefen, d'Liewensqualität do ze erhalen oder ze erhéijen.

An dat alles sinn Ziler – mir haten dat och am Koalitionsaccord festgehal –, déi mir, awer och der ganzer Regierung, um Häerz leien. An dofir wäerte mer eis och an Zukunft ganz dofir staarkmaachen, datt an der PAC eng staark Politik fir dee Beräich, d'Entwécklung vum ländleche Raum an och d'Duerfentwécklung, ka gemaach ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Den Här Bauler hätt nach d'Recht op eng Zousazfro, kuerz, wann e wëllt.

(Problème de sonorisation)

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | | Et héiert een Iech net.

Une voix | Et geet net.

(M. André Bauler signale ne pas vouloir intervenir.)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, dat ass net de Fall. Dann ass domat dës Punkt vum Ordre jour ofgeschloss.

18. 8225 – Projet de loi modifiant le Code du travail en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar ass dat de Projet de loi 8225, d'Ëmsetze vun der Mobilitéitsdirektiv. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minuten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéite jee weils 5, d'Regierung huet och 10 Minuten. An et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Stéphanie Weydert dann duerno als Riedner a Verrieder vun hirer Fraktioun, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo huet d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert, d'Wuert. Madamm Weydert.

Rapport de la Commission du Travail

Mme Stéphanie Weydert (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 8225 ännere mer de Code du travail fir déi néideg Aarbechtsrechtsdispositiounen, déi an der europäescher Direktiv 2019/2121, déi sougenannt „Mobilitéitsdirektiv“ iwwer grenziwwerschreidend Fusiounen, Scissiounen an Transformatiounen, virgesi sinn, an d'Lëtzebuurger Recht ze transposéieren.

De gesellschaftsrechtleche Volet vun der Mobilitéitsdirektiv hu mer den 23. Januar hei am Haus scho gestëmmt an en ass elo och dës Woch den 2. März a Kraaft getrueden, awer went sech och elo réischt un un déi Fusions-, Scissiouns- an Transformatiounspläng, déi ab dem 1. Abrëll publizéiert ginn. A bis dohinner wäerte mer dës Gesetzesprojet nom Vott vun haut jo dann och hoffentlech um selwechten Datum a Kraaft kréien.

Den Délai de transposition vun der Direktiv ass zënter dem 31. Januar 2023 ofgelaf. An de Gesetzesprojet gouf de 24. Mee 2023 vum deemolegen Aarbechtsminister Georges Engel deposéiert. Den 8. Juni gouf den Text un d'Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, wéi d'Kommissioun an der leschter Legislaturperiod geheescht huet, verwisen. An no de Chamberwale vum 8. Oktober 2023 gouf de Gesetzesprojet dunn de 24. November 2023 an d'Commission du Travail verwisen. Ech gouf an der Sitzung vun der Aarbechtskommissioun vum 7. Februar 2024 als Rapportrice genannt.

Léif alleguer, mat dësem Gesetz ginn d'Rechter vun den Employéë vun Entreprises, déi an enger grenziwwerschreidender Fusioun, Scissioun oder Transformatioun implizéiert sinn, gestäerkt. Am Code du travail fënnt een aktuell eng Sektioon iwwert d'Mataarbechterbedeelegunge bei grenziwwerschreidende Fusiounen vun Entreprises. Dës Sektioon gëtt mat dësem Gesetz abrogéiert an e ganz neit Kapitel Vibis gëtt am Code du travail bäigesat iwwert d'Informatioun, d'Consultatioun an d'Bedeelegung vun de Mataarbechter vu Kapitalgesellschaften am Fall vun esou enger grenziwwerschreidender Operatioun. Hei ginn also elo harmoniséiert Reegele geschaf fir d'Fusiounen, d'Scissiounen an d'Transformatiounen, déi e grenziwwerschreidende Charakter hunn.

D'Zil vun der Direktiv ass et, d'Mobilitéit vun de Gesellschaften ze verbesseren an an engem d'Interesse vun de Stakeholders, also virop de Mataarbechter, awer och de Creancier an den Associéien, déi vun der grenziwwerschreidender Operatioun betraff sinn, ze schützen. Engersäits gëtt et also Reegelen iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun an anersäits iwwert d'Bedeelegung vun de Mataarbechter am Fall vun esou enger Operatioun.

Just lëtzebuergesch Sociétés anonymes, Sociétés à responsabilité limitée a Sociétés en commandite par actions si vun dësem Reegele concernéiert.

De Chef vun der Entreprise huet generell d'Flicht, d'Salariéen iwwer grenziwwerschreidend Operationen ze informéieren an ze consultéieren, a muss hinnen Informatiounen iwwert d'Situatioun, d'Struktur, den Impakt vun der Operatioun op d'Entwécklung vun der Beschäftegung an der Entreprise an och eventuell Gefore fir d'Aarbechtsplaze matdeelen. Donieft mussen d'Salariéen informéiert ginn iwwer Decisiounen, déi potenziell Ännerungen an der Organisatioun vun der Aarbecht oder den Aarbechtskontrakter mat sech bréngen. Jee no der Gréisst vun der Entreprise huet de Chef vun der Entreprise dann nach méi eng pousséiert Flicht, ze informéieren an ze consultéieren.

An all grenziwwerschreidender Operatioun, déi vun dëser Direktiv viséiert ass, muss d'Gestiounsorgan e Plang opstellen, deen déi vum Gesellschaftsrecht virgeschriwwene Mentiounen enthält an deen d'ganz Transaktioun erkläert. Donieft muss d'Gestiounsorgan vun den implizéierten Entrepreneuren e Rapport un d'Mataarbechter adresséieren, deen hinnen erkläert, wéi eng Implikatiounen d'Transaktioun op d'Aarbechtsrelatioun huet an eventuell wéi eng Mesüre geholl musse ginn, fir dës Relatioun ze preservéieren; zweets all signifikative Changement an den Aarbechtsbedingungen oder dem Standuert vun der Entreprise; an drëtten, wéi déi zwee éischt Facteuren d'Filiale vun der Gesellschaft impaktéieren.

Dëse Rapport geet un d'Personalvertrieder respektiv d'Salariéen, wann et keng Personaldelegatioun gëtt, mindestens sechs Woche virun der Generalversammlung, déi iwwert d'Transaktioun entscheet. An do hu si d'Méiglechkeet, en Avis zur Operatioun ofzeginn. Dat ass eppes, wat am gesellschaftsrechtliche Volet virgesinn ass an elo net am Code du travail, mee fir komplett ze sinn, wollt ech et hei awer och ernimmen.

Am Volet Aarbechtsrecht ass spezifesch virgesinn, datt an enger grenziwwerschreidender Operatioun all Salaré déi selwecht Bedeegelungsrechter huet. Och déi, déi ausserhalb vu Lëtzebuerg schaffen, kréien dann déi selwecht Rechte wéi déi, déi virun der grenziwwerschreidender Operatioun um Territoire vum Grand-Duché schaffen, an dat, egal wéi grouss d'Entreprise ass.

Falls awer elo am Ausland d'Bedeegelungsrechter als Resultat vun engem méi breede Representatiounssystem sinn, bleiwen dës de Salariéen erhalen. Hei gëtt de Seuil de déclenchement fir d'Bedeegung zu Lëtzebuerg op 800 beschäftegt Salariéen an deenen dräi leschte Joer festgeluecht. An deem Fall muss dann een Drëttel vun de Membere vum Conseil de surveillance oder vum Verwaltungsrot vun der Entreprise d'Personnel vun der Entreprise verrieden. Hei gëtt och en Organe de représentation en place gesat, deen d'Mataarbechter vertritt an d'Informatiouns- a Consultatiounsmodalitéite fir d'Salariéen determinéiert.

Am Fall vun enger grenziwwerschreidender Fusioun besteet d'Méiglechkeet, entweder e Groupe spécial de négociation fir d'Verhandlungen ze beoptragen oder mat de Referenzdispositiounen aus dem Code du travail betreffend d'Bedeegung vun de Salariéen an enger Société européenne ze schaffen. Fir grenziwwerschreidend Scissiounen an Transformatiounen kann awer just iwwer e Groupe spécial de négociation verhandelt ginn, a si hunn net d'Méiglechkeet, iwwert déi Referenzdispositiounen ze fueren.

Falls d'Gesellschaft, déi aus enger grenziwwerschreidender Operatioun entstanden ass, ënner engem Bedeegelungsregimm vun de Mataarbechter geréiert ass, dann huet d'Gesellschaft d'Flicht sécherzestellen, d'Rechter betreffend d'Bedeegung vun de Mataarbechter am Fall vun enger spéiderer Transformatioun, Scissioun oder Fusioun, egal ob national oder

grenziwwerschreidend, ze schützen, an dat während véier Joer no der grenziwwerschreidender Operatioun, duerch déi d'Gesellschaft entstanden ass.

D'Aarbechtskontrakter vun de Mataarbechter ginn als Transfert d'entreprise iwwer an déi Entitéit, déi aus der grenziwwerschreidender Operatioun resultéiert. Dat heescht, d'Aarbechtskontrakter bleiwe bestoen an d'Rechter vun de Salariéen bleiwen erhalen a gi vun der Entitéit iwwerholl.

Erlaabt mer nach kuerz e puer Wieder zur Prozedur. Sechs Aise koumen zum Gesetzesprojet eran. De 14. Juni 2023 huet d'Chambre des Saliariés en éischten Avis zum Gesetzesprojet publizéiert a virun allem bemängelt, dass de Seuil de déclenchement fir d'Bedeegung vun de Salariéen e bëssen ze héich wär, well si sinn der Meenung, dass dee sech fir all Salaré misst applizéieren. Si begréissen awer ausdrécklech, datt och elo e Kader fir d'grenziwwerschreidend Scissiounen an Transformatiounen mat dësem Gesetz geschaaft gëtt.

De Staatsrot huet de 24. Oktober 2023 en éischten Avis zum Gesetzesprojet ofginn an e puer kleng Oppositions formelles a Verbesserungsvirschléi zum Text gemaach. An der zoustänneger Chamberskommissioun hu mer de 24. Mee d'lescht Joer déi néideg Adaptatiounen vum Gesetzestext gemaach, fir dem Staatsrot senger Remarque Rechnung ze droen.

D'Chambre de Commerce hat den 19. Februar 2024 hiren Avis eraginn an nach en Avis complémentaire den 31. Juli 2024. Och si hu sech mitigéiert zum Seuil de déclenchement positionéiert.

D'Salariatskummer huet sech de 23. Oktober d'lescht Joer nach emol zum amendéierte Gesetzesentwurf prononcéiert.

An de Staatsrot huet ze eisen Amendements parlementaires de 4. Februar dëst Joer säin Avis complémentaire erausginn a confirméiert, datt se alleguerten d'Oppositions formelles kéinten ophiewen.

Dunn hu mer an der Sëtzung vum 26. Februar déi divers zousätzlech Avisen analyséiert an och mäi schrëftliche Rapport unanime ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftliche Rapport.

An domat schléissen ech mäin Exposé als Rapportrice an doen elo meng Kap als Sprächerin vun der CSV-Fraktioun un.

Une voix | Très bien!

Discussion générale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass richtig a wichteg, datt d'Salariéen am Fall vun enger grenziwwerschreidender Operatioun geschützt bleiwen an hir Rechte gestärkt ginn. D'Direktiv an esou och eist Gesetz suergen derfir, datt d'Rechter vun de Salariéen op Matbestëmmung am Verwaltungsrot vun enger Entreprise net verluer ginn an d'Salarié respektiv d'Personaldelegatioun mat an den Decisionsprozess agebonne ginn an hiren Avis zur grenziwwerschreidender Operatioun kënnen ginn.

Et ass wichteg, datt mer en zolitte legale Kader hunn, dee verhënnert, dass duerch eng grenziwwerschreidend Operatioun eng Entreprise einfach esou d'Rechter vun hire Mataarbechter ëmgeet. An dat geschitt nottamm mat dësem Gesetz. D'Entreprisë kréien e legale Kader fir am Fall vun enger grenziwwerschreidender Fusioun, Scissioun an Transformatioun, un dee se sech hale mussen, a fir d'Salarié schaaft dëst Gesetz méi Transparenz.

Wat natierlech elo ganz wichteg ass, ass, dass dëst Gesetz och um 1. Abrëll dëst Joer a Kraaft trëtt, fir

datt och all Fusioun, Scissioun an Transformatioun mat engem grenziwwerschreidende Charakter, där hire Plang ab dem 1. Abrëll no deem neie Regimm da publizéiert gëtt, déi selwecht Reegelen vun der Mobilitéitsdirektiv suivéieren.

Mir begréissen dat an dofir ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, och fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler.

(Interruption par M. André Bauler)

Neen, et deet mer leed, Här Bauler. Enfin, Dir kënnt vun do schwätzen, mee dann héiert keen Iech. Dat ass, wéi Der wëllt.

(Brouhaha)

Merci. Ausser, Dir géngt ganz haart schwätze vun dohannen.

M. André Bauler (DP) | Jo, et geet gradesou gutt vun hei aus. Voilà, merci, Här President. Meng Felicitatioun fir deen ausgabege Rapport vun der Rapportrice, der Madamm Weydert. En ass esou exhaustiv gewiescht, datt ech mech äusserst kuerz ka faassen a kann hëllefen, deen Nomëtteg hei a senger Längt ze verkierzen.

Mir liewe wierklech an engem groussen europäesche Bannemaart. Deen erlaabt et och, datt Firmsen sech natierlech kënnen grenziwwergräifend reorganiséieren an nei opstellen iwwer verschidden Operatiounen. Dozou gehéieren eebe Fusiounen, Scissiounen an aner Transformatiounsprozesser.

Mee, wéi d'Madamm Weydert dat awer och gesot huet, dat huet ëmmer en Impakt op verschidde Stakeholderen. An zu deene gehéieren eebe just a grad déi schaffend Leit, a si sollen dofir an déi Prozesser agebonne ginn. Dëse Gesetzesprojet assuréiert dofir, datt am Fall vun deene grenziwwerschreidenden Operatiounen d'Rechter vun de Salarié respektéiert ginn. Si sollen informéiert a consultéiert ginn.

Ech hunn awer och am Avis vun der Chambre des Saliariés gelies – si bemängelen dat e bëssen –, datt dat anscheinend och net ëmmer esou ass. Dat soll elo mol dohinnergestallt sinn, mee warscheinlech hu se dofir Ursachen. Ech hunn et awer mol zur Kenntnis geholl.

Dat gesot, géif ech awer gären zu dësem Text d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun ginn. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Bauler. Dann huet den Här Claude Haagen d'Wuert.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President, d'LSAP begréisst dëse Projet de loi, deen natierlech och festleet – den Här Bauler huet dorop higewisen, esou wéi d'Rapportrice och –, wéi een déi grenziwwerschreidend Fusiounen mécht. D'autant plus, well e vum viregten Arbeitsminister deposéiert ginn ass, fënnt en eise ganzen Appui. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | No dem Appui, deen den Haagen elo ausgedréckt huet am Numm vun der LSAP-Fraktioun, ginn ech dem Här Jeff Engelen d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir begréissen, datt mat dësem Projet de loi 8225, deen eng Transpositioun vun der Direktiv 2019/2121 erméiglecht, an heimat bei Fusiounen, Transformatiounen oder Opdeelungen,

déi iwwert d'Grenzen ewech Repercussioune hunn, de Salariëe méi e grouse Schutz a méi e groust Mat-sproocherecht soll garantéiert ginn.

Ech wëll duerfir fir unzufänken der Madamm Stéphanie Weydert en hærzleche Merci soe fir hir ausféierlech Virstellung vun dësem Gesetz. Ech mengen, et ass deem net vill bäizefügen.

Ech wëll awer just zwee Punkte vläicht hei ervirsträchen. Wéi d'Chambre des Salariés et scho formuléiert huet, wëll ech drop hiweisen, dass dëst nëmme fir gréisser Entreprisë geduecht ass. Dat ass am Prinzip ab 1.000 oder 800 Salariëen, jee nodeem, wéi een et liest. An ech mengen, do misst ee sech vläicht eng Kéier Gedanke maachen, ob een do net soll eng Kéier spéiderhi méi wäit goen, well mir hunn där enger Entreprisë jo méi wéi där anerer, an ech mengen, do wier et och vläicht gutt, wann een do juristesche Satisfaktioun hätt.

A dann hoffe mer och, zweete Punkt, dass d'ITM deementspreechend da ka gestärkt ginn an dass déi Sanktioune och héich genuch sinn, fir sécherstellen, dass och jidderee sech drun hält. Ech wëll awer vläicht och nach drop hiweisen, dass d'ITM ëmmer méi grouss gëtt. An ech mengen, do wier et och vläicht eng Kéier Zäit, sech Gedanken ze maachen, wéi esou e groussen Apparat, wéi d'ITM et lues a lues gëtt, dat alles soll bewältegen. Mir denke jo och nach drun, dass mer an nächster Zäit jo och nach eng Fusioun wäerten hu vun der ITM mat dem Service national de la sécurité dans la fonction publique. Ech mengen, all déi Saache kommen ëmmer méi op d'ITM duer, an do muss ee kucken, dass een deem och ka Rechnung droen.

Wéi gesot, mir stëmmen dëst Gesetz mat. An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Wéi vu menge Virriedner schonn erkläert, ass et d'Zil, déi Aspekter vun der Direktiv an de Code du travail ze transposéieren, déi sech mat de Rechter vun de Salariëe bei der Transformatioun respektiv Spaltung vu grenziwwerschreidende Gesellschaften auserneeetzen. An nieft enger verdéiffter europäescher Integratioun wëll ech folgend positiv Aspekter ervirhiewen. An ech mengen, verschidde Virriedner hunn dat scho gesot.

Duerch d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv wäert eng gréisser Consultatioun a Representatioun vu Salariëen am Fall vun enger grenziwwerschreidender Transformatioun virgeholl ginn. Och um Niveau vun der Transparenz wäert sech eppes doen, well d'Handelsgesellschaft gebiede sinn, maximal dräi Deeg nom Ofschluss vu Verhandlungen d'Resultat an d'Salariëen ze kommunizéieren.

Et gëtt heimadder e gewëssene Schutz fir d'Salariëen nom Ofschluss vun Transformatiounen gestärkt, woubäi ee muss berücksichtegen, dass d'Participationsrecht vun de Salariëe fir déi kommand véier Joer och geschützt soll sinn an d'Salariëe mat méi favorable Konditiounen dës bei der Transformatioun net wäerte verléieren.

A Kohärenz mam Projet de loi 8053 ënnerstëtze mir dëse Projet och. D'Harmoniséierung vu Reegelen zur Transformatioun a Spaltung vun Handelsgesellschaft stäerkt de Bannemaart a setzt esou d'Weiche fir méi e kompetitiivt Europa. Mee fir ze garantéieren, dass dat esou bleift, mussen d'Salariëe geschützt ginn. An do kënn dës Transpositioun an d'Spill.

Mir begrëssen de Projet selwer, denken awer och, dass e puer Punkten nach ausbaufäeg sinn. Esou wéi d'CSL dat och an hirem Avis matgedeelt huet, ënnerstëtze mir hir Fuerderungen, dass méi héich Sanctiounen agefouert mussen ginn, fir ze garantéieren, dass d'Salariëen aktiv consultéiert an informéiert ginn a sech am Decisionsprozess bedeelege kënnen.

Eng sozial Approche heescht och, dass mir Gréng eis kënnen virstellen, dass dës Adaptatioun vum Code du travail an enger zweeter Phas och fir Salariëen ausklengen a mëttelstännesche Betriber solle gëllen. De Seuil de déclenchement vun 1.000 Leit suergt derfir, dass vill Betriber net un d'Reegele vum Projet de loi 8225 gebonne sinn.

Och mat Bléck op d'Aussoe vum Letta-Rapport, deem d'PMEen als Réckgrat vum Single Market definéiert, gëllt et hei, d'sozial Gerechtegkeet ze förderen. Wëssend, dass e potenzielle Risiko besteet, dass d'Salariëen net genügend vu Betriber an d'grenziwwerschreidende Spaltungen an Transformatiounen agebonne ginn, mussen aner Weeër gesicht ginn, fir ze garantéieren, dass d'Salariëen iwwer hir Rechter Bescheed wëssen. A wéi et och am Letta-Rapport steet, sollen d'national Autoritéiten an d'Sozialpartner hei eng wichteg Opklärungsarbeit leeschten. Hei sidd Dir natierlech gefuerdert, Här Minister.

Ech ginn heimadder den Accord vun deene Gréngen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann ass et um Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. No deem extensive Rapport kann een et ganz kuerz maachen. Ech mengen, dat heiten ass e gutt Beispill, wou ee gesäit, dass Europa net nëmme eng Valeur ajoutée fir d'„Wirtschaft“, mee och ...

Plusieurs voix | „Wirtschaft“.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | ... fir d'Salariatsrechter liwwert. Och dat huet eppes mat der „Wirtschaft“ ze dinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Op alle Fall, d'Resultat vun deem heite Projet ass, dass mer eng besser Participatioun bei de Betriber hunn, an dat féiert normalerweis och zu besseren Aarbechtsbedingungen. An dofir kann een dat heiten nëmme begrëssen. An aus dem Subsidiaritätsprinzip eraus muss dat heiten als Éischt europäesch geregelt ginn. An dass mer dat dann iwwert d'Direktiv zu Lëtzebuerg transposéieren, ass nëmme normal. An dass mer e bësse méi laang gebraucht hunn, wéi mer wollten, do gëtt et jo Erklärungen derfir.

Dofir gëtt et och dozou dës Kéier mol keng Kritik vu menger Säit an ech kann dat heiten nëmme mat ënnerstëtzen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President, am Chouer vun den Zoustëmmende kann ech dës Kéier just nëmme matsangen. Et ass héich Zäit, dass mer dës Direktiv ëmsetzen. Den Datum ass effektiv schonn iwwerschratt. Et si Mesüeren, déi virun allem d'Salariëe protegéieren. Et si Mesüeren, déi d'Personaldelegatiounen stäerken, d'Informatiounsrecht an och d'Consultatiounsrecht vun de Personaldelegatiounen.

Et bleift bei deenen zwee Kritikpunkten, déi och schonn eenzel genannt gi sinn, nämlech dass et effektiv just op Gesellschaften ab 800 respektiv 1.000 Mataarbechter zoutreff, dat heescht op ganz wéineg Gesellschaften hei zu Lëtzebuerg. An effektiv stellt

sech méi generell d'Fro iwwert déi ganz Consultatiounsrechter, déi de Personaldelegatiounen zoustinn, déi rechtens sinn, awéiwäit d'ITM effektiv outilléiert ass, déi wierklech an alle Situatiounen ze garantéieren.

Dëst gesot, wéi gesot, sangen ech am Chouer mat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ma dat ass fei vun Iech, Här Baum.

An dann ass d'Wuert fir d'Regierung. Här Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Och der Rapportrice villmools merci fir hiren excellenten a ganz komplette mëndlechen an och schréftleche Rapport. Dëse Projet transposéiert, wéi gesot, den Deel vun der modifizierter Direktiv iwwert d'Implikatioun vun de Salariëen. D'Direktiv garantéiert nämlech, dass d'Salariëen iwwer previsibel Konsequenze vu Verhandlungen informéiert a consultéiert mussen ginn, wat, mengen ech, nëmme richtig ass an och jiddereen hei begréisst. Fir d'Implikatioun vu Salariëen am Kader vun enger grenziwwerschreidender Fusioun sinn d'Dispositiounen vum Code du travail also adaptéiert ginn. Am Kader vu grenziwwerschreidende Scissiounen an Transformatiounen sinn déi nei Reegelen iwwert d'Informatioun, d'Consultatioun an d'Matbestëmmung vun de Salariëen dofir och agefouert ginn.

Den Objektiv vun dëse Reegelen ass also an éischer Linn, d'Rechter vun de Salariëen an hire Vertrieeder ze stäerken. A fir mech als Aarbechtsminister sinn de Schutz an d'Verdeedegung vun de Rechter natierlech immens wichteg, an dat och a virun allem, wann e Betrib sech an engem Contexte de marché intérieur op eng grenziwwerschreidend Aart a Weis verännert.

Mir haten, et ass virun ugeschwat ginn, e bësse Retard kritt. Mir haten eng schwierig Fro par rapport zu enger Opposition formelle vun Staatsrot nach ze klären. Eng Rei Reunione mat enger Textpropos fir de Staatsrot hunn dunn de Problem geléist.

An dem Här Engelen wollt ech nach soen: De Seuil vun 800 ass just beim Régime de participation an Informatiounen a Consultatiounen gëllen natierlech fir allegueren d'Enterprisen.

An ech soen de Fraktioun villmools Merci fir hir breet Zoustëmmung.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir këimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8225. Den Text steet am Document parlementaire 8225⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8225 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer vläicht ... Ok, voilà. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also à l'unanimité ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm),

Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

19. 8497 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Titre V, Chapitre 11 « Des pétitions »

An da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Änderungsversuch vum Chambersreglement 8497, enger Ofännerung vum Kapitel iwwert d'Petitiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, dee selwechten also wéi virdrun. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jean-Paul Schaaf, den Här André Bauler, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Änderungsversuch vum Chambersreglement, déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Rapport de la Commission du Règlement

Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ginn elo hei e bëssen am Detail op déi Proposen an, fir eist Chambersreglement ze änneren, wat d'Petitionsrecht ubelaangt. Dat si jo eebe grad Changementer, déi allegueren déi Leit concernéieren, déi wëlle Petitiounen erareeche. An ech kucken direkt op d'Francine Closener, wat déi Proposition hei deposéiert huet. Dat hei war en Zesummeschaffen tëscht der Petitionskommission an der Règlementscommission. Dat ass elo alles ganz séier gaangen. Et war en Depot de 6. Februar 2025 an de 26. Februar sinn ech als Rapportrice genannt ginn an ass och den Exame vun deem Text gemaach ginn.

Dat kléngt elo immens rapid. Et muss een awer wëssen: Do gouf et schon eng Viraarbecht, déi am Virfeld gemaach gi war um Niveau vun deenen zwou Kommissionen, wou mer schonn op engem Text geschafft haten. An duerfir, dat erkläert dann och vläicht dee ganz séieren Delai.

Ëm wat geet et? Et geet am Fong drëm, dass mer sollen hei verschidde Reegele wierklech festhalen um Niveau vum Règlement, déi sech och erginn hunn duerch d'Erfahrungswärter iwwert déi lescht Joren um Niveau vun der Kommission. Zum engen Deel sinn dat Praxisen, wéi se souwisou gehandhaabt gi sinn. Anerer si vläicht elo derbäikomm, well ee festgestallt huet, dass een net onbedéngt déi néideg Handhab huet.

Et geet am Fong drëm, Rechtssécherheet hei ze schafen, dass all Bierger weess, wéi e sech muss uleeën, fir déi Petitioun eranzerechen, wéi eng Konditiounen et och vläicht gëtt, fir eng Petitioun ze refuséieren, wat och d'Formkonditiounen sinn. Et ass och scho vill iwwert de Seuil geschwat ginn. Ech ginn herno kuerz dorobber an. An da gëtt et och elo e ganz neien Tool, eeben en elektronischen Tool, fir déi Petitiounen eranzerechen. Och dorop ginn ech kuerz nach am Detail an.

Ech wollt just virop nach eng Remark maachen, déi mer och am Rapport festgehalen hunn. Den Artikel 82 vun der Verfassung, dee seet actuellement: „La Chambre des Députés reçoit les pétitions qui lui sont adressées dans la forme prescrite par son Règlement.“ Et ass eng reng formal Geschicht. Mir ginn hei e bësse méi wäit, an et wier schonn eng Recommandatioun, sech den Artikel do nach eng Kéier unzekucken, wa mer en Toilettege maache vu verschidde Dispositionen vun der Constitution, fir dass deen Ancrege och ganz prezis an der Verfassung ass an och kee Malentendu entstee.

Et geet elo hei ëm zwee Artikelen, wou déi zwee Petitionsrechter, dat ordinäert an dat vun der öffentlecher Petitioun, gereegelt ginn a wou eeben, wéi gesot, eng Rei Prezisiounen bäikommen.

Wat elo d'Konditiounen ugeet fir d'Petitiounen, bon, do ass et eeben elo esou, dass fir déi zwou Formen vu Petitiounen kloer an den Text geschriwwen gëtt, dass ee muss am RNPP, also am Registre national des personnes physiques, agedroe sinn an op d'mannst 15 Joer hunn, fir esou eng Demande erareeche ze kënnen. Déi Konditiounen spillen, wéi gesot, fir déi zwou Petitiounen. Et geet eeben drëm, dass een e Lien mat Lëtzebuerg huet.

Da ginn och déi zwou Petitionsformen elo hei am Text definéiert. Dat eent, dat si jo déi, wou een Ënnerschrëfte sammelt an erareecht, an dat anert sinn déi, déi wierklech och hei um Site vun der Chamber publizéiert ginn, am Sënn och fir ze hoffen, op de Seuil ze kommen, fir dann hei am Plenum kënnen eng Diskussioun mat de politesche Responsabelen ze féieren.

Wann ech elo bei de Pétition-ordinairé sinn, do gëtt et verschidde Aart a Weisen, fir déi Petitiounen ze deposéieren. Dat eent sinn dann eeben déi Outil LuxTrust an eIDAS. Dat sinn elektronesch Authentifikationsmechanismen. Et kann een awer weiderhin – fir déi Leit, déi dat net iwwert dee Wee wëlle maachen – d'Petitioun hei an der Chamber physisch deposéieren. Da muss ee sech natierlech identifizéieren. Oder, wann een empedéiert ass oder net wëll heihinner kommen, da kann een dat och par courrier postal maachen. Do brauch een dann allerdéngs eng Legalisatioun vun der Ënnerschrëft. Dat ass natierlech dann e bësse méi eng schwéierfällg Prozedur. Mee et geet drëm, dass ee Kloeerheet huet, fir ze wëssen, wien den Auteur vun der Petitioun ass. Dës Konditioun gëllt souwuel fir d'Pétition ordinaire wéi och fir déi aner Petitiounen.

Da si mer nach ëmmer bei de Pétitions ordinaires. Do gëtt et dann d'Recevabilitéit vun deene Petitiounen. Déi gëtt elo exklusiv just nach vun der Commission des Pétitions gekuckt an dat gëtt net méi an d'Conférence des Présidents renvoyéiert. Et gëtt och dann eng Äntwert, déi preparéiert gëtt an déi motivéiert ass, fir den Auteur vun där Petitioun. Do steet dann och ganz kloer dran, wéi eng Elementer elo kënnen do drakommen an och eeben dass eng Prise de position bei engem Member vun der Regierung sollicitéiert ka ginn – also bei der Regierung, entschëllegt, net méi bei engem Member vun der Regierung. Dat ass

eng Diskussioun, déi mer haten, dass d'Regierung am Fong selwer zoustänneg ass, fir ze decidéieren, wéi ee Member vun der Regierung fir deen Debat zoustänneg ass. Et ass och keng Obligatioun méi, et un déi zoustänneg Kommissioun ze renvoyéieren an der Chamber, mee eng Facultéit.

Da gëtt et weiderhin och d'Recht, eng Prise de position vun der Regierung ze froen. Deen Delai gëtt elo erhéicht op 60 Deeg. Dat ass, well eng ganz grouss Mass un Demanden do sinn a mer scho gären eng seriöse Prise de position do um Niveau vun der Regierung hätten a well et och esou ass, dass déi Petitiounen, déi hei net de Seuil errechen, kënnen ëmformuléiert ginn an eng Pétition ordinaire, fir dass dann eeben do och eng Äntwert ka vun de Ministere kommen. Wann deen Delai ofgelaf ass, da kann d'Regierung invitéiert ginn, an d'Commission des Pétitions ze kommen an do och eng mëndlech Prise de position ze maachen. Dann ass natierlech och virgesinn, dass déi Prise de position weidergi gëtt.

Da komme mer bei d'Pétition-publicken. Do gëtt dann elo eeben och festgehalen, dass deen Dépôt électronique um Internetsite vun de Petitiounen, petitions.lu, gemaach gëtt. Dann eeben och nach eng Kéier d'Konditiounen vun dem Depot vun der Petitioun, déi déi selwecht si wéi bei der Pétition ordinaire.

No wéi engem Uerder ginn déi verschidde Petitiounen traitéiert? Dat ass en Ordre chronologique, fir dass all Petitioun gläichgestallt gëtt.

An et gëtt awer och eng Rëtsch Recevabilitéitskrittären, 15 am Ganzen, elo opgeschriwwen, déi maachen, dass eng Petitioun net kann ugeholl ginn. D'Deputéiert an d'Regierungsmembere sinn exclu vum Droit de pétition. D'Petitioun muss an enger vun de Langue-administrativ gemaach sinn. Si muss depersonaliséiert sinn, also net an der Ech-Form sinn an ëm „mech“ goen. Dann ass et kloer, dass keng falsch Informatiounen dierfen an der Petitioun sinn. D'Sprouch muss korrekt bleiwen. Et muss an d'Attributiounen vun der Chamber falen. Si dierf net contraire zu de Mënscherechter sinn oder eng Incitation à la haine enthalten. Si muss verständlech sinn. Den Titel, den Intitulé vun der Petitioun, muss och kloer sinn. Si dierf net diffamatoresch sinn oder eng Persoun prezis viséieren. Si dierf natierlech och net ëm eng Gerichtsaffär goen, déi amgaangen ass.

An dann ass natierlech och déi Fro vum Delai. Dat gëtt et och haut schonn an der Praxis, dass se net dierf während 12 Méint eragereecht ginn, nodeems eng gläich Petitioun eragereecht ginn ass oder nodeems en Delai vun 12 Méint war vun engem Débat public iwwert dee selwechte Sujet.

Da kënnt et um redaktionellen Niveau oft vir, dass proposéiert gëtt, eppes ëmzeänneren. Elo gëtt dat hei ancréiert, dass déi Demande de reformulation vun der Commission des Pétitions selwer ka kommen, fir eeben och do ze acceleréieren. Dat muss natierlech am Accord mat den Auteurs geschéien.

Den Accord fir d'Recevabilitéit läit elo bei der Commission des Pétitions. Och do geet et drëm, Zäit ze gewinnen. Ganz wichteg: Wann een e Refus kritt, gëtt et elo e Recours gracieux, deen och virun der Commission des Pétitions stattfënn. Dee muss och imperativ gemaach ginn, wann een duerno wëll e Recours administratif maachen, mee et ass wichteg, dass dat elo hei formell och esou drasteet.

Da gëtt et och nach d'Méiglechkeet, eng Pétition publique en suspens ze halen, wann eng Recherche juridique muss gemaach ginn oder wann zwou Pétition-publicke gläichzäitg deposéiert sinn, déi similaire sinn, wann een do muss nach mat den Auteurs kucken.

Dann ass och nach virgesinn, dass, wann eng Petitioun net recevabel ass, well d'Chamber net kompetent ass – eppes, wat och an der Praxis scho gemaach gëtt –, dann den Organisme oder déi kompetent Autoritéit d'Petitioun kritt.

Natierlech gëtt och den Dateschutz kloer gereegelt. Éier d'Petitioun publizéiert ginn ass, kann de Petitiounär natierlech zu all Moment de Retrait froen. Wa se awer bis ëffentlech ass, da muss déi Demande par écrit gemaach ginn an dann ass et d'Kommissioun, déi decidéiert, ob se kann zrëckgezu ginn oder net. An exceptionnel kann och d'Commission des Pétitions decidéieren, eng Pétition publique, déi op ass a fir Ënnerschrëften och op ass, zrëckzezéien. An da gëtt et och nach eng Situatioun ganz urgente, wou de President vun der Kommissioun déi Decisioun kann huelen, éier se confirméiert da ginn ass vun der Kommissioun.

D'Petitioune sinn och net anonym. Si kënnen allerdéngs ee Joer no der Publikatioun vun der Petitioun anonymiséiert ginn.

Da ginn ech nach kuerz op déi Fro vum Seuil an. Do wësst Der, dass de Seuil elo eropgeet vu 4.500 op 5.500. Dat kënnt dohier: 2013 war de Seuil op dee Seuil fixéiert ginn. Et ass elo laang gekuckt ginn, wéi een dat elo kéint aneschtens maachen. Et kann ee sech net op den RNPP baséieren, well do zwar wuel déi Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, wa se stierwen, aus dem RNPP erausgeholl ginn, awer dat net zielt fir Leit, déi eng Kéier hei gewunnt hunn oder déi eebe Frontalier sinn. Do ass dat méi schwierig. Dofir ass déi Zuel vum RNPP net eng, déi een hätt kënnen huelen.

Duerfir ass gekuckt ginn an et sinn d'Donnéeë vum LUSTAT vum Statec, „Évolution de la population totale“, déi elo geholl gi sinn. Dunn ass eng Rechnung gemaach ginn. D'Residenten an d'Travailleur frontaliers, dat waren 2013 537.039 Residenten an 161.457 Travailleur frontaliers. Dat mécht grosso modo 0,6 % vun der Populatioun aus, wann een déi 4.500 Ënnerschrëften hëlt. Dat ass dunn extrapoléiert ginn. Do kéim een haut, also op den 1. Januar 2024, dann op 5.405 Ënnerschrëften, an dorauer sinn dann déi 5.500 Ënnerschrëften entstanden. Do gouf et vill Diskussiounen an der Kommissioun, dofir hu mer och gefrot, dass e Vote séparé wäert zu deem dote Punkt kommen. Do wäerten dann d'Kollegen nach an déi eng oder aner Richtung am Detail dorobber agoen.

Ech denken, ech hunn elo déi wichtegst Saachen hei gesot. Nach vläicht zu de Sproochen: D'Petitioune mussen an enger vun den offizielle Sproochen eragereecht ginn. An och den Debat leeft prinzipiell op Lëtzebuergesch. Et kann awer eng Interpretatioun op Franséisch oder op Däitsch gemaach ginn.

An et sinn natierlech och transitoiresch Dispositiounen virgesinn. All déi Petitiounen, déi eragereecht goufen, déi lafen nach ënnert dem ale Regimm. An deen heiten, dee leeft dann ab dem 15. März fir déi nei Petitiounen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson, fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Merci, Här President. Merci och der Rapportrice, déi dat Weesentlecht gesot huet. Da kann ech méi kuerz sinn. Also, mir sinn hei, fir déi Modifikatiounen vum Chambersreglement

guttzueheeschen. Et ass e Schrëtt – ech wëll dat op dëser Plaz soen –, deen net dofir geduecht ass, iergendeng Aschränkung an iergendenger Form fir deen een oder aneren, dee wëllt eng Petitioun eraginn, ze maachen. Et ass e Schrëtt fir méi Transparenz, méi Sécherheet, méi Struktur, och méi Kloerheet, soudass och de Petitiounär kann noliesen, wat genau eigentlech d'Form, d'Delaie sinn, d'Konditioune sinn, ënnert deenen hie seng Demande fir eng Petitioun ka maachen, an ab wéini dann och déi Petitioun traitéiert gëtt. Dat ass, mengen ech, schonn eng Kloerheet.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Dat ass och eng Kloerheet fir d'Kommissiounsmembere selwer, well se elo vill Zäit dermat verbruecht hunn, fir ze diskutéieren: „Wéi gi mer elo domadder ëm bei deenen einzelnen Texter?“ Et ass net ëmmer alles esou evident an esou kloer gewiescht an der aler Reegelung. Duerfir ass dat heite méi previsibel fir deen een a méi praktikabel och fir deen aneren. An et ass, mengen ech, och logesch, dass een no zéng Joer eng Adaptatioun vum Petitiounsrecht ka maachen.

D'Petitiounsrecht ass e Recht, wat vill genotzt gëtt. Dat hu mer gemierkt. D'Petitioune si bekannt, méi bekannt, wéi se jeemools virdu waren, dat och dank der Press, dank de Social Media, dank awer och dem Internetsite, deen exzellent ass, deen eis Chamber gemaach huet. Si sinn och an engem Rechtsstaat noutwendeg a wichteg a si bréngen och der Politick Iddien an Opmierksamkeet op Punkten, un déi een net direkt geduecht huet, déi net uewen um Koup lounen, wou een opmierksam gëtt op eng erliefte oder gefillten Ongerechtegkeet oder eng reell Ongerechtegkeet, déi Leit haten. Voilà.

Ech wëll och nach soen, dass meng Erfahrung déi ass, dass d'Kommissiounsmembere déi Petitioune mat ganz, ganz vill Respekt traitéieren, ëmmer kucken, am Sënn vum Petitiounär ze handelen. Dat sinn interessant Diskussiounen. Et ass eng interessant Kommissioun, well et muss een och dacks ofweien, fir ze soen – a mir diskutéieren heiansdo laang, fir emol richtig ze verstoen –: „Wat ass da lo richtig gemengt?“, well d'Formulatioun, an d'Rapportrice huet dat och gesot, an d'Ëmformuléierung och eng Méiglechkeet muss sinn, well et mécht kee Sënn, en Text ze publizéieren, wou herno Interpretatiounsschwierigkeeten do sinn an deen dann och esou net ka propper säi Wee duerch d'Struktur goen.

Et ass fir eis och wichteg, mengen ech, als Politiker, well et eis erlaabt, de Bols ze fille vun de Leit dobaussen. Duerfir wëll ech op dëser Plaz awer och grouse Respekt a Merci ausdrécken un d'Personal vun der Chamber, den Här Spier, d'Madamm Pinto notamment, déi an de Kommissiounen ganz vill Erklärungen heiansdo mussen ginn, well een – ech ginn e Beispill –, wann ee freet, fir ze soen: „Dat doten ass eng Ongerechtegkeet an der Legislatioun“, da muss ee fir d'éischt mol eng Recherche maachen, ob dat do da wierklech an der Legislatioun esou formuléiert ass, ob effektiv dat, wat d'Leit froen, net scho rechtlech iergendwou existéiert. Et muss een also do vill Rechercheaarbecht maachen. Dat mécht d'Personal mat ganz vill Respekt a ganz vill Engagement. Duerfir mäi grouse Respekt fir si.

Mir alleguerte kënnen houfreg sinn op dëst Instrument, dat sech wierklech hei absolutt bewäert huet. Wa virun zéng Joer ronn 230 Petitiounen am Joer ..., oder an der Moyenne vun deenen éischten zéng Joer 230 Petitioune pro Joer erakomm sinn, da si mer elo bei iwwer 400 pro Joer. Dorunner gesäit een eigentlech, dass de Bekanntheetsgrad zougeholl huet an dass d'Leit dorobber zrëckgräifen.

Hei ass – an d'Rapportrice huet et gesot – vill no-geduecht ginn, wéi een dat doten elo dann alles ka besser zesummeffassen, besser hikréien. An ech mengen, dass mer wierklech e gudden Text virleien hunn, deen déi weesentlech Froen alleguerten hei ganz, ganz gutt a propper an transparent fir eis selwer a fir d'Leit dobaussen erkläert.

De Seuil, nach ofschléissend e Saz och dozou. D'Madamm Rapportrice huet domadder opgehale. Jo, dat war eng Diskussioun, well dee Seuil fixéiert ginn ass op 4.500 Signataire, fir dass et zu engem Débat public an der Chamber ka kommen. De Grond, fir et eropzesetzen, dat ass eeben dee, well ee seet: Jo, eis Gesellschaft huet evoluéiert. De Bekanntheetsgrad ass méi grouss ginn. D'Meedien hu méi en Afloss. Et sinn also méi Leit potenziell, déi kënnen signéieren, an et sinn och méi Leit informéiert fir ze signéieren. Mir erliewen also, dass dat Instrument méi a méi genotzt gëtt. Sou hate mer an den éischte Joren tëscht zwee an aacht Débat-publicken, während mer d'lescht Joer iwwer zéng haten. Dat heescht, och dat ass eppes, wat kontinuierlech zouhëlt a wou een och keen Enn dovunner gesäit. Duerfir sti mer eigentlech och zu där Adaptatioun. An objektiven Zuelen ass et eng Hausse, mee am Prozentsaz ass et eng Konstanz. Mir bleiwe bei deem Seuil. Dee war 0,6 % vu Frontaliere plus deene Leit, déi eeben um Regëster agedroe sinn, also den Awunner hei am Land. A mir bleiwe bei deenen 0,6 % an de facto ass dat eeben duerch de Bevëlkerungswuesstem natierlech eng Erhéijung vun der absoluter Zuel. Mee wéi soll et och anescht goen?

Voilà, dat gesot, ech denken, dass een nach vläicht herno op deen ee Punkt kann agoen oder ... Här President, därerf ech nach e Saz dozou soen? Da maachen ech et direkt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dat ass ganz, wéi Dir wëllt.

M. Jean-Paul Schaaf (CSV) | Zum Wonsch, zu der Proposition, fir dee Punkt eenzel ze stëmmen, wou et jo dann ëm dee Seuil do geet – an ech hunn et gesot, ech wëll et awer an Zuelen nach eng Kéier ënnermauern –: 2013 hate mer 161.000 Frontalieren, ech ronnen of. 2024 sinn dat der 228.000. Mir si bei den Awunner – et misst ee jo da just déi iwwer 15 Joer, well dat sinn déi, déi kënnen signéieren, derbärechnen – vu 537.000 op 672.000 eropgaangen. A vun allen Awunner huele mer awer just déi, déi iwwer 15 Joer sinn – dat sinn ongeféier 85 % vun de Leit – do derbäi. Wann ech dat kumuléieren, d'Frontaliere plus déi iwwer 15 Joer, dann hu mer an där Zäitspann do eng Differenz vun zousätzlech 182.000 Leit, déi potenziell kënnen signéieren. Wann 182.000 Leit méi do sinn, déi kënnen eng Signature maachen, fanne mir, dass een iwwer déi 1.000 Leit, déi et méi mussen sinn, net ze vill dierf streiden. Mir waren eis och an der Kommissioun majoritär an och mat der LSAP eens, fir de Rapport esou unzehuelen op deem dote Punkt. Duerfir menge mir, dass mir sollen do an der Konstanz bleiwe bei deenen 0,6 % an duerfir dat och net a Fro stellen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Schaaf. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Dir sidd wierklech e grousszüege President, ganz indulgent, well mäi Virriedner krut méi Zäit, wéi en zegutt hat. Ech wäert mech nach méi kuerz faassen, well et ass ganz villles gesot ginn, wat ech net brauch ze widerhuelen. Ech wollt awer ass Respekt der Madamm Rapporteur felicitéieren – Merci därerf een net méi soen – ...

(Hilarité)

... fir hire schréftlechen a mëndleche Bericht.

Et sinn e puer Remarken, déi ech wollt maachen. Den éischte Punkt wier effektiv d'Transparenz vun der Administratioun an domadder am Fong geholl, dass ee sech objektiv a kloer Reegelen an dësem Kontext gëtt, Reegelen, déi een och kann novollzéien, wann d'Petitiounskommissioun Decisiounen hëlt. Et ass esou: Mir kréien, wéi scho virdrunner gesot ginn ass, ganz vill Petitiounen eran a mir setzen eis och eescht-haft allkéiers domadder auserneen. Et gesäit ee jo och dann, wéi d'Gesellschaft tickt a wat d'Suerge vun de Bierger sinn, wat hir Doleancé sinn.

De Rapport vu POLINDEX, wou ech d'lescht Woch d'Éier hat, zesumme mam President an dem Sätzungspräsident he hannert mer de Rapport vun Professor Poirier virgestallt ze kréien. Dee Rapport POLINDEX huet gewisen, dass d'Leit och bei eis hei am Land net 100%eg zefridde si mam demokratesche System, an deem mer liewen. Zanter 2004 huet d'Zefriddenheet apparemment ëm – wat war et? – 22 % ofgehol. Den Här Wiseler, de President vun der Chamber, huet awer zu Recht bemierkt, dass mer déi do Analys nach mussen affinéieren, fir méi genee ze gesinn, wat dat och heescht, Zefriddenheet, a fir déi verschidden Äntwerten, déi mer kruten, nach méi eeben am Detail ze studéieren. D'Moderniséierung vun eelefte Kapitel vun eise Chamberreglement soll effektiv dozou féieren, dass d'Bierger nees méi Vertrauen an d'Verwaltung an domadder och generell an d'Politick solle kréien.

E weidere Punkt, dat wier da mäin zweete Punkt, op deem ech wäert agoen, ass d'Tatsaach, dass d'Petitiounskommissioun d'Méiglechkeet kritt, Petitiounen, déi zum Beispill diffamatoresch sinn oder déi dem Allgemengwuel kënnen schueden, direkt kënnen ze verwerfen. Dat ass effektiv nëtzlech, fir déi Prozedur, déi mer en place hunn, méi effizient ze gestalten. Effektiv ass et vu Virdeel, wann net all Propositionen betreffend eng Petitioun muss duerch d'Präsidentenkonferenz goen. Dat ass eng Entlaaschtung op béide Säiten a mécht d'Aarbecht vun der Chamber e gutt Stéck méi einfach.

An dann als leschte Punkt géif ech wéi meng Virriedner kuerz op d'Erhéijung vum Seuil agoen, deem eng Petitioun brauch, fir dass et zu engem öffentlechen Debat kënnt, fir dass dee kann organiséiert ginn. Do sinn och d'Meenungen auserneegaang, net nëmme an der Commissioun, mee souguer doriwwer eras, well et och Deputéiert gouf, déi vläicht souguer nach manner verlaangt hunn, anerer, déi weesentlech méi Signaturé verlaangt hunn. An der Commissioun hu mer de Seuil vun 0,6 % vun der Bevëlkerung eebe bäibehal. Dat sinn also d'Residenté plus d'Grenzgänger. Natierlech ass d'Fro opkomm, ob et elo net méi schwéier géif ginn oder schwéier gëtt, fir eventuell öffentlech iwwer eng Petitioun ze debattéieren. Ech denken awer éischer, dass hei d'Demokratie méi respektéiert gëtt. D'Bevëlkerung ass zanter der Aféierung vun den öffentleche Petitioune gewuess, a mat dësem ugepasste Seuil droe mer dës Croissance dann och Rechnung. Dobäi sief och gesot, dass ee Sujet soll wierklech vu genuch Leit akzeptéiert, jo matgedroe ginn, fir eeben ofzesécheren, dass Sujete behandelt ginn, déi méi Leit an der Bevëlkerung wichteg sinn an dofir och relevant sinn.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, soe Merci fir Är Opmierksamkeet a wënschen Iech nach e schéinen Owend.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An da wier et elo un där honorabler Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. No zwielef Joer ass et wierklech Zäit ginn, déi Adaptatioune ze maachen, iwwer déi mer haut diskutéieren. An als Presidentin vun der Petitiounskommissioun kann ech Iech versécheren, dass mer an eiser Commissioun dës Upassung wierklech net op d'licht Schëller geholl hunn an all eenzelt Changeement kontrovers diskutéiert hunn, natierlech och zesumme mat der Règlementskommissioun. An d'Madamm Tanson huet jo elo de Gros vun de Changeementen schon ernimmt. Dat erspuert mer, nach eng Kéier op alles anzegoen.

Viroop wëll ech eppes ganz kloer soen: Der LSAP geet et drëms, d'Leit ze encouragéieren, sech och weiderhi ganz aktiv derfir anzesetzen, entweeder fir eng Cause oder géint e Problem, deem am generellen Interessi ass. Et geet eis awer och drëm, dass d'Petitiounen, d'Debaten an de Suivi, déi mir dem Petitionär schëlleg sinn, och nach an Zukunft hire Stellwäert behalen. An duerfir brauche mer eebe Changeementen.

Här President, schon eng ganz Rei Petitiounen an duerno den Débat public hei an der Chamber hunn déi jeeweileg Regierungen déi lescht Joren derzou beweegt, ëmzedenken oder sech engem Problem unzehuelen, dee se vläicht ënnerschat haten. Ech ginn Iech d'Beispill vun der Petitioun zejoert iwwer de Remboursement vun de Brëller fir Kanner, opgrond vun där an dem Débat public d'Chamber d'Regierung per Motioun opgefuerdert huet, sech an der CNS dofir staarkzemaachen. Ech bleiwen och optimistesches, dass d'Regierung dat mécht an dat dann och geschitt, sou wéi d'Chamber dat och wollt.

Här President, net an all de Länner ass dat Instrument vun de Petitiounen awer esou beléift wéi bei eis. An et ass immens gutt, dass d'Leit hei esou dovunner profitéieren, well et ass e wäertvollen Outil am Kampf géint Politikverdrossenheet, am Kampf géint Verschwörungstheorien, déi eis Institutioune a Fro stellen, am Kampf géint Leit, déi behaupten, dass d'Chamber de Suerge vun de Biergerinnen a Bierger kee Gehéier gëtt. An duerfir mussen mer dat Instrument vun de Petitioune gutt versueren, heegen a fleegen an eeben och weiderentwéckelen.

Mam neie Reglement gëtt et elo méi kloer, méi transparent a méi einfach fir d'Bierger, eng Demande fir eng Petitioun anzereeche, déi och dann direkt d'Krittären erfëllt, fir kënnen ugeholl ze ginn. Da kënnt d'Petitioun méi séier online, se ka méi séier ënnerschriewe ginn, a mat den Ännerungen huet eng Petitioun, déi de Seuil packt, och d'Garantie, dass den Débat public bannert véier Méint stattfënt. Bis haut ass dat nämlech net de Fall gewiescht. Esou eng Garantie gouf et net. Et ass souguer virkomm an de leschten zwee Joer, dass e Petitionär alt zwielef Méint huet missen op seng Debat waarden. Dat huet ënnerschiedlech Ursachen, op déi d'Petitiounskommissioun elo guer keen Afloss hat, mee dee laangen Délai d'attente huet eebe virun allem domat ze dinn, dass d'Zuel vun den Debate geklomm ass.

D'lescht Joer hate mer der 15 hei am Plenum. Virun eelef Joer, 2014, gouf et der grad emol 5. 2019 waren et der 8. 2022 dunn 12. Mat 15 Debatten hu mer jiddedfalls e Rekord erreecht, dee mer net kënnen an och net sollen depasséieren. D'Petitiounsinstrument ass quasi d'Affair gi vu sengem eegene Succès. An de Fait, dass et een no engem Joer schon erëm genou dat selwecht per Petitioun ka fuerderen, dee Fait riskéiert, d'Instrument ze schwächen, him och d'Valeur, d'Glawwierdegkeet an d'Effikassitéit ze huelen.

Wa 15 Debatten an engem Joer sinn, ass et zäitlech an organisatoresch quasi onméiglech, dem Petitionär

den optimale Suivi ze garantéieren. Duerfir gouf et eeben an der Petitiounskommissioun eng Majoritéit derfir, de Seuil vun de Signaturen ze erhéien, well eeben d'Populatioun an natierlech d'Zuel vun de Frontaliere massiv gewuess sinn. Mir hunn dat elo hei schon am Detail héieren. Et gëtt jo deemno och vill méi potenziell Signatairé wéi virun zwielef Joer. De Seuil, deem 2013 festgeluecht gouf, war equivalent zu 0,65 % vun de Residenten a Frontalieren. Haut mécht dee Seuil nach 0,50 % vun den Awunner a Frontalieren aus. Sollt e bei 5.500 Signaturé leien, wier dat den Equivalent vun 0,61 %.

Leider hu mer trotz villen, villen Diskussiounen an der Petitiounskommissioun, keng Unanimitéit fonnt an dëser Fro. Meng Partei, d'LSAP, ass, wéi gesot, och fir eng Upassung vum Seuil, mee mir wëllen awer d'Lat net ze héich leeën a bei der Applikatioun vun deem neie Berechnungsmodus op 5.400 Signaturen ofronnen an net op 5.500 opronnen. Här Schaaf, duerfir si mer eigentlech do net ganz, 100 % op der Säit vun de Majoritéitsparteien. Mee Dir sidd dat gewinnt. An duerfir wäerte mer eis och an engem Vote séparé zu dësem Artikel enthalen.

Et stëmmt, dass an Zukunft also méi Stëmme néideg sinn. Ab dem 15. Mäerz, wann dee Seuil bei 5.500 sollt festgeluecht ginn, da mussen 1.000 Signaturé méi zesummekommen. Et muss een awer och soen, dass vun deene 15 Petitiounen, déi zejoert hei en Débat public mat sech bruecht hunn, scho 4 Stéck déi 5.500 depasséiert hunn a 5 aner Petitioune eeben och scho méi wéi 5.000 Signaturen haten – also 9 vu 15, déi deem neie Seuil méi wéi sécher gepackt hätten.

Well et muss ee sech och bewusst sinn, dass ee sech eigentlech ëmmer nom Seuil riicht. Et ass e bësse wéi an der Schoul: Wann ee muss 30 kréien, da léiert een och deementspreechend – oder vläicht och méi, hoffentlech. Wann awer 20 duergeet, da gesi mer jo dacks genuch, am Cycle inférieure am Enseignement général, dass vill Schüler sech dann absolutt och guer net méi druginn. D'Erfahrung weist also och bei de Petitiounen, dass d'Mobiliséierung vun enger Petitioun, déi no un de Seuil erukënt, gross bleibt, bis de Seuil dann erreecht ass. An, wéi gesot, eng Petitioun, déi bei 4.480 Stëmme géif scheitern, déi gouf et bis elo nach net. Déi puer Stëmme kritt een dann ëmmer erëm zesummen.

Här President, mir sinn iwwerzeegt, dass dat neit Reglement dem Instrument vun de Petitioune gerecht gëtt. Mir kréien, zemoos och mat deem neie Site, deem de 15. Mäerz online geet, méi einfach an transparent Prozeduren a mir behalen Débats publics, déi pertinent sinn a wou mer als Chamber och kënnen derfir suergen, dass esou Debatten och déi richteg an néideg Konsequenze kréien.

Dofir stëmme mer de Rapport, wäerten eis awer beim Artikel vum Seuil, wéi gesot, enthalen. An zum Schluss, vu menger Säit e ganz grouse Merci un de Service vun der Petitiounskommissioun, un d'Roberta Pinto an un de Joé Spier. Si maachen eng formidabel Aarbecht an ouni si wiere mir haut net hei a kéinten dat hei net stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Closener. An da wier et elo un der honorabler Madamm Lexy Schoos. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Léif Kollegeinnen a Kollegen, Här Chamberspräsident, eise

Petitionssystem gëtt vun anere Länner begréisst, well en d'Bierger méi no un d'Politick bréngt beziehungsweise se méi direkt drun deelhuele léisst.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Mee och eise System kann ëmmer erëm verbessert ginn. D'Detailer hu mer grad gutt erklärt kritt vun der Madamm Rapportrice, dowéinst wäert ech dorop net weider agoen.

Mee d'Prozedure solle fir d'Bierger méi kloer ginn, esoudatt dës genau wëssen, wat hir Rechter a wat hir Flichte sinn. Dat nämmlecht géllt natierlech fir d'Chamber respektiv fir déi concernéiert Kommissioun.

Als ADR begrëisse mir déi verschidden Upassungen, ausser dem Hiewe vum Grenzwäert vun den Ënnerschrëften, déi noutwendeg sinn, fir dass eng Petition an der Chamber ëffentlech debattéiert gëtt.

Dëse Grenzwäert, wéi mer virdu schonn héieren hunn, soll elo vu 4.500 op 5.500 Stëmme gehuewe ginn. D'Berechnung krute mer och en long et en large erklärt. Mee dat ënnerstézte mir als ADR net a mir gesinn et och als Feeler un.

Dëse Grenzwäert soll dann och bei all Legislaturperiod nei evaluéiert ginn. Seng Berechnung baséiert op der Entwécklung vum demografesche Wuesstum, a wéi mer all wëssen, klëmmt deen ëmmer weider. Mir sinn eis also all bewusst, dass och dëse Grenzwäert ëmmer weider klëmmt.

Och elo sinn et schonn net vill Petitiounen, déi de Wee bis an d'ëffentlech Debatt an der Chamber packen. D'ADR ass der Meenung, dass dat iwwert d'Zäit nach wäert manner ginn. De Grond läit awer net doran, datt d'Leit sech net méi fir d'Sujeten interesséieren, ...

(Interruption par Mme Francine Closener)

... mee éischer doran, datt d'Leit d'Motivatioun ëmmer weider verléieren, sech ëffentlech ze engagieren a kloer Positioun ze bezéien, wa si schonn am Virus wëssen, datt de Wee zum ëffentlechen Debat ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Schoos huet d'Wuert ganz eleng!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | ... an der Chamber ëmmer méi schwéier gemaach gëtt. Et kann ee sech also d'Fro stellen, wat wierklech mam Erhéije vum Grenzwäert erreecht gi soll. Jiddereen heibannen, deem Biergerbedeelegung an Demokratie wichteg ass, kann am Prinzip nëmme dogéint sinn.

Der ADR ass et wichteg, dass d'Bierger dësen Outil vun der Demokratie esou einfach wéi méiglech notze kënnen, fir aktiv un der Politick deelzehuelen. De Bierger kritt esou d'Geleeënheet, seng Meenung mat der Chamber ze diskutieren an domat an den ëffentleche politeschen Debat ze bréngen. An et ass d'Aufgab vun der Politick, dem Bierger dësen Outil méi no ze bréngen an och d'Bedeitung dovunner ze erklären.

D'ADR ass och der Meenung, dass déi direkt Demokratie generell nach méi muss gefërdert ginn, zum Beispill iwwer Referenden, wéi een et aus der Schwäiz kennt. Et ass wichteg, op kruziale Sujeten déi ganz walberechtigt Bevëlkerung direkt ze froen. Et kéint ee souguer iwwerleeën, bestëmmt Krittären ze definieren, déi et erméiglechen, datt Petitiounen enger Referendumsprozedur ënnerworf ginn.

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | D'ADR steet fir méi Demokratie. Fir eis ass et onakzeptabel, dass de

Grenzwäert vun den néidegen Ënnerschrëfte fir d'Petitiounen gehéicht gëtt!

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | D'Demokratie läit an der DNA vun der Alternativer Demokratescher Reformpartei.

(Brouhaha)

Dowéinst proposéieren ech menger Fraktioun, ...

Une voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | ... dës Ännerung vum Chambersreglement net unzehuelen. Beziehungsweise, wann et zu engem Vote séparé komme sollt, da wäerte mer eis natierlech géint den Artikel 165quater Paragraf 5 entscheden an awer beim Rescht natierlech derfir stëmmen.

Madamm Closener, ech hunn nach kuerz Zäit. Jo, Dir hat grad gesot, et si 15 Petitiounen bis an d'Chamber komm, mee et muss een et jo a Relatioun gesinn, wéi vill iwwerhaupt ugeholl gi sinn a wéi vill vun deene Petitiounen de Seuil vu 4.500 gepackt hunn an dann eeben dovunner da 15, déi dann an d'Chamber komm sinn.

Merci.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Closener, Dir wëllt der Madamm Schoos eng Fro stellen. Sidd Der domat d'accord, Madamm Schoos?

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, ech wollt eigentlech dorobber reagieren, wann ech däerf. Ech weess net, ob Der mech héiert.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, am Fong hutt Der keng Reaktioun zegutt. Dir kënnt eng Fro stellen a wann Der nach wëllt an Zäit hutt, duerno nach eng Kéier d'Wuert huelen, mee ...

Mme Francine Closener (LSAP) | Ech wollt froen, Madamm Schoos: Wat ass da méi wichteg? Dass mer hei bal all Mount zwee Debatten hunn oder dass mer et dann och fäerdegréngen, aus deenen Debatten dann och als Chamber Konklusiounen ze zéien, déi dem Petitionär Satisfaktioun ginn?

Wa mir all gudder Broutdag hei eng Debatt hunn, déi guer näischt bréngt, wou mer guer keng Konklusiounen kënnen zéien, well mer et net kënnen ëmsetzen, weeder als Chamber nach als Regierung nach als Administratioun: Wat huet de Petitionär wann ech gelift do dervun? Guer näischt!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Ech hu jo net gesot, dass mir de Seuil ofschafe sollen. Ech hu just gesot, dass mer e bei 4.500 hale sollen. En natierlech ass et ganz wichteg, wat fir Konklusiounen mer doraus zéien, well soss ass d'Motivatioun nach méi niddreg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Meris Sehovic elo d'Wuert. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischst vläicht déi positiv Aspekter, déi mer mat der Modifikatioun vum Reglement kënnen erreechen. Et ass ugeschwat ginn: Mir kréie méi Kloerheet, méi Novollzéibarkeet, wat d'Préifung vun de Petitiounen ueget, d'Rezevabilitéit vun de Petitiounen ueget. Mir kréie kloer Reegelen, déi och fir d'Biergerinnen an d'Bierger méi novollzéibar sinn.

Dofir soen ech der Presidentin vun der Règlemetskommissioun a Rapportrice Merci an och der Presidentin vun der Petitiounskommissioun Merci. Ech

wëll awer och – an dat, fannen ech, muss ee vläicht op dëser Plaz och eng Kéier betounen – Merci soen eigentlech de Kolleeginnen a Kolleegen allegueren, déi an der Petitiounskommissioun schaffen. Mir huelle keng Decisiounen. Mir diskutiere vill, an ech mengen, dass mer eigentlech ëmmer zu gudder Resultater kommen.

Da muss ech awer e bëssen aus der Konsenslogik ausbriechen, well et gëtt dann awer ee fundamentale Punkt an deem heite Reglement, wou et en Desaccord gëtt an dee Géigestand war vu ganz, ganz villen Diskussiounen an der Kommissioun – oder an de Kommissiounen.

D'Petitionsrecht ass eent vun de wichtegsten Instrumenter vun der Biergerbedeelegung. D'Petitiounen erlaben et de Leit, hir Suergen direkt un eis, un hir gewielte Volleksvertriederinnen a Volleksvertrieder, erunzebréngen. A genee dat gëtt elo mat dem Eropsetze vum Seuil leider méi schwéier gemaach.

Déi geplangten Erhéijung vum Seuil fir eng ëffentlech Debatt an der Chamber ass dofir eiser Meenung no e kloer Réckschrëtt fir d'Demokratie. Haut brauch ee 4.500 Ënnerschrëften, an Zukunft sollen et der 5.500 sinn. Dat heescht: méi Hürden, manner Gehéier fir d'Biergerinnen a fir d'Bierger.

Eent vun den Haaptargumenter, dat an der Diskussioun och ugefouert ginn ass, wat virdrun och kuerz ugeklongen ass, ass, dass ze vill Petitiounen zu ze villen Debatte géingen hei an der Chamber féieren, an dat géif de Risiko mat sech bréngen, dass d'Chamber iwwerlaascht ass.

Mee Léif Kolleeginnen a Léif Kolleegen, ass net genee dat eis Aufgab? Et ass doch eis Aarbecht, de Biergerinnen a Bierger nozelauschten an hir Uleissen eescht ze huelen, net hinnen d'Méiglechkeet ze huelen, iwwerhaupt Gehéier ze fannen. Wa sech d'Leit d'Méi maachen, Dausende vun Ënnerschrëften ze sammelen, dann hu si et verdéngt, dass mir eis mat hire Sujeten auserneesetzen an net dat maachen, wat mer elo grad amgaange sinn ze maachen, d'Lat nach méi héich ze setzen an deene Leit dann ze soen: „Ma nee, gitt nach eng Kéier zréck, sammelt nach eng Kéier 1.000 Ënnerschrëften!“

Manner ëffentlech Debatten iwwert d'Petitiounen heescht manner politesch Matbestëmmung. Manner politesch Matbestëmmung heescht manner Vertrauen an eis Institutiounen. A grad elo an Zäite vu wuessender Politickverdrossenheet sollte mir alles anescht maachen, wéi d'Leit nach weider vun der Politick ofzekoppelen.

Wat ass dat fir e Signal, wat mer hei erausschécken? Dass d'Biergerinnen an d'Bierger Iech nëmme dann interesséieren, wann et ëm hir Stëmme geet, awer net, wa si konkret Problemer uschwätzen? Dass hir Uleiese just dann eng Plattform kréien, wann et der Majoritéit hei am Haus passt?

(Brouhaha)

D'Realitéit ass: Dir wëllt de Leit d'Méiglechkeet huelen, Iech drun ze erënneren, dass se och tëscht de Wale sollen a kënnen matschwätzen. An dat, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass net nëmme falsch, mee et ass och geféierlech!

Kuckt d'Zuelen aus dem POLINDEX 2024. D'Satisfaktioun mam demokratesche System fällt zanter Joren. Besonnesch bei de Jonken ass d'Vertrauen an d'Demokratie alarmierend niddreg. A wat ass d'Äntwert drop vun der Majoritéit? Net méi Biergerbedeelegung, net méi Transparenz, mee au contraire méi Hürden, méi Distanz, méi Ofschottung!

Wësst Der, wéi dat ausgesäit? Dat ass eng Majoritéit, déi Angscht huet, de Leit nozelauschten. Eng

Majoritéit, déi de Courage net huet, sech mat onbequeemen Theemen auserneezenesetzen, ...

(Exclamations)

... an déi dofir léiwer d'Bierger aus dem Parlament eraushält, aus der Debatt eraushält, amplaz hinnen eng Stëmm ze ginn.

déi gréng wäerte géint dës Erhéijung vum Seuil stëmmen, ganz kloer. An dofir hu mir och mat der Ënnerstëtzung vun enger Rei Kolleeginnen a Kolleegen e Vote séparé op deem dote Punkt ugefrot.

Demokratie leeft net vu manner Biergerbedelegung, mee vu méi. A mir sollten eis dat zu Häerz huelen.

An ech soen Iech Merci.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Dass mer d'Timeline nach konnten anhalen, ass eigentlech e Wonner, well et ass vill verhandelt ginn. Et ware vill konstruktiv Gespréicher. Ech muss och soen, den Text a sech ass richtig gutt ginn an e geet op vill Punkten an, wou mer an der Kommissioun festgestallt hunn, dass se mussen verbessert ginn.

Well d'Petitioune sinn nun emol eng erfollegräich Méiglechkeet, fir dass de Bierger den direkten Drot zu eis, zu der Chamber, kritt an eis direkt seng Problemer ka matdeelen. Jo, dofir gétt et och vill Petitiounen, well d'Problemer wuessen an och d'Veilfält wísst. Et ass eng gefüllten Demokratie, déi mer dem Bierger net sollten ewechhuelen, mee do kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck.

Ech verstinn och d'Majoritéit, dass net all Petitioun, déi duerchkomm ass bei deene 15, hinne gefall huet. Mee och dat gehéiert zur Demokratie derzou. Ech ginn herno nach eng Kéier op de Seuil an, ier ech elo d'Reegelen huelen, wou aus den Erfarungen eraus, déi mer an deene leschte Joren haten – ech mengen, ech maachen dat elo siwe Joer an der Kommissioun –, et huet missen ugepasst ginn.

Virun allem LuxTrust. Dobaussen hunn ech och e bësse Kritik héieren, dass et op eemol LuxTrust wär. Mir hu keen anere Choix gehat. Mir hate Petitiounen, wou mer net woussten, ob dat wierklech den Auteur ass oder net. An da sëtzt een och domm do als Petitiounskommissioun. Do muss een onbedéngt wëssen, ob dat dee Richtegen ass, wann een deen Numm schreift, oder net. Well dat ass och eng Verifikatioun. An dat ass wierklech eppes Wichteges, wann een eng Petitioun eragëtt, dass een herno och sécher ass, dass et dee war.

Da sollen d'Texter kloer sinn. Jo, dat ass natierlech e Lastik. Ech erënnere mech nach gären un déi Zäit zréck, wéi de Gusty Graas bei eis an der Kommissioun war, ...

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | ... wou de Gusty Graas an ech oft enger Meenung waren, mee mir zwee zimmlech oft eleng där Meenung waren, ...

(Interruption par M. Gusty Graas)

... well mir der Meenung waren, dass an d'Petitiounen net ze vill agegraff sollt gi vun der Kommissioun, wat dat Textuellt ubelaangt. An dat ass och wichtig, dass mer dat an Zukunft bäibehale sollen, well et ass de Bierger, dee se geschriwwen huet an et soll net herno d'Meenung vun der Kommissioun erëmस्पигelen. Dat ass eppes Wichteges.

Mir wëllen natierlech och, dass keng Feeler drastinn, well deen, dee se eraginn huet, soll sech jo och dobaussen net blaméieren. Et ass richtig, dass esou Saache mat engem Hinweis solle verbessert ginn. An et ass mir awer wichtig, dass déi Persoun et selwer verbessert an dass net herno e Chamberservice hiheet an déi Aarbecht mécht fir de Bierger, well et ass nach ëmmer dem Bierger seng Petitioun an et ass net d'Chamber, déi se textuell herno soll verfälschen.

Wat elo gutt ass, ass, dass d'Regierung endlech hir Plattform fonnt huet, wéi eng Petitioune u wéi e Minister sollte goen. Dat ass eppes, wat mer scho länger diskutéiert hunn. D'Regierung wosst jo net, wa mir eng eraginn hunn, u wien et sollt goen. Dat war komesch. Et war, mengen ech, éischter esou en Alibiargument, fir et net ze maachen. Elo mam neie Reglement mussen si déi Plattform schafen a si müssen et endlech maachen.

Wat ganz wichtig ass – an dat ass leider rezent de Fall gewiescht –, ass, dass mer kënnen Petitioune zeréckzéien, well mir blaméieren eis als Chamberskommissioun, wann ee sech net un d'Reegelen hält – ech soen elo den Numm net, mee et war ëm e Logo gaangen – an herno kënnen déi Petitioun awer duerch a se gétt hei debattéiert. Da brauche mer keng Reegelen! Dat doten ass ganz gutt, dass mer dat elo an d'Reglement geschriwwen hunn, dass een déi an deem Fall kann zeréckzéien. Well dat ass och Demokratie. Well all Petitioun soll sech un déi selwecht Reegelen halen, an et geet net, dass ee quasi mat engem Faux probéiert, méi Stëmmen ze kréien, an déi awer herno hei debattéiert gétt. Mee ech mengen, dee Fall ass jo nach net ganz ofgeschloss. Mir kucken, ob se bis heihier wäert kommen oder net.

Dann zu dem Seuil: Ech verstinn, dass do Parteien anerer Meenung kënnen sinn. Ech mengen, wann ech richtig eraushéieren hunn, si souguer d'Deputéiert innerhalb vun de Parteien anerer Meenung. Dat ass awer och ganz demokratesch. Och do gétt et verschidde Meenungen.

Also, ech sinn een ... Et sinn der 15 gewiescht. Ech wär och fir 30 komm! Dat hätt mech net gestéiert. Ech fannen et gutt, wann de Bierger en direkten Accès huet. A wann en dofir nëmme 4.500 Ënnerschrëfte brauch, ass dat fir mech och ok. A wann et en Zäitproblem ass: Ech mengen, dat soll d'Demokratie eis wäert sinn. Also, ech soen elo e bësse pickeg: Ech géif op verschiddenen Heur-d'actualitéen, wou een heiansdo mengt, se wiere just ugefrot, fir op de Mikro ze kommen, léiwer verzichten, awer dofir géing ech gär de Bierger héieren, ...

(Brouhaha)

... géing ech gär de Bierger hei héieren.

Ech hu keng Nimm genannt a keng Partei. Jiddereen däréif sech do seng Meenung maachen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, loosst Iech net stéieren!

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, Här Di Bartolomeo, wann ech de Compteur géing kucken tëscht LSAP a Piraten an deenen Heur-d'actualités-Geschichten ... Also, ech hunn elo keng Nimm gesot, mee Dir stëppelt jo gären.

Also, déi 4.500 ...

(Interruptions)

Souguer wa mer se géinge pro Deputéierten erofrechnen!

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, wann ech gelift kommt zum Sujet zréck!

M. Marc Goergen (Piraten) | O, et ass den Här Di Bartolomeo, deen hei erëm wollt ...

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, kommt, mir kucken, dass mer elo zum Schluss kommen. Den Här Goergen huet d'Wuert an déi aner schwätzen elo net dran!

M. Marc Goergen (Piraten) | Zu deene 4.500: Also, mir sinn der Meenung, et hätt kënnen bei deene 4.500 bleiwen, well mech, wéi ech virdu gesot hunn, stéiert et net, wa mer e puer Petitioune méi hei mussen behandelen.

Dir hutt virdu zum Beispill richtegerweis d'Petitioun vun de Brëller genannt. Déi wär awer net komm bei deene 5.500. Elo kann een natierlech ... Déi hat 5.474. Ech hat mer virdu e bëssen d'Zuelen ugekuckt. Dat si keng 5.500. Se wär net komm. Plus déi, déi net valabel sinn, da wär et schwéier ginn. Dat selwecht bei där vum Handy an der Schoul: 4.775. Et gétt der e puer, déi do net diskutéiert gi wäeren. An dat ass eigentlech de kruziale Punkt.

Elo kann een déi Theorie entwéckelen, déi ech awer net ënnerstëtzen, dass elo automatesch méi Leit wäerten ënnerschreien. Ech hoffen, Dir hutt Recht a mir hunn d'nächst Joer méi wéi 15 Petitioune. Well et ass dat, wat ech zum Schluss nach wollt matginn. Da kommt, mir moossen eis drun, ob elo méi Petitioune kommen! Well wann et der manner sinn, da wësse mer jo ganz kloer, dass d'CSV an d'DP just wollten, dass d'Leit manner kënnen matschwätzen. Dann hu se zwar hiert Zil erreicht, mee dat ass keng Demokratie, wou d'Leit kënnen matschwätzen.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Wat sot Der?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, wannech gelift!

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass net dat Zil, wat mer an enger Demokratie sollten hunn. Mee mir sollte méi Matbestimmung ... Dir kënnen Iech elo opreegen. Mee mir haten an der Kommissioun souguer Leit, déi wollten nach méi en héije Seuil. Also, dat wier jo nach méi schlëmm ginn! Mir sollten dem Bierger d'Dieren an der Chamber opmaachen ...

(Interruption par la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... a mir sollten ophalen, d'Dieren zouzemaachen!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. D'Wuert ass elo fir den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ier ech zum Seuil kommen, just awer och nach eng kleng Remark, wat d'Hëllef ugeet fir d'Petitionären. Well d'Petitionsrecht, wat souwisou e ganz aalt parlamentarescht Recht ass, net just zu Lëtzebuerg, ass jo awer och eng Déngschtleschtung fir de Bierger. A mir hunn oft driwwer geschwat, den Här Goergen huet dervunner geschwat, dass mer oft déi Diskussiounen hunn, awéieren een, tëschtent Guillemeten, „agräife“ soll an enger Petitioun, déi mer esou brut erakréien.

An do ass ëmmer eng Diskussioun. Ech sinn och net der Meenung, an ech war och ni der Meenung, dass ee soll inhaltlech agräifen. Mee et muss een awer eng Hëllef kënnen leeschten, och wat d'Schrëft ugeet,

well d'Mënschen, d'Leit, sinn net all gläich virun der Schrëft. Dat ass ganz kloer!

(Interruption)

Jo, Här ...

(Interruption)

Dat ass eng liberal Aschätzung, wou et nëmme den Individuum gëtt an ob een d'Chance hat, eng gutt Educatioun ze kréien oder eng manner gutt Educatioun ze kréien. Do ass jiddereen op sech eleng gestallt.

Ech gesinn dat net esou. Ech sinn der Meenung, datt gewësse Leit vläicht net onbedéngt déi selwecht Facilitéit hunn ze schreiwen – wat net heescht, datt se méi Schwierigkeeten hunn nozedenken; dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn – an datt een awer muss kënne soen: „Voilà, mir hëllefen Iech, eng Saach besser a méi propper ze formuléieren, sief et orthografesch oder vläicht och legistescht et cetera.“ Soss reproduzéiere mer och sozial Inegalitéiten, ënner aneren.

Bon, zum Seuil: Jo, mir bedauern och e bëssen d'Frilositéit, zemoos d'Frilositéit vun den dräi gréissere Parteien, déi vläicht heiansdo ze laang a Regierunge sinn a vläicht och de Wëllen oder d'Bestriewunge vun der Bevëlkerung heiansdo e bëssen aus den Ae verléieren. An dat gesi mer jo och hei an der Petitiounsdebatt.

Mir hu laang doriwwee diskutéiert, an haaptsächlech iwwert dee Punkt do, an der Petitiounskommissioun. An ech hunn och zu deene gehéiert, déi gesot hunn: Mir sinn net der Meenung, datt elo déi Erhéijung vun 1.000 Signaturen à froid e gutt Signal géif-bréngen!

A wann een och nach seet: „Mee pass op, mir kréien ze vill Petitiounen!“, dann ass dat och kee gutt Signal un d'Petitionäre geschéckt. An et ass guer net esou evident, 4.500 Signaturen ze erreechen. Dat hänkt och ganz dervunner of, wéi ee sech uleest. Dat hänkt dervunner of, ob vläicht d'Meedien an d'Press e Sujet méi interessant fanne wéi en aneren an dann och vun deem schwätzen oder net vun deem schwätzen. Also, esou déif ass dee Seuil guer net.

Et ass eng brutal Augmentatioun. Natierlech, 2013, deemools hätten d'Leit, déi de Règlement oder déi Reegele festgeluecht hunn, sech kënne virstellen, datt d'Bevëlkerung changéiert mat der Zäit, am Prinzip wiisst, wann alles gutt geet, an datt een dat hätt kënnen adaptéieren. A vläicht wieren d'Spillreegele méi kloer gewiescht, wann een dann eng Adaptatioun gehat hätt a wann ee schon direkt am Ufank gesot hätt: „Bon, ok, no all Legislatuur“, ech hat ee Moment souguer im Eifer des Gefechts gemengt alljoers, dat ass vläicht e bëssen iwwerdriwwen, mee weinstens all Legislatuur, „augmentéiere mir dat.“ Da wier dat och an der Bevëlkerung akzeptéiert ginn, well et ass jo eng relativ Zuel. Et ass e Koeffizient vun 0,6 % vun de Residenten a vun de Frontalieren – also net all déi Leit, déi am Registre national des personnes physiques sinn, ëmmerhin –, well dat sinn och all déi, déi kënnen ënnerschreiwen. Bon.

Vläicht hätt ee sech och kënnen eng aner Léisung iwwerleeën, amplat de Seuil ze änneren, datt een de Koeffizient ännert an datt een deen un den aktuelle Seuil adaptéiert. Dat heescht, mir bleiwe bei 4.500 an datt mer duerno lues a lues allkéiers de Seuil eropsetzen op eng méi duuss Aart a Weis.

Elo wäerte mer relativ brutal de Seuil ëm 1.000 Signaturen eropsetzen. An dat ass wierklech kee gutt Signal fir d'Petitionären dobaussen. Et wäert schon eendeitig méi schwéier sinn. Voilà, deementsprechend wäerte mir natierlech och beim Vote séparé matstëmme.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wäeren dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner an den Debat zu dësem Punkt ofgeschloss.

Et ass vun deene Gréngen e Bréif eragereecht ginn, fir e Vote séparé ze maachen, deen och vun anere Fraktiounen a Sensibilitéit mat ënnerschriwwen ass. Op Basis vum Artikel 48 vum Chambersreglement ass ee Vote séparé gefrot ginn. Et gëtt gefrot, e Vote séparé iwwert den Artikel 165quater Paragraf 5 ze maachen. Mir mussen dann eenzel iwwert dësen Artikel ofstëmme.

An d'Fro ass elo esou: Wien d'accord ass mat dem Artikel 165quater Paragraf 5, esou wéi de Projet de loi e proposéiert, dee soll mat Jo stëmme, all déi, déi dergéint sinn, mat Neen, an déi, déi sech enthalten, solle sech enthalten. Ech mengen, d'Instruktiounen sinn elo kloer.

Vote séparé sur l'article 165quater, paragraphe 5, de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

An da géing ech dëse Vote séparé opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Oui: 35, Non: 13, Abstentoun: 12.

Dësen Artikel ass also esou ugeholl, wéi en am Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement virgesinn ass, mat 35 Jo-Stëmme géint 13 Nee-Stëmme bei 12 Abstentounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamten Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement. Den Text steet am Document parlementaire 8497¹.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8497

An och hei fänkt d'Ofstëmme elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmm, keng Abstentoun.

Dësen Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement ass also eestëmme ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Nathalie Morgenthaler), Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An hei brauche mer natierlech keng Dispens ze froen. An dann ass domat dëse Punkt och ofgeschloss.

20. Désignation d'un Ombudsman

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun dëser Woch.

Esou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 22. August 2003 iwwert den Ombudsman an d'Artikelen 130 bis 134 vum Chambersreglement et virgesinn, ass d'Chamber derzou opgeruff, haut en Ombudsman ze designéieren.

No den Dispositiounen vun den Artikelen 131 an 132 vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat dräi Persounen arrétéiert, déi un d'Deputéiert verschéckt ginn ass an och nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass.

Dat sinn an alphabeetescher Reiefolleg: den Här Jan Kayser, d'Madamm Claudine Konsbruck an d'Madamm Tine Annemarie Larsen.

D'Chambersreglement gesäit vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature sinn och valabel.

Esou wéi den Artikel 71 Alinea 3 vun der Constitutioun et virgesäit, erfollegt d'Designatioun vum Ombudsman duerch eng qualifizéiert Majoritéit, dat heescht zwee Drëttel vun den Deputéierten, also 40 Stëmme.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi qualifizéiert Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballotage, an deem déi zwee Kandidaten vertruuede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmgläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballotage ze designéieren. An dësem Spezialtour, an nëmme an dësem Spezialtour, geet dann eng einfach Majoritéit duer.

Beim Ballotage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder ee Kandidat kritt déi qualifizéiert Majoritéit vun de Stëmme an ass da gewielt.

Oder et ass Stëmme gläichheet an da kënn et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour kee Kandidat eng qualifizéiert Majoritéit kritt oder et ass erëm Stëmme gläichheet, da muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Oder kee Kandidat kritt eng qualifizéiert Majoritéit an et ass keng Stëmme gläichheet, da muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Ech ginn elo dervunner aus, datt déi Situatioun kloer ass an datt d'Aart a Weis, wéi mer hei prozedéieren, och fir jiddweree kloer ass. Da fänke mer mam Walvirgang un.

Ech wëll d'Chamber nach eng Kéier drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däréf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel nämlech ongültig.

Ech géif Iech elo bieden, d'Stëmmziedele wann ech gelift auszedeelen.

Wann elo jiddweree en Ziedel huet, géing ech Iech bieden, datt Der mir och nach ee géingt ginn. Dat wär ganz gentil. Villmools merci.

Vote secret sur les candidats au poste d'Ombudsman

Sou, an da maachen ech, wéi üblech bei dëser Prozedur, den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Voilà, dat wär gemaach.

An da géing ech d'Sëtzung ënnerbriechen, fir datt kann ausgezilt ginn.

(La séance publique est suspendue à 18.35 heures.)

(La séance publique est reprise à 18.41 heures.)

Ech maachen d'Sëtzung erëm op.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 57. Blank Stëmmziedelen: keen. Ongültig Stëmmziedelen: keen. Gültig Stëmmziedele follglech: 57. Bei enger Zweedréttelmajoritéit, déi bei 40 an dëse Walen ass.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt:

Den Här Jan Kayser huet 3 Stëmme. D'Madamm Claudine Konsbruck huet 51 Stëmme. An d'Madamm Tine Annemarie Larsen huet 3 Stëmme.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedréttelmajoritéit vun 51 Stëmme decidéiert, datt d'Madamm Claudine Konsbruck eisen neien Ombudsman gëtt.

Domat wär déi Wal dann ofgeschloss.

An domat wär och eis Sëtzung vun haut ofgeschloss. Déi nächst Sëtzunge si fir den 18., 19. an 20. Mäerz virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.40 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Taux d'absentéisme	1464	André Bauler, Carole Hartmann	41	Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg	1615	Tom Weidig, Fred Keup	52
Mise sur le marché du lecanemab	1561	Ricardo Marques	41	Réservation d'une place dans une maison de soins	1616	Dan Hardy	52
Sécurité dans les établissements hospitaliers	1591	Laurent Mosar	42	Grève des employés d'un club de football luxembourgeois sur fond de salaires impayés	1617	Marc Baum	52
Radars sur les grands chantiers autoroutiers	1597	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	43	Représentations diplomatiques de l'Union européenne	1618	Franz Fayot	53
Bien-être des enfants	1598	Francine Closener, Ben Polidori	43	Décarbonisation chez ArcelorMittal	1619	Franz Fayot	53
Biocarburant pour l'aviation	1600	Jeff Engelen	44	Annonce de l'augmentation des frais universitaires et d'inscription pour le semestre d'hiver 2025-2026 à l'Université du Luxembourg	1620	David Wagner	53
Stratégie d'adaptation au changement climatique	1601	Françoise Kemp	45	Refoulements de migrants par les garde-côtes grecs	1621	Paulette Lenert	54
Centrale hydroélectrique à Rosport	1602	Stéphanie Weydert, Jeff Boonen	45	Violence domestique	1622	Dan Hardy	55
Logements appartenant à Caritas	1603	Sven Clement	46	Contenu sponsorisé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	1623	Ben Polidori	55
Lignes de bus express	1604	Gilles Baum, Corinne Cahen	46	Permis de pêche	1624	Marc Goergen	56
Négociations entre la FFLAM et la CNS	1605	Sven Clement	47	Position luxembourgeoise par rapport à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN	1625	Sam Tanson	56
Convention tendant à éviter les doubles impositions avec les États-Unis d'Amérique	1606	Fred Keup, Tom Weidig	48	Aires de jeux inclusives	1626	Mandy Minella	56
Faillite de Liberty Steel	1607	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	48	Régime d'aide à l'investissement à finalité régionale	1627	Joëlle Welfring	56
Révision des attributions des professions de santé	1608	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo	48	Allocations accordées par l'Office national de l'enfance	1628	Marc Goergen	57
Travail d'utilité collective (TUC)	1609	Fred Keup	49	Système d'information relatif aux règles techniques	1629	Sven Clement	57
Plateforme « www.calculix.lu »	1610	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	49	Accords salariaux	1630	Yves Cruchten, Ben Polidori	58
Centre pénitentiaire de Givenich	1611	Dan Biancalana	50	Transfert de données personnelles de donateurs d'une entité juridique vers une autre	1631	Djuna Bernard, Sam Tanson	58
Parc automobile luxembourgeois	1612	Ben Polidori	50				
Cours de l'action de la Société européenne des satellites (SES)	1613	Francine Closener	51				
Planning fiscal agressif	1614	Franz Fayot	51				



Impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail et l'économie au Luxembourg	1632	David Wagner, Marc Baum	58	Présence de la police dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville	1669	Laurent Mosar	72
Présence de souches du virus de la poliomyélite dans les eaux usées en Allemagne	1633	Djuna Bernard	60	Installation d'appareils d'ostéodensitométrie supplémentaires	1671	Djuna Bernard	72
« Space Mining »	1634	Tom Weidig	60	Confusion entre politique de parti et fonctions ministérielles	1672	Marc Goergen	73
Système d'appréciation dans les établissements publics	1635	Yves Cruchten, Ben Polidori	61	Subside « qualité+ »	1673	Jeff Engelen	73
Subsides accordés aux clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée	1636	Sven Clement	61	Imposition des grandes fortunes aux Pays-Bas	1674	Franz Fayot	73
Proposition française concernant le télétravail	1637	Sven Clement	61	Bibliothèques publiques	1675	Alexandra Schoos	74
Personnel du secteur d'aides et de soins	1638	Dan Hardy	61	Garantie d'achèvement	1677	Diane Adehm	75
Plaques d'immatriculation personnalisées	1639	Ben Polidori, Yves Cruchten	62	Instructions disciplinaires de l'IGP	1678	Meris Sehovic	75
Recyclage des installations photovoltaïques	1641	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	62	Logements dédiés dits de réserve	1679	David Wagner, Marc Baum	75
Accident d'un bateau sur la Moselle	1642	Jeff Engelen	62	Chasses battues	1680	Marc Goergen	76
Agressions contre le personnel pénitentiaire	1643	Dan Hardy	63	Médicaments contre le rhume contenant de la pseudoéphédrine	1683	Gérard Schockmel, Gilles Baum	76
Transferts de fonds d'une plateforme d'échange de cryptomonnaies vers une banque luxembourgeoise	1645	Marc Goergen	64	Contrôle de logements sociaux sans préavis	1684	Marc Goergen	77
Experts engagés par le Conseil arbitral de la sécurité sociale	1646	Marc Goergen	64	Initiatives favorisant l'employabilité des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale	1685	Joëlle Welfring	77
Expulsion de personnes de structures d'accueil et conditions pour la délivrance d'une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires	1647	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	64	Cours de langues et de vivre-ensemble pour les demandeurs de protection internationale	1686	Joëlle Welfring	77
Conflits au sein des administrations communales	1648	André Bauler	65	Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale	1687	Joëlle Welfring	78
Fuite d'un meurtrier du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck	1649	Charles Weiler, Jean-Paul Schaaf	65	Liberté de panorama	1688	Alex Donnersbach	78
Activités des services de renseignement russes	1650	Octavie Modert	65	Éventuels abus dans la prescription d'Ozempic	1689	André Bauler, Gérard Schockmel	79
Découverte de 141 pièces de monnaie romaines	1651	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	66	Impact des nouveaux horaires d'ouverture des commerces sur la garde d'enfants	1690	Marc Goergen	79
Plateforme digitale « Supply4Future »	1652	Ben Polidori	66	Impact des nouveaux horaires d'ouverture des commerces sur les transports publics	1691	Marc Goergen	79
Fuite d'un meurtrier du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck	1653	André Bauler, Fernand Etgen	66	Vente de carburants et infrastructures de stations-service	1692	Marc Goergen	80
LUXembourg IT for Healthcare (LUXITH)	1654	Sven Clement	67	Double imposition des pensions	1693	Liz Braz	80
Pénurie d'orthophonistes au Luxembourg	1655	Sven Clement	67	Règlement européen « CRR3 »	1694	Diane Adehm	80
Financement de la reconstruction des territoires	1656	Yves Cruchten, Franz Fayot	68	Obligations comptables imposées par la nouvelle loi sur les ASBL et les fondations du 7 août 2023	1696	André Bauler, Mandy Minella	81
Interdiction des moteurs thermiques pour les véhicules neufs à partir de 2035	1657	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Franz Fayot	68	Impact de la situation politique en Syrie sur le droit au regroupement familial	1698	Meris Sehovic	81
Grippe aviaire	1658	Claude Haagen, Paulette Lenert	68	Application de la circonstance aggravante dans le cadre de l'article 454 du Code pénal	1700	Sam Tanson	81
Salariés handicapés	1659	Georges Engel	68	Pollution des eaux par le TFA	1702	Joëlle Welfring	82
Explosions à Mont-Saint-Martin	1660	Marc Goergen	69	Bénéficiaires des programmes PEARL et ATTRACT du Fonds national de la recherche	1703	Joëlle Welfring	82
Offres d'emploi dans le domaine de la santé	1661	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	70	Placement sous surveillance électronique	1704	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	82
Position du Gouvernement luxembourgeois au sujet du financement de l'énergie nucléaire par les fonds de l'UE	1663	Joëlle Welfring	70	Intégration du Service national de la sécurité dans la fonction publique à l'ITM	1705	Yves Cruchten, Ben Polidori	83
Gender Equality Index	1664	Nathalie Morgenthaler	70	Accord UE-Mercosur	1706	Franz Fayot, Ben Polidori	83
Délocalisation prévue de la firme Saint-Gobain Abrasives pour laisser place au tracé de contournement de Bascharage	1665	David Wagner	71	Nouveau médicament contre la maladie d'Alzheimer « Leqembi »	1707	Sven Clement	84
Section A-luxembourgeois au lycée	1668	Fred Keup	72	Exploitants de stations-service	1708	Marc Goergen	84
				Amende dans le cadre d'une déclaration tardive des impôts	1709	Marc Goergen	85
				Accords entre la WHO et le Luxembourg	1710	Alexandra Schoos	85
				Contrôles de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) sur les marchés de Noël	1711	Stéphanie Weydert	85

Création d'un institut de formation spécifique pour les fonctionnaires, employés et salariés du secteur communal	1712	André Bauler	86	Fonds de travaux pour les copropriétés	1729	Laurent Mosar	93
Fuite de données chez Volkswagen	1713	Marc Goergen	86	Foyers d'accueil pour enfants	1731	Dan Hardy	93
Arrêt de tram à Wickrange	1714	Marc Goergen	87	Négociations entre le Gouvernement italien et SpaceX	1732	Sven Clement	94
Compteurs intelligents	1715	Marc Goergen	87	Test de raisonnement abstrait dans la fonction publique et communale	1734	Gusty Graas, Fernand Etgen	94
Harmonisation des règlements généraux de police applicables au niveau communal	1716	André Bauler	87	Utilisation de la chaleur produite par les centres de données	1735	Corinne Cahen, Luc Emering	95
Signature électronique	1717	Sven Clement	88	Gestion locative sociale	1736	Sven Clement	95
Relations entre la firme SpaceX et l'État	1718	Marc Goergen	88	Introduction d'une taxe sur les pesticides	1737	Gusty Graas, Fernand Etgen	96
Plateforme « BASIS-Web »	1719	Sven Clement	88	Chèques-repas	1739	Sven Clement	96
Seuils appliqués dans les unités d'habitation	1720	Marc Goergen	90	Contrats de travail de type OTI chez CASA ASBL	1745	Sven Clement	96
Feux d'artifices pendant la Saint-Sylvestre	1721	Marc Goergen	90	Risque de neuropathie optique ischémique antérieure non artéritique chez des patients traités par des médicaments à base de sémaglutide	1747	Djuna Bernard	97
Utilisation de l'intelligence artificielle dans l'agriculture et la viticulture	1722	André Bauler, Luc Emering	90	Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine	1748	Sven Clement	97
Fraudes à l'aide de prélèvements automatiques	1723	Sam Tanson	91	Chèque-service accueil (CSA)	1751	Marc Goergen	98
Secret professionnel des avocats	1724	Laurent Mosar	91	Réseau international de fraude à la TVA	1760	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	98
Bilan des mesures budgétaires afin de lutter contre les conséquences de la pandémie et des effets de la guerre en Ukraine	1725	André Bauler	92	Église catholique et égalité entre hommes et femmes	1781	Marc Goergen	98
Usurpation de plaques d'immatriculation de véhicules	1726	André Bauler	92	Initiatives sociales	1783	Georges Engel	98
Plateforme « Pensioun schwätz mat »	1728	Mars Di Bartolomeo	93				

Taux d'absentéisme | Question 1464 (05/11/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Depuis 2014, le nombre de jours d'absence au travail est passé en France de 43 millions à 67 millions, soit une hausse de quelque 80 %. Une évolution similaire a été constatée dans d'autres pays européens, tels l'Allemagne qui enregistre, elle aussi, une croissance tangible des taux d'absentéisme.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Quelle a été l'évolution du nombre de jours d'absence au travail au Grand-Duché de Luxembourg depuis l'an 2014 ?
- 2) Quelles ont été les raisons qui expliquent les absences les plus diverses ?
- 3) Dans combien de cas les services compétents ont-ils pu constater des abus en la matière ? Combien de jours de travail ces abus représentent-ils ?
- 4) Autour de quels instruments la lutte contre l'absentéisme injustifié et répétitif est-elle organisée actuellement ? Quels instruments de prévention ont été mis en place pour pallier ce phénomène ?

Réponse (03/02/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les absences au travail regroupent l'ensemble des situations où un salarié est absent de son poste, quelle qu'en soit la cause. Cela inclut divers types de congés, tels qu'entre autres le congé de maternité, le congé d'accompagnement, ainsi que les absences pour cause de maladie, pour cause d'accident ou encore le congé parental. Certaines de ces catégories d'absence sont abordées dans le Cahier statistique n° 17 de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) qui analyse les différentes composantes du taux d'absentéisme au travail. Il faut relever que l'évolution du nombre de jours d'absence au travail doit toujours être

mise en lien avec l'évolution de l'emploi, raison pour laquelle la détermination du taux d'absentéisme est plus appropriée pour documenter l'évolution des absences au travail pour raison de maladie. Ce taux est le rapport entre le nombre de jours civils d'absence pour cause de maladie et le nombre de jours civils en emploi. Le taux d'absentéisme pour raisons de maladie est ainsi passé de 3,93 % en 2019 à 4,50 % en 2023¹.

Des informations plus détaillées concernant le taux d'absentéisme pour cause de maladie peuvent être consultées dans l'aperçu de l'IGSS sur les absences pour cause de maladie². Il y a lieu de noter que le taux d'absentéisme tient seulement compte des absences pour cause de maladie des salariés résidents et non résidents de statut privé. Ne sont donc pas considérées les absences des indépendants ainsi que celles des salariés qui ont droit à la continuation illimitée de la rémunération et qui, partant, ne bénéficient pas de l'indemnité pécuniaire versée par la Caisse nationale de santé (CNS) (i. e. les salariés de l'État, les personnes affiliées à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés communaux, à la Caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics ainsi qu'auprès de l'Entraide médicale des CFL).

ad 2) Les deux publications mentionnées en bas de page donnent les détails demandés avec toute la précision disponible à travers les fichiers de la sécurité sociale.

ad 3) Un salarié qui présente un certificat de maladie dûment établi par un médecin ne commet en principe pas d'abus, mais respecte la procédure administrative établie par les statuts de la CNS en matière de déclaration d'un arrêt de travail pour maladie³. À noter que la

CNS procède à des contrôles réguliers pour vérifier le respect des dispositions statutaires, notamment la présence des assurés à leur domicile, voire à l'endroit qu'ils ont indiqué comme résidence pour la période couverte par le certificat de maladie.

Le Contrôle médical de la sécurité sociale procède à l'appréciation des états de maladie en convoquant les assurés en fonction du nombre de journées en congé de maladie. Lors de l'examen le médecin-conseil apprécie si l'assuré est capable de reprendre son travail ou non. Quelque 10 % à 14 % des assurés ainsi examinés sont considérés comme étant capables de reprendre le travail. Sur base de l'avis du CMSS, la CNS émet une décision présidentielle. L'assuré qui conteste l'avis du médecin-conseil a la possibilité de faire opposition contre cette décision devant le conseil d'administration de la CNS, voire par la suite de faire recours devant les juridictions de la Sécurité sociale.

ad 4) Selon l'accord de coalition « [J]e Gouvernement analysera les raisons du taux d'absentéisme, mènera des actions de prévention en concertation avec les parties prenantes et luttera contre toute forme d'abus en la matière ». À cette fin, le ministère est sur le point de mettre en place un groupe de travail Absentéisme chargé d'analyser en détail la nécessité d'ajuster le dispositif existant, voire pousser des études plus approfondies pour détecter les raisons de l'augmentation du taux d'absentéisme pour cause de maladie, et surtout les cas de maladies de courte durée.

Mise sur le marché du lecanemab | Question 1561 (21/11/2024) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Il y a quelques jours, le Comité des médicaments à usage humain de l'Agence européenne du médicament a recommandé la mise sur le marché du lecanemab (commercialisé sous le nom de marque Leqembi) – un traitement à destination des

¹ Cahier statistique n° 17 – Les différentes composantes du taux d'absentéisme au travail – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois*

² Aperçu n° 26 – Inspection générale de la sécurité sociale – Le Gouvernement luxembourgeois*

³ Incapacité de travail et certificat médical – guichet.lu – Luxembourg*

personnes malades d'Alzheimer. Le médicament est recommandé pour le traitement des troubles cognitifs légers (comme par exemple des problèmes de mémoire) ou de la démence légère due à la maladie d'Alzheimer, et doit ralentir la progression des symptômes de la maladie à un stade précoce. Le diagnostic de la maladie d'Alzheimer est cependant souvent difficile à poser à un stade précoce parce que les premiers symptômes sont similaires à d'autres maladies plus courantes.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de personnes sont diagnostiquées avec la maladie d'Alzheimer au Luxembourg chaque année (par tranche d'âge et par genre) ?

2) Quels sont les tests effectués pour poser un diagnostic précis ? En combien de temps est-ce qu'un diagnostic d'Alzheimer est posé en moyenne ?

3) Est-ce que des campagnes sont menées pour augmenter la reconnaissance à un stade précoce des premiers symptômes de la maladie d'Alzheimer ?

4) Si l'Agence européenne du médicament autorise une mise sur le marché définitive du lecanemab au début de l'année prochaine, comment est-ce que le Gouvernement se positionne sur la mise sur le marché luxembourgeois du médicament en question ?

Réponse (03/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Actuellement, le Luxembourg ne dispose pas de chiffres détaillés concernant l'incidence de la maladie d'Alzheimer dans le pays. Toutefois, l'estimation de la prévalence (nombre de personnes qui vivent avec une maladie d'Alzheimer), basée sur un modèle mathématique proposé par Alzheimer Europe, est disponible. Le modèle utilisé, présenté dans le « Yearbook 2019 on the Prevalence of Dementia » (Alzheimer Europe, 2019), est une actualisation du modèle de risque EuroCode utilisé auparavant. Une prochaine mise à jour des estimations de prévalence de la maladie est prévue pour 2025. La modélisation réalisée reste complexe en raison de la multiplicité des facteurs à prendre en compte (intégration des différents paramètres en lien avec l'évolution des facteurs de risque de la maladie, ces facteurs de risque étant eux-mêmes influencés par les progrès médicaux et les changements des modes de vie).

Selon le travail d'analyses mené par Alzheimer Europe (organisation qui regroupe 41 associations nationales de 36 pays européens parmi lesquelles, pour le Luxembourg, Association Luxembourg Alzheimer), on estime à 7.539 le nombre de personnes vivant avec une démence en 2018 au Luxembourg (la maladie d'Alzheimer étant la forme la plus courante des démences). Certains experts estiment que la prévalence de la démence pourrait s'accroître avec le vieillissement de la population pour atteindre environ 4 % dans les populations européennes en 2050.

Ci-dessous, le détail des estimations des prévalences en 2018 par tranche d'âge et par genre pour le Luxembourg⁴.

ad 2) Le diagnostic des stades précoces de la maladie d'Alzheimer reste un défi car la présentation clinique varie considérablement d'un patient à l'autre, et peut évoluer progressivement sur des années, notamment en raison d'autres facteurs qui peuvent influencer les performances cognitives et masquer certains symptômes. C'est donc un ensemble de symptômes (dont la perte de la mémoire récente, la perte d'autonomie sur

les activités du quotidien, les confusions avec le temps et les lieux, les changements d'humeur et de la personnalité) et leur évolution au cours du temps qui permettent d'évoquer le diagnostic de la maladie. Ce diagnostic s'effectue souvent en plusieurs étapes : identification des troubles avec l'aide des tests de la mémoire et de la fonction mentale (Mini-Mental State Examination (MMSE) ou autre test de mémoire adapté au patient), bilan sanguin pour écarter d'autres diagnostics pouvant induire des signes cliniques proches, imagerie cérébrale (IRM ou parfois PET-Scan dépendant du contexte clinique). Le diagnostic doit aussi prendre en compte les antécédents personnels et familiaux du patient. Le délai pour poser un diagnostic reste très variable car il nécessite un bilan complet des capacités cognitives de la personne et est dépendant de l'avancée de la maladie. Il n'existe pas actuellement de test de dépistage rapide. La recherche a récemment permis de découvrir de nouveaux outils, tels que les tests sanguins mesurant des biomarqueurs comme le NFL (Neurofilament Light), le GFAP (Glial Fibrillary Acidic Protein) et le pTau-217, qui viendront enrichir les approches existantes et pourraient permettre un diagnostic plus précoce de la maladie.

ad 3) Il n'existe pas de campagnes régulières portant spécifiquement sur la reconnaissance à un stade précoce des premiers symptômes de la maladie d'Alzheimer, mais différentes actions et interventions existent dans le domaine de la prévention et de la prise en charge de la maladie au Luxembourg. Des acteurs informent la population sur les signes d'attention (InfoZenter Demenz⁵, Association Luxembourg Alzheimer⁶), d'autres interviennent dans le cadre de la prise en charge précoce notamment pour la maladie de Parkinson⁷, des plans de santé ciblent les facteurs de risque des maladies démentielles et informent sur la prévention primaire tout en encourageant à adopter un mode de vie sain (application Braincoach⁸ proposée fin 2024, qui propose des conseils personnalisés en matière d'exercices cognitifs, d'activité physique, d'alimentation équilibrée et de gestion des risques cardiovasculaires, basés sur un questionnaire initial sur le mode de vie de l'utilisateur). En outre, le Programme Démence Prévention⁹ facilite la qualité des prises en charge dès le stade précoce en proposant des parcours de soins tenant compte des bonnes pratiques et des avancées scientifiques.

ad 4) L'Agence européenne des médicaments (EMA) et, plus précisément, le CHMP (Committee for Medicinal Products for Human Use), a émis une opinion positive durant le mois de novembre 2024 à la suite d'une procédure de réexamen du bénéfice-risque. Le Luxembourg est représenté au CHMP par deux membres et a voté pour une opinion positive. L'avis de l'EMA a été transmis à la Commission européenne pour décision. Si la Commission européenne accorde une autorisation de mise sur le marché (AMM), celle-ci sera valable dans tous les pays de l'Union européenne.

La Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) n'est pas impliquée dans les processus de commercialisation effective. Mais, l'équipe chargée des AMM enregistre le médicament avec tous ses conditionnements dans la base de données Pharm à la demande de la société titulaire. Ensuite, la société contacte les services du département de la sécurité sociale en charge des prix et du remboursement. Dès que le prix a été accordé par les services du département de la

sécurité sociale et dès que la CNS s'est positionnée pour le remboursement, la société titulaire peut mettre son produit sur le marché.

Concernant la pharmacovigilance, les éventuels outils additionnels de minimisation des risques sont définis dans le plan de gestion des risques (PGR) du dossier d'AMM. La société titulaire se doit d'adapter ces outils à chaque pays destiné à la commercialisation du produit. Pour le Luxembourg, elle transmet les documents requis au Service de pharmacovigilance de la DPM qui revoit et valide les outils, condition à toute mise sur le marché. Les lignes directrices pour cette démarche sont disponibles sur sante.lu.¹⁰

Le plan de gestion des risques du lecanemab prévoit les outils éducationnels suivants : un pack d'information à destination des professionnels de santé comprenant le résumé des caractéristiques du produit (RCP), une brochure ainsi qu'une liste de contrôle pour le prescripteur, et un pack d'information pour le patient comprenant la notice et une carte d'alerte. En outre, le lecanemab devrait être mis à disposition via un programme d'accès contrôlé pour garantir que le médicament ne soit utilisé que dans la population de patients recommandée, accompagné, le cas échéant, du suivi clinique et radiologique nécessaires.

Sécurité dans les établissements hospitaliers | Question 1591 (28/11/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après mes informations, les établissements hospitaliers sont de plus en plus confrontés à des problèmes d'insécurité. Il semblerait qu'il n'est en effet pas rare que certains patients, surtout ceux qui visitent les services d'urgence, se montrent agressifs envers le personnel hospitalier et les autres patients.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame le Ministre est-elle informée des faits décrits ? Quelle est son appréciation ?

2) Est-ce qu'il existe des informations sur le nombre d'incidents reportés dans des établissements hospitaliers ? Et sur l'évolution de ce nombre ces dernières années ?

3) Quels efforts sont entrepris pour assurer la sécurité du personnel hospitalier et des autres patients ? Est-ce que le personnel de sécurité est recruté en nombre suffisant ?

4) De quelle manière sont traités les patients qui se montrent agressifs envers le personnel hospitalier et les autres patients ? Existe-t-il des zones spéciales réservées aux patients qui font preuve d'un comportement agressif ?

Réponse (21/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale est informée des faits décrits. Ce phénomène s'observe aussi chez nos voisins européens.

Au vu de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière (art. 25) ainsi que du règlement grand-ducal du 11 septembre 2018 déterminant la coordination de la politique de promotion de la qualité des prestations et des structures mises en place dans les établissements

¹⁰ <https://sante.public.lu/dam-assets/fr/politique-sante/ministere-sante/direction-sante/div-pharmacie-medicaments/RMA-submission-and-approval-requirements.pdf>

⁵ <https://demenz.lu/fr/>

⁶ <https://ala.lu/fr/la-demence/>

⁷ <https://www.parkinsonnet.lu/fr/>

⁸ <https://www.lil.lu/fr/article/braincoach-une-nouvelle-application-pour-prevenir-la-demence/>

⁹ <https://sante.public.lu/fr/espace-citoyen/dossiers-thematiques/d/demence.html>

⁴ alzheimer_europe_dementia_in_europe_yearbook_2019.pdf

hospitaliers, une évaluation des rapports adressés au Comité de gestion interhospitalière (CGI) est réalisée.

Les rapports annuels adressés au CGI, ci-après nommés rapports CIRS, portent sur les données et informations recueillies et traitées par le(s) système(s) de signalement, ainsi que sur les actions entreprises en matière de lutte contre les événements indésirables.

À partir de 2024 (données de 2023), une nouvelle structure du rapport a été mise en place, proposant des catégories spécifiques d'événements indésirables pour l'axe personnel. Parmi celles-ci figurent notamment les signalements d'agressions verbales et/ou physiques à l'encontre des membres du personnel de l'établissement hospitalier.

Ces rapports peuvent donner une indication du nombre de signalements d'agressions de patients envers le personnel des établissements hospitaliers, pour autant que les données soient collectées avec les informations nécessaires au sein des établissements.

ad 2) Pour les quatre centres hospitaliers disposant d'un service d'urgences, les données sur les agressions verbales et/ou physiques sont recueillies et analysées via les systèmes internes de signalement des événements indésirables.

Les données disponibles montrent une tendance à la hausse dans les différents établissements hospitaliers qui ont commencé à effectuer un reporting détaillé et à signaler ces incidents depuis 2019.

Ainsi, le nombre total d'agressions signalées (avec ou sans déclaration à la AAA) a, par exemple, plus que doublé entre 2019 et 2023 dans certains centres hospitaliers, avec une hausse d'environ 30 % à noter sur la seule période de 2022 à 2023. En 2023 le nombre d'agressions enregistrées auprès du CHL et des HRS s'élève à environ 185 cas, sans indications de gravité ni d'envergure.

ad 3) Les efforts pour améliorer la sécurité incluent plusieurs mesures :

- Des affiches aux urgences sensibilisent les patients et leurs familles sur le sujet des agressions envers le personnel soignant.
- En matière de prévention, le personnel soignant bénéficie de diverses formations spécifiques pour faire face aux situations d'agressivité verbale et physique. Celles-ci couvrent des domaines tels que la gestion du stress, la désescalade des tensions et la prévention des agressions.
- Les soignants victimes d'agressions sont reçus par les membres de la direction, afin de témoigner de leur soutien, proposer un soutien psychologique si nécessaire et informer sur la possibilité de déposer plainte auprès de la police.

Les établissements disposent d'agents de sécurité pouvant être appelés en cas de besoin.

Aucune dotation spécifique en personnel n'est prévue pour la sécurité puisque les établissements hospitaliers concluent des contrats avec des sociétés prestant lesdits services. Cependant, au cours des dernières années, les dotations financières pour la sécurité dans les centres hospitaliers ont régulièrement augmenté et s'élèvent pour 2025 à :[†]

ad 4) Toutes les mesures de prise en charge d'un patient agressif se font dans le respect de la dignité du patient et conformément à la législation en vigueur, en tenant compte de la gravité du comportement et des besoins spécifiques de chaque situation. Il n'existe pas de « zone spéciale » mais évidemment les soignants ainsi que les agents de sécurité font preuve de sensibilité en essayant de mettre le patient à l'écart et réduire les interactions au strict minimum afin de calmer la situation.

.....
Radars sur les grands chantiers autoroutiers | Question 1597 (28/11/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Les grands chantiers autoroutiers et surtout le chantier de longue durée sur l'A3, reliant Luxembourg à la frontière française, sont le théâtre d'accidents fréquents entre autres dus à des excès de vitesse.

- Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement quelle est la fréquence du déploiement de radars fixes respectivement de radars mobiles sur les grands chantiers autoroutiers.

- Combien de conducteurs de véhicules (autos, motos, camions) ont été flashés et verbalisés endéans les trois dernières années ?

- Quel est en général le dispositif en matière de radars sur les grands chantiers routiers ?

- Quels moyens sont engagés (radars fixes, radars mobiles, voitures-radar banalisées) et quel en est le nombre ?

- Est-il prévu de recourir à d'autres moyens préventifs et répressifs pour lutter contre ces excès de vitesse ?

Réponse (20/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Les honorables Députés s'enquièreent sur le déploiement de radars sur les grands chantiers autoroutiers.

Tout d'abord, il convient de préciser que seuls des radars de type « mobile » ou « chantier » sont installés sur les grands chantiers autoroutiers. De façon générale, les services de l'Administration des ponts et chaussées informent la Police grand-ducale des chantiers de longue durée nécessitant des restrictions spécifiques, telles que des limitations de vitesse ou des rétrécissements de voies. La Police grand-ducale décide ensuite de l'installation des radars en fonction de ces informations.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, une mise à jour du système informatique de la Police grand-ducale permet d'effectuer des recherches ciblées sur les contrôles radar déployés dans les zones de chantiers autoroutiers. Grâce à cette mise à jour plusieurs contrôles ont été réalisés sur les autoroutes A3 et A4, notamment :

- 4 contrôles sur l'A4 entre Foetz et Leudelange ;
- 3 contrôles sur l'A3 en direction de Livange ;
- 1 contrôle sur l'A3 en direction de Luxembourg.

Le nombre total de véhicules flashés en 2021, 2022 et 2023 s'élève à 887.861. Les chiffres pour l'année 2024 sont en cours de traitement par la Police grand-ducale.

La Police grand-ducale dispose de 5 radars mobiles déployés à partir de véhicules banalisés, ainsi que de 2 radars remorques (radars chantiers). En complément au dispositif décrit, le personnel policier, notamment celui de l'Unité de la police de la route, effectue des contrôles réguliers de vitesse sur les chantiers autoroutiers.

En matière de prévention, l'Administration des ponts et chaussées déploie, pour chaque grand chantier, des panneaux d'information supplémentaires, venant compléter la signalisation horizontale et verticale prévue par le Code de la route et conformément au document « Signalisation des chantiers » de la Commission de circulation de l'État. Ces mesures ont pour objectif de sensibiliser les usagers*ères de la route à adopter des comportements prudents.

La Police grand-ducale effectue les contrôles de la circulation conformément à des directives internes qui prévoient notamment des contrôles renforcés à

certaines endroits particulièrement accidentogènes. En plus des radars mobiles, le personnel policier assure régulièrement une présence visible dans les chantiers autoroutiers, selon les possibilités données par la configuration des lieux.

La Police grand-ducale, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, ainsi que la Sécurité routière ASBL lancent régulièrement des campagnes de prévention visant à lutter contre la vitesse excessive.

.....
Bien-être des enfants | Question 1598 (28/11/2024) de **Mme Francine Closener** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Aus engem rezente Rapport, dee vun der WHO/Europa an der HBSC-Etüd publizéiert gouf, geet ervir, dass international ëmmer méi Kanner a Jonker engem wuessende schouleschen Drock ausgesat sinn a gläichzäiteg eng manner héich Ennerstützung duerch hier Familien erliewen. Zousätzlech weist de Bericht drop hin, dass daitlech Ennerscheeder téscht de Geschlechter ze verzeechne sinn a Meedercher an der Moyenne méi schlecht Wäerter opweisen, wann et ëm d'Erliewe vun Drock an Ennerstützung geet.

Wann een sech konkret d'Zuele fir Lëtzebuerg ukuckt, gesäit een, dass d'Zuel vun de Meedercher am Alter vu 16 Joer, déi uginn, ënnert engem héije schouleschen Drock ze stoen, vu 54 % am Joer 2018 op 64 % am Joer 2022 eropgaangen ass. Bei de Meedercher vun 13 Joer klëmmt de Prozentsaz vun 42 % op 53 % an och bei de Primärschoulschülerinne vun 11 Joer gëtt et eng Hausse vun 20 % op 25 % téscht 2018 an 2022. Bei de Jonge gëtt an der Moyenne och e wuessenden Drock dokumentéiert, mee d'Wäerter bleiwen insgesamt ënnert deene vun de Meedercher.

Besonnenesch bedenklech sinn dës Resultater, well gläichzäiteg eng Baisse vum gefillte soziale Réckhalt bei de Kanner a Jonken ze verzeechnen ass. D'WHO schwätzt hei vun enger „Krise schwindender Unterstützung“, well ëmmer méi Kanner uginn, dass et hinnen u Réckhalt duerch hir Famill oder Klassekome-rode feelt.

An deem Kontext wéilte mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an der Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis geholl vum rezente Bericht vun der WHO/Europa an der HBSC-Etüd?
2. Wéi erkläert sech d'Regierung d'Verschlechterung vun de Wäerter vun de Kanner a Jonken zu Lëtzebuerg an am Ausland?
3. Wéi eng Mesurë wëll d'Regierung ergräifen, fir d'Wuelbefanne vun de Kanner a Jonken an deene vun der Etüd analyséierte Beräicher ze verbessern?
4. Awéifern plangt d'Regierung d'Ennerscheeder téscht de Geschlechter, déi sech bei der Analys gewisen hunn, bei der Ëmsetzung vun de Mesuren ze consideréieren?

Réponse (10/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. D'Regierung huet Kenntnis vun de Resultater vun der leschter HBSC-Etude, déi 2022 an de Grondschoulen a Lycéeën duerchgefouert gouf. D'Etude gouf an Optrag gi vum Educatiounsministère, an Zesummenaarbecht mam Gesondheitsministère an der Uni Lëtzebuerg. En interministerielle Comité de pilotage trëfft sech reegelméisseg, fir de Suivi vun der Ëmsetzung vun den HBSC-Etuden ze maachen, déi wëssenschaftlech Demarche festzeleeën an d'Resultater ze evaluéieren.

D'HBSC-Etude ass ee vun de wichtegsten Instrumenter vum Educatiounsministère, fir d'Wuelbefanne vun de Schüler an hiert Gesondheetsverhalten ze suivieren. De reegelméisseg Monitoring an d'Analys vun de Resultater erlaabt et, néideg Moosnamen anzeféieren, auszubauen oder unzepassen. D'Zuelen esouwéi och d'Trends, déi iwwer Jore kënnen ausgemach ginn, erlaben et souwuel an der Preventioun wéi och an der Ënnerstëtzung vun de Schüler unzesetzen, d'Wuelbefannen an der Schoul ze stäerken an d'Léierëmfeld esou unzepassen, datt d'Schüler hiert schoulescht a perséinlecht Potenzial beschtméiglech entfale kënnen.

Laut der HBSC-Etude 2022 ass d'Zuel vun de Meedercher am Alter vun 11 bis 18 Joer, déi uginn, ënnert schouleschem Drock ze stoen, vun 48 % am Joer 2018 op 55 % am Joer 2022 eropgaangen. Am Verglach hunn 33 % vu de Jongen uginn, ënnert schouleschem Drock ze stoen, dëst souwuel 2018 wéi och 2022. Den Zouwuess ass also bei de Meedercher feststellen a méi spezifesch bei de Meedercher am Alter vun 13 bis 14 Joer, wou eng Erhéijung vu 46 % am Joer 2018 op 56 % am Joer 2022 ze gesinn ass. An der Moyenne läit den Duerchschnitt an anere Länner am Joer 2022 bei 62 % bei de Meedercher a bei 43 % bei de Jongen am Alter vu 15 Joer. Am internationale Vergläch kann een deemno soen, datt d'Schüler zu Lëtzebuerg manner héije schouleschen Drock empfanne wéi an den anere Länner.

D'Zuele vu der HBSC-Etude 2022 weisen och, datt de Prozentsaz vu Jonken am Alter vun 11 bis 18 Joer, déi sech ënnerstëtzt fillen duerch aner Matschüler, vu 64 % am Joer 2018 op 57 % am Joer 2022 zeréckgaangen ass. Dëse Phenomeen ass visibel fir béid Geschlechter, ass awer besonnesch markant bei de Meedercher. Den HBSC-Duerchschnitt läit 2022 bei 47 % bei de Meedercher a bei 59 % bei de Jongen am Alter vu 15 Joer. D'Zuele vu Lëtzebuerg leien also och hei am internationalen Duerchschnitt.

ad 2. D'HBSC-Etude ass en Instrument, fir quantitativ Donnéeën ze erhiewen, a gëtt keng qualitativ a wëssenschaftlech Analys iwwer d'Ursaache vun dësen Evolutiounen. Dëst ass net den Objet vun der Etude.

Et gëtt generell net eng eenzeg Erklärung fir d'Verslechterung vun de Resultater a Bezuch op d'Empfanne vu schouleschem Drock, déi empfonnen Ënnerstëtzung vu Matschüler an d'Wuelbefannen am Allgemengen. An der Wëssenschaft gëtt driwwer spekuléiert, wéi eng gesellschaftlech Facteuren hei eng Roll spillen. Si si multifaktoriell a sinn de Moment nach net all bekannt.

Laut den internationalen an nationale Studien iwwer d'Wuelbefannen, ënner anerem den HBSC-Rapporten, kéint d'Ënnerbriechung vum Schoulalldag während der Covid-19-Pandemie eng Roll spille mam domat verbundene soziale Réckzuch.

E problematescht Notzungsverhale vu soziale Medien, wourënner d'Meedercher verhältnisméisseg méi leide wéi d'Jongen, spillt och eng Roll am Stressempfangen. Eng problematesch Notzung vu soziale Medien ass verbonne mat enger Baisse vum mentalen, sozialen a schoulesche Wuelbefannen.

Och sozio-ekonomesch a politesch Facteuren wéi Krich an d'Klimakris féieren zu Zukunftsängscht an hu mat grousser Warscheinlechkeet negativ Auswierkungen op d'Empfanne vu Stress an d'Wuelbefannen am Allgemengen.

Weider Etudë wäerten néideg sinn, fir d'Verständnis vun den Ursaachen an de Prozesser ze verdéiwen an esou geziilt Moosnamen ze féieren.

ad 3. Generell kann ee soen, datt Moosnamen, déi e positiviit Léierëmfeld an der Schoul schafen, derzou

bäidroen, d'Wuelbefannen an der Schoul ze stäerken. Ganzheetlech Usätz bidden déi néideg Struktur am Alldag, déi kënnen hëllefen, Angscht a Stress ze reduzieren. Et ass eng kohärent a concertéiert Approche vun allen Acteuren der Schoulgemeinschaft (Schüler, Enseignanten, Direktioun, Elteren), fir d'Léieren, d'Verhalen an d'Wuelbefanne vun de Schüler ze verbesseren. Konkreet ass e positiviit Klima erfuerdert, an deem d'Schüler sech sécher, geschat a respektéiert fillen, an deem si sech aktiv a schouleschen a sozialen Aktivitéiten engagéieren kënnen an an deem si e positiviit Selbstwärtgefill entwéckelen an autonom handele kënnen. Dës Approche baut op der Zesummenaarbecht vun allen Acteuren an der Schoul op, déi zesumme schaffen, fir d'Wuelbefanne vun de Schüler ze ënnerstëtzen.

Am Enseignement fondamental leeschten d'Enseignanten, an enker Zesummenaarbecht mam sozio-educative Personal, dat sech ënnert anerem aus Educateur-graduée, Pedagogon a Psychologen zesummesetzt an déi feste Bestanddeel vun der Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (ESEB) vun all Regionaldirektioun sinn, eng global Betreiwung vun de Schüler. Dës begrenzt sech net nëmmen op d'Entwécklung vun de fachspezifische Kompetenzen, mee ëmfaasst och d'Förderung vun den transversale Kompetenzen, fir datt d'Schüler esou beschtméiglech fir d'Erausfuerrung vum Alldag preparéiert ginn.

Bei den transversale Kompetenze gëtt beispillsweis een Accent op déi relational an affektiv Astellung geluecht, déi et dem Schüler erlaben, sech iwwer seng alldäeglech Erfahrungen auszetauschen a seng Bedierfnisser, déi fir säi Wuelbefanne wichteg sinn, gegebenefalls Drëtze matzedelen. Gläichzäiteg léieren d'Kanner am Kader vun den transversale Kompetenzen och, fir hir Matschüler do ze sinn, hinnen nozelauschteren an ze hëllefen an sech als Deel vun enger Communautéit solidaresch ze verhalten. Duerch d'Aktivitéiten, déi an dësem Kontext an der Klass engagéiert ginn, ginn d'Schüler encouragéiert, sech bei Bedarf un d'Léierpersonal oder dat sozio-educatiiv Personal ze wenden, dat hinne bei enger eegestänneger Bewältigung vun den Hürde vum Alldag hëlleft.

Fir de spezifesch Besoine vun de Schüler kënnen gerecht ze ginn, goufen d'Equippe vun der ESEB an de leschte Jore kontinuéierlech ausgebaut. Des Weidere ginn d'Enseignanten duerch den Institututeur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) ënnerstëtzt, deen sech besonnesch op déi Kanner fokusséiert, déi Léierschwieregkeeten hunn oder besonnesch sozio-emotional Bedierfnisser virweisen.

Zousätzlech bitt ënnert anerem den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) reegelméisseg Formatiounen zum Sujet vum Bien-être un, déi et den Enseignanten erlaben, sech an deene Beräicher weiderzubilden, déi hinnen, fir hir Klassen a Schüler, opportun erschéngen.

An dësem Zesummenhang ass d'Schoulpersonal am Alldag vun de Schüler ee vun hire wichtegsten Usprechpartner. Dank dem Vertrauen, dat sech während de Schoulstonnen tëscht hinnen entwéckelt, zécken d'Kanner net, sech bei Problemer un d'Léierpersonal ze wenden. D'Schoulpersonal huet ëmmer een oppent Ouer fir d'Bedierfnisser vun de Schüler a verfüügt iwwer déi néideg Kenntniser, fir hinnen erfollegversprechend Hëllefstellungen ze bidden oder gegebenefalls weidert Fachpersonal erunzézien.

Och am Lycée gëtt d'Wuelbefanne vun de Schüler geförderd duerch Offeren, déi souwuel an der Struktur vun der Schoul selwer verankert si wéi och am

schouleschen an ausserschouleche Programm, deen ugebuede gëtt. D'Wuelbefanne vun de Schüler ass d'Viraussetzung fir de schouleschen Erfolleg an de Schüler hir perséinlech a sozial Entwécklung. Et ass de Lycéeën hir Aufgab, deen néidege Kader ze schaffen, deen et de Schüler erméiglecht, hiert Potenzial ze entdecken an sech ze entfalten.

Eng demokratesch Schoulkultur ass am Gesetz vun de Lycéeën virgesinn. Si erlaabt et de Schüler, ënner anerem duerch Schülervertriedungen an d'Schülercomitéen, un allen Aspekter vum Schoulalldag deelzehuelen, sief et am Klassenall oder generell am Liewensëmfeld Schoul. D'Schülerbedelegung gëtt duerch ronn 200 professionell Erzéier a Pedagoge vun de Services socio-éducatifs (SSE) ënnerstëtzt a begleet.

Des Weidere stinn d'Services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires (SePAS) mat ronn 120 Schoulpsychologen de Schüler, den Elteren, mee och den Enseignanten zur Verfügung, wann et ëm Froe ronderëm d'Wuelbefanne vun de Schüler geet. De SePAS bitt psychologesch a sozial Berodung u fir Schüler, déi ënner Schoulstress leiden, an ënnerstëtzt si beim Opbau vun den néidege Ressourcen, déi hinne kënnen hëllefen, fir besser mam Drock ëmzegoen.

Fir e séchert Schoulëmfeld ze schafen, gesäit dat modifizéiert Gesetz vum 30. Juni 2023 iwwer d'Organisatioun vun de Lycéeën och vir, datt an all Schoul een oder méi Délégués à la protection des élèves (DPE) aus dem SePAS oder dem SSE genannt ginn. Den DPE spillt eng zentral Roll bei der Preventioun an dem Schutz vun de Schüler géint all Form vu Mänschenrechtsverletzungen. Seng Missiounen betreffen d'Anhale vun de Rechter vun de Schüler, d'Preventioun an d'Hëllef vun Affer a vulnerabele Situatiounen, Diskriminatioun oder Mëssbrauch, souwéi och d'Informatioun an d'Berodung am Kontext vun engem Signalement, wann d'Wuelbefanne vum Schüler a Gefor ass.

ad 4. Aus der Siicht vun der Gläichstellungspolitik muss een drop hiweisen, datt et de Meedercher zwar insgesamt méi schlecht geet wéi de Jongen, mee datt generell gekuckt och d'Jonge virun Erausfuerrunge stinn. D'HBSC-Etude 2022 beschreift ganz detailléiert de generelle Réckgang vun der Liewenszefriddenheet bei béide Geschlechter am Verglach zu 2018. Et muss ee sech also der Verbesserung vum Wuelbefanne vun alle Geschlechter widmen. Dëst schléisst natierlech net aus, datt ee cibléiert Aktiounen an d'Liewe rufft, déi jeeweils ee spezifesch Geschlecht usprechen an op deem seng Bedierfnisser individuell ugepasst sinn.

Biocarburant pour l'aviation | Question 1600 (29/11/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Vum 1. Januar 2025 u müssen d'Fluchgesellschaften op d'mannst zwee Prozent sougenannten nohaltege Kerosinn (sustainable aviation fuel – SAF) tanken. Dobäi handelt et sech ëm Kerosinn, dee virun allem aus Offallprodukte wéi Kachueleg, Déierexfetter (asw.) hiergestallt gëtt. Den Direkter vun der Cargolux huet déi entsprecheend Veruerdung vis-à-vis vun der „Luxembourg Times“ als „existenziell Bedroung“ fir déi europäesch Fluchgesellschaften bezeechent. No den Informatiounen, déi d'„Luxembourg Times“ vun de Versuergungs-gesellschaften um Findel krut, verursaachen dës zwee Prozent SAF eleng 75 Prozent méi Käschten, wéi déi aner 98 Prozent vum Treibstoff. Trotzdem soll deen Undeel bis 2030 schnonn op sechs Prozent klammen, während d'Fligeren och doropshi kontrolléiert ginn, datt si net op anere Plazen op Reservetanken, fir dës Zousatzkäschten ze ëmgoen.



An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung allgemeng zu der Moosnam, fir d'Fluchgesellschaften vum 1. Januar 2025 un zur Baimeschung vum SAF ze verpflichten? Wéi wäert sech dës Moosnam no de Previsiounen vun der Regierung op d'Kompetitivitéit vun de Fluchgesellschaften an der EU auswirken? Deelt si d'Bedenke vum Direkter vun der Cargolux?

2. Wéi wäert sech dës Moosnam no de statistesche Previsiounen vun der Regierung op d'Präisser am Passagéierfluchverkéier auswirken?

3. Wéi wäert sech dës Moosnam no de statistesche Previsiounen vun der Regierung op d'Präisser am Gidderfluchverkéier auswirken?

4. Am Individualverkéier gëtt mam HVO100, dem sougenannte gréngen Diesel a villen EU-Länner, dorënner och eisen Nopeschlänner scho laang groussflächeg Kraaftstoff aus Offallprodukten agesat. Gesäit d'Regierung hei eng Konkurrenzsituatioun fir d'Loftfaart, déi d'Präisser zukünfteg nach weider an d'Luucht dreiwéi kéint?

5. Gesäit d'Regierung vir, fir déi allgemeng Auswierkung vun där Veruerdung op de Fluchverkéier, vum 1. Januar u genau ze erfassen an auszewäerten? Wäert si sech gegebenefalls fir eng Ännerung vum mëttel- a laangfristegen Zäitplang vun dëser Virgab asetzen? Falls net, firwat net?

Réponse (20/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung ënnerstëtzt eng Decarbonisatioun vun der Aviatioun, mee si ass sech och bewusst, dass d'Aviatioun e sougenannten „hard-to-abate“-Secteur ass. Dofir muss genau analyséiert ginn, wéi en Impakt dëst Reglement op den Aviatiounsecosystem wäert hunn.

Dës Moosnam, fir nohaltege Kerosinn (sustainable aviation fuel – SAF) an der Loftfaart obligatoresch ze maachen, geet op d'EU-Reglement 2023/2405 (ReFuelEU Aviation) zeréck, dëst ass een Deel vum „Green Deal“ vun der deemoleger EU-Kommissioun. Dësen Text gouf och vun der Lëtzebuerger Regierung matgedroen. Lëtzebuerg huet sech an deem Kontext wärend de Verhandlungen zu Bréssel besonnesch dofir agesat, dass fir Flich bannen der EU e Maximum vu Fluchgesellschaften ënnert de „champ d'application“ vum Reglement falen an esou Diskriminatiounen verhënnert ginn. Am Kader vum ReFuelEU Aviation Reglement gëllen dofir déi selwecht Reegele fir all Vol, deen an der EU start, deemno och fir Net-EU-Fluchgesellschaften.

Et sief och ze bemerken, dass net d'Fluchgesellschaften selwer, mee d'Brennstoffliwweranten (Fournisseurs de carburant) verpflichtet ginn, fir nohaltege Kerosinn an hire Kerosinnsmix op sämtlechen europäesche Fluchhäfen bäizemëschen. Dës gëtt dann tierlech weider un d'Fluchgesellschaften verkaf.

ad 2. cf. Fro 3.

ad 3. Obwuel d'Bäimësche fir 2025 op 2 % limitéiert ass, bedeit dës Präisënnerscheed en Zousatzkäschtepunkt. D'Bäimësche vun SAF wäert zwangseefeg d'Käschte vun Fluchverkéier klammen doen, besonnesch, well de Präis vum SAF aktuell um Findel effektiv 5–6-mol méi héich ass wéi dee vum normalen Jet A1-Kerosinn.

Op Nofro bei der Cargolux a Luxair erkläre béid Fluchgesellschaften, dass de SAF zousätzlech Käschte

wäert verursaachen, déi just deals op de Client kënne repercutéiert ginn.

ad 4. D'Regierung setzt fir den Individualverkéier éischter op d'Elektrifikatioun, den nohaltege Kraaftstoff sollt eigentlech prioritär an der Aviatioun agesat ginn, wou et keng aner realistesch nohaltege Alternative gëtt.

Biocarburant fir de Stroosentransport, dorënner den HVO100, gëtt aus deene selwechte Matière-première produzéiert wéi de SAF. Dëst bedeit, dass eng erhéicht Nofro no SAF warscheinlech och d'Nofro no de Matière première fir béid Produiten an d'Luucht dreiwéi wäert. D'Präisentwicklung hänkt awer och vun der zukünfteger Entwicklung vun der Offer um Weltmarkt of.

ad 5. D'Regierung suivéiert d'Ëmsetzung vun dësem Reglement ganz genau. Esou participéiert den MMTP an d'DAC säit 2023 um esougenannten „Expert Group for Sustainable Aviation“, wou konkret Froen zur Implementatioun wéi och de Feedback vu verschiddene Memberstaaten thematiséiert ginn.

Et ass virgesinn (Artikel 17 vum Reglement), dass d'EU-Kommissioun spéitstens fir den 1. Januar 2027 déi allgemeng Auswierkung vun deem Reglement an engem Rapport publizéiert. Dëse Rapport wäert eng detailléiert Bewäertung vun den Entwicklungen am Kerosinnsmaart an den Impakt vun dësen Entwicklungen op de Fonctionnement vum interne Loftfaartmaart vun der Unioun, op d'Kompetitivitéit an op d'Connectivitéit, enthalen. Doropshi wäert och analyséiert ginn, ob e méigleche Besoin do ass, fir verschidde Facteure wéi de Champ d'application vun dësem Reglement, d'Definitioun vun den nohaltege Brennstoffen, d'Mindestundeeler an den Niveau vun de Geldstrofen, ze iwwerschaffen.

Stratégie d'adaptation au changement climatique | Question 1601 (29/11/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

De Klimawandel huet och zu Lëtzebuerg Auswierkungen op all Mënsch a beaflost déi ënnerschiddlechst Secteuren, vun der Landwirtschaft iwwert d'Wunne bis hin zum Tourismus. Dofir huet sech Lëtzebuerg eng Strategie an en Aktiounsplang fir d'Period 2018–2023 operluecht, fir sech un de Klimawandel unzupassen. Dës Strategie an dësen Aktiounsplang mat ville Moosnamen, déi och iwwert dës Period erausginn, sollen all 5 Joer evaluéiert an op Basis vu wëssenschaftlechen Erkenntnisser a konkreten Erfahrungen aus der Praxis verbessert a weiderentwéckelt ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Gouf den Aktiounsplang bzw. Deeler dovunner, oder eenzel Secteuren, schonn evaluéiert?

2. Fir wéini kann ee mat enger kompletter Evaluatioun vun der Lëtzebuerger Upassungsstrategie un de Klimawandel rechnen?

3. Gedenkt de Minister, op Basis vun den neien urgente wëssenschaftleche Kenntnisser a prakteschen Erfahrungen eng nei Upassungsstrategie auszuschaffe bzw. déi al Strategie ze iwwerschaffen?

Réponse (15/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Klimaupassungsstrategie vun 2018 huet 42 Moosnamen fir 13 verschidde Secteuren publizéiert. Dës Moosnamen goufen op eng méi breet Manéier formuléiert mat enger allgemenger Beschreiwung vun der Moosnam souwéi Beispiller vun

Aktiounen, déi dozou bäidroen kéinten, d'Moosnamen ëmzesetzen. Fir d'Ëmsetzung vun dësen Moosnamen goufen deemools een oder méi Ministere an/oder Verwaltungen identifizéiert.

Fir den Aktiounsplang ze evaluéieren gouf ënnersicht, wéi vill konkret Aktiounen pro Moosnam ëmgesat gi sinn (≥ 3 konkret Aktiounen; 1–2 konkret Aktiounen, keng Aktioun).[†]

Baséierend op Informatiounen, déi dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit (MECB) vun de jeeeweilegen Acteuren matgedeelt gi sinn, gouf fir 35 vun den 42 Moosnamen (83,3 %) op d'mannst eng konkret Aktioun am Kader vun der Strategie a vum Aktiounsplang duerchgefouert. Bei 24 vun deene Moosnamen (57,1 %) goufen esouguer op d'mannst 3 konkret Aktiounen vun de jeeeweilegen Ministere ëmgesat. Fir 7 Moosnamen (16,6 %) goufen dem MECB keng Aktiounen matgedeelt.

ad 2. Voir réponse à la question précédente.

ad 3. De MECB huet am Ufank vum Joer een Avant-projet de stratégie et plan d'action virbereet. Dëst Dokument gouf wärend deene leschte Méint an enger interministerieller Consultatioun vun de jeeeweilegen betraffene Ministere a Verwaltungen ergäntzt.

De 15. November 2024 huet de Regierungsrat dësen Avant-projet guttgeheescht, en vue vun enger Consultation publique. De geneeën Oflaf vun der Consultation publique gëtt an den nächste Woche finaliséiert an Ufank 2025 gëtt de Projet de stratégie virgestallt.

Centrale hydroélectrique à Rosport | Question 1602 (29/11/2024) de Mme Stéphanie Weydert | M. Jeff Boonen (CSV)

D'Waasserkraaftwierk zu Rouspert gëtt et säit 1960 an et gëtt fir de Kont vun der Gesellschaft SOLER a vun der Gesellschaft SEO bedriwwen. Leider ass d'Kraaftwierk duerch d'Joerhonnerthéichwaasser vun 2021 esou staark beschiedegt ginn, dass et säit deem ausser Betrib ass. De Kanal ass réischt e puer Joer virum Héichwaasser vun 2021 komplett erneiert ginn a steet zënterhier eidel. Virum Héichwaasser vun 2021 huet d'Kraaftwierk Stroum fir ronn 5.300 Stéit produzéiert. D'Waasserkraaft huet de grouse Virdeel, dass se 24/7 ka Stroum produzéieren, an domat eng Grondlaascht ka sécherstellen.

Eng Expertis huet erginn, dass d'Waasserkraaftwierk misst komplett erneiert ginn. Déi zoustänneg Verwaltungen a Ministere hunn sech déi lescht Jore mat der Fro beschäftegt, ob d'Kraaftwierk nees a Betrib geholl soll ginn an et goufen divers Etudé realiséiert. D'Thema vun der nationaler Consultatioun zu den erneierbaren Energieën, dem sougenannten Energiedësch wor „Einfach – séier – erneierbar“. Am Kontext vum Waasserkraaftwierk, mussen mir leider feststellen, dass et weeder einfach nach séier virugeet.

Onsen Informatiounen no ginn aktuell verschidde Variante fir d'Erneierung ausgeschafft a gepréift. Am Sënn vun der Simplification administrative a virum Fait, dass wärend méi wéi 60 Joer op genee dëser Plaz e Waasserkraaftwierk bedriwwen gouf, misst d'Erneierung an onsen Ae scho laang an der Ëmsetzung sinn.

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit:

– Sinn d'Ministere der Meenung, dass d'Waasserkraaftwierk zu Rouspert eng Zukunft huet?

– Wa jo, wéini läit en definitiivt Konzept fir d'Erneuerung um Dësch a wéini kënnen d'Erneuerungsarbeiten ufänken?

– Wéini wäert d'Kraaftwierk nees un d'Netz goen?

– Wat sinn d'Risiken, wann de Kanal nach während e puer Joer eidel bleift?

– Gëtt et scho konkreet Gespréicher mam Bedriewer fir d'Erneuerung vum Pachtvertrag, deen an e puer Joer auslafe wäert?

Réponse (14/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Et gëtt zu Lëtzebuerg topographesch a geographesch bedéngt haaptsächlech kleng Gewässer. Lëtzebuerg läit op der Waasserscheed tëschent dem Rhain an der Meuse, d'Gewässer hunn dowéinst kleng Anzuchsgelände mat wéineg Waasser. Dofir ass d'Potenzial vun der Waasserkraaft zu Lëtzebuerg, am Verglach mat anere Länner, begrenzt. An Zukunft wäert sech d'Potenzial fir d'Waasserkraaft nach weider reduzéieren, duerch méi laang Drécheperioden a manner Waasser an de Gewässer. Duerch Héichwaasser, wéi am Juli 2021, erhéicht sech och d'Warscheinlechkeet vu Schied un den Installatiounen. Am Verglach mat aneren erneierbaren Energiequellen, wéi der Wand- a Solarenergie, erfuerdere Waasserkraaftwierker proportional zur produziéierter Energie méi héich Investitionskäschten.

Wat d'Waasserkraaftwierk zu Rouspert ubelaangt, beroden sech de Moment déi concernéiert Ministèren a Verwaltungen an engem Aarbechtsgrupp, ënnert wéi enge Bedéngungen en Neiopbau vum Kraaftwierk méiglech ass. Parallell analyséiert de Bedriewer technesch Méiglechkeeten, fir en zukünfteg Kraaftwierk virun der Gefor vun enger weiderer Iwwerschwemmung ze schützen.

De Moment ginn d'Laaschtenhefter virbereet, fir ënnerschiddlech Variante vun enger Erneuerung vum Waasserkraaftwierk ze analyséieren. En Neiopbau muss konform mat der europäescher Directive-cadre sur l'eau (2000/60/CE), der Directive Habitats-faune-flore (92/43/CEE) an der Nature Restoration Regulation (2024/1991) sinn. Well d'Sauer fir 80 % vun de Lëtzebuerg Gewässer den Zoufluss ass, muss och d'Fëschduerchgängegkeet fir Wanderfësch garantéiert sinn. Niewent der Bewäertung vun den Ëmweltimpakter, vun de potenziellen Energieertrag a vun der Käschteschätzung vum Génie civil, ass och d'Héichwassersituatioun an de Gemenge laanscht d'Sauer ze berücksichtegen. Duerch d'Anlag entsteet e Réckstau vum Waasser, wouduerch sech am Haaptfluss vun der Sauer Sedimenter oflagere, déi d'Héichwassersituatioun impaktéiere kéinten.

Fir dës Etude kënnen an Opdrag ze ginn, gëtt enk zesummegeschafft tëschent dem Wirtschaftsministère, dem Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, der Waasserverwaltung, der Stroossebauverwaltung an dem aktuelle Bedriewer. Well d'Sauer e Grenzfluss ass, ginn och déi däitsch Autoritéite mat an Diskussiounen agebonnen.

D'Regierung kann sech eréischt no der Fäerdegstellung vun der Etude an der Analys vun hire Resultater iwwert déi definitiv Oplage prononcéieren, ënnert deenen d'Waasserkraaftwierk Rouspert kann erneiert ginn. Et ass de Moment net méiglech, eng Aschätzung ze ginn, ob a wéini d'Kraaftwierk nees un d'Netz ka goen. Deemno läit dem Staat zu dësem Zäitpunkt och nach keng Demande fir eng Pachtverlängerung vir.

Wat d'Risiko vum Eidelstoe vum Kanal ubelaangt, kënnen um Stolwaasserbau photolytesch Effekter entstoen, d'Uewerfläch schiedege kënnen. De Kanal gouf awer inspizéiert, gebotzt an déi néideg Entretienarbeiten goufen ëmgesat, esou datt et kee gréissere Risiko fir dës Infrastruktur gëtt.

Logements appartenant à Caritas | Question 1603 (29/11/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An den Äntwerten op meng parlamentaresch Fro N° 1113 an N° 1362 huet de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung iwwer d'Situatioun vun der Gestion locale sociale (GLS) informéiert. De Minister huet bestätegt, datt e Moratoire op de Loyere besteet an datt d'Proprietären informéiert goufen. Zousätzlech gouf matgedeelt, datt déi nei Struktur „HUT – Hëllef um Terrain“ d'GLS weilt weiderféieren an datt de Ministère eng nei Konventioun mat dëser Struktur preparéiert. Trotzdeem stellen sech hei nach ëmmer verschidde Froen.

An deem Zesummenhang weilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. D'Caritas war selwer Proprietär vun enger ganzer Rei u Wunnengen. D'Caritas huet dobäi vun der Aide à la pierre profitéiert. Wat waren deemools d'Konditiounen, fir dass si vun dëser Aide à la pierre konnte profitéieren?

2. Sinn dës Wunnengen nach am Besëtz vun der Caritas oder goufen dës d'HUT iwwerdroen?

3. Ginn dës Wunnengen aktuell nach verloungt?
– Wa jo, ënnert wat fir engem Gestionnaire ginn dës d' Moment verloungt?

– Wann nee, wat ass fir d'Zukunft mat dëse Wunnengen geplangt?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 1362 huet de Minister geäntwert: „Aktuell funktionéiert de System scho vollstänneg. Aktuell muss just Kontrakter tëschent den implizéierte Parteien adaptéiert ginn, wat awer keen Afloss op d'Fonctionnement vun dem System Gestion locale sociale huet.“

Eis gouf zougedroen, dass verschidde Proprietäre bis haut awer nach ëmmer keen neie Kontrakt ugebuede kruten. Bis wéini sollen dës Aarbechten definitiv ofgeschloss sinn?

5. Ee vun de Versprieche, fir datt Proprietären hir Wunnengen an d'GLS ginn, ass, datt de Loyer garantéiert ass. Sou schreift d'Regierung selwer op logement.lu: „Louer votre bien en collaboration avec un partenaire conventionné, est non seulement un acte social, mais apporte aussi de nombreux avantages : Loyer garanti

En signant le bail avec un partenaire conventionné, le paiement du loyer est garanti sans faute tous les mois, même en cas de non-occupation.“

Eis gouf och zougedroen, dass verschidde Proprietären zënter e puer Méint a bis elo och nach ëmmer keng Loyere kritt hunn, obwuel d'HUT dës Aktivitéiten entre-temps schon iwwerholl huet. D'Versprieche vum garantéierte Loyer gëtt de Moment als gebrauch. Wéini wäerten déi bis elo all nach ausstoend Loyerer un d'Proprietären iwwerwise ginn? Firwat gëtt et hei e Retard beim Ausbezuelen?

Réponse (18/12/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Deemools war d'Gesetz vun 1979 en vigueur. Hei waren d'ASBLen eligibel, fir Aides à la pierre unze-froe fir d'Schafe vu Wunnengen, déi an d'Location sociale gaange sinn. Dës Wunnenge sinn dann iwwert eng gewëssen Dauer mam Wunnengsbauministère konventionéiert a sinn zu engem nidderege Loyer un eligibel Stéit verloungt ginn.

ad 2. Déi Wunnengen, wou d'Convention Aides à la pierre nach net ofgelaf ass, sinn eisen Informatiounen no, ëmmer nach am Besëtz vun der Caritas.

ad 3. De Ministère ass vun HUT informéiert ginn, datt HUT de Bailleur social fir d'Wunnenge vun der Caritas wäert iwwerhuelen. HUT ass amgaangen, d'Kontrakter mat der Caritas ze formaliséieren.

HUT huet och een Agrément définitif als Bailleur social kritt an de Règlement d'ordre interne (ROI) vun der Commission consultative, deen HUT agereecht huet, gouf scho validéiert.

ad 4. Laut den Informatiounen, déi de Ministère vun der HUT matgedeelt kritt huet, ass HUT nach amgaangen, un de Kontrakter mat de Proprietäre vun de GLS-Wunnengen ze schaffen. De Gros vun de Proprietären hätten awer schonn zougesot, fir vun HUT iwwerholl ze ginn.

ad 5. HUT besteet réischt säit dem 1. Oktober 2024.

Déi nei Associatioun huet missen hir Salariéen astellen an nei Bankkonten opmaachen (wat bei eenzele Banken e puer Woche laang gedauert huet).

Déi éischt Prioritéit an de leschte Woche war et ze assuréieren, dass d'Servicer um Terrain fir d'Beneficiairé vun HUT weiderlafen.

D'Servicer vun der Associatioun hunn och missen déi vill Kontrakter nei opsetzen, se approuvéiere loosse vun de Proprietären an dann ënnerschreiwene. Et sinn am Ganzen 79 Contrats de bail gewiescht.

Déi meescht Kontrakter sinn elo ënnerschrifwen an d'Loyere sinn och ausbezuelgt ginn am Laf vum Dezember.

Lignes de bus express | Question 1604 (29/11/2024) de **M. Gilles Baum** | **Mme Corinne Cahen** (DP)

Le bus, outre le train, la voiture et le tram, joue un rôle primordial dans le secteur du transport public. Force est de constater que, vu la densification du trafic routier, les bus se retrouvent aussi souvent dans les embouteillages.

L'accord de coalition stipule que « les lignes de bus express devront être en mesure d'amener les passagers le plus rapidement possible à leur destination. Dans ce contexte, le Gouvernement étudiera la possibilité d'aménager des voies de bus bidirectionnelles en fonction des heures de pointe et d'aménager des voies de bus supplémentaires. »

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Des projets prévoyant une liaison bidirectionnelle, c'est-à-dire vers la capitale le matin et dans l'autre direction le soir, entre Gonderange et Waldhaff et entre Dippach et Bertrange ont été discutés lors de la dernière période législative. Madame la Ministre peut-elle nous informer sur les progrès ou, le cas échéant, le début des travaux ?

– Les services de Madame la Ministre envisagent-ils d'autres lignes rapides ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

– Madame la Ministre est-elle en mesure d'évaluer l'impact environnemental, notamment pour la ligne longeant la forêt allant à Waldhaff ?

Réponse (23/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Les honorables Député(e)s s'enquièreent sur les projets du Gouvernement concernant la mise en place de lignes de bus express et l'aménagement de voies de bus bidirectionnelles.



En ce qui concerne le projet de voie réservée aux bus sur la N11 entre Waldhaff et Junglinster, il sera nécessaire d'élargir localement la N11 d'une voie, ce qui impliquera un renforcement des talus et la mise en place de dispositifs assurant un drainage efficace. Afin de minimiser l'impact sur la consommation de surface dans le massif forestier du Gréngewald, le projet prévoit un talus renforcé en « terre armée » permettant de réduire au maximum la largeur de l'emprise.

Une gestion dynamique des voies est prévue afin d'exploiter la voie médiane bidirectionnelle dédiée aux bus sur la N11 (le matin en direction de l'échangeur Waldhaff et le soir en direction de Gonderange). Les conducteurs de bus ainsi que les automobilistes devront être informés en temps réel de la direction actuelle de circulation de la voie réservée aux bus grâce à un système de « gestion dynamique de voie ». À cet effet, des portiques équipés de signaux lumineux seront installés à intervalles réguliers.

Il convient cependant de relever que la réalisation du couloir de bus bidirectionnel médian sur la N11 soulève des défis environnementaux particulièrement complexes en raison de sa localisation sensible.

Le projet de voie réservée aux bus sur la N11 entre Waldhaff et Junglinster est divisé en trois sections.

La première section concerne le lot 1 relatif à la reconstruction du carrefour N11/CR126 à Waldhaff.

L'étude pour le réaménagement du carrefour N11/CR126 à Waldhaff est terminée. Elle intègre un couloir bus bidirectionnel médian avec priorité aux bus grâce à la signalisation lumineuse ainsi qu'une voie d'accélération sur la N11 en direction de l'échangeur Waldhaff depuis le chemin repris CR126.

Cependant, l'autorisation en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 n'a pas encore été accordée et l'autorisation délivrée par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) est arrivée à échéance en mai 2024. Une nouvelle demande d'autorisation sera soumise à l'AGE dès que l'autorisation environnementale aura été obtenue. Les travaux feront donc l'objet d'un appel d'offres dès que les autorisations nécessaires à leur exécution auront été accordées.

Puis, la seconde section concerne le lot 2 relatif au tronçon échangeur Waldhaff jusqu'au carrefour N11/CR126 à Waldhaff.

L'étude de génie civil pour l'avant-projet détaillé du tronçon reliant l'échangeur Waldhaff (incluant la voie de tourne-à-gauche pour les bus à la bretelle sud de l'A7) au carrefour N11/CR126 est sur le point d'être finalisée. Parallèlement, les demandes d'autorisation seront déposées auprès des autorités compétentes. Les études sur l'avant-projet détaillé des installations pour les deux feux tricolores à adapter au niveau de l'échangeur seront réalisées en coordination avec le planning des travaux de génie civil.

Pour la troisième section relative au lot 3 du tronçon carrefour N11/CR126 à Waldhaff jusqu'à l'entrée de Gonderange, l'étude de l'avant-projet détaillé est en cours.

Au vu de ce qui précède, il m'est à l'heure actuelle impossible d'annoncer une date pour le début des travaux du projet sur la N11.

En ce qui concerne un projet d'aménagement d'une liaison bidirectionnelle entre Dippach et Bertrange, je tiens à vous informer que le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ainsi que l'Administration des ponts et chaussées n'ont pas connaissance d'un tel projet.

S'agissant d'autres lignes de bus rapides, il convient de relever que parmi les 200 lignes du réseau RGTR,

42 sont actuellement désignées comme lignes « express ». Elles offrent des temps de trajet plus courts du fait qu'elles ne desservent pas tous les arrêts sur leur trajet. Si les analyses détaillées qui seront effectuées en amont de futures soumissions de lots du réseau RGTR montraient un besoin justifié de lignes express supplémentaires, celles-ci pourraient être intégrées dans le réseau.

Les mesures qui seront cependant les plus utiles pour toutes les lignes circulant sur un même axe routier – qu'elles soient « express » ou non – seront les priorisations pour bus, c'est-à-dire soit des voies bus uni- ou bidirectionnelles soit des priorisations par signaux lumineux aux carrefours. Conformément à l'accord de coalition, de tels aménagements sont intégrés dans la mesure du possible dans de nouveaux projets routiers. Une analyse est en cours pour identifier les secteurs du réseau routier où le plus grand nombre de passagers bénéficieraient de telles mesures.

Enfin, en ce qui concerne l'évaluation de l'impact environnemental, notamment pour la ligne longeant la forêt allant à Waldhaff, il est difficile de tirer des conclusions définitives quant aux impacts globaux. Une évaluation approfondie reste nécessaire, notamment au moyen de bilans écologiques détaillés pour chaque aspect concerné. Cette démarche vise non seulement à identifier l'ampleur des impacts, mais aussi à proposer, le cas échéant, des mesures appropriées pour restaurer les écosystèmes ou compenser les dommages environnementaux.

Négociations entre la FFLAM et la CNS | Question 1605 (29/11/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Tëscht der FLLAM (Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales) an der CNS lafen zënter e puer Méint Verhandlungen iwwert d'Revalorisatioun vun der Lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales fir d'Period 2025 bis 2026, sou wéi dat am Artikel 67 vum Code de la sécurité sociale virgesinn ass. Den 9. Oktober hu béid Parteien awer den Echec vun de Verhandlung festgestallt, soudass den nächste Schrëtt an enger Mediatoun besteet.

Obwuel den Echec also scho viru méi wéi engem Mount festgestallt gouf, gouf bis elo weeder ee Compte rendu vun der Sëtzung erstallt, nach gouf bis elo eng Mediatoun vusäite vun der CNS ugefrot. D'FLLAM selwer krut vun der IGSS matgedeelt, dass si dës net ufroe kéinten: „En effet, l'IGSS, en tant qu'autorité de surveillance des institutions de sécurité sociale pour le compte du Gouvernement au sens de l'article 409 du CSS, est chargée des relations avec les institutions de sécurité sociale et non directement de celles avec les prestataires de soins.“ Fir d'Ufro vun enger Mediatoun gi staatlech Institutounen also vis-à-vis vu privaten Acteure bevirdeelegt, déi domat an eng méi schwaach Positioun gedrëckt an op dësem Wee ënner Drock gesat kënnen ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gouf bis elo vusäite vun der CNS nach kee Compte rendu vun der Sëtzung vum 9. Oktober erstallt, obwuel dëst scho wäit méi wéi ee Mount hir ass?
2. Firwat gouf bis elo vusäite vun der CNS nach keng Mediatoun ugefrot, obwuel d'Feststellung vum Echec vun de Verhandlung scho wäit méi wéi ee Mount hir ass?
3. Ass d'Ministesch der Meenung, dass et dem Prinzip vum Rechtsstaat entsprécht, wa just d'CNS eng

Mediatoun kann ufroen, während et de privaten Acteuren a Fäll wéi dësem awer net erméiglecht gëtt?

4. Wat sinn d'Facteuren, déi d'CNS analyséiert, fir hir Verhandlungspositioun géigeniwwer de Prestataires de santé festzelleen? Ginn dës Analyse bei alle Prestataires de santé d'selwecht duerchgefouert, déi eng Konventioun mat der CNS hunn?

5. Wat sinn d'Grënn, firwat déi meescht Prestatairen, déi souwuel eng Croissance vun der Aktivitéit wéi och e Benefice tëscht de Joren 2021 an 2023 verschreiwten, eng Hausse bei hire Verhandlung kréien? Ginn d'Leeschtunge vun dëse Prestatairen als méi wichteg ugesinn?

6. Ass d'Ministesch net der Meenung, dass esou e Virgoen d'Positioun vun de privaten Acteuren am Kader vu Verhandlung mat der CNS schwächt, well dës domat Drock ausüben kann, fir éischer eng Léisung ze fannen, déi méi en faveur vun der CNS ass?

7. An der Äntwert op déi mëndlech Fro N° 141 vum 13. November 2024 huet d'Ministesch gesot, dass de Grond fir d'Verhandlungsmandat vun 0 Prozent vun der CNS dorop zréckzeféiere wier, dass bei der CNS misste Suen agespuert ginn an de Choix och op d'Labosanalyse gefallt wier, well hei d'„Consommation“ ze héich wier, an d'CNS sech net capabel gesäit, dëse Käschtepunkt am Grëff ze halen.

Ass d'Ministesch der Meenung, dass duerch dës Verhandlungspositioun Sue bei der CNS agespuert kënnen ginn, ouni dass d'Qualitéit vun den Analysen a vum Service fir d'Patient:inne méi schlecht gëtt?

8. Labosanalyses erlaben et ënnert anerem, fir gesondheetlech Problemer ze analyséieren, d'Wierksamkeet vun Traitementer ze iwwerpräiwen a präventiv d'Verschlëmmung vu méigleche Krankheeten ze verhënneren.

Ass d'Ministesch net der Meenung, dass d'Croissance vun de Labosanalyses, déi vun der CNS konstatéiert gëtt, vum gesondheetleche Besoin vun de Versécherteren ofhänkt?

Réponse (07/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Projet vum Compte rendu vun der Sëtzung vum 9. Oktober 2024 gouf de 16. Dezember 2024 un d'Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (FLLAM) geschéckt.

ad 2. Den Echec vun de Verhandlungen tëscht der CNS an dem Groupement représentatif des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique gouf formell vum Conseil d'administration a senger Seance vum 11. Dezember 2024 festgestallt. Am Moment ginn déi nächst Schrëtt virbereet.

ad 3. Fir de Ministère ass et elementar, dass sech un d'Virgawe vum Code de la sécurité sociale gehale gëtt. D'CNS bezitt sech hei op de Courrier vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) vum 25. November 2024 un d'FLLAM, deen dëser Äntwert als Annex[†] bäigefüügt ass.

ad 4. D'Revalorisatioun vun de Lettres-clés gëtt all zwee Joer vun der CNS an de jeeeweilige representative Groupements professionnels vun de Prestataires de soins verhandelt.

An hiren Analysen, a fir all Kategorie vu Prestatairen, consideréiert d'CNS haaptsächlech d'Evolutioun vun der Population protégée, den Depensen an de Volumens d'activités. Facteure wéi d'Altere vun der Bevëlkerung an d'Evolutioun vun der Morbiditéit ginn och berücksichtegt. Op Basis vun dësen Analysen evaluéiert d'CNS, awéiwäit d'Evolutiounen vun de reelle Besoinen an den Ufuerderunge vun enger qualitativer Gesondheetsversuergung, déi de Krittere vum Artikel



23 vum Code de la sécurité sociale (CSS) entsprechen, ofwächen. Dës Negociationsprocedure ass gereegelt duerch d'Artikelen 67 an 69 vum CSS.

ad 5. D'Konklusiounen, déi aus den individuelle Verhandlungen, déi an der Fro 4 beschriwwen sinn, geze ginn, si spezifesch fir all Negociation a kënnen deemno variéieren. De CSS gesäit am Artikel 23 vir: „Les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.“ Während de Verhandlung gëtt d'finanziell Situatioun vun den Dénngschleechter, déi eng Comptabilitéit mussen virweisen, a Betruecht gezunn, wann dës Dénngschleechter Argumenter virleeë betreffend d'Evolution vun de „coûts objectifs“ an den auditéierte Comptes.

ad 6. D'CNS mécht bei dësen Verhandlungen keen Ënnerschied, wat de Statut vun Prestataire betrëfft. D'Approche vun der CNS baséiert ausschliesslech op de Krittere an de Prinzipien, déi an den Äntwerten op d'Froen 4 a 5 beschriwwen sinn.

ad 7. Wéi an der Äntwert op d'Fro 4 präziséiert, consideréiert d'CNS an hiren Analysen d'Besoinen vun den Assuréeen an d'Ufuerderungen vun enger qualitativ héijer Gesondheetsversuergung, déi de Krittere vum Artikel 23 vum CSS entsprechen.

ad 8. Fir d'Ministesch steet eng qualitativ héichwärtig an adequat Ofdeckung vun de Besoinen vun de Versécherter am Zentrum. Sou wéi schonn ënnert 4. erkläert, sinn d'Besoinen vun den Assuréeen, an d'Exigence vun enger qualitativ héijer Gesondheetsversuergung, déi de Krittere vum Artikel 23 vum CSS entsprechen, d'Basis vun de Prise-en-charge vun der Krankenversicherung a stellen en essenziell Element duer an der Positioun vun der CNS während de Verhandlungen.

Convention tendant à éviter les doubles impositions avec les États-Unis d'Amérique | Question 1606 (29/11/2024) de M. Fred Keup | M. Tom Weidig (ADR)

Wéi am Artikel „Bridging the gap: Luxembourg's push into the active ETF-market“, deen den 20. November an der „Luxembourg Times“ publizéiert gouf, ze liesen ass, läit d'Haaptursach, firwat sech aktuell wäit méi nei ETF-Fongen op der Finanzplaz Dublin amplaz Lëtzebuerg néierloossen, doran, dass Irland iwwert en entsprechend Duebelbesteuerungsofkomme mat de Vereenegte Staate verfüügt.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gären dës Froen stellen:

1. Deelt d'Regierung déi Analys, dass Lëtzebuerg am Verglach zu Irland virun allem opgrond vun der Duebelbesteuerung mat den USA manner attraktiv fir nei ETF-Fongen ass?
2. Firwat sinn ETF-Fongen aktuell aus eisem Duebelbesteuerungsofkomme mat de Vereenegte Staaten ausgeholl?
3. Wäert d'Regierung Verhandlungen mat der zukünftiger US-Regierung ophuelen, fir dës Lück ze schléissen? Falls net, firwat net?

Réponse (19/12/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Duebelbesteuerungsofkomme sinn ëmmer d'Resultat vu Verhandlungen tëscht zwee Staaten, déi der Steierkonventionspolitik vun der jeeweiliger Partei Rechnung droen a sech och ëmmer an een zäitlech

historische Kontext afügen. Et ass duerfir net verwonnerlech, dass et Ënnerscheeder gëtt tëscht dem Ofkomme tëscht de Vereenegte Staate vun Amerika an Irland an deem mat Lëtzebuerg. Entgéint dem Duebelbesteuerungsofkomme mat Irland enthält den Accord mat Lëtzebuerg keng Dispositioun iwwer den Accès vun de Fongen op dës Konventioun. Déi amerikanesch Säit huet eis, op entsprechend Demanden hin, och bis haut net signaliséiert, wëllen eppes un deem Zoustand ze änneren.

Fir sech an Zukunft verstärkt um Segment vun den aktiv geréierten ETFen ze positionéieren a méi kompetitiv ze sinn, huet d'Regierung an hirem Entlaaschungspak vu Juli 2024 virgeschloen, dës Fongen op den 1. Januar 2025 vun der Taxe d'abonnement ze befreien. Den entsprechende Gesetzesprojet gouf den 11. Dezember 2024 vun der Chamber guttgeheesch.

Faillite de Liberty Steel | Question 1607 (29/11/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

No der Faillite vu Liberty Steel ass d'Zukunft fir déi 150 Mataarbechter ongewëss. Engersäits steet d'Ausbezielung vun de Salairen am Raum, op der anerer Säit gëtt et scho Rumeuren, wien d'Fabrick potenziell iwwerhuele kéint.

An deem Kader wëlle mir dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus an dem Här Aarbechtsminister folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Aussoe kann d'Regierung zur Kontinuitéit vun de Léin maachen?
2. Wéi eng Perspektive gëtt et aktuell fir d'Reprise vun der Fabrick?
3. Wat sinn d'Grënn, firwat et bis haut nach keng Iwwernam gouf?
4. Wéi steet et ëm d'Sécherheet vun den Aarbechtsplazen?

Réponse (09/12/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Am Kader vun enger Faillite sinn d'Lounréckstänn vun engem Salaré als Creance vis-à-vis vum Patron ze wäerten. Dat selwecht gëllt fir d'Leit, déi hir Preretraite-Indemnitéit net bezuelt kruten. Wann d'Creancierinnen déi Zommen, déi hinnen zoustinn, wëlle recuperéieren, da mussen se eng Déclaration de créance beim Greffe vum Geriicht, deen d'Faillite geschwat huet, deposéieren.

D'Aarbechtsgesetz gesäit vir, dass am Fall vun enger Faillite de betraffene Salaré en Urecht huet op de Loun vum Mount, an deem d'Faillite geschwat gouf, op de Loun vum Mount no der Faillite an op eng Indemnitéit vu 50 % vum Preavis, deen am Fall vun enger Kënnegung hätt missen respektéiert ginn. D'Léin an d'Indemnitéiten, déi dem betraffene Salaré zougenschwat ginn, kënnen net méi héich si wéi d'Léin an Indemnitéiten, déi him am Fall vun enger fristgerechter Kënnegung zougestann hätten.

Ausserdeem gesäit d'Aarbechtsgesetz vir, dass de Beschäftigungsfong de Mataarbechter hir Creance bis zu 6-mol den onqualifizéierte Mindestloun garantéiert. Dorënner falen déi Léin an Indemnitéiten, déi dem Salaré fir déi lescht 6 Méint virun der Faillite an duerch d'Rupture vum Aarbechtsvertrag zoustinn.

Fir all Creance, déi méi héich ass wéi d'Hallschent vum monatleche Loun, kann de Beschäftigungsfong de betraffene Leit Avancen op hir Creance bezuelen. De Maximum, deen an deem Kader vum Gesetz

virgesinn ass, si 75 % vum uewe beschriwwene Plafong.

Wat déi Leit betrëfft, déi an enger Preretraite sinn, gesäit d'Aarbechtsgesetz vir, dass d'Indemnitéit fir déi betraffene Leit am Fall vun enger Faillite vum Beschäftigungsfong kënnen iwwerholl ginn.

ad 2. Wat d'Perspektive fir eng Reprise ugeet, ka bestätegt ginn, dass méiglech Repreneuren Interesse hunn. De Wirtschaftsministère steet dowéinst am Echange mam Curateur, deen elo den éischten Uspriechpartner dofir ass.

ad 3. D'Gestioun vun der Entreprise läit zanter dem Prononcé de faillite vum Tribunal de commerce an den Hänn vun engem Curateur, deen ënnert der Kontroll vun engem Juge-commissaire schafft.

Bis de Freideg, 29. November 2024, louch d'Verantwortung fir de Verkafprozess beim Liberty-Steel-Grupp, op deem seng Initiativ hin dee Prozess am Mee dëst Joer lancéiert gouf. Iwwert déi genee Grënn, firwat et bis elo keng Iwwernam an deem Kader gouf, kann d'Regierung dofir keng Äntwert ginn.

ad 4. Am Aarbechtsgesetz ass virgesinn, dass eng Faillite d'Aarbechtsvertrag opléist, et sief dann, de Curateur géif d'Aktivitéit vun der Entreprise partiell oder integral weiderféieren. De Curateur huet bestätegt, dass eng Equipe weider beschäftigt a bezuelt gëtt, fir d'Maintenance an d'Sécherheet um Site kënnen ze garantéieren. All déi aner Salaréien, deenen hiren Aarbechtsvertrag opgeléist gëtt, kënnen an hirem Wunnland Chômage-Indemnitéiten ufroen. Wann innerhalb vun dräi Méint no der Faillite en Transfert d'entreprise sollt stattfannen, da géifen all d'Aarbechtsverträge, déi duerch d'Faillite opgeléist goufen, erëm a Kraaft trieden.

Révision des attributions des professions de santé | Question 1608 (29/11/2024) de Mme Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Depuis un certain nombre d'années, une révision des attributions des professions de santé réglementées est en préparation. Dans les travaux parlementaires concernant la loi du 29 juin 2023 portant modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, il était spécifié qu'un deuxième projet de loi serait élaboré en parallèle afin de revoir et moderniser les attributions relatives à ces professions. Il y était également indiqué que les travaux de réforme quant au fond de certaines professions de santé sont en préparation et qu'un avant-projet de loi y relatif sera déposé ultérieurement.

Le Gouvernement formé suite aux élections du 8 octobre 2023 semble vouloir poursuivre dans la même voie puisque l'accord de coalition relève d'une part que la loi du 29 juin 2023 sera adaptée et d'autre part que « les attributions et les responsabilités inhérentes aux différentes professions seront redéfinies et précisées ». Enfin, l'accord de coalition indique que la création d'une formation d'infirmier intermédiaire, entre l'aide-soignant et le niveau Bachelor, sera « envisagée, le cas échéant ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à une redéfinition des attributions des professions de santé réglementées entamée par le précédent Gouvernement ? Endéans quels délais les travaux y relatifs pourront-ils être réalisés ?
- 2) Quelles sont les conclusions du Gouvernement concernant l'opportunité de mettre en place un

nouveau diplôme sanctionnant les études d'une formation intermédiaire qui se situerait entre l'aide-soignant et l'infirmier ? Le Gouvernement est-il ouvert à des solutions alternatives à la création de cette nouvelle formation ?

Réponse (21/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les règles d'exercice, les exigences en matière de formation, les missions ainsi que les actes techniques réalisés par les professions de santé réglementées sont en cours de révision en concertation avec les parties prenantes. La réforme de la réglementation en vigueur constitue une priorité au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Elle sera réalisée par étapes au courant de la période législative en cours.

ad 2) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale soutient le renforcement des compétences, ainsi que la revalorisation et la promotion des professions de l'aide-soignant et de l'infirmier/ière responsable de soins généraux.

En parallèle, le dialogue avec les professionnels et les principales parties prenantes est maintenu afin de trouver des solutions adaptées aux défis actuels et futurs. Ces discussions se basent, entre autres, sur l'accord de coalition qui prévoit à la page 91 qu'« [e]n fonction des nouvelles attributions, le Gouvernement réévaluera les formations des différentes professions de la santé. Il envisagera, le cas échéant, la création d'une formation d'"infirmier" intermédiaire entre le niveau de l'"aide-soignant" et le niveau "Bachelor" et analysera la possibilité de mettre en place des passerelles permettant d'accéder à une profession de santé reposant sur une formation de niveau supérieur. »

Travail d'utilité collective (TUC) | Question 1609 (02/12/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Fir d'Organisation vum „travail d'utilité collective" (TUC) am Kader vum REVIS-Gesetz ass den Office national d'inclusion sociale (ONIS) zoustänneg. Dëst Gesetz erlaabt et deene Leit, déi schonn iwwert eng méi laang Zäit keng Aarbecht méi hunn, eng professionell Aktivitéit an engem sozialen oder kollektive Kader unzebidden, fir hinnen nees e besseren Zougang zum Aarbechtsmaart ze ginn. Den TUC ass souwuel fir d'Förderer vum de Kompetenz vum de Betreffende geduecht, ewéi och fir d'Leeschte vum engem positive Bäitrag fir d'Gesellschaft.

Och ASBLe kënnen ënnert der Opsicht vum ONIS eng oder méi Persounen am Kader vum engem TUC beschäftegen. Dës ASBLe mussen awer gewësse Konditiounen erfëllen, déi vum ONIS definéiert ginn, fir esou eng Persoun am Kader vum engem TUC kënnen ze beschäftegen. Zu de Konditiounen gehéieren ë. a., datt d'Aarbecht an där jeeweileger ASBL e sozialen, humanitären, kulturellen, sportlechen oder kollektiven Notzen huet. Des Weidere mussen dës ASBLen – nieft sëllege weidere Konditiounen – transparent sinn, wat hir Finanzen an hir Missioun ugeet an déi jeeweileg Projeten, fir esou en TUC ze beschäftegen, muss gutt definéiert sinn an et muss ee positiven Impakt op eis Gesellschaft nozeweise sinn.

Et schéngt awer esou ze sinn, datt verschidden ASBLen, déi am Sportberäich aktiv sinn an déi gesate Konditiounen potentiell och erfëlle géifen, net zouge-looss ginn. Den ONIS sicht iwwerdeems eng Entrevue mam Sportsministère an huet bis dohin all nei Demande, fir en TUC an enger ASBL, déi am Sportberäich aktiv ass, ze beschäftegen, blockéiert. Et ass an deem Sënn jo awer am Interessi vum der ganzer Gesellschaft, datt Leit, déi scho méi laang keng Aarbecht

méi hunn, net duerch onsënnege Prozeduren den Zougang zum Aarbechtsmaart verweigert kréien.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt aktuell keng nei ASBLen, déi am Sportberäich aktiv sinn, fir den TUC-Programm a Fro kommen? Wa jo: Firwat ginn dës ASBLe blockéiert fir den TUC-Programm?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt lafend Prozeduren, fir esou en TUC an enger am Sportberäich aktiver ASBL ze beschäftegen, limitéiert goufen? Wa jo, firwat?

3. Wat ass d'Motivatioun vum dem ONIS, fir eng Entrevue beim Sportsministère unzufroen a wat fir Resultater gi sech vu béide Säite vum där Entrevue erwaart?

4. Wéini soll dës Entrevue elo stattfannen a wéini kënnen all déi ASBLen, déi am Sportberäich aktiv sinn an déi néideg Konditiounen erfëllen, nees domat rechnen, an den TUC-Programm matagebonnen ze ginn?

Réponse (14/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Georges Mischo**, Ministere des Sports, Ministere du Travail

Den Office national d'inclusion sociale (ONIS) schafft mat ASBLen aus verschiddenen Aktivitéitsberäicher zesumme fir d'Organisation vum Aktivationsmesuren am Kader vum REVIS-Gesetz (Travaux d'utilité collective – TUC), dëst mam Zil vun der Aktivatioun a professioneller Insertioun vu REVIS-Bezéier. Och am Beräich vum Sport waren a sinn Aktivationsmesuren amgang, souwuel bei Veräiner wéi bei Federatiounen.

Effektiv goufen eng Partie Offere fir nei TUC-Mesurë bei Sportsveräiner temporär net publizéiert, well sech verschidden organisatoresch Froe gestallt hunn, déi awer an enger rezenter Entrevue mam Sportsministère gekläert konnte ginn. Zënterhier ginn déi nei Offere vu Sportsveräiner erëm wéi gewinnt traitéiert.

An deem Kader ass ze präzisieren, dass lafend TUC-Mesurë weeder ënnerbrach nach gestoppt goufen. Dës sinn och, wann et begrënt war, erneiert ginn.

Plateforme « www.calculix.lu » | Question 1610 (02/12/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Fir dat neit Joer 2025 kënnegen sech daitlech Präiserhéijunge beim Stroum a méiglecherweis och beim Gas un, dat ënnert anerem och, well déi staatlech Subventionéierung zeréckgefouert gëtt. D'Plattform www.calculix.lu, e gemeinsame Projet vum ILR a vun EControl, gëtt et säit 2013 a se soll de Consommateuren hëllefen, en Iwwerbléck iwwert d'Präispolitick vun de verschiddene Fournisseuren ze kréien. An der Praxis stellt sech awer och eraus, dass vill Leit den Outil entweeder net kennen oder net wëssen, wéi en ze benotzen ass.

An deem Kader wëlle mir dem Premierminister an dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Wéi e Bilan kënnen si vun der Plattform maachen?

2. Wéi sinn d'Statistike vum Zougrëff op dës Plattform säit der Aféierung? Fale Perioden op, wou besonnesch oft op d'Plattform zougegraff gëtt?

3. Ass virgesinn, d'Plattform barrièrefräi oder méi accessibel fir d'Leit ze gestalten, déi sech net esou gutt mat därer Zort Outilen auskennen?

4. Bis wéini ass mat engem Ausbau vun der Plattform ze rechnen, fir dass zousätzlech Simulatiounen méigleche wieren?

5. Wéi eng Ustrengunge ginn aktuell ënnerholl, fir d'Plattform bekannt ze maachen?

6. Ass virgesinn, d'Plattform zukünfteg méi ze promovéieren a wa jo, wéi?

Réponse (24/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Wéi de gesetzleche Kader am Stroumgesetz¹¹ et virgesäit, stellt den ILR mam calculix.lu alle Stroumkonsumente mat engem Joresverbrauch bis 100.000 kWh en Outil zur Verfügung, fir d'Offere vun de Stroum-Liwwerante mateneen ze vergläichen. Den Outil deckt de ganze Stroummaart fir Haushaltsclients of an enthält domat all d'Offeren, déi dës Verbraucher ënnerschreiw kënnen. Fir professionell Clienten, déi am Prinzipp och hir Präisser mam Liwwerant verhandele kënnen, limitéiert de Calculix sech op verëffentlecht Offere vun de Liwweranten. Als Regulateur kontrolléiert den ILR all d'Präisser an Informatiounen, déi am Calculix benotzt ginn, wat en neutrale Verglach erméiglecht.

Zousätzlech zum Stroum kann de Konsument awer och d'Präisoffere vun de Gas-Fournisseure vergläichen.

De Calculix huet sech zënter senger Aféierung als zuverlässegen Outil fir de Präis-Verglach am Energie-Beräich etabléiert.

ad 2. Säit der Neigestaltung vum Calculix Enn 2020 verzechent den Outil eng 4.000 bis 5.000 Visitten am Joer. Tendenziell interesséiere sech méi Leit fir de Calculix um Enn vum Joer, wou och déi meeschte Liwweranten hir Präisser fir dat nächst Joer ukënnegen. Aus den Zuele geet och ganz kloer ervir, datt no Kommunikatioun vum ILR zum Thema Energie, an deenen och ëmmer op de Calculix verwise gëtt, daitlech méi Visite gezielt ginn.

ad 3. A punkto Accessibilitéit huet de SIP am Dezember 2022 en Audit vum Site calculix.lu gemaach fir ze kucken, ob d'Obligatiounen aus dem Gesetz vum 28. Mee 2019 iwwert „l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles des organismes du secteur public" respektéiert sinn. Déi eenzel Punkten aus deem Rapport goufen an der 1. Hallschent vum Joer 2023 vum ILR adresséiert.

2021 huet den ILR Videoe produzéiert, déi dem Utilisateur erklären, wéi hie seng Simulatioun am Calculix maache kann. D'Mataarbechter vum ILR stinn natierlech och zur Verfügung, fir Froe per Telefon oder E-Mail ze beantweren.

ad 4. Den ILR entwéckelt de Calculix reegelméisseg weider, fir en un déi steigend Diversitéit vun den Energie-Offeren unzepassen. Sou gouf zum Beispill och d'lescht Joer e separate Präisverglach fir dynamesch Stroumpräisser ëmgesat.

ad 5. Den ILR mécht reegelméisseg online Campagnen (an de Medien esouwéi an de soziale Medien) iwwert de Calculix. Zudeem verweist den ILR an all senge Communiquéen a Pressekonferenzen am Energie-Secteur op dësen Outil.

ad 6. Den ILR plangt, an Zukunft méi Promotioun vum Site www.mylr.lu ze maachen. Op deem Site gëtt ënner anerem och de Calculix a Geltung gesat. De

¹¹ Inoffizielle koordinéierten Text vum Stroumgesetz: <https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU1685561960-1117.pdf>



Site adresséiert sech reng un de Privatkonsument a liwwert allgemeng Informatiounen a Froen an Äntwerten a Form vun engem Q&A iwwert den Energie- an den Telecom-Marché.

Centre pénitentiaire de Givenich | Question 1611
(02/12/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Lors de sa visite au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) en novembre, Madame la Ministre de la Justice a constaté que 113 lits y sont disponibles, mais seulement 67 sont occupés par des personnes condamnées. Le seul centre pénitentiaire semi-ouvert du Luxembourg n'atteint donc pas sa pleine capacité d'occupation. Or depuis le CPG, une politique de réinsertion sociale est plus facilement à mettre en place, notamment à travers la mesure de la semi-liberté. Cette visite constituait la dernière d'une série de trois visites effectuées par Madame la Ministre dans les établissements pénitentiaires du pays.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Quelles sont les raisons expliquant que le centre semi-ouvert fonctionne actuellement avec un taux d'occupation à peine supérieur à 50 % ?
- 2) À quelle date, depuis son existence, le CPG a-t-il pu atteindre sa capacité maximale ?
- 3) Quelle est la stratégie poursuivie par le Gouvernement concernant une utilisation partielle de cette infrastructure ?
- 4) Quelle est, de manière générale, la politique de transfert du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) vers le CPG et celle du transfert inverse du CPG vers le CPL ? Quel est le nombre d'agressions ayant eu lieu pendant ces transferts au cours des cinq dernières années ?
- 5) Quel est le nombre de condamnés respectivement détenus placés directement au CPG ou transférés au CPG à partir du CPL, au cours des cinq dernières années ?
- 6) Madame la Ministre a-t-elle tiré des enseignements spécifiques de ses visites dans les centres pénitentiaires ? Si oui, lesquels ? Quels constats furent dressés ?
- 7) Est-il prévu de procéder à des adaptations en matière de politique pénitentiaire et d'exécution des peines ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (27/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**,
Ministre de la Justice

ad 1) Le nombre de détenus au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) dépend des décisions prises par le procureur général d'État en matière d'exécution des peines. Par ailleurs, des transferts vers le Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL), en cas de raisons disciplinaires ou pour des raisons médicales, sont toujours possibles. Ces facteurs influencent directement le taux d'occupation du CPG. Il ne s'agit pas d'une situation linéaire, le taux d'occupation du CPG est variable. Il y a lieu de noter également qu'une des conditions pour pouvoir séjourner au CPG est la possibilité pour le détenu de se resocialiser. La resocialisation se fait notamment par des liens d'attachement avec des personnes se trouvant à l'extérieur et qui habitent au Luxembourg ou dans la Grande Région. Ceci n'est pas le cas pour tous les détenus.

ad 2) Au cours des dix dernières années, le CPG n'a jamais atteint sa capacité maximale. La date où fût enregistré le plus grand nombre de détenus était le 9 mars 2016 avec un total de 104 détenus.

ad 3) L'objectif n'est pas d'atteindre à tout prix le taux de capacité maximale. La présence de détenus remplissant les conditions décrites ci-après est essentielle pour assurer le bon fonctionnement du CPG et préserver les conditions de détention conformes aux standards requis. Il est primordial de pouvoir accompagner au mieux chaque détenu sur son chemin vers la réinsertion sociale. Par ailleurs, comme déjà évoqué plus haut, le nombre de détenus se trouvant au CPG dépend des décisions prises par le procureur général d'État en matière d'exécution des peines, qui veille à ce que les conditions inscrites aux articles 673 et 680 du Code de procédure pénale soient respectées.

ad 4) Le procureur général d'État se base sur les dispositions légales existantes et vérifie si les conditions inscrites dans la loi sont données.

Dans le cadre d'une demande de transfert vers le CPG, le procureur général se base (i) sur l'article 670 du Code de procédure pénale qui prévoit que l'exécution des peines privatives de liberté favorise, dans le respect des intérêts de la société et des droits des victimes, l'insertion des condamnés ainsi que la prévention de la récidive, et (ii) sur l'article 673 du Code de procédure pénale, en vertu duquel, pour l'application des modalités d'exécution d'une peine privative de liberté, le procureur général d'État tient notamment compte de la personnalité du condamné, de son comportement et de son évolution en milieu carcéral, de ses efforts en vue de son insertion, de la prévention de la récidive et de l'attitude du condamné à l'égard de la victime ainsi que de la protection et des intérêts de cette dernière.

L'article 680 du Code de procédure pénale prévoit que le procureur général d'État peut décider le transfèrement d'un détenu au Centre pénitentiaire de Givenich s'il considère que les contraintes plus sévères et inhérentes au régime fermé ne sont pas nécessaires à une exécution régulière de la peine privative de liberté, l'insertion du condamné ou la sécurité publique. Il est ainsi requis que le détenu affiche une stabilité comportementale affirmée et démontrée, condition essentielle pour garantir la sécurité dans un milieu semi-ouvert ainsi que la réinsertion réussie du détenu. Un transfert en milieu semi-ouvert implique une responsabilisation accrue et une confiance placée dans l'engagement du détenu envers les règles de vie en société. En outre, le CPG a pour mission de préparer les détenus résidents et ceux de la Grande Région à l'insertion ou à la réinsertion socioprofessionnelle au Luxembourg ou dans la Grande Région.

De manière générale, l'exécution des peines examine au cas par cas si un détenu est apte à intégrer le CPG, soit directement au début de sa peine, soit lors de sa demande de transfert vers le CPG. Ceci est également le cas lors d'un retransfert du détenu vers le CPL.

En ce qui concerne les retransferts vers le CPL, l'article applicable est l'article 674 (3) du Code de procédure pénale, qui dispose que « lorsque le comportement d'un condamné détenu au Centre pénitentiaire de Givenich est devenu incompatible avec son maintien en milieu semi-ouvert pour des faits d'inconduite, d'un risque réel de fuite ou de la commission d'une nouvelle infraction pénale, de nouvelle condamnation ou d'inobservation par le condamné des modalités et conditions prévues à l'article 673, paragraphe 3, pour des raisons médicales ou pour un fait disciplinaire passible du retransfert vers un autre centre pénitentiaire, le directeur du Centre pénitentiaire de Givenich informe le procureur général d'État qui peut ordonner le retransfert vers un autre centre pénitentiaire. Cette décision suspend automatiquement les mesures d'aménagement de peine dont bénéficiait le condamné. » Dans les décisions de retransfert, il est à

chaque fois vérifié si les conditions de cet article sont remplies.

Il n'y a pas eu d'incident ou d'agression concernant ces transferts au cours des cinq dernières années à part celui du 27 novembre 2024.

ad 5) Tableau ↑

ad 6) Les visites au sein des trois centres pénitentiaires ont permis de se faire une idée précise de la réalité sur le terrain et de l'excellent travail effectué par les agents pénitentiaires au quotidien dans un environnement difficile. Globalement, le système pénitentiaire fonctionne bien. Un constat qui est revenu dans les trois centres pénitentiaires est l'accueil de plus en plus fréquent d'une population vieillissante, ce qui apporte différents défis, à savoir la recherche d'un emploi, le suivi médical ou encore le fait de disposer au sein des centres pénitentiaires du matériel adapté à cette population. Au Centre pénitentiaire de Givenich, il est primordial de pouvoir accompagner le détenu de manière individuelle sur le chemin de la réinsertion sociale, en l'aidant à réintégrer la vie en société, à chercher un emploi et un logement et reconstruire, le cas échéant, les liens avec les membres de sa famille et ses amis.

ad 7) Le projet de loi n° 7869, qui a été déposé en date du 11 août 2021, vise principalement à modifier la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire afin d'adapter et de compléter certaines dispositions pour permettre une meilleure applicabilité de la loi en pratique. Les modifications trouvent leur source dans les expériences faites sur le terrain depuis l'entrée en vigueur de la loi en 2018. À la suite de l'avis du Conseil d'État, une deuxième série d'amendements a été déposée au mois de novembre 2024.

Parallèlement, le projet de règlement grand-ducal portant organisation des régimes internes des centres pénitentiaires a été déposé le 12 février 2021 et est en cours de finalisation à la suite de l'avis du Conseil d'État afin de pouvoir entrer en vigueur concomitamment avec la nouvelle loi. Ce projet de règlement grand-ducal reprend un ensemble de dispositions qui vise à définir les modalités d'exécution des règles établies dans la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire.

Par suite de l'incident du 27 novembre 2024 une analyse interne a pour objectif d'identifier d'éventuelles pistes d'amélioration afin de renforcer encore davantage la sécurité des membres du personnel pénitentiaire.

Parc automobile luxembourgeois | Question 1612
(02/12/2024) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

La part des voitures électriques, c'est-à-dire des hybrides rechargeables et des 100 % électriques, parmi les nouvelles immatriculations ont fortement augmenté au cours des cinq dernières années, passant de 3 % en 2019 à plus de 30 % en 2023. Il en découle que la part des voitures électriques parmi les nouvelles immatriculations a été en 2023 pour la première fois supérieure à celle des voitures diesel et hybrides au diesel.

Parallèlement, on constate une électrification progressive du parc automobile luxembourgeois, la part des voitures électriques, hybrides rechargeables inclus, ayant augmenté de 0,76 % en janvier 2019 à 8,45 % en janvier 2024.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :



– Quelle est la répartition, au sein du parc automobile, entre voitures de société et voitures privées ? Comment la répartition se présente-t-elle individuellement pour les voitures électriques, à essence, diesel respectivement hybrides ? Comment a-t-elle évolué sur les cinq dernières années ?

– La tendance actuelle d'électrification est-elle en ligne avec l'objectif national d'atteindre 49 % du parc automobile à l'horizon 2030 ?

Réponse (31/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député s'enquiert sur la répartition des véhicules électriques privés et d'entreprise dans le parc automobile luxembourgeois.

La part des voitures électriques, c'est-à-dire les voitures 100 % électriques (BEV) et les voitures hybrides rechargeables (PHEV), dans le parc automobile au Luxembourg a constamment augmenté au cours des cinq dernières années.

Les voitures électriques sont de plus en plus choisies pour les voitures de société, ce qui serait notamment dû à l'avantage en nature, qui est particulièrement intéressant pour les voitures entièrement électriques. En revanche, la part des voitures à pile à combustible à hydrogène (FCEV) reste marginale pour l'instant.

Le tableau ci-dessous présente la part des différents types de motorisation au cours des cinq dernières années, avec une distinction entre les voitures immatriculées au nom d'une personne physique ou d'une personne morale. Pour ces dernières, il s'agit des voitures immatriculées au nom d'une société, dont notamment les voitures de fonction auxquelles le régime de l'avantage en nature s'applique, mais également toutes celles enregistrées au nom d'une entreprise de location ou de leasing de véhicules.

En particulier pour les véhicules immatriculés au nom d'une personne morale, la part des BEV a fortement augmenté depuis 2019. Les BEV représentent notamment 18,34 % de ces derniers en 2024, ayant dépassé la barre des 10 % depuis l'année passée. Les chiffres pour les PHEV stagnent légèrement depuis que les différentes primes et avantages en nature ne s'appliquent plus qu'aux BEV. La part relativement faible de voitures électriques immatriculées au nom de particuliers s'explique en partie par la popularité croissante du leasing financier privé pour l'acquisition de ce type de véhicule. Ainsi, un nombre croissant de particuliers, n'ayant pas accès à une voiture de fonction, choisissent pourtant le leasing comme solution pour financer le véhicule.

Concernant la deuxième question sur la tendance actuelle et l'atteinte de l'objectif national de 49 % d'ici 2030, les objectifs du PNEC sont certes ambitieux, mais le Gouvernement a l'intention de les atteindre. La réforme du régime fiscal de l'avantage en nature des voitures de fonction, applicable à partir du 1^{er} janvier 2025, et la décision du Conseil de Gouvernement du 29 novembre 2024 de prolonger les taux avantageux de 0,5-0,6 % pour les BEV devraient contribuer à se rapprocher de cet objectif.

Cours de l'action de la Société européenne des satellites (SES) | Question 1613 (02/12/2024) de **Mme Francine Cloeser** (LSAP)

Säit Mëtt Abrëll 2024 geet de Cours vun den Aktie vun der Société européenne des satellites (SES) erof. Si huet an deem Zäitraum iwwert 40 % u Valeur verlieren. Bekanntlech ass d'Regierung, direkt an indirekt,

zu engem Drëttel Actionnaire bei der SES. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1340 ënnersträicht d'Regierung d'Wichtigkeet vun der SES als „acteur phare de l'écosystème spatial au Luxembourg“.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Här Premierminister, der Madamm delegéiert Ministesch beim Premierminister fir Medien a Connectivitéit an dem Här Finanzminister follgend Froe stellen:

– Wéi ass d'Analys vun der Regierung par rapport zu dëser Baisse vum Aktiewäert vun der SES? Wat risquéieren d'Konsequenze fir d'SES ze sinn?

– Gëtt dës Evoluitioun esou higevoll oder ass et eng Prioritéit, den Aktiecours vun der SES erëm ze etabléieren? Wéi eng Instruktioune kruten an deem Zesammenhang, vusäite vun der Regierung, d'Vertrieder vum Staat, déi am Verwaltungsrot vun der SES sinn?

– Wéi ass de viraussichtlechen Afloss vun dëser Baisse vun den SES-Aktien op déi entspreichend Recetten am Staatsbudget?

– Wéi gesäit d'Regierung d'Zukunft vun der SES an engem ekonomeschen Ëmfeld, dat aktuell staark am Wandel ass? Wat muss gemaach ginn, fir d'Zukunft vun der SES ofzesécheren?

Réponse (12/12/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Et ass net un der Regierung, den Aktiecours vun enger cotéierter Gesellschaft ëffentlech ze kommentéieren.

D'Staatsvertrieder am Verwaltungsrot vun der SES ënnerstëtzen aktiv all Mesuren, déi d'Stabilitéit an d'Perennitéit vun der Gesellschaft féerden.

De Verlaf vum Aktiecours am Kader vu staatleche Participatiounen huet keen Impact op de Staatsbudget.

D'SES huet sech an engem sektoriellen Ëmfeld, dat effektiv staark am Wandel ass, eng Strategie ginn, fir och laangfristeg zu de féierende Satellitenoperateuren ze zielen. Zu där Strategie gehéiert nief der Optimisatioun a Stabilisatioun vun der operationeller a finanzieller Performance och eng weltwäit eemoleg Offer u Multiorbit-Service, d'Acquisitioun vun Intelsat an e besonnesche Fokus op gouvernemental Projeten, sief et mat Partnerlänner oder mat internationalen Organisatioune wéi der EU an der NATO.

Planning fiscal agressif | Question 1614 (02/12/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Dans une évaluation publiée par la Commission européenne le 26 novembre 2024, il est indiqué que le Luxembourg n'a pas pris les mesures nécessaires pour adresser certaines caractéristiques de son système fiscal favorisant le planning fiscal agressif. La Commission souligne également que ces pratiques dépassent les seuils minimaux de consensus adoptés au niveau international, tels que ceux établis par l'OCDE et le cadre inclusif de la Base Erosion and Profit Shifting (BEPS).

La Commission exprime en particulier des préoccupations concernant l'absence de retenue à la source sur les paiements de dividendes, d'intérêts et de redevances vers des juridictions à faible fiscalité, un mécanisme qui pourrait faciliter l'évasion fiscale et réduire les recettes fiscales des États membres. De plus, la Commission avait déjà noté en juin dernier que la mise en œuvre du pilier 2 par le Luxembourg, bien qu'un pas dans la bonne direction, ne résoudrait que partiellement le problème des paiements sortants, car elle se limite aux grandes multinationales et exclut certains

secteurs. Cette approche pourrait continuer à laisser des possibilités de contournement des règles fiscales minimales convenues à l'échelle internationale. Cette critique met en lumière des pratiques qui pourraient nuire à la réputation du Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Le Gouvernement a-t-il pris connaissance des critiques formulées par la Commission européenne dans son évaluation du 26 novembre 2024 ? Quelle est sa position à cet égard ?

2) Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour répondre aux préoccupations soulevées par la Commission européenne concernant le planning fiscal agressif et pour aligner le système fiscal du Luxembourg sur les normes internationales ?

3) Le Gouvernement prévoit-il des ajustements dans les régimes fiscaux spécifiques qui ont été identifiés comme dépassant les seuils minimaux de consensus international, notamment concernant l'absence de retenue à la source sur les paiements de dividendes, d'intérêts et de redevances vers des juridictions à faible fiscalité ?

4) Comment le Gouvernement évalue-t-il les limites identifiées par la Commission européenne concernant la mise en œuvre du pilier 2 au Luxembourg, notamment son incapacité à résoudre intégralement les problèmes liés aux paiements sortants ? Des réformes supplémentaires sont-elles envisagées pour combler ces lacunes ?

5) Des discussions ont-elles été engagées avec les institutions européennes pour clarifier la position du Luxembourg et proposer des solutions concrètes visant à améliorer la transparence fiscale et à réduire les mécanismes permettant l'érosion de la base d'imposition ?

6) Le Gouvernement évalue-t-il l'impact que ces critiques pourraient avoir sur la réputation du Luxembourg en tant que centre financier international, et envisage-t-il des initiatives pour rassurer les investisseurs et partenaires commerciaux à ce sujet ?

Réponse (06/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence à la recommandation de la Commission européenne approuvant le plan budgétaire et structurel national à moyen terme du Luxembourg publiée le 26 novembre 2024, ainsi qu'à un document de travail de la Commission européenne publié le 19 juin 2024 dans le cadre du Semestre européen. À titre liminaire, il convient d'observer que cette recommandation de la Commission est actuellement discutée au sein du Conseil.

Les critiques formulées par la Commission dans le contexte de la planification fiscale agressive ne sont en tant que telles pas nouvelles, et ont ainsi été réitérées à plusieurs reprises dans le cadre du processus du Semestre européen au cours des dernières années. Il y a également lieu de noter qu'à travers le libellé « au-delà du consensus sur les seuils minimaux convenus à l'échelle internationale » utilisé par elle dans le cadre de la recommandation du 26 novembre 2024, la Commission reconnaît, implicitement mais nécessairement, que le Luxembourg est en conformité parfaite avec les standards agréés aux niveaux international et européen pour lutter contre les pratiques de planification fiscale agressive des entreprises.

Concernant plus particulièrement l'imposition des paiements sortants, il y a lieu de remarquer que le Luxembourg a déjà implémenté en 2021 une mesure de non-déductibilité des intérêts et redevances à

destination de juridictions inscrites sur la liste de l'Union européenne des juridictions non coopératives en matière fiscale. Cette mesure défensive vise précisément à lutter contre la problématique des paiements sortants telle qu'identifiée par la Commission européenne et est aussi susceptible de s'appliquer à l'encontre de juridictions à faible fiscalité.

En ce qui concerne finalement l'impact du Pilier Deux sur les pratiques de planification fiscale agressive des groupes d'entreprises, la Commission européenne indique elle-même dans son appréciation du 19 juin 2024 que la mise en œuvre du Pilier Deux par le Luxembourg « contribuera à résoudre le problème des paiements sortants ». À cet égard, il y a lieu de noter que le Luxembourg a non seulement transposé, endéans les délais impartis, la directive (UE) 2022/2523 du Conseil du 15 décembre 2022 visant à assurer un niveau minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union par la loi du 22 décembre 2023 (« Loi Pilier Deux »), y compris en ce qui concerne son champ d'application visant les groupes d'entreprises dépassant un seuil de chiffre d'affaires cumulé de 750 millions d'euros au cours d'une certaine période, mais a également implémenté les instructions techniques agréées adoptées par l'OCDE dans ce cadre à travers le vote du projet de loi n° 8396 en date du 19 décembre 2024.

Si le Luxembourg ne partage dès lors pas les critiques mentionnées par l'honorable Député, des contacts avec les services de la Commission européenne ont régulièrement lieu à travers lesquels la position du Luxembourg sur ces questions est clairement rappelée et exprimée.

Utilisation du langage neutre et inclusif à l'Université du Luxembourg | Question 1615 (02/12/2024) de M. Tom Weidig | M. Fred Keup (ADR)

An der Äntwert vun der Madamm Minister fir Fuerschung an Héichschoul op eis parlamentaresch Fro Nr. 1450 vum 30. Oktober 2024 heescht et: „Laut den Informatiounen, déi d'Universitéit Lëtzebuerg dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul zoukomme gelooss huet, ass d'inklusiv Sprooch Deel vun der Universitéit hirem Engagement am Kader vun der Geschlechtergläichheetspolitik. Et géif awer keng offiziell Richtlinnen, déi des Sprooch géifen an der Kommunikatioun tëschent Mataarbechter a Studenten imposéieren.“ Deemo wier et de Studenten och „net formal“ verbueden, am Kader vun hiren Aarbechten/Prüfungen/Examen op d'Genderen ze verzichten.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Madamm Héichschoulminister:

1. Obschonn d'Ofwäerte wéinst Netgenderen net vun „offizielle Richtlinie“ gedeckt ass, ass „d'inklusiv Sprooch Deel vun der Universitéit hirem Engagement am Kader vun der Geschlechtergläichheetspolitik“. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt des hybrid Situatioun dozou féiere kéint, datt verschidde Studenten, déi vu sech aus géint d'Genderen sinn, sech genéidegt fille kéinten ze genderen, fir sech net dem „Engagement“ vun der Uni ze verweigere, datt et op der Uni Lëtzebuerg also, wa scho keen explizitten, sou dach en implizitten Genderzwang gëtt?

2. D'Madamm Minister schreift, et wier de Studenten „net formal“ verbueden, am Kader vun hiren Aarbechten/Prüfungen/Examen op d'Genderen ze verzichten. Geet d'Madamm Minister net dervun aus, datt e Student, dee fir seng Aarbechten/Prüfungen/

Examen vernëfengerweis déi bescht Benoutung ustriift, d'Optioun „net formal verbueden“ sënngemeiss als „net recommandéiert“ interpretéiert?

3. D'Madamm Minister schreift: „Falls ee Student deemno erwisenermoosse wéinst dem Gebrauch vun der „klassischer“ Sprooch géif Punkte verléieren oder eng Epreuve net packen, kéint hien d'Commission des litiges [...] saiséieren.“ Ass et an deene meeschte Fäll awer net problematesch bis onméiglech ze bewäisen, dass effektiv de Verzicht op d'Gendersprooch de Grond dervir war, datt e Student Punkte verluer oder seng Epreuve net gepackt huet?

4. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt de Begrëff „inklusiv Sprooch“, wéi en hautdesdaags „à tort et à travers“ benotzt gëtt, per se eng Devaloriséierung vun der Standardsprooch implizéiert an domat ugeluucht ass, fir Studente vun dëser „normaler“ Sprooch ofzehalen?

Réponse (17/12/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

Ech reagéieren op den honorabelen Deputéierten hir Fro mam Verweis op d'Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 8124 an N° 1450, a wéilt nach follgend Präzisiounen ginn.

Laut den Informatiounen, déi d'Universitéit Lëtzebuerg dem Ministère fir Fuerschung an Héichschoul zoukomme gelooss huet, engagéiert sech d'Universitéit, fir Diversitéit an Inklusivitéit ze promovéieren, an dat och an der interpersoneller Kommunikatioun tëscht Mataarbechter a Studenten, ouni eng speziellesch Ausdrucksform virzeschreien.

Et gouf bis elo keng Bemierkungen oder Suergen, och net iwwer d'Examensresultater, un d'Rektorat oder de Comité pour l'égalité des genres oder un d'Enseignanten op der Universitéit erugedroen, déi sech op d'Fuorderung oder de Verbuet vun inklusiver Sprooch bezéien, och net am Zesammenhang mat der Commission des litiges.

D'Promotioun vun Gebrauch vun inklusiver Sprooch huet net zum Zil, déi sougenannte „Standardsprooch“ ze entwäerten, mee kann dozou bäidroen, d'Schafte vun engem inklusiven Ëmfeld ze ënnerstëtzen.

Réservation d'une place dans une maison de soins | Question 1616 (02/12/2024) de M. Dan Hardy (ADR)

Mir ass follgende Fall aus engem Fleegeheim zougedroe ginn. Et geet ëm eng Zomm, déi een als „Virkafsrecht“ bezuele muss, déi an deem mir bekannte Fall tëscht 8.000 an 10.000 Euro läit. Wann déi Persoun, déi dëse Montant bezuelt huet, decidéiert, de Service net méi ze benotzen oder nach méi schlëmm, wa se stierft ouni jeemoos vum Service profitéiert ze hunn, kritt hir Famill nëmmen e klengen Deel vun dëser Zomm zeréck, dat heescht tëscht 2.000 an 3.000 Euro. D'Majoritéit vun Betrag gëtt also net rembourséiert a gläichzäiteg géif déi Plaz dann un eng aner Persoun goen, déi dann eventuell nees déi ganz Zomm ze bezuelen huet.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Wann eng Prestatioun am Virus bezuelt gëtt, déi ni genotzt gëtt, ass do e Remboursement virgesinn?

2. Wéi funktionéiert déi administrativ Prozedur, am Fall vun Doude vun enger Persoun, fir déi reservéiert Plaz un eng aner Persoun ze transferéieren?

Réponse (20/01/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Bei der vun honorabelen Deputéierte beschriwwener Situatioun handelt et sech ëm e kontraktuellen Engagement tëscht Client a Prestataire, deen de generelle Bestëmmung vun der Liberté contractuelle ënnerläit. De Familljeministère ka sech deemno net zu spezifesche Kontrakter prononcéieren. Déi gesetzlech Dispositiounen bezüglech de Contrats d'hébergement vu Wunnstrukture fir eeler Leit sinn an den Artikelen 10 an 11 vum modifizéierte Gesetz vum 23. August 2023 iwwer d'Qualitéit vun de Servicer fir eeler Leit définéiert.

Grève des employés d'un club de football luxembourgeois sur fond de salaires impayés | Question 1617 (02/12/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon des informations récemment publiées par la presse luxembourgeoise, le match de football de la 14^e journée de BGL Ligue opposant le Swift Hesperange et Mondorf-les-Bains n'aurait pas pu avoir lieu en raison d'une grève des joueurs de Swift Hesperange sur fond de salaires impayés. Suivant ces mêmes sources, une partie des joueurs employés par le Swift Hesperange ne seraient plus payés depuis plusieurs mois.

Selon le droit commun, le non-paiement d'une ou de plusieurs mensualités de salaire est à considérer comme faute grave dans le chef de l'employeur. Dans ces cas, les salariés concernés peuvent déposer une plainte auprès de l'Inspection du travail et des mines (ITM).

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) L'ITM a-t-elle été saisie d'une plainte de la part d'employé.e.s du club de football mentionné ci-dessus ? Dans l'affirmative, l'ITM a-t-elle donné suite à cette plainte voire a-t-elle déjà effectué des contrôles de l'employeur en question dans ce contexte ?

2) L'ITM a-t-elle déjà constaté des irrégularités en matière de droit du travail lors d'un contrôle périodique antérieur de cet employeur ?

3) L'ITM s'est-elle autosaisie ou compte-t-elle s'autosaisir dans ce dossier pour enquêter sur l'ampleur des irrégularités au vu de sa mission qui consiste à constater les infractions et à mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales ?

Réponse (08/01/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) L'ITM a reçu cinq plaintes de cinq différents salariés concernant le club de football en question en 2024 pour non-paiement de salaires (sur plusieurs mois).

Un dossier a été clôturé car le plaignant ne remplissait pas les critères pour être considéré comme salarié (sont à considérer comme des salariés, les sportifs ou entraîneurs qui exercent cette activité à titre principal et régulier et/ou dont la rémunération dépasse le seuil prévu par la loi).

En ce qui concerne deux dossiers, il n'y a pas eu de réaction suite à l'injonction de l'ITM ; une amende a donc été prononcée pour un montant de 4.000 euros.

Deux dossiers sont toujours en cours de traitement.

ad 2) Non, l'ITM n'a pas constaté des irrégularités en matière de droit du travail lors d'un contrôle périodique antérieur de cet employeur.

ad 3) Suite à une plainte, l'ITM effectue toujours un contrôle.

Un contrôle englobe l'intégralité des aspects concernant les dispositions légales des conditions de travail et sécurité et santé au travail. Tout en sachant que deux dossiers sont toujours en cours de traitement.

.....

Représentations diplomatiques de l'Union européenne | Question 1618 (03/12/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)

Selon „Politico“, la nouvelle Commission envisage de repenser la répartition du personnel des représentations diplomatiques de l'UE dans le monde, priorisant les pays dans lesquels se situent les principaux intérêts de l'UE. Apparemment, les contraintes budgétaires et les intérêts stratégiques mènent à des réductions du nombre de personnel, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. En Afrique, par exemple, la présence de l'UE se verrait limitée en plus de 30 pays.

J'aimerais souligner que les ambassadeurs mandatés à la fois par la Commission et le Conseil représentant toutes les institutions de l'UE, défendent les intérêts et les valeurs de l'UE. Ainsi, les 145 délégations de l'UE sont un instrument clé de la politique étrangère de l'UE.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'une restructuration importante du personnel des représentations diplomatiques de l'UE ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails ?

– Quelle est la position du Gouvernement par rapport à cette nouvelle approche ? Comment le Gouvernement voit-il l'importance de la présence de l'UE dans le monde en relation avec l'influence de la Russie et la Chine, notamment en Afrique ?

Réponse (17/12/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Le Gouvernement n'a pas pour habitude de commenter des articles de presse. Le réseau des délégations de l'UE est géré par le Service européen pour l'action extérieure, qui fait actuellement face à un déficit budgétaire.

Selon les informations dont dispose le Gouvernement, des discussions sont en cours au sein des institutions concernées pour faire face à cette situation.

.....

Décarbonisation chez ArcelorMittal | Question 1619 (03/12/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)

Le 26 novembre 2024, le numéro 2 de la production mondiale d'acier, ArcelorMittal, a confirmé ce qui avait déjà circulé précédemment dans des médias français et belges : alors que le sidérurgiste luxembourgeois dit rester attaché à l'objectif net zéro pour 2050, il annonce une mise en veille des projets de décarbonation de ses sites de production en Europe disant attendre un environnement politique qui garantirait la compétitivité de la production d'acier en Europe.

Or, il est utile, d'un côté, de rappeler qu'un total de 3 milliards d'euros d'aides publiques ont déjà été approuvés en faveur des projets de décarbonation sur les sites de Gand, Dunkerque, Brème et Gijón qui opèrent aujourd'hui à partir de hauts-fourneaux. Et de noter, d'un autre côté, que sans réalisation rapide de ces projets, le sidérurgiste n'atteindra pas son objectif de réduction de l'intensité carbone de sa production européenne, à savoir -35 % à l'horizon 2030.

En ce qui concerne la production au Luxembourg, ArcelorMittal a bénéficié d'une aide publique de l'État de 15 millions d'euros pour son investissement de 67 millions d'euros dans un nouveau four à arc électrique sur le site de Belval (protocole d'accord signé en septembre 2022). Annoncé comme projet stratégique

pour l'engagement sur la voie d'une production d'acier neutre en carbone ainsi que pour la lutte contre le changement climatique, ce nouveau four vise une meilleure efficacité énergétique, une augmentation de la capacité de production d'acier au Luxembourg de près de 15 %, et il doit établir l'autosuffisance en matière de besoins d'acier brut des laminoirs luxembourgeois d'ArcelorMittal.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Quelle est la lecture de Monsieur le Ministre de l'Économie quant aux annonces du sidérurgiste luxembourgeois de mettre en veille ses projets de décarbonation en Europe ?

– Où en est le projet de relocalisation SteelUp! qui est cofinancé à hauteur de 15 millions d'euros par l'État luxembourgeois ? La première charge sera-t-elle lancée au mois de janvier 2025, comme l'a affirmé le chef de projet d'ArcelorMittal en janvier 2024 ?

– Monsieur le Ministre de l'Économie est-il tenu informé de la stratégie climatique du sidérurgiste luxembourgeois dans son ensemble ? Monsieur le Ministre saurait-il dire quand le sidérurgiste luxembourgeois entend mettre à jour cette stratégie, dont une dernière version date de 2021 ?

Réponse (07/01/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Comme le prévoit l'accord de coalition, le Gouvernement encourage les efforts de décarbonation et de digitalisation des processus de production et accompagne l'industrie dans ses projets de décarbonation. Dans ce contexte, le Gouvernement s'engage au niveau européen pour la compétitivité du secteur sidérurgique européen. De manière générale, la prévisibilité au niveau du cadre réglementaire européen futur est essentielle pour stimuler les investissements dans la décarbonation et en faveur de la transition verte.

La mise en œuvre du projet SteelUp avance bien. Différentes circonstances ont cependant légèrement retardé la mise en opération. En effet, les chantiers sont complexes et nécessitent une adaptation permanente avec la production. Il est prévu que l'installation commence à fonctionner courant octobre 2025, sous réserve que toutes les autorisations soient obtenues.

Le Ministère de l'Économie a des échanges réguliers avec le sidérurgiste et est informé de manière générale des évolutions au niveau luxembourgeois et mondial, il n'a cependant pas d'informations concernant la date d'une éventuelle mise à jour de la stratégie climatique du groupe.

.....

Annonce de l'augmentation des frais universitaires et d'inscription pour le semestre d'hiver 2025-2026 à l'Université du Luxembourg | Question 1620 (04/12/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

Dans un courriel adressé à la communauté universitaire le 29 novembre 2024, il a été annoncé que les frais universitaires pour le semestre d'hiver 2025-2026 seront augmentés de 200 à 400 euros, soit une hausse de 100 %. Par ailleurs, les frais d'inscription seront fixés à 100 euros. Cette augmentation concerne tous les cycles, à savoir les bachelors, masters et doctorats.

Les arguments avancés dans ce courriel mettent en avant une volonté d'alignement avec les frais pratiqués par les universités voisines dans le but de garantir un accès équitable pour tous les étudiant.e.s.

Il est également indiqué que les revenus supplémentaires générés par cette augmentation seront investis

dans l'amélioration des services destinés aux étudiant.e.s, notamment le soutien psychologique et social, les activités extracurriculaires, la médiation, ainsi que le renforcement de la représentation étudiante par un support administratif accru.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur :

1) Quelle a été la prise de position du Gouvernement représenté auprès du Conseil de gouvernance par un commissaire qui y siège avec voix consultative ?

2) Sur la base des inscriptions pour le semestre d'hiver 2024, pouvez-vous estimer le montant supplémentaire que cette augmentation engendrera pour l'année académique 2025-2026, en distinguant les frais universitaires des frais d'inscription ?

3) Pouvez-vous détailler précisément les projets que l'Université du Luxembourg prévoit de financer avec ces revenus supplémentaires, notamment en matière de ressources humaines et d'amélioration des services étudiants ?

4) Pouvez-vous confirmer si les frais actuels de 200 € sont inférieurs à ceux pratiqués par les universités des pays voisins, et si les frais futurs de 400 € les dépasseront ?

5) En quel sens une augmentation de ces frais contribue-t-elle à un accès plus équitable des étudiant.e.s aux études universitaires ?

6) Les frais universitaires de 400 euros par semestre seront-ils intégralement remboursés par l'Aide financière de l'État pour études supérieures (AideFi) ? Par ailleurs, comment ce remboursement se compare-t-il à celui prévu pour le semestre d'hiver 2024-2025 ?

7) Pouvez-vous fournir des chiffres détaillés sur le nombre de dossiers d'inscription reçus pour le semestre d'hiver 2024-2025, ainsi que sur le nombre d'inscriptions effectivement retenues et pour lesquelles les frais universitaires ont été automatiquement déduits ?

8) Finalement, si l'Université du Luxembourg doit en effet dégager des budgets supplémentaires afin d'assurer la qualité des divers aspects de l'université, pourquoi ne pas augmenter la dotation étatique dans le cadre de la convention pluriannuelle conclue entre l'État et l'Université du Luxembourg au lieu de faire supporter ces frais aux étudiant.e.s ?

Réponse (17/12/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député David Wagner relative aux frais de dossier et d'inscription à l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes.

Il convient de rappeler tout d'abord que l'Université du Luxembourg est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche qui jouit de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière. Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, le Conseil de gouvernance de l'université a arrêté les frais d'inscription pour l'année académique 2025-2026. À la date du 5 novembre 2024, j'ai approuvé cette décision.

Hormis les frais d'inscription, les seuls frais facturés par l'université sont les frais de dossier, qui sont remboursés lorsque la demande d'admission est acceptée. Cette mesure vise à dissuader les candidatures peu sérieuses ou inéligibles, qui mobilisent des ressources à l'université au détriment des dossiers sérieux.

Selon les chiffres actuels, on peut estimer que les frais tels qu'arrêtés pour 2025-2026 engendreront un montant supplémentaire d'un million d'euros pour les frais d'inscription et de 375.000 euros pour les frais de dossier.

L'université prévoit d'utiliser les recettes supplémentaires attendues pour aider l'avancement d'un certain nombre d'actions :

- rapprocher les frais d'inscription de l'université de ceux pratiqués dans les pays voisins tout en préservant l'équité d'accès, sans distinction de nationalités ;
- soutenir les investissements continus visant à améliorer l'accompagnement des étudiants, notamment :
 - le renforcement de l'accompagnement psychologique et social des étudiants, pour mieux assurer leur inclusion dans la communauté universitaire ;
 - le développement de la vie étudiante ;
 - l'amélioration de la prévention des litiges via le renforcement du bureau de l'Ombuds avec le recrutement récent d'un deuxième Ombuds en novembre et d'un troisième en janvier 2025 ;
 - le renforcement de la voix des étudiants en stabilisant et pérennisant le savoir-faire de la délégation étudiante par le financement de la mise à disposition d'une ressource administrative à temps partiel ;
 - la mise en place d'un fonds d'innovation pédagogique sous la responsabilité du vice-recteur aux affaires académiques et étudiantes.

Les frais d'inscription perçus par l'Université du Luxembourg, qui, dans un souci d'équité, s'appliquent de la même manière aux étudiants nationaux, européens et internationaux, sont comparables ou inférieurs aux frais perçus par les pays voisins pour les étudiants de l'Union européenne et considérablement inférieurs aux frais différenciés perçus pour les étudiants internationaux. L'Université du Luxembourg se distingue par ailleurs de nombreuses autres institutions, en n'imposant aucune contribution supplémentaire aux étudiants pour les services liés à la vie étudiante, tels que les activités culturelles et sportives ou les services d'orientation professionnelle ou d'inclusion. À noter que les étudiants de l'Université du Luxembourg bénéficient également de la gratuité des transports publics à l'intérieur du pays.

En 2013, les frais d'inscription standards aux formations de l'université ont été fixés ainsi :

- Bachelor (première année d'inscription) : 400 euros par semestre ;
- Bachelor (années suivantes) : 200 euros par semestre ;
- Master : 200 euros par semestre ;
- Doctorat : 200 euros par semestre.

La révision des frais d'inscription intervenue en 2024 uniformise les frais d'inscription à 400 euros par semestre pour tous les semestres des programmes de bachelor, master et doctorat. Contrairement à de nombreuses universités des pays voisins, elle n'envisage pas de différencier les frais d'inscription pour les étudiants internationaux. Les conditions d'accès restent ainsi identiques pour tous. Ainsi, l'ajustement des frais d'inscription intervenu en 2024 permet à l'université de mieux s'aligner sur les frais d'inscription pratiqués dans les pays voisins, tout en restant moins élevés dans de nombreux cas et en offrant un accès équitable à tous les étudiants.

Les frais d'inscription de 400 euros par semestre sont divisés en deux et ajoutés à raison de cinquante pour cent à la bourse de base de l'aide financière de l'État pour études supérieures et à raison de cinquante pour cent au prêt pour les étudiants éligibles à l'aide financière prévue par la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études

supérieures. Ainsi, cela ne change pas pour les deux premiers semestres du bachelor et les montants sont doublés pour les autres semestres du bachelor et les formations de master et de doctorat.

14.400 candidatures d'admission ont été déposées pour le semestre d'hiver 2024-2025, pour lesquelles les frais de dossier de 50 euros ont été payés. 2.013 de ces demandes ont donné lieu à une inscription avec un remboursement conséquent des frais de dossier.

Les montants des frais d'inscription ne sont pas liés à la contribution financière étatique prévue dans le cadre de la convention pluriannuelle 2022-2025 entre l'État et l'Université du Luxembourg.

Refoulements de migrants par les garde-côtes grecs | Question 1621 (04/12/2024) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Selon plusieurs organisations non gouvernementales et les garde-côtes turcs, les refoulements de migrants systématiques par les garde-côtes grecs sont bien documentés : les migrants ayant atteint une île grecque ou les eaux territoriales grecques seraient refoulés par des forces des garde-côtes grecs dans les eaux territoriales turques où les migrants sont abandonnés dans des radeaux de sauvetage. Ces pushbacks constituent non seulement une violation du droit européen et les privent de leur droit d'introduire une demande de protection internationale, mais auraient également déjà occasionné au moins 14 morts depuis 2020. Selon des experts membres du Comité des droits de l'homme ayant examiné le rapport soumis par la Grèce au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1.452 incidents de refoulements affectant 46.649 personnes ont été rapportés entre janvier 2020 et juin 2024. De plus, il est allégué que les radeaux de sauvetage auraient été financés par des fonds provenant de l'UE destinés à l'acquisition de matériel pour des activités de recherche et de sauvetage. Cela a engendré une enquête de l'Ombudsman européen entamée en 2023.

D'autant plus, l'accord de 2016 entre l'UE et la Turquie, prévoyant le renvoi en Turquie des demandeurs d'asile transitant par son territoire avant d'entrer dans l'UE via la Grèce, a été suspendu par la Turquie. Selon un rapport récent de l'UE, aucun renvoi n'a eu lieu depuis la suspension en 2021. Enfin, les conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Grèce, notamment des mineurs non accompagnés dans les camps fermés, suscitent des inquiétudes quant au respect des normes internationales et des garanties prévues par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Quelle est la position du Gouvernement face aux refoulements présumés par les garde-côtes grecs qui reposent sur les radeaux de sauvetage financés par des moyens européens ?
- 2) Messieurs les Ministres envisagent-ils d'entreprendre des initiatives au niveau européen afin d'amener la Grèce à respecter la législation européenne et internationale relative à la protection internationale ainsi qu'à la recherche et au sauvetage des personnes en Méditerranée ? Dans l'affirmative, de quelles initiatives s'agit-il ?
- 3) Quelle est la position du Gouvernement quant à la suspension de l'accord entre l'UE et la Turquie ? Considère-t-il nécessaire une réévaluation des contreparties

européennes pour encourager la Turquie à reprendre ses engagements en matière de renvois ?

4) Le Gouvernement est-il d'avis que les conditions d'accueil de base des demandeurs d'asile en Grèce, notamment pour les populations vulnérables comme les mineurs non accompagnés, respectent les normes internationales et les garanties de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant ?

5) Concernant le Luxembourg, combien de migrants relevant de ces mouvements secondaires ont été accueillis ou enregistrés sur le territoire au cours des cinq dernières années ? Parmi ceux-ci, combien de personnes ont obtenu un statut de protection et combien ont vu leur demande refusée ?

Réponse (19/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le respect des droits fondamentaux dans le cadre de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen constitue une priorité politique. Le principe de non-refoulement est solidement ancré dans le droit international public et il est défendu par le Grand-Duché au sein du conseil d'administration de l'agence Frontex. Le Luxembourg y prend régulièrement position par rapport aux constats de l'officier des droits fondamentaux (FRO) de l'Agence, y compris sur les refoulements présumés.

ad 2) Le conseil d'administration de Frontex fait régulièrement le suivi du plan d'action mis en place en septembre 2022 par les autorités grecques pour donner suite à plusieurs recommandations de l'officier des droits fondamentaux (FRO). Une évaluation de la mise en œuvre de ce plan d'action vient d'être effectuée par l'agence et le FRO. Les résultats de cette analyse seront communiqués aux membres du conseil d'administration en janvier 2025. Au vu des allégations répétées de refoulements aux frontières grecques, le Luxembourg saisira l'occasion de plaider en faveur de garanties supplémentaires en termes de respect des droits fondamentaux, y compris le non-refoulement et l'interdiction d'expulsions collectives.

ad 3) À ce stade, il n'y a pas de suspension complète de la déclaration entre l'Union européenne et la Turquie. La Turquie et l'Union européenne doivent veiller à maintenir un dialogue sur la mise en œuvre des engagements réciproques.

ad 4) L'analyse de ces conditions incombe à la Commission européenne et aux juridictions dans le cadre des affaires qu'elles traitent.

ad 5) Depuis 2019, 510 personnes ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg ont eu un enregistrement préalable dans la base de données européenne Eurodac en Grèce. Un tel enregistrement témoigne du fait que ces personnes ont fait une entrée irrégulière en Grèce ou y ont introduit une demande de protection internationale. Il convient de noter toutefois que l'enregistrement dans Eurodac ne constitue pas de preuve suffisante pour établir la responsabilité de la Grèce pour le traitement d'une demande de protection internationale conformément au règlement Dublin III. En effet, une personne peut avoir été enregistrée plusieurs fois dans le système Eurodac par différents États membres à différents moments. De sus, la compétence conformément au règlement Dublin III est déterminée non seulement sur base des empreintes digitales de la base de données Eurodac, mais encore en vertu d'autres critères dont le fait que la personne soit ou fut détenteur d'un visa de court séjour ou d'un titre de séjour dans un autre État membre.

Parmi ces 510 personnes, 212 personnes se sont vues accorder une protection internationale au Luxembourg

et 106 personnes se sont vues refuser leur demande. Dans les autres cas, aucune décision d'accord ou de refus n'a été prise, soit parce que la demande était irrecevable alors que la personne était déjà bénéficiaire d'une protection internationale dans un autre État membre, soit parce qu'un autre État membre (autre que le Luxembourg et la Grèce) était responsable du traitement de la demande, soit parce que la demande était clôturée suite au départ de la personne.

Violence domestique | Question 1622 (04/12/2024) de M. Dan Hardy (ADR)

Gewalt géint Fraen ass inakzeptabel, an ëmmer méi Fraen hunn de Courage, dës Form vu Gewalt ze denoncieren. Ënnert dëser Gewalt leiden och ganz heefeg a ganz besonnesch d'Kanner vun de betreffende Koppelen. Awer och bei Koppelen ouni Kanner féiert dës Gewalt zu ganz komplizéierte Situatiounen. D'Gewalt an heterosexuelle Koppelen ass méi oder manner statistesch erfaasst, fir gläichgeschlechtliche Koppele gëtt et awer keng konkret a fiabel Zuelen.

An deem Zusammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Gëtt et Statistiken, déi beleechen, gestaffelt op déi lescht 5 Joer, wéi dacks eng Persoun d'Police ugeruff huet, déi Affer vu Gewalt an enger gläichgeschlechtlicher Koppel gouf? Wa jo, wéi dacks kouw et doropshin zur Expulsioun vun der ugekloter Persoun?
2. Wéi verhale sech dës Zuelen zu deenen Zuelen, déi sech op Gewalt an heterosexuelle Koppele bezéien?
3. A wéi ville Fäll ware Kanner vun dëser Situatioun betroff? Wat gouf ënnerholl, fir dës Kanner virun der Gewaltbereitschaft vun der accuséierter Persoun ze beschützen?
4. Wéi dacks huet et sech ëm „falschen Alarm“ gehandelt, bzw. wéi dacks gouf eng Persoun zu Onrecht accuséiert, haislecher Gewalt ausgeübt ze hunn?
5. Geet d'Regierung dervun aus, datt kulturell Ënnerscheeder am Hibleck op Geschlechterrollen en Impakt hunn, souwuel op d'Bereitschaft zu physischer Gewalt wéi och op d'Bereitschaft, dës Gewalt ze meloen?

Réponse (04/02/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Haislecher Gewalt ass leider nach ëmmer eng alldeeglech Realitéit zu Lëtzebuerg: Se betrëfft all gesellschaftlech Schichten an all d'Communautéiten, déi bei eis am Land wunnen. De Public an de verschidene Foyeren a Berodungsservicer, déi Affer vun haislecher Gewalt betreffen, spigelt déi multikulturell Gesellschaftsstruktur, déi mir hei am Land virfannen, erëm. Aleng am Service d'assistance pour victimes de violence domestique (SAVVD) vu Femmes en détresse sinn 2.023 männlech a weiblech Affer aus iwwer 39 Nationalitéite betreit ginn.

Am Kampf géint haislecher Gewalt schaffen de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit, de Justizministère an den Inneministère, zesumme mat e sëllege Partner um Terrain, an enger multidimensionaler an genderneutraler Approche aus Afferschutz, Täterarbeit a Sensibiliséierungsmaassnahmen. Zu Lëtzebuerg kritt all Affer vun haislecher Gewalt Hëllef an eng professionell Prise en charge, an dat onofhängeg vu sengem Geschlecht, senger Genderidentitéit a senger sexueller Orientéierung.

Dat modifizéiert Gesetz iwwert haislecher Gewalt vum 8. September 2003 definéiert déi applicabel

Interventiounsketten. Niewent der Interventioun vun der Police an den Dispositiounen zu der Wegweisung beschreift d'Gesetz och d'Rolle vum Service d'assistance aux victimes de violence domestique, déi vun den Associatioun Femmes en détresse an infoMann geréiert ginn, an déi responsabel si fir d'Berodung vun den Affer, a vum Service d'assistance prenant en charge les auteurs, deen d'Auteurs en charge hëlt. An dësem Fall ass dëst de Riicht Eraus vum Lëtzeburger Roude Kräiz.

Des Weideren definéiert d'Gesetz d'Servicer, déi sech mannerjäregen Affer unhuelen. Dëst sinn Aufgaben, déi de PSYea (Femmes en détresse) an Alternatives (Fondation Pro Familia) iwwerhuelen. Opgrond vum legalen Dispositif kritt all mannerjäregt Affer vun haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg gehollef a gëtt de maniere obligatoire vun engem vun deenen zwee spezialiséierte Servicer en charge geholl.

Méi Detailler zu der Unzuel vu Kanner, déi Affer vun haislecher Gewalt gi sinn an déi vu spezifesche Servicer am Kader vun enger Wegweisung an dodriwwer eraus en charge geholl gi sinn, fannt dir de maniere générale am järeliche Bericht¹² vum Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence¹³ an um Site vum Observatoire de l'égalité¹⁴ am Joer 2023 hunn 937 Mineuren, Affer vun haislecher Gewalt, Hëllef kritt.

Zousätzlech offiziell Zuelen iwwert d'Entwécklung vun der haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg stinn am genannte Bericht iwwert haislecher Gewalt an ënner dem Volet „violence domestique“ vum Observatoire de l'égalité.¹⁴ Dës Statistiken dokumentéieren d'Evolutioun vun der haislecher Gewalt zu Lëtzebuerg.

Zwee Referenzwäerter sinn essentiel, fir dës Entwécklung ze dokumentéieren, dat sinn engersäits Policeinterventiounen an anerersäits d'Wegweisungen.[↑]

Dës Zuelen aus dem Rapport violence vum Joer 2023 ginn op Basis vum Geschlecht vun de betroffenen Affer ventiléiert, déi sexuell Orientéierung vun den Affer gëtt weeder an den Datebanke vun der Police, nach an den Donnéeën vun de Justizautoritéiten erfaasst. An deem Kontext kann een ernimmen, dass 90 % vun de weggewisenen Täter-inne Männer waren an 10 % Fraen.

Déi offiziell Statistike weisen drop hin, datt 75 % vun de Fäll vun haislecher Gewalt sech an der Koppel ofspillen, mir schwätzen an deem Fall vu relationeller Gewalt tëschent Mënschen an heterosexuellen a gläichgeschlechtliche Bezéiungen. Eng Indikatioun iwwert Gewalt a gläichgeschlechtliche Koppele kann een ofleede vun administrativen Donnéeën, déi am Kader vum Rapport violence erhuewe ginn, notamment d'Bezéiung tëschent dem Täter respektiv der Täterin an dem Affer am Kader vun enger Wegweisung:

- 2/265 Expulsiounen a gläichgeschlechtliche Koppele am Joer 2019,
- 6/278 Expulsiounen a gläichgeschlechtliche Koppele am Joer 2020,
- 4/249 Expulsiounen a gläichgeschlechtliche Koppele am Joer 2021,
- 2/246 Expulsiounen a gläichgeschlechtliche Koppele am Joer 2022, an
- 0/246 Expulsiounen a gläichgeschlechtliche Koppele am Joer 2023.

De Kampf géint haislecher Gewalt ass eng Prioritéit fir d'Regierung. All Affer kritt onofhängeg vu sengem

Geschlecht, senger Genderidentitéit a senger sexueller Orientéierung gehollef an d'Täter-inne gi sanktionéiert. Et besteet e ganz accessibelen Hëllefseeser an en Dispositif, deen der Diversitéit vun eiser Gesellschaft gerecht gëtt.

Contenu sponsorisé par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Question 1623 (04/12/2024) de M. Ben Polidori (LSAP)

An ëmmer méi Zeitungen an op hire respektive Websäite fënnen een Artikelen, déi mat de Wierder „sponsored content“ oder „advertorial“ gekennzeechent sinn. Heibäi handelt et sech ëm Artikelen, déi net vun der Zeitungsredaktioun geschriwwen goufen, mee vun externen Auteurs, déi fir hir Publikatioun bezuelt hunn. Et si Reklammen an der Form vun engem geschriwwenen Artikel.

Rezent schéngt och de Bildungsministère op dës Form vu bezueltem Contenu zeréckgegraff ze hunn, fir dem Public d'Offer vun den internationale Schoulen an de Lëtzeburger Bildungssystem méi nozebréngen. Advertorials a méi generell gesponsert Contenue kënnen der Politik eng Méiglechkeet bidden, fir Informatiounen mat engem breede Public ze deelen, mee si kënnen d'effentlech Meenungsbildung och negativ beaflossen, wann d'Lieser:innen d'Kennzeechnung als Reklamme iwwersinn an déi gesponsert Contenue fir objektiv journalistesch Artikelen halen.

An deem Kontext géinge mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gäre folgend Froe stellen:

– Vu wem goufen d'Advertorials zum Thema Bildung vum 15.10.2024 aus dem „Luxemburger Wort“ an Optrag ginn? Wéi vill gouf fir dës Reklamme bezuelt?

– Wéi oft huet de Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend oder eng Administration de l'État aus dem Beräich Bildung, Kanner a Jugend (esouwéi z. B. d'Maison de l'orientation) an de leschte 5 Joer op Advertorials oder gesponsert Contenuen an de Medien zeréckgegraff fir d'Diffusioun vu Messagen?

– Wéi eng Form hunn d'Contenue jee weils gehat (Video, geschriwwenen Artikel etc.) a wéi ee Sujet gouf jee weils traitéiert?

– Wéi vill Sue goufen de jee weilege Medienhaiser fir dës Reklamme pro Joer bezuelt?

Réponse (20/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Advertorials zum Thema Bildung, déi de 25.10.2024 am „Lëtzeburger Wort“ publizéiert gi sinn, goufen net vun Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) an Optrag ginn. Op Nofro bei der Regie vum „Lëtzeburger Wort“ krut de Service presse et communication vum MENJE d'Informatioun, datt de redaktionelle Contenu vun den Artikelen „Les écoles internationales au Luxembourg“ an „Das Luxemburger Bildungssystem“, op déi sech den honorabelen Deputéierte bezitt, op Eegeninitiative vun där fir d'Advertorials zoustänneger Ekipp vun der Regie vum „Lëtzeburger Wort“ selwer redigéiert ginn ass. Weeder de MENJE nach déi an den Artikelen ernimmte Schoulen hunn dofir bezuelt.

Eenzeg an eleng d'Announce „Fir eng gesond Screen-Life-Balance vun eise Kanner“ ass vum MENJE an de betreffenden Dossier spécial éducation vun „Lëtzeburger Wort“ placéiert a finanzéiert ginn. Dobäi handelt et sech awer net ëm e redaktionelle Contenu am Sënn vun engem Advertorial, mee ëm eng Affiche, déi de MENJE am Kader vu senger

¹² <https://mega.public.lu/fr/publications/publications-ministere/2023/rapport-violence-2023.html>

¹³ <https://legilux.public.lu/filestore/eli/etat/leg/memorial/2003/a173/fr/pdf/eli-etat-leg-memorial-2003-a173-fr-pdf.pdf>

¹⁴ <https://observatoire-egalite.lu/violence-domestique/>

Sensibilisierungscampagne ronderëm d'Bildschirmzäit publizéiere gelooss huet.

D'Servicer an Administratioune vum MENJE gräifen net op déi vum honorabelen Deputéierte beschriwwe Form vu Reklammen zeréck.

Permis de pêche | Question 1624 (04/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëtt Aangele vu ville Leit als Hobby ausgeübt. Et kann een doriwwer diskutieren, ob d'Fänke vu liewege Fësch, fir se dout ze maachen, erlaabt soll sinn oder net. Am Sënn vum Déiereschutz ass et awer esou, dass d'Déiere respektéiert sollte ginn. Et gesäit een awer oft mol Angler, déi de gefaangene Fësch net richteg behandelen, dem Déier onnéideg wéi dinn oder Stress zoufügen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. An der Äntwert op d'Fro N° 3304 vum Dezember 2020 gouf een Tableau mat der Unzuel u Fëschschäiner presentéiert. Kann de Minister dësen Tableau mat den Donnéeë fir d'Joren 2021 bis 2024 ergänzen?

2. Wäert dës Regierung een nationalen obligatoreschen Angelschein aféieren, soudass Leit, déi zu Lëtzebuerg dem Aangelen als Hobby wëllen noغو, virop een Aangelcours mussen absolvéieren, ewéi et scho bei eisem däitschen Noper de Fall ass?

Réponse (16/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversitéit

ad 1. Tablo ↑

ad 2. Aktuell si keng Ännerunge virgesinn, wat d'Modalitéiten ueget, fir e Permis de pêche ze kréien.

Position luxembourgeoise par rapport à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN | Question 1625 (04/12/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans le cadre du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, le Ministere des Affaires étrangères a déclaré selon plusieurs articles de presse qu'il estimait une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN « dangereuse » dès qu'elle pourrait « créer de nouvelles tensions ».

Or, notamment en date du 18 octobre 2024 le « Luxemburger Wort » citait le Premier ministre qui évaluait une demande d'adhésion de l'Ukraine de manière positive « Ich verstehe diese Anfrage und kann mir auch vorstellen, sie positiv zu begleiten. »

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Est-ce que la position exprimée par Monsieur le Ministere des Affaires étrangères a été discutée au sein du Conseil de Gouvernement ?

2) Quelles sont les tensions auxquelles Monsieur le Ministere des Affaires étrangères fait référence ?

3) Qu'est-ce qui justifie le changement de position par rapport aux déclarations de Monsieur le Premier ministre au mois d'octobre 2024 ?

4) Le Gouvernement ne craint-il pas que ce revirement de position soit considéré comme un affaiblissement du soutien à l'Ukraine ?

Réponse (19/12/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) La politique internationale et européenne du Luxembourg est discutée à chaque session du Conseil de Gouvernement. La position luxembourgeoise sur les développements par rapport à l'Ukraine, y compris ses aspirations pour adhérer à l'OTAN, font donc objet d'échanges réguliers entre les membres du Gouvernement.

ad 2) Le Ministere des Affaires étrangères fait référence au risque que la Russie pourrait provoquer une escalade avec l'OTAN dans le contexte actuel en réaction à une éventuelle invitation de l'Ukraine à rejoindre l'Alliance.

ad 3) Il n'y a pas de changement dans la position luxembourgeoise. Le chemin de l'Ukraine vers l'intégration Euro-Atlantique est irréversible, comme agréé au Sommet de Washington en juillet 2024. Comme le communiqué final du Sommet de Vilnius le précisait en juillet 2023, l'OTAN sera « en mesure d'adresser à l'Ukraine une invitation à rejoindre l'Alliance lorsque les Alliés l'auront décidé et que les conditions seront réunies ». Le Luxembourg a également réitéré cette position en signant un accord de sécurité bilatéral avec les autorités ukrainiennes.

Le Ministere des Affaires étrangères a souligné que dans le contexte actuel il n'existe pas encore de consensus parmi les Alliés à ce sujet.

ad 4) Le soutien du Luxembourg à l'Ukraine reste inébranlable.

Aires de jeux inclusives | Question 1626 (04/12/2024) de **Mme Mandy Minella** (DP)

Am Kader vum „Zuch vun der Demokratie“, deen dëst Joer den 11. November an der Chamber stattfonnt huet, goufe Froen iwwert Spillgeräter fir Kanner mat ageschränkter Mobilitéit an de Schoulhäff zu Lëtzebuerg gestallt.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister an dem Här Minister fir d'Famill, fir d'Solidaritéit, fir d'Zesummeliewen a fir den Accueil follgend Froe stellen:

– Gëtt et bei de respektive Ministère Zuelen doriwwer, wéi vill Gemenge behënnertegerecht Spillgeräter an hire Schoulhäff installéiert hunn?

– Wéi gesinn d'Häre Minister de Virschlag vun de Schoulkanner, datt d'Gemenge mëttelfrësteg all d'Schoulhäff zu Lëtzebuerg mat Spillgeräter ausstatten, déi fir Kanner mat ageschränkter Mobilitéit géee-gent sinn?

– Gëtt et an dësem Kontext schonn Initiativen, déi sech mam Ausbau vun inklusive Spillplazen an de Schoulhäff befaassen?

Réponse (20/12/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Inklusioun vun alle Mënsche stellt en elementare Grondsatz an eng iewesch politesch Prioritéit fir d'Regierung duer. All Kand soll, onofhängeg vun enger eventueller Beanträchtegung, vu Klengem un d'Méiglechkeet kréien, sech beschtméiglech ze entfalten an un den Aktivitéite vum gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. Mam Accessibilitéitsgesetz vum 2022 huet Lëtzebuerg e wichtege Schritt a Richtung vun enger barrièrefräier Gesellschaft gemaach, andeems e klere gesetzleche Kader geschaf gouf, deen d'Accessibilitéit vu fir d'Effentlechkeet zougängeleche Plaze reegelt a promovéiert.

Och wann d'Spillplazen net ënner d'Applikatioun vum Accessibilitéitsgesetz falen, spillt d'Sensibilisierung,

fir eng méi inklusiv Gesellschaft ze schafen, eng zentral Roll an der Aarbecht vun der Regierung, a schreift sech an an d'Efforten zur Ëmsetzung vun der UN-Konvention fir d'Rechter vu Mënsche mat enger Behënneregung. Och an Zukunft wäert d'Regierung hir Effort weider verstärken, fir déi ënnerschiddleche Acteuren hisichtlech där Thematik ze informéieren, ze sensibiliséieren a bei der Ëmsetzung vu konkreete Mesuren ze ënnerstëtzen.

Stand haut gëtt et keng national Statistiken iwwer d'Unzuel vun accessibele Spillplazen an de Gemengen. Onofhängeg dovun sinn a bleiwen d'Gemenge ganz wichteg Partner bei der Fërderung vun der Barrièrefräiheet an d'Regierung wäert sech weiderhin an enger Kollaboratioun mat den ënnerschiddleche Partner dofir asetzen, d'Accessibilitéit an alle Beräicher weider ze stärke.

Régime d'aide à l'investissement à finalité régionale | Question 1627 (04/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Selon les dispositions de la loi modifiée du 20 juillet 2017 ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale, l'État peut accorder une aide à certaines entreprises investissant dans les communes de Differdange ou de Dudelange. Depuis 2022, s'ajoutent les communes de Winseler, Wiltz et Kiischpelt. Ce régime est encadré par les lignes directrices de l'UE concernant les aides à finalité régionale.

Mis en place en 2018, selon les rapports annuels du Ministère de l'Économie, il semble qu'à l'exception de l'année 2018, ce régime d'aide n'ait pas été sollicité par les entreprises.

Notons encore que lors du vote du projet de loi en question, la fiche financière prévoyait des dépenses de 2,5 millions d'euros par an, correspondant à un à deux projets à financer par an.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministere peut-il fournir des chiffres détaillés sur les demandes reçues et accordées ainsi que les montants déboursés pour chaque année depuis l'entrée en vigueur du régime d'aide en question ainsi que pour l'ensemble de la période 2018-2023 ? Peut-il aussi fournir des données détaillées quant à la répartition des secteurs d'activité (codes NACE) et de la taille des entreprises (bilan, nombre de salariés) ayant introduit des demandes et/ou ayant profité des aides en question ?

2) Comment Monsieur le Ministere s'explique-t-il que l'aide en question n'a été sollicitée que très peu par les entreprises depuis son introduction ?

3) Comment Monsieur le Ministere va-t-il faire en sorte que cette aide soit sollicitée davantage à l'avenir afin de renforcer le développement voire la diversification économique du pays et des régions spécifiques ? Envisage-t-il prendre des initiatives dans ce sens, p. ex. réévaluer les régions visées ou améliorer la communication afin d'attirer davantage l'attention sur l'existence de ces aides ? Dans l'affirmative, endéans quel délai envisage-t-il mettre en œuvre ces initiatives ?

Réponse (07/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

La Commissions européenne permet sous certaines conditions des aides à l'investissement des entreprises à finalité régionale lorsqu'elles visent à soutenir le développement économique des zones défavorisées en

Europe, tout en garantissant des conditions de concurrence équitables entre les États membres.

L'objectif européen des aides à l'investissement à finalité régionale est de soutenir les sociétés qui réalisent des investissements dans des régions défavorisées concernées par le régime et de les inciter à s'y implanter et à accroître l'activité dans ces régions économiquement, moins développées que le reste de l'Europe ou du pays. Ces aides doivent permettre de compenser, du moins en partie, les désavantages qu'une entreprise peut avoir à s'implanter dans ces régions. Les aides à finalité régionale doivent contribuer au développement des régions défavorisées à travers la réalisation d'investissements et la création d'emplois par les entreprises soutenues.

Dans ses lignes directrices, la Commission fixe les conditions auxquelles les aides à finalité régionale peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur ainsi que les critères permettant de déterminer les zones qui remplissent les conditions nécessaires. En tant que pays d'une superficie limitée, le Luxembourg définit des régions d'une superficie bien inférieure à celles prévues dans des États ayant une superficie plus importante et des disparités régionales plus marquées. La Commission européenne a approuvé en 2021, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, la carte du Luxembourg pour l'octroi des aides à finalité régionale valable du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2027, dans le cadre des lignes directrices révisées concernant les aides à finalité régionale.

Au titre de ce régime d'aide à finalité régionale le nombre de demandes et d'aides octroyées reste le même qu'indiqué en février 2021 en réponse à la question parlementaire 3407 des députés Dan Biancalana et Mars Di Bartolomeo. Ainsi, depuis l'entrée en vigueur du régime en 2017, deux aides à l'investissement ont été demandées et octroyées, à chaque fois par des grandes entreprises. Il s'agissait d'aides sous forme de subvention en capital budgétisées à hauteur de 6,5 millions EUR pour l'une et de 5 millions EUR pour l'autre, à ce jour environ 3,4 millions EUR ont été versés au titre de l'une de ces aides à l'investissement pour des projets d'investissement dans l'outil de production industriel.

L'objectif de la politique communautaire en matière d'aides aux entreprises est d'orienter les aides des États membres de préférence vers des objectifs horizontaux tels que le soutien à la R&D ou les mesures incitant à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les PME bénéficient également de régimes d'aides dédiés. Il en découle que le régime régional d'aides à l'investissement ne s'applique que rarement, et que les entreprises sont plutôt orientées vers d'autres régimes d'aides, qui incitent à investir dans l'innovation, la recherche et le développement, ou encore dans des projets relevant de la transition verte et digitale.

Le Gouvernement s'attache cependant à proposer toutes les mesures d'aides aux entreprises qui sont rendues possibles dans l'encadrement légal de l'Union européenne, c'est pourquoi le régime régional reste d'actualité. Néanmoins une promotion plus poussée de cette mesure d'aide n'est pas envisagée, la plupart des projets d'investissement d'entreprises pouvant être tout aussi bien, voire mieux accompagnés par d'autres régimes d'aides.

Allocations accordées par l'Office national de l'enfance | Question 1628 (04/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Office national de l'enfance (ONE) ass eng Verwaltung, déi sech fir de Jugendschutz hei am Land

asetzt. Den ONE schafft selwer u Projeten an ënnerstëtzt och aner Prestatairen am Beräich vum Jugendschutz. Heifir bezitt den ONE senge Prestatairë fir d'Ausféierung vu verschiddene Servicer Suen aus.

An den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0988 an 0820 huet de Minister Informatiounen iwwert de finanzielle Volume vun deser Aarbecht oppegeluecht. Aus den Äntwerte goung ervir, dass den ONE vun 2019 op 2023 gekuckt ronn 650 Milliounen Euro un extern Prestatairen iwwerwisen huet, dovunner ronn 495 Milliounen (3/4 vun den Ausgaben) un déi 10 gréisste Prestatairen. Ronn 309 Millioune goufe fir de Budgetsposte Forfaits journaliers (11733005) ausginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister den Tableau vun de Gesamtmontanten, déi den ONE un déi 10 gréisste Prestatairen ausbezuelte huet, op d'Joren 2019 bis 2023 ventiléieren? (Tableau aus der Äntwert op d'Fro N° 0988)
2. Kann de Minister d'Gesamtmontante vun de jee-weilege Budgetsposten aus dem Tableau aus der Äntwert N° 0820 deenen 10 gréisste Prestatairen zouuerdnen? Aneschers gefrot: Wéi verdeelen sech d'Budgetsposten aus dem Tableau op déi 10 gréisste Prestatairen?
3. 2022 loung de Budget vum ONE nach bei ronn 144 Milliounen Euro. Fir 2025 sollen d'Käschten op 208 Milliounen eropgoen. Dat si ronn 44 % méi Ausgabe beim ONE bannent nëmme 4 Joer.
– Wéi erkläert de Minister, nieft der Inflation zënter 2022, dës Hausse vun den Ausgabe beim ONE bannent dësem kuerzen Zäitraum?
– Wéi eng weider Leeschtunge goufen beim ONE agefouert, déi dës Hausse erklären?
4. Wéi ee Service ass zoustänneg fir d'Prüfung vun de Rechnungen, déi den ONE vu senge Prestatairë kritt a wéi vill Beamte schaffen an dësem Service?
5. Wéi eng Prozeduren huet den ONE sech ginn, fir d'Rechnunge vu sengen externe Prestatairë souwéi d'Qualitéit vun de Prestatiounen ze kontrolléieren, sou wéi se an de Kontrakter a Konventiounen festgehale goufen?

Réponse (13/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- ad 1. D'Gesamtmontanten, déi den ONE un déi 10 gréisste Prestatairen ausbezuelte huet, op d'Joren 2019 bis 2023 ventiléieren: cf. Annex 1 ↑
- ad 2. D'Gesamtmontante vun de jee-weilege Budgetsposten op déi 10 gréisste Prestatairë verdeelt: cf. Annex 2 ↑
- ad 3. Dës Hausse vum Budget vum ONE besteet aus engem inflationisteschen an aus engem organeschen Deel:

Inflationisteschen Deel

Allgemeng Inflation: Méiausgaben an dësem Deel entstinn haaptsächlech duerch d'Erhéijung vun de Personal- a Fonctionnementskäschte bei de Prestatairen.

Den allgemenge Präisindex ass zu Lëtzebuerg den Indikator fir dës Erhéijung: vun 855,62 Punkten am Joer 2022 op 981,07 Punkten am Joer 2025 (+14,66 %).

Een zousätzleche Facteur ass d'Anciennetéit vum Personal, wat zu enger Erhéijung vun de Personalkäschten ëm 1,49 % pro Joer féiert. Vu datt den ONE respektiv de Staat den AEF-Secteur käschtedeckend finanzéiert, sinn duerch dës Käschtenentwécklung Méiausgaben entstanen.

Organeschen Deel

Zum organeschen Deel ass ze soen, datt de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) dem demografesche Wandel Rechnung dréit an den AEF-Secteur ausbaut. Parallell dozou gouf och eng Erhéijung vun den Ufroen no Hëllef festgestallt. De MENJE bedreift an dësem Kontext eng proaktiv Preventiounspolitik. Dës ënnersträicht ënner anerem d'Wichtigkeet, verschidde Moosnamen ze stäerken, fir op déi ëmmer méi grouss Besoine vun de Kanner an de Jonken op eng adaptéiert Weis kënnen anzegoen. De Regierungsprogramm gesäit an dësem Kontext vir, déi ambulante Mesuren auszebauen an ze stäerken.

ad 4. Den zoustännenge Service ass de Service Finances vun der Direction générale de l'aide à l'enfance et à la famille (DG AEF) vum MENJE. Dëse Service besteet aus 13 Posten.

Zousätzlech gëtt wéi bei all staatlecher Institutioon all Ordonnance an all Paiement vum Contrôle financier vum Finanzministère gepréift a validéiert.

ad 5. Et bestinn intern Prozedure beim ONE a bei der DG AEF, déi virgesinn, datt all d'Rechnunge vun den externe Prestatairen op hir Richtigkeet, hir Konformitéit zu de Kontrakter an de Konventiounen kontrolléiert ginn.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0988 schonns formuléiert, gesäit den Artikel 31 vum Règlement grand-ducal modifié du 17 août 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour jeunes adultes et familles en détresse am Kader vun den Akrements, déi am Aklang mam ASFT-Gesetz ausgestallt ginn, vir, datt d'Critèren, déi zu der Ausstellung vum Akrement gefouert hunn, kontrolléiert kënnen ginn. Dës Kontroll besteet aus Visite bei de Prestatairë vun der Kanner- a Familjenhëllef, wou déi verschidden Elementer kontrolléiert kënnen ginn.

Dës Prestatairë mussen sech och un den nationale Rahmenplan der Kinder- und Familienhilfe halen. Dëse Plang soll d'Interventiounen vun de verschiddene Spezialisten an dësem Beräich harmoniséieren a beriff sech op déi grouss Prinzippien vun der Internationaler Konventioun vun de Kannerrechter an definéiert gemeinsam Handlungsfelder, déi als Grondlag fir d'Beruffspraktiken a fir eng iwwergräifend Evaluatioun dënge sollen. Dëse Plang soll sécherstellen, datt all Kand, all Jugendlechen an all Famill, déi Hëllef brauch, eng beschtméiglech Ënnerstëtzung bei engem Prestataire aus dem Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef kritt, onofhängeg dovun, ob et sech ëm psychologesch Berodung, ambulante Moosnamen, sozialpedagogesch Betreuung oder den Accueil an enger Fleegefamill handelt.

Système d'information relatif aux règles techniques | Question 1629 (04/12/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Kader vun der europäescher Direktiv (EU) 2015/1535 muss all Memberstat technesch Virschreften am Virfeld notifiéieren. Dëst geschitt iwwert den TRIS (Système d'information relatif aux règles techniques). Lëtzebuerg huet an dësem Joer ënner anerem de Projet de loi modifiant la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac an de Projet de règlement grand-ducal relatif aux modalités d'exploitation des pompes à chaleur notifiéiert.

2023 huet Lëtzebuerg insgesamt 13 Notifikatiounen gemaach. Bei verschiddene Projeten, wéi dem Projet de loi iwwert den Tubak, koumen detailléiert Remarque vun anere Memberstaaten, der Europäescher

Kommissioun an interesséierte Parteien. D'Transparenz vun dësem Prozess an d'Abannung vun de concernéierten Institutionen ass wichteg fir eng kohärent Gesetzgebung.

An deem Zusammenhang wëllt ech dem Minister fir Aussenugeleeheden dës Froe stellen:

1. Wéi gëtt den TRIS-Notifikatiouns-Prozess zu Lëtzebuerg koordinéiert a wéi eng Ministère si bedeelegt?
2. Wéi ginn d'Stellungnamen, déi am Kader vun TRIS-Notifikatiounen erakommen, analyséiert a verschafft? Gëtt et heifir eng standardiséiert Prozedur?
3. Gëtt et een Ennerscheid dertëscht, wéi Stellungname vu Länner, den europäeschen Institutionen a Stakeholder behandelt ginn?
4. Kritt d'Chamber d'Stellungnamen, déi am Kader vun enger TRIS-Notifikatioun erakommen, automatesch matgedeelt? Falls net, firwat net?
5. Kritt de Conseil d'État d'Stellungnamen, déi am Kader vun enger TRIS-Notifikatioun erakommen, matgedeelt? Falls jo, a wéi enger Form?
6. Bei wéi ville Projeten hunn d'Stellungnamen an de leschten 3 Joer zu substantielle Modifikatioune gefouert?
7. Wéi eng Konsequenze gëtt et, wann d'Regierung decidéiert, d'Remarken aus enger TRIS-Notifikatioun net ze berücksichtegen?
8. Gëtt et eng ëffentlech zougänglech Plaz, wou d'Bierger d'Stellungnamen nokucke kënnen a gesi kënnen, wéi Lëtzebuerg drop reagéiert huet?

Réponse (19/12/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

De Bannemaart vun der Europäescher Unioun (EU) ass e groussen Atout fir eis Wirtschaft. Déi grenziwwerschreidend Zirkulatioun vu Wueren a Servicer muss an all Memberstaat vun der EU assuréiert sinn. An dësem Kontext gesäit d'Direktiv (EU) 2015/1535 eng Notifikatiouns-Prozedur fir technesch Reegelen am Beräich vun de Produiten¹⁵ a vun den elektronnesche Servicer¹⁶ vir. Dës Reegele mussen deemno am Viraus un d'EU-Kommissioun matgedeelt ginn, mam Zil, Bannemaartbarrière fréizäitig ze identifizéieren. De Wirtschaftsministère ass fir de Suivi vun dëser Preventiounsmeasure zoustänneg.

Entspriechend dem Gesetz vum 8. November 2016, dat d'Direktiv (EU) 2015/1535 an eis national Gesetzgebung transposéiert huet, ass den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) zoustänneg, fir d'Notifikatioune vun technesch Virschrëften un d'EU-Kommissioun ze assuréieren. Dëst gëtt an der Praxis iwwer eng elektronnesch EU Base de données gemaach, den „TRIS“-System (Technical Regulation Information System).

Fir de Fonctionnement vun dëser Prozedur ze garantéieren, mussen d'Auteurs vu legislativen Texter

¹⁵ Den Artikel 1 Abschnitt 1 Punkt c) vun der Direktiv (EU) 2015/1535 seet Folgendes: „spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriété d'emploi, la sécurité, les dimensions, y compris les exigences applicables au produit en ce qui concerne la dénomination de vente, la terminologie, les symboles, les essais et les méthodes d'essai, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité.“ Zum Beispill: e Verbuert vu Substanzen a Produkter, déi mat Liewensmëttelen an Kontakt sinn, ass eng technesch Virschrëft.

¹⁶ Den Artikel 1 Abschnitt 1 Punkt e) vun der Direktiv (EU) 2015/1535 seet dat: „une exigence de nature générale relative à l'accès aux activités de services [...] et à leur exercice, notamment les dispositions relatives au prestataire de services, aux services et au destinataire de services.“ Zum Beispill: d'Limitatioun vun Auerzäiten oder eng geografesch Limitatioun vun enger App fir den Transport vu Passagéier.

am Viraus kontrolléieren, ob hir Texter technesch Virschrëften enthalen. D'Fiche d'impact, déi vun den Auteurs fir all Projet muss ausgefüllt ginn, weist dorop hin, datt technesch Reegele mussen un d'EU-Kommissioun notifiéiert ginn. Wann de Projet sou Reegele virgesäit, muss déi kompetent Administratioun deemno den ILNAS kontaktéieren, fir d'Notifikatioun am TRIS-System ze maachen.

De Wirtschaftsministère mécht och zesumme mam ILNAS eng Veille législative, déi doraus besteet, sämtlech Projeten, déi op der Dagesuerdnung vum Regierungsrat stinn, am Viraus op technesch Reegelen ze iwwerpräiwen.

D'Notifikatioun ass de Startpunkt vun enger sougenannter „standstill“ Period, déi dräi Méint dauert. Während dësen dräi Méint dierf déi technesch Regel net adoptéiert ginn, well d'Projeten nach musse kënnen ugepasst ginn. Bei all néideger Modifikatioun wäerten d'Chamber an de Conseil d'État duerch de Commentaire vun den Artikelen informéiert ginn. D'EU-Kommissioun an déi 26 aner EU-Memberstaaten hu während dëser Zäit d'Geleeenheet, Kommentarer esouwéi och „avis circonstanciés“ ze maachen. All aner betreffe Parteien hunn och d'Méiglechkeet, op der ëffentlecher Säit vun der TRIS Remarquen ze formuléieren.

Den ILNAS gëtt dës Retouren un déi zoustänneg Verwaltung weider. Op Basis vun der Direktiv mussen d'Auteurs un all „avis circonstancié“ äntweren. Äntwerten op aner Zorte vu Kommentar si fakultativ. D'EU-Kommissioun kommentéiert d'Äntwerte vun de Memberstaaten¹⁷. Dës Echänge ginn op der ëffentlecher Säit vun der Base de données TRIS¹⁸ publizéiert.

Fir de Rescht gesäit d'Direktiv zwar keng Sanctiounen vir am Fall, wou e Memberstaat net op en „avis circonstancié“ äntwert, mee den Europäesche Gerichtshaff huet an enger Rei Fäll schon d'Inapplicabilitéit vun technesch Reegele prononcéiert¹⁹, bei deenen d'Prozedur vun der Direktiv net respektéiert goufen.

Accords salariaux | Question 1630 (04/12/2024) de M. Yves Cruchten | M. Ben Polidori (LSAP)

Selon un article du 28 novembre 2024 de la Fédération générale de la fonction communale, la mise en œuvre de plusieurs points des derniers accords salariaux se fait attendre. Sont notamment concernées l'harmonisation des carrières C et D et la réglementation sur le télétravail dans la fonction publique.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- Quelles autres mesures des trois derniers accords salariaux dans la fonction publique n'ont pas encore été mises en œuvre à ce jour ?
- Que compte faire Monsieur le Ministre pour remédier au plus vite à ces manquements et des mesures prévues pour que la mise en œuvre des futurs accords salariaux soit plus rapide à l'avenir, tant au niveau de la fonction publique qu'au niveau de la fonction publique communale ?

Réponse (17/12/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Toutes les mesures des trois derniers accords, à savoir l'accord salarial du 9 décembre 2022 (portant sur 2023

¹⁷ Artikel 6 Abschnitt 2 vun der Direktiv (EU) 2015/1535
¹⁸ <https://technical-regulation-information-system.ec.europa.eu/fr/home>
¹⁹ CJCE, 30 avril 1996, CIA Security International SA contre Signalson SA et Securitel SPRL, aff. C-194/94, pt. 54-55, fir d'Absence vun Notifikatioun, a CJCE, 26 septembre 2000, Unilever Italia SpA contre Central Food SpA, aff. C-443/98, pt. 49-52, fir d'Adoptioun dun der technesch Virschrëft virun d'Enn vun der „standstill“ Period.

et 2024), l'accord salarial du 4 mars 2021 (portant sur 2021 et 2022) ainsi que l'accord salarial du 15 juin 2018 (arrivé à terme le 31 décembre 2020) ont été mises en œuvre par le Gouvernement.

Il y a lieu de noter qu'en exécution du point 7 de l'accord de 2021, mentionné par les honorables Députés, mon prédécesseur avait, suite à un certain nombre de réunions de négociation, signé en date du 14 janvier 2022 un accord sur l'harmonisation des carrières inférieures avec les associations représentant, sous l'égide de la CGFP, les agents de l'État concernés. Sur base de cet accord, un projet de loi a été élaboré et déposé à la Chambre des Députés le 4 juillet 2022.

Concernant la fonction publique communale, je me permets de renvoyer à la réponse donnée conjointement avec Monsieur le Ministre des Affaires intérieures à la question parlementaire n° 1252 du 30 septembre 2024.

Transfert de données personnelles de donateurs d'une entité juridique vers une autre | Question 1631 (04/12/2024) de Mme Djuna Bernard | Mme Sam Tanson (déi gréng)

Dans une lettre récente, une organisation caritative a informé ses donateurs.trices qu'elle prévoit de transférer les données personnelles de ces derniers.ières à une autre organisation caritative, afin de permettre à celle-ci de mener des campagnes d'information et de dons auprès des personnes ayant dans le passé versé un don à la première organisation. Les personnes qui ne souhaitent pas que leurs données personnelles soient transférées sont invitées à contacter la première organisation à cet effet. En ce qui concerne le consentement au transfert des données, il s'agit dès lors d'un modèle « opt-out ».

Étant donné qu'il s'agit certainement d'un nombre très important de données personnelles concernant beaucoup de résident.e.s luxembourgeois.es, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Premier ministre :

- 1) Quelles sont les conditions qui doivent être remplies pour qu'un tel transfert soit conforme à la réglementation sur la protection des données ?
- 2) Dans le cas où ce transfert ne respecterait pas le cadre légal, quelles mesures peuvent être prises pour faire en sorte que les règles soient respectées ?

Réponse (09/01/2025) de M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) Les conditions relatives à l'envoi de données personnelles sont définies notamment aux articles 4 à 6 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, ci-après « RGPD »), directement applicable dans tous les États membres de l'UE, y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2) Les personnes concernées ont la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données (« CNPD »).

Impact de l'intelligence artificielle sur le marché du travail et l'économie au Luxembourg | Question 1632 (06/12/2024) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

Un rapport réalisé par « Implement Consulting » et commandité par une grande entreprise technologique GAFAM affirme que le Luxembourg pourrait voir son PIB annuel augmenter de 9 % au cours des dix prochaines années, à condition que l'intelligence artificielle (IA) soit adoptée de manière généralisée. De plus, ce rapport indique que seuls 22 % des emplois au Luxembourg, principalement des emplois manuels et non liés aux bureaux, resteront non affectés par l'IA générative, tandis que 72 % des emplois pourraient voir leurs fonctions modifiées par l'IA.

L'une des recommandations de ce rapport qui figure dans la Vision stratégique pour l'IA présentée en 2019 par l'ancien Premier ministre et Ministre de la Digitalisation, Xavier Bettel (DP), est de déployer des programmes de requalification et de perfectionnement des compétences pour les travailleurs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- 1) Le Gouvernement a-t-il examiné ce rapport ? Partage-t-il les conclusions qui y sont présentées ?
- 2) Quelle est l'évaluation propre du Gouvernement concernant l'impact futur de l'IA sur l'économie et le marché du travail au Luxembourg, notamment en termes de croissance et de transformation des secteurs d'activité ?
- 3) Comment le Gouvernement entend-il gérer le risque de déplacement ou de perte d'emplois et quel accompagnement est envisagé pour celles et ceux qui pourraient être contraints de changer de secteur ?
- 4) Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il pour assurer la protection des droits des travailleurs, notamment en matière de conditions de travail, face aux évolutions des dynamiques de pouvoir au sein des entreprises et organisations, potentiellement amplifiées par l'usage de l'IA ?
- 5) Le Gouvernement prévoit-il de mettre en place des mécanismes afin de garantir que les gains économiques découlant de l'adoption généralisée de l'IA bénéficient les travailleurs et la société ?

Réponse (10/01/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Estimer l'impact que l'IA aura sur l'économie, en termes de croissance économique et d'emploi, s'avère un exercice très difficile. Les estimations scientifiques disponibles à l'heure actuelle varient fortement : alors que les uns s'attendent à des effets limités²⁰, d'autres anticipent des effets très importants.

Le rapport mentionné par les honorables Députés offre une analyse intéressante et enrichissante, parce qu'une telle analyse de l'impact potentiel de l'IA sur l'économie luxembourgeoise n'a pas encore été faite jusqu'à présent. Cependant, ces analyses et conclusions sont à prendre avec un certain recul. D'une part, de telles estimations et projections dépendent d'un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes. D'autre part, la plupart de ces calculs sont basés sur des modèles spécifiques à l'économie nord-américaine (à titre d'exemple, la base de données O*Net utilisée dans l'estimation est purement américaine et n'est pas telle quelle applicable au contexte et aux spécificités nationales luxembourgeoises).

Néanmoins, les effets macroéconomiques de l'IA sur la productivité et l'économie sont en général estimés

²⁰ Pour plus d'informations, voir par exemple : Acemoglu, Daron, „The Simple Macroeconomics of AI“, Massachusetts Institute of Technology, 2024, <https://economics.mit.edu/sites/default/files/2024-04/The%20Simple%20Macroeconomics%20of%20AI.pdf>

comme étant positifs²¹. En outre, les projections dépendent fortement du degré d'adoption de l'IA et des technologies similaires au sein des entreprises et par les citoyens.

Au Luxembourg, le Statec a publié en 2024 ses nouveaux scénarios économiques et démographiques de long terme s'articulant autour d'hypothèses sur les composantes de la productivité, à savoir la productivité totale des facteurs (PTF) qui décrit de manière générale le progrès technique et le taux d'investissement qui définit l'intensité du capital²². Une des conclusions est que plus de productivité augmente l'emploi ainsi que la croissance économique à long terme. Afin d'améliorer la probabilité de pouvoir profiter au maximum des gains de productivité et des effets macroéconomiques positifs attendus par l'IA, le Gouvernement soutient activement le développement de l'écosystème IA au Luxembourg.

Pour le moment, le Gouvernement ne dispose pas encore d'estimations et de projections spécifiques sur les effets macroéconomiques potentiels de l'IA au Luxembourg. Néanmoins, le Statec, dans le cadre de l'enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises (TIC) en relation avec le règlement (CE) N°808/2004 du Parlement européen et du Conseil concernant les statistiques communautaires sur la société de l'information, a commencé à collecter des données²³. Il s'agit notamment d'informations sur l'utilisation des différentes technologies IA dans les entreprises, les fins d'utilisation de ces technologies par les entreprises et les sources de données analysées de 2021 à 2024²⁴. Le Gouvernement suit de près ces analyses.

L'économie luxembourgeoise étant fortement orientée vers des secteurs particulièrement enclins à intégrer l'IA (services financiers, professionnels et informatiques), le Luxembourg pourrait être plus impacté par le développement de l'IA que d'autres pays européens.

L'impact attendu sur l'emploi est globalement positif, avec la grande majorité des emplois collaborant avec l'IA plutôt qu'étant remplacés par elle. Cela représente une opportunité pour le Luxembourg, mais aussi un défi : pour saisir cette opportunité, il est essentiel de préparer la main-d'œuvre luxembourgeoise à travailler en complément avec l'IA.

Concernant les emplois au Luxembourg qui risquent d'être partiellement ou totalement remplacés par l'IA, principalement dans les domaines administratifs et du contact client, il faudra agir de manière préventive pour aider les salariés concernés à acquérir les compétences nécessaires pour renforcer leur résilience face à

l'automatisation et faciliter leur transition vers de nouveaux métiers. Comme mentionné dans le rapport, ces compétences incluent des bases solides en numérique, une connaissance élémentaire de l'IA, de bonnes compétences analytiques (pensée critique et résolution de problèmes) ainsi que de bonnes compétences (inter)personnelles (créativité, communication, etc.). Il serait également important d'étudier plus concrètement les options de reskilling pour ces emplois et de concevoir des parcours de formation dédiés (cf. le projet « Skills-Plang » ci-dessous).

Avec le Ministère du Travail, l'ADEM a mis en place plusieurs initiatives pour anticiper et gérer les impacts de l'intelligence artificielle et des évolutions technologiques sur le marché de l'emploi au Luxembourg.

1. Un projet pilote, intitulé « Luxembourg Digital Skills Bridge », a été mené en 2018 et 2019 pour tester l'accompagnement des entreprises et des salariés face aux transformations des métiers et des compétences. Ce projet a permis de poser les bases d'une stratégie de formation et de reconversion, en ciblant le « upskilling » et le « reskilling ».

S'appuyant sur cette expérience, le Ministère du Travail et l'ADEM ont introduit le projet de loi « Skills-Plang » en juin 2023, qui vise à anticiper les transformations du marché du travail. Ce projet de loi vise à anticiper les transformations du marché du travail, permettant aux entreprises :

- de bénéficier d'un accompagnement pour analyser et planifier leurs besoins en compétences ;
- de mettre en œuvre des plans de formation spécifiques pour leurs salariés ;
- de recevoir un cofinancement de l'État pour soutenir ces efforts.

2. En parallèle, l'ADEM a créé un Service « Salariés » pour prévenir le chômage par des actions de upskilling et reskilling. Ce service vise à offrir un accompagnement personnalisé pour aider les salariés à s'adapter aux mutations technologiques, en particulier celles liées à l'intelligence artificielle.

3. D'autres mesures de formation ont été mises en place par l'ADEM, soutenues par le Ministère du Travail, pour répondre aux enjeux spécifiques des demandeurs d'emploi :

– Un des projets clés dans cette démarche est le programme Skills4Job (projet soutenu par le FSE+ et cofinancé par le MT), qui vise à aider les demandeurs d'emploi impactés par les évolutions du marché du travail, notamment la transformation des métiers due à l'IA. Ce programme se décline en deux axes principaux :

- L'upskilling : Il s'agit de la mise à niveau des compétences pour les travailleurs dont les métiers se transforment en raison des évolutions technologiques, environnementales et économiques. Ces efforts permettent aux travailleurs de s'adapter aux nouvelles exigences du marché et de conserver leur employabilité dans des secteurs en mutation.
- Le reskilling : Pour les métiers qui disparaissent ou connaissent une réduction importante, il s'agit de réorienter les travailleurs vers de nouveaux métiers. À travers le programme Skills4Job, il est mis à leur disposition des formations adaptées, afin de les préparer à des secteurs porteurs, y compris ceux liés à l'intelligence artificielle, à la transition énergétique et à l'économie numérique.

Ce projet s'inscrit dans un cadre plus large de formation continue et de reconversion professionnelle. Il s'appuie sur des partenariats avec les instituts de formation publics, les chambres professionnelles, les entreprises, les centres de formation privés et les acteurs

²¹ Une note de l'OCDE (disponible sous https://www.oecd.org/en/publications/miracle-or-myth-assessing-the-macroeconomic-productivity-gains-from-artificial-intelligence_b524a072-en.html) résume les études scientifiques. Aucune des études mentionnées estime que les effets de l'IA sur la productivité et la croissance seront négatifs. En outre, les chercheurs de l'OCDE estiment aussi que les effets seront positifs.

²² <https://statistiques.public.lu/fr/actualites/2024/seminaire-economique-nouveaux-scenarios-economiques.html>

²³ Pour plus d'informations, Enquête <https://statistiques.public.lu/fr/enquetes/enquetes-entreprises/tic-structurelles-entreprises.html> relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises – Statistiques – Luxembourg.

²⁴ Les données sont disponibles sur Eurostat : Technologies utilisées (https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/isoc_eb_ain2__custom_13934375/bookmark/table?lang=fr&bookmarkId=df3ced9-3806-4451-abb0-c04c582b6c7b) ; Fins d'utilisation (https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/isoc_eb_ain2__custom_13934973/bookmark/table?lang=fr&bookmarkId=40f625-d8-e12d-45c3-93b7-281b6ade834e) ; Source de données utilisées (https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/isoc_eb_dan2__custom_13935395/bookmark/table?lang=fr&bookmarkId=822073-49-14c3-455d-ac66-1474e4dde3c5)



sociaux pour garantir une transition fluide pour les demandeurs d'emploi affectés.

4. En outre, d'autres initiatives de sensibilisation et de formation sont cruciales dans le contexte actuel de transformation numérique, notamment l'IA. Par exemple, l'accès gratuit au MOOC (Massive Open Online Course) « Elements of AI », proposé par l'ULCC (Université du Luxembourg Competence Centre), ainsi que les ressources offertes par la Digital Learning Hub (DLH), contribuent à renforcer les compétences numériques des demandeurs d'emploi, des salariés et des citoyens. Ces efforts, réalisés en partenariat avec des acteurs privés et publics et en étroite collaboration avec l'ADEM, sont essentiels pour garantir l'employabilité à long terme et soutenir la transition numérique au Luxembourg.

L'adoption de nouvelles technologies et le développement de l'intelligence ont un impact sur les conditions de travail et l'encadrement des conditions de travail doit le cas échéant être ajusté en conséquence.

Afin de répondre à un monde du travail en pleine mutation, le Ministère du Travail mène notamment une réforme de l'Inspection du travail et des mines. Au-delà de sa mission de contrôle et d'inspection, le rôle de l'ITM en tant qu'entité de prévention et d'accompagnement des entreprises sera renforcé.

Il est également essentiel de promouvoir une culture d'entreprise qui assure le bien-être au travail afin de limiter de possibles impacts négatifs.

.....

Présence de souches du virus de la poliomyélite dans les eaux usées en Allemagne | Question 1633 (06/12/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

En Allemagne, des souches du virus de la poliomyélite viennent d'être découvertes dans les eaux usées de sept villes. Bien que des traces de poliovirus aient été identifiées occasionnellement dans d'autres pays européens (comme au Royaume-Uni ou en Espagne), elles sont restées sporadiques et isolées. Le fait que sept villes allemandes soient affectées simultanément représente une situation inhabituelle. La possibilité que des cas isolés de poliomyélite paralytique émergent existe, comme cela a été observé à New York en 2022.

En réponse à notre question parlementaire n° 6830, la Ministre de la Santé avait écrit le 11 octobre 2022 : « Une réflexion est en cours avec le LIST et l'Administration générale de l'eau (ndlr : l'Administration de la gestion de l'eau) pour mettre en place une surveillance de polio dans les eaux usées pour compléter notre dispositif. » Concernant la couverture vaccinale, la ministre écrivait : « La prochaine collecte de données pour mesurer la couverture vaccinale chez les enfants de 25 à 30 mois aura lieu en 2023 et le rapport final devrait être publié en 2024. »

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Existe-t-il des données actuelles sur la couverture vaccinale en matière de poliomyélite ? Quand est-ce que le prochain rapport sera disponible ?
- 2) Les réflexions menées avec le LIST et l'Administration de la gestion de l'eau ont-elles mené à une intégration de la surveillance polio dans les eaux usées ? Dans l'affirmative, depuis quand ce dispositif est-il en place et quelles sont les informations collectées ?
- 3) Est-ce que des mesures d'information par rapport à la vaccination polio et les rappels sont prévues auprès du personnel médical et de santé ainsi que du grand public ?

Réponse (21/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La Direction de la santé suit la couverture vaccinale des enfants de 25 à 30 mois en menant des enquêtes tous les 5 ans. Selon les résultats de la dernière enquête de couverture vaccinale réalisée au Grand-Duché de Luxembourg en 2023, la couverture vaccinale (avec un schéma vaccinal à quatre doses) parmi les enfants âgés de 25 à 30 mois s'élève à 92,6 % (IC95 % : 89,3-95,1). Le rapport complet sera publié au début de 2025.

ad 2) Des réflexions sont actuellement en cours avec le LIST pour intégrer la surveillance polio. La mise en œuvre et la validation de cette méthode nécessiteront un délai significatif, en raison des différentes étapes de préparation, d'exécution et d'évaluation. Le but est d'établir une surveillance nationale, dans la même lignée de la surveillance Sars-CoV-2, RSV, Influenza (données publiées sur le site microbs.lu).

À noter que la surveillance de la poliomyélite est déjà en place au Luxembourg, hors eaux usées. Toutes les personnes de moins de 13 ans en provenance de pays où circulent des souches de poliovirus sauvage ou dérivées de vaccins font l'objet d'un dépistage visant à détecter un éventuel portage asymptomatique, notamment lors des demandes d'autorisation de séjour.

En complément, un système de surveillance clinique est en place pour identifier et déclarer à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tout cas suspect de maladie pouvant s'apparenter à la poliomyélite.

ad 3) Les informations sur les vaccinations en général et contre la polio en particulier sont disponibles pour le grand public sur le portail sante.lu²⁵, ainsi que sous forme de dépliants d'information²⁶.

Les recommandations du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) concernant la vaccination sont accessibles au personnel médical et de santé ainsi qu'au grand public sur le site Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) – Portail Santé – Luxembourg[†].

.....

« Space Mining » | Question 1634 (06/12/2024) de M. Tom Weidig (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Nebulöse Visionen, wenig Neues“, deen den 2. Dezember an der „Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek“ publizéiert gouf, ze liese war, ass de „Space Mining“ während der „Lëtzebuurger Space Week“ kaum méi thematiséiert ginn, obwuel Lëtzebuerg an der Vergaangenheet Milliounen vu Steiersuen an de Grapp geholl hat, fir an dësem Beräich eng Virreiderroll anzehuelen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir Positioun souwéi hire Fuerplang fir de Space Mining presentéieren?
2. Wéi eng national Initiativen a Projeten am Beräich Space Mining ginn aktuell vun der Regierung ënnerstëtzt?
3. U wéi engen internationalen Initiativen a Projeten am Beräich Space Mining ass Lëtzebuerg aktuell beedelegt?

Réponse (06/01/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'„Luxembourg Space Week“, déi den Här Deputéierten a senger parlamentarescher Fro ernimmt, war

²⁵ Poliomyélite ou polio (Kinderlähmung) – Portail Santé – Luxembourg[†]

²⁶ « Je suis vaccinée et toi ? » – Portail Santé – Luxembourg[†]

eng Rëtsch vun eemolege Veranstaltungen am Dezember 2024. An der „Luxembourg Space Week“ goufen Evenementer vu verschiddenen Organisationer gläichzäiteg zu Lëtzebuerg ofgehalen, d'Luxembourg Space Agency (LSA) war haaptsächlech un der „New Space Europe“-Konferenz aktiv beedelegt. D'„Luxembourg Space Week“ sollt net mat der „Space Resources Week“ verwiesselt ginn, déi Lëtzebuerg zanter 2019 all Joer zesumme mat der Europäescher Weltraumagentur ESA zu Lëtzebuerg organiséiert.

Generell ass d'Haaptzil vun der nationaler Weltraumstrategie 2023–2027, déi 2022 vun der Regierung approvéiert gouf, de kommerzielle Weltraumsektor zu Lëtzebuerg weider opzebauen. Dës Strategie dréit zur Diversifizéierung vun der nationaler Wirtschaft bäi, ënnerstëtzt d'Industrie bei der Innovatioun, entwéckelt Zukunftstechnologien fir kommerziell Weltraumaktivitéiten an encouragéiert d'Schafung vu qualifizéierten Aarbechtsplazen.

D'Notze vu Weltraumressourcen, wourënner de Space Mining fällt, ass eng vun de véier Prioritéiten vun der nationaler Weltraumstrategie. Mat der Initiativ SpaceResources.lu setzt Lëtzebuerg sech fir e friddlech Erfuerschen an eng nohalteg Entwécklung vum Gebrauch vu Weltraumressourcen an.

D'Initiativ SpaceResources.lu huet Lëtzebuerg méi sichtbar an attraktiv gemaach fir Aktivitéiten ronderëm déi kommerziell Notzung vum Weltraum. Mam Enn vun der ISS an der Entwécklung vu kommerzielle Raumstationen an den USA beschleunegt sech d'Kommerzialiséierung am Low Earth Orbit. An de leschte Joren hunn sech villversprechend Firmen zu Lëtzebuerg etabléiert.

Am Aklang mat senger Weltraumstrategie entwéckelt Lëtzebuerg keng eege Missioun fir d'Notzung vu Weltraumressourcen, mee bitt en transparent a favorabelt Ëmfeld fir kommerziell Acteuren, fir hir Aktivitéiten mat Weltraumressourcen duerchzuféieren. D'Regierung ënnerstëtzt dës Acteuren iwwer d'Luxembourg Space Agency an d'ESA bei der Koentwécklung vun den Technologien, déi an Zukunft gebraucht ginn. Space Mining, am enke Sënn, ass nëmme ee klengen Deel vun enger vill méi breeder Wertschöpfungskette vun der Notzung vu Weltraumressourcen.

Lëtzebuerg engagéiert sech op verschiddenen Niveauen, fir dës Beräicher zesumme mat sengen internationale Partner weiderzuentwéckelen. Op der legaler a regulatorischer Säit ass Lëtzebuerg en aktive Member vun der UN-Aarbechtsgrupp iwwer déi legal Aspekter vu Weltraumressourcenaktivitéiten, déi 2022 gegrënnt gouf. Dës Grupp huet d'Mandat, en internationale Kader auszeschaffen. Lëtzebuerg huet 2024, zesumme mat der Belsch, en UN-Expert-Meeting zu Lëtzebuerg an der „Space Resources Week“ organiséiert, wou politesch Entscheeder aus der ganzer Welt an Experten aus der Industrie an anere Weltraumagencen sech getraff hunn.

Op europäeschem Niveau huet Lëtzebuerg 2020 zesumme mat der ESA den European Space Resources Innovation Centre (ESRIC) zu Belval gegrënnt. ESRIC féiert Fuerschungsaktivitéiten duerch, déi och vum FNR finanzéiert ginn, hebergéiert ESA-Infrastrukturen, a kooperéiert mat der Industrie uechter Europa.

Lëtzebuerg gehéiert zu den 8 éischte Signatairé vum Artemis-Accord, déi Reegelen fir eng verantwortungsvoll, nohalteg a friddlech Exploratioun vum Weltraum ausleeën. D'LSA féiert aktuell Gespréicher mat der NASA, fir en nationale Bäitrag zum Artemis-Programm ze definéieren.

Système d'appréciation dans les établissements publics | Question 1635 (06/12/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Dans son avis du 18 juin 2024 à propos du projet de loi n° 8377 portant, entre autres, sur la mise en œuvre du point 10 de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (CHFEP) revendique à ce que l'abolition (partielle) du système d'appréciation dans la fonction publique se fasse aussi dans le secteur communal et dans tous les établissements publics. À ce sujet, la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) précise dans son programme d'action de décembre 2024 qu'elle poursuivra « l'abolition complète du système d'appréciation dans tous les domaines de la fonction publique y compris dans tous les établissements publics, conformément aux dispositions de l'accord salarial ; » et elle a réitéré la précédente revendication de la CHFEP lors de sa conférence du 2 décembre 2024.

Il y a quelques mois, le Gouvernement a donné à la CGFP un engagement écrit de ne pas déposer un autre projet de loi visant à introduire un nouveau système d'appréciation dans une administration.

La Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE) et la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) continuent d'appliquer un système d'appréciation similaire à celui qui est désormais supprimé dans la fonction publique. Ainsi, la BCEE avait introduit les appréciations des performances professionnelles à l'issu de la loi modifiée du 25 mars 2015, fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancements des fonctionnaires de l'État. Les deux établissements publics contribuent par leurs activités à la stabilité financière et au développement économique et social du pays ainsi qu'à sa prospérité. De ce fait, il est primordial, sinon légitime, de conserver l'ensemble des mesures concernant le statut des fonctionnaires et employés de l'État en les appliquant par assimilation au personnel de la CSSF et de la BCEE.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Quels sont les établissements publics qui appliquent un système d'appréciation similaire à celui désormais aboli dans la fonction publique ?

– Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur la revendication de la CGFP mentionnée ci-dessus ? Le maintien du système d'appréciation dans les établissements publics ne constitue-t-il pas une injustice ? Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de prendre des mesures à cet égard ?

– Est-ce que la BCEE et la CSSF ne sont pas dans l'obligation d'abolir les appréciations des performances professionnelles dans le respect de l'accord salarial du 9 décembre 2022, ainsi que dans le respect de la loi modifiée du 25 mars 2015, fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancements des fonctionnaires de l'État ?

Réponse (08/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

Depuis l'entrée en vigueur le 15 décembre 2024 de la loi du 11 décembre 2024 ayant mis en œuvre les points 5 et 10 de l'accord salarial dans la fonction publique du 9 décembre 2022, le système d'appréciation prévu à l'article 4bis du statut général des fonctionnaires de l'État est aboli et ne s'applique plus aux agents qui tombent dans le champ d'application de cette disposition. Le point 10 de l'accord salarial a donc été parfaitement respecté.

Les situations spécifiques qui existent le cas échéant auprès des établissements publics ne relèvent pas de

mon domaine de compétence, de sorte que je ne suis pas en mesure de donner les explications nécessaires aux honorables Députés.

Subsides accordés aux clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée | Question 1636 (09/12/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Laut Artikel 7 vum ofgeännerte Règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 concernant les subsides accordés aux clubs sportifs affiliés auprès d'une fédération sportive agréée müssen d'Veräiner hir Demande fir de Subside de base respektiv de Subside qualité plus bis den 30. September eraginn.

An enger Mail vum Sportsministère un d'Präsidenten vun de Sportverbänn gëtt annoncéiert, dass en vue vun der grousser Unzuel u Veräiner, déi nach keng Demande am Delai eraginn hunn, dëst nach nodréiglech tëscht dem 5. an dem 12. November kënnen maachen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Fro stellen:

1. Ass de Minister net der Meenung, dass déi Circulaire am Juli 2024, domat kuerz virun der Summerpaus an en vue vum Delai vum 30. September, ze spéit erausgaangen ass? Dëst ëmsou méi, well dës déi Jore virun Ufanks Juni oder souguer Enn Mee erausgeschéckt ginn ass?

2. Och wann d'Verlängerung vum Delai fir d'Veräiner ze verstoen ass, fir esou vill wéi méiglech Veräiner eng Ënnerstützung fir hir Jugendarbecht zoukommen ze loossen, wéi erkläert de Minister sai Virgoen, fir sech mat enger Mail un d'Fédération iwwert een Delai an engem groussherzogleche Règlement ewechzusetzen?

3. Wat fir en Impact hat d'Verlängerung vum Delai op d'Unzuel vun den agerechten Demanden?

Réponse (20/12/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Nee. D'Prozedur, fir d'Subsiden unzufroen, ass all Joer déi selwecht, sou dass d'Veräiner net op d'Circulaire brauchen ze waarden, fir hir Demanden ze preparéieren.

ad 2. Menge Servicier ass opgefoll, datt eng ronn 40 Demandë manner erakoume wéi déi Jore virun, sou dass, am Sënn vum Sport, den Delai liicht no hanner geréckelt gouf.

Fir d'Zukunft wäert ech allerdéngs drop halen, dass déi Delaien, esou wéi se am Règlement virgesi sinn, vu menge Servicier strikt agehale ginn.

ad 3. D'Verlängerung vum Delai huet dozou gefouert, datt ronn 40 Demandë méi erakoumen. Dëst sinn ëmmerhin 10 % vun all den Demanden.

Proposition française concernant le télétravail | Question 1637 (09/12/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Au Luxembourg travaillent environ 485.000 personnes, dont près de la moitié sont des frontaliers qui viennent travailler chaque jour dans notre pays. Plus de 120.000 frontaliers viennent de France pour travailler ici. Cela a des répercussions massives sur le trafic. Beaucoup de frontaliers viennent en voiture ou en train. Cela conduit à d'énormes embouteillages, principalement, mais pas uniquement sur nos autoroutes, et à des trains surpeuplés. S'ajoutent à cela des trains qui sont régulièrement annulés ou qui circulent avec moins de wagons, faute de disponibilité. De ce fait, de nombreux

frontaliers passent jusqu'à 3 ou 4 heures dans leurs trajets aller-retour. Notre pays perd ainsi en attractivité car beaucoup de frontaliers ne veulent plus supporter ces trajets longs et fatigants 5 jours par semaine. Un accord avec la France ne prévoit actuellement que 34 jours de télétravail, ce qui, bien que mieux que rien pour beaucoup de frontaliers, n'est pas suffisant pour beaucoup d'autres.

Il nous a été rapporté que la France a fait une proposition au Luxembourg permettant aux frontaliers de faire jusqu'à 40 pourcents de leurs heures en télétravail à l'avenir.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

1) Le ministre peut-il confirmer que la France a fait une telle proposition ?

2) Quand cette proposition a-t-elle été faite par la France ?

3) Pourquoi le Luxembourg n'a-t-il pas accepté cette proposition ? Combien le Luxembourg aurait-il dû payer d'impôts à la France dans cette proposition et sous quelles conditions ?

4) Le ministre prévoit-il d'élaborer un nouvel accord avec la France qui permettrait aux frontaliers plus que ces 34 jours de télétravail ?

– Si oui, les négociations ont-elles déjà commencé ?

– Si non, pourquoi pas ?

Réponse (19/12/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Il y a tout d'abord lieu de noter que la France n'a pas encore ratifié l'avenant à la convention de non-double imposition signé le 7 novembre 2022, alors que la Chambre des Députés a ratifié ledit accord déjà en juin 2023. Il nous importe dès lors que cette procédure soit vidée, avant d'entamer des discussions plus approfondies au sujet de l'évolution future de cet accord bilatéral, même si une note technique avait été adressée à mes services en avril dernier. C'est dans cet esprit que l'analyse de cette note qui envisage une hausse du seuil de télétravail à 40 % du temps de travail annuel en échange d'une compensation à déterminer est menée.

Personnel du secteur d'aides et de soins | Question 1638 (09/12/2024) de **M. Dan Hardy** (ADR)

De Manktem u Personal am Gesondheets- a Fleege-secteur ass e Sujet, deen zënter geraumer Zäit um Dësch läit an och an deenen nächste Jore relevant wäert sinn.

Am Artikel „La COPAS tire la sonnette d'alarme“, deen den 8. November 2024 am „Quotidien“ ze liese war, heescht et: „Le secteur d'aides et de soins est en péril. Les besoins en personnel infirmier sont importants, avec plus de 900 postes à pourvoir d'ici cinq ans. Et la population est vieillissante.“

Am Hibleck op eng Bevëlkerung, déi ëmmer méi al gëtt, awer och ugesiicht vum de Warnunge vu verschiddeenen Organisatiounen aus dem Secteur kann sech dës Problem zu enger laangfristeger Quell vu Besuerger fir Patiente wéi och fir hir Familien entwéckelen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Am uewe genannten Artikel gëtt erkläert: „Selon une enquête réalisée par la COPAS en 2024 auprès des prestataires d'aides et soins, la situation va s'aggraver dans les années à venir, avec une population de plus en plus vieillissante. Les professionnels du

secteur estiment qu'en 2026, plus de 150 postes à plein temps seront vacants en raison des départs à la retraite, dont plus de 100 concernent les infirmiers et aides-soignants et cette évolution se poursuit jusqu'en 2033 pour atteindre 149 équivalents temps plein." Wéi eng kuerz- a laangfristeg Mesuren envisagéiert d'Regierung, fir dësen akute Problem ze léisen a fir d'Attraktivitéit vun de Fleegerberuffer besser schéieren bei jonke Leit ze erhéien?

Réponse (16/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

D'Annex vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Mäerz 1992 iwwer d'Revalorisatioun vun eenzele Gesondheetsberuffer wäerten adaptéiert ginn, fir d'Berufsbiller vun deene verschiddene Gesondheetsberuffer an d'Situatioun um Terrain unzepassen. De But vun dësen Upassungen ass et, fir engersäits d'Missiounen an Attributiounen vun de verschiddene Berufsbiller ze aktualiséieren an andersäits ënnerteneen sou ofzestëmme, dass et an Zukunft, z. B. bei de Pflegeberuffer, besser méiglech wäert sinn, vun engem Beruff zum aneren ze wiesselen iwwer de Wee vun enger Formation complémentaire.

Plaques d'immatriculation personnalisées | Question **1639** (09/12/2024) de **M. Ben Polidori** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Am Koalitiounsaccord hat d'Regierung sech zum Zil gesat, d'Personaliséiere vun den Immatriculatiounsplacke vu Gefierer zouzeloossen. Dobäi soll sech um Beispill vun der Belsch inspiréiert ginn. Esou e System hätt och zum Virdeel, dass de Staat zousätzlech Recettë generéiere kéint.

An deem Kader wëlle mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte folgend Froe stellen:

– Wëssend, dass d'Waardelëscht fir eng 4-stelleg Plack quasi direkt vun der neier Regierung ofgeschaaft goufen, wéi wäit sinn d'Aarbechten, fir d'Personaliséiere vun den Immatriculatiounsplacken um Beispill vun der Belsch ze erméiglechen?

– Gëtt et schonn Iwwerleeungen zum Montant vun de Käschte fir déi interesséiert Leit?

Réponse (18/12/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert hu Froen zu der Personaliséierung vun de Placknummere vun de Gefierer gestallt.

Virop ass et wichteg ze betounen, dass d'Waardelëscht fir 4-stelleg Placken net „quasi direkt“ vun der neier Regierung ofgeschaaft gouf. Dës Moossnam war Deel vun engem méi ëmfangräiche Projet de règlement grand-ducal, dee fir d'éischt de 4. Abrëll 2022 beim Staatsrot deposéiert gouf an dee schlussendlech zum Règlement grand-ducal vum 21. September 2023 gefouert huet.

Dëst Reglement huet eng ëmfaassend Reform vum System vun der Zouerdnung vun de Placknummere ageleet. Virun dësen Ännerunge gouf et zwee parallell Systemer: d'„série courante“, déi un e Gefier gebonne war an am Fall vun enger Vente mam Gefier matgaangen ass, an d'„série personnalisée“, eng Nummer, déi enger Persoun zougeuerdent war an och bei enger Vente bei där Persoun bliwwen ass.

Dës Dualitéit huet zu villen Onkloerheete gefouert, an eng substanzuell Unzuel un Nummere war blockéiert, well se reservéiert goufen, ouni dass jeemools e

Gefier drop ugemellt gouf. Fir dëse Problem ze léisen, gouf de System reforméiert: D'Placknummere sinn elo ausschliisslech un d'Persoun gebonnen a ginn net méi mam Gefier mat, wann dëst verkaaft gëtt. Zousätzlech gouf d'Méiglechkeet, eng personaliséiert Placknummer duerch eng „déclaration de renonciation“ ze iwwerdreen, ofgeschaaft.

Aus dësem Grond war et och net méi gerechtfäerdig, déi 4-stelleg Placknummere, déi schonn deemools net transferéiert konnte ginn, weiderhin iwwer eng Lëscht ze verdeelen. Si ginn elo wéi all aner personaliséiert Placknummere behandelt a kënnen entsprechend reservéiert ginn.

Wat d'Personaliséierung vun de Placknummere ugeet, gouf an de leschte Méint intensiv un engem Projet de loi an un engem Projet de règlement grand-ducal geschafft. Et ass virgesinn, dass d'Placknummere fräi personaliséiert kënnen ginn, no engem Modell ewéi an der Belsch.

Déi aktuell Versioun vum Projet ass an der Finaliséierungsphas an dierft an nächster Zukunft um Ordre du jour vum Regierungsrat stoen.

Recyclage des installations photovoltaïques | Question **1641** (09/12/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

L'installation de panneaux photovoltaïques gagne rapidement en importance. Alors que leurs avantages pendant leur vie active sont bien connus, leur parcours en fin de vie l'est bien moins.

La quantité des panneaux solaires qui ne fonctionnent plus à cause d'usure naturelle, dus à la grêle ou défauts techniques, augmente elle aussi et ainsi la question de leur recyclage se pose de plus en plus.

1) Comme ces installations contiennent une grande partie de matériaux recyclables, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement comment les panneaux solaires sont recyclés.

2) Quelle est la quantité de panneaux collectés actuellement ?

3) Quels sont les points de collecte au Luxembourg ?

4) Quels sont les recycleurs qui s'occupent de la récupération des matières réutilisables et comment ces matériaux sont-ils réutilisés ?

Réponse (16/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Comme il n'y a eu, jusqu'à présent, que très peu de panneaux photovoltaïques qui sont devenus des déchets, il n'y a pas d'informations disponibles sur les procédés de recyclage utilisés.

De manière générale, on peut cependant considérer que tous les panneaux photovoltaïques sont recyclables. En effet, il existe des procédures sans risques destinées au recyclage de matières contenues dans les panneaux à base de silicium, ainsi que dans les panneaux à couches minces contenant du cadmium.

Le traitement des panneaux photovoltaïques est réglementé par la directive européenne 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, qui a été transposée en droit national par la loi du 9 juin 2022 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette loi fixe une obligation d'atteinte d'un taux de recyclage et de préparation à la réutilisation de 80 %.

ad 2) Étant donné la durée de longévité des panneaux photovoltaïques et le fait qu'ils sont garantis pendant

une voire plusieurs décennies, la majorité des panneaux installés au Luxembourg n'est pas encore arrivée en fin de vie.

Actuellement, les données disponibles sont celles sur les quantités de panneaux mises sur le marché. Pour les producteurs de panneaux photovoltaïques qui sont membres d'Ecotrel, celle-ci se charge du rapportage à l'Administration de l'environnement. Dans son rapport annuel 2023, Ecotrel a rapporté une mise sur le marché de 851,6 tonnes de panneaux photovoltaïques. Elle y signale par ailleurs une quantité de déchets de panneaux collectés égale à zéro.

ad 3) Les collecteurs sont la plupart du temps les producteurs eux-mêmes, c'est-à-dire les installateurs qui reprennent le cas échéant, des panneaux endommagés ou en fin de vie. Ces acteurs doivent organiser la collecte, le transport et le traitement conformément aux dispositions de la loi relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques.

La collecte se fait en principe sur chantier et non pas via des points de collecte mis en place à cet effet.

ad 4) Comme indiqué au titre de réponse à la première question, il n'y a à ce stade pas d'informations disponibles à ce sujet. La codification utilisée en matière de gestion des déchets, notamment pour les transferts de déchets, ne permet pas de distinguer les panneaux photovoltaïques d'autres types de déchets d'équipement électriques et électroniques qui tombent sous la même catégorie.

Accident d'un bateau sur la Moselle | Question **1642** (09/12/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

E Sonndeg, den 8. Dezember ass bei Müden, um däitschen Deel vun der Musel, e Schëff an eng Schleis gerannt an huet dës schwéier beschiedeg. Aktuell ginn déi zoustänneg Autoritéiten dovun aus, datt de Schëffsverkéier tëschent dem Mäerterter Hafen an der Musel-Rhain-Achs op d'mannst bis de Mäerz 2025 vollstänneg ënnerbrach ass.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi äussert d'Regierung sech allgemeng zu dësem Virgang?

2. Wéi eng éischt Erkenntnisser zu der Ursach leien der Regierung aktuell vir? Ass Däitschland als Staat, an deem den Accident geschitt ass, verpflichtet, déi aner Anrainerstaaten op Nofro un der Enquête ze bedeelegen? Ass Däitschland verpflichtet, sämtlech Erkenntnisser automatesch mat deenen aneren Anrainerstaaten ze deelen? Falls net, firwat net?

3. Gëtt d'Evaluatioun vum entstanene Schued tëschent allen Anrainerstaate koordinéiert? Falls net, firwat net?

4. Sinn nieft dem Gidderverkéier och Routé vun nationalen Ausfluchsschëffer betroff? Falls jo, wéi eng?

5. Wéi eng Prozedure leie vir, fir déi betraffe Schëfffaartsgesellschaft respektiv hir Assurance oder am Fall, datt et sech ëm e Feeler vun enger ëffentlecher Autoritéit sollt handelen, de betraffenen Anrainerstaat kënnen haftbar ze maachen?

Réponse (09/01/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zum Accident op der Schleis zu Müden an Däitschland.

D'Musel ass e wichtegen europäesche Floss an ee vun de meescht befuerensten derbäi. Et ass déi

drëtt lescht Schleis virum Rhäin an et ass wichteg gewiescht, schnell a gutt ze reagéieren. D'Regierung huet verschidde Mesuren de 17. Dezember 2024 bei enger Visitt vum Hafe vu Mäertert ugekënnegt, fir den Impakt op d'Wirtschaft ze minimiséieren an d'Liwwerketten ze garantéieren. Et gëtt op de Pressecommuniqué (Yuriko Backes et Lex Delles visitent le port de Mertert, suite à l'incident sur la Moselle allemande, et confirment la mobilisation du Gouvernement pour soutenir les entreprises impactées) vum 17. Dezember 2024 verweisen.

Den 19. Dezember 2024 hat d'Ministesch fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten och en Austausch mam Minister fir Digitalisatioun a Verkéier vun Däitschland. Dëst ass nozeliesen am Pressecommuniqué vum selwechten Dag (Austausch zwischen der Ministerin für Mobilität und öffentliche Arbeiten, Yuriko Backes, und dem Minister für Digitales und Verkehr der Bundesrepublik Deutschland, Dr. Volker Wissing, zur Lage nach dem Unfall an der Schleuse Müden). Kuerz nach dem Unfall an der Schleuse Müden). Kuerz nach dem Gespräch ass vun den däitschen Autoritéite confirméiert ginn, datt de reguläre Betrib schon am Februar 2025 kéint opgeholl ginn. Bei enger éischer Evaluatioun vun der Situatioun hat een domat gerechert, eréischt am Mäerz kënnen de reguläre Betrib opzehuelen.

Aktuell ass d'Enquête bei den däitschen Autoritéiten amgaang, wat genee d'Ursaach vum Accident war. Et gëllt de Prinzip vum Untersuchungsgeheimnis. Et muss een elo den Untersuchungsbericht vun der Wasserschutzpolizei respektiv der Staatsanwaltschaft Koblenz ofwaarden.

Et gëtt an Däitschland keng institutionaliséiert Enquêtekommissioun am Beräich vun der Banneschëfffaart an och keng Verflüchtung, en anere Staat op Nofro ze bedeelegen oder aner Länner ze informéieren. Et gëtt och kee Bezuch mat Lëtzebuerg, deen et sennvoll maahe géif, Lëtzebuerg ze bedeelegen.

Däitschland ass net verflücht sämtlech Erkenntnisser automatesch mat deenen aneren Anrainerstaaten ze deelen, well de Virfall nëmme op hirem Territoire stattfont huet. D'Kommunikatioun tëscht den däitschen a Lëtzebuurger Autoritéite funktionéiert iwwerdeems ganz gutt.

Et gëllt tëscht dem direkten an dem indirekte Schued ze ënnerscheiden. Eng international Koordination ass do net virgesinn, woubäi sech verschidde Gremien, wéi z. B. d'Muselkommissioun oder awer den CESNI (Comité européen pour l'élaboration de standards dans le domaine de la navigation intérieure) wäerte mat de Conclusiounen vun de Rapporten insgesamt auseruesetzen, esouwäit se domat vun Däitschland saisiéiert ginn.

De Schued un der Schleis selwer ass eréischt ze evaluéieren, wann déi nei Paart agebaut ass.

Den indirekte Schued, deen Entrepreneuren aus ville Beräicher an aus méi Länner betrëfft (ganz vill Schëffsbedreiwer sinn aus der Belsch oder aus Holland op der Musel ënnerwee), kann ee weeder eenzel nach gemeinsam evaluéieren, dësen hänkt vun der Dauer vun der Ënnerbriechung of a ka bei enger internationaler Waasserstrooss net engem Staat attribuéiert ginn.

Déi national Ausfluchsschëffer kënnen weiderhin an der Regioun bis Müden fueren. Et ass net bekannt, dass duerch d'Spär vun der Schleis Müden eng Restriktioun fir eng Rees entstanen wier oder Lëtzebuurger Ausfluchsschëffer betraff wieren.

Et gëllt däitscht Recht op däitschem Buedem an do gëllt och de Verursacherprinzip esou, dass deen, deen e Schued mécht, dofir opkomme muss.

D'Prozedure lafen no däitschem Recht.

Dobäi ass ze soen, dass an der Banneschëfffaart d'Convention de Strasbourg sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure (CLNI) spillt. Ob, an a wéi enger Héicht, eng Haftungsliimit zum Droe kënn, stellt sech eréischt am Kader vun de Conclusiounen vun der Enquête eraus.

Am Fall vun engem eventuelle Feeler vun enger öffentlecher Autoritéit spillt och déi national Gesetzgebung.

Agressions contre le personnel pénitentiaire | Question 1643 (10/12/2024) de M. Dan Hardy (ADR)

Déi lescht Wochen ass d'Personal aus de verschiddene „centres pénitentiaires“ à rude épreuve gesat ginn, dëst duerch kierperlech Ugrëff/Aggressiounen vun den Insassen.

De 16. Abrëll 2018 hat déi honorabel Deputéiert Octavie Modert Froe gestallt betreffend verschiddene Tëscheffäll, déi zu Giwenech virgefall waren an déi vum Här Minister Braz beäntwert goufen, ënnert anerem, datt verschidde Moosnamen geholl wieren duerch de Projet de loi N° 7041 iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Situatioun säitdeem entwéckelt? Wéi vill Virfäll gouf et tëscht 2018 an 2024?

2. Ass déi aktuell Formatioun, déi dem Personal zur Verfügung steet, ausräichend, fir sech kënnen an esou Situatiounen ze wieren? Entsprecht d'Formatioun deene reelle Bedierfnesser um Terrain? Wann net, wier et net de Moment, fir déi Formatioun ze iwwerschaffen? Wat sinn déi Haapteleementer, déi dobäi méi berécksiichtegt misste ginn?

3. Wéi gëtt d'Gewaltbereitschaft vun den Insassen ageschat? Si verschidde Gruppe respektiv Nationalitéite méi tendenziéis gewaltbereet? Wier et méiglech, weider preventiv Moosnamen ze huelen?

4. Wat sinn déi direkt Konsequenze fir d'Insassen, déi gewalttätig ginn?

Réponse (15/01/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Säit deene méi schlëmme Virfäll vum leschte Joer huet d'Situatioun sech nees berouegt, och wann d'Personal reegelméisseg verbalen Aggressiounen, Insulten a Menacen ausgesat ass. Et muss een dobäi awer ëmmer betounen, datt just eng Minoritéit vun de Prisonéier sech de konventionelle sozialen Ëmgangsforme schlecht upasse kann. E groussen Deel vun de Leit stellen allgemeng kee Problem a kee Risiko duer.

D'Evolution vun de Virfäll vun 2018 bis 2024 ass déi hei:

– Virfäll am Centre pénitentiaire de Luxembourg:

2018: 3 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 4 Tentatives d'agression géint Membere vum Personal, 1 Virfall wou e Member vum Personal gestouss gouf.

2019: 5 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 3 Tentatives d'agression géint Membere vum Personal, 1 aggressiivt Behuele géint e Member vum Personal, 1 Virfall wou e Member vum Personal gestouss gouf.

2020: 10 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 2 Tentatives d'agression géint Membere vum Personal.

2021: 11 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 2 „coups et blessures“ géint e Member vum Personal,

3 Tentatives d'agression géint Membere vum Personal.

2022: 17 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 2 Virfäll wou e Member vum Personal gestouss gouf, 1 „coups et blessures involontaires“ géint e Member vum Personal, 6 Tentatives d'agression géint Membere vum Personal.

2023: 8 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 2 Virfäll wou e Member vum Personal gestouss gouf, 1 „coups et blessures involontaire“ géint e Member vum Personal, 1 Tentative d'agression géint Membere vum Personal.

2024: 2 Aggressiounen géint Membere vum Personal, 3 Virfäll wou e Member vum Personal gestouss gouf.

– Virfäll am Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff:

2023: 3 Virfäll wou e Member vum Personal gestouss gouf, 3 Virfäll wou op e Member vum Personal gespaut gouf, 5 Virfäll während Interventiounen, 1 weider Tentative vun engem vun deenen ernimmte Virfäll.

2024: 2 Virfäll wou e Member vum Personal gebass gouf, 2 Virfäll wou op e Member vum Personal gespaut gouf, 2 Virfäll wou e Member vum Personal gestouss gouf, 2 Virfäll während Interventiounen, 4 Tentativ vum engem vun deenen ernimmte Virfäll.

– Virfäll am Centre pénitentiaire de Givenich:

2018: 1 Virfall

2019: 0 Virfall

2020: 0 Virfall

2021: 1 Virfall

2022: 3 Virfall

2023: 0 Virfall

2024: 2 Virfall

ad 2. An der Basisformatioun léieren d'Stagiären d'Grundkonzepter vum Beruff vum Agent pénitentiaire. D'Formatiounen bestinn, ënnert anerem, haut schonns aus Modulle wéi Self-defense, psychologiesch Desescalatioun, professionellt Handeln an och Gestiouen vu Konflikter am Strofvollzuch. Ab 2025 soll och all Agent pénitentiaire eng Ausbildung an der Handhabung vu Peffergel kriegen.

ad 3. D'Agente vum Service psychosocial a socio-éducatif si speziell ausgebild, fir d'Gewaltbereitschaft vun de Prisonéier unhand vu psychologieschen Tester a spezifeschen Instrumenter ze evaluéieren an eng adaptéiert Prise en charge unzebidden, fir dat Verhalten en vue vun enger Resozialiséierung ze änneren.

D'Analys vun de Virfäll ergëtt keen Zesummenhang tëscht der Gewaltbereitschaft an enger spezifescher Nationalitéit. Dat, wat sech bei der Analys vun de Virfäll feststelle léisst, ass, datt et oft nees déi selwecht Prisonéier sinn, déi duerch hir Gewaltbereitschaft opfalen an dat onofhängeg vun hirer Nationalitéit.

Den Artikel 29 Paragraf 1 vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Prisonsgverwaltung gesäit vir, datt den allgemenge Regimm an de Prisongen de „régime en commun“, also dee vum Zesummeliewen an der Gemeinschaft, ass. Dëse „régime en commun“ entsprécht de Standarde vun engem moderne Strofvollzuch an de Länner, déi der „Déclaration universelle des droits de l'homme“ an de Konventiounen vum Conseil de l'Europe adheréieren. D'Virfäll souwéi d'Aggressiounen an d'Klappereie fanne prinzipiell ëmmer an der Gemeinschaft statt. Well et awer méi schwéier ass, fir an deem Kader nach zousätzlech preventiv Moosnamen ze huelen, baséiert d'Prisonsgverwaltung sech op den Artikel 29 Paragraf 2 vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Prisonsgverwaltung, fir, fir eng limitéiert Zäit, verschidde problematesch Prisonéier aus der Gemeinschaft erauszehuelen.

ad 4. D'Gesetz gëtt dem Prisongsdirekter d'Méiglechekeet, ee Prisonéier, deen e Sécherheetsrisiko duerstellt, op Basis vum Artikel 30 vum Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Prisongsverwaltung, fir maximal 24 Stonnen direkt an eng Sécherheetszell ze placéieren. Géint dës Decisioun huet den Detenu d'Méiglechekeet, e Recours beim Direkter vun der Prisongsverwaltung ze maachen.

E Prisonéier, dee sech engem schlëmme Virfall schëlleg gemaach huet, riskéiert och eng Disziplinar-moossnam, an, deemno wéi schlëmm de Virfall war, kann den Direkter vun der Prisongsverwaltung ee Placement an de „régime cellulaire“, sou wéi et am Artikel 29 vum Gesetz virgesinn ass, ordonéieren. Géint dës Decisioun kann den Detenu e Recours virun der Chambre d'application des peines maachen.

All gewalttätig Virfäll gi systematesch, op Basis vum Artikel 23 Paragraf 2 vum Code de procédure pénale, beim Parquet denoncéiert.

.....

Transferts de fonds d'une plateforme d'échange de cryptomonnaies vers une banque luxembourgeoise | Question 1645 (10/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Handel mat Krypto-Produite wäert international an den nächste Jore weider ausgebaut ginn an domadder bidden sech nei Chancë fir nei Finanzdëngschtleeschungen a Wirtschaftsaktivitéiten. Lëtzebuerg sollt, als international Finanzplaz, net den Uschloss un dese Marché verléieren, deen ëmmerhin eng grouss Unzuel u klengen Investisseuren unzitt. Dofir ass et wichteg, dass déi traditionell Finanzdëngschtleeschter, wéi d'Banken, Investitiounen a Kryptowärungen ënnerstëtzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Kënne Banken zu Lëtzebuerg hire Clientë refuséieren, hiert Akommes, wat si aus dem Handel mat Kryptowärungen erwirtschaft hunn, op hire Bankkonto ze iwwerweisen (zum Beispill als Fiatgeld vu Coinbase oder anere Kryptobourssen)?

Falls jo, aus wéi enge Grënn kann dëst refuséiert ginn (wa séchergestallt ass, dass d'Geld aus legalen Handelsaktivitéiten erwirtschaft gouf, also Blanchiment an illegal Aktivitéiten ausgeschloss kënne ginn)?

Réponse (15/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Méiglechekeet, Suen ze empfänken, gehéiert zu de grondleeënde Funktiounen vum engem Bankkont.

Den Empfang vu Sue kann, voire muss verweigert ginn, wann d'Hierkonft vun de Suen net ka gekläert ginn, esou dass Geldwäsch oder aner illegal Aktivitéiten net kënnen ausgeschloss ginn.

All Bank definéiert hir kommerziell Politick a muss och hire Risiko-Appetit definéieren. Wann d'Geldtransferte géint dës oder géint déi allgemeng Geschäftskonditiounen vun der Bank verstoussen, kënne se och refuséiert ginn. Dës ka sech gegebenefalls och op Geldtransferte vu Kryptobourssen (fiat leg) bezéien.

.....

Experts engagés par le Conseil arbitral de la sécurité sociale | Question 1646 (10/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Persounen, déi am Beräich vun der Sécurité sociale net mat enger Decisioun vun der Krankekeess oder anere staatleche Verwaltungen averstane sinn, kënne

beim Conseil arbitral vun der Sécurité sociale (CASS) dogéint kloen. De CASS beoptraagt reegelméisseg Medezinner, déi Expertise maachen, fir d'Dossieren opzeklären, domat de CASS eng Decisioun kann huelen.

Mir si Fäll bekannt, wou Leit, déi aus gesondheetleche Grënn net mobil sinn, queesch duerch d'Land bei een Dokter geschéckt goufe fir dës Kontrollvisitten.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet, fir Aarbecht a fir Justiz dës Fro stellen:

1. Op wéi vill Experte kann de CASS aktuell fir Expertisen zeréckgräifen?

2. Wéi verdeelen sech déi Experte geografesch hei am Land (Kanton oder Distrikt)?

3. Kënnt et vir, dass Leit fir eng Kontrollvisitt bei engem Expert iwwert 50 Kilomeeter fuere mussen?

4. Wat kann de Patient ënnerhuelen an u wie kann hien sech wenden, fir ee Rendez-vous bei engem Expert ze kréien, dee méi no vun him situéiert ass?

Réponse (07/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Dem Conseil arbitral de la sécurité sociale (CASS) stinn aktuell am Service médical 4 Médecins-conseil zur Verfügung, op déi d'Riichter vum CASS zeréckgräife kënnen, fir medezinnesch Expertisen ze realiséieren, déi an Zesummenhang mat Decisiounen vun der CNS, der CNAP oder der AAA ordonéiert ginn.

Donieft hunn d'Riichter vum CASS och d'Méiglechekeet, e liberal praktikéierende Spezialist aus dem Privatsektor ze nennen.

ad 2. D'Médecins-conseil vum CASS hunn hire Cabinet am Gebai vum CASS, 271 Route d'Arlon, L-1150 Lëtzebuerg. D'Assurée ginn deemno am Gebai vum CASS ënnersicht, ausser am Fall wou en externe Spezialist als Expert genannt gouf. A verschiddene Fäll nennen d'Médecins-conseil och ee vun hire liberale Confrères als Co-Expert, fir eng medezinnesch Expertise zu engem spezifesch Volet ze realiséieren, wéi zum Beispill de psychiatreschen oder och den neurologesch Volet.

ad 3. Wéi an der Äntwert op d'Fro 2 präziséiert, gëtt d'Majoritéit vun den Assuréeen an der Stad an de Gebailechekeete vum CASS ënnersicht, ausser am Fall wou en externen Expert genannt gëtt, do fënnt d'Ënnersichung bei deem Spezialist am Cabinet statt.

ad 4. Am Fall wou en Assuré gréisser Mobilitéitsproblemer huet, déi et him net erméiglechen, e Rendez-vous beim designéierten Expert wouerzehuelen, kann den Assuré sech un de Riichter wenden, deen d'Expertise ordonéiert huet fir ze kucken, ob et net méiglech ass, en Expert ze nennen, dee méi no beim Domicile vun Assuré säi Cabinet huet.

Et sief an deem Kontext nach erwäant, dass zum Beispill bei enger Evaluatioun am Kader vun der Assurance-dépendance, d'Médecins-conseil vum CASS déi betreffend Persoun doheem opsichen.

.....

Expulsion de personnes de structures d'accueil et conditions pour la délivrance d'une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires | Question 1647 (10/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Selon nos informations, une famille avec deux enfants, dont un enfant grièvement malade, aurait été expulsée de son logement d'un centre d'accueil et aurait été transférée à la Maison de retour au Kirchberg en vue du retour de la famille vers son pays d'origine. Les

enfants seraient scolarisés au Luxembourg depuis quatre ans.

Selon la loi portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration, Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut accorder une autorisation de séjour pour des considérations humanitaires d'une exceptionnelle gravité, ou pour des motifs exceptionnels à un.e ressortissant.e de pays tiers, à condition que la présence de ce.tte dernier.ière ne constitue pas de menace pour l'ordre public.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il préciser quels sont les critères ou considérations spécifiques qu'il prend en compte pour déterminer si un.e ressortissant.e de pays tiers peut bénéficier d'une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires ?

2) Dans ce contexte, quelle valeur Monsieur le Ministre accorde-t-il à la durée de scolarisation d'un enfant au Luxembourg ?

Dans notre question parlementaire n° 1384, nous nous sommes renseigné.e.s sur le nombre d'expulsions des centres d'accueil ayant eu lieu au cours des cinq dernières années. En réponse, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil nous a fourni le nombre de déguerpissements en présence d'un huissier. Cependant, il est fort probable que de nombreuses personnes se voient demander de quitter leur logement dans une structure d'accueil et le font sans qu'un huissier soit présent.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser la question suivante :

3) Au-delà des déguerpissements en présence d'un huissier, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil peut-il nous fournir les données concernant le nombre de personnes ayant été expulsées des centres d'accueil de manière plus générale au cours des cinq dernières années, ventilées par année et par catégorie des personnes concernées (familles, personnes célibataires) ?

Réponse (21/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Le paragraphe 3 de l'article 78 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit que le ministre peut accorder une autorisation de séjour pour des considérations humanitaires d'une exceptionnelle gravité au ressortissant de pays tiers qui se trouve en situation irrégulière sur le territoire luxembourgeois. En cas de demande en obtention d'une telle autorisation de séjour, une analyse au cas par cas est faite en tenant compte des éléments particuliers liés à la situation personnelle du ressortissant tiers, tels que par exemple la durée de séjour sur le territoire, sa vulnérabilité, son intégration et les possibilités de rapatriement.

ad 2) Les critères de régularisation d'enfants scolarisés et de leur/s parent/s sont expressément retenus dans l'article 89 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Ainsi, une autorisation de séjour est accordée au ressortissant de pays tiers sous réserve que sa présence ne soit pas susceptible de constituer un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique et sous condition de ne pas avoir utilisé des informations fausses ou trompeuses relatives à son identité, d'avoir résidé sur le territoire depuis au moins quatre



ans précédant l'introduction de la demande, de faire preuve d'une réelle volonté d'intégration et de ne pas s'être soustrait à une mesure d'éloignement.

De même le ressortissant de pays tiers doit apporter la preuve :

- qu'il exerce l'autorité parentale sur un enfant mineur qui vit avec lui dans son ménage et qui suit sa scolarité de façon continue dans un établissement scolaire au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins quatre ans et qu'il peut subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille (moyennant par exemple par un contrat de travail) ; ou
- lorsqu'il a suivi de façon continue et avec succès une scolarité depuis au moins quatre ans dans un établissement scolaire au Grand-Duché de Luxembourg et introduit sa demande avant l'âge de vingt et un ans en justifiant disposer de ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins.

ad 3) Tout d'abord il y a lieu de rappeler que l'Office national de l'accueil (ONA) a pour mission, entre autres, d'organiser l'accueil des demandeurs de protection internationale et bénéficiaires de la protection temporaire tel que défini par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire. Ainsi, l'ONA est uniquement responsable de l'hébergement des personnes dont la demande de protection internationale est en cours ainsi que des bénéficiaires de la protection temporaire. Par conséquent, tant les bénéficiaires de protection internationale (BPI) que les personnes déboutées de leur demande et les personnes dont la demande a été jugée irrecevable par les autorités compétentes ne peuvent plus bénéficier des conditions matérielles d'accueil de l'ONA.

À la suite des décisions prises par la Direction générale de l'immigration, les services de l'ONA informent les occupants par courrier que leur hébergement dans une structure de l'État touche à sa fin, les priant de bien vouloir quitter les lieux dans les délais impartis. À la suite de ces courriers, de nombreuses personnes quittent les structures d'hébergement de l'ONA volontairement ; d'autres personnes quittent d'ailleurs le réseau d'hébergement sans y être incitées par l'ONA. À noter également que l'ONA ne procède à aucune expulsion lui-même, tout déguerpissement doit être effectué par un huissier de la justice.

Ainsi, l'ONA dispose uniquement de statistiques qui portent soit sur le nombre total de sorties du réseau d'hébergement, soit sur le nombre de déguerpissements. Pour les cinq dernières années, la situation s'affiche comme suit. ↑

Conflits au sein des administrations communales | Question 1648 (11/12/2024) de M. André Bauler (DP)

A leschter Zäit koun et an eenzelne Gemengen zu Spannungen, jo Konflikter tëscht Deeler vum Gemengepersonal an dem Schäfferot oder tëscht Beamten. Och stellen sech ëmmer nees Disziplinnsprobleemer.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Wéi gesäit den Här Minister d'Entwécklung vun esou enge Fäll am Gemengesecteur? Gëtt et heizou Zuelematerial?
2. Wéi ginn disziplinaresch Froen am Gemengesecteur de Moment behandelt? Ass do eventuell een neutrale Commissaire chargé de l'enquête disciplinaire, sou wéi an der classescher Fonction publique (Staat), ugeduecht?
3. Gëtt et eng Cellule de médiation am Ministère fir bannenzeg Ugeleeënheeten, déi eventuell hëllefle

kann, fir Konflikter ze schlichten? Wann nee, denkt den Här Minister drun, fir esou eng Cellule de médiation an eventuell och ee Service psychosocial ze schafen?

Réponse (18/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Eng effizient Gestiou vum Gemengepersonal an e positivt Aarbechtsklima sinn essenziell wichteg, fir en optimaalt Fonctionnement vun enger Gemeengeverwaltung am Interessi vun hire Bierger ze garantéieren. Dofir ass den Inneminister der Meenung, dass all Konfliktsituatioun tëscht dem Personal vun enger Gemeng an dem Schäfferot bedauerlech ass an esou séier wéi méiglech soll geléist ginn.

Well den Inneminister weeder an der Gestiou nach am Régime disciplinaire vum Gemengepersonal eng legal Kompetenz huet, verfüügt den Inneministère iwwer keen Zuelematerial an deem Zesammenhang.

ad 2. Et muss een awer objektiv feststellen, dass déi vereenzelt Fäll vu Konfliktsituatiounen a Gemeengeverwaltungen, vun deenen a leschter Zäit an der Press bericht gouf, d'Ausnam ënner deenen 100 Gemengen a 70 Gemengesyndikater duerstellen.

D'Disziplinarrecht am Gemengesecteur variéiert a Fonction vum Régime, ënner deem d'Gemengepersonal agestellt ass. D'Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwer de Gemengebeamtstatut gesäit fir Fonctionnaires an Employés communaux e Régime disciplinaire vir, deen identsch ass mat deem vun der staatlecher Fonction publique. De Commissaire, dee fir d'Instruction disciplinaire vu Staatsagenten zoustänneg ass, ass och fir d'Gemengepersonal kompetent.

Salariéen, déi vu kommunale Verwaltungen agestellt sinn, ënnerleien dem Code du travail, et sief dann, déi concernéiert Verwaltung applizéiert e Kollektivvertrag, deen e Régime disciplinaire virgesäit.

ad 3. De Service psychosocial vum Ministère vun der Fonction publique, dee fir d'psychologesch Betreuung vum Staatspersonal zoustänneg ass, steet och dem Gemengepersonal zur Verfügung. Et gëtt keng Cellule de médiation am Ministère des Affaires intérieures.

D'Gemengesetz attribuëiert dem Inneminister eng Rëtsch Kompetenzen an der Surveillance vun de Gemengenaffären. Dës Kompetenzen erlaben et dem Inneminister a senge Servicer net, als Mediateur, deen neutral muss sinn, tëschtent de Gemengenautoritéiten an hirem Personal ze intervenéieren.

Fuite d'un meurtrier du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck | Question 1649 (11/12/2024) de M. Charles Weiler | M. Jean-Paul Schaaf (CSV)

D'lescht Woch ass engem verurteelte Gewalttäter op sengem Fräigang aus dem Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Flucht gelongen. De Mann konnt eréischt den Dag duerno an Däitschland gestallt ginn an huet bis dohin eng Gefor duergestellt.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet an un d'Madamm Justizminister stellen:

1. Wéi konnt et zu dëser Flucht kommen?
2. Mat wéi enge Mesurë sollen esou Virfäll an Zukunft evitéiert ginn?
3. Ass d'Regierung a Planungen un enger securiséierter Ennerbréngung vun Täter mat psychiatreschem Hannergrond an enger Abteilung am Prisong zu Schraasseg?
4. Wa jo – wou sinn dës Aarbechten drun?

Réponse (17/12/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Aleedend sief präziséiert, dass et sech an dësem Fall net ëm eng verurteelt Persoun handelt, wéi an der parlamentarescher Fro ernimmt, mee ëm eng Persoun, déi opgrond vum Artikel 71 vum Code pénal als scholdonfäeg deklaréiert gi war, an duerno am Kader vun engem Placement judiciaire an de CHNP placéiert ginn ass opgrond vum Gesetz vum 10. Dezember 2009 iwwer d'Hospitalisatioun géint hiert Averständnes vu Persoune mat mentale Stéierungen.

ad 1. Déi concernéiert Persoun, déi am Kader vum Behandlungsoftrag vum CHNP als Patient an der Hospitalisation longue durée psychiatrique en charge geholl ginn ass, war op enger accompagnéierter an autoriséierter Sortie, sou wéi dat am uewe genannte Gesetz vum 10. Dezember 2009 virgesinn ass. Zu engem bestëmmte Moment ass déi Persoun fortgelaf an huet sech domat der Awirkung vum begleedende Mataarbechter vum CHNP entzunn.

ad 2. Accompagnéiert Sortië vu Patiente sinn en Deel vun der therapeutescher Missioun vum CHNP, déi och fir déi Patiente gëllt, déi am Kader vun engem Placement judiciaire am CHNP internéiert sinn.

Déi Prozeduren, déi am Kader vun där Missioun applizéiert ginn, sinn natierlech drop ausgeriicht, dass esou Fuguen net solle geschéien. Am Fall vun enger Fugue vun engem Patient gëtt dann och analyséiert, wéi et zu der Fugue komm ass. An dësem Fall konnt dat nach net gemaach ginn, well déi Analys d'Präsenz vum Patient am CHNP viraussetzt, an och eng gewëssene Zäit an Usproch hëlt.

Et sief awer hei präziséiert, dass bei geféierlechen a fluchtgefährdete Patienten d'Prozeduren en Ausgang nëmme just an engem securiséierten, also zouene Bannenhaff um Areal vum CHNP erlaben.

ad 3. a 4. Jo, d'Planunge fir de Bau vun der UPSJ (Unité de psychiatrie socio-judiciaire) um Site vum Prisong zu Schraasseg sinn amgaangen, mee am Moment kënnen nach keng verbindlech Datumen avancéiert ginn.

Et sief awer nach drop higewisen, dass déi Fugue, ëm déi et an der parlamentarescher Ufro geet, näischt mat der Infrastruktur selwer ze dinn huet, well de Patient net aus dem CHNP ausgebrach oder fortgelaf ass, mee op enger Sortie ausserhalb vum CHNP eng Fugue gemaach huet.

Activités des services de renseignement russes | Question 1650 (11/12/2024) de Mme Octavie Modert (CSV)

De 14. Oktober hunn déi däitsch Norichtendéngschter an enger Anhörung am Bundestag virun engem aggressiven Agéiere vu russesche Geheimdéngschter gewart. Sabotage a Spionage duerch Agenten aus Russland hunn extreem zougehall, an e bis elo nach onbekannten Niveau erreecht an dat an alle Beräicher vun der Gesellschaft. Dobäi géifen och Mënscheliwen um Spill stoen. Zum Beispill ass um Flughafen Leipzig e Container duerch e Brandsaz an enger DHL-Express-Sendung aus dem Baltikum, wouhannert ee Russland vermut, a Brand geroden. Nëmmen duerch eng Verspéidung vum Fliger konnt eng Katastroph verhënnert ginn. Och an aneren europäesche Länner kënt et zu Tëschefäll, zum Beispill huet zu London eng Lagerhal vun enger brittesch-ukrainescher Entreprise gebrannt oder a Pole gouf et e Feier an engem Akafszentrum. Sou huet och schon onlängst de Chef vum britteschen Inlandsgeheimdéngscht MI5 virun enger schwéierer



Amëschung vu Russland an d'Sécherheet vun Europa gewarnt.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ausseminister an den Här Premierminister stellen:

1. Wéi schätzen d'Ministeren d'Situatioun vu russesche Geheimdénchschtaktivitéiten zu Lëtzebuerg an?
2. Hunn d'Ministere Kenntnis vu konkrete Fäll vu russescher Spionage oder Sabotage zu Lëtzebuerg, sou wéi se an aneren europäesche Länner opgetruede sinn?
3. Wéi eng Moossname kënnen geholl ginn, fir de russesche Geheimdénchschtaktivitéiten entgéintzewierken?
4. Stinn d'Ministeren hei am Austausch mat den aneren europäesche Länner, fir eventuell gemeinsam Moossnamen auszeschaffen?

Réponse (06/01/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. Am Kontext vum russeschen Ugrëffskrich an der Ukrain hu sech déi russesch Geheimdénchschtaktivitéiten an de Memberstaate vun der Europäescher Unioun intensivéiert.

ad 2. Vergläichbar Fäll sinn zu Lëtzebuerg net bekannt.

ad 3. De Geheimdénchscht huet als Missioun, an enger antizipatorescher a präventiver Perspektiv Informatiounen ze sammelen, ze analyséieren an ze verschaffen, iwwert Aktivitéiten, déi eng Menace fir déi national Sécherheet oder déi vu Partnerstaaten an -Organisatiounen kéinten duerstellen, dorënner och Spionageaktivitéiten.

Am Erfëlle vun dëser Missioun kooperéiert de Geheimdénchscht mat concernéierten ëffentlechen a privaten Acteuren a sensibiliséiert si mam Zil, déi national Resilienz géint Spionageaktivitéiten ze erhéien.

ad 4. Spionage an hybrid Menacen, dorënner och Sabotage, an d'Moyenen, sech dogéint ze wieren, si reegelméisseg Géigestand vun Diskussiounen um Niveau vun der Europäescher Union an der NATO. De Geheimdénchscht ass heiriwwer och a permanentem Austausch mat Partnerdénchschter am Kader vu senger internationaler Kooperatioun.

Découverte de 141 pièces de monnaie romaines | Question 1651 (11/12/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

Den Här Kulturminister huet a senger Äntwert op eng parlamentaresch Fro bestätegt, datt bei rezenten archeologeschen Ausgruewungen net nëmme spéit-réimesch Strukturen fonnt goufen, mee och e spektakulären Depot vun 141 réimesche Mënzen aus der zweeter Hallschent vum 4. Joerhonnert.

De Staat huet laut Minister dës „Schatz“ ofkaf, fir en ze valoriséieren a spéider der Ëffentlechkeet zougänglech ze maachen.

An deem Kontext wéilte mir dem Minister folgend Froen stellen:

1. Wéi vill a wat fir vergläichbar Decouverté goufen an deene leschten 10 Joer bei archeologeschen Ausgruewungen zu Lëtzebuerg gemaach?
2. Wéi vill vun dësen Objete sinn zu wat fir Konditiounen an de Staatsbesëtzt iwwergaangen?
3. Wéi vill vun dësen Objete sinn aktuell scho fir d'Ëffentlechkeet zougänglech?

Réponse (16/12/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. Eng vergläichbar Decouverte (réimesch Goldmënzen, déi komplett ausgegruewen, dokumentéiert an ausgewäert goufen) gouf et zu Lëtzebuerg an där Gréisstenuerdnung an an engem onberéierte wëssenschaftleche Kontext nach net.

ad 2. De Stat huet all déi 141 Mënzen opkaaft, esou wéi d'Denkmalchutzgesetz vun 2022 et a sengem Artikel 15 virgesäit.

ad 3. Dës Mënzen ginn op enger sécherer Plaz versuergt a wäerten an den nächste Méint vum Institut national de recherches archéologiques (INRA) analyséiert an dokumentéiert ginn. Detailler iwwert eng méiglech Verëffentlechung sinn de Moment nach net disponibel.

Plateforme digitale « Supply4Future » | Question 1652 (11/12/2024) de M. Ben Polidori (LSAP)

Supply4Future ass eng digital Plattform, iwwert déi Produzente vu lokalen a biologesche Liewensmëttel hir Wuere verkafe kënnen an esou ee vereinfachten Zougang zu der Restauratioun vun den ëffentleche Lycéeën an der Universitét kréie kënnen. No enger Testphas 2023 kafe säit dem 1. September 2024 all d'Schoul- an d'Uniskantinnen zu Lëtzebuerg hir Liewensmëttel iwwert dës Plattform an.

Um Niveau vun de Crèchen an de Maison-relais gëtt et nach keng esou eng zentraliséiert Akafsplattform fir d'Restauratioun. Déi privat Acteuren an d'Gemengen hu ganz individuell Léisunge fir d'Liewensmëttelbeschaffung. Verschidde Crèchen a Maison-relais verschaffen haut scho vill lokal a biologesch Produiten, mee anerer awer (nach) net. Fir dozou bäize droen, dass all Kand am Land an Zougang zu lokalen a biologesche Produite kritt, kéint et dofir interessant sinn, och d'Liewensmëttelakeef am Beräich vun der nonformaler Bildung iwwert eng digital Plattform ze facilitéieren, fir d'Akaf vu lokalen a biologesche Produite fir d'Prestataire esou einfach an attraktiv wéi méiglech ze gestalten.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend gäre folgend Froen stellen:

1. Am Koalitiounsaccord steet: „Des analyses ciblées seront menées pour évaluer les pratiques dans des domaines spécifiques tels que [...] l'alimentation saine dans les services d'éducation et d'accueil, afin d'identifier d'éventuelles lacunes et afin d'adapter le système aux besoins du secteur.“ Wou sinn d'Aarbechten un dëser Etüd aktuell drun? Wie féiert d'Etüd duerch a bis wéini soll d'Analys ofgeschloss ginn?

2. Gëtt et Pläng, fir d'Offer u lokalen a biologesche Produiten an d'Demande u Liewensmëttel am Beräich vun de Crèchen an de Maison-relais duerch eng nei digital Akafsplattform (oder den Ausbau vun enger bestoender) méi no beieneen ze bréngen?

3. Mat wéi enge konkrete Piste wëll de Ministère dorüwer eraus an de kommende Joren dozou bäidroen, dass um Niveau vun der nonformaler Bildung all Kand am Land vun enger lokaler an nohalteger Ernährung profitéiere kann?

Réponse (20/01/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den honorabelen Deputéierten zitéiert dee Passage vum Regierungsprogramm nëmme deelweis. De ganzen Abschnitt seet Folgendes: „Des analyses ciblées seront menées pour évaluer les pratiques dans des domaines spécifiques tels que l'éducation

plurilingue, l'inclusion, l'activité physique ou l'alimentation saine dans les services d'éducation et d'accueil, afin d'identifier d'éventuelles lacunes et afin d'adapter le système aux besoins du secteur.“ Gemengt ass hei un éischer Stell d'Programm „Gesond iessen, Méi beweegen“ (GIMB), deem am Joer 2006 als Plan d'action national interministériel lancéiert gouf.

Wat d'Iwwerschaffe vu Programm GIMB betrëfft, sou sinn d'Aarbechten nach amgang.

Zu der Ernährung an den SEA sief bemierkt, datt dat modifizéiert groussherzoglecht Reglement vum 14. November 2013 d'Obligatiounen vun de Gestionnairen a Käch reegelt, fir eng qualitativ héichwäerteg Ernährung an deene Strukturen unzebidden:

– D'Gestionnaire si verpflichtet, eng equilibréiert Ernährung unzebidden, déi op frësche Produkter baséiert an dem Alter vun de Kanner ugepasst ass (Artikelen 2 an 18).

– D'Käch, déi fir d'Esse verantwortlech sinn, mussen spezifesche Formatiounen am Beräich vum Kache fir d'Kanner absolvéiert hunn an deemno e passenden Diplom hunn, fir d'Qualitéit vum Iessen ze garantéieren (Artikel 12).

ad 2. Och wann déi digital Akafsplattform „Supply4Future“ vu Restopolis sech bewäert huet an den Taux vun de Bioproduiten an de Kantine vun den ëffentleche Lycéeën an der Universitét Lëtzebuerg konnt erhéicht ginn, sou sief drun erënnert, datt d'Gestionnaire vun den SEA fräi sinn an der Organisatioun vun hire Strukturen, dorënner och, wat de Choix vun de Liewensmëttel-Liwweranten ugeet. Dëst läit net an der Kompetenz vum Staat. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) wäert deemno de Gestionnaire keen Outil, sief en nach sou performant, imposéieren an et gëtt och de Moment keng Demande an déi Richtung.

ad 3. Am Kader vun den Efforten, fir eng gesond an nohalteg Ernährung ze fërderen, ënnerstëtzt de MENJE eng Rei Aktiounen:

– Weiterbildung: De Formatiounsdispositif bitt Formatiounen iwwer gesond Ernährung un. Dës Formatiounen stinn de Professionellen aus den SEA gratis zur Verfügung, fir d'Qualitéit vun der Ernährung fir d'Kanner ze garantéieren.

– Guide fir eng gesond Ernährung: E Guide fir Kanner vu 4 bis 12 Joer ass scho verfügbar a gëtt vum Personal an den SEA benotzt. Eng Versioun fir Kanner vun 0 bis 4 Joer ass aktuell an der Reflexioun.

– Programm „Natur genéissen“: Dës Programm, geleet vum SICONA, sensibiliséiert Kanner a Famille fir d'Bedeutung vun enger lokaler an nohalteger Ernährung. Hei gëtt mat lokale Produzenten zesumme geschafft, fir dës Produiten an d'SEA anzubringen.

Fuite d'un meurtrier du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck | Question 1653 (11/12/2024) de M. André Bauler | M. Fernand Etgen (DP)

Déi lescht Woch ass zu Ettelbréck eng Persoun aus der Psychiatrie ausgebrach, déi e Mord begaangen hat.

An deem Kader wollte mir der Madamm Justizministesch, der Madamm Gesondheitsministesch an dem Här Inneminister folgend Froen stellen:

1. Wéi huet de Fluchtweg vun dëser Persoun, déi an Däitschland festgeholl gouf, op eisem nationalen Territoire ausgesinn? Konnt déi Persoun op hirer Flucht vun anere Persounen identifizéiert ginn?

2. Hat dës Persoun eng Waff bei sech? Waren zu bestëmmte Momenter aner Persounen a Gefor?

3. Gëtt et am CHNP nach aner geféierlech oder verurteelt Persounen, déi e Risiko fir d'Bevëlkerung duerstellen?

4. Gëtt d'Sécherheetskoncept vum CHNP iwwerschafft a wäerten d'Infrastrukturen an deem Sënn sou séier wéi méiglech ugepasst ginn?

Réponse (17/12/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires Intérieures | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Aleedend sief präziséiert, dass déi concernéiert Persoun net „aus der Psychiatrie ausgebrach“ ass, wéi an der parlamentarescher Fro ernimmt, mee eng Fugue gemaach huet während enger Sortie, déi autoriséiert war opgrond vum Gesetz vum 10. Dezember 2009 iwwer d'Hospitalisatioun géint hiert Averständnes vu Persounen mat mentale Stéierungen. Zu engem bestëmmte Moment vum der Sortie ass déi Persoun fortgelaf an huet sech der Awierkung vum begleedende Mataarbechter vum CHNP entzunn.

ad 1. D'Police ass duerch de CHNP zäitno vun der Flucht informéiert ginn an huet direkt eng Sich lancéiert.

Et leie keng Informatiounen vir, déi et géifen erlaben, iwwer de Fluchtweg vun der Persoun oder eng eventuell Identifikatioun vun där Persoun duerch aner Persounen Aussoen ze maachen.

ad 2. Déi Persoun hat keng Waff bei sech.

No Récksprouch mam zoustännege Parquet ass vun der Police eng Pressemeldung publizéiert ginn, déi duerno mat der Informatioun vun der Police completéiert ginn ass, dass de gesichte Mann kéint geféierlech sinn an net sollt ugeschwat ginn. Zu kengem bestëmmte Moment waren Drëttpersounen a Gefor.

ad 3. Am CHNP si keng verurteelt Persounen internéiert, well de CHNP kee Prisong ass. De CHNP ass e Spidol am Sënn vun deem uewe genannte Gesetz vum 10. Dezember 2009, wat de Placement vu Persounen reegelt, déi eng Gefor fir sech selwer oder aner Persounen duerstelle kënnen. Well et e Spidol ass, kann et awer virkommen, dass verurteelt Persounen, déi am Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) zu Schraasseg hir Strof ofsetzen, am CHNP mol musse stationär medezinesch – psychiatresch behandelt ginn.

An deem Fall hei huet et sech net ëm eng verurteelt Persoun gehandelt, mee ëm eng Persoun, déi opgrond vum Artikel 71 vum Code pénal als scholdonfäeg deklaréiert gi war, an duerno am Kader vun engem Placement judiciaire an de CHNP placéiert ginn ass.

ad 4. Inwiefern d'Sécherheetskoncept vum CNHP muss iwwerschafft ginn, kann eréischt no der Analys vun de Faite méi präzis beurteelt ginn. D'Infrastruktur vum CHNP sinn hei net beträff, well de Patient jo net aus dem CHNP ausgebrach oder fortgelaf ass, mee op enger autoriséierter Sortie ausserhalb vum CHNP eng Fugue gemaach huet.

Sou accompagnéiert Sortië vu Patiente sinn en Deel vun der therapeutescher Missioun vum CHNP, déi och fir déi Patiente géllt, déi am Kader vun engem Placement judiciaire am CHNP internéiert sinn. Déi Prozeduren, déi am Kader vun där Missioun applizéiert ginn, sinn natierlech drop ausgericht, dass esou Fuguen net solle geschéien. Am Fall vun enger Fugue vun engem Patient, ewéi hei, gëtt dann natierlech analyséiert, wéi et zu der Fugue komm ass. An deem Fall konnt dat nach net gemaach ginn, well déi Analys d'Präsenz vum Patient am CHNP voraussetzt, an och eng gewëssen Zäit an Usproch hält.

Et sief awer präziséiert, dass bei geféierlechen a fluchtgefährdete Patienten d'Prozeduren en Ausgang nëmme just an engem securiséierten, also zouene Bannenhaff um Areal vum CHNP erlaben.

LUXembourg IT for Healthcare (LUXITH) | Question 1654 (12/12/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

LUXembourg IT for Healthcare (LUXITH) ass eng wirtschaftlech Interessegrupp, déi am Dezember 2012 vun de Lëtzebuurger Spideeler an der Fédération des hôpitaux luxembourgeois gegrënnt gouf. D'Zil vum Grupp ass et, fir déi gemeinsam IT-Servicer, Software an Infrastrukture vu senge Memberen ëmzesetzen an ze bedriewen.

Eis gouf zougedroen, dass LUXITH wëlles hätt, fir eng grouss Mass un Donnéeën op Serveren an d'Ausland ze transferéieren. Zu dësen Donnéeën géifen och privat a gesondheetlech Informatiounen vum Dausende Patienten an Assuréeen hei am Land gehéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a fir Digitalisatioun dës Fro stellen:

1. Ass et richteg, dass LUXITH plangt, fir d'Donnéeën op Serveren an d'Ausland ze transferéieren?
2. A wéi eng Länner respektiv op wéi eng Servere sollen dës Donnéeën transferéiert ginn?
3. Aus wat fir engem Grond wëll LUXITH dës Donnéeën net méi zu Lëtzebuerg stockéieren, mee se op Serveren an d'Ausland transferéieren?
4. Besteet duerch den Transfert op auslännesch Serveren net de Risiko, dass wichteg a privat Patienten-date méi einfach an d'Hänn vun auslänneschen Agencen oder kriminellen Entitéite kéinte geroden?

Réponse (13/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. LUXITH ass de gemeinsamen Déningschtleeschter vun der Federatioun vun de Lëtzebuurger Spideeler (FHL), fir gemeinsam Infrastruktur an Déningschtleeschunge souwéi d'Bedreiwe vu gemeinsamen informatésche Léisungen am Interêt vun de Spideeler an hire Patienten a Personal ze assuréieren.

LUXITH an d'FHL bestätegen, dass et net a Betruecht gezu gouf a wäert ginn, privat oder Gesondheets-donnéen vu Patienten an Assuréeen op Serveren am Ausland ze transferéieren oder do ze stockéieren. All sensibel Informatiounen vun de Spideeler an hire Patiente sinn a bleiwen deemno exklusiv a securiséierten Infrastrukturen zu Lëtzebuerg ënnerbruecht.

An deem Sënn wäerte keng Donnéeën mat sensibele/confidentiellen Contenu op Serveren an d'Ausland transferéiert ginn. Eventuell Informatiounen oder Interpretatiounen dozou kënnen net bestätegt ginn.

ad 3. LUXITH wäert weiderhin déi héichspezialiséiert Infrastrukturen zu Lëtzebuerg benotzen, fir d'Eegestännegkeet an d'Sécherheet vun de Gesondheetsdonnéeën ze garantéieren, sou wéi dat am Mëttelpunkt vun der Missioun vun LUXITH steet.

LUXITH ënnersträicht sech ze engagéieren, fir déi strikt Norme vun der Data Protection ze respektéieren an an enger Kollaboratioun mat de kompetenten Autoritéiten zesummeschaffen.

ad 4. Wéi uewe beschriwwen, besteet kee Risiko am Zesummenhang mat engem potentiellen, net autoriséierten Zougrëff op privat Donnéeën am Kader vun den Operatiounen vu LUXITH. All Donnéeën sinn an héich securiséierte Lëtzebuurger Infrastrukture

stockéiert. Dës Installatiounen entspreche den héchsten internationale Standarden, wat IT Security an Data Protection betrëfft.

Pénurie d'orthophonistes au Luxembourg | Question 1655 (12/12/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Bilan 30 solle sproochlech Defiziter bei klenger Kanner scho fréi festgestallt ginn. Duerch dësen Depistage ka scho fréi mat enger Fërderung ugefaang ginn, nach eier d'Kanner an de Cycle 1 kommen a se riskéieren, de Retard nëmme méi schwéier nees opzuehelen.

Eis gouf vu Persounen zougedroen, dass et am Moment ganz schwéier, voire onméiglech wier, ee Rendez-vous fir Kanner bei engem Orthophonist ze kréien. Verschidden Orthophoniste géifen antëscht wuel och keng Waardelëschte méi ubidden, well dës scho längst komplett iwwerfëllt wieren. Dobäi kéim och, dass duerch d'Sproochbarrière verschidden Orthophonisten net ëmmer a Fro kéimen, well grad kleng Kanner dës opgrond vu feelende Sproochkompetenzen net géife verstoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Fro stellen:

1. Wéi vill Orthophonisten hu mir aktuell hei am Land? Kann de Ministère eng geografesch Opschlësselung fir Lëtzebuerg virleeën?
2. Wéi huet d'Zuel vun den Orthophonisten hei am Land iwwert déi lescht 10 Joer evoluéiert?
3. Ass der Ministesch bekannt, dass et am Moment zu grousser Waardelëschte bei Orthophoniste kënn respektiv deels iwwerhaapt keng nei Patient:inne méi géifen ugeholl ginn, well einfach keng Disponibilitéit méi do sinn?

4. Huet de Ministère sech schon eng Strategie iwwerluecht, wéi de Manktem un Orthophonisten esou séier wéi méiglech kéint behuwe ginn?

Réponse (21/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Déi follgend Statistike bezéien sech op d'Zuel vu praktizéierenden Orthophonisten zu Lëtzebuerg tëschent 2013 an 2023. Eng Persoun gëtt als praktizéierenden Orthophonist gezielt wa se fir dee Beruff eng Autorisation d'exercer vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ausgestallt krut an och effektiv bei engem Employeur aus dem Gesondheetssecteur oder bei engem Employeur aus engem anere Secteur zu Lëtzebuerg de Beruff vum Orthophonist ausüübt²⁷.

D'geografesch Opschlësselung ka sech souwuel op d'Residenz vun dëse praktizéierenden Orthophoniste bezéien, wéi och op d'Géigend vun hirem Cabinet wa se liberal praktizéieren²⁸.

Am der Tabell 1[†] kann ee gesinn, dass d'Unzuel vun de praktizéierenden Orthophonisten zu Lëtzebuerg tëschent 2013 an 2023 ëm bal 157 % eropgaangen ass. Des Weideren ergëtt sech aus där Tabell, dass am Joer 2023, 64,7 % vun alle praktizéierenden Orthophonisten zu Lëtzebuerg wunnen. Am Joer 2013 louch dës Prozentsaz nach bei 63,0 %.

Fir déi liberal Orthophonisten ass et och méiglech, d'Unzuel jee no Distrikt vum Cabinet opzeschlësselen (Tabell 2[†]).

²⁷ Dëst beinhalt och Orthophonisten, déi beim Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO) ugestallt sinn.

²⁸ Leider erméiglechen d'Date vun der sozialer Sécherheet net, an alle Fäll de „lieu de travail“ vun den ugestallten Orthophonisten ze bestëmmen.



ad 3. a 4. Dem Ministère leie keng Donnéeën iwwert eventuell Waardelëschten an de liberale Cabineten vun Orthophonisten vir.

Financement de la reconstruction des territoires | Question 1656 (12/12/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Lors de l'heure de question cette semaine, au sujet des développements en Syrie, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a déclaré :

« Ech gesi kommen, dass mir déi nächst Méint wäerten eng no där aner Réunion de reconstruction müssen organiséieren. Dat hate mir fir de Libanon. Dat wäerte mir fir Palästina hunn. Dat wäerte mir och elo nach fir Syrien hunn. Dat wäerte mir fir d'Ukrain hunn. Wou mir selwer, selwer, och als Mënschen, eng Kéier no där anerer Saache futtimaachen an och nokucken, wéi Saache futtigemaach ginn. An do soll een och net vergiessen, dass et eng gewëssen Accountability gëtt. Dat heescht, dass och deen qui a fait le mal och dofir muss eng Kéier zur Keess gebiede ginn. An ech mengen, dass dat och wichtig ass, dass een dat net vergësst. Bei Russland ass dat jo och elo d'Fro. Da muss ee kucken, och bei deenen heite Responsabilitéiten, wien eeben dofir bei deem engen oder bei deem anere Punkt muss opkommen. »

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Monsieur le Ministre exige-t-il qu'Israël paye la reconstruction des territoires ayant subi la destruction par ses forces armées, dont la Palestine et le Liban ? Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il procéder afin de « faire passer à la caisse » les autorités israéliennes ?

Réponse (10/01/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Comme je l'ai récemment déclaré, j'estime que ceux qui commettent des destructions doivent également assumer leur responsabilité et contribuer à la reconstruction, que ce soit en Palestine, au Liban, en Ukraine ou ailleurs.

Bien qu'Israël ait été contraint de se défendre contre les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre, le pays, en tant que partie belligérante, n'en est pas exempté, d'autant plus qu'il est dans l'intérêt même d'Israël que la reconstruction ait lieu pour garantir la stabilité future de tout règlement d'après-guerre.

La communauté internationale doit également assumer ses responsabilités et contribuer à l'effort de reconstruction, afin d'assurer qu'un financement adéquat soit mis à disposition. Et ce, notamment, dans le but de parvenir à une paix juste, globale et durable, conformément à la solution à deux États.

Pour l'instant, l'urgence sur le terrain est avant tout humanitaire, et les conditions préalables à la reconstruction ne sont pas réunies tant que les hostilités se poursuivent.

Interdiction des moteurs thermiques pour les véhicules neufs à partir de 2035 | Question 1657 (12/12/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Die EVP, Europäische Volkspartei, die größte Fraktion im Europaparlament, hat sich gegen das sogenannte „Verbrenner-Aus“ für Fahrzeuge ab 2035

ausgesprochen. Dabei wird sich auf die Technologie-neutralität berufen.

Das geplante Verbot in der EU solle rückgängig gemacht werden.

Auch die Präsidentin der EU-Kommission hat sich bereits in diesem Sinne geäußert.

– Von den Herren Premierminister und Umweltminister möchten wir erfahren, wie die Luxemburger Regierung sich zu diesem Vorstoß positioniert.

– Welche Position wird die Regierung im EU-Ministerrat vertreten?

– Wie steht sie zu den strengeren Grenzwerten für CO₂-Ausstöße und den damit verbundenen Strafen für Autohersteller ab 2025, die ebenfalls in Frage gestellt werden?

Réponse (10/01/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Generell betrachtet die Regierung die Verordnung (EU) 2023/851 als wichtigen Bestandteil der europäischen Klimapolitik und sieht in der Dekarbonisierung eine wirtschaftliche Chance.

Des Weiteren äußert die Regierung sich nicht zu Positionen europäischer politischer Parteien, solange keine konkreten Vorschläge der Europäischen Kommission vorliegen.

In dessen Abwesenheit hält die Regierung an ihren Plänen zur Förderung der E-Mobilität als Teil einer ganzheitlichen Strategie fest. Die Förderung der E-Mobilität erfolgt dabei vor allem über Anreize, im Sinne einer Klimapolitik, die die Bevölkerung einbindet.

Grippe aviaire | Question 1658 (13/12/2024) de **M. Claude Haagen** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Il me revient que la grippe aviaire préoccupe de plus en plus les épidémiologistes notamment en Amérique du Nord. Il semble que les cas recensés à nouveau par le virus H5N1 sont analogues au scénario de l'épidémie de grippe H1N1 en 2009. Il semble de même que le virus H5N1 ait acquis des mutations supplémentaires qui permettraient au virus de mieux s'attacher aux cellules des poumons humains.

Le département Prévention et préparation aux épidémies et pandémie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé la communauté internationale à renforcer la surveillance face à la grippe aviaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement est-il au courant de l'appel à une surveillance accrue face à la grippe aviaire de l'OMS ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les précautions, voire décisions, prises pour évaluer et analyser cette surveillance accrue ?

3) Les analyses des eaux usées, notamment par le biais des stations d'épuration, peuvent permettre de détecter la présence de virus. La détection et le recensement du virus aviaire et de ses mutations sont-ils actuellement appliqués dans les eaux usées au Luxembourg ?

4) Dans l'affirmative, combien de cas de virus aviaire et de ses mutations ont été détectés ?

Réponse (13/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) et 2) Le Gouvernement suit de près la situation épidémiologique de la grippe aviaire, notamment en se basant sur les évaluations des risques réalisées conjointement par les agences européennes, en particulier l'ECDC (European Centre for Disease Prevention and Control) et l'EFSA (European Food Safety Authority). Selon le dernier rapport publié en décembre 2024 par l'EFSA, l'ECDC et le laboratoire de référence, aucun cas humain de grippe aviaire de type A(H5N1) du clade 2.3.4.4b n'a été confirmé en Europe.

Aux États-Unis, 45 cas humains ont été identifiés en 2024. Néanmoins, la transmission de la grippe aviaire des animaux infectés aux humains reste rare et aucune transmission soutenue d'humain à humain n'a été observée. Les virus A(H5N1) du clade 2.3.4.4b actuellement en circulation dans l'UE/EEE principalement de type aviaire, sont sensibles aux antiviraux et sont compatibles avec les vaccins candidats de l'OMS.

En réponse à cette menace, les experts des administrations compétentes en matière de gestion de la grippe aviaire, notamment l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) pour le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, ainsi que la Direction de la santé pour le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ont organisé en novembre 2024 un workshop réunissant tous les partenaires nationaux impliqués. Cet événement visait à évaluer, analyser et renforcer les dispositifs de surveillance et de contrôle de la grippe aviaire. Le Luxembourg a également participé en décembre 2024 à un exercice de simulation à Bruxelles organisé par la Commission européenne sur la grippe aviaire.

ad 3) et 4) Concernant la surveillance des eaux usées, les techniques de PCR mises en place par le LIST permettent de détecter les virus de grippe de type A, y compris H5N1, mais elles ne permettent pas de différencier les virus influenza d'origine humaine A(H1N1)/A(H3N2) et ceux de la grippe aviaire A(H5N1). Aux États-Unis, la surveillance des virus A(H5N1) dans les eaux usées a donné des résultats variés, en raison de la diversité des sources contribuant aux stations de traitement des eaux usées.

Au Luxembourg, les derniers cas de grippe aviaire ont été détectés en mai 2023 chez des oiseaux sauvages à Remerschen. Il reste à souligner que la surveillance de la grippe aviaire chez les oiseaux domestiques et sauvages est effectuée toute l'année et à l'échelle nationale par l'ALVA depuis des années, dans le cadre des activités de surveillance obligatoires de l'UE. Ces résultats sont publiés annuellement par l'EFSA. Depuis 2022, la surveillance des carnivores sauvages est également en cours, avec des tests renforcés en 2024 dans le cadre du projet OneHealth4Surveillance, une collaboration entre l'ALVA et le Luxembourg Institute of Health (LIH). En réponse à l'épidémie H5N1 chez les bovins aux États-Unis, une méthode de détection de l'influenza A(H5N1) dans les échantillons de lait a été mise en place par le LIH en 2024 dans le cadre de leur convention de collaboration avec l'ALVA.

Salariés handicapés | Question 1659 (13/12/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Dans une récente publication du Ministère du Travail, intitulée « Cahier 1 : Les salariés handicapés au Luxembourg – Quelle participation au marché du travail ? », Monsieur le Ministre du Travail précise dans la préface : « Le handicap est un sujet essentiel, inscrit à

l'agenda politique du Gouvernement. » Le programme gouvernemental stipule que « La création d'emplois pour les personnes handicapées dans les secteurs public et privé sera encouragée. »

Selon l'article L. 562-3 du Code du travail, l'État, les communes, les établissements publics et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois sont tenus d'employer à temps plein des salariés reconnus comme salariés handicapés, dans la proportion de 5 % de l'effectif total. De plus, en votant la loi du 28 juillet 2011, le Luxembourg a approuvé la Convention des Nations Unies, du 13 décembre 2006, relative aux droits des personnes handicapées ainsi que son protocole facultatif au Comité des droits des personnes handicapées. À travers la signature de la convention et de ladite loi, le Luxembourg garantit, entre autres, d'employer des personnes handicapées dans le secteur public et d'interdire la discrimination fondée sur le handicap dans tout ce qui a trait à l'emploi sous toutes ses formes, notamment les conditions de recrutement, d'embauche et d'emploi. Finalement, le Luxembourg s'est engagé à favoriser l'emploi de personnes handicapées dans le secteur privé en mettant en œuvre des politiques et mesures appropriées, y compris le cas échéant des programmes d'action positive, des incitations et d'autres mesures.

Lorsque l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) se trouve saisie d'une ou de plusieurs demandes d'emploi émanant de salariés handicapés répondant à l'aptitude requise dans une entreprise, cette dernière est tenue d'employer, en fonction de son nombre d'effectifs, un ou plusieurs salariés handicapés. Une entreprise occupant au moins 25 salariés est tenue d'employer à temps plein au moins un salarié reconnu comme salarié handicapé. À partir de 50 salariés, un quota minimal de 2 % de l'effectif est fixé, ce quota s'élève à 4 % pour les entreprises occupant au moins 300 salariés. Malheureusement, ces quotas ne sont souvent pas atteints. Néanmoins, les employeurs occupant un nombre de salariés handicapés supérieur aux taux d'emploi obligatoires bénéficient de l'exemption de la part patronale des charges de sécurité sociale qui sont alors prises en charge par l'État.

Cependant, selon les données de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) et de l'ADEM de décembre 2023, 30 % des salariés handicapés résidents sont demandeurs d'emploi. Alors que ce taux est alarmant, Monsieur le Ministre du Travail a affirmé le 17 juin 2024, lors de la présentation de l'étude sur les salariés handicapés au Luxembourg, que l'objectif du taux de 5 % de salariés handicapés serait faisable, en particulier pour les grandes entreprises.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quel est le taux du personnel dans la fonction publique étant reconnu comme salariés handicapés ? Quel est le pourcentage de personnes reconnues comme salariés handicapés parmi l'effectif du secteur communal ? Quel est le pourcentage de personnes reconnues comme salariés handicapés parmi l'effectif des établissements publics ? Au cas où le quota de 5 % ne serait pas atteint, est-il envisagé d'introduire des sanctions ou d'autres mesures contraignantes, compte tenu du rôle exemplaire du secteur public en tant qu'employeur responsable et inclusif ?

2) Selon les données de l'IGSS et de l'ADEM de décembre 2023, 41,2 % des salariés handicapés travaillant sur le marché du travail ordinaire sont employés dans le secteur public, alors que le secteur public représente que 12 % de l'emploi. Dès lors, et en tenant

compte de la déclaration de Monsieur le Ministre du Travail, selon laquelle l'objectif du taux de 5 % de salariés handicapés dans les (grandes) entreprises privées est atteignable, est-il envisagé d'introduire des sanctions ou d'autres mesures contraignantes, afin de relever la sous-représentation des salariés handicapés dans le secteur privé ?

3) Combien de demandes de salariés reconnus comme salariés handicapés ont été introduites pour un poste dans la fonction publique au cours des trois dernières années ? Combien de ces demandes ont été refusées ou écartées au cours du processus de recrutement et pour quels motifs ?

4) Qu'en est-il de la proposition d'une plateforme commune regroupant tous les acteurs impliqués, que Monsieur le Ministre du Travail a qualifié en juin dernier comme étant une bonne idée à mettre à l'ordre du jour du Comité permanent du travail et de l'emploi ?

Réponse (14/01/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) et 2) N.B. : Les chiffres indiqués se rapportent à une extraction de données effectuée en septembre 2022.

1. Situation auprès de l'État, des communes et des établissements publics :

État : En application du quota de 5 % prévu par la loi, l'État devrait employer 1.846 agents reconnus comme salariés handicapés (SH), contre 962 SH effectivement employés auprès de l'État. L'État, tout statut confondu (fonctionnaire, employé, salarié) atteint 52,1 % du quota. Il est cependant à noter qu'au vu des procédures de recrutement des fonctionnaires par voie de l'examen-concours, la majorité des agents ayant le statut du salarié handicapé est recrutée sous le régime de l'employé de l'État ou du salarié de l'État. Le quota des SH sous le régime de l'employé de l'État représente ainsi 5,8 % de l'effectif des employés et le quota des SH engagés en tant que salariés de l'État 11,4 % de l'effectif des salariés.

Communes : En application du quota de 5 % prévu par la loi, toutes les communes devraient employer ensemble 718 SH, contre 294 SH travaillant effectivement auprès des communes. Les communes atteignent ensemble 40,9 % du quota. Parmi elles, 26 communes (sur 102) atteignent ou dépassent le quota.

Établissements publics : En application du quota de 5 % prévu par la loi, tous les établissements publics devraient employer ensemble 871 SH, contre 81 SH travaillant effectivement auprès des établissements publics. Les établissements publics atteignent 9,3 % du quota qu'ils devraient atteindre. Parmi eux, 4 établissements atteignent ou dépassent le quota.

2. Situation des entreprises du secteur privé soumises à des quotas de SH : ↑

Entreprises de 25-49 salariés : elles devraient au total employer 1.289 SH, alors que 221 SH y travaillent effectivement (soit 17,1 % du quota).

Entreprises de 50-299 salariés : elles devraient au total employer 2.407 SH, alors que 567 SH y travaillent effectivement (soit 23,6 % du quota).

Entreprises de 300 salariés et plus : elles devraient au total employer 5.011 SH, alors que 558 SH y travaillent effectivement (soit 11,1 % du quota).

Certains salariés handicapés choisissent de ne pas déclarer leur statut à leur employeur, par crainte d'être stigmatisés. Par conséquent, une entreprise peut recruter un salarié handicapé sans en être informée. Cela peut conduire à une situation où certaines

entreprises atteignent le quota légal de salariés handicapés sans en avoir conscience. Dès lors, il s'avère difficile de sanctionner ces entreprises si elles ignorent leur conformité à ce quota.

Plutôt que de recourir à des sanctions, il convient de privilégier davantage le développement et la mise en œuvre de mesures incitatives visant à encourager les entreprises à embaucher des salariés handicapés. Il est également essentiel de renforcer la sensibilisation des entreprises, des collaborateurs et des personnes concernées sur les aides étatiques disponibles. Les compétences des personnes doivent être mises en avant, et non leur handicap. L'objectif est de créer un climat de confiance propice, dans lequel les salariés handicapés se sentent encouragés à déclarer leur statut sans appréhension ni crainte de stigmatisation.

ad 3) Il est impossible de fournir des chiffres sur le nombre de candidatures posées par des personnes reconnues comme salariés handicapés car elles ne sont pas tenues de signaler leur statut, ne s'agissant pas d'une information demandée et répertoriée lors de la candidature. Ce fait rend toute collecte de statistiques sur le sujet impossible.

ad 4) Le sujet des salariés handicapés, incluant la proposition d'une plateforme commune regroupant tous les acteurs impliqués, sera mis à l'ordre du jour d'une des prochaines séances du Comité permanent du travail et de l'emploi.

Explosions à Mont-Saint-Martin | Question 1660 (13/12/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'„Wort“ mell an engem Artikel vun haut iwwert eng Serie vun Explosiounen zu Mont-Saint-Martin, direkt op der Grenz mat der Gemeng Péiteng, wou wëllentlech vu Pyromanen Objete gesprengt goufen.

D'Situatioun zu Mont-Saint-Martin ass zënter Joren ugespaant, mee zënter 2023 gött dat Pulverfaass ëmmer méi visibel. 2023 goufe schonns Gebaier, Tankstellen, ee Centre médical an eng Schoul a Brand gesat. Am selwechte Joer koum et och zu Schëss op ee Bus vun enger RGTR-Linn, déi Lëtzebuerg mat der franséischer Regioun verbënt.

An deem Zusammenhang wëilt ech de Ministere fir den Interieur a fir d'Groussregioun dës Froe stellen:

1. Wat fir Auswierkungen hunn dës Incidenter zu Mont-Saint-Martin op d'Sécherheetslag zu Péiteng an dem Grenzraum?

2. Wäert d'Kommissariat zu Péiteng elo direkt méi Beamte kréien?

Réponse (19/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Esou wéi dem honorabelen Deputéierte Marc Goergen an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 1475 schonn erkläert gouf, huet Lëtzebuerg aktuell net mat vergläichbar grouse kriminellen Incidenten ze kämpfen. D'Regierung huet aus dem Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit eng Prioritéit gemaach a wäert déi néideg Moyenen zur Verfügung stellen, souwuel der Police, wéi och der Justiz.

An der selwechter Äntwert sinn och d'Moosnamen detailléiert ginn, déi an der Groussregioun en place sinn, also och am Grenzraum zu Péiteng, fir d'Zesummenaarbecht vu Police a Justiz an der Groussregioun ze garantéieren.

D'Police Lëtzebuerg schafft och enk mat der franséischer Police zesummen.

ad 2. Och hei verweist den Inneminister op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 1475. D'Erhéijung vun



Effectiver duerch de Rekrutement vun 200 Poliziste pro Joer, deen am Regierungsprogramm festgehalen ass, wäert alle Plicedéngschter zeguttkommen an et erlaben, Kommissariat opzestocken.

D'Kommissariat vun Déifferdeng, dat op dräi Schichte schafft, wat och zoustänneg ass fir Péiteng, an d'Kommissariat Käerjeng/Péiteng gehéieren och dozou. Am Mee 2024 gouf d'Kommissariat Péiteng schonn duerch 2 Policebeamte verstärkt.

Dës Kommissariat kënnen zousätzlech vun anere Patrullen aus der Regioun Sud-Ouest ënnerstëtzt ginn, falls dat punktuell néideg ass.

D'Police gräift op strukturell Organisatioun an Dispositiiven zeréck, fir d'Sécherheet an d'Proximitéit zu de Bierger op alle Plazen am Land ze assurieren.

Offres d'emploi dans le domaine de la santé | Question 1661 (13/12/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Closener (LSAP)

Actuellement, quelque 600 demandeurs d'emploi plus ou moins qualifiés dans les domaines de la santé, des soins et du social sont inscrits à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM). Parmi les demandeurs, les aides sociofamiliales, auxiliaires de vie et aide-senior représentent plus de 40 %.

En même temps, l'ADEM note environ 275 offres d'emploi dans les secteurs santé, soins et social. Alors que le nombre d'offres d'emploi pour infirmier et aide-soignant est le plus important et la demande la plus faible, le nombre de demandeurs à qualification moindre dépasse largement celui des offres d'emploi.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles initiatives l'Agence pour le développement de l'emploi entend prendre pour rapprocher offre et demande, ceci en collaboration avec le secteur concerné, qui est confronté à une réelle pénurie en personnel qualifié ?

2) Quel est le profil exact des demandeurs et quelle est la proportion de ceux qui ont interrompu une formation dans les domaines prémentionnés ?

3) Y a-t-il des initiatives pour les encourager à reprendre leur formation ?

Réponse (14/01/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Les chiffres relevés par les honorables Députés montrent clairement l'énorme écart de compétences entre les demandeurs d'emploi inscrits et les exigences pour les 24 métiers de santé réglementés au Luxembourg.

Le principal obstacle pour le personnel qualifié dans le secteur de la santé réside dans la reconnaissance professionnelle des diplômes et le droit d'exercer. L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) n'a pas le mandat d'intervenir dans ces processus. Cependant, l'ADEM soutient les demandeurs d'emploi dans l'acquisition des compétences linguistiques requises par la législation en vigueur. Il est également évident que, faute de reconnaissance de leurs diplômes, certains demandeurs d'emploi se tournent vers d'autres carrières en dehors du secteur de la santé.

Comme mentionné par les honorables Députés, la majorité des demandeurs d'emploi souhaitant se reconvertir dans des métiers de soins aux personnes âgées ou dépendantes ne disposent pas des qualifications

professionnelles requises. Cependant, beaucoup pourraient rejoindre le secteur de la santé en tant que personnel peu qualifié, avec la possibilité de suivre ensuite des parcours de formation diplômants. Cette démarche de montée en compétences (upskilling) et de reconversion (reskilling) serait soutenue par l'ADEM. L'ADEM dispose des moyens nécessaires pour appuyer ces initiatives à travers des mesures en faveur de l'emploi ou des formations sur mesure élaborées avec les acteurs concernés.

Pour les employeurs, la question de la rétribution financière des actes prestés par ce type de personnel reste à résoudre avec les organismes de financement.

ad 2) En date du 18 décembre 2024, 641 demandeurs d'emploi résidents disponibles, inscrits auprès de l'ADEM, recherchent un métier dans les domaines de la santé, des soins et du social comme première demande.

Les codes ROME suivants sont considérés : J – Santé, K1302 – Assistance auprès d'adultes, K1104 – Psychologie, K1201 – Action sociale, K1207 – Intervention socio-éducative.

Quelques chiffres méritent d'être soulignés :

- 80 % des demandeurs inscrits cherchant un emploi dans ce secteur sont des femmes.
- 60 % des demandeurs inscrits ont moins de 45 ans.
- 26 % des demandeurs inscrits disposent d'un diplôme de niveau BTS ou bachelor, et 17 % d'un diplôme de niveau master/doctorat.
- 18 % des demandeurs inscrits ont une nationalité hors UE-27, et le nombre de ceux disposant d'un diplôme hors UE-27 pourrait être encore plus élevé.
- Parmi les demandeurs d'emploi ayant une expérience professionnelle, un tiers (33 %) ont une expérience de 1 à 4 ans, tandis que 25 % disposent d'une expérience de 5 à 9 ans.

Le Ministère du Travail ne dispose pas des données nécessaires pour établir la proportion exacte de demandeurs ayant interrompu une formation dans les domaines précités.

ad 3) Dans le cadre de leur suivi les demandeurs sont informés sur les possibilités. Pour les populations cibles éligibles, l'Agence pour le développement de l'emploi soutient leur reconversion/réintégration dans le marché du travail par des mesures en faveur de l'emploi. Par ce biais, les demandeurs peuvent obtenir l'expérience minimale requise pour pouvoir poursuivre une formation diplômante en cours d'emploi.

Position du Gouvernement luxembourgeois au sujet du financement de l'énergie nucléaire par les fonds de l'UE | Question 1663 (13/12/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Selon des articles récents parus dans la presse européenne, les ministres de l'Industrie de 27 États membres de l'Union européenne n'ont pas réussi, lors du Conseil « Compétitivité – Marché intérieur et industrie » du 28 novembre 2024, à parvenir à une déclaration unanime sur la compétitivité économique de l'UE à cause d'un désaccord au sujet du financement de l'énergie nucléaire par les fonds de l'UE.

Cette réunion avait pour objectif de démontrer un engagement commun en faveur du renforcement de la compétitivité économique de l'UE, et d'élaborer une déclaration destinée à orienter le prochain cycle législatif. Il semblerait toutefois que l'Allemagne et l'Autriche se soient opposées à une formulation associant fonds européens et technologies propres, par crainte que cela ouvre la voie à un financement européen du nucléaire.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Quelle position le Gouvernement luxembourgeois a-t-il défendue lors de cette réunion ?

2) Quelles sont les justifications ou arguments ayant guidé cette position, notamment au regard des prises de position antérieures du Luxembourg sur le financement des technologies nucléaires ?

Réponse (20/12/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Le Gouvernement maintient la position des gouvernements précédents en ce qui concerne la fermeture des centrales nucléaires de Cattenom (FR), Doel et Tihange (BE).

Le Gouvernement réitère en outre la position que les fonds européens en matière énergétique ou de transition énergétique devraient être prioritairement alloués au domaine de la recherche en matière d'énergies renouvelables. Les fonds investis dans la recherche nucléaire devraient l'être prioritairement dans le domaine de la sûreté des centrales nucléaires existantes et dans la mise en sécurité des déchets nucléaires.

Le Gouvernement défend cette position au sein de toutes les institutions européennes et internationales dans lesquelles il est représenté. Le Conseil « Compétitivité – Marché intérieur et industrie » du 28 novembre 2024 ne marque pas une exception à ce principe. Même si, en l'absence de consensus, les conclusions proposées par la présidence hongroise ne sont que des « conclusions de la présidence » qui n'engagent que celle-ci, le Luxembourg ne s'est pas opposé à la formulation de « technologies propres » du fait que le Luxembourg considère que l'énergie nucléaire n'est ni une source d'énergie verte ni une source d'énergie renouvelable et qu'elle n'est ni une technologie sûre ni une technologie durable. Les terminologies de « clean technologies » respectivement de « zero and low-emission technologies » figuraient d'ailleurs déjà dans des conclusions adoptées à l'unanimité respectivement par le Conseil européen et le Conseil de l'UE – notamment pour éviter toute référence explicite à l'énergie nucléaire.

Du fait que le Luxembourg ne considère l'énergie nucléaire pas comme une technologie durable et que le règlement industrie zéro émission nette (NZIA) ne préjuge pas de l'allocation de fonds européens au développement de l'énergie nucléaire, les conclusions précitées ne constituent dans aucun cas un soutien à la technologie nucléaire. Toutefois, le Luxembourg reconnaît la compétence nationale dans la détermination du bouquet énergétique sur base du Traité pour le fonctionnement de l'UE (TFUE) et considère que les États membres qui le souhaitent sont libres de recourir à l'énergie nucléaire. Par conséquent, le Luxembourg reconnaît la possibilité de financement de projets nucléaires sur la base des budgets nationaux, sans toutefois prévoir d'y recourir dans son propre budget.

Gender Equality Index | Question 1664 (13/12/2024) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Den neisten „Gender Equality Index“ setzt Lëtzebuerg op déi 7. Plaz an der Europäescher Unioun mat engem Score vu 75,4 Punkte vun 100. Dëst reflektéiert eng positiv Entwécklung, mat manner groussen Ënnerscheeder bei de Paien an enger besserer Gläichstellung am Beräich vun der Héichschoulbildung. Allerdéngs bleiwen Erausforderungen, besonnesch an der nationaler Politick, wou erëm

manner Frae gewielt gi sinn, obwuel um lokale Plang Fortschrëttter festzestelle sinn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit stellen:

1. Wéi gesäit den Zäitplang fir d'Aktualiséierung vum Plan d'action national pour l'égalité entre les femmes et les hommes aus?

2. Wat kënnen mir vun deene Länner léieren, déi un der Spëtzt vum Index sinn, wéi zum Beispill Schweden?

3. Ass eng verstärkt Zesummenaarbecht mat aneren EU-Memberstaate geplangt, fir gutt Praktiken am Beräich vun der Gläichstellung ze deelen?

Réponse (13/01/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. De Plan d'action national pour l'égalité entre les femmes et les hommes ass amgaang adaptéiert ze ginn. Am Laf vun der Adaptatioun vun dësem Plang sinn eng Rei Consultatiounen vun der Zivilgesellschaft an aneren Acteure gemaach ginn. Och am Comité interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes ass intensiv un dëser Adaptatioun geschafft ginn.

D'Presentatioun vun dësem Plang an der zoustänneger Chamberskommissioun ass fir de Mäerz 2025 geplangt.

ad 2. Den Gender Equality Index vu Schweden an der Editioun 2024 ass 82, am Verglach ass e 75,4 fir Lëtzebuerg. Ofgebrach an déi eenzel Beräicher ass den Index am Beräich vun der Aarbecht 85 fir Schweden an 80,1 fir Lëtzebuerg, am Beräich vun der Zäit 71,9 fir Schweden an 62,8 fir Lëtzebuerg, am Beräich vun der Muecht 85,8 fir Schweden an 68 fir Lëtzebuerg, am Beräich vum Wësse 76,1 fir Schweden an 69,5 fir Lëtzebuerg an am Beräich vun der Gesondheet 93,8 fir Schweden an 90 fir Lëtzebuerg. Am Beräich vum Geld ass den Index méi héich zu Lëtzebuerg wéi a Schweden.

Schweden huet eng laang Traditioun an der Gläichstellungspolitik. D'Land huet eng progressiv Politick, wat d'Work-Life-Balance an d'Verriedung vun de Fraen an den Entscheidungsorganer betrëfft. Dës Politick gëtt duerch Gesetzer an Iwwerwachungsmechanismen ënnerstëtzt a mécht sech haaptsächlech duerch gutt Indexwäerter an de Beräicher Aarbecht, Zäit a Muecht bemierkbar. Sou ass d'Flexibilitéit am Berufsliewen eng vun de wichtege Moosnamen a Schweden.

Och ass d'Representatioun vun de Fraen an der Politick an op Decisiounsposten héich, wat et erméiglecht, inklusiv Politicken ëmzesetzen, an de Besoinen vu jidderengem besser Rechnung ze droen. Wat Care-Aktivitéit betrëfft, sou sinn déi a Schwede méi gläichméisseg op Männer an op Frae verdeelt wéi an der Moyenne an Europa an och zu Lëtzebuerg.

Am Beräich vum Wëssen ass den Index méi héich zu Lëtzebuerg, wat den Ënnerberäich Leeschtung a Participatioun betrëfft, wougéint en am Ënnerberäich Segregatioun méi héich a Schweden ass; dëst betrëfft déi net gläichméisseg Verdeelung vu Fraen a Männer a verschiddene Bildungsberäicher wéi Educatioun, Gesondheet a Soziales, Geeschteswëssenschaften a Konscht.

Och wa Lëtzebuerg am Beräich vun der Muecht an de leschte Jore vill Fortschrëttter gemaach huet, sou bleift dëst ee vun de Beräicher mam weiderhi gréisste Verbesserungspotential. Eng besser Verriedung vun de Fraen op Decisiounsposten souwuel an der Politick wéi am Berufsliewe wäert e groussen Impakt an

den anere Beräicher hunn a wäert deemno weiderhin ugestrief ginn.

ad 3. Déi fir Geschlechtergläichstellung zoustänneg Minister-innen aus der EU stinn a reegelméissegem Austausch, deen ech absolutt begrëssen an ënnerstëtzen. Mir hu vill gemeinsam Defien an den Austausch vu Best Practices kann d'Diskussiounen iwwert d'Ausriichtung vun den Egalitéitspolitike vun der Zukunft nëmme beräicheren.

Ech leeën och vill Wäert op reegelméisseg Echangingen op bilateralem Plang, fir Allianzen ze schafen oder ze festegen, zumools am Moment, wou vill Acquisen an de Beräicher Fraerechter an Egalitéit a Fro gestallt ginn. Mir mussen deenen destruktive Kräfte entgéintwierken an dat geet am beschten zesummen.

De Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) ass och op Beamtenniveau an europäeschen an internationale Gremie vertrueden. Sou si Verrieder-inne vum MEGA präsent am High Level Group on Gender Mainstreaming vun der EU-Kommissioun, an der Commission pour l'égalité de genre vum Conseil de l'Europe, am Advisory Committee „just gender“ vun der EU-Kommissioun, als Expert um Niveau vum europäeschen Institut fir d'Gläichstellung tëschent Fraen a Männer (EIGE), an och am „Gender mainstreaming and Governance Group“ vun der OECD.

Och an dëse Gremie fanne vill Echangë statt, et gi Bonnes pratiques vun der Säit vum MEGA gedeelt, an och mir inspiréieren eis hei u gudde Beispiller aus anere Länner.

.....

Délocalisation prévue de la firme Saint-Gobain Abrasives pour laisser place au tracé du contournement de Bascharage | Question 1665 (13/12/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

En rapport avec la délocalisation prévue de la firme Saint-Gobain pour laisser place au tracé du contournement de Bascharage à travers le massif forestier du Bobësch près de la gare de Bascharage-Sanem, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce qu'un accord de relocalisation vers la zone d'activités nationale Wolser B à Bettembourg, attendu depuis la décision du Gouvernement du 7 juillet 2023, a-t-il pu être trouvé avec la Saint-Gobain Abrasives SA ? Si la réponse est oui, le coût global dépasse-t-il, comme attendu, 28 millions ? À quel montant s'élève-t-il en fin de compte ?

2) Si un accord n'a pas été trouvé, quel sera l'effet de ce non-déplacement sur la décision du Ministre de l'Environnement du 12/03/2024 d'autoriser le contournement ?

3) Pouvez-vous confirmer qu'en cas d'accord de déplacement de cette société ancienne dans une zone industrielle, un autre terrain dans une zone industrielle devra être libéré pour une société nouvelle ? En raison de quelle disposition ? Est-il vrai que le terrain présenté pour cette « compensation » industrielle se situe dans la zone industrielle du Hahnebësch dans les communes de Sanem et Differdange et plus précisément dans une partie restante de la forêt ancienne Hahnebësch, peuplée de chênaies-charmaies (habitat d'intérêt communautaire 9160) d'après le cadastre des biotopes ?

4) Trouvez-vous normal que pour sauver une partie du Bobësch on sacrifie une partie équivalente du même habitat à proximité ? Pouvez-vous indiquer le nombre d'hectares de forêt respectivement d'arbres de type

9160 qui seront finalement abattus dans la partie du Hahnebësch et qui s'ajouteront alors aux 1,9 ha de chênaies-charmaies destinés à être abattus au Bobësch (sur les 2 ha de forêt qui y seront abattus en tout), sans parler même des 1,8 ha de cet habitat d'intérêt communautaire qui sera abattu dans la zone Natura 2000 du Zämerbësch ?

5) Trouvez-vous normal qu'une partie de forêt ancienne se trouve ainsi toujours enfermée dans une zone industrielle ? Quelle sera la procédure à suivre pour rendre possible son abattage (prévu pour quand) ? Un règlement grand-ducal sera-t-il pris et soumis à une consultation publique comme lors du défrichement prévu dans le cadre du contournement de Bascharage ? Y aura-t-il une étude environnementale sachant qu'une telle mesure avait été rejetée lors d'un premier défrichement de 1,2 ha en 2018 dans l'intérêt de l'agrandissement de la société Airtech, juste à côté du présent abattage ? Quelles seront les mesures de compensation prévues, tenant également compte du dommage causé à cet endroit par la nouvelle voie d'accès au CR175A faisant partie du projet de contournement de Bascharage et touchant la ZPIN Dreckwiss comme la ZAE Hahnebësch ?

Réponse (21/01/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Dans la mesure où les négociations entre la société Saint-Gobain Abrasives et l'État n'ont pas encore abouti concernant le déménagement de ladite société de son site actuel vers la zone d'activités économiques nationale Wolser B à Bettembourg, une indication sur le coût global de l'éventuelle transaction n'est pas encore disponible.

ad 2) Si aucun accord n'était trouvé avec Saint-Gobain Abrasives, le maître d'ouvrage devrait saisir le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité avec un avant-projet détaillé adapté, comprenant toutes les informations requises et demander une modification de l'arrêté autorisant l'aménagement, l'exploitation ainsi que les mesures compensatoires du projet.

ad 3) Conformément au chapitre 3 de la loi modifiée du 17 avril 2018 concernant l'aménagement du territoire, des plans directeurs sectoriels déterminent certaines utilisations du sol. Sur cette base légale, les zones d'activités économiques nationales, spécifiques nationales et régionales existantes et projetées sont définies par le règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques ».

Une délocalisation de la société en question vers la zone d'activités économiques nationale Wolser B à Bettembourg se ferait donc dans le cadre du susvisé plan directeur sectoriel, et aucun terrain ne devrait être libéré, ni pour cette société, ni pour une autre société, les implantations d'entreprises ne pouvant de toute façon se faire que sur des terrains libres à la construction.

Par contre, de nouveaux terrains non encore couverts par le susvisé plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » peuvent être identifiés et inclus dans ledit plan moyennant modification du règlement grand-ducal du 10 février 2021, précité.

La « compensation » industrielle » à laquelle fait référence l'honorable Député semble viser plus précisément la parcelle cadastrale 1997/8943, sise dans la commune de Sanem, section B de Soleuvre. Cette parcelle fait, conformément au précité règlement grand-ducal du 10 février 2021, déjà partie d'une zone

d'activités économiques nationale existante, et elle ne saurait recevoir autre affectation que la contribution au développement économique du pays, et certainement pas des fonctions de « compensation » industrielle ». Par ailleurs, aucun lien n'existe entre cette parcelle et le projet de délocalisation de l'entreprise.

ad 4) Les deux projets, à savoir celui du contournement de Bascharage et le développement de la zone d'activités économiques « Hahneboesch », ne sont pas liés.

Cependant, il peut être confirmé que pour les besoins du développement économique sui generis, et sans rapport aucun avec la susvisée société, ni avec le contournement de Bascharage, ladite parcelle cadastrale sera prochainement déboisée. Il sera procédé au défrichement de 2 ha 11 a 00 ca de forêt du type 9160 « Sternmieren-Eichen-Hainbuchenwälder ». Cette forêt est principalement composée de chênes et de frênes âgés de 70 à 80 ans.

ad 5) La susvisée parcelle cadastrale 1997/8943, d'une contenance totale de 4 ha 40 a 96 ca et faisant partie des terrains réservés par le plan directeur sectoriel « zones d'activités économiques » comme zone d'activités économiques nationale, sera déboisée début 2025 sur une partie de 2 ha 11 a 00 ca. Après accomplissement de la procédure d'instruction prévue à cet effet, un arrêté ministériel d'autorisation de déboisement a été octroyé en date du 11 octobre 2023. Aussi, un bilan écologique a été préalablement dressé et les éco-points ont été déterminés et payés sur base de ce bilan par voie usuelle et sous forme d'une taxe de remboursement, conformément au chapitre 12 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il importe de signaler également que dans le cadre de ce projet, des mesures d'atténuation anticipées, dites « mesures CEF » doivent être mises en œuvre pour diverses espèces d'oiseaux et de chauves-souris, ainsi que pour le muscardin, le cuivré de la bistorte et des fleurs.

En ce qui concerne la nouvelle voie d'accès au CR175A, contrairement à ce qui est indiqué par l'honorable Député, elle ne fait pas partie du projet de contournement de Bascharage.

Section A-luxembourgeois au lycée | Question 1668 (16/12/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Am Kader vun engem Pilotprojet ass de Lycée Michel-Rodange fir d'Schouljoer 2022/2023 op de Wee vun enger A-Sektioun mat Lëtzebuergesch als 4. Sprooch gaangen. Nief Spuenesch an Italieenesch kann een do säitdem also och Lëtzebuergesch als 4. Sprooch wielen. De Cours huet 3 Stonnen d'Woch op 3^e a 5 Stonnen op 2^e a 1^e.

D'Regierung hat an hirem Dossier de presse „Initiative fir d'Promotioun vum Lëtzebuergesch am Lycée“ (27. Januar 2022) e breetgefächert Programm ugekënnegt, an datt vill Aspekter vun der Sprooch a vum Land behandelt géife ginn.

Zwee Joer no Aféierung vun dësem Pilotprojet géif ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Leien dem Här Minister Zuele vir, wéi vill Sektioun-A-Schüler aus dem Lycée Michel-Rodange sech bis elo fir Lëtzebuergesch als 4. Sprooch entscheet hunn, opgefächert no Schouljoer (2022/2023, 2023/2024, 2024/2025)?

2. Ass geplangt, an Zukunft dëse Pilotprojet op aner Lycéeën auszewäiten?

3. Wann net, aus wéi enge Grënn ass dat net geplangt?

Réponse (21/01/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Pilotprojet, deen den honorabelen Deputéierten a senger Fro viséiert, besteet doran, datt een am Lycée Michel-Rodange zanter dem Schouljoer 2022/2023 op der Sektioun A Lëtzebuergesch amplat vu Spuenesch oder Italieenesch als sougenannt 4. Sprooch ka wielen. Leider huet dëse Projet, opgrond vu feelendem Interessi vusäite vun de Schüler, bis elo nach net stattfont; et ass deemno och net geplangt, de Projet op weider Lycéeën auszedeenen.

D'Tatsaach, datt dëse Pilotprojet net konnt realiséiert ginn, reflektéiert allerdéngs net e feelenden Interessi un der Lëtzebuerg Sprooch, mee schéngt aner Ursachen ze hunn. Éischtens kann ee feststellen, datt den Interessi fir d'Sektioun A allgemeng zeréckgeet, am Lycée Michel-Rodange gradewéi och an deenen anere Lycéeën. Zweetens huet sech am Gespréich mat de Schüler erweisen, datt si engersäits léiwier eng nei Sprooch léieren, anersäits schéngen déi berufflech Perspektiven hinnen net attraktiv genuch ze sinn.

Présence de la police dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville | Question 1669 (16/12/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Comme indiqué dans la presse du 16 décembre 2024 et comme annoncé par le directeur général de la police, le commissariat de police du quartier de la gare sera bientôt à nouveau occupé 24 heures sur 24. La presse parle des policiers « spécialistes » du quartier de la gare qui assureront le fonctionnement du commissariat Gare/Hollerich.

Depuis novembre 2023, le poste de police de la gare dépendait d'un commissariat à trois roulements situés au commissariat central Verlorenkost à Bonnevoie. En revanche, le poste de police Gare/Hollerich ne fonctionnait qu'en deux roulements pendant la journée. Or, le directeur général a annoncé qu'à partir de mai/juin, le poste de police de la Gare/Hollerich travaillera 24 heures sur 24.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont conduit à ces décisions ?
- 3) Quelle est l'augmentation des effectifs prévue pour ce commissariat ?
- 4) Y a-t-il d'autres commissariats pour lesquels une augmentation est prévue en termes de roulements ?

Réponse (20/12/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je confirme qu'en mai/juin 2025 le commissariat à deux roulements Gare/Hollerich sera transformé en un commissariat à trois roulements et fonctionnera 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

ad 2) Cette mesure permettra de renforcer davantage la présence policière dans les quartiers Gare et Hollerich.

Le renfort des effectifs policiers prévu pour mai 2025 permettra d'augmenter de façon considérable le nombre de policiers déployés dans les quartiers en question. À l'heure actuelle, deux commissariats sont territorialement compétents pour les quartiers Gare et Hollerich. La réorganisation du commissariat Gare/Hollerich permettra de regrouper les effectifs sur un

seul commissariat compétent pour ce secteur afin de garantir un déploiement de policiers « spécialistes » du terrain et de la population spécifique à ce quartier.

L'objectif principal de la police, et le mien, est toujours la sécurité de la population.

ad 3) Il est prévu de renforcer ce commissariat par une douzaine de policiers.

Je tiens à préciser que le commissariat Luxembourg, situé au Verlorenkost et opérationnel 24/7 reste également chargé des interventions et présences policières au niveau des quartiers en question. Les patrouilles du Service régional de police de la route, ainsi que des maîtres-chiens et des agents du Service de police judiciaire, assureront également des missions proactives et répressives dans cette zone, sous la coordination de la direction de la région capitale.

Cependant, les renforts et actions policières seuls ne peuvent pas être la réponse à tous les défis de ces deux quartiers, qui sont bien souvent d'ordre social. L'implication d'autres acteurs est nécessaire pour trouver des solutions pérennes et stables.

ad 4) Le commissariat d'Ettelbruck assurera également à partir de mi-2025 un service à trois roulements, au lieu de deux roulements, et garantira ainsi une présence 24/7 sur son territoire de compétence. Le renfort en policiers sera similaire au renfort prévu pour le commissariat Gare/Hollerich et les raisons qui ont conduit à ce renforcement sont les mêmes que celles décrites dans la réponse à la question 2 ci-dessus.

Installation d'appareils d'ostéodensitométrie supplémentaires | Question 1671 (17/12/2024) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1409, Madame la Ministre a annoncé qu'un appareil d'ostéodensitométrie sera installé au CHdN et qu'il sera opérationnel en janvier 2025. Madame la Ministre a également précisé être en attente de demandes de la part des hôpitaux pour l'implantation du troisième appareil prévu dans la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière.

Alors que l'implantation d'appareils supplémentaires devra réduire significativement les délais d'attente pour les patient.e.s, la question de la prise en charge post examen se pose. Le suivi régulier des patient.e.s ayant reçu un diagnostic d'ostéoporose ou d'ostéopénie peut s'avérer complexe avec l'intervention de multiples spécialités comme les rhumatologues, gériatres, diététicien.ne.s, endocrinologues, spécialistes en rééducation. La coordination entre ces différentes disciplines est essentielle pour garantir une prise en charge efficace et globale des patient.e.s.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de demandes pour l'installation d'un appareil d'ostéodensitométrie Madame la Ministre a-t-elle reçues entre-temps ? Est ce qu'une nouvelle adaptation de l'annexe 3 de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière est prévue afin de permettre l'implantation de plus de trois appareils ?

2) Les hôpitaux équipés actuellement ou à l'avenir d'appareils de densitométrie disposent-ils d'un concept de prise en charge des patient.e.s ? Ces concepts incluent-ils des protocoles pour assurer une coordination efficace entre les différent.e.s spécialistes impliqué.e.s dans le suivi ? Dans la négative, Madame la Ministre



compte-t-elle encourager ou imposer l'élaboration de tels concepts dans les structures concernées ?

3) Alternativement ou de manière complémentaire, est-ce que la mise en place d'une clinique de l'ostéoporose fait partie des réflexions qui accompagnent l'implantation des appareils supplémentaires afin de permettre de centraliser l'expertise, de faciliter l'accès des patient.e.s à un suivi adapté et d'améliorer la qualité des soins dispensés ?

Réponse (13/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Depuis le début de l'année 2024, trois demandes d'équipements pour l'installation ou le remplacement d'appareils d'ostéodensitométrie ont été introduites auprès du Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale :

1. Centre hospitalier du Nord (CHdN) : Le Centre hospitalier du Nord (CHdN) a introduit en date du 12 février 2024 une demande d'autorisation pour l'installation d'un équipement pour mesure de la densité osseuse sur son site de Wiltz. Après avoir fait l'objet de la procédure en vigueur, l'autorisation a été délivrée et l'appareil a été installé en fin d'année 2024. L'inauguration de l'équipement désormais opérationnel a eu lieu le 10 janvier 2025.

2. Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), site Niederkorn : Le Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) a introduit le 4 décembre 2024 une demande d'autorisation pour l'installation d'un appareil d'ostéodensitométrie sur son site de Niederkorn. La procédure d'autorisation se trouve à un stade avancé et devrait, selon toute vraisemblance, être achevée prochainement.

3. Hôpitaux Robert Schuman (HRS), site Gare : Les Hôpitaux Robert Schuman (HRS) ont introduit en date du 28 novembre 2024 une demande pour le remplacement de leur ostéodensitomètre, installé à la Zitha-Klinik. L'état d'avancement du dossier correspond à celui de la demande du CHEM, et la procédure devrait donc également être achevée bientôt.

Concernant une éventuelle adaptation de l'annexe 3 de la loi hospitalière, celle-ci a déjà été mise à jour fin 2023. À ce jour, aucune nouvelle augmentation du nombre maximal d'appareils d'ostéodensitométrie pouvant être autorisés au niveau national n'est prévue.

ad 2) La prise en charge des patient.e.s est étroitement liée à l'expertise des médecins prescripteurs. Ces derniers doivent maîtriser :

- les indications, les avantages et les limites de l'examen,
- la détermination des facteurs de risque d'ostéoporose, la justification de l'examen, et l'interprétation des résultats et
- le bilan étiologique, l'élaboration d'un plan de traitement et le suivi thérapeutique.

Des recommandations de prise en charge, publiées en 2024 par le Conseil scientifique du domaine de la santé et pleinement soutenues par le ministère, sont disponibles sous le lien suivant : <https://conseilscientifique.public.lu/fr/publications/examens-laboratoire/osteoporose-2023.html>.

Depuis l'abrogation, en 2024, du règlement grand-ducal du 18 mars 2000 relatif aux conditions d'accès et d'utilisation de l'appareillage pour ostéodensitométrie, chaque établissement hospitalier est responsable d'élaborer, en collaboration avec le médecin prescripteur ou celui/ceux qui suivent le dossier, un plan de traitement individuel. Il est donc de la responsabilité de chaque hôpital d'assurer la coordination efficace entre les spécialistes impliqué.e.s dans le suivi du

patient. La ministre encourage vivement d'appliquer les recommandations de bonnes pratiques.

ad 3) En raison de l'augmentation du nombre d'appareils mis en exploitation et sur base d'une prise en charge cohérente dans les trois centres hospitaliers, la mise en place d'une clinique de l'ostéoporose n'est actuellement pas prévue.

Confusion entre politique de parti et fonctions ministérielles | Question 1672 (17/12/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem Post op der Plattform X huet de Finanzministère eng Publicitéit geschalt:

„Mir hale Wuert. Méi Netto vum Brutto. Fir jidder een.“

Dëse Message gläicht verdächtigerweis engem Walverspriechen a -slogan vum der CSV.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wien ass an dësem Post mat „mir“ gemengt? Falls et de Finanzministère ass, zënter wéini mécht de Finanzministère Walverspriechen?

2. Fënnt de Minister et glécklech, dass de Finanzministère Slogans mat de Messagë vun enger politescher Partei (CSV) notzt a sponsort?

Réponse

 (19/12/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Mat „mir“ ass déi aktuell Regierung an déi aktuell Koalitioun gemengt. D'Steier-Entlaaschtung ass e Leitmotiv vum Koalitiouns-Accord „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“, vum Budget 2024, vum Entlaaschtungs-Pak an och vum Budget 2025.

Den 9. Oktober 2024 huet de Finanzminister, am Numm vun der Regierung, de Budget vum Staat fir d'Joer 2025 virgestallt an dobäi nach eemol op dëse Sachverhalt verwisen. De Begrëff „Méi Netto vum Brutto“ ass och vum Finanzminister an der Presentatioun vum Entlaaschtungspak gemaach ginn. Dës Presentatiounen huet de Finanzminister am Numm vun der Regierung gemaach. Dat gouf och esou op de soziale Medie kommunizéiert.

ad 2. De sougenannte Slogan ass e feststoende Begrëff am däitschsproochege Raum zanter Joren.

„Méi Netto vum Brutto“ bedeit als feststoende Begrëff dobäi, dass d'Leit op hirem Brutto no Besteuerung méi Netto iwwreg hunn.

Fir d'Regierung ass et virun allem awer eng Zilsetzung an eng Zouso, fir de Leit méi Kafkraaft an de Betriber méi Kompetitivitéit ze ginn, sou wéi et am Koalitiouns-Accord festgehalten ass.

Subside « qualité+ » | Question 1673 (17/12/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

De Subsid „qualité+“ ass geduecht fir Sportsveräiner, déi bei enger agreéierter Sportfederatioun affiliéiert sinn, a jonken Athleeten eng héichwäerteg Ènnerstëtzung unzebidden.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Sportminister:

1. Wéi vill Veräiner hunn dëse Subsid am Joer 2024 ugefrot, opgeléscht no Sportaart?

2. Wéi vill Veräiner hunn dëse Subsid net ugefrot?

3. Aus wéi enge Grënn hunn déi Veräiner de Subsid net ugefrot?

4. Wéi vill Veräiner kruten deen net accordéiert? Aus wat fir enge Grënn?

Réponse

 (20/12/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. 401 Veräiner hunn de Subsid Qualité+ fir d'Joer 2024 ugefrot. Hei eng Tabell mat der Unzuel vun de Veräiner pro Federatioun.

ad 2. Aktuell hu mir am Land 1.300 Veräiner, sou datt ronn 900 Veräiner kee Subsid Qualité+ ugefrot hunn.

ad 3. Iwwer dës Grënn hu mir um Sportsministère keng Kenntnis.

ad 4. Stand haut, 19. Dezember 2024, krute 44 Veräiner de Subsid net accordéiert, well se eng vun deenen 2 follgende Konditiounen net erfëllen:

- 50 % vun de Jugendtrainer mussen d'Mindestqualifikatioun EQF3 hunn;
- Et dierf kee Jugendtrainer ouni Qualifikatioun Training halen.

Imposition des grandes fortunes aux Pays-Bas | Question 1674 (17/12/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)

Dans une lettre adressée au Parlement néerlandais le 4 décembre 2024, le Secrétaire d'État néerlandais aux affaires fiscales et l'administration fiscale, Tjebbe van Oostenbruggen, a annoncé que les Pays-Bas soutiennent des discussions au niveau du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 sur une imposition effective des personnes physiques les plus fortunées. Dans sa lettre il a indiqué que les Pays-Bas soutiennent au niveau du Cadre inclusif OCDE/G20 et de l'Union européenne l'extension du champ d'échange d'informations aux biens immobiliers et d'autres actifs non financiers, ainsi qu'une évaluation et une limitation des pratiques abusives sur l'impôt des personnes physiques, comme les passeports/titres de séjours dorés et les régimes d'impatriés.

En outre, le Secrétaire général de l'OCDE dans son rapport au G20 datant d'octobre 2024, a donné suite à la demande du G20 et a indiqué que le Cadre inclusif de l'OCDE/G20 débutera des travaux sur l'imposition des personnes physiques les plus fortunées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle est la position du Gouvernement au niveau du Cadre inclusif OCDE/G20 et de l'Union européenne concernant les travaux sur les personnes physiques les plus fortunées et est-ce que le Gouvernement s'engage à soutenir de tels travaux au niveau du Cadre inclusif et de l'Union européenne ?

2) Quelle est la position du Gouvernement concernant une limitation au niveau du Cadre inclusif et de l'Union européenne des pratiques abusives sur l'impôt des personnes physiques, comme les passeports/titres de séjour dorés et les régimes d'impatriés ?

3) Combien de titres de séjour pour investisseur ont été octroyés au cours des 12 derniers mois au Luxembourg ?

Réponse

 (15/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) et 2) Dans sa question parlementaire, l'honorable Député fait référence aux discussions au niveau du Cadre inclusif de l'OCDE/G20 sur une éventuelle extension du champ de l'échange d'informations dans le contexte de l'imposition des personnes physiques les plus fortunées.

À cet égard, il y a lieu de noter que les discussions en question n'ont pas encore commencé au niveau technique au sein de l'OCDE.

Quant à la position de principe du Luxembourg en matière d'échange d'informations, il est renvoyé à la réponse à la question parlementaire n° 1174 du 11 octobre 2024.

ad 3) Deux titres de séjour pour investisseurs ont été octroyés au cours des douze derniers mois.

Bibliothèques publiques | Question 1675 (17/12/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Der grousser Bedeitung vun den ëffentleche Bibliothéike fir d'Gesellschaft gëtt d'Realität hei zu Lëtzebuerg net ganz gerecht. Am Koalitiounsaccord vun der aktueller Regierung liese mir, datt si plangt, d'Bibliothéiken ze „stärken“.

Vergläiche mer eist Land mat anere kleng Länner oder Regionnen, wéi Island, Malta, der däitschsproocheger Gemeinschaft vun der Belsch, dem Saarland oder mat Südtirol, sou stelle mer fest, datt Lëtzebuerg eisen Informatiounen no mat aktuell 15 Bibliothéiken, dovunner just 7 Gemengebibliothéiken, relativ schlecht ewechkënn.

Am Koalitiounsaccord verflachte sech d'Regierungsparteien dozou, eis ëffentlech Bibliothéike quasi der moderner Zäit unzepassen, an dat iwwer verschidde Weeër:

– „La loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques sera soumise à une analyse critique en vue de l'adapter aux évolutions sociétales et aux exigences des publics.“

– „Le Gouvernement s'engagera à adapter les heures d'ouverture tout en veillant à un élargissement de l'offre des services des bibliothèques publiques et à une utilisation plus flexible.“

– „La création d'une carte de bibliothèque unique, qui donnera accès à toutes les bibliothèques publiques, est envisagée.“

– „Pour le Gouvernement, il est nécessaire de soutenir les bibliothèques publiques associatives et d'augmenter le nombre de bibliothèques communales.“

Dozou hunn ech folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Kulturminister erklären, ob an awéiwäit dës Projeten no engem Joer CSV/DP-Regierung konkretiséiert goufen?

2. Wéi steet den Här Minister zur Iwwerleeung, datt weinstens all gréisser Gemeng eng Gemengebibliothéik misst hunn?

3. Wéi gesäit aktuell de Plan d'urgence vun der Regierung aus, wat am Fall vu Brand oder Iwwerschwemmung mat wichtege Bibliothéiksbestänn geschéie soll?

4. Mir brauchen ëmmer méi Bibliothecairen, Archivisten an Dokumentalisten (BAD) an hunn der elo schon net genuch. De Bedarf an de Kulturinstituter, de Gemengenarchiven, de Schoulbibliothéiken an den ëffentleche Bibliothéiken, de Ministère an de Verwaltungen, awer och an den Entreprises an Organisations ass grouss a wiisst weider. Dofir meng Fro: Wéi eng Efforten ënnerhëlt de Staat, fir dës Berufsweeër ze promovéieren an de Rekrutement vu qualifiziertem Personal hei ze ënnerstëtzen?

5. Fir d'Attraktivitéit vun eisen Duerf- a Stadbibliothéiken ze erhéijen, wier et wichteg an zäitgeméis, fir an deenen Infrastrukturen och administrativ Servicer unzebidden. Huet d'Regierung wëlles, sech mat de betraffene Persounen, Federatiounen, Associatiounen a Strukturen auszetauschen, fir e flott a sënnavollt Konzept auszeschaffen, bei deem déi reng Bicherbibliothéik zu enger moderner

Déngschtleeschungsbibliothéik transforméiert gëtt, zu där och gehéiert, datt d'Clienten am Aganksberäich vun de Bibliothéike beispillsweis kënnen Verwaltungsgäng maachen, Attestatiounen ofhuelen, Concertskaarte kafen, digital Déngschtleeschungen an Usproch huelen oder Fundsachen ofginn?

6. De Strofvollzuch ass en anere Beräich, wou Bibliothéiken eng wichteg Roll spillen. Bildung, Ausbildung a Beschäftegung si fir Prisonéier vun enormer Bedeitung. Kann den Här Minister confirméieren, datt all Prisonéier Zougank zu Dageszeitungen an zu Bicher huet? Ginn d'Prisongsbibliothéike reegelméisseg aktualiséiert? Gëtt et dozou konkret Zuelen?

Réponse (20/01/2025) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Ier mir op déi spezifesch Froen aginn, schéngt et eis noutwenneg, de Kontext vun der Lëtzebuurger Bibliothéiklandschaft kloerzestellen. Am Géigesaz zu deem, wat déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Ufro schreift, setzt dese sech nämlech aus wäit méi wéi 15 Bibliothéiken zesummen.

De Réseau vun de Lëtzebuurger Bibliothéiken, bibnet.lu, repertoriéiert aktuell 93 Memberen. Dorënner falen déi 12 agreéiert ëffentlech Bibliothéiken, esou wéi se vum Gesetz vum 24. Juni iwwert d'ëffentlech Bibliothéiken definéiert ginn. Dës Bibliothéike ginn haaptsächlech vun hire jeeweilege Gemenge gedroe respektiv finanzéiert; verschidder direkt, anerer, am Fall vun enger ASBL, iwwert Conventiounen. Dozou komme 45 Bibliothéiken aus dem Formatiouns- an Enseignementsberäich, 26 spezialiséiert Bibliothéiken an 9 wëssenschaftlech an digital Bibliothéiken.

ad 1. De Kulturministère huet de 24. Mee 2024 op d'sektorieel Assisë vun de Bibliothéiken invitéiert, déi am Zeeche vun der Reform vum Gesetz fir ëffentlech Bibliothéike stoungen.

Op Basis vun dësen Echangë mam Secteur huet de Kulturminister konkret Pistes ugekënnegt, mat deenen d'Regierung d'Bibliothéiksgesetz an d'Besoinen vun enger moderner Bibliothéikswelt wëll upassen. Fir eng autonom Gestiou vun de Bibliothéiken ze ënnerstëtzen, plangt d'Regierung d'Krittären, déi Bibliothéiken erfëlle mussen, fir vun de staatleche Subventiounen kënnen ze profitéieren, ze flexibiliséieren. Fir de klengen associative Bibliothéike besser ënnert d'Äerm ze gräifen, sollen och d'Hëllefeng ugepasst ginn.

ad 2. Den Zougank zur Bildung an zum Wëssen ass e Grondstee vun enger demokratescher a fräier Gesellschaft. D'Bibliothéike spillen hei eng zentral Roll, déi mam reforméierte Gesetz duerch cibléiert finanziell Hëllef weider gestärkt soll ginn. D'Initiativ, fir eng Bibliothéik ze grënnen, ënnerläit weiderhin eleng de Gemengeresponsabelen.

ad 3. De Kulturministère huet an enger Lettre circulaire vum 27. Abrëll 2023 d'Direktiounen vun de kulturellen Instituter vum Staat opgefuerdert, e Plan de gestion de crise opzestellen, deen nientem dem klaschesche Plan d'intervention fir d'Hëllefsdéngschter och en Aktiounsplang virgesäit, an deem wäertvoll Bestänn am Noutfall geschützt solle ginn. Och wann de Kulturministère heifir de Kader setzt, ass et un den Instituter selwer, dësen Aktiounsplang opzesetzen, well deen ëmmer vum Objekt, de Realitéiten an de Moyenen, déi een op der Plaz virfënn, ofhänkt.

ad 4. D'Regierung promovéiert BAD-Beruffer iwwert eng Panoplie vun ënnerschiddleche Mesuren. D'Nationalarchiven an d'Nationalbibliothéik, awer och aner Kulturinstituter ënnerstëtzen z. B. d'ASBL Jonk BAD an de VLA bei hire

Sensibiliséierungsmanifestatiounen, fir Schüler a Studente fir d'Beruffer vum Bibliothecaire, Archivist an Dokumentalist ze begeeschten. Och d'Kulturinstituter engagéieren sech, andeems si Stageplazen offréieren oder och Summerjobs fir Schüler virgesinn.

D'Nationalbibliothéik huet sech an hirer „Vision 2030 – la BnL en voie de transformation“ virgeholl, zesumme mat anere Partenaire aus der Wëssenschafts- a Kulturlandschaft berufforientéiert Moosnamen unzegoen. An de verschidder Haiser gëtt et zudeem eenzel Mesuren, fir d'Beruffer ze promovéieren.

ad 5. D'Iddi, administrativ Servicer an de Fonctionnement vun eise Bibliothéiken ze integréieren, ass begréssenswäert. Et ass scho vill Viraarbecht geleescht ginn: 2022 hat de Kulturministère eng Consultation publique ausgeruff. Aus den 12 Avisa vun den Acteuren aus dem Bibliothéikswiesen ass eng Synthes vum Conseil supérieur des bibliothèques (kuerz CSB) verfaasst ginn, déi 2023 am Kader vun engem thematesche Workshop präsentéiert gouf.

Aus deenen Diskussiounen, gradewéi aus allen Avisen, déi agereecht goufen, ass kloer ervirgaangen, datt den aktuelle legale Kader ze vill enk ass, an datt all d'Bibliothéiken, souwéi och hir Träger an hir Lieser a Lieserinnen, sech eng Liberaliséierung wënschen. Iwwert déi lescht Méint huet de Kulturministère un engem Kader fir Entwécklungsméiglechkeete geschafft.

ad 6. An den dräi Prisonen huet all Detenu Zougank zu Dageszeitungen a Bicher. Eng Ausnam dozou ass am Prison Uerschterhaff, wann d'Prisonéier vum Untersuchungsrichter eng Interdiction de communiquer ausgeschwat kruten. An deem Fall hu si keen Zougank zu Dageszeitungen. An deenen dräi Prisonen gëtt d'Bibliothéik reegelméisseg aktualiséiert mat all Genre vu Literatur. D'Prisonge kréie vill Bicher vu Leit vu bausse geschenkt, déi en Don an d'Bibliothéik wëlle maachen.

Am Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) gëtt et iwwer 10.000 Bicher a verschidder Sproochen: däitsch, lëtzebuergesch, franséisch, portugisesch, englesch, italieenesch, spuenesch, hollännesch, arabesch, ukrainesch, chineeesch, rumänesch, polnesch, russesch, ... D'Bibliothéik gëtt vun Detenuen gefouert. D'Detenuen, déi Bicher wëllen ausléinen, hunn d'Méiglechkeet, dat eemol d'Woch ze maachen.

Am Prison Uerschterhaff (CPU) kënnen d'Prisonéier sech bis zu véier Bicher gläichzäitig ausléinen an dat fir eng Dauer vu véier Wochen. Op Demande vum Prisonéier kann dës Period och nach emol fir véier Woche verlängert ginn.

Vun November 2022 bis Dezember 2023 si 4.533 Bicher an d'Sortiment vun der Bibliothéik komm, dovunner krut de CPU ëm déi 200 Bicher vu private Leit gespent. Am Joer 2024 sinn nach emol 114 nei Bicher dobäikomm. All dräi Méint gëtt eng nei Bestellung fir nei Bicher gemaach, sou dass d'Sortiment vun der Bibliothéik reegelméisseg aktualiséiert gëtt.

De Prison vu Giwenech (CPG) verfüegt iwwert eng Prisongsbibliothéik, wou Bicher kënnen ausgeléint ginn. E feste Budget ass virgesinn, fir a reegelméissegem Ofstänn nei Bicher an Zeitungen unzeschaffen. Zurzäit gëtt den Detenuen, an Zesummenarbecht mat der „Lëtzebuurger Liesmapp“ eng Auswiel vu 15 verschidder Zäitschrëften zur Verfügung gestallt, déi ëmmer mat der aktuellster Editioun equipéiert ass. Dobäi kommen nach 6 fest Abonnemeter. D'Theme gi vun Hobby a Fräizäit iwwert Kultur bis hin zu Geschicht a Psychologie. Déi portugisesch Lokalzeitung „Contacto“ gëtt gratis vum Verlag zur Verfügung gestallt.

Et gouf e Formulaire ausgeschafft, fir d'Interesse vun den Detenuen ze ermëttele an op där Basis eng entspriechend Offert u Bicher an Zeitungen zesummezestellen. Ënnert anere sinn an der Bibliothéik Romaner, Fach- a Saachliteratur, Comicbicher, Lexikonen an d'helleg Schrëfte vun de Weltrelioune vertrueden.

Aktuell ëmfaasst d'Bibliothéik am CPG ëm déi 2.500 Bicher an ongeféier 25 verschidden Zeitungen (dörrenner och Dages- a Wochenzeitungen) a follgende Sproochen: däitsch, lëtzebuergesch, franséisch, portugisesch, englesch, italieenesch, spuenesch, hollännesch an arabesch.

D'Prisongsbibliothéik vum CPG soll zukünfteg och dozou déngen, den Detenuen en adequat Ëmfeld fir hir Weiderbildung ze bidden.

Garantie d'achèvement | Question 1677 (18/12/2024) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Aus engem Artikel vum 11. Dezember vum „Lëtzebuurger Journal“, geet wéi schonn aus menger parlamentarescher Fro N° 1472 ervir, dass de Mechanismus vun der Garantie d'achèvement viru verschidden Defie gestallt ass. Sou gëtt am Artikel nach eng Kéier präziséiert, dass dës Garantien a ville Fäll vun Assurancëgesellschaften ausgestallt ginn, dëst obschonns d'Banken awer offiziell de Monopol hunn, wouduerch eng gewësse Grozon entsteet.

A Realitéit sinn d'Keefer awer oft den Defaillancë vun dem Mechanismus ausgesat, sou dass d'Garantie d'achèvement net ausbezuelt gëtt, well d'Critèren net erfëllt sinn. Sou follegen deemno Gerichtsaffairen, déi net nëmme vill Zäit an Usproch huelen, mee och nach deier kënnen ginn.

Well d'Äntwerten op meng parlamentaresch Fro N° 1472 vum 6. November vun dësem Joer net ganz schlëssseg waren an nach ëmmer Ongewësshheet besteet, wollt ech den Här Finanzminister bidden, nach emol op folgend Froen anzegoen:

– Wéi kënnt et, dass esou vill Assurancen eng Garantie d'achèvement ginn, obschonns d'Banken de Monopol hunn?

– Wouranner besteet déi Grozon, déi aus den Artikelen vum 29. Oktober an 11. Dezember 2024 ervirgeet?

– Wéi kann et sinn, dass d'Banke Garanties d'achèvement vun net lëtzebuergeschen Assurancëgesellschaften akzeptéieren, wuel wëssend, dass d'Banken de Monopol sollen hunn?

– Wéi kann de Keefer beschtméiglech iwwert dës Dispositiounen opgekläert ginn? Sinn Informatiounscampagnë geplangt?

Réponse (21/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministere de la Justice

Wéi aus den Äntwerten op d'parlamentaresch Fro N° 0425 vum 22. Abrëll 2024 an op d'parlamentaresch Fro N° 1472 vum 6. November 2024 ervirgeet, leien der Regierung keng Zuelen iwwert d'Maartundeeler vun de Banke respektiv den Assurancëgesellschaften am Beräich vun de Garanties d'achèvement fir VEFA-Projete vir. D'Reegele vum europäesche Bannemaart erlaben et net lëtzebuurger Banken an Assurancëgesellschaften, ënnert gewësse Konditiounen zu Lëtzebuerg aktiv ze sinn, ë. a. och, fir Garanties finanziéres d'achèvement fir de Lëtzebuurger VEFA-Marché ze verdreiwen.

Den Artikel 1601-5 vum Code civil an d'groussherzoglech Reglement vum 24. Februar 1977 schreiwe vir,

wéi eng Konditiounen eng Garantie d'achèvement erfëlle muss. Dës Konditioune solle sécherstellen, dass de Keefer bei enger Vente en l'état futur d'achèvement wäitméiglechst geschützt ass.

Et sief och drop higewisen, dass den Artikel 4 vum groussherzogleche Reglement vum 1977 et dem Verkeefer oder dem Garant erlaabt, d'Garantie d'achèvement an eng Garantie de remboursement ëmzewandelen, falls dëst am Kontrakt virgesinn ass. Dësen Artikel präziséiert, dass esou eng Ëmwanlung dem Keefer och muss matgedeelt ginn.

Méi allgemeng muss all VEFA duerch een Acte authentique, spréich virun engem Nottär, vollzu ginn, fir dem Keefer eng zousätzlech Sécherheet ze ginn.

D'Regierung huet sech am Regierungsaccord engagéiert, d'Gesetzgebung am Beräich vun de Garanties d'achèvement ze analyséieren a wann néideg den aktuelle Kader unzepassen. Déi vun der Deputéierten opgeworf Fro wäerten an deem Kontext och gekuckt ginn.

Instructions disciplinaires de l'IGP | Question 1678 (18/12/2024) de **M. Meris Sehic** (déi gréng)

L'article 68 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État stipule que « le fonctionnaire a le droit de se faire assister, lors de l'instruction et des débats, par un défenseur de son choix ». Cette disposition garantit expressément la liberté des fonctionnaires de choisir leur défenseur dans le cadre des procédures disciplinaires.

En vertu de l'article 2 de la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier de la Police grand-ducale, cette liberté s'applique également aux policiers, puisque les dispositions de la loi de 1979, notamment son article 68, sont intégralement applicables au cadre policier.

Cependant, il ressort de témoignages et de pratiques observées dans le cadre des enquêtes menées par l'Inspection générale de la police (IGP) que cette liberté ne serait pas respectée en pratique. Il semblerait que des restrictions soient imposées quant au choix du défenseur, en contradiction apparente avec les droits garantis par la loi.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministere de l'Intérieur :

1) Est-il exact que l'IGP restreint le choix des défenseurs ? Dans l'affirmative, quelle est l'appréciation de Monsieur le Ministere par rapport à cette pratique ?

2) Quels mécanismes sont prévus pour les agents qui estiment que leurs droits procéduraux, notamment leur liberté de choix du défenseur, n'ont pas été respectés dans une enquête disciplinaire ?

Réponse (10/01/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1) L'article 68 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (ci-après « le statut général ») accorde aux fonctionnaires, dont aussi aux policiers, le droit de se faire assister par un défenseur de leur choix lors de l'instruction et des débats.

L'article 68 précité ne vise que la procédure devant le conseil de discipline. Cette procédure intervient à la suite de l'instruction menée par l'IGP si le Directeur général de la police considère, au vu du rapport d'instruction de l'IGP, qu'une saisine du Conseil de discipline s'impose.

Ni le statut général, ni la loi du 18 juillet 2018 relative au statut disciplinaire du personnel du cadre policier

de la Police grand-ducale ne règle l'assistance des policiers lors de la phase d'instruction devant le Commissaire du Gouvernement à la discipline et devant l'IGP. À défaut de règles spécifiques, ces deux autorités appliquent de manière identique la règle de la procédure administrative non contentieuse suivant laquelle toute partie à une procédure administrative a le droit de se faire assister par un avocat.

Je tiens à préciser que l'audit en cours sur l'IGP porte, entre autres, sur l'instruction disciplinaire, et notamment les droits de la défense des policiers visés par une instruction disciplinaire. Les conclusions de l'audit sont attendues pour le 1^{er} trimestre 2025.

ad 2) Le fonctionnaire sanctionné au terme d'une procédure disciplinaire pourra faire valoir la violation supposée de ses droits procéduraux dans le cadre des recours prévus aux articles 34 et 35 de la loi précitée du 18 juillet 2018.

Logements dédiés dits de réserve | Question 1679 (18/12/2024) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

La loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable a introduit la notion des « logements dédiés dits de réserve » dont l'objectif serait l'accueil momentané de locataires exposés à une situation de détresse extrême ne tolérant aucun délai à l'attribution d'un logement. Dans sa réponse à une question parlementaire du 5 juin 2023 l'ancienne Ministere des Affaires intérieures avait avancé cette catégorie de logements comme un possible remède au manque de logements d'urgence au Luxembourg.

De nombreuses communes luxembourgeoises se retrouvent en effet dans l'impossibilité de reloger des ménages ayant subi un sinistre et doivent le cas échéant recourir à des relogements dans des hôtels souvent situés dans d'autres communes. Cette pénurie d'alternatives de logement convenables dans des situations d'urgence peut s'avérer extrêmement difficile pour les ménages concernés.

Des ménages-locataires qui doivent déguerpir de leur logement, quelle qu'en soit la raison, sont également concernés par ce manque de logements d'urgence ou « de réserve ». Dans la réponse à notre question parlementaire n° 1056, Madame la Ministere de la Justice nous a communiqué l'autorisation de 635 déguerpissements par les juges de paix depuis le 1^{er} avril 2023. En l'absence d'alternatives de logement proposées par les communes ou d'autres promoteurs publics ou sociaux, ces personnes se retrouvent souvent dans l'impossibilité de se reloger convenablement.

Les normes internationales en matière des droits sociaux prévoient pourtant certaines obligations des autorités publiques relatives au logement. Ainsi, en vertu de l'article 31 de la Charte sociale européenne, les États devraient agir pour empêcher que des personnes vulnérables soient privées d'abri et mettre en œuvre une politique du logement en faveur de toutes les catégories défavorisées de la population qui leur permet d'accéder aux logements sociaux. De plus, une résolution du Parlement européen du 21 janvier 2021 sur l'accès à un logement décent et abordable pour tous affirme qu'un certain nombre de critères devraient être respectés pour qu'une expulsion d'un logement soit conforme au droit international relatif aux droits de l'homme. Parmi ces critères figurent entre autres « [...] le logement dans un logement adéquat avec l'accord des ménages concernés, afin que personne ne se retrouve sans abri [...] ».

Cette même approche se retrouve également dans l'article 40 de la Constitution du Luxembourg qui place le logement digne et approprié parmi les objectifs à valeur constitutionnelle en stipulant que « L'État veille à ce que toute personne puisse vivre dignement et disposer d'un logement approprié. » Les communes dans leur qualité d'acteur public sont également tenues à cet objectif constitutionnel.

Au vu de ce qui précède nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de logements destinés à la location abordable existants sont actuellement catégorisés comme « logements dédiés dits de réserve » ? Quel est le taux d'occupation de ces logements ? Combien de logements inscrits sur l'inventaire du Fonds spécial pour le logement abordable seront affectés à la catégorie des « logements dédiés dits de réserve » ? Comment se présente la répartition de ces logements parmi les communes ?

2) Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations quant au sort des personnes contraintes à déguerpir de leur logement ? Si oui, desquelles ?

3) Le Fonds du logement est-il en mesure de loger – bien que temporairement – des personnes ayant subi un sinistre ou expulsées de leur logement ? Dans l'affirmative quels critères applique-t-il dans l'attribution des logements à sa disposition ?

4) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le Luxembourg respecte actuellement les normes internationales en matière de relogement de personnes sinistrées ou expulsées dans un logement adéquat ? Par quels moyens concrets les autorités publiques agissent-elles pour empêcher que des personnes vulnérables soient privées d'abri ?

5) Les autorités publiques suivent-elles actuellement la recommandation émise par le Parlement européen qui définit les critères à remplir par les autorités publiques en matière de relogement ? Dans l'affirmative, par quels moyens ?

6) Quels efforts le Gouvernement fait-il pour réaliser à court terme l'objectif à valeur constitutionnelle précitée nonobstant les mesures et programmes mis en œuvre en matière de logement pour le plus long terme ?

Réponse (17/01/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Le concept des logements dédiés dits de réserve a été mis en place par la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable. Jusqu'à présent, aucun projet de logements dédiés de réserve n'a fait l'objet d'une convention relative aux aides à la pierre. Par conséquent, un relevé de la répartition de ces logements par commune n'existe pas.

Des informations quant au sort des personnes à déguerpir leur logement ne sont pas compilées dans les ministères.

En vertu de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.

Le Gouvernement et les communes déploient au quotidien leurs efforts communs pour assurer le logement décent de tous. La loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable constitue un pilier principal de ces efforts.

.....
Chasses battues | Question 1680 (18/12/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

All Joer, vun ongefëier Mëtt Oktober bis Mëtt Dezember, si während enger Rei Wochen iwwerall am Land vill Klappjuegten. D'Zil vun de Klappjuegte soll et sinn, fir déi sougenannten Iwwerpopulatioun u Wëlldéieren ze reguléieren.

Mee d'Klappjuegd als Léisung fir d'Iwwerpopulatioun schéngt net wierklech ze gräifen. Et gi genuch Argumenter géint dës aggressiv Juegdmethod, wou Wëlldéieren a Panik an ënner Iwwerliewensstress geroden, wat och een Impakt op de Reproduktiounsrythmus vun den Déieren huert.

Wann een d'Ofschlosszuelen aus de leschte Jore kuckt, gesäit een, dass Joer fir Joer méi Wëlldéieren erschoss ginn, mee et ass nach ëmmer net gewosst, wéi vill Déieren dann tatsächlech an de Bëscher liewen. An de järeliche Berichter vum Ëmweltministère fënnt een nëmme d'Ofschlosszuelen, mee keng Bestandszuelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Klappjuegte goufen 2023 an 2024, opgeléicht pro Mount, ofgehalen?

2. Op wéi ville Juegte goufen an de vergaangene fënnef Joren Alkoholprouwe gemaach?

3. Wéi vill Zesummestéiss gouf et an deene vergaangene véier Joren, opgeléicht no Mount, tëschent Wëlldéieren a Stroossegefirer?

4. Existéieren Zuelen dozou, wéi vill Accidenter mat Juegdhënn passéiert sinn oder wéi vill Mol Juegdhënn fortgelaf sinn?

Réponse (20/01/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. An de Joren 2023 an 2024 goufen der Naturverwaltung (ANF), op deene 621 Juegd'lousen, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, 2013 Beweegungsjuegten am Virfeld gemellt. Et muss een awer betounen, dass d'Zuel vun de Beweegungsjuegten effektiv méi niddereg ka sinn, well verschidde gemellte Beweegungsjuegten net stattfonnt hunn oder well sech méi Juegd'louse fir revéieriwuergräifend Beweegungsjuegten zesummegedoen hunn. An esou Fäll géifen dës als eng eenzel Beweegungsjuegd gezielt ginn. ↑

ad 2. Alkoholprouwe ginn net vun der Naturverwaltung (ANF) duerchgefouert. Sporadesch gi gemeinsam Kontrollen zesumme mat der Police gemaach. Bei deene konzentréiert sech d'Police op d'Legislatioun par rapport zum Waffegesetz. Am Fall vun Opfällegkeete gëtt da gezielt eng Alkoholprouf gemaach. Et sinn an de Joren 2022, 2023 an 2024 pro Joer allkéiers zwou esou Kontrollen duerchgefouert ginn.

ad 3. Et gëtt dozou keng Donnéeën.

ad 4. Et gëtt dozou keng Donnéeën.

.....
Médicaments contre le rhume contenant de la pseudoéphédrine | Question 1683 (18/12/2024) de M. Gérard Schockmel | M. Gilles Baum (DP)

La Belgique et la France ont récemment interdit la vente libre des médicaments contre le rhume contenant de la pseudoéphédrine. Désormais, ces produits ne pourront être obtenus en pharmacie que sur présentation d'une prescription médicale.

Cette décision fait suite aux réserves exprimées notamment par l'Agence fédérale des médicaments et produits de santé (Belgique) et l'Agence nationale de

sécurité du médicament et des produits de santé (France) quant à l'efficacité réelle de ces traitements. Ces organismes ont également souligné les risques sanitaires significatifs associés à ces médicaments, tels que les accidents vasculaires cérébraux (AVC) et les infarctus.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de médicaments contre le rhume à base de pseudoéphédrine ont été délivrés aux patients au Luxembourg au cours des cinq dernières années ?

2) Quels sont les médicaments de ce type qui nécessitent une ordonnance et ceux encore en vente libre dans les pharmacies ?

3) Comment Madame la Ministre perçoit-elle l'interdiction de la vente libre de ces médicaments en Belgique et en France ? Le Luxembourg devrait-il envisager une mesure similaire ? Si non, pour quelles raisons ?

4) Madame la Ministre, estime-t-elle pertinent de sensibiliser les médecins et les patients aux risques associés à ces médicaments ?

Réponse (21/01/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les seules données directement disponibles sont celles relatives aux achats réalisés par les pharmacies et qui sont indiquées en détail dans le tableau[↑] ci-après.

ad 2) et 3) Le 6 novembre 2024, la Commission d'experts, responsable d'émettre des avis sur les autorisations de mise sur le marché des médicaments à usage humain, a émis la recommandation de modifier le statut de prescription des médicaments à base de pseudoéphédrine²⁹.

Ces changements ont été approuvés par la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et il en résulte que tous les médicaments à base de pseudoéphédrine sont dorénavant uniquement disponibles sous prescription médicale (changement applicable dès le 1^{er} décembre 2024).

Le statut « R » (médicament soumis à prescription médicale renouvelable) s'applique désormais aux médicaments suivants :

- Vasocedine Pseudoephedrine® 60 mg, comprimés pelliculés
- Sinutab Forte® 500 mg/60 mg comprimés
- Sinutab® 500 mg/30 mg comprimés

À noter que les autres médicaments à base de pseudoéphédrine (RhinoSinutab® 120 mg/5 mg, comprimés à libération prolongée, Cirrus® 5 mg/120 mg comprimés à libération prolongée, Aerinaze® 2,5 mg/10 mg comprimés à libération modifiée) étaient déjà soumis à prescription médicale.

ad 4) La Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé a émis en février 2024 une lettre d'information aux professionnels de santé informant sur la problématique de sécurité de ces médicaments de manière générale.

Ensuite, et pour informer sur le changement du statut de prescription, une circulaire a été envoyée le 12 décembre 2024 aux pharmaciens et médecins autorisés à exercer au Luxembourg. Cette circulaire sensibilise et informe les professionnels quant aux événements ischémiques cardiovasculaires et cérébrovasculaires à prendre en compte dans le contexte du profil global de

²⁹ <https://sante.public.lu/fr/publications/c/compte-rendu-commission-experts.html>

sécurité de la pseudoéphédrine. En termes de minimisation des risques pour ces produits (s'agissant d'effets indésirables rares, particuliers et nécessitant une évaluation médicale), la sensibilisation des patients à ces risques est, à ce jour, considérée la plus efficace via le prescripteur.

Contrôle de logements sociaux sans préavis | Question 1684 (18/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem „Wort“-Artikel vum 6. Dezember gouf beriicht, dass ee Sozialaarbechter am Kader vun enger Kontrollouni Ukënnegung an eng Wunneng gaangen ass, dëst während der Ofwieseneit vum Locataire. En huet vun der Situatioun profitéiert, dass d'Kand vun Locataire – mannerjäreg – dobausse gespillt huet an de Schlëssel vun der Wunneng bei sech hat. En huet dunn d'Kand aktiv ugeschwat an du gefrot, fir d'Dier vum Appartement opzemaachen. Wéi d'„Wort“ beriicht: „Meine Frau und ich waren auf der Arbeit. Mein elfjähriger Sohn spielte draußen, meine 16-jährige Tochter war gerade in der Dusche.“

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

– Dierfen d'Aarbechter vu Gemengen oder vun effentleche Promoteuren (z. B. Fonds du logement) ouni d'Präsenz vum Locataire, ouni d'Präsenz vun den Elteren (dem Locataire) eng Wunneng kontrolléiere goen?

Réponse (14/01/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

D'Constitutioun protegéiert den Domicile a sengem Artikel 16: „Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus et dans la forme déterminée par la loi.“

Dës Inviolabilitéit vum Domicile ass och am Code pénal virgesinn a seng Violatioun gëtt duerch den Artikel 439 vum Code pénal sanctionéiert, deen ënner anerem virgesäit: „Sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 3.000 euros, celui qui, sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet d'entrer dans le domicile des particuliers contre leur volonté, se sera introduit dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui, ou leurs dépendances, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs.“

Den Artikel 79 vum modifizéierte Gesetz vum 7. August 2023 iwwer de abordable Logement gesäit ënner verschiddene Conditionen eng Visitt vun dëse Logementer vir:

„En cas de doute quant au respect des conditions d'attribution du logement abordable, les agents sous l'autorité du ministre peuvent, dans l'exercice de leurs missions et munis des pièces justificatives de leurs fonctions, se rendre au logement abordable, au logement des demandeurs-locataires et au logement des candidats-locataires, qu'il s'agisse du domicile des demandeurs-locataires, des candidats-locataires ou des locataires ou du domicile de personnes tierces, afin de procéder à tous les examens ou contrôles nécessaires. Les visites au logement ont lieu entre huit heures et dix-huit heures. Les habitants du logement sont informés d'une visite par écrit au moins quinze jours avant le jour de la visite.“

Lorsque l'entrée au logement est refusée aux agents du ministre, le traitement du dossier d'attribution d'un logement abordable est suspendu jusqu'à ce que les demandeurs-locataires, les candidats-locataires ou les locataires aient fourni au ministre tous renseignements et documents nécessaires à l'instruction, à la gestion et au suivi de leur dossier.“

Initiatives favorisant l'employabilité des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale | Question 1685 (18/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le travail joue un rôle fondamental dans le processus d'intégration des demandeur.e.s et bénéficiaires de protection internationale. Au-delà de fournir un revenu stable, l'emploi constitue un vecteur essentiel d'autonomie, de dignité et de participation active à la société. De nombreuses initiatives sont financées par le Gouvernement, voire par des fonds européens, pour favoriser l'employabilité des demandeur.e.s de protection internationale (DPI), des demandeur.e.s de protection temporaire (DPT) ainsi que des bénéficiaires de protection internationale (BPI).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Combien de DPI, BPI respectivement de DPT ont été touché.e.s par ces initiatives en 2024 ?
- 2) Quel type de coordination existe-t-il entre les différentes initiatives visant à améliorer l'employabilité des DPI, DPT et BPI au Luxembourg ?
- 3) Quels sont les liens structurels entre ces initiatives et l'ADEM ?
- 4) Quels enseignements Monsieur le Ministre tire-t-il de ces initiatives ? Quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin de favoriser davantage l'employabilité des DPI, DPT et BPI ?

Réponse (20/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) En ce qui concerne les projets européens AMIF, quatre porteurs de projet ont accompagné des DPI et BPI en vue de garantir une meilleure employabilité.

Pour sa part, Coopération Nord-Sud a soutenu en tout 132 personnes dans la recherche d'emploi au courant de 2024 en leur proposant tout d'abord un entretien individuel. Par après, 68 projets professionnels ont été réalisés, 60 participants ont suivi une formation de base et 18 personnes (11 BPI et 7 DPI) ont pu commencer un stage ou un emploi grâce à cette initiative.

L'association SINGA, quant à elle, a soutenu 531 personnes dans la recherche d'emploi en 2024, que ce soit via une aide à la rédaction d'un CV ou une lettre de motivation, la participation à un atelier d'autonomisation professionnelle ou à une formation professionnelle ou linguistique.

Un projet de l'organisation ALDIC consiste à fournir aux nouveaux arrivants une compréhension du marché du travail et de la législation luxembourgeoise, en mettant en évidence les secteurs clés, les techniques de recherche d'emploi, ainsi que l'intégration des compétences et qualifications étrangères. Pour l'année 2024, 50 personnes ont participé au module « Crafted Pathways – Employabilité ».

Pour ce qui est du projet « Concorde » de Passerell, il a proposé un cycle de trois modules sur le marché du travail et de l'intégration professionnelle (accès, atelier CV et droits et obligations en la matière). En 2024, 13 personnes ont participé à cette formule.

ad 2) Sous l'égide du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA), une plateforme interministérielle a été créée dans le but de favoriser davantage l'employabilité des demandeurs de protection internationale (DPI), des bénéficiaires de protection internationale (BPI) et des bénéficiaires de protection temporaire (BPT). Cette initiative interministérielle rassemble divers acteurs œuvrant dans ce domaine : l'Office national de l'accueil (ONA), l'Office national de l'inclusion sociale (ONIS), la Division « Vivre-ensemble » du MFVSA, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) du Ministère du Travail, la Direction générale de l'immigration du Ministère des Affaires intérieures (MAINT), ainsi que le Service de formation des adultes (SFA) et le Service de la formation professionnelle (SFP) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENE).

L'objectif fondamental de ce groupe de travail est de définir ensemble un parcours d'insertion professionnelle commun pour les DPI. Ce parcours vise non seulement à renforcer l'employabilité des individus concernés, mais également à coordonner de manière efficace l'intervention des différents acteurs impliqués.

Grâce à cette collaboration interministérielle, chaque acteur peut apporter son expertise spécifique, garantissant ainsi une prise en charge adaptée et une meilleure intégration socioprofessionnelle.

ad 3) L'ONA travaille en étroite collaboration avec l'ADEM, qui fait également partie du groupe de travail mentionné au point 2, afin d'intégrer les DPI dans le monde du travail. Les échanges réguliers avec l'ADEM sont à la base d'une amélioration continue dans l'employabilité des DPI et BPI. Ainsi, à titre d'exemple, une plage dédiée aux candidatures des DPI sera mise en place lors du prochain Jobday Horeca organisé par l'ADEM. Une initiative similaire avait déjà eu lieu lors du Jobday dédié au secteur viticole.

ad 4) Des projets similaires à ceux décrits démontrent la volonté explicite du MFSVA de promouvoir l'employabilité comme vecteur d'autonomisation des personnes en question. Pour le moment, des échanges constructifs sont en cours aux différents niveaux mentionnés. Les travaux en vue de la transposition de la directive 2024/1346 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant une protection internationale qui prévoit également des ajustements législatifs à ce sujet dans le cadre du Pacte asile et migration, sont également en cours.

Cours de langues et de vivre-ensemble pour les demandeurs de protection internationale | Question 1686 (18/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Au sujet du renforcement des mesures d'inclusion sociale, le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit que « le Gouvernement organisera des cours de langues et de vivre-ensemble pour tous les demandeur.e.s de protection internationale. Ces cours seront obligatoires. » Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0207, Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a expliqué que les langues proposées sont l'allemand, le français et l'anglais, et que l'initiation à la langue luxembourgeoise s'effectuerait à partir du moment où des « progrès significatifs » seraient constatés dans les langues citées auparavant.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :



1) Combien de cours ont déjà été mis en place depuis décembre 2023 pour répondre à l'objectif du Gouvernement de proposer des cours de langues et de vivre-ensemble à tous les DPI ?

2) L'approche de cours obligatoires vaut-elle également pour les demandeur.e.s de protection temporaire ?

3) Est-ce que des enseignant.e.s supplémentaires seront nécessaires afin de pouvoir proposer des cours à tous les DPI ? Dans l'affirmative, quels sont les besoins à cet égard, et comment le personnel enseignant supplémentaire sera-t-il recruté et formé ?

4) De manière générale, quels seront les moyens mis en œuvre pour répondre à l'objectif du Gouvernement de proposer des cours de langues et de vivre-ensemble à tou.te.s les DPI ?

5) Comment le Gouvernement compte-t-il appliquer l'obligation précitée de suivre des cours ?

Réponse (21/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Une plateforme interministérielle a été créée sous l'égide du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA), dans le but de favoriser davantage l'employabilité et l'intégration des demandeurs de protection internationale (DPI), des bénéficiaires de protection internationale (BPI) et des bénéficiaires de protection temporaire (BPT). Cette initiative interministérielle rassemble divers acteurs œuvrant dans ce domaine : l'Office national de l'accueil (ONA), l'Office national de l'inclusion sociale (ONIS), la Division « Vivre-ensemble » du MFVSA, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) du Ministère du Travail, la Direction générale de l'immigration du Ministère des Affaires intérieures (MAINT), ainsi que le Service de formation des adultes (SFA) et le Service de la formation professionnelle (SFP) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENE).

L'objectif fondamental de ce groupe de travail est de définir ensemble un parcours d'insertion professionnelle commun qui vise à renforcer l'employabilité des individus concernés, à coordonner de manière efficace l'intervention des différents acteurs impliqués et à promouvoir l'intégration et le vivre-ensemble au sein de la société luxembourgeoise. Ainsi, le développement de l'offre de cours de langues et de vivre-ensemble, en sus de l'offre existante, fait partie des travaux de la plateforme interministérielle en question. Tandis que les travaux y relatifs se poursuivent, il est trop tôt de se prononcer sur les détails.

Structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale | Question 1687 (18/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit que les demandeur.e.s de protection internationale (DPI) « seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI. » Néanmoins, en réponse à la question parlementaire n° 0622, il a été révélé que « le Gouvernement ne prévoit à l'heure actuelle pas l'établissement d'une telle clé de répartition obligatoire pour les communes ».

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles Monsieur le Ministre s'est décidé de ne plus poursuivre l'objectif

d'une répartition équitable de structures pouvoir héberger des demandeur.e.s de protection internationale à travers le pays ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des données actuelles concernant le nombre de DPI, de demandeur.e.s de protection temporaire (DPT) ainsi que de bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergé.e.s dans les structures de l'État par commune ?

3) Combien de nouvelles structures ont été mises en place sous la législation actuelle ?

L'implication des résident.e.s dans la vie des foyers est essentielle dans la perspective de leur intégration dans la société. La loi du 18 décembre 2015 prévoit que « les demandeur[e.]s peuvent participer à la gestion des ressources matérielles et des aspects non matériels de la vie dans la structure d'hébergement par l'intermédiaire d'un comité ou d'un conseil consultatif représentatif des personnes qui y sont hébergées ».

4) Dans combien de foyers d'hébergement de pareils comités fonctionnent d'ores et déjà et de quelles structures d'accueil s'agit-il ?

5) Quelles initiatives sont prévues par Monsieur le Ministre afin de promouvoir la mise en place de tels comités ?

L'accompagnement, l'encadrement dans la vie quotidienne et le suivi social des résident.e.s des centres d'accueil ainsi que l'appui pour les démarches administratives est un élément essentiel favorisant l'intégration des personnes dans les centres d'accueil. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0207, Monsieur le Ministre a expliqué que le nombre d'agent.e.s chargé.e.s de l'encadrement social dépendrait du nombre de personnes hébergées et de leur profil. Pour les structures dont l'encadrement est assuré par un partenaire social sur base d'une convention avec l'État, le ratio serait au minimum d'un.e agent.e socio-éducatif.ive pour 50 personnes hébergées.

Pour ce qui est de la sécurité dans les structures d'hébergement, le nombre de postes de gardiennage dépendrait des capacités d'accueil de la structure d'hébergement. Monsieur le Ministre a expliqué que pour les structures avec un dispositif de gardiennage, un poste de gardiennage est prévu à partir d'une capacité d'accueil de 30 lits, ensuite, avec la capacité d'accueil augmentant, le ratio est d'un poste de gardiennage pour 50 lits.

6) Quels sont les ratios de personnel socio-éducatif et de personnel de gardiennage dans le bâtiment T, s'agissant d'une structure de grande envergure ?

Réponse (20/01/2025) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Le Gouvernement continue à poursuivre l'objectif d'une répartition équitable des structures pour DPI à travers le pays. Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA) ainsi que l'Office nationale de l'accueil (ONA) sont en permanence à la recherche de terrains et bâtiments afin d'assurer la mission d'accueil de manière adéquate. Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0622, les discussions avec les communes sont intensifiées afin de continuer à développer le réseau de structures d'accueil à travers le pays. En effet, les communes sont des partenaires essentiels dans ce cadre, non seulement en ce qui concerne la mise en place de nouvelles structures pour DPI, mais également en ce qui concerne l'intégration et le vivre-ensemble au sein de la commune.

ad 2) L'ONA héberge dans ses structures des demandeurs de protection internationale (DPI), des

bénéficiaires de protection internationale (BPI) ainsi que des bénéficiaires de protection temporaire (BPT). Ceux-ci sont répartis comme suit (au 7 janvier 2024). ↑

ad 3) Depuis janvier 2024, 5 nouvelles structures d'hébergement ont été mises en place dans le réseau de l'Office national de l'accueil avec une capacité maximale totale de 367 lits.

ad 4) À l'heure actuelle, aucun comité ou conseil consultatif représentatif formel des personnes est actif au sein des structures d'hébergement du réseau de l'ONA. La diversité des langues, des cultures et des points de vue liés aux origines des personnes hébergées, complique en effet la création d'un tel comité.

Cependant, plusieurs initiatives existent et d'autres sont en développement pour encourager la participation des personnes hébergées. Ainsi, les encadrants socio-éducatifs tiennent régulièrement des réunions d'échange avec elles, axées sur la gestion et la vie en communauté, leur offrant ainsi l'opportunité d'exprimer leurs besoins. En réponse, des mesures adaptées sont mises en place : les échanges permettent donc aux personnes hébergées de contribuer activement à la gestion des ressources et des aspects immatériels de la vie dans les structures, favorisant une meilleure gestion collective et un environnement plus harmonieux. Les personnes hébergées peuvent ainsi participer à la conception de certains aspects de la vie communautaire dans les structures d'hébergement par ce biais.

ad 5) cf. question 4)

ad 6) Le ratio du personnel tant pour l'encadrement socio-éducatif que pour le gardiennage au bâtiment T est en effet tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0207, à savoir 1 poste d'encadrement socio-éducatif pour 50 occupants et 1 poste de gardiennage pour 50 occupants.

Liberté de panorama | Question 1688 (19/12/2024) de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

Ënner Panoramafriiheet versteet sech d'Limitatioun vum Urheberrecht, déi et de Bierger erlaabt, Reproduktioun vum ëffentlech sichtbare Gebaier oder Konschtwierker ze reproduzéieren ouni eng d'Autorisatioun vum Besëtzer ze hunn. Dës Limitatioun gëllt awer fir verschidden europäesch Länner net, sou wéi zu Lëtzebuerg oder och nach a Frankräich.

Sou gesäit d'Gesetz iwwert Droits d'auteur vum 2001 vir, dass et keng spezifesch Limitatioun vum den Droits d'auteur gëtt, déi et de Bierger erméigleche géif, ëffentlech Gebailechkeeten oder Konschtwierker, ouni Accord, zu kommerziellen Zwecker ze reproduzéieren. Sou dierf der nationaler Legislatioun no keng Reproduktioun vum der Gëlle Fra ouni den Accord vum Besëtzer reproduzéiert ginn. Dëst féiert dozou, dass Reproduktioun vum deene Gebailechkeeten oder Konschtwierker zenséiert ginn (cf. Foto an der Annex ↑).

Änlech wéi zu Lëtzebuerg, dierf den Eiffelturm net bei Nuecht fotograféiert a verëffentlecht ginn, ouni spezifischen Accord vum der Société d'exploitation de la Tour Eiffel ze hunn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Justizministesch an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

– Können d'Ministernen ons d'Ausso confirméieren, dass privat Fotoe vum ëffentlech zougängleche Konschtwierker oder Gebailechkeeten net fir kommerziell Zwecker genotzt dierfe ginn?

– Wéi eng Mesurë gesinn d'Ministere vir, fir d'Panoramafriiheet och private Bierger ze garantéieren? Ass eng Reform vum Gesetz virgesinn?



– Wéi gesinn d'Ministeren den Equiliber tëschent den Droits d'auteur an der Panoramafreiheet?

Réponse (15/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

D'Ausnam, déi als „Panoramafreiheet“ bezechent gëtt, gehéiert zu den Ausnamen, déi an der EU-Direktiv 2001/29/EG vum 22. Mee 2001 „sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information“ de Memberstaate proposéiert ginn.

Den Artikel 5, 3), h) vum dëser Direktiv gëtt de Memberstaaten d'Méiglechkeet, eng Ausnam vum exklusive Recht vum der Reproduktioun an der öffentlecher Duerstellung vum engem Wierk virzugesinn, „lorsqu'il s'agit de l'utilisation d'œuvres, telles que des réalisations architecturales ou des sculptures, réalisées pour être placées en permanence dans des lieux publics“.

D'Direktiv gouf a Lëtzebuurger Recht ëmgesat mam Gesetz vum 18. Abrëll 2004 „modifiant la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, et la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention“.

Déi uewe genannte méiglech Ausnam aus dem Artikel 5 vum der Direktiv 2001/29/EG gouf net am Lëtzebuurger Recht iwwerholl. Des Weidere gouf dës Ausnam an de verschiddene Memberstaaten, déi se unerkennen, ganz ënnerschiddlech ëmgesat. D'Bedéngungen an d'Uwendung si vu Land zu Land ganz verschidden. Zum Beispill schléissen e puer Länner Skulpturen aus dem Uwendungsberäich aus, aner Länner beschränken d'Ausnam op net kommerziell Verwendungen. Fir dës Ausnam an de Länner, déi se unerkennen an Usproch ze huelen, muss ee sécherstellen, dass all d'Konditioun fir all d'Länner erfëllt sinn, an deenen d'Reproduktioun vum geschützte Wierk stattfënnt. Fir aner Länner, an deenen een sech net op eng Ausnam ka beruffen, ass eng Geneemegung vum Besëtzer vum der Rechter erfuerderlech. De gesetzleche Kader ass esou, dass fir eng Notzung um Internet d'Virschreife vum der verschiddene Länner agehale mussen ginn, vum deenen aus d'Reproduktiounen zougänglech sinn.

Lëtzebuerg ass fir eng harmoniséiert Approche an der EU, déi eng kloer Rechtssécherheet fir d'Benutzer géif garantéieren an negativ wirtschaftlech Auswierkunge fir d'Rechtsinhaber (Auteuren, Ierwen asw.) géif verhënnern.

Éventuels abus dans la prescription d'Ozempic | Question 1689 (19/12/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gérard Schockmel** (DP)

Rezent si mer gewuer ginn, dass d'Diabetes-Medikament Ozempic kaum nach an den Apdikten disponibel ass. Gleeft een de Produzenten an den Distributeuren vum dësem Medikament, dierft d'Situatioun bis Enn vun dësem Joer esou bleiwen.

Konform zu den aktuelle Reegelen, dierft den Ozempic ausschliisslech Diabetes-Patiente verschriwwen ginn, déi vum Typ 2 betraff sinn. Doktere sinn also ugehale ze iwwerpräiwen, dass Patienten, déi bei si kommen, och effektiv um Diabetes Typ 2 leiden.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Froe stellen:

1. Gëtt et Stéchprouwe fir ze kontrolléieren, ob d'Dokteren sech och un déi aktuell Reegelen halen?

2. Ass de Collège médical scho mat Fäll vu Mëssbrauch befaasst ginn? Falls jo, wéi vill Fäll waren dat?

Réponse (21/01/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Fall vu Meldungen, souwuel vum Apdikter wéi vum Collège médical, mécht d'Gesondheitsdirektioun eng Enquête an hält, den Ëmstänn entspriechend, déi néideg Mesuren. D'Gesondheitsdirektioun mécht keng Stéchprouwen op Prescriptiounen, well se keen Accès op Prescriptiounen huet.

Am Kader vum hire Kompetenzen, wat d'Prise en charge vum der Prestatiounen betrëfft, mécht d'CNS Kontrollen „a posteriori“, d. h. op Basis vum den Donnéeën vum der Prise en charge, déi der CNS zur Verfügung stinn.

Beim Verdacht op eng onberechtigt Prise en charge, féiert d'CNS zousätzlech Ënnersichungen duerch, ënner anerem an Zesummenarbecht mam Contrôle médical vum der Sécurité sociale. Wann d'Faiten op e Verstouss vum der gesetzlechen, reglementairen oder konventionelle Bestëmmungen, deenen den Dokter ënnerläit, hiweisen, gëtt d'Commission de surveillance vum der CNS mam Dossier beoptraagt.

ad 2. Am Kader vum enger Prise en charge vum Medikament Ozempic huet d'CNS, bis haut, d'Commission de surveillance wéinst engem Dokter saiséiert. De Collège médical, deen och an der Commission de surveillance vertrueden ass, ass soumat och iwwert den Dossier informéiert.

Impact des nouveaux horaires d'ouverture des commerces sur la garde d'enfants | Question 1690 (19/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet decidéiert, dass d'Geschäfte an Zukunft méi laang hir Diere kënnen opmaachen. Dëst bréngt mat sech, dass vill Beschäftegt wäerten aner Aarbechtsstonne kréien, wat een Challenge ass, fir d'Familien- an d'Beruffsliewen op eng Linn ze kréien. Déi meescht Crèches a Maison-relais hunn awer aktuell just tëschent 5.00 Auer an 19.00 Auer op.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung higoen an dofir suergen, dass d'Maison-relais, d'Crèches an Assistants parentaux och sonndes mussen opmaachen?

2. Wat ass geplangt, fir d'Konditiounen beim Chèque-service accueil ze änneren, fir den neien Öffnungszäiten am Commerce Rechnung ze droen?

Réponse (20/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Et sief drop higewisen, dass den éierbaren Deputéierten hei de Projet de loi, deen d'Öffnungszäiten an de Secteure vum Handel a vum Handwierk reegelt, thematiséiert. Dësen ass de 16. Dezember 2024 vum Regierungsrot ugeholl ginn an den 20. Dezember 2024 an der Chamber deposéiert ginn. De Gesetzesprojet ass also um Instanzzwee an d'Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme vum der Chamber ass dermat befaasst.

D'Regierung rechent net dermat, dass mat der neier Reegelung vum den Öffnungszäite bedeitend méi Geschäfte an Zukunft sonndes opmaachen oder hir Öffnungszäite verlängeren. De Projet de loi gëtt d'Méiglechkeet am generelle Kader méi laang a sonndes opzemaachen, dëst ass keng Obligatioun.

Aktuell kënnen Geschäfte bis 20.00 Auer an eemol an der Woch bis 21.00 Auer opmaachen, déi meescht maachen awer méi fréi zou. Des Weidere ginn aktuell Derogatiounen zu den normalen Öffnungszäiten ugefrot: wat d'Öffnung sonndes betrëfft, sinn am Schnëtt iwwert 80 % vum der Commercen iwwert Derogatiounen ofgedeckt an am Duerchschnëtt froen all Joer 35 Gemengen eng Derogatioun un, sief et fir eenzel Sonndeger oder fir dat ganz Joer. Deemno hunn elo scho vill Geschäfte d'Méiglechkeet sonndes opzemaachen.

Déi meescht Crèches a Maison-relais (Services de l'éducation et d'accueil (SEA)) hunn aktuell tëschent 7.00 Auer an 19.00 Auer op. Dageseltere betreie vereenzelt Kanner zu méi flexibelen Zäiten.

D'SEA kënnen aktuell tëschent 5.00 Auer an 23.00 Auer op sinn (Artikel 3 vum Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants). Dat nammlecht gëllt fir d'Mini-crèches (Artikel 3 Punkt 7bis vum der Loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse).

D'Dageselerten (Assistants parentales) kënnen an der Nuecht en Accueil assuréieren (1. Artikel 1. Alinea vum der Loi modifiée du 15 décembre 2017 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale).

Et ass haut méiglech, eng Bildungs- a Betreuungsstruktur sonndes ze bedriewen.

De Gestionnaire entscheet – am Respekt vum der gesetzlechen Dispositiounen an a Funktioun vum der Nofro – iwwer d'Öffnungszäite vum der Bildungs- a Betreuungsstruktur.

Am Oktober 2024 zum Beispill ware bei 32 Assistants parentales (vun insgesamt knapp 400) Kanner sonndes ageschriwwen. Et goufe keng Kanner an engem SEA oder an enger Mini-crèche sonndes betreit.

Et ass am Moment net virgesinn, den Dispositif Chèque-service accueil am Hibleck op déi nei Öffnungszäiten unzepassen. Haut ass et scho méiglech, fir Bildungs- a Betreuungsstrukture sonndes opzemaachen wann de Bedarf besteet.

Impact des nouveaux horaires d'ouverture des commerces sur les transports publics | Question 1691 (19/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet decidéiert, dass d'Geschäfte an Zukunft méi laang hir Diere kënnen opmaachen. Dëst bréngt mat sech, dass vill Beschäftegt zu spéideren Auerzäiten op den öffentlechen Transport ugewise sinn. Och sonndes fueren aktuell nach manner Busser an Zich a wann d'Aktivitéit zouhëlt a souwuel Beschäftegter an och Clienté méi sollen akafen, da mussen och méi Busser an Zich um Sonndeg do sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an öffentlechen Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wat ass am öffentlechen Transport geplangt, fir den neien Auerzäiten am Commerce Rechnung ze droen?

2. Wäerte sonndes méi Busser, Zich an Tramme mussen fueren?

Falls jo, – wéi vill zousätzlech Trajete solle stattfannen, – wéi vill méi Personal wäert mussen bei den CFL, TICE an de Busser vum der VDL agestallt ginn?

Réponse (20/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Et sief drop higewisen, dass den éierbaren Deputierten hei de Projet de loi, deen d'Éffnungszäiten an de Secteure vum Handel a vum Handwierk reegelt, thematiséiert. Dësen ass de 16. Dezember 2024 vum Regierungsrat ugeholl ginn an den 20. Dezember 2024 an der Chamber deposéiert ginn. De Gesetzesprojet ass also um Instanzeweeg an d'Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme vun der Chamber ass dermat befaasst.

D'Regierung rechent net dermat, datt mat der neier Reegelung vun den Éffnungszäite bedeiend méi Geschäfte an Zukunft sonndes opmaachen oder hir Éffnungszäite verlängeren. De Projet de loi gëtt d'Méiglechkeet am generelle Kader méi laang a sonndes opzemaachen, dëst ass keng Obligatioun.

Aktuell kënnen Geschäfte bis 20.00 Auer an eemol an der Woch bis 21.00 Auer opmaachen, déi meescht maachen awer méi fréi zou. Des Weidere ginn aktuell Derogatiounen zu den normalen Éffnungszäiten ugefrot: wat d'Éffnung sonndes betrëfft, sinn am Schnëtt iwwert 80 % vun de Commercen iwwert Derogatiounen ofgedeckt an am Duerchschnëtt froen all Joer 35 Gemengen eng Derogatioun un, sief et fir eenzel Sonndeger oder fir dat ganz Joer. Deemno hunn elo scho vill Geschäfte d'Méiglechkeet sonndes opzemaachen.

Den éffentlechen Transport firt haut scho souwuel zu spéideren Auerzäite wéi och sonndes. Vu méindes bis samschdes firt den RGTR elo scho vu 5.00 Auer bis 23.00 Auer, a sonndes an op Feierdeeg vu 6.00 Auer bis 22.00 Auer. Och den Adapto firt an der Woch souwéi sonndes elo scho vu 7.00 Auer bis 23.00 Auer, a freides a samschdes bis Mëtternuecht. D'CFL fueren an der Woch vu 4.00 Auer bis 23.00 Auer, a sonndes an op Feierdeeg vu 5.00 Auer bis 22.30 Auer. Vum 3. Mäerz u firt den Tram all Dag vum Joer vu 4.00 Auer bis 00.27 Auer (jeeweils Depart Stadion).

Vente de carburants et infrastructures de stations-service | Question 1692 (19/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Regierung huet sech dozou verpflichtet (iwwert de Klima- an Energieplang), dass bis 2030 sollen 49 % Elektroautoen op eise Stroosse rullen. Wat méi Elektroautoe fueren, wat manner Dreifstoff wäert verkaf ginn. Am Budget pluriannuel rechent d'Regierung mat manner Steierrecetten (Accisen) um Verkaf vu Spritt. Vun 2024 bis 2028 sollen d'Recetten ëm ronn 10 % erofgoen.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill manner Liter Dreifstoff wäert an den nächste Joren, bis 2028, verkaf ginn?
2. Ass et sénnvoll, an deem Kontext, wou manner Dreifstoff soll verkaf ginn, fir hei am Land nach weider grouss Tankstelle mat méi Zapsäilen ze bauen?

Réponse (20/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

ad 1. Laut Projektione vun der Douanesverwaltung soll de Verkaf vun Dreifstoff (bläifräie Bensinn an Diesel) vun 1.840.000.000 Liter 2024 op 1.720.000.000 Liter 2028 zrëckgoen.

ad 2. D'Decisioun, fir eng Tankstell ze bauen, ass am Prinzip déi vun engem Privatinvestisseur. Dëse muss déi gesetzlech Oplage respektéieren an et ass him iwwerlooss ze decidéieren, ob e Projet a seng Dimensiounen Sénn maachen.

Op Fläche mat enger Concessioun, wéi zum Beispill den Autobunnstankstellen, kann de Staat iwwert d'Ausschreiwung vun der Concessioun steierend agräifen. De Staat baut an exploitéiert déi Tankstellen awer net selwer. Et läit also an der Hand vum Investisseur ze decidéieren, ob e bestëmmte Projet fir hie Sénn mécht oder net.

Double imposition des pensions | Question 1693 (19/12/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Les personnes qui touchent une pension luxembourgeoise et résident au Portugal sont soumises à une double imposition. La Convention entre le Luxembourg et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, datant de 2000, ne prévoit pas de dispositions afin d'éviter la double imposition des pensions. Par conséquent, les personnes concernées font face à une imposition considérable diminuant leur pouvoir d'achat.

En 2017, l'OCDE a émis de nouvelles recommandations pour les accords de double imposition suggérant l'imposition des pensions uniquement dans l'État par lequel elles sont versées. À titre d'exemple, la Convention avec la France signée en 2018 prévoit l'imposition des pensions exclusivement dans l'État de la source.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministere des Finances et à Monsieur le Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

- 1) Le Gouvernement prévoit-il entreprendre une initiative afin d'éviter la double imposition des pensions luxembourgeoises versées aux personnes résidentes au Portugal ?
- 2) Le Gouvernement envisage-t-il une refonte de la Convention susmentionnée avec le Portugal ?
- 3) De manière générale, quelles initiatives le Gouvernement entend-il actuellement pour informer les citoyens luxembourgeois résidents à l'étranger de leurs obligations, devoirs et droits fiscaux ?
- 4) Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de personnes avec leur résidence principale au Luxembourg qui séjournent majoritairement au Portugal afin d'éviter de payer tous les impôts dus ? Dans l'affirmative, quelles mesures sont en place afin de lutter contre ce phénomène ?

Réponse (20/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances | **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Tout d'abord, il y a lieu de relever qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18 de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole y relatif, signée le 25 mai 1999 (ci-après la Convention), les pensions payées en application de la législation sur la sécurité sociale du Luxembourg sont en premier lieu imposables au Luxembourg.

Étant donné toutefois que le protocole annexé à la Convention prévoit pour ces revenus un droit d'imposition partagé entre le Luxembourg et le Portugal, le Portugal peut également imposer ce type de pension. À cet égard, il y a lieu de préciser qu'en application du paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention précitée, le Portugal applique de façon générale la méthode de l'imputation pour éliminer les doubles impositions aussi dans le contexte des pensions. Cette méthode consiste à intégrer les revenus de source

luxembourgeoise dans la base d'imposition portugaise, mais à déduire de l'impôt portugais l'impôt payé sur ces revenus au Luxembourg. Ainsi, un montant égal à l'impôt retenu sur une telle pension au Luxembourg serait à déduire de l'impôt sur le revenu portugais de ces résidents, afin d'éliminer la double imposition.

Alors qu'il n'y a dès lors pas de double imposition des pensions versées dans le cadre du régime de sécurité sociale luxembourgeois aux résidents du Portugal, une révision de ladite Convention n'est actuellement pas envisagée.

ad 2) De manière générale, le Gouvernement recommande aux citoyens luxembourgeois qui envisagent de changer de résidence fiscale de s'informer au préalable des implications fiscales que cela comporte, notamment auprès des autorités fiscales de l'État en question.

S'y ajoute que l'Administration des contributions directes met à disposition sur son site Internet l'ensemble des conventions fiscales internationales en vigueur et en cours de négociation impliquant le Grand-Duché de Luxembourg.

L'Ambassade du Luxembourg à Lisbonne est régulièrement saisie par des demandes d'informations en lien avec la fiscalité et y répond au cas par cas. De manière plus générale et proactive, le site de l'ambassade à Lisbonne informe, en français et en portugais, sur l'application de la convention tout en sachant que le principe de base reste que nul n'est censé ignorer la loi.

ad 3) À ce jour, les ministres n'ont pas connaissance de telles pratiques.

Règlement européen « CRR3 » | Question 1694 (19/12/2024) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

Le règlement européen qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres, communément appelé « CRR3 » entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Ce règlement vise à renforcer la stabilité financière des banques en reformant les règles d'exigences de fonds propres des institutions de crédit.

Selon l'Association des banques et banquiers luxembourgeois (ABBL), ce règlement entraînera des implications organisationnelles importantes. L'ABBL est aussi d'avis que les banques pourront en conséquence financer moins de crédits et que les coûts des crédits augmenteront. Cela aura notamment un impact sur la capacité de financement des banques pour les projets immobiliers, notamment des projets de VEFA.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministere des Finances :

- Monsieur le Ministere partage-t-il les craintes de l'ABBL ?
- Comment le Gouvernement entend-il assurer que le financement des projets immobiliers demeure accessible après l'application du CRR3 ?
- Quelle est la position du Gouvernement au niveau européen concernant les coûts de mise en conformité engendrés par la réglementation financière ?

Réponse (21/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

L'honorable Députée soulève dans sa question parlementaire une série de questions relatives au règlement (UE) 2024/1623 (dit « règlement CRR3 »).

Le règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement

(UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres transpose en droit européen les règles élaborées par les autorités de surveillance bancaire réunies au sein du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire suite à la crise financière.

Les mesures mises en place par le règlement CRR3 visent ainsi à renforcer davantage la solvabilité du secteur bancaire et, partant, la protection des déposants et la stabilité financière.

Le secteur bancaire luxembourgeois affiche une capitalisation qui dépasse largement les exigences telles que visées par les règles prudentielles. Selon la CSSF, les changements introduits par le règlement CRR3 ne seraient pas de nature à entraîner un rationnement du crédit. Vu la forte concurrence sur le marché des crédits hypothécaires luxembourgeois, il n'y aurait pas non plus lieu de s'attendre à une hausse des coûts de ces crédits.

Lors de la négociation de textes européens, le Ministère des Finances attache une importance particulière à la mise en place d'une réglementation adéquate et proportionnée, limitant autant que possible les coûts de mise en conformité.

.....

Obligations comptables imposées par la nouvelle loi sur les ASBL et les fondations du 7 août 2023 | Question 1696 (19/12/2024) de M. André Bauler | Mme Mandy Minella (DP)

Pour les fondations et associations sans but lucratif, constituées avant l'entrée en vigueur de la loi du 7 août 2023, l'obligation de s'aligner sur les nouvelles exigences légales ne vaudra qu'à compter du 23 septembre 2025, soit deux ans après l'entrée en vigueur de la loi précitée.

Le nouveau cadre légal prévoit que la comptabilité des fondations et associations sans but lucratif soit organisée selon les modalités établies par la loi et que, notamment pour les « grandes associations », les associations reconnues d'utilité publique et les fondations, elle doive en outre être contrôlée par un réviseur d'entreprises agréé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre est-elle consciente des difficultés que rencontrent les fondations et associations concernées pour s'assurer les services d'un réviseur d'entreprises agréé, disposé à effectuer ledit contrôle de leur comptabilité ?

2) Madame la Ministre considère-t-elle comme étant approprié le rapport qui existe entre l'ordre de grandeur des recettes financières perçues par les associations d'utilité publique et les fondations de taille plus petite et le niveau des honoraires demandés par les rares réviseurs d'entreprises, acceptant de faire le contrôle de leurs comptes, sachant que dans la pratique les honoraires peuvent représenter plus de 20 pour cent des recettes, qui s'avèrent normalement être pour la plupart des dons ?

3) Madame la Ministre est-elle d'avis que la ponction sur les dons due au paiement des honoraires de révision soit justifiée et opportune ? Cette ponction ne risque-t-elle pas à la longue de dissuader les donateurs de faire preuve de générosité vis-à-vis des associations et fondations qu'ils soutiennent, lorsqu'ils prennent conscience qu'une part non négligeable de l'argent qu'ils ont versé sert au paiement d'honoraires pour la révision des comptes plutôt qu'aux finalités culturelles,

philanthropiques ou sportives que la fondation ou l'association soutenue poursuit ?

4) Madame la Ministre serait-elle disposée à prendre à brève échéance l'initiative d'une modification ponctuelle de la loi précitée du 7 août 2023 libérant du moins les associations d'utilité publique et les fondations qui ne répondent pas aux critères fixés par la loi pour considérer une association de « grande association » de l'obligation de faire contrôler leur comptabilité par un réviseur d'entreprises agréé, surtout quand l'association d'utilité publique ou la fondation a été constituée avant l'entrée en vigueur de ladite loi ?

Réponse (21/01/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Il importe évidemment au Gouvernement que les charges sur les associations et fondations concernées ne soient pas trop lourdes, mais aussi que la transparence, la cohérence dans les règles de fonctionnement et la confiance dans le secteur associatif soient renforcées. Ainsi le Ministère de la Justice suit de près l'évolution de la mise en œuvre et les implications concrètes de la loi du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations afin de déterminer si tous ces objectifs sont atteints.

Des difficultés pour trouver un réviseur d'entreprises agréé per se n'ont pas été rapportées aux services du ministère. C'est surtout la question de l'importance du montant des honoraires en rapport avec un faible niveau de recettes qui a été évoquée par des associations reconnues d'utilité publique et des fondations. Plusieurs d'entre elles envisagent d'abandonner le statut d'utilité publique ou de se restructurer et ont approché les services du ministère dans ce contexte.

Les services du ministère se sont mis en rapport avec l'Institut des réviseurs d'entreprises afin de discuter de la question.

ad 2) Les recommandations du GAFI imposent aux entités recevant des fonds, dont font partie les associations reconnues d'utilité publique, les « grandes » associations et les fondations, qu'elles soient à l'abri de tout financement illégal, notamment du blanchiment d'argent ou du financement du terrorisme. Cela nécessite une rigueur comptable et un audit fiable, effectués par des professionnels agréés. Ces mesures sont essentielles pour maintenir la confiance du public et des donateurs, qui doivent être assurés que leur argent est utilisé conformément aux buts sociaux de l'organisation.

ad 3) Le contrôle effectué par un réviseur d'entreprises agréé garantit la transparence et la conformité des comptes soumis à leur contrôle.

Si certains donateurs peuvent être sensibles à l'idée que ces frais réduisent les montants alloués directement aux finalités poursuivies, il est essentiel de leur rappeler que ces contrôles constituent une garantie de bonne gestion et un investissement dans la confiance et la crédibilité de l'entité concernée.

Ce contrôle constitue donc une garantie essentielle pour l'État, les donateurs et les bénéficiaires, qui préfèrent soutenir des entités dont les finances sont certifiées et conformes.

ad 4) Il est trop tôt pour évaluer la nécessité d'une réforme, étant donné que les nouvelles dispositions ne sont applicables aux associations et fondations constituées antérieurement que deux ans après l'entrée en vigueur de la loi et applicables à ce moment pour la première fois aux comptes dont l'exercice commence après l'entrée en vigueur de la loi.

Néanmoins, comme indiqué ci-dessus, le ministère a initié un dialogue avec l'Institut des réviseurs

d'entreprises pour s'assurer que les missions d'audit requises par la loi puissent être assurées pour les associations et fondations concernées.

.....

Impact de la situation politique en Syrie sur le droit au regroupement familial | Question 1698 (19/12/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

Conformément aux dispositions légales en vigueur, un.e bénéficiaire de protection internationale peut demander un regroupement familial s'il.elle bénéficie du statut de réfugié.e ou de la protection subsidiaire. Cette procédure vise à réunir les membres de la famille proche – conjoint.e et enfants mineurs – afin de garantir l'unité familiale et le respect des droits fondamentaux, notamment dans des situations humanitaires précaires.

En date du 10 décembre 2024, le Ministère des Affaires intérieures a annoncé la suspension temporaire de l'examen des demandes de protection internationale des ressortissant.e.s syrien.ne.s, à la suite des récents événements en Syrie et de la chute du régime de Bachar al-Assad. Lors de l'heure de questions au Gouvernement du 10 décembre 2024, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a expliqué qu'actuellement, 825 demandeur.e.s de protection internationale d'origine syrienne sont affecté.e.s par la suspension de l'analyse de leur demande.

Étant donné que la situation politique en Syrie demeure instable, que les combats se poursuivent dans certaines régions du pays, et qu'il reste incertain quelle voie politique la Syrie poursuivra dans le futur, je me permets de poser les questions suivantes :

1) Parmi les 825 demandeur.e.s de protection internationale d'origine syrienne affecté.e.s par la suspension de l'analyse de leur demande, combien sont des enfants mineurs ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de suspendre les procédures de regroupement familial en cours de personnes originaires de Syrie ?

3) Combien de procédures de regroupement familial concernant des personnes originaires de Syrie sont actuellement en cours ?

Réponse (10/01/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Au 31 décembre 2024, 864 demandes de protection internationale introduites par des ressortissants syriens étaient en cours de traitement, dont 400 concernaient des mineurs.

ad 2) L'examen de demandes de regroupement familial dans le chef de membres de famille de bénéficiaires de la protection internationale originaires de la Syrie continue conformément aux critères définis par la législation en vigueur. Dans le cas où le regroupement familial est accordé, les membres concernés auront droit à un titre de séjour. Toutefois, dans l'hypothèse de l'introduction d'une demande de protection internationale par les membres de famille venus dans le cadre d'un regroupement familial par rapport à un chef de membres de famille dont la procédure est actuellement en suspens, l'analyse de ces demandes sera également suspendue.

ad 3) Actuellement, 191 demandes de regroupement familial concernant des personnes originaires de Syrie sont en cours de traitement.

.....

Application de la circonstance aggravante dans le cadre de l'article 454 du Code pénal | Question 1700 (20/12/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

La loi du 28 mars 2023 complétant le Code pénal par l'introduction d'une circonstance aggravante générale pour les crimes, délits et contraventions commis en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal offre désormais au juge la possibilité de doubler la peine privative de liberté ou l'amende dans les cas où une circonstance aggravante fondée sur un ou plusieurs éléments de l'article 454 du Code pénal est reconnue.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, combien de décisions judiciaires ont appliqué la circonstance aggravante permettant le doublement de la peine privative de liberté ou de l'amende ? Prière de ventiler les données par les différents éléments mentionnés à l'article 454 du Code pénal.

Réponse (21/01/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 mars 2023 le 7 avril 2023, aucune décision judiciaire n'a appliqué la circonstance aggravante en raison d'un mobile fondé sur un ou plusieurs des éléments visés à l'article 454 du Code pénal. S'agissant d'une circonstance aggravante, il faut noter que celle-ci ne s'applique qu'aux faits postérieurs à l'entrée en vigueur de la loi.

Tel qu'annoncé dans l'accord de coalition, le Gouvernement évaluera l'application de cette loi au cours de cette période de législature.

.....

Pollution des eaux par le TFA | Question 1702
(20/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Le Pesticide Action Network Europe (PAN Europe) et l'organisation environnementale Global 2000 ont récemment présenté une étude révélant une pollution sérieuse des rivières et des eaux souterraines par l'acide trifluoroacétique (TFA). Il s'agit d'un produit chimique dit « éternel », qui peut être issu de la dégradation de pesticides PFAS, de certains gaz réfrigérants et d'autres produits chimiques éternels (PFAS). Le Mouvement écologique a fourni des échantillons luxembourgeois pour cette étude qui conclut que toutes les eaux souterraines et de surface testées dans le cadre de l'étude présentent des valeurs de TFA très élevées. Suite à la publication des analyses, les organisations précitées ont procédé à des analyses de l'eau potable.

Suite de la demande de notre sensibilité politique de thématiser la problématique de la pollution de nos eaux par le TFA dans une réunion de la Commission de l'Environnement, Monsieur le Ministre a informé qu'un groupe interministériel comprenant des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ainsi que des différentes administrations concernées a été instauré début octobre. La mission du groupe est d'obtenir un aperçu global de la situation, afin de pouvoir proposer au Gouvernement une série de mesures à mettre en œuvre pour améliorer l'état des choses.

Dans le cadre de la commission précitée, il a été expliqué que des analyses seraient en cours pour identifier les origines possibles de la contamination par le TFA dans les eaux potables, dont les résultats permettraient de définir des actions ciblées. Par ailleurs, il a été expliqué qu'actuellement, l'industrie et l'agriculture sont deux sources de contamination d'ores et déjà identifiées et que l'utilisation des pesticides PFAS est

l'une des principales sources probables de pollution de l'eau par les TFA dans les zones rurales.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le groupe interministériel a-t-il d'ores et déjà tiré des conclusions au sujet de l'aperçu global de la situation et de la série de mesures à mettre en œuvre pour améliorer l'état des choses, et dans l'affirmative lesquelles ? Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il nous faire part de l'état d'avancement des travaux et réflexions du groupe de travail ?

2) Étant donné que l'utilisation des pesticides PFAS a été identifiée comme l'une des principales sources probables de pollution de l'eau par les TFA dans les zones rurales, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que, en application du principe de précaution, une limitation de l'utilisation de ces pesticides dans les zones de protection d'eau potable serait judicieuse ?

Réponse (21/01/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le groupe de travail interministériel informel qui réunit des représentants du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ainsi que de leurs administrations respectives est en train d'élaborer des propositions de mesures permettant entre autres de réduire les concentrations de TFA dans les eaux de surface, les eaux souterraines et les eaux potables. Des propositions seront soumises au printemps 2025 aux ministres concernés.

ad 2) Le Gouvernement se prononcera sur une éventuelle limitation de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques ou d'autres produits PFAS à la suite des recommandations du groupe de travail interministériel en veillant à considérer l'analyse des sources potentielles de pollution ainsi que l'ensemble des enjeux économiques, environnementaux et sociétaux.

.....

Bénéficiaires des programmes PEARL et ATTRACT du Fonds national de la recherche | Question 1703
(20/12/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La mission du Fonds national de la recherche (FNR) est de promouvoir le développement d'un système de recherche durable de premier ordre générant un impact sociétal dans des domaines stratégiques clés pour le Luxembourg.

Dans ce contexte, le FNR dispose de deux programmes phares, PEARL et ATTRACT, destinés à attirer au Luxembourg des chercheurs et chercheuses internationaux de haut niveau. Tel que souligné dans une évaluation récente, ces programmes ont joué un rôle important dans l'internationalisation du paysage de recherche luxembourgeois. Toujours selon des informations disponibles dans ladite évaluation, depuis leur création, le programme ATTRACT a accueilli 25 boursiers et boursières, tandis que le programme PEARL en a accueilli 17.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Combien de bénéficiaires des deux programmes susmentionnés sont encore actifs dans la recherche au Luxembourg ?

2) Madame la Ministre peut-elle me fournir une liste exhaustive des durées d'activité au Luxembourg des

bénéficiaires des programmes PEARL et ATTRACT après l'obtention de leurs bourses ?

Réponse (14/01/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

En réponse au questionnement de l'honorable Députée relatif aux bénéficiaires des programmes PEARL et ATTRACT du Fonds national de la recherche (FNR), je peux donner les précisions suivantes :

Pour le programme PEARL, 18 chercheurs ont été sélectionnés, dont 1 personne n'a pas commencé son projet. Des 17 chercheurs PEARL, 11 sont encore au Luxembourg à l'heure actuelle.

Pour le programme ATTRACT, 25 chercheurs ont été sélectionnés, dont 1 personne n'a pas commencé son projet. Des 24 chercheurs ATTRACT, 21 sont encore au Luxembourg à l'heure actuelle.

En ce qui concerne les durées d'activité au Luxembourg des bénéficiaires des programmes PEARL et ATTRACT, les détails peuvent être trouvés dans la liste qui suit :

PEARL :

- 1 personne est restée 1 année ;
- 1 personne est restée 6 années ;
- 1 personne est restée 7 années ;
- 2 personnes sont restées 8 années ;
- 1 personne est restée 13 années ;
- 3 de ces 6 personnes ont quitté le Luxembourg au cours de leur projet ;
- les autres personnes (11) sont au Luxembourg depuis leur année de sélection.

ATTRACT :

- 1 personne est restée 6 années ;
- 1 personne est restée 7 années ;
- 1 personne est restée 12 années ;
- aucune des personnes n'a quitté le Luxembourg au cours de son projet ;
- les autres personnes (21) sont au Luxembourg depuis leur année de sélection.

.....

Placement sous surveillance électronique | Question 1704
(20/12/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le placement sous surveillance électronique constitue une modalité d'exécution d'une peine privative de liberté, permettant soit d'éviter une incarcération, soit de faciliter la réinsertion d'un condamné détenu. Bien qu'il s'agisse d'une alternative intéressante à l'incarcération, cette mesure est actuellement limitée par des conditions restrictives, telles qu'une durée de peine privative de liberté maximale ou l'obligation d'emploi ou de formation pour le condamné. Par ailleurs, le port permanent d'un bracelet électronique peut susciter des effets stigmatisants.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de personnes portent actuellement un bracelet électronique au Luxembourg ?

2) Combien de condamnés ont bénéficié de cette mesure entre 2020 et 2024, respectivement dans l'approche « front door » et « back door » ? Combien de violations des conditions ou des horaires d'assignation ont été signalées au cours de cette période, et combien de décisions de révocation ont été prononcées ?

3) Combien de bracelets électroniques furent accordés dans le cadre du contrôle judiciaire entre 2020 et 2024 ?

4) Le système actuel repose-t-il sur une surveillance fixe ou mobile ?

5) En 2022, un nouveau marché public a été passé pour acquérir des équipements de surveillance électronique. Combien de bracelets électroniques ont été commandés ? Quelles sont les fonctionnalités des nouveaux bracelets ? Ces équipements utilisent-ils des technologies de radiofréquence ou de géolocalisation par GPS avec des réseaux 4G/5G ?

6) En cas de non-respect des conditions ou de nouvelles infractions commises par un condamné sous surveillance électronique, quelle est la procédure en vigueur ? Quel rôle joue le service de probation dans ces situations ?

7) Le Gouvernement envisage-t-il de modifier le cadre légal pour élargir les critères d'accès à la surveillance électronique afin de la promouvoir comme une véritable alternative à l'emprisonnement ? Si oui, quels sont les axes principaux de cette réforme envisagée ?

Réponse (21/01/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) En date du 17 janvier 2025, 22 personnes bénéficient d'une mesure de surveillance électronique (ci-après « SE »), 20 hommes et 2 femmes.

ad 2) a) Nombre total de bénéficiaires des bracelets électroniques respectivement selon les approches « front door » et « back door », sur la période 2020-2024.

Des données prenant en compte la distinction entre « front » et « back door » ne sont pas disponibles. Néanmoins, il s'avère qu'en pratique, la grande majorité des SE est accordée dès le début de la peine (« front door »). En termes de bénéficiaires totaux, voici les chiffres recensés entre 2020 et 2024. ↑

b) Nombre de violations des conditions ou des horaires d'assignation signalées au cours de cette période

Le monitoring du respect des conditions se fait au niveau du PGC (Poste de garde central) du Centre pénitentiaire de Luxembourg.

En cas de violation, ce dernier informe le SCAS. Cette étape ne fait pas l'objet d'un suivi statistique à ce jour.

c) Nombre de décisions de révocation prononcées ↑

ad 3) Aucun bracelet électronique n'a été accordé dans le cadre du contrôle judiciaire entre 2020 et 2024.

ad 4) Le système de surveillance électronique actuel repose sur une surveillance fixe, dans le sens où le contrevenant porte un émetteur/bracelet électronique et dispose d'un récepteur (« home unit ») qui est installé à son domicile. Le système est programmé de manière que la personne condamnée doit respecter un couvre-feu, c'est-à-dire des horaires précis durant lesquels il doit impérativement, sous peine d'alarme, se trouver à son domicile.

ad 5) Un marché public a été passé afin de renouveler le contrat entre-temps expiré et pour remplacer les anciens dispositifs en fin de vie.

Le cahier des charges prévoyait un système qui comportait au total 35 bracelets électroniques pour l'État luxembourgeois, avec l'option d'achat de 35 bracelets électroniques additionnels en cas de besoin et au même prix unitaire qu'en 2022.

L'acquisition initiale comportait :

- 30 bracelets dits RF (radio frequency)
- 5 bracelets dits GPS (capables d'utiliser la 5G).

La préférence pour les bracelets RF s'explique par une capacité de la batterie plus élevée, ainsi que par la facilité d'installation et d'utilisation sur le terrain. En 2024,

10 bracelets électroniques dits RF supplémentaires furent commandés en raison d'une hausse de placements de contrevenants sous surveillance électronique.

ad 6) En cas de violation des conditions de la surveillance électronique à savoir le non-respect répété des horaires d'assignation ou en cas de fuite, le Poste de garde central du CPL informe l'agent de probation du SCAS en charge du suivi de la personne bénéficiaire de la SE qui dresse un rapport détaillé.

En cas de fuite, un signalement pour arrestation est effectué. L'agent de probation dresse également un rapport si la commission d'une infraction est constatée au cours de la période de SE. Ledit rapport est envoyé au délégué du procureur général d'État en charge de l'exécution des peines qui est compétent pour décider (ou non) de révoquer la SE conformément à l'article 673 (6) du Code de procédure pénale.

En cas de décision de révocation, la personne concernée a la possibilité de saisir la Chambre de l'application des peines de la Cour d'appel d'un recours conformément aux articles 696 et suivants du même code. Suite à la révocation, la personne concernée est incarcérée au Centre pénitentiaire de Luxembourg ou au Centre pénitentiaire de Givenich pour y purger le restant de sa peine.

ad 7) Le Gouvernement est en constante réflexion afin d'améliorer l'application sur le terrain du dispositif de la surveillance électronique et de le promouvoir comme une véritable alternative à la peine de prison. Les chiffres ci-dessus nous montrent que l'utilisation des bracelets électroniques a nettement progressé depuis 2020.

Par ailleurs, l'utilisation du bracelet électronique avec géolocalisation devrait désormais être davantage encouragée. Ce dispositif permet de surveiller les individus en liberté conditionnelle ou en assignation à résidence de manière plus précise et efficace.

.....

Intégration du Service national de la sécurité dans la fonction publique à l'ITM | Question 1705 (20/12/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Le 1^{er} janvier 2025, le Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) sera intégré à l'Inspection du travail et des mines (ITM). Cette intégration découle de la nouvelle loi concernant le budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 2025. La loi a été précédée de critiques émanant, entre autres, du Conseil d'État et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics (CHFEP). Ce cavalier budgétaire a été critiqué par le Conseil d'État en rappelant que cette approche ne permettrait pas à la Chambre des Députés d'effectuer une analyse approfondie des dispositions en question. La CHFEP a critiqué que l'intégration du SNSFP au sein de l'ITM affaiblirait le statut de la fonction publique et ne s'inscrirait pas dans une dynamique de dialogue social. Lors des débats sur le budget, le 18 décembre 2024, Monsieur le Ministre des Finances a accepté les critiques exprimées.

En août 2024, le projet de loi n° 7183 relatif à la création du Centre pour la sécurité, la santé et la qualité de vie au travail dans la fonction publique par la fusion de plusieurs administrations, dont le SNSFP, a été retiré. Ce projet avait découlé de l'accord salarial de 2016 entre le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) et avait donc la bénédiction du syndicat, ce que n'a pas la mesure actuelle.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Compte tenu de la déclaration faite par Monsieur le Ministre des Finances le 18 décembre au sujet de l'intégration du SNSFP au sein de l'ITM, comment cette mesure s'est-elle retrouvée dans la loi budgétaire ? Monsieur le Ministre peut-il préciser pourquoi cette réforme n'a pas fait l'objet d'une loi distincte ?

– Dans quelle mesure y a-t-il eu des échanges préalables avec les acteurs concernés ?

– Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi le Gouvernement a opté pour une réforme différente à celle qui avait découlé de l'accord salarial de 2016 ?

– Est-ce que Monsieur le Ministre compte déposer un nouveau projet de loi pour reprendre d'autres dispositions du projet de loi n° 7183, comme notamment des procédures contre le harcèlement ? Dans l'affirmative, endéans quel délai un tel projet de loi est prévu ?

Réponse (13/01/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

L'intégration du SNSFP à l'ITM par le biais de la loi budgétaire a eu lieu sur ma proposition, après concertation avec le Ministre du Travail et les administrations concernées. À noter que ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts du groupe de travail « Simplification administrative en matière de construction », qui vise à mettre en œuvre des propositions concrètes pour simplifier les démarches administratives.

L'harmonisation de la législation en matière de sécurité est en cours de préparation. Or, la reprise des missions et le personnel du Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP) par l'Inspection du travail et des mines (ITM) depuis le 1^{er} janvier 2025 permet déjà d'éviter l'application – décriée depuis si longtemps – de normes différentes selon qu'un bâtiment est destiné à être utilisé par une institution étatique ou communale ou par une entité privée. Ainsi, les difficultés et coûts que cela a engendré jusqu'à présent pourront être évités à l'avenir. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2025, le directeur de l'ITM pourra autoriser l'application de normes de sécurité et de règles de l'art, de la sécurité et de l'hygiène autres que celles qui ont dû être appliquées jusqu'à présent, sous réserve que les mesures de sécurité garantissent un niveau de sécurité au moins équivalent.

En ce qui concerne la question des honorables Députés par rapport aux autres dispositions du projet de loi n° 7183, notamment sur les procédures de harcèlement, je renvoie à ma réponse à la question parlementaire n° 1569 des honorables Députés Gusty Graas et Fernand Etgen.

Je tiens donc à souligner que des analyses seront menées par mes services en 2025 pour évaluer les forces et faiblesses du cadre procédural actuel et l'accent sera également mis sur des mesures de prévention.

.....

Accord UE-Mercosur | Question 1706 (20/12/2024) de **M. Franz Fayot** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Après de longues négociations, la présidente de la Commission européenne et les présidents des quatre pays du Mercosur ont conclu un nouvel accord de libre-échange le 6 décembre, créant la plus grande zone de libre-échange au monde. Étant donné qu'il s'agit d'un accord dit « mixte », empiétant sur les compétences des États membres, la ratification de l'accord nécessite une décision unanime des Vingt-Sept et un vote de l'ensemble des parlements nationaux et régionaux de l'UE. En pratique, cela pourrait aboutir à une situation intermédiaire, afin de ratifier au plus vite possible le pilier principal de l'accord.

En ce qui concerne le respect des normes européennes, l'accord prévoit que les agriculteurs du Mercosur seront soumis aux standards européens afin de pouvoir exporter leurs produits vers l'UE. Pourtant, il importe de souligner que l'accord ne contient pas de « clauses miroirs » auxquelles le Mercosur s'était systématiquement opposé. En revanche, un des éléments clé de l'accord consiste d'un « mécanisme de rééquilibrage » auquel les parties peuvent recourir en cas de différends. En vertu de ce mécanisme, si une partie considère qu'une mesure de l'autre partie annule ou compromet substantiellement les avantages qu'elle tire de l'accord, elle peut demander à un groupe spécial de se prononcer sur cette question.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Selon Monsieur le Ministre, quel est le calendrier pour les prochaines étapes de la ratification de l'accord ? Quand Monsieur le Ministre pense-t-il que l'accord UE-Mercosur pourra être définitivement ratifié ?

2) Monsieur le Ministre insistera-t-il sur le caractère mixte de l'accord, assurant ainsi la participation des parlements nationaux dans le processus de ratification ?

3) Quelle est la position de Monsieur le Ministre sur le mécanisme de rééquilibrage ? Quels sont, selon lui, ses avantages et les désavantages ? Monsieur le Ministre est-il d'avis que ce mécanisme pourrait permettre au Mercosur de mettre sous pression l'UE, de l'utiliser comme outil de gel empêchant toute future mesure de l'UE, dont l'introduction de nouvelles normes environnementales, et de potentiellement miner les normes européennes ?

Réponse (13/01/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le texte de l'accord fait actuellement l'objet d'un nettoyage juridique et sera traduit dans les 24 langues officielles de l'Union européenne. Cette étape prend généralement autour de 6 mois. La Commission européenne soumettra par la suite le texte consolidé ainsi qu'une proposition de décision de signature au Conseil de l'Union européenne. Si le Conseil donne son feu vert, l'accord est officiellement signé par les parties concernées. L'accord doit ensuite être ratifié conformément aux procédures prévues par les traités de l'UE (article 218 TFUE). Cela implique l'approbation du Parlement européen, ainsi que, dans le cas des accords mixtes, la ratification par les parlements nationaux des États membres.

ad 2) La décision de qualifier un accord d'accord mixte ou non découle de la répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres. Si l'accord ne couvre que des domaines qui relèvent des compétences exclusives de l'UE, il est considéré comme un accord « EU only ». Si l'accord couvre également des domaines qui ne relèvent pas des compétences exclusives de l'UE, il est considéré comme un accord mixte. Après le dépôt par la Commission européenne de la proposition de décision du Conseil relative à la signature, accompagnée du texte de l'accord, il appartiendra au Conseil de l'Union européenne de décider d'adopter ou de rejeter la proposition.

ad 3) Les accords de libre-échange conclus par l'UE n'ont pas d'impact sur les normes applicables aux produits qui sont mis sur le marché européen. Ils préservent également le droit de légiférer de l'Union européenne, notamment dans les domaines sociaux et environnementaux. Le chapitre « Commerce et développement durable » réaffirme explicitement le droit de légiférer dans les domaines social et environnemental, tout en incitant les deux parties à améliorer

leurs lois et politiques pertinentes afin de garantir un niveau élevé de protection.

Un « mécanisme de rééquilibrage » a été incorporé au chapitre relatif au règlement des différends (articles XX.4, point (b), et XX.13, paragraphe 9bis). Si une mesure adoptée par une des parties altère substantiellement les avantages accordés à l'autre partie en vertu de l'accord, cette dernière peut soumettre la question à un panel d'arbitrage. Le mécanisme de rééquilibrage ne concerne que les effets commerciaux des mesures auxquels la partie plaignante ne pouvait pas s'attendre au moment de la conclusion de l'accord. La partie défenderesse n'est en aucun cas obligée de retirer la mesure en question et le panel peut suggérer des moyens pour parvenir à un ajustement mutuellement satisfaisant seulement sur demande des deux parties. Les modalités du mécanisme suivent de près les dispositions du système de règlement des différends de l'OMC et plus précisément de la « plainte en situation de non-violation » (article XXIII:1 point b du GATT de 1994).

Nouveau médicament contre la maladie d'Alzheimer « Leqembi » | Question 1707 (23/12/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Alzheimerfuerschung goufe rezent grous Fortschritte gemaach. Esou gouf d'Medikament Leqembi entwéckelt. Den doran enthalene Wirkstoff Lecanemab géif net just Symptomer, mee d'Kränkt u sech ugräifen. Zanter Enn November an der EU zougeloos an ab nächstem Joer soll et och hei zu Lëtzebuerg kënnen verschriwwen ginn. D'EU hat ufangs bei der Zouloossung gezéck wéinst den Niewewirkungen, dorënner Gehierbluddungen. Éischtchen Experienzen no sinn déi manner schro wéi gefaart, mee d'Patiente mussen iwwerwaacht ginn. D'Patiente misste während 12 Méint mindestens 4-mol an eng IRM goen. Ouni dës Kontrolle kéint d'Medikament net verschriwwen ginn. An der Vergaangenheet gouf et grous Retarde bei den IRMen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert et zu Lëtzebuerg fir Patient:inne wierklech méiglech ginn, fir effektiv een Traitement mat Leqembi ze kréien, obwuel déi virgeschriwwen Kontrollen an der IRM an der Realitéit opgrond vun den aktuelle Waardezäite ganz schwéier kéinte ginn?

2. Gouf eng Strategie ausgeschafft, mat där déi virgeschriwwen 4 Kontrollen an der IRM fir Patient:innen, déi an engem Traitement mat Leqembi sinn, méiglech gemaach solle ginn? Wann nee, firwat gétt et heifir keng Strategie?

Réponse (03/02/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Laut den Donnéeë vum Nationale Gesondheetsobservatoire goufen 2023 75,8 % vun den IRM-Examen zu Lëtzebuerg bannent enger Frist vu 60 Deeg no der Pise de rendez-vous duerchgefouert, dovunner ongeféier 20 % bannent 15 Deeg. Dëst weist, datt, ofhängeg vun der klinescher Prioritéit, d'IRM-Examen an Delaien tëschent 15 Deeg an 2 Méint ze kréie sinn. Am Kader vum Suivi médical, dee misst en place gesat gi bei enger Leqembi-Verschriwwung, an dee laut éischtchen Erfahrungswärter och reegelméisseg IRM-Exame géif beinhalten, misst natierlech deementspreechend d'Disponibilitéit vun den IRM-Kapazitéiten iwwerpréift an adaptéiert ginn. Den M3S mécht do, wéi ënner 2. beschriwwen, iwwer d'Direktion vun der Santé de Suivi an enker Zesummenaarbecht mat der EMA³⁰.

³⁰ Leqembi | European Medicines Agency (EMA)

ad 2. D'Medikament Leqembi huet nach keng Autorisation de mise sur le marché (AMM) an Europa, an d'Recommandatioun fir seng Notzung (inklusive Precautiounen an de klineschen a radiologesche Suivi) sinn nach net komplett bekannt. Dës Donnéeë wärten net nëmmen d'Frequenz an d'Aart vun den néidegen Examen definéieren, mee och d'Krittäre fir d'Eligibilitéit vun de Patienten.

Déi national Gesondheetsautoritéiten a besonnesch d'Division de la pharmacie et des médicaments an der Gesondheetsdirektioun stinn an enkem Kontakt mat der EMA, fir zäitno ëmmer déi neisten Informatiounen zur Entwécklung vun dësem Dossier ze kréien a ggf. prett ze sinn, fir och zu Lëtzebuerg dëst villverspreechend Medikament an deem néidege medezinesche Kader ze offréieren.

Exploitants de stations-service | Question 1708 (23/12/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Konzessionsvertrag mat Tankstellebedreier op ausgewielten Autobunnsstrecken no un der Grenz suergen all Joer fir staatlech Recetten iwwer 60 Milliounen Euro. Konkreet gétt an dëse Kontrakter festgehale, dass e gewësse Prozentsaz vum Chiffre d'affaires un den Zentralstaat muss iwwerwise ginn als Contrepartie fir d'Recht, dës strategesch gutt positionéiert Tankstellen ze bedriewen.

Dës Kontrakter ginn och no engem predefinéierten Zäitraum ëmmer erëm nei ausgeschriwwen, esou dass all d'Acteuren am Secteur d'Chance dann hunn, hei mat enger kompetitiver Offer de Kontrakt ze kréien. De Prozentsaz, deen un den Zentralstaat iwwerwise gétt, ass hei e Facteur, deen Deel vun der Offer ass, also e Facteur, deen negociéiert gétt.

Eisen Informatiounen no, ass bei der rezenter Attribution vun der Tankstell op der Aire de Capellen eng Offer ugeholl ginn, déi e méi wéi duebel esou héije Prozentsaz virschléit. Op den éischte Bléck bedeit dat méi Recetté fir den Zentralstaat. Opbauend op eisen Informatiounen fuerdert de selwechte Bedreier awer elo och vun der Industrie, z. B. der Tubaksindustrie, en erhéichte Bäitrag, fir dass hir Produiten an de Rayone verkaf ginn. Verschidde Gruppen aus de jeeewelegen Industrië sinn eisen Informatiounen no ofgesprongen, esou dass dës Produiten dann net méi am Rayon verkaf ginn. Esou erginn sech potenziell manner Recetté fir de Bedreier an domat och fir den Zentralstaat. Zousätzlech ergétt dëst am Rayon och eng Offer, déi net méi den Undeeler um Marché (Parts de marché) an der Demande entsprécht, wat eng vun de Konditiounen ass, déi esou e Bedreier sollt erfüllen. Wann ee bedenkt, dass och weider Kontrakter elo ausgeschriwwen ginn ufanks des Joers, kann dës Problematik an dëse Risiko, falls déi selwecht Konditiounen proposéiert ginn, sech amplifiéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet de Ministère Kenntnis vun dem beschriwwene Virgang, de proposéierte Konditiounen an hypothetesch Konsequenzen?

2. Wéi hu sech déi genannte Recetten an de leschte 5 Joer entwéckelt?

3. Wéi ginn dës Recetten der Administratioun iwwerwisen, pro Mount, semestriell oder op eng aner Manéier?

4. Geet et an déi beschriwwen hypothetesch Richtung, huet de Ministère a senger Berechnung vum Budget 2025 eng Baisse vun de Recetté mat aberechent?

5. Wäerte bei enger signifikanter Baisse vun de Recetten dës kontraktuell Konditioune revisiëert ginn?

Réponse (27/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Am Konzessionsvertrag huet sech de Concessionnaire dozou engagéiert, follgend Offer am Shop unzobidden:

„sont offerts dans le shop les articles dont le voyageur a besoin lors de son trajet autoroutier et qui répondent à la demande de la clientèle de l'autoroute A6, dont notamment :

- Boissons non alcoolisées et boissons alcoolisées (ne dépassant pas un taux d'alcool de 15 degrés)
- Produits laitiers
- Produits frais
- Snacks
- Aliments emballés (sandwichs, salades, etc.)
- Produits ménagers
- Produits d'hygiène
- Publications
- Articles pour fumeurs (Le concessionnaire doit offrir dans le shop une gamme d'articles pour fumeurs qui corresponde à la demande de la clientèle autoroutière et comprenant au moins des cigarettes, du tabac à rouler, ainsi que des accessoires de tabac. Les différents produits précités doivent être offerts dans le shop en conditionnements individuels et en cartouches (fardes)
- Articles pour voitures“

De Staat huet zurzäit keng Ursaach drun ze zweifelen, dass dësen Engagement agehal gëtt.

ad 2. bis 4. D'Paiement an d'Declaratioune vun de Recetten am Zesummenhang mat de Konzessionsvertrag mat den Tankstellebedreiwer ginn op trimestrieller Basis gemaach.

D'Tabell [†] heidrënner stellt d'Entwécklung vun dësen Einnamen tëscht 2019 an 2023 duer. Déi definitiv Einnamen fir 2024 leien nach net vir.

Fir 2025 gëtt net mat engem Réckgang um Niveau vun dësen Einnamen gerechent.

ad 5. De Konzessionsvertrag gesäit keng Revisioun vun de Konditioune vir.

Amende dans le cadre d'une déclaration tardive des impôts | Question 1709 (23/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem „Wort“-Artikel iwwert d'Akommessteuer vum 19. Dezember 2024 steet geschriwwen:

„Wird die Steuererklärung nicht fristgerecht eingereicht, so müssen Arbeitnehmende mit einer Strafe rechnen. ‚Strafen, die in der Abgabenordnung und den dazugehörigen Rundschreiben geregelt sind, unterliegen Ermessensentscheidungen, die in die Zuständigkeit des jeweiligen Bürovorstehers fallen‘, teilte das Finanzministerium auf Nachfrage vor wenigen Monaten mit.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Fënnst d'Regierung et nach richtig, dass d'Strofen net eenheetlech geregelt sinn, mee „à la tête du client“ respektiv no Loscht a Laun vum Preposé decidiert ginn?
2. Ass dës Virgoensweis am Klang mam Prinzipp vun der Gläichheet virum Gesetz (Égalité devant la loi)?

Réponse (23/01/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Säit dem Budgetsgesetz vum 23. Dezember 2022 ass den Datum fir d'Areche vun de Steiererklärungen bei der Steierverwaltung op den 31. Dezember vum Joer, dat op d'Steierjoer follegt, festgesat ginn. Bei Verspéidung kënnen steierpflichteg Persounen Sanktiounen ausgesat ginn.

Ob administrativ Moosnamen, wéi zum Beispill ee Verspéidungssupplement oder eng Astreinte, gesprach ginn, ënnerläit der Appreciatioun vum Preposé vum jeeweilege Steierbüro. Dëse verfüügt iwwert déi néideg Informatiounen, fir kënnen esou Ermessensentscheedunge vu Fall zu Fall an den Émstänn entsprecheend ze treffen (wéi zum Beispill d'Gravitéit, d'Unzuel u Rappellen, Recidive, Capacité contributive, Intention etc.).

D'Gesetz leet heivir objektiv Krittere fest, déi de Preposé anhale muss. Esou gesäit de Paragraph 2 vum Steueranpassungsgesetz Folgendes vir: „(1) Entscheidungen, die Behörden nach ihrem Ermessen zu treffen haben (Ermessensentscheidungen), müssen sich in den Grenzen halten, die das Gesetz dem Ermessen zieht. (2) Innerhalb dieser Grenzen sind Ermessensentscheidungen nach Billigkeit und Zweckmäßigkeit zu treffen.“ Et ass och drop hinweisen, dass de Gesetzgeber dem Kontext no eng gewissen Toleranz agefouert huet: „Das Finanzamt hat den Zuschlag zu unterlassen oder zurückzunehmen, wenn die Versäumnis entschuldbar erscheint“ (§168 Abgabenordnung).

D'Ermessensentscheedunge vum Preposé sinn deemno engersäits vum Gesetz hir fir jidderee gläich encadréiert. De Preposé vum Steierbüro muss dorivver eraus d'Strof, an d'Héicht vun der Strof, op hir Zweckméissegkeet a Gerechtegkeet préiwen an den Émstänn no festsetzen. Anerersäits ass ze soen, dass de Gesetzgeber och maximal Strofe festleet, déi de Preposé net iwwerschreide kann.

Et sief ofschléissend ze bemierken, dass de Steuerzueler e Recours (Beschwerde) géint all Ermessensentscheedung areche kann. Fir d'éischt beim Direkter vun der Steierverwaltung an, am Fall wou de Steuerzueler net mat der Entscheidung vum Direkter averstane wier, steet dem Steierpflichtegen ee Recours virum Verwaltungsgericht op.

Accords entre la WHO et le Luxembourg | Question 1710 (23/12/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Esou wéi a verschiddene Presseartikelen ze liesen ass, war de Generaldirekter vun der Weltgesundheitsorganisation (WHO) Tedros Ghebreyesus e Freideg, den 20. Dezember op Besuch zu Lëtzebuerg. Weider heescht et, dass hien an deem Kader mat der Regierung en Ofkommen iwwert eng strateegesch Partnerschaft tëschent Lëtzebuerg an der Organisatioun, déi hie representéiert, ënnerschriwwen huet. Mat dësem Ofkommen soll Lëtzebuerg och déi finanziell Verflichtung agaange sinn, der WHO cumuléiert iwwer d'Joeren 2025–2028 46,8 Milliounen Euro zoukommen ze loosse an zousätzlech e Separatbetrag vu 500.000 Euro fir d'Bekämpfung vun Mpox auszeginn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng genee Vereenbarunge goufen nieft deem an der Press verëffentlichte finanzielle Volet an dësem Ofkommen festgehalen a wéi eng Verflichtunge si fir eist Land domat verbonnen? Zu wéi engem Delai wäert d'Regierung den zoustännege

Chamberskommissiounen de vollstännegen Text zoukomme loosse?

2. Wéi ee Verwendungszweck ass fir déi 46,8 Milliounen Euro virgesinn? Gehéieren dozou och zukünfteg finanziell Obligatiounen, déi Lëtzebuerg am Prinzipp scho ginn huet, wéi zum Beispill eis Membersbäitrag, oder handelt et sech ëm eng komplett nei, separat Budgetsinn?

Réponse (24/01/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Ofkommen („cadre de partenariat stratégique 2025-2028“), dat den 20. Dezember 2024 mam Generaldirekter vun der Weltgesundheitsorganisation (WHO) ënnerschriwwen gouf, ënnerstëtzt d'Émsetzung vun der neier Strategie 2025–2028 vun der WHO (de „14^e programme général de travail 2025-2028“), déi am Mee 2024 vun de WHO-Memberstaaten adoptéiert gouf. Déi nei Strategie ass no sechs strateegesch Objektiv strukturéiert an ass um Internetsite vun der WHO ze fannen.

ad 2. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'WHO duerch finanziell Bäitrag.

Den obligatoresche Membersbäitrag vu Lëtzebuerg un d'WHO gëtt vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwerwisen. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet huet, zousätzlech zu den obligatoresche järeliche Kontributiounen un d'Weltgesundheitsorganisation, en Accord fir eng Kontributioun vun enger Millioun Euro iwwer 4 Joer ënnerschriwwen.

Den Ausseministère, am Kader vu senger Kooperationspolitik, ënnerstëtzt d'WHO duerch eng fräiwéileg finanziell Bedeelegung.

D'Ofkommen („cadre de partenariat stratégique 2025-2028“), dat den 20. Dezember 2024 mam Generaldirekter vun der WHO ënnerschriwwen gouf, fält ënnert de Kompetenzberäich vum Ausseministère, well et sech bei de 46,5 Milliounen Euro, déi am Ofkommen formaliséiert goufen, ëm d'Entwécklungssummenaarbecht handelt.

Contrôles de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) sur les marchés de Noël | Question 1711 (23/12/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Am Dezember ginn uechtert d'Land vill Chrëschtmäert organiséiert, wou och Iessen a Gedränk zerbäitert gëtt.

An deem Zesummenhang wollt ech follgend Froen un d'Madamm Landwirtschafts- a Konsumenteschutzministesch stellen:

- Wéi vill Liewensmittelkontrollen huet d'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) am Ganzen op de Chrëschtmäert duerchgefouert?
- A wéi vill Fäll koum et zu Onreegelméissegkeeten?
- Wéi vill Verstéiss géint d'Liewensmittelgesetzgebung hate juristesesch Suitten?
- Huet och d'Direction de la protection des consommateurs op de Chrëschtmäert Kontrolle gemaach?
- Wa jo, wou a wéi vill?
- Wat ass an der Haaptsaach kontrolléiert ginn?
- Wat fir Verstéiss si registréiert ginn an a wéi vill Fäll koum et zu juristesche Suitten?
- Souwuel op Chrëschtmäert wéi a Caféen a Restaurants gëtt gären eise Lëtzebuergeser Cremant

affichéiert. Obwuel Cremant op der Kaart steet, gëtt awer net ëmmer e Míseler Cremant zerwéiert. Goufe bei de Kontrollen, déi d'Direction de la protection des consommateurs gemaach huet, Onreegelméissegkeeten heizou festgestallt?

Réponse (21/01/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, Ministre de la Protection des consommateurs

1. Betreffend d'Liewensmëttelkontrolle vun der Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire

D'Kontrollen an de registréierten Etablissementer ginn no enger Risikoanalys duerchgefouert. Am Duerchschnëtt, ausser bei schlechten Analysen, Reklamatiounen oder fréiere schlechte Resultater, fannen d'Hygiëneskontrollen all 2 bis 3 Joer statt.

Dofir kann eng Foto vun engem spezifesche Joer keng komplett Vue iwwert d'Kontrolle vum Secteur ginn. Mir leeën dofir een Iwwerbléck vun de Kontrollen vun de leschten zwee Joer bäi.

Weiderhi muss bemierkt ginn, datt déi meescht Etablissementer och um Mäertchen, op der Schueberfouer oder op verschidde Kiermessen iwwerpréift ginn.

D'Kontrolle gi mat Hëllef vun enger Checklëscht gemaach, déi eng grouss Zuel u Kontrollpunkten ëmfaasst. All Kontroll gëtt duerno an eng Datebank agedroen, déi e Score vun der allgemenger Konformitéit berechent.

D'Tabell heidrënner weist nëmmen d'Inspektiounen, déi op de Chrëschtmaert duerchgefouert goufen.

Unzuel vun de Liewensmëttelkontrollen op de Chrëschtmaert. ↑

An de leschte Joren hu mir keng gréisser Nonkonformitéit fonnt, déi direkt juristesche Moossname gëfuerdert hätten.

Natierlech gëtt et och Kontrollen, déi Nonkonformitéiten opweisen, déi mussen ugepasst ginn. All Kontroll gëtt mat engem detailléierte Bericht ofgeschloss, deen un déi zoustänneg Persoun geschéckt gëtt.

Am grousser Ganzen ass d'Liewensmëttelsécherheet op de Chrëschtmaert gutt assuréiert, mat engem Konformitéitstaux vun duerchschnëttlech ongeféier 80 %.

2. Betreffend d'Kontrolle vun der Direktioun fir Konsumenteschutz

Am Dezember 2024 hunn zwee Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz, op Grond vun enger Reklamatioun, Iessstänn um Chrëschtmaert an der Stad kontrolléiert. Dës Kontrollen hunn sech op de Präisaffichage an d'Gedrénks, déi op der Kaart stoungen, konzentréiert. Vun den 13 kontrolléierte Stänn gouf bei 4 festgestallt, datt, obwuel Cremant op der Kaart stoung, kee Cremant zerwéiert gouf.

Am Kader vun den normale Präiskontrollen am Mount November 2024, goufen och weider 21 Horeca-Betrieb an der Stad a laanscht d'Musel kontrolléiert. Hei goufe keng weider Irregularitéit festgestallt. An engem eenzege Fall huet de Patron, no der Visitt vun den Agenten, d'Beschreibung vun engem Cocktail ugepasst, wou Cremant sollt dra geméicht ginn. Beim zweete Passage war den Affichage korrekt.

Création d'un institut de formation spécifique pour les fonctionnaires, employés et salariés du secteur communal | Question 1712 (24/12/2024) de **M. André Bauler** (DP)

Un représentant de la Confédération générale de la fonction communale vient de revendiquer la création d'un institut de formation spécifique pour les fonctionnaires, employés et salariés du secteur communal. De plus, il estime que les contrôles financiers devraient être renforcés au niveau des administrations locales.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport à ces revendications ?

– Pour quand une réforme de la loi communale du 13 décembre 1988 est-elle envisagée ? Une consultation des partenaires concernés sera-t-elle organisée au préalable ?

Réponse (23/01/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

En ce qui concerne la revendication de la FGFC relative à la création d'un institut de formation spécifique pour les fonctionnaires et employés communaux, il y a lieu de constater qu'à l'heure actuelle la formation pendant le service provisoire des agents communaux relève respectivement de la compétence de l'Institut national d'administration publique pour ce qui est de la formation générale et du Ministère des Affaires intérieures en ce qui concerne la formation spéciale. La formation de base des agents communaux est régulièrement adaptée en fonction de l'évolution des besoins y afférents du personnel communal.

Ainsi, l'organisation des formations générale et spéciale ainsi que des examens y relatifs a été réformée en profondeur en 2021 et les programmes de la formation spéciale ont été réévalués en 2023. Toute proposition d'amélioration de la formation de base des agents communaux est analysée par les services du Ministère des Affaires intérieures et discutée avec les partenaires sociaux au sein de la commission centrale. À ce titre, il a été convenu récemment, en concertation avec la FGFC, de procéder à un sondage relatif aux besoins en formation des agents communaux en charge de la gestion du personnel communal. En fonction des résultats du sondage en question et au besoin, le Ministère des Affaires intérieures adaptera des programmes de formation de base et de formation continue des agents communaux.

La réforme de loi communale modifiée du 13 décembre 1988 a été entamée au cours de la période législative précédente. Ce processus a abouti en 2023 à une réforme en profondeur de la surveillance de la gestion communale et est poursuivi par différents projets de loi.

Les amendements au projet de loi n° 8052 concernant notamment les principes déontologiques applicables aux élus communaux et la responsabilité pénale des membres du Collège des bourgmestre et échevins sont en cours d'élaboration.

Le projet de loi n° 8218 porte sur le fonctionnement des institutions communales, le renforcement des droits des conseillers communaux, la participation citoyenne et le référendum communal.

En 2024 le nombre d'heures de congé politique des élus communaux a été élargi par voie de règlement grand-ducal et la législation à la base du congé politique sera revue.

Le projet de loi n° 8429, déposé à la Chambre des Députés le 29 juillet 2024, a pour objet d'actualiser les fondements juridiques des missions de police administrative des communes, notamment en abrogeant le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et la loi des 16-24 août 1790 sur

l'organisation judiciaire tout en les remplaçant par des dispositions modernes dans la loi communale.

L'exécution de l'accord de coalition 2023-2028 sera poursuivie avec l'élaboration d'un statut de l'élu local et une révision des incompatibilités liées au mandat de membre du conseil communal pour accroître l'attractivité des mandats locaux.

Il va sans dire que toute modification à apporter à la loi communale est opérée en concertation avec les partenaires du Ministère des Affaires intérieures dont notamment le Syvicol.

Fuite de données chez Volkswagen | Question 1713 (30/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi déi däitsch Press bericht, gouf et beim däitschen Autoskonzern Volkswagen ee gréissert Dateleck, wouvun eng 800.000 Autoe betraff waren.

D'Donnéen, déi ëffentlech siichtbar waren, konnte genotzt ginn, fir präzis Beweegungsprofiler vun den Automobilnutzer ze erstellen.

VW verséichert, dass keng Réckschlëss op d'Identitéit vun de Persoune konnte gemaach ginn an informéiert, dass d'Dateleck mëttlerweil behuewe gouf. Géifen d'Autoshiersteller dës Donnéeën net esou massiv sammelen a méi op Spuersamkeit beim Erhiewe vun Donnéeën setzen, kéint een esou Fäll och verhënnern.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Digitalisatioun a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Sinn och Autoen zu Lëtzebuerg vun dësem Dateleck betraff gewiescht?
2. Wéini a wéi gouf d'CNPD iwwert dësen Dateleck-Fall informéiert?
3. Steet d'Regierung dem Sammele vu Fuerderdaten oppe géigeniwwer?
4. Wäert d'Regierung sech zu Lëtzebuerg oder op europäeschem Niveau dofir asetzen, dass an Zukunft manner Donnéeën iwwert d'Konsumenten erhuewe ginn? Falls jo, wat ass geplangt?

Réponse (28/01/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Martine Hansen**, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Der Direktioun fir de Konsumenteschutz an der CNPD si keng Fäll vu betraffenen Autoen zu Lëtzebuerg bekannt oder gemellt ginn. Op Nofro bei der Union luxembourgeoise des consommateurs hu sech och do keng Leit wéinst dem Problem gemellt.

ad 2. Am Kader vum Kooperatiouns- a Konsistenzmechanismus („mécanisme de coopération et cohérence“) vum Règlement général sur la protection des données (RGPD) huet déi zoustänneg Dateschutz-Autoritéit vun Niedersachsen all Dateschutz-Autoritéit vun der Europäescher Unioun (inklusive der CNPD) de 17. Januar 2025 proaktiv informéiert iwwert d'Existenz vun dëser Dateverletzung an iwwert hir éischt Elementer vun hirer Analys.

Well d'Analys vun der niedersächsescher Dateschutz-Autoritéit nach amgang ass, kann d'CNPD à ce stade keng weider Präzisatiounen iwwert dës Dateverletzung an och net iwwert déi méiglech Konsequenze fir déi betraffte Persounen zu Lëtzebuerg kommunizéieren.

ad 3. a 4. Den aktuellen europäesche juristesche Kader ass duerch den RGPD etabliert. Dësen nennt ënnert de Prinzippe vum Dateschutz de Prinzipp vun der Legalitéit (d'Dateveraarbechtunge si just da legal, wa se eng vun de sechs Bedéngungen erfëllen, déi am Artikel 6 Paragraph 1 festgehale sinn) an de

Prinzip vum der Dateminimisierung (d'Donnéeë mussen adequat, relevant an néideg sinn am Bezuch op d'Ziler, fir déi se veraarbecht ginn).

De Code de la consommation selwer reegelt net d'Froen, déi sech an deem Kontext stellen, an et ass och keng nei national Reegelung hei envisagéiert. Fir d'Konsumenten an d'Entreprises, esouwéi fir d'Bierger am Allgemengen, ass et wichteg, dass d'Reegelen an Europa eenheetlech si fir sécherstellen, dass zu Lëtzebuerg den Accès op d'Servicer oder Produits garantéiert bleift.

Arrêt de tram à Wickrange | Question 1714 (30/12/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ee „Wort“-Artikel vum 23. Dezember informéiert, dass op der Schnellstreck vum Tram tëschent der Stad an dem Belval elo dach ee weideren Arrêt kéint kommen.

In Wickringen könnte doch eine Haltestelle für die schnelle Tram entstehen. Das bestätigt das Mobilitätsministerium auf Nachfrage des „Luxemburger Wort“. [...] Die Haltestelle würde in direkter Nähe zum GridX⁺ entstehen. Das Großprojekt der Giorgetti-Gruppe [...].

Ënnert der vireger Regierung war diesen Arrêt net a Fro komm, wéi virgule.lu an engem Artikel vum 14. November berichtet hat:

L'idée d'une station de tram à Pontpierre ne faisait pas partie du projet initial: cette option avait notamment été écartée par l'ancien Ministre de la Mobilité, François Bausch (déi Gréng), quand il était en fonction. Mais un revirement de situation semble avoir été opéré ces derniers mois en raison « d'un gros potentiel » et « d'une forte demande à venir », précise le ministre, qui met en avant les nombreux emplois liés à GRIDX ou encore l'organisation d'événements dans le futur complexe.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéini huet d'Mobilitéitsministesch ugefaangen, d'Optioun vum Arrêt zu Wickreng a Betruecht ze zéien?
2. Wéi eng Kontakter an Echangë gouf et virun dëser Decisioun mat Vertrieeder oder Employéë vum Grupp Giorgetti?
3. Wéi eng Firma baut déi nei Autobunnsopfaart zu Steebrécken?

Réponse (27/01/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro, firwat een Arrêt vum séieren Tram zu Wickreng/Steebrécke virgesinn ass.

Am Abrëll 2024 hunn ech eng Étude d'opportunité bei Luxtram an Opdrag ginn, fir mat fundéierten Argumenter op d'Fro ze äntweren, ob et Sënn mécht, zu Wickreng/Steebrécken an Arrêt virzugesinn. Dës Fro war och schonn ëmmer nees an der vireger Legislaturperiod opgeworf ginn. Et war mir dofir wichteg, op Basis vu fundéierten a sachlechen Elementer zu engem Entschéidung ze kommen.

Am Virfeld vum dëser Etude gouf de 17. November 2023 eng Visitt sur place vu Luxtram um Chantier vum Projet organiséiert, dat, fir d'Strukturdate vum Projet besser kënnen ze bewäerten. Dobäi ass kloer ginn, dass d'Konzept vum Projet sech weesentlech weiderentwéckelt huet. Nieft den existente Commercen op der Dräikantonsstrooss zu Wickreng sinn elo zousätzlech Entwécklung virgesinn: 3.000–4.000 nei

Aarbechtsplazen, een Hotel mat 133 Zëmmeren, 150 Wunnengen, eng Eventhal vun 1.300 m², ee Contrôle technique fir Autoen, an eng Rei Restauranten a Commerces de détail. Déi nei Infrastrukture bedeiten net nëmme méi Aarbechtsplazen, mee och e weesentlech méi héije Flux vu Visiteuren an der Regioun.

D'Resultater vum der Étude d'opportunité louchen am September 2024 vir. Dës goufen am Kader vum engem Comité politique am Austausch mat de Buergermeeschteren a Mobilitéitsschäffen aus de betraffene Gemengen (Suessem, Esch/Uelzecht, Schëffleng, Monnerech, Recken/Mess, Leideleng a Stad Lëtzebuerg) analyséiert. Opgrond vum dëser Etude an den Diskussiounen gouf den 23. September 2024 decidéiert, eng detailléiert Etude ze lancéieren, fir een Tramsarrêt zu Steebrécke mat enger Busgare fir d'Uertschafte Bierchem, Steebrécken, Wickreng, Éileng a Recken/Mess ze plangen.

D'Aarbechten um Echangeur Steebrécke goufen 2008 mam Verleë vum der Tankstell a Richtung Stad lancéiert (Opdragsneemer: LuxTP SA). 2015 gouf dunn d'Tankstell a Richtung Esch-Uelzecht gebaut (Opdragsneemer: Baatz Constructions SARL) an am Joer 2018 goufen zwou nei Ënnerféierungen ënnert der Autobunn A4 realiséiert (Opdragsneemer: Tralux SARL).

De Bau vum enger neier Autobunnsopfaart an -offaart op der Säit vu Steebrécken a vun der Autobunnsopfaart a Richtung Stad gëtt vum der Firma Félix Giorgetti SARL realiséiert.

Bei den ëffentlechen Ausschreiwungen huet dës Bau-firma déi gönschtegste Offeren ofginn, an deemno och hei den Zouschlag kritt.

Compteurs intelligents | Question 1715 (02/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch d'Stroumgesetz ass den intelligente Stromzähler (Smarty) zu Lëtzebuerg obligatoresch ginn.

Dës Generatioun vu Compteuren bréngt Virdeeler mat sech, wéi zum Beispill, dass de Verbraucher méi präzis Informatiounen iwwert säi Stromverbrauch kritt an domadder de Stromverbrauch kann optimiséiert an d'Ressourcëverschwendung verhënnert ginn. Och brauchen d'Stroumfournisseuren d'Compteuren net méi ofliesen ze kommen, fir de Stromverbrauch ze schätzen.

Net jiddereen ass allerdéngs averstane mam massiven Ausbau vum den intelligente Stromzähler an dës verschidde Grënn. Op där enger Säit existéiert de Problem vum Dateschutz, wat schonns viru Joren an der parlamentarescher Fro N° 3275 eng Kéier ugeschnidde gouf. Da gëtt et och Problemer technescher Natur, wann déi intelligente Compteuren net gutt funktionéieren an esou zum Beispill zu Problemer bei der Facturatioun féieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi vill intelligent Compteuren sinn insgesamt hei zu Lëtzebuerg installéiert ginn?
2. Wéi vill huet d'Installatioun vum den intelligente Compteuren am ganze Land insgesamt kascht?
3. Wéi vill Reklamatiounen am Zesummenhang mat der Ëmstellung op intelligent Compteuren sinn insgesamt agereecht ginn?

A wéi eng Kategorien ënnerdeelen sech dës Reklamatiounen (Facturatioun, Technik etc.) a wéi verdeelen sech dës Fäll an dës Kategorien?

Réponse (31/01/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme |

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. Bis den 31. Dezember 2024 ware landeswäit 343.701 intelligent Compteuren fir de Stroum an 91.559 intelligent Compteuren fir de Gas installéiert ginn.

ad 2. D'Käschte vum der Installatioun vum den intelligente Compteuren sinn an der Haaptphas vum Austausch vum de Compteuren, an der Period 2017–2020, vum Regulateur am Detail verfollegt ginn. An deem Zeitraum sinn am Stroumberäich Käschte vun 53.260.867 EUR an am Gasberäich vun 20.903.097 EUR ugefall.

ad 3. D'Unzuel vu Reklamatiouns-Dossieren zum Thema „Smartmeter“, déi de gréissten Netzbedreuer am Land, Creos, traitéiert huet, sinn am Tableau⁺ heidrënner pro Joer duergestallt.

Präzisiounen zu de Kategoriën vum dës Reklamatiounen sinn net verfügbar.

Déi aner Netzbedreuer hu matgedeelt, dass se eng kleng Unzuel u Reklamatiounen kruten. Doriwwer eraus ass matgedeelt ginn, dass déi meescht Dossieren am Kontext vum den intelligente Compteuren duerch d'Iwwermëttele vu verschidde Informatiounen einfach konnte gekläert ginn.

Bei der Direktioun fir Konsumenteschutz si keng Ufroen am Zesummenhang mat der Ëmstellung op intelligent Compteuren verzechent ginn. Op Nofro informéiert d'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), dass si an de Joren 2018 bis 2020 insgesamt 24 Demanden erakurt. Zënter 2021 ass d'Unzuel vum den Dossiere staark réckleefeg. Dobäi goug et e puermol drëm, ob een d'Installatioun vum Smartmeter ka refuséieren oder einfach méi generell Froen. Verschidde Konsumenten hunn och Gesondheetsbedenken ervirbruecht.

Harmonisation des règlements généraux de police applicables au niveau communal | Question 1716 (02/01/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Il est fort louable que le Gouvernement s'apprête à harmoniser, voire à uniformiser les règlements communaux sur les bâtisses afin de forger un règlement unique applicable sur le plan national. Cette démarche permettrait de réaliser une simplification administrative notable en économisant du temps et des ressources humaines.

Dans le même ordre d'idées, il serait également recommandable d'uniformiser les règlements généraux de police applicables dans les différentes communes du pays. En effet, depuis des décennies, la police et les citoyens se voient confrontés à des règlements pouvant bien diverger les uns des autres, et quant au contenu et quant aux consignes à respecter. Ceci ne facilite pas le travail des autorités policières.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre en œuvre une harmonisation, voire une uniformisation des règlements de police ?
- Le Ministère des Affaires intérieures serait-il disposé à élaborer, en collaboration étroite avec la Police grand-ducale et le Syndicat des villes et des communes (Syvicol), un règlement-type à appliquer par les différentes communes du pays ?
- Monsieur le Ministre a-t-il déjà réfléchi à la constitution d'un groupe de travail spécifique qui pourrait se charger de cette thématique ? Dans l'affirmative, pour quelle date au plus tard Monsieur le Ministre se

proposerait-il de finaliser les travaux préparatoires à réaliser dans ce contexte ?

Réponse (20/01/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député évoque l'harmonisation des règlements de police administrative générale (RPG) des communes en se référant à l'initiative gouvernementale d'uniformisation des règlements communaux sur les bâtisses, les voies publiques et les sites (RBVS), adoptés sur la base de l'article 39 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Le RBVS porte, conformément à l'article susvisé, sur la solidité, la sécurité, la salubrité, la durabilité et la commodité du domaine public, des sites, des constructions, bâtiments et installations ainsi que de leurs abords respectifs. Dans ce domaine, une certaine uniformisation des règles applicables dans les communes est possible à la fois d'un point de vue technique et juridique, afin d'éliminer des sources d'erreurs et d'insécurité juridiques de nature à retarder la planification, l'autorisation et l'exécution des projets de construction.

S'il est vrai que de nombreuses dispositions réglementaires techniques des RBVS des communes peuvent être règlementées de manière uniforme sur le territoire national par l'adoption d'un règlement grand-ducal, notamment celles concernant les hauteurs de plafond, l'installation de clôtures, l'aménagement des chantiers, l'uniformisation ne peut cependant pas être entière pour ne pas violer le principe de l'autonomie communale. En effet, certaines dispositions restent résiduelles et spécifiques au besoin des communes.

Contrairement aux RBVS, les RGP ont un champ d'application plus vaste, défini par les décrets du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités et la loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire. En vertu de ces textes les communes ont pour mission de sauvegarder l'ordre public sur leur territoire, consistant dans la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques. Les communes remplissent une part de cette mission par la rédaction de RPG qui sont adoptés par le conseil communal, conformément à l'article 29 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et dont le non-respect est sanctionné par des amendes de police de 25 à 250 euros.

Ainsi, les RGP visent une série de prescriptions très diverses d'une commune à l'autre et qui varient en fonction de nombreux facteurs, notamment la taille des communes, le nombre de la population, le cadre de vie, les degrés d'urbanisation et de fréquentation, les équipements publics, etc. Il y a encore lieu de préciser que les conseils communaux adoptent des règlements seulement en cas de nécessité lorsque leur intervention est nécessaire en fonction de risques concrets ou de phénomènes existants ou lorsqu'il s'agit de répondre à des obligations légales. Sur 100 communes, 78 disposent d'un RGP.

En vertu du principe de l'autonomie communale consacré par la Constitution et la Charte européenne de l'autonomie locale, les communes ont, dans le cadre de la loi, toute latitude pour accomplir leur mission de sauvegarde de l'ordre public.

Par ces raisons, une uniformisation des RPG est inconcevable. Toutefois, et à la demande des communes, le législateur a récemment procédé à une harmonisation de la répression de certaines « incivilités » tout en leur laissant une certaine latitude dans la définition des infractions. La loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux a ainsi défini 17 incivilités qui sont punies exclusivement par des

sanctions administratives et que les conseils communaux ont la faculté d'adopter.

Le constat des infractions aux RGP qui sont punies d'une amende pénale n'est plus exclusivement réservé aux agents de la Police grand-ducale. En effet, depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée l'article 15-1bis du Code pénal permet aux agents municipaux qui ont réussi à l'examen de promotion de leur carrière de rechercher et de constater par procès-verbaux, dans la ou les communes de leur ressort, les contraventions aux RGP.

Par ailleurs, le projet de loi n° 8429, déposé à la Chambre des Députés le 29 juillet 2024, a pour objet d'actualiser les fondements juridiques des missions de police administrative des communes, notamment en abrogeant le décret et la loi de 1790 précités tout en les remplaçant par des dispositions modernes dans la loi communale. Ce projet de loi crée aussi un cadre juridique commun à toutes les communes dans les matières de police administrative susceptibles de restreindre des libertés publiques, tout en leur laissant une marge de manœuvre indispensable à une réglementation qui tient compte de spécificités locales et pour respecter le principe de l'autonomie communale.

Finalement le Ministère des Affaires intérieures a mis à disposition des communes un règlement-type de police administrative générale par voie de la circulaire n° 2024-058 du 18 juillet 2024.

Signature électronique | Question 1717 (02/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Säit dem 31. Dezember 2024 ass d'elektronesch Ënnerschrëft op myguichet.lu net méi disponibel. Wéi de CTIE matdeelt, läit dëst un engem Problem bei engem externe Prestataire. Dëst ass besonnesch kritesch, well vill Bierger grad um Enn vum Joer wichteg administrativ Demarchen, wéi zum Beispill d'Steiererklärung, wollten ofschléissen.

D'Digitaliséierung vun eise staatleche Servicer ass e wichteg Element fir d'Moderniséierung vun eisem Land. Allerdéngs weist dësen Téschfall op, datt eis digital Infrastruktur eventuell net genuch ofgeséichert ass géint technesch Problemer. D'Bierger mussen sech zu all Moment op dës Servicer kënnen verlossen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Fro stellen:

1. War nëmmen d'LuxTrust-Signature betraff oder och d'Signature mat govuid.lu? Falls nëmmen eng vun de Léisunge betraff war, firwat gouf déi aner net als Backup agesat?
2. Wéi erkläert d'Ministesch, datt e Problem bei engem externe Prestataire esou eng zentral Funktioun vum myguichet.lu kann ausser Betrib setzen? Wat ass geplangt, fir an Zukunft esou „Single Points of Failure“ ze vermeiden?
3. Wéi vill Demandë konnten tëschent dem 31. Dezember 2024 an der Behiewung vum Problem net verschafft ginn? Wat fir eng Mesuren huet d'Regierung virgesinn, fir de betraffene Bierger entgéintzekommen, besonnesch am Fall vun Delaien, déi doduerch net konnten agehale ginn?
4. Wéi héich schätzt d'Ministesch de wirtschaftleche Schued, deen duerch dësen Ausfall entstanen ass, besonnesch am Hibleck op Entreprises, déi hire legalen Obligatiounen net konnten nokommen?

Réponse (13/01/2025) de **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

D'elektronesch Ënnerschrëft war tëschent dem 1. Januar 2025 an dem 2. Januar 14.00 Auer op der

Plattform myguichet.lu net disponibel. Dëse Problem ass zeréckzeféieren op e Feeler beim zentralen Acteur zu Lëtzebuerg fir elektronesch Certificaten.

Vun dësem Problem waren all d'Certificate vu LuxTrust betraff. Well déi lëtzebuergesch Carte d'identité och e Certificat vu LuxTrust enthält, war et deemno och net méiglech, mat der GovUID-Applikatioun eng Demarche ze ënnerschreien. LuxTrust ass dem CTIE säin zentrale Partner fir elektronesch Certificaten. Dëst erkläert sech notamment doduerch, dass et den Haaptacteur zu Lëtzebuerg an dësem Beräich ass. Dank dëse Certificaten ass et méiglech, sech univoque op myguichet.lu ze authentifizéieren a seng Demarchen elektronesch ze ënnerschreien. De Fait, dass och d'Banke ganz enk mat LuxTrust zesummeschaffen, huet et de Bierger méi einfach gemaach, sech mat de Sécherheitsmechanismen um myguichet.lu vertraut ze maachen, well si d'Produite scho vum eBanking kennen.

Den Depot vun der Steiererklärung innerhalb vum Délai légal war duerch dëse Problem net impaktéiert, vu dass de Problem den 1. Januar 2025 opgetrueden ass. Et sinn och keng Demarchen, déi vun de Bierger oder den Entreprises an hirem Espace préparéiert goufen, verluer gaang. Nodeems de Probleem behuewe war, konnten dës Demarchen ënnerschriwwen an iwwermëttelt ginn.

Relations entre la firme SpaceX et l'État | Question 1718 (03/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Veerdeedungsministesch huet an der Äntwert op d'Fro N° 1462 bestätegt, dass et eng Geschäftsbeziehung tëschent dem Lëtzebuerg Staat an der Satellitfirma SpaceX vum Multimilliardär Elon Musk gëtt. Lëtzebuerg setzt hei op d'Servicer vu SpaceX, fir d'Satellit vum Satellitprogramm LUXEOSys an de Weltall ze schéissen.

An de vergaangene Méint huet de Besëtzer vu SpaceX an zukünftege Minister ënnert der Trump-Regierung sech immens an den däitsche Walkampf agemëscht, woubäi hien net zeréckschreckt, fir ëffentlech de Bundeskanzler oder den däitsche Bundespräsident Frank Walter Steinmeier ze beleiden oder op der Plattform X (déi him iwwregens och gehéiert) Werbung fir d'AfD ze maache mat esäitege Kommentaren, ewéi „Only the AfD can save Germany.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Verdeeedegung dës Fro stellen:

– Wäert d'Lëtzebuerg Regierung weiderhin op d'Firma SpaceX setzen an hei Milliounen bezuelen, wëssend, dass de Proprietär vun der Firma sech oppen an d'Wale vun europäesche Partnerstaaten amëscht an extreem Positione vertritt?

Réponse (22/01/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

Wéinst den Implicatiounen an den Enjeue vun dësem Kontrakt, wéi se an der zoustänneger Chamberskommissioun scho puermol erkläert goufen, a well et d'Prioritéit fir d'Regierung ass, de Satellitt séier a sécher op Orbit ze bréngen, huet d'Regierung net wëles, dëse Kontrakt ze brieche.

Plateforme « BASIS-Web » | Question 1719 (03/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Die BASIS-Web Plattform, ein länderübergreifendes Projekt für die Verwaltung von Justizvollzugsanstalten, steht nach einer Analyse der Sicherheitsforscherin

Lilith Wittmann beim 38C3 in der Kritik. Besonders problematisch sind die fehlenden Protokollierungsmöglichkeiten für Datenzugriffe – eine Problematik, die erschreckende Parallelen zur „Casier-bis“-Affäre aufweist, bei der über Jahre hinweg ein illegales Strafregister ohne entsprechende Protokollierung und Kontrolle geführt wurde.

Luxemburg hat sich am 6. November 2024 im Lenkungskreis BASIS gegen eine Herausgabe von Informationen ausgesprochen. Diese Entscheidung wird nun von den deutschen Bundesländern als Begründung genutzt, ebenfalls keine Informationen preiszugeben. Angesichts der historischen Erfahrungen mit dem „Casier-bis“ und den daraus resultierenden Reformen im Justizwesen ist diese mangelnde Transparenz besonders bedenklich.

In dem Zusammenhang möchte ich Frau Ministerin für Justiz folgende Fragen stellen:

1. Aus welchen Gründen hat sich Luxemburg im Lenkungskreis BASIS gegen eine Veröffentlichung von Informationen ausgesprochen?
2. Welche Maßnahmen ergreift die Regierung, um – anders als beim Casier-bis/JU-CHA – sicherzustellen, dass die Protokollierung von Datenzugriffen im BASIS-Web System datenschutzkonform erfolgt?
3. Wie wird konkret verhindert, dass sich Vorfälle wie beim Casier-bis/JU-CHA im BASIS-Web System wiederholen können?
4. Existiert eine unabhängige Evaluierung der aktuellen Datenschutzkonformität des BASIS-Web Systems in Luxemburg?
5. Welche Verbesserungen sind im Rahmen der neuen Version für 2025 geplant, um die Datenschutzproblematik zu adressieren und ähnliche Skandale wie beim Casier-bis/JU-CHA zu verhindern?
6. Wie oft, wann und wo hat sich der Lenkungskreis, bestehend aus Luxemburg und 13 deutschen Bundesländern, seit 2020 getroffen und was waren die dort besprochenen Themen?
7. An welchen und wie vielen Sitzungen des Lenkungskreises hatte Luxemburg durch Vertreter welcher Administration teilgenommen?
8. Welchen Protokollen dieser Sitzungen hat Luxemburg zugestimmt; welchen nicht und weshalb?

Réponse (03/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Es sei darauf hingewiesen, dass die Strafvollzugsbehörde nie mit einer offiziellen Anfrage von Frau Lilith Wittmann befasst wurde. Zum ersten Mal wurden die Strafvollzugsbehörden am 30. Oktober 2024 über eine Anfrage zu diesem Thema informiert, dies im Rahmen der Vorbereitungen des Lenkungskreises, als das Land Schleswig-Holstein die anderen Teilnehmer darüber informierte, dass Frau Wittmann eine Anfrage zur Weitergabe von Informationen bezüglich der BASIS-Web Plattform an sie gerichtet hatte. Erst während der Diskussionen im Lenkungskreis wurde Luxemburg von den Ländern gebeten, sich zu der Anfrage von Frau Wittmann zu äußern. Daher war Luxemburg nie der direkte Empfänger der besagten Anfrage, was das Fehlen spezifischer Details zu diesem Thema im Protokoll des Lenkungskreises vom 6. November 2024 (Protokoll des Lenkungskreises) erklärt, in dem nur die kollektive Ablehnung der Anfrage erwähnt wurde. Das Protokoll des Lenkungskreises zeigt eindeutig, dass die deutschen Länder sowie Luxemburg einstimmig gegen die Veröffentlichung der von Frau Wittmann angeforderten Informationen waren. Das Ministerium für Justiz von Nordrhein-Westfalen (MJNW) führt in seiner Antwort

vom 19. November 2024 vier Ablehnungsgründe an, darunter auch die Ablehnung Luxemburgs.

Der erste dieser Gründe liegt darin, dass die Anfrage nicht als hinreichend präzise gemäß den Anforderungen des Informationszugangs nach dem Informationsfreiheitsgesetz Nordrhein-Westfalen (IFG NRW) angesehen wurde. Nach dem IFG NRW muss die Anfrage die gesuchten Informationen klar identifizieren. Auch wenn der Antragsteller die genauen Details der Verwaltungsdokumente nicht kennt, muss die Anfrage hinreichend präzise sein, um bearbeitet werden zu können. Nach den Informationen, über die die Strafvollzugsbehörde verfügt, wurde die Anfrage von Frau Wittmann, die auf die folgende Bitte beschränkt war – „Bitte senden Sie mir Folgendes zu: Dokumentationen, Dienstanweisungen, Verträge und Datenschutz-Dokumente aus den Jahren 2017 bis 2024, die einen Bezug zum Fachverfahren ‚BASIS-Web‘ haben“ –, als zu allgemein und zu unpräzise formuliert angesehen.

Zweitens argumentierte das MJNW, dass die Offenlegung der angeforderten Informationen im Einklang mit der geltenden Gesetzgebung nicht zulässig sei, insbesondere gemäß Artikel 6, Absatz 1, Buchstabe a) des IFG NRW, da deren Offenlegung die öffentliche Sicherheit gefährden könnte. Das MJNW ist der Meinung, dass die Offenlegung von Informationen zur Systemkonfiguration – einschließlich Daten zur Infrastruktur und Architektur der Software sowie zu den Sicherheitstechnologien der Spezialsysteme im Strafvollzug – es ermöglichen könnte, auf die Konfiguration der Systeme zu schließen, was folglich Risiken für die Sicherheit und Stabilität des Strafjustizsystems auf nationaler Ebene mit sich bringen würde. Auch Artikel 1, Absatz 2, Punkt 1 des luxemburgischen Gesetzes über eine transparente und offene Verwaltung in Luxemburg schließt Dokumente aus, die die Sicherheit oder die öffentliche Ordnung gefährden könnten.

Drittens vertrat das MJNW die Auffassung, dass der Zugang zu den Informationen auch gemäß Artikel 8, Absatz 1 des IFG NRW eingeschränkt werden müsse, um Geschäftsgeheimnisse zu schützen. Informationen zu Verträgen mit Unternehmen wie Fujitsu und Materna enthalten Daten, deren Offenlegung deren Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen und wirtschaftlichen Schaden verursachen könnte. In diesem Zusammenhang ist zu beachten, dass das Protokoll des Lenkungskreises ebenfalls die Ablehnung von Fujitsu erwähnte. Auch in Luxemburg schließt Artikel 1, Absatz 2, Punkt 8 des Gesetzes über eine transparente und offene Verwaltung in Luxemburg Dokumente aus, die den vertraulichen Charakter von Geschäfts- und Industriebetriebsgeheimnissen betreffen. Aus den oben beschriebenen Gründen hat sich Luxemburg im Lenkungskreis, genau wie die deutschen Bundesländer, gegen die Veröffentlichung der Informationen ausgesprochen.

ad 2. und 3. Die Beamten der Gefängnisverwaltung werden systematisch in Datenschutz und der Nutzung der ihnen zur Verfügung gestellten Anwendungen geschult, um die strikte Einhaltung der geltenden Gesetzgebung zu gewährleisten und das Risiko einer unbeabsichtigten Nichteinhaltung oder einer unsachgemäßen Handhabung von Daten zu minimieren. Der Verantwortliche für die Datenverarbeitung, der Datenschutzbeauftragte und der IT-Service arbeiten eng zusammen, um den Zugang zu den Daten in BASIS-Web zu gewähren und zu überwachen.

Es ist wichtig zu betonen, dass der Zugang zu den Daten nur gewährt wird, wenn die Abteilung einen legitimen Zweck verfolgt. Darüber hinaus hat diese Abteilung nur Zugriff auf den Teil des Datenkatalogs, für den er eine Genehmigung erhalten hat.

Je nach Aufgabe hat jeder Beamte nur Zugriff auf die Daten, die für die Erfüllung seiner Aufgaben unbedingt erforderlich sind, wobei unnötiger oder nicht gerechtfertigter Zugang ausgeschlossen wird. Dieser Ansatz gewährleistet die strikte Einhaltung der Grundsätze der Verhältnismäßigkeit, Minimierung und Vertraulichkeit, die in der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz von natürlichen Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr (DSGVO) festgelegt sind.

ad 4. Es wurde bisher kein rechtswidriger Gebrauch gemeldet, und der Zugang zu den Daten wird gemäß einer sehr strengen Zugriffspolitik kontrolliert, die sicherstellt, dass nur autorisierte Personen im Rahmen ihrer Aufgaben auf die notwendigen Daten zugreifen können. Darüber hinaus wird den Beamten am Institut für Strafvollzugs-Ausbildung eine spezifische Schulung zum Thema Datenschutz angeboten, um sicherzustellen, dass sie über fundierte Kenntnisse der gesetzlichen Anforderungen und der besten Praktiken in Bezug auf die Vertraulichkeit und Sicherheit personenbezogener Daten verfügen.

Des Weiteren verfügt die Strafvollzugsbehörde über einen eigenen Datenschutzbeauftragten, der darauf achtet, dass alle Verarbeitungsvorgänge der geltenden Gesetzgebung entsprechen. Bisher wurde nicht auf externe Audits zurückgegriffen.

ad 5. Die Implementierung der Protokollierungsfunktion in dieser neuen Version von BASIS-Web stellt eine erhebliche Verbesserung dar. Obwohl der Zugang bereits streng auf autorisierte Personen begrenzt ist und diese nur auf die für ihre Aufgabe notwendigen Daten zugreifen können, wird die Einführung der Protokollierung die Einhaltung der DSGVO weiter stärken, indem sie eine vollständige Nachverfolgbarkeit der auf personenbezogene Daten vorgenommenen Aktionen ermöglicht.

Zusätzlich zu dieser wesentlichen Verbesserung werden weitere Kontrollverfahren und -mechanismen eingeführt, um die Wirksamkeit der Funktion zu gewährleisten und die Datenschutzstrategie insgesamt zu ergänzen.

ad 6. Seit 2020 finden die Treffen des Lenkungskreises zweimal jährlich in Deutschland, meistens in Düsseldorf statt, in der Regel im Mai und im November, mit Ausnahme der Pandemiezeit, in der einige Treffen online abgehalten wurden, insbesondere am 27. Mai 2020, 25. November 2020, 19. Mai 2021, 24. November 2021 und 18. Mai 2022. Die Diskussionen im Lenkungskreis konzentrierten sich hauptsächlich auf Vorschläge zur Verbesserung des Programms.

ad 7. Luxemburg nimmt an allen Treffen des Lenkungskreises teil und ist durch Mitglieder der Strafvollzugsbehörde vertreten.

ad 8. In einigen Fällen wurden Divergenzen zu spezifischen Programmorschlägen geäußert. In der Regel wurden jedoch immer einvernehmliche Lösungen während der Sitzungen gefunden, um unterschiedliche Ansichten zu vereinbaren und einen Konsens zu erzielen.

Obwohl mündliche Einwände erhoben wurden, fanden diese keinen Eingang in die endgültigen Protokolle, da zu den meisten Themen nach Diskussionen Einigungen erzielt wurden. Es ist anzumerken, dass Luxemburg stets die Vorschläge zur Verbesserung der Anwendung unterstützt hat, insbesondere die, die mit der Sicherheit und der Einhaltung der Datenschutzvorgaben in Zusammenhang stehen.

Luxemburg hat jedoch seine Ablehnung hinsichtlich der Anwendung des Königsteiner Schlüssels, eines



Mechanismus zur Verteilung der Kosten zwischen den deutschen Bundesländern, zum Ausdruck gebracht. Dieses Modell hätte zu höheren Kosten für Luxemburg geführt. Es ist wichtig zu betonen, dass dieser Vorschlag auch von anderen Ländern abgelehnt wurde, die ebenfalls einen höheren Anteil der Kosten hätten tragen müssen.

Seuils appliqués dans les unités d'habitation | Question 1720 (03/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg ass nach ëmmer an enger Wunnengskris. Et gëtt ee Mangel u bezuelbare Wunnengen, virun allem fir d'Leit an der Mëttelschicht an nach méi fir Leit mat manner finanzielle Mëttelen. Dobäi kënn, dass d'Land och an enger Bautekris ass, well aktuell weéne Neibauten (VEFA) realiséiert ginn.

Grad fir Familljen, déi Wunnenge mat méi Schlofzëmmere brauchen, ass d'Situatioun net einfach. Verschidde Gemengen hunn an hire Gemengereglementer virgesinn, dass maximal eng bestëmmten Unzuel u Persounen dierfen an enger Wunneng wunnen. Esou ass et zum Beispill op verschiddene Plazen net erlaabt, dass méi Kanner an engem Schlofzëmmerschlofen.

Mir si Fäll bekannt, wou Propriétaire vu Gemenge gedrot kruten, dass d'Jugendsozialdéngschter ageschalt géife ginn, well d'Familljen an ze klenge Wunnenge liewen. Domadder ginn d'Familljen, déi scho genuch duerch Wunnengskris an de Mangel u bezuelbarem Wunnraum gestrooft sinn, nach eng Kéier an d'Pan geheit.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur, fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integreatioun dës Fro stellen:

– Ass d'Regierung gewëllt, fir an der Wunnengskris de Familljen entgéintzekommen a si ze schützen, wa si keng Wunneng fannen, déi grouss genuch fir si ass?

Réponse (04/02/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

Der Regierung hir Efforte ginn intensiv a permanent an d'Richtung, fir séier de Parc vun abordable Wunnengen ze vergréisseren. D'Regierung huet eng Rei Moosnamen ugehall, déi a Kollaboratioun mat alle Partner – effentlech a privat – ausgeschafft goufen, fir de Bausecteur ze ënnerstëtzen, d'Schafung vu Wunnengen ze erliichteren an ze beschleunegen, an dobäi déi konjunkturrell a strukturell Problemer vu Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg ze berücksichtegen.

D'Akommesgrenze goufe fir all d'Wunnengshëllefe fir d'Privatleit ugepasst a Funktioun vun der Zesummesetzung vum Stot. Esou ginn d'Akommesgrenze fir Jonggesellen am Duerchschnëtt ëm 6 % erhéicht an déi fir Stéit mat Kanner ëm tëscht 8 % a 25 %, jee no Unzuel vun de Kanner.

D'Akommesgrenze fir d'Primes d'accession à la propriété goufen erhéicht, sou datt 59 % vun de Stéit fir dës Primmen eligibel sinn. Zousätzlech gouf d'Zënssubventioun op 3,5 % erhéicht, fir de Familljen ze hëllef, Immobiliekreditter accordéiert ze kréien.

D'Locatiounssubventioun gouf fir Stéit mat Kanner ugepasst. Fir all Kand, dat am Stot ass, gouf de Betrag vu 40 € op 80 € erhéicht.

D'Ännerungen, déi duerch d'Revisioun vum Mietgesetz agefouert goufen, dorënner d'Deele vun den Agencekäschten tëscht Locataire a Propriétaire,

d'Reduktioun vum maximale Montant vun der Garantie locative vun 3 op 2 Méint, d'Gesetzlech Limite fir d'Erhéijung vun de Loyeren, d'Abolitioun vum Begrëff „logement de luxe“ an d'automatesch Émwendung vu Locatiounsvertrag mat limitierter Dauer, déi net gekënnegt ginn, a Kontrakter mat onbefristeter Dauer, zilen drop of, méi Transparenz a Schutz fir d'Locataire ze bidden.

D'Akommesgrenze fir d'Kafe vu Wunnengen, déi vun effentleche Promoteuren (Gemengen, Fonds du logement, SNHBM) realiséiert ginn (Vente abordable a Vente à coût modéré), sinn eropgesat ginn. Doduerch gëtt d'Unzuel vun de potenzielle Keefer staark erweidert. Grondsätzlech sinn elo 70 % vun de Stéit berechtigt, eng bezuelbar Wunneng (Vente abordable) ze kafen, an 80 %, fir eng Wunneng zu moderéierte Käschten (Vente à coût modéré) ze kafen.

Den Taux vun der Steuerbefreiung fir Propriétaire, déi hir Immobilie a Gestion locative sociale verlounen, gouf vu 75 op 90 % erhéicht.

D'Reservatioun vu 480 Milliounen Euro Budget fir d'Acquisitioun vu Wunnengen an der VEFA, d'Émsetzung vun de Moosnamen fir déi administrativ Vereinfachung, gradesou wéi der Regierung hire PPP-Programm, fir zousätzlech bezuelbar Wunnengen ze kréien, sinn Initiative mat duebelem Ziel: d'Offer vu Wunnengen um effentlechen a private Maart ze erhéijen an d'Acteure vun der Immobilienentwécklung ze ënnerstëtzen.

D'Cellule „Soutien aux communes“, déi rezent vum Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung gegrennt gouf, ziilt drop of, d'Gemenge weider ze encouragéieren a finanziell ze ënnerstëtzen, fir bezuelbar Wunnengen ze schafen.

All dës koordinéiert Moosnamen zilen drop of, den Zougang zu bezuelbare Wunnengen ze erweideren an dobäi op d'Diversitéit vun de Besoine vun de Familljen anzegoen, egal wéi hir Gréisst oder Kompositioun ass.

Feux d'artifices pendant la Saint-Sylvestre | Question 1721 (06/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Virun net allze laanger Zäit war et gudden Brauch, dass op der Silvesternuecht d'Bierger dat neit Joer mat engem private Freedefeier begréisst hunn. Dëse Brauch gouf an de leschte Jore reviséiert, sief et aus Grënn vum Déiereschutz, der bannenzeger Sécherheet oder aus anere Grënn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

1. Wéi eng Positioun vertritt d'Regierung vis-à-vis zum privaten Ofschoss vu Freedefeieren?

2. Wéi vill Asätz gouf et an de vergaangene fënnf Jore bei der Police an dem CGDIS a Verbindung mat Freedefeieren um Silvesterowend?

3. Wéi vill Fäll gouf et, dass Hausdéieren um Silvesterowend fortgelaf sinn?

4. „In der Silvesternacht ist aufgrund eines Feuerwerkskörpers in einem Gebäude in der Nähe des Auchan in Differdingen ein Brand ausgebrochen.“ Wéi eng Hëllef kréie Propriétaire, déi net doheem waren, an esou Fäll vum Staat?

Réponse (28/01/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Gemengenautoritéite kënnen d'Schéisse vu Freedefeieren, op Basis vun den Dekreeter vu 1789 a 1790, souwéi den Artikelen 29, 58 a 67 vum

ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 reglementéieren, an déi noutwenneg Mesuren huelen, fir d'effentlech Sécherheet an d'Rou vun de Biergerinnen a Bierger ze garantéieren. D'Regierung huet net virgesinn, fir den aktuelle juristesche Kader ze änneren.

Iwweregens ass d'Schéisse vu Freedefeieren an deene meeschte Gemenge verbueden a just ausnamsweis an ënner verschiddenen Émstänn a Konditiounen erlaabt. Verschidde Gemengen hunn ugefaangen, Alternativen ze erlaben, fir bei feierlechen Evenementer d'Schéisse vu Freedefeieren zum Beispill duerch „light shows“ oder „light painting“ ze ersetzen.

ad 2. D'Asazzuele vun der Police wéinst dem Schéisse vu Freedefeiere gesinn esou aus. ↑

D'Asazzuele vum CGDIS betreffend Freedefeieren op Silvester an de leschte fënnf Joer gesinn esou aus. ↑

ad 3. Den Inneministère féiert keng Statistiken iwwer vermëssten Hausdéieren.

ad 4. Et gëtt keng staatlech Hëllef fir Affer vu Schied, déi duerch Freedefeieren entstanen sinn.

Utilisation de l'intelligence artificielle dans l'agriculture et la viticulture | Question 1722 (06/01/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

D'Kënschtlech Intelligenz (KI) wäert an Zukunft ëmmer méi Deeler vun eiser Gesellschaft betreffen, sou datt zimmlech all berufflech Acteuren net derlaanscht kommen, fir sech domat ze befaassen a sech an deem Sënn och weiderzebilden.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. A wat fir engem Mooss sinn eis Landwirtschaft, awer och eis Gäertner a Wënzer elo scho vun der KI betraff?

2. Wéi gesäit de Moment d'Weiderbildung an deem Beräich konkret aus?

3. A wat fir enge Sparte vun der Landwirtschaft kéint d'KI zu enger (spierbarer) Entlaaschtung vun eise Baueren, Gäertner a Wënzer féieren?

Réponse (29/01/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. An der Landwirtschaft, am Gaardebau an am Wäibau gëtt et mëttlerweil vill KI-Uwendungen, déi sech an de Betriber, jee no Struktur a Gréisst, etabléiert hunn. De Betribsleeder huet vill Entscheedungen ze treffen, déi den Ertrag vun de Kulturen oder de Gesondheitsstatus vu senger Béischte beaflossen. Bei dësen Managementdecisiounen ka KI hëllefbräich sinn, fir Donnéeën ze verschaffen, ze ergänzen an duerzestellen. Sou kënnen Entscheedungen oft besser a méi einfach geholl ginn, wat e positiven Effekt op d'Produktioun, a punkto Nohaltegkeet, Wirtschaftlechkeet a Klimaschutz huet.

Um Feld sinn déi modern Trakteren a Maschinnen oft mat Sensoren equipéiert, déi hir Aarbechtsprozesser iwwerwaachen an optiméieren. Et ass zum Beispill méiglech, op Basis vu Sensordaten a GPS-Koordinaten, dat ënnerschiddlech Ertragspotenzial op engem Feld ze bestëmmen. Dëst erlaabt et, Saatgut, Pflanzeschutzmittel oder Dünger méi geziilt auszebréngen, andeems d'Maschinn automatesch d'Doséierung upasst.

Eng App op Basis vu Kënschtlecher Intelligenz, déi de Wënzer beréit, wéi en d'Riewen optimal schneide

soll, steet kuerz virun der Kommerzialiséierung. Zën-ter Jore ginn zu Lëtzebuerg Prognosemodeller an der Landwirtschaft agesat, fir Planzkrankheeten, Plan-zewuesstem a Beiekrankheet virauszesoen, ënner anerem op Basis vun den Donnéeën vun de Wieder-statioune vun der ASTA. Dës Informatiounen ginn de Baueren, Gäertner a Wënzer iwwer agrimeteo.lu an aner Kanäl zur Verfügung gestallt a liwwere wichteg Elementer, fir nohalteg Bewirtschaftungsentschee-dungen ze treffen.

An der Déiereproduktioun kënnen KI-gestëtzten Ap-plikatiounen zu enger besserer Déieregesondheet an Déierewuel bäidroen a sou natierlech d'Effizienz ver-besseren. Vill Betriber setzen haut scho Sensoren an, wéi zum Beispill Halsbänner a Pedomeeter, fir d'Ak-tivitéit vun hire Kéi ze moossen. Dëst erlaabt, Réck-schlëss op de Gesondheitszoustand vun den eenzle Kéi ze zéien. Och am Melkroboter a Melkstand gi ganz vill Daten erfaasst. Dës Systemer signaliséieren dem Bauer, wa gréisser Ofwäichunge vun normale Verhalen optrieden. Sou kënnen metabolesch Pro-blemer bei Kéi mat Zäit erkannt ginn, an duerch eng ugepasste Fütterung kann dësen entgéintgewierkt ginn. Doduerch kann den Asaz vu Medikamenter an Antibiotiqué reduzéiert ginn.

Des Weidere gräift deen am Kader vun der Agrarre-form vun 2023 agefuerten Area Monitoring System (AMS), deen an de landwirtschaftleche Verwaltungen SER an ASTA genotzt gëtt, op Kënschtlech Intelli-genz zeréck. An dësem System gi Satellitbillen vum europäesche Copernicus-Programm benotzt, wat et erméiglecht, Aktivitéiten op de landwirtschaftleche Flächen automatiséiert ze iwwerwaachen. Obwuel dës System haaptsächlech eng Kontrollfunktoun huet, kann en de Betriber d'Aarbecht erliichteren, andeems een Ännerungen direkt selwer am System kann androen, ouni se iwwer d'Verwaltung mussen ze mellen.

ad 2. D'Weiterbildungsmaassnahmen, déi vun de landwirtschaftlechen Organisatiounen fir de Sektour organiséiert ginn, kënnen laut Artikel 72 vum Agrar-gesetz mat bis zu 100 % vun de Fërderungsfäege Käschte subventionéiert ginn. An dësem Kader hu mir bis elo kee Cours subventionéiert, deen sech aus-schliisslech mat der Thematik KI befaasst huet.

Aktuell lafen 13 Fuerschungs- an Innovatiounspro-jecten, déi vum Landwirtschaftsministère finanzéiert ginn, an deene konkret KI agesat gëtt. Den Output vun dëse Projekte steet alleguer den Acteuren vum Agrarsektour zur Verfügung. Duerch dës Projekte kënnen d'Baueren, Gäertner a Wënzer schon haut vu KI-generiertem Wëssen an hirer deeglecher Aarbecht profitéieren. Bei dëse Projekte spillt d'Wëssensver-mëttlung un de Bauer, Gäertner a Wënzer eng wich-tig Roll.

ad 3. D'Äntwertelementer zu dëser Fro sinn an der 1. Fro enthalen.

Fraudes à l'aide de prélèvements automatiques | Question 1723 (06/01/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Parmi le grand nombre d'arnaques et d'escroqueries, il y a celle des prélèvements automatiques. Les escrocs fabriquent alors des faux mandats de prélèvement à l'aide des comptes IBAN de leurs victimes. Sur base de ce faux mandat, ils envoient alors une demande de virement à la banque afin de prélever de l'argent. Le prélèvement SEPA nécessitant en principe uniquement le mandat du créancier une fois le mandat de prélèvement signé par le débiteur, la banque accepte le prélèvement.

Selon mes informations, les banques luxembourgeoises ne contrôlent pas l'authenticité des signatures sur les mandats de prélèvement. Or, il existe la possibilité de se faire rembourser dans un délai de 12 mois lors d'un prélèvement frauduleux.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de l'existence de fraudes à l'aide de prélèvements automatiques au Luxembourg ? Peut-il fournir des chiffres sur le nombre de cas au Luxembourg au cours des dernières années ? De même, dispose-t-il de données sur le nombre de remboursements demandés par les clients de banques luxembourgeoises ?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les banques luxembourgeoises ne contrôlent pas l'authenticité des mandats de prélèvement ? N'est-il pas d'avis que les banques devraient contrôler l'authenticité de ces mandats afin de mieux protéger les consommateurs de telles fraudes ? Dans l'affirmative, comment veut-il faire en sorte qu'un tel contrôle se fasse à l'avenir ?

Réponse (05/02/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Le ministère ne dispose pas de chiffres ni en matière de fraude à l'aide de prélèvements automatiques, ni en matière de remboursements demandés à ce titre.

En ce qui concerne les règles applicables en matière de prélèvements automatiques en euros au Luxembourg, le règlement n° 260/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros et modifiant le règlement (CE) n° 924/2009 est applicable (ci-après, le « règlement SEPA »). Ce règlement prévoit des règles strictes en matière de prélèvement, notamment que le prestataire de services de paiement du bénéficiaire du prélèvement veille à ce que le payeur ait donné son consentement au bénéficiaire et à son prestataire de services de paiement (celui du payeur) pour effectuer le prélèvement.

Dans la pratique, les banques suivent dans le cadre de l'application du règlement SEPA les règles édictées par le EPC (European Payments Council) dans un livre de règles (rulebook), i. e. le « 2023 SEPA Direct Debit Core rulebook version 1.1. », qui contient notamment les règles harmonisées applicables au mandat de prélèvement automatique SEPA.

Bien que le SEPA rulebook n'impose pas une obligation aux banques de contrôler l'authenticité du consentement d'un payeur à un prélèvement automatique donné au moyen d'un mandat, il offre plusieurs niveaux de protection dans le cadre des transactions de prélèvement automatique SEPA. Les mesures comprennent pour les débiteurs des droits de remboursement en cas de transactions autorisées et non autorisées (sans mandat valide) et la possibilité de bloquer ex ante tous les prélèvements. Ces règles sont régulièrement adaptées sur une base coordonnée par le EPC.

Secret professionnel des avocats | Question 1724 (06/01/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire C-432/23, le 26 septembre 2024 ainsi que l'arrêt rendu par la Cour administrative, le 12 décembre 2024 n° 48677Cb et n° 48684Cb du rôle, portent sur les limites du secret professionnel des avocats dans le cadre de l'échange d'informations fiscales entre États membres. Ces arrêts confirment que des

obligations excessives imposées aux avocats peuvent constituer une ingérence injustifiée dans le droit fondamental au respect des communications avocat-client, garanti par l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Quel impact immédiat cette décision aura-t-elle sur les pratiques de l'administration fiscale luxembourgeoise, notamment en matière de demandes d'échange d'informations fiscales sur demande impliquant des avocats ?

– Quelles mesures ont été prises ou sont prévues pour informer les agents de l'administration fiscale de cette décision et pour adapter les procédures administratives afin de garantir la conformité avec les exigences énoncées par la CJUE ?

– L'administration fiscale dispose-t-elle actuellement de directives ou de formations spécifiques pour s'assurer que les demandes d'information adressées aux avocats respectent les droits fondamentaux garantis par l'article 7 de la Charte ? Si non, des initiatives dans ce sens sont-elles envisagées ?

Réponse (27/01/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

L'honorable Député fait référence à l'arrêt de la Cour administrative du 12 décembre 2024, n° 48677Cb et n° 48684Cb. Dans le cadre de cette affaire, la Cour de justice de l'Union européenne a également émis un arrêt sur renvoi préjudiciel en date du 26 septembre 2024, affaire C-432/23.

La Cour de justice de l'Union européenne indique notamment au point 74 de son arrêt qu'« une injonction telle que l'injonction litigieuse fondée sur une réglementation nationale telle que l'article 177, paragraphe 2, de l'Abgabenordnung vom 22. Mai 1931, tel que modifié ("AO") emporte une atteinte au contenu essentiel du droit au respect des communications entre l'avocat et son client, et donc une ingérence qui ne saurait être justifiée ».

La Cour administrative en a tiré les conclusions dans son arrêt précité du 12 décembre 2024 en précisant que « dans le domaine de l'échange de renseignements sur demande entre autorités compétentes d'États membres de l'Union européenne, telle qu'organisé par la directive 2011/16, la Cour ne saurait plus faire application de l'alinéa (2) du paragraphe 177 AO et des volets susvisés en tant que base légale pour la décision d'injonction adressée par le directeur à un avocat en sa qualité de tiers détenteur [...] ». En l'absence d'une modification législative du texte actuel du paragraphe 177 AO, il s'ensuit que la seule disposition de droit interne au niveau du paragraphe 177 AO qui peut à l'heure actuelle valablement être appliquée dans le domaine de l'échange de renseignements sur demande entre autorités compétentes d'États membres de l'Union européenne, est celle de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 177 AO qui consacre le principe de l'opposabilité du secret professionnel de l'avocat aux mesures d'investigation menées par l'Administration des contributions directes, en ce qui concerne les éléments concernant les clients dont l'avocat a eu connaissance dans le cadre, et en raison, de l'exercice de son activité professionnelle d'avocat.

Les services du Ministère des Finances sont en train d'analyser différentes pistes envisageables pour modifier le cadre législatif en la matière. Dès achèvement de cette analyse, un projet de modification législative sera soumis à la Chambre des Députés afin de garantir la pleine conformité de la législation luxembourgeoise en matière d'échange de renseignements sur demande

entre autorités compétentes d'États membres de l'Union européenne avec les exigences de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Bilan des mesures budgétaires afin de lutter contre les conséquences de la pandémie et des effets de la guerre en Ukraine | Question 1725 (06/01/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Il y a cinq ans, la pandémie a paralysé de grandes parties de notre économie, en particulier le commerce, l'industrie et l'artisanat.

Heureusement, de nombreux acteurs de l'industrie financière ont eu la chance de continuer leurs activités grâce à la digitalisation et au travail à distance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-il possible de chiffrer l'ensemble des dépenses qui ont été effectuées en vue de soutenir les différentes branches de notre économie durant la pandémie et encore pendant l'immédiate postpandémie ?

2) Quel a été finalement le montant des dépenses dues à la lutte directe contre la pandémie (coûts liés aux vaccinations, aux infrastructures paramédicales spécifiques, à l'achat de masques, etc.) ?

3) Quel a été (au 31 décembre 2024) le montant des dépenses effectuées par le Gouvernement antérieur et par l'actuel Gouvernement pour remédier aux effets de la guerre d'Ukraine sur notre société (pressions inflationnistes, livraisons de matériels et d'équipements militaires, etc.) ?

4) Quel a été en définitive le montant des emprunts qui ont été contractés pour pallier les conséquences des deux crises, à savoir la pandémie et la guerre d'Ukraine ?

Réponse (06/02/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) et 2) L'ensemble des dépenses effectuées dans le cadre de la pandémie se chiffrent à 3,7 milliards d'euros. De ces dépenses, il convient de retrancher des remboursements (avances chômage partiel, aides remboursables) de 976 millions d'euros.

L'impact budgétaire net de toutes les mesures décidées dans le contexte la pandémie de Covid-19 se chiffre ainsi à 2,7 milliards d'euros.

Les dépenses en relation avec la lutte directe contre la pandémie, correspondant aux frais de gestion de crise sanitaire, se chiffrent actuellement à 566 millions d'euros.

Les dépenses d'aides à l'économie (aides aux entreprises, mesures sociales, chômage partiel) se chiffrent à 3,1 milliards d'euros, dont 976 millions d'euros ont été recouverts.

Ces dépenses comprennent des aides remboursables aux entreprises de 180 millions d'euros, des aides directes aux entreprises et PME non remboursables de 537 millions d'euros, des aides sectorielles dans le cadre des programmes « Neistart » de 19 millions d'euros.

Le coût des mesures fiscales et de cotisations sociales se chiffrait initialement à 540 millions d'euros. Comme il s'agissait avant tout de délais de paiement accordés, le coût net de ces mesures devrait s'articuler autour des 23 millions d'euros.

Le coût du chômage partiel s'est initialement établi à 1.260 millions d'euros. Après remboursement d'indemnités de 386 millions d'euros perçues en trop dans le

cadre du système d'avances, le coût global des mesures de chômage partiel s'est réduit à 874 millions d'euros.

Concernant des mesures sociales, des dépenses de l'ordre de 604 millions d'euros ont été réalisées entre autres pour les mesures suivantes :

– prise en charge CNS dès le 1^{er} jour d'incapacité de travail et gel de la limite des 78 semaines d'incapacité de travail : 195 millions d'euros ;

– congé pour raisons familiales extraordinaire et congé pour soutien familial : 305 millions d'euros ;

– aides pour assurer le fonctionnement en alternance des écoles et des services d'éducation et d'accueil : 59 millions d'euros.

ad 3) Selon les derniers chiffres disponibles, l'aide militaire globale déboursée dans le cadre de la guerre en Ukraine se chiffre à 246 millions d'euros. Les dépenses d'aide humanitaire et au niveau de l'accueil de réfugiés se chiffrent à 208 millions d'euros. ↑

L'agression russe contre l'Ukraine a également eu de profondes répercussions au niveau des prix de l'énergie. Le coût total de mesures de soutien décidées dans ce contexte se chiffre à 2,9 milliards d'euros (hors garanties) et se répartit de la façon suivante. ↑

Le détail du coût des mesures énumérées ci-avant peut être consulté dans la liste ↑ en annexe.

ad 4) Les recettes des emprunts émis par la Trésorerie de l'État, à l'exception de celles de l'emprunt soutenable de 2020, ne sont pas affectées à une finalité particulière, mais sont destinées, de manière générale, à couvrir les besoins en liquidités de l'État. Celles-ci sont étroitement liées aux refinancements d'emprunts venant à échéance ainsi qu'à l'évolution des soldes de l'administration centrale.

Le déficit de l'administration centrale sur les années 2020 à 2024 se présente ainsi. ↑

Soit une somme cumulée de 6,78 milliards d'euros.

Il ressort des réponses ci-dessus que les dépenses liées à la pandémie et à la guerre en Ukraine s'élèvent à 5,6 milliards d'euros (2,7 + 2,9 milliards d'euros).

Dans la mesure où l'ensemble des dépenses précitées a creusé le déficit, la somme de 5,6 milliards d'euros correspond également au montant qui a dû être emprunté pour y faire face.

En d'autres termes, de l'encours actuel de la dette gérée par la Trésorerie de l'État, soit 19,25 milliards d'euros, environ 29 % sont liés aux mesures pour faire face à la pandémie et à la guerre en Ukraine.

Usurpation de plaques d'immatriculation de véhicules | Question 1726 (06/01/2025) de **M. André Bauler** (DP)

En France, l'usurpation de plaques d'immatriculation se révèle être un véritable fléau. Or, les victimes concernées ne peuvent guère se protéger contre cette forme d'escroquerie si bien qu'elles se voient confrontées, dans certains cas, à des amendes vertigineuses qui leur sont infligées suite à des infractions dont elles n'ont pas été l'auteur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le phénomène de l'usurpation de plaques d'immatriculation (nationales et étrangères) a-t-il déjà été constaté par les autorités luxembourgeoises ?

2) Dans l'affirmative, les auteurs d'une telle tromperie ont-ils pu être identifiés ? Est-il possible de quantifier l'ampleur de cette problématique ?

3) Comment les automobilistes du Luxembourg peuvent-ils se protéger au mieux contre ce genre d'arnaque ?

Réponse (06/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) L'usurpation de plaques d'immatriculation consiste à utiliser de fausses plaques minéralogiques portant un numéro existant sur un autre véhicule. Ce phénomène a été constaté au Luxembourg. Les cas liés à l'usurpation de plaques d'immatriculation sont enregistrés au titre de vols de plaques, cette pratique ne constituant pas une infraction autonome dans la législation luxembourgeoise.

Cependant, l'article 25 du règlement grand-ducal modifié du 26 janvier 2016 relatif à la réception et l'immatriculation des véhicules routiers prévoit qu'il est interdit de munir un véhicule immatriculé de plaques d'immatriculation arborant un numéro autre que le numéro d'immatriculation qui lui a été attribué. L'usage non autorisé d'une plaque d'immatriculation est également sanctionné par une contravention d'un montant de 74 euros.

ad 2) Les auteurs de telles tromperies peuvent parfois être identifiés grâce aux enquêtes menées par la police. Cependant, il est difficile de quantifier précisément l'ampleur de cette problématique, car tous les cas ne sont pas nécessairement signalés ou détectés. Il convient aussi de souligner que la police et les autorités judiciaires ne disposent pas de statistiques spécifiques sur l'usurpation de plaques qui peut revêtir différentes qualifications pénales (vol, reproduction illicite, usage illicite de plaques de véhicules exportés, etc.) et n'est pas, en tant que telle, enregistrée dans les bases de données.

ad 3) La police recommande de stationner le véhicule dans un emplacement bien éclairé et non isolé, si possible dans un garage fermé. Il est également conseillé d'activer le système d'alarme du véhicule si celui-ci en est équipé, et de vérifier régulièrement que les plaques d'immatriculation soient toujours fixées au véhicule.

En cas de vol ou de perte de plaques, il convient de déposer plainte dès que possible et d'entamer rapidement les démarches nécessaires auprès de la Société nationale de circulation automobile (SNCA).

Par ailleurs, les conducteurs doivent rester vigilants face aux contraventions reçues. Si un automobiliste reçoit une contravention pour une infraction commise à un endroit où il ne se trouvait pas, cela peut indiquer une usurpation des plaques d'immatriculation.

Enfin, il est recommandé de contrôler régulièrement l'état et la présence des plaques d'immatriculation.

Depuis la réforme du système d'attribution des numéros d'immatriculation fin 2023, les numéros, qu'ils soient attribués aléatoirement ou à la demande d'une personne, restent attachés à cette personne. Ces numéros doivent être enlevés du véhicule en cas de vente, ce qui permet également de limiter un usage mal intentionné d'un numéro qui serait resté sur un véhicule n'ayant pas fait l'objet d'une mise hors circulation régulière. De plus, le numéro d'immatriculation d'un véhicule volé ou dont les plaques d'immatriculation ont été volées est remplacé par un nouveau numéro. L'ancien numéro n'est plus assigné pendant une période de dix ans à partir de la date présumée du vol, tout en restant toutefois réservé à la personne à laquelle il était attribué pour une période d'un an après avoir atteint la date d'échéance.

Plateforme « Pensioun schwätz mat » | Question 1728 (06/01/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

E Sonndeg, den 1. Dezember 2024 ass d'Biergerberfroung iwwer d'Internetplattform „Pensioun schwätz mat“ ofgeschloss ginn. Dofir hat ech an der Froestonn vum 3. Dezember 2024 den Här Premierminister gefrot, datt d'Beitrag vun de Bierger der Chamber sollten direkt an ongefiltret iwwermëttelt ginn. De Premierminister hat bei dëser Geleeënheet säi „pré-jugé favorable“ geäussert, fir der Chamber dësen Accés ze ginn, dëst am Respekt vum Datenschut. De Premier hat seng Äntwert domat ofgeschloss, datt eis „Demande seng Ennerstëtzung ka fannen“.

Ee Mount méi spéit huet d'Chamber déi Beitrag zu dëser Biergerconsultatioun awer nach ëmmer net kritt.

Dofir meng Froen un den Här Premierminister:

– Wéini kritt d'Chamber déi gefrote Resultater an ongefiltreter Form?

– Firwat ass dat bis elo net geschitt?

Réponse (05/02/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Den 10. Januar 2025 sinn dës Dokumenter, nodeems se anonymiséiert goufen, un d'Membere vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale verschéckt ginn, en vue vum Débat de consultation, deen an dëser Kommissioun den 29. Januar zesumme mat den Deputéierte preparéiert gouf.

Fonds de travaux pour les copropriétés | Question 1729 (06/01/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

La loi du 30 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis a instauré un fonds de travaux obligatoire pour favoriser la rénovation respectivement la rénovation énergétique des immeubles bâtis en copropriété. Ce dispositif impose aux copropriétaires de constituer progressivement des réserves financières, permettant d'anticiper les dépenses liées à des travaux d'entretien, de réparation, de rénovation des immeubles bâtis et d'éviter des situations de carence. La mise en place d'un fonds de travaux est également obligatoire pour les nouvelles constructions. Il est financé par des cotisations annuelles minimales payées par tous les copropriétaires, quelle que soit l'ancienneté de leur lot.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

– Sachant que la cotisation annuelle minimale au fonds de travaux est décidée par l'assemblée générale de la copropriété, est-il prévu d'introduire un plafonnement maximal de la contribution à verser par les propriétaires de la copropriété ?

– Quelles sont les raisons pour lesquelles un plafonnement maximal n'a pas été retenu dans le cadre de l'élaboration de la loi du 30 juin 2022 modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ?

Réponse (21/01/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

En réponse aux questions posées par Monsieur le Député, il est souligné, en renvoyant au commentaire relatif à l'article 11bis du projet de loi 1. portant introduction d'un fonds de travaux et 2. modifiant la loi

modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis, qui a introduit le fonds de travaux obligatoire pour les copropriétés, « qu'idéalement le montant de la cotisation annuelle serait établi sur base d'un plan des besoins en travaux de remplacement d'équipements communs, de travaux de toutes natures, de rénovation énergétique [...]. Les copropriétaires devraient décider du montant nécessaire de cette cotisation en considération d'un plan pluriannuel du besoin en travaux, c'est-à-dire sur base d'une analyse spécifique pour le bâtiment en question. »

Il ressort dès lors des travaux parlementaires que le législateur n'a pas retenu de plafonnement maximal pour la contribution annuelle à verser par les propriétaires dans le fonds de travaux étant donné que le montant de celle-ci dépend du besoin réel en travaux futurs qui varient de copropriété en copropriété. Un plafonnement maximal serait dès lors à l'encontre de l'esprit même du fonds de travaux.

Néanmoins, rien n'empêche les copropriétaires d'un bâtiment, qui le souhaitent, de prévoir un plafonnement maximal de ladite cotisation. L'article 11bis de la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis ne retient que les règles minimales que les propriétaires sont tenus de respecter.

Pour ces mêmes raisons, il n'est actuellement pas prévu d'introduire un plafonnement maximal de la contribution à verser par les propriétaires d'une copropriété au fonds de travaux.

Foyers d'accueil pour enfants | Question 1731 (07/01/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

An de leschte Wochen hunn sech eisen Informatiounen no verschidde Familljen iwwer d'Zoustänn, déi an de Foyers d'accueil herrschen, beschwéiert, wéi och iwwer d'Virgoensweis vum „Service central d'assistance sociale“ (SCAS).

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Justizminister an dem Här Minister fir d'Famill, fir d'Solidaritéit, fir d'Zesummeliewen a fir den Accueil gär dës Froe stellen:

1. Wat sinn d'Prozeduren/d'Richtlinne vum SCAS, wann dëse Service e Fall gemellt kritt respektiv vun der Justiz saiséiert gëtt?

2. Sinn d'Rapporte vum SCAS fir déi betreffen Elteren zougänglich? Wann nee, aus wéi enge Grënn sinn si et net?

3. Wéi vill Kanner goufen a deenen zéng leschte Joren a Kannerheemer placéiert, an aus wéi enge Grënn?

4. Wee kontrolléiert d'Konditiounen, déi an de Kannerheemer herrschen? Bei wéi enger Instanz läit d'Zoustännegkeet, fir déi Kontrollen auszuféieren?

5. Gouf et Plainté betreffend onzoumuttbar Konditiounen oder inakzeptabel Behandlungen a Kannerheemer? Wa jo, wéi vill vun deene Plainté ware berechtigt?

6. Wéi eng Mesurë si virgesi fir de Fall, wou Kanner mëssshandelt goufen?

7. Wéi gouf an der Vergaangenheet op esou Fäll reagéiert? Kann d'Regierung an deem Kontext konkret Zuele virleeën?

Réponse (11/02/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Kader vum Jugendschutzgesetz vum 1992, gëtt de SCAS vum Parquet général mandatéiert, fir mat enger Famill Kontakt opzehuelen. Ouni Mandat dierf de SCAS net agéieren.

De SCAS huet zwou Sektioonen, déi sech am Kader vum Jugendschutzgesetz ëm Mannerjäreger an hir Famillje këmmen.

1. D'Sektiooun vun den Enquêtes sociales, wou d'Agenten eng Missioun à court terme hunn

D'Mandat gëtt am Fichier enregistriert an en Dossier préparéiert. Duerno gëtt all Dossier evaluéiert a kritt en Degré d'urgence zougedeelt. Déi Dossieren, an deenen en Degré d'urgence élevé besteet, souwéi Dossieren, bei deenen et ëm Kanner vu manner ewéi 4 Joer geet, ginn deemtspriechend direkt traitéiert.

Den Agent, dee fir en Dossier zoustänneg ass, mécht eng Bestandsopnam vun der Familljesituatioun, en hält Kontakt mat der Famill, mat den anere Leit, déi sech eventuell ëm d'Kand këmmen, a mam noen Ëmfeld (Crèche, Maison relais, Schoul, Dokteren asw.) op. Den Agent féiert Gespréicher mat den Elteren an dem betraffene Mannerjäreger. E mécht am Reegelfall doheem eng Visite, fir sech d'Liewensëmstänn vun der Famill unzekucken. Et gëtt awer och Ausnahmesituatiounen wou d'Visit op där Plaz gemaach gëtt, wou d'Kand sech zum Moment vun der Enquête befënnt, z. B. wann e Kand hospitaliséiert ass respektiv an engem Foyer leeft.

Den Agent sammelt d'Avise vun anere professionellen Acteuren a Servicer, déi mat der Famill schaffen oder hir Liewensëmstänn kennen.

D'Enquête sociale ëmfaasst d'Beschreibung vun der Familljesituatioun, de Liewensëmstänn, dem Wuel vum Kand, souwéi d'Avise vun de verschidde professionellen Acteuren. D'Missioun vum Agent ass et, en objektive Rapport ze verfaassen, soudass de Parquet jeunesse respektiv d'Jugendgericht eng adäquat Schutzmoosnam kann huelen, wann d'Noutwendegkeet sech heifir stellt, oder anerefalls den Dossier ka klasséieren.

Nodeems den Dossier un de Parquet général zeréckgi gouf, huet de SCAS kee Mandat méi a kann dohier net méi agéieren.

2. D'Sektiooun vun den Assistances éducatives, wou d'Agenten e Mandat à moyen oder long terme kréien

De Parquet général chargéiert de SCAS, en Urteel vum Jugendgericht ze exekutéieren. D'Mandat gëtt am Fichier enregistriert an engem Agent zougedeelt. D'Missioun besteet doranner, de Mannerjäreger a seng Famill ze begleeden, mat hinnen d'Konditiounen ëmzesetzen, déi d'Jugendgericht decidéiert huet, an dofir ze surgen, dass d'Wuel vum Mannerjäreger respektéiert gëtt. Den Agent schafft an enker Zesummenaarbecht mat anere Servicer, der Schoul, der Crèche, der Maison relais asw. zesummen. De Jugendrichter gëtt reegelméisseg iwwer d'Evolution vum Dossier a Kenntnis gesat an d'Konditiounen gi bei Noutwendegkeet ugepasst. All dräi Joer gesäit d'Gesetz eng „révision triennale“ vir.

Den Dossier bleift soulaang op, bis d'Jugendgericht eng Clôture ausspricht, dat am Fall, wann déi fixéiert Konditiounen erfëllt sinn, d'Geforequell net méi besteet an dem Mannerjäreger säi Wuel net méi a Gefor ass, oder awer bis de Jugendleche groussjäreg ass.

ad 2. Nee, d'Elteren hunn am Prinzipp keen direkten Zougang zu de Rapporte vum SCAS an de Jugendschutzdossieren.

D'Ursaach ergëtt sech aus dem Artikel 28 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwer de Jugendschutz, an deem Folgendes steet: „Les pièces concernant la

personnalité du mineur et son milieu social et familial ne peuvent être consultées que par les avocats des parties.”

Wann d'Eltere vun engem Affekot assistéiert ginn, huet dësen d'Recht, d'Rapporte vum SCAS anzegesinn a senge Clientë vum Inhalt ze berichten. Hien däerf hinnen awer keng Kopie dovun iwwerginn.

Wann d'Elteren ouni d'Hëllef vun engem Affekot viru Geriicht erschéngen, ass et de Jugendrichter, deen hinnen den Inhalt an déi wichteg Punkten, entweeder an der Audienz oder während dem Gespréich am Büro, erkläert an zesummefaasst.

ad 3. D'Zuel vu placéierte Kanner an Institutionen huet sech wéi follgend entwéckelt. ↑

Déi heefegst Grënn, déi e Placement duerch d'Justizautoritéiten néideg maachen, sinn:

- Schwéier a seriös Mësshandlungen (kierperlech, sexuell, psychologesch).
- Schwéier Vernoléissegunge vun de Bedierfnisser vum Kand.
- Onfäegkeet, fir d'Bedierfnisser vum Kand ze erkennen oder drop ze reagieren.
- Onfäegkeet, fir de Kanner e stabillen a séchere Kader ze bidden an d'Kanner ze stimulieren.
- Schwéier Drogensucht/Ofhängegkeet.
- Kompletten Abandon vun de Kanner.

Wat déi fräiwëlleg Placementer ubelaangt, kann een enner anerem follgend Grënn opzielen:

- Zäitweilleg Iwwerfuorderung vun den Elteren am Kontext vun hiren edukativen Aufgaben.
- Psychesch oder physisch Krankheet vun den Elteren.
- Krisen an der Famill.

Bei fräiwëllege Placementer besteet keng akut Kindeswohlgefährdung.

ad 4. De „Service agréments“, deen an der „Direction générale de l'aide à l'enfance et à la famille“ vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ugesidelt ass, kontrolléiert d'Anhale vun de Konditiounen a Krittären, déi am Artikel 31 vum „règlement grand-ducal modifié du 17 aout 2011 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires d'activités pour jeunes adultes et familles en détresse“ definéiert sinn. Dës Kontroll besteet aus Visitte bei de Prestatairë vun der Kanner- a Familljenhëllef.

Wat d'Qualitéit vun de Prestatiounen betrëfft, mussen d'Prestatairë sech un den nationale „Rahmenplan der Kinder- und Familienhilfe“ halen. Dese Plang soll sécherstellen, dass all Kand, all Jugendlechen an all Famill, déi Hëllef brauchen, eng beschtméiglech Ënnerstëtzung bei engem Prestataire aus dem Beräich vun der Kanner- a Jugendhëllef kritt, onofhängeg dovun, ob et sech ëm psychologesch Berodung, ambulante Moosnamen, sozialpedagogesch Betreuung oder den Accueil an enger Fleegefamill handelt.

De Prestataire muss an deem Kontext e „concept d'action général“ erareeche, deen am Aklang mam uewe genannte „Rahmenplan“ muss sinn. Doriwwer eraus, muss de Prestataire all sechs Méint dem ONE e Rapport eraschécken, fir datt evaluéiert ka ginn, ob d'Objektiver vun der Prise en charge erreecht gi sinn.

Am Kader vum Projet de loi 7994 ass et virgesinn, dass de Prestataire niewent engem Agreement, och eng „reconnaissance qualité“ brauch, déi e „Beschwerdemanagement“, e Schutzkonzept a Meenungsbefrounge bei de Beneficiairë verlaangt. De Projet de loi gesäit och d'Schafe vun „agents évaluateurs“ vir, fir dës kontrolléieren ze kënnen.

ad 5. Dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend si keng Plaintë mat esou enger Relevanz bekannt.

ad 6. Fir all Form vu „maltraitance institutionelle“ an de „centres d'accueil“ entgéintzewierken, sinn d'Gestinnairen an der Responsabilitéit, fir Schutzkonzepte en place ze setzen.

Well Mësshandlungen vu Kanner awer ënnert d'Strofrecht falen, ass jiddereen, dee Kenntnis vun enger Mësshandlung huet, dozou verpflichtet, e Signalement un de Parquet ze maachen.

An deem Fall kënnen bei der Justiz zwou Prozedure parallel ausgeléist ginn. Éischtens ginn Ermëttlungen géint de presuméierten Täter vun der Strofdot lancéiert. A wann de Verdacht besteet, dass d'Kand am Ëmfeld, an deem et leeft, net genuch geschützt ass, kann zousätzlech eng Prozedur fir de Jugendschutz ageleet ginn.

D'Dossiere vu Kannermissbrauch falen an d'Kompetenz vun Parquet jeunesse. De Magistrat, deen sech ëm de Profildossier këmmert, wäert deemno och ëmmer iwwerpräiwen, ob de betroffene Mannerjärengen enger Gefor am Sënn vum Artikel 7 vum Jugendschutzgesetz ausgesat ass.

Wann néideg gëtt eng Enquête sociale beim SCAS ugefrot, fir kënnen ze bewäerten, ob d'Kand eng Schutzmoosnam brauch oder net. An de Fäll vu schwéierem Missbrauch kann e Placement vum Kand och direkt ordonéiert ginn. De Parquet ass 24 Stonnen op 24 a 7 Deeg op 7 errechbar.

ad 7. Aktuell leien der Regierung keng Zuele vir. Am Fall, wou e Prestataire d'Konditiounen vum Agreement net respektéiere géif, kann de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend op Basis vum Artikel 4, vun der „loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique“, en Agreement entzéien.

.....

Négociations entre le Gouvernement italien et SpaceX | Question 1732 (07/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Italieenesch Regierung bestätegt, datt si a fortgeschrittene Verhandlungen mat SpaceX ass fir en 1,5 Milliarden Euro Kontrakt iwwer sécher Kommunikationsdëngschter. Dëst geschitt zu engem Zäitpunkt wou d'Europäesch Unioun mat hirem IRIS² Projet, deen ënnert anerem vum Lëtzebuurger Satellittebedreiwer SES als Deel vum SpaceRISE Konsortium ëmgesat gëtt, eng europäesch Alternativ entwéckelt.

Lëtzebuerg huet mat GovSat, enger Joint-Venture tëscht dem Lëtzebuurger Staat an SES, bewisen, datt et d'Kompetenz huet, fir sécher Satellittekommunikatioun unzebidden. Am Kader vum LUXEOSys Projet besteet och eng Zesummenaarbecht mat OHB Italia, wat weist, datt d'Grondlage fir eng méi enk Zesummenaarbecht mat Italien am Weltraumberäich besteinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung iwwer d'Verhandlungen tëscht der italieenescher Regierung a SpaceX informéiert? Falls jo, gouf et dozou Gespréicher op EU-Niveau?
2. Huet d'Regierung Kontakt mat hiren italieenesche Géigepartner opgeholl, fir eng méiglech Alternativ mat SES oder GovSat ze diskutéieren, besonnesch am Kontext vun der Roll vun SES am IRIS² Projet?
3. Wéi eng Mesuren hëlt d'Regierung fir sécherzestellen, datt europäesch Projete wéi IRIS² net duerch bilateral Ofkommesse mat ausser-europäesche Firmen ënnert Drock gesat ginn?

4. Gesäit d'Regierung d'Gefor, datt duerch esou Ofkommessen d'Kompetitivitéit vun der europäescher Weltraumindustrie, an domat och déi vun der Lëtzebuurger Weltraumindustrie, geschwächt gëtt?

5. Wéi bewäert d'Regierung d'Méiglechkeet, fir d'Zesummenaarbecht tëscht der Lëtzebuurger an der italieenescher Weltraumindustrie weider auszubauen, besonnesch am Kontext vun de besteeënde Projeten a Kooperatiounen?

Réponse (30/01/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Luc Frieden, Premier ministre

D'Regierung bedeelegt sech net u Spekulationen iwwert lafend Verhandlungen tëscht der italieenescher Regierung a SpaceX, iwwert déi keng Detailler ëffentlech sinn an iwwert déi et och keng bilateral Kontakter gouf. Dëst géllt och fir en eventuellen Impakt vun deene Verhandlungen op de Projet IRIS².

D'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtz de Projet IRIS² aktiv, si huet sech mat Erfolleg dofir agesat, datt ee vun de Kontrollzentere géing op nationalem Territoire installéiert ginn.

IRIS² ass en ambitiöse Projet vun der Europäescher Unioun, fir eng héich securiséiert europäesch Satellittekommunikationsinfrastruktur zur Verfügung ze stellen. De Projet huet als Zil d'Ënnerstëtzung vun der digitaler Souveränitéit, vun der Resilienz vun de kriteschen Infrastrukturen an eng global Couverture fir déi institutionell, gouvernemental a kommerziell Besoinen.

D'Lëtzebuurger Regierung setzt sech an hire Kontakter um europäeschen an internationalen Niveau dofir an, datt de Projet IRIS², dee vun der Europäescher Kommissioun geleet gëtt, e Succès gëtt.

D'LSA (Luxembourg Space Agency) huet bilateral Relatiounen mat der ASI (Agenzia Spaziale Italiana) a Sujeten, déi fir eng Zesummenaarbecht identifizéiert gi sinn, sinn Exploratioun a Ressourcë vum Weltraum grad ewéi Weltraumpolitik a -reglementatioun.

.....

Test de raisonnement abstrait dans la fonction publique et communale | Question 1734 (07/01/2025) de M. Gusty Graas | M. Fernand Etgen (DP)

Dans une interview donnée le 23 décembre 2024, le président de la Fédération générale de la fonction communale, Claude Reuter, a souligné que le secteur communal rencontre de grandes difficultés à recruter le personnel compétent dont le secteur a besoin. Les tests de raisonnement abstrait, qui constituent une composante essentielle des épreuves d'aptitude générale à travers les différents groupes de traitement et où de nombreuses personnes échouent, constituent, selon lui, l'un des facteurs clés expliquant les difficultés de recrutement dans le secteur communal.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- 1) Combien de candidats ont échoué à l'épreuve d'aptitude générale dans les différents groupes de traitement au cours de la dernière année ? Des données précises sont-elles disponibles concernant le taux d'échec spécifique au test de raisonnement abstrait ?
- 2) Comment justifiez-vous la pondération des différents tests dans l'épreuve d'aptitude générale, et pourquoi le test de raisonnement abstrait, qui représente 50 % de la pondération, est-il considéré comme si important ?

3) Envisagez-vous des modifications ou des changements de la composition de l'épreuve d'aptitude générale ou du test de raisonnement abstrait et, dans l'affirmative, quels seront ces changements ?

4) Quelles autres mesures envisagez-vous pour résoudre les difficultés de recrutement dans le secteur communal ?

Réponse (06/02/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Le tableau [†] ci-dessous présente les résultats des sessions à l'épreuve d'aptitude générale dans les différents groupes de traitement pour l'année 2024.

ad 2) Les tests de raisonnement abstrait sont considérés comme de bons prédicteurs de la performance professionnelle, car ils évaluent des compétences transférables telles que la capacité d'adaptation (comprendre rapidement des concepts complexes), la résolution de problèmes (appliquer des stratégies pour trouver des solutions) ou encore la flexibilité cognitive (passer d'une règle à une autre ou gérer des concepts conflictuels).

Des études montrent que les individus avec un raisonnement abstrait élevé réussissent souvent mieux dans des environnements de travail complexes ou des rôles nécessitant une pensée critique. Voilà pourquoi de tels tests sont fréquemment utilisés dans les processus de recrutement afin d'avoir une vue d'ensemble de la capacité d'un individu à raisonner et résoudre des problèmes dans des situations nouvelles et sans données concrètes prédéfinies.

ad 3) En ce qui concerne le secteur étatique :

Le Ministre de la Fonction publique a introduit un projet de règlement grand-ducal en juillet 2023 ayant pour objet de revoir les tests de l'épreuve d'aptitude générale. Au vu de l'avis du Conseil d'État, les dispositions de ce projet seront reprises dans un avant-projet de loi qui est en cours de finalisation.

Les batteries de tests pour les différents groupes de traitement sont prévues comme suit :

Pour les groupes de traitement A1 et A2 l'épreuve d'aptitude générale se composera des tests informatisés suivants :

- 1° Test de raisonnement abstrait ;
- 2° Test de raisonnement verbal ;
- 3° Test de raisonnement numérique ;
- 4° Test de capacité de planification ;
- 5° Test de jugement situationnel sur la compétence « servir le client-usager » ;
- 6° Test de jugement situationnel sur la compétence « conseiller ».

Pour le groupe de traitement B1, l'épreuve d'aptitude générale se composera des tests informatisés suivants :

- 1° Test de raisonnement abstrait ;
- 2° Test de raisonnement verbal ;
- 3° Test de raisonnement numérique ;
- 4° Test de capacité de planification ;
- 5° Test de capacité de contrôle et de précision ;
- 6° Test de jugement situationnel sur la compétence « servir le client-usager » ;
- 7° Test de jugement situationnel sur la compétence « coopérer ».

Pour le groupe de traitement C1, l'épreuve d'aptitude générale se composera des tests informatisés suivants :

- 1° Test de raisonnement abstrait ;
- 2° Test de raisonnement verbal ;
- 3° Test de raisonnement numérique ;

- 4° Test de capacité de planification ;
- 5° Test de capacité de contrôle et de précision ;
- 6° Test de jugement situationnel sur la compétence « servir le client-usager » ;
- 7° Test de jugement situationnel sur la compétence « coopérer ».

Pour le groupe de traitement C2, l'épreuve d'aptitude générale se composera des tests informatisés suivants :

- 1° Test de raisonnement abstrait ;
- 2° Test de raisonnement verbal ;
- 3° Test de raisonnement numérique ;
- 4° Test de jugement situationnel sur la compétence « servir le client-usager » ;
- 5° Test de jugement situationnel sur la compétence « coopérer ».

Pour le calcul du résultat final de l'épreuve d'aptitude générale d'un groupe de traitement donné, les tests sont pris en compte à pondération égale.

En ce qui concerne le secteur communal :

Actuellement la réussite à l'épreuve d'aptitude générale constitue une condition de participation à l'examen d'admissibilité des fonctionnaires communaux. Le Ministre des Affaires intérieures a engagé dans la procédure réglementaire en 2023 un projet de règlement grand-ducal supprimant pour les candidats à un emploi de fonctionnaire communal la réussite à l'épreuve d'aptitude générale comme condition préalable à l'admission à l'examen d'admissibilité.

Cette mesure a été prise pour deux raisons :

- 1. L'analyse des résultats des candidats à l'épreuve d'aptitude générale et leur comparaison à ceux de l'examen d'admissibilité a montré que l'épreuve d'aptitude générale ne fournit guère davantage d'informations quant au profil de compétence des candidats à un emploi communal.
- 2. L'abandon de cette condition se fait dans un souci de simplifier et d'accélérer le parcours des candidats souhaitant postuler un emploi dans la fonction publique communale.

ad 4) Depuis plusieurs années, le Ministère des Affaires intérieures entreprend régulièrement des initiatives pour tenir informées les personnes intéressées des opportunités d'emploi disponibles. De plus, le Ministère des Affaires intérieures participe aux activités organisées par la Maison de l'orientation offrant des conseils en orientation professionnelle à toute personne intéressée.

Utilisation de la chaleur produite par les centres de données | Question 1735 (07/01/2025) de **Mme Corinne Cahen** | **M. Luc Emering** (DP)

Zanter Ufank des Jores si laut dem däitschen Energieeffizienzgesetz d'Entreprises ab enger gewässer Gréisstenuerdnung dozou verpflichtet, de Volume vun der Wäermt (Abwärme), déi se produzéieren, ze melen. Nei Rechenzentren, déi an Däitschland no Juli 2026 a Betrib ginn, si souguer dozou verpflichtet, en Deel vun hirer Wäermt, déi se produzéieren, weiderzeverdeelen.

Dës Wäermt, déi vu Rechenzentre generéiert gëtt an am Moment dacks einfach an d'Loft geblose gëtt, representéiert e grouss Potenzial, dat een notze kann, fir ganz Gebaier ze hëtzen. Fuerscher vum Institut fir Energiewirtschaft vun der Universität Stuttgart behaupten, dass duerch d'Entwécklung vun der KI een dovun ausgoe muss, dass sech d'Rechenzentrumskapazität bis 2030 verduebele soll, wéi och d'Produktion vu Wäermt, déi se generéieren.

A Stuttgart ass den Ausbau vun esou engem Rechenzentrum virgesinn. D'Wäermt, déi e generéiert, soll genotzt ginn, fir d'Uni ze hëtzen. Heiduerch wëll een tëschent 40 a 50 % un Energie, an deemmo och un CO₂-Ausstéiss, spueren. Do, wou een Umschluss un d'Wärmenetz méiglech ass, mengen d'Fuerscher, dass verschidden däitsch Stied, eleng iwwee hir Rechenzentren, mat genuch Hëtzt kënne versuergt ginn.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Gëtt et aktuell Pläng oder Projeten zu Lëtzebuerg, fir Wäermt vun existente Rechenzentren ze notzen, fir öffentlech oder privat Gebaier ze hëtzen?

2. Lëtzebuerg huet schonn e puer Rechenzentren a Supercomputeren a kritt der nach e puer bäi an nächster Zäit: de MeluXina HPC, de MeluXina-AI an de MeluXina-Q produzéiere vill Wäermt. Huet de Minister an dësem Kontext Kontakt mat LuxConnect? Falls de Projet vum Rechenzenter vu Google géing kommen, gëtt do och dru geduecht, déi produzéiert Wäermt ze benotzen?

3. Wéi schätzt de Minister d'Potential fir d'Notzung vu Wäermt vu Rechenzentren zu Lëtzebuerg an?

4. Plangt d'Regierung Rechenzentren hei zu Lëtzebuerg dozou ze verpflichten, hir generéiert Wäermt nohalteg ze notzen?

Réponse (03/02/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Aus de reegelméissegem Echangé mat den Acteuren aus dem Secteur vun den Datenzentere geet ervir, datt deelweis d'Ofwäermt scho genotzt gëtt an datt et Potential gëtt fir weider Projeten an deem Sënn. Zum Beispill gëtt vu LuxConnect zu Beetebuerg, wou net wäit vum Datenzenter e Bauprojet entsteet, envisagéiert, Ofwäermt ze notzen, fir nei Gebaier ze hëtzen. Op sengem Site zu Biissen notzt LuxConnect d'Ofwäermt vun der Kiowatt-Anlag, déi direkt niewendrun ass, fir hir Serveren ze killen.

D'Projete vun de Supercomputere MeluXina AI a MeluXina Q wäerten a bestoenden Datenzentren hebergéiert ginn.

Mat der neier Energieeffizienz-Direktiv gi verschidden Obligatiounen fir gréisser Datenzentren agefouert, wat de Monitoring, de Reporting an d'Notze vun der Ofwäermt duerch d'Datenzentre selwer, oder duerch aner Acteuren an der Ëmgégend, betrëfft.

Grondsätzlech stellt d'Ofwäermt vu Rechenzentren, déi nach net genotzt gëtt a wou e Besoin fir Wäermt an der Ëmgégend besteet, en interessant Potential duer. Eng quantitatív Schätzung op nationalem Niveau läit aktuell net vir. Op Basis vun den zukünftegen Ufuerderungen a punkto Monitoring an Notzung vun Ofwäermt, wäerten d'Donnéen zum Ofwäermt-potential vun Datenzentren an den nationale Wärmekadaster agespeist ginn a wäerten dann am Kader vun der Wäermeplanung op kommunalem an nationalem Niveau zur Verfügung stoen.

Gestion locative sociale | Question 1736 (07/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg si vill Persounen op der Sich no engem bezuelbare Logement. Net jidderee kann dobäi awer eng Wunneng oder en Haus kafen, mee ka just lounen. Well d'Loyeren hei am Land awer dacks ganz héich sinn, si si op d'Gestion locative sociale ugewisen. Dobäi setzt de Staat op d'Kooperatioun mat Organisatiounen aus der Zivilgesellschaft. Duerch eng

Konvention mam Staat kréien d'Organisatiounen d'Recht, fir eng Agence immobilière sociale (AIS) opzemaachen, duerch déi Propriétaires den Organisatiounen hir Wunnengen zur Verfügung kënnen stellen a steierlech Virdeel fir d'Locatioun kënnen kréien.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Bei wéi ville Propriétaires waren d'Wunneng oder d'Haus, déi elo am Kader vun der GLS verlount ginn, virdrun d'Résidence principale?

2. Kann de Ministère opgeschlësselt nom Alter (20–40 Joer, 40–60 Joer, 60–70 Joer, ab 70 Joer) d'Unzuel u Leit uginn, déi eng Wunneng oder en Haus am Kader vun der GLS verlounen?

3. Kann de Minister d'Unzuel u Wunnengen an Haiser, déi am Kader vun der GLS verlount ginn, pro Gemeng a pro 1.000 Awunner an der Gemeng uginn? Gëtt et hei grouss Differenze bezüglech der Unzuel vun de Wunnenge respektiv Haiser oder der Gréisst vun de betreffende Logementer?

Réponse (27/01/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. De Ministère ënnerschreift eng Konvention mat de GLS-Acteurs an huet deemno keng Informatiounen zu de Propriétaires vun de Wunnengen, déi als GLS verlount ginn.

ad 2. De Ministère ënnerschreift eng Konvention mat de GLS-Acteurs an huet deemno keng Informatiounen zu de Propriétaires vun de Wunnengen, déi als GLS verlount ginn.

ad 3. De Ministère huet d'Zuele fir 2024 nach net arrétéiert, well d'Acteurs nach amgaange sinn, déi lescht Decompten eranzereche fir d'Ausbeuele vun de GLS-Wunnengen.

De GLS-Akteur kritt vum Ministère ee Montant forfaitaire pro Wunnunitéit, egal, ob et een Haus oder eng Wunneng ass, an egal wéi eng Gréisst. Déi Donnéeën huet de Ministère deemno net.

Hei ënne fannt dir d'Unzuel vun de GLS-Wunnenge fir den Exercice 2023 pro Gemeng. ↑

Introduction d'une taxe sur les pesticides | Question 1737 (08/01/2025) de M. Gusty Graas | M. Fernand Etgen (DP)

Ëmmer méi Länner an der EU, ewéi zum Beispill Dänemark, hunn eng Pestizid-Steier agefouert mam Zil, de Gebrauch vum Herbizid, Insektizid a vum Fungizid ze discouragéieren. Dëst kéint och méi Baueren dobäi hëllefen, op Biolandwirtschaft ëmzeklappen. An Dänemark huet dës Steier zu enger laangfristeger Reduktioun vu 36 % beim Gebrauch vu Pestizide gefouert. Mat den zousätzleche Recettë ginn da Fuerschungs- a Biodiversitéitsinitiative finanzéiert. Dëst Konzept huet sech als effikass gewisen, soudass verschidde Länner elo gedenken, an eng änlech Richtung ze goen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesche fir Landwirtschaft, Ernährung a Wälbau an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Ass der Regierung dat dänescht Konzept bekannt a wéi steet se dozou?

2. Gedenkt d'Regierung en änlechen, un eis national Besoinen adaptéierte Modell, anzeféieren?

3. Falls jo, wéi géif d'Regierung sech dës Modell virstellen?

Réponse (03/02/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Jo. D'Regierung huet sech zu Lëtzebuerg fir en anere Modell entschloss a promovéiert d'Reduktioun vum Asaz vu Planzeschutzmëttel zu Lëtzebuerg duerch verschidde fräiwëlleg Mesuren aus dem Plan stratégique national ewéi zum Beispill Echoschemes, Agrar-, Ëmwelt- a Klimamoosnamen an notament och duerch Fërderung vun der Biolandwirtschaft.

ad 2. Neen.

ad 3. /

Chèques-repas | Question 1739 (08/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Zirkulär CSSF 22/812 huet d'Ausnameregelunge fir limitéiert Netzwierker präziséiert an d'Bedéngunge fir d'Notifikatioun un d'CSSF festgeluecht. Am Kontext vun der Digitaliséierung vun de „chèques-repas“ duerch de Règlement grand-ducal vum 25. September 2023 ergëtt sech eng wichteg Fro iwwert d'Surveillance vun dësen Aktivitéiten. Dëst ass besonnesch relevant, well d'Gesellschaften, déi „chèques-repas“ ausginn, als „émetteur“ definéiert sinn an hir Aktivitéit am Ausgi vun elektronischem Geld besteet.

D'Ausgi vu Prepaid-Kaarte mat Visa- oder Mastercard-Lizenz, déi mat engem monetäre Wäert opgeluede ginn, entsprécht der Definition vun elektronischem Geld am Artikel 1 Punkt 29 vum Gesetz vum 10. November 2009. Mat engem Ëmsaz vu méi wéi 30 Milliounen Euro un ausstehende „chèques-repas“ fir d'Joer 2023 an engem duerchschnëttleche Montant vu bal 200 Euro pro Mount a pro Mataarbechter, iwwerscheiden si däitlech de Montant vun 1 Millioun Euro, deen eng Notifikatioun un d'CSSF erfuerdert. Dëst werft d'Fro op, ob dës Aktivitéit net ënner d'Surveillance vun der CSSF als Établissement de monnaie électronique sollt/misst falen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ënnerleien d'Gesellschaften, déi „chèques-repas“ ausginn, der Surveillance vun der CSSF a wann net, ënner wéi enger Ausnam vum Gesetz vum 10. November 2009 falen si?

2. Fale solch Gesellschaften ënner d'Definition vum Kapitel 2 vum 2. Titel vum Gesetz als „établissements de monnaie électronique“? Falls jo, mussen si dann och en Agreement (Artikel 24-2 vum Gesetz) hunn? Falls nee, firwat net?

3. Wéi vill vun dëse Gesellschaften sinn der CSSF gemäss Artikel 3-1 vum Gesetz vum 10. November 2009 gemellt a wéi eng Gesellschaften sinn dat?

4. Wéi eng Kontrollmechanisme besti fir sécherstellen, datt d'Benotzer vun dësen elektronische Bezuelungsmëttel geschützt sinn, besonnesch am Fall vu Faillite vun de Gesellschaften, mee och an anere Fäll vun Onreegelméissegkeeten?

5. Gedenkt d'Regierung, dës Secteur méi streng ze reguléieren, besonnesch am Hëlleck op d'Gréisstenuerdnung vun den Zommen, déi am Ëmlaf sinn?

Réponse (04/02/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Gesellschaften, déi sougenannte „chèques-repas“ ausstellen, kënnen am Kader vum Gesetz vum 10. November 2009 iwwer Bezuelungsservicer, jee no Funktionalitéit a jee no Typ Chèque-repas, vun den Exklusivene vun virgenannte Gesetz profitéieren. Fir den

digitale Chèque-repas ka sech deemno de Buschtaf k) vum Artikel 3 vum virgenannte Gesetz applizéieren. Et sief an dësem Kontext och op d'Circular 22/812 vun der Lëtzebuurger Finanzopsicht (CSSF), déi déi diesbezüglech Orientatiounen vun der Europäescher Bankenautoritéit (EBA) unhëlt, verwisen.

Op Basis vun dëser Exklusivene brauche virgenannte Gesellschaften keen Agreement vun der CSSF an ënnerleien deemno och net der Opsicht vun der CSSF.

Am Kader vum Artikel 3-1 Paragraf 3 vum Gesetz vum 10. November 2009 huet sech eng Gesellschaft mat engem Projet bei der CSSF gemellt. An deem Fall bestoung keng Notifikationspflicht.

Wann déi elektronesch Bezuelmëttel net vun den Exklusivene vum Gesetz profitéieren, mussen d'Gesellschaften, déi dës ausstellen, en Agreement vun der CSSF bezéien an sech un d'Virgabe vum Gesetz vum 10. November 2009, virop den Artikel 24-10 iwwer de Schutz vun de Suen, halen. Dës Etablissementer mussen deemno d'Sue vun hire Clienten vun deene vun anere Persounen getrennt halen, eng Versécherung oder eng vergläichbar Garantie agoen. Duerch d'Trennung (Segregation) vun de Sue gëtt séchergestallt, dass d'Sue vun de Clienten z. B. am Fall vun enger Faillite net an d'Mass vun dëser falen. Méi allgemeng profitéieren d'Clienten vun deenen Etablissementer och vun de Konsumenteschutzregele vum virgenannte Gesetz.

Et ass momentan net ugeduecht, de gesetzleche Kader fir Bezuelungsservicer a Besuch op „chèques-repas“ unzepassen. Et sief och ze bemerken, dass d'Reegelen iwwer elektronesch Bezuelmëttel eng europäescher Direktiv entsprangen, déi eng maximal Harmonisatioun tëscht de Memberstaate virgesäit.

Contrats de travail de type OTI chez CASA ASBL | Question 1745 (08/01/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Press huet rezent iwwert eng Rei vu Problemer bei enger ASBL bericht, déi och d'Roll vun der ADEM an dësem Kontext a Fro stellt. De Medieberichter no gouf et bei der CASA ASBL verschidde Mëssstänn am Zesammenhang mat OTI-Aarbechtsvertrag an der Bedeelegung vun der ADEM. Besonnesch besuergniserregend ass, dass 17 Leit op eemol hir Aarbecht verluer hunn an hinnen erkläert gouf, si hätte keng weider Urechter op Chômage.

D'ADEM huet der Press no eng Rei vu Kontrollen bei der genannter ASBL duerchgefouert an et goufen Onreegelméissegkeeten am Zesammenhang mat den OTI-Aarbechtsvertrag festgestallt. Doriwwer eraus schéngt et, datt d'ASBL iwwerhaupt net hätt dierfen OTI-Vertrag ofschléissen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Wéi eng Kontrolle goufen zënter 2022 vun der ADEM bei der genannter ASBL duerchgefouert a wat waren d'Resultater vun dëse Kontrollen?

2. Wéi ass et méiglech, dass eng ASBL iwwer Jore konnt OTI-Vertrag ofschléissen, obwuel dëst laut ADEM-Websäit explizitt net virgesinn ass?

3. Wéi vill OTI-Vertrag goufen an de leschte 5 Joer tëscht der genannter ASBL an der ADEM ofgeschloss?

4. Firwat gouf et keng Interventioun vun der ADEM, wéi festgestallt gouf, dass OTI-Vertrag iwwer déi legal virgesinnen 18 Méint eraus verlängert goufen?

5. Wéi eng Moosnamen huet d'ADEM elo geholl, fir de betraffene Persounen ze hëllefen an nei Aarbechtsplazen ze fannen? Respektiv fir een Auskommen ze suergen?

Réponse (15/01/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. D'ADEM huet 2024, zesumme mat der ITM, op Grond vun Denonciatiounen, 3 Kontrolle bei der CASA ASBL duerchgefouert. Zudeem goufen och all d'Leit, déi am September 2024 bei der CASA ASBL an enger OTI waren, eenzel op d'ADEM invitéiert, fir hinne präzis Froen iwwert hir Beschäftigung ze stellen.

Och goufen déi Responsabel vun der CASA ASBL fir e Gespréich invitéiert.

ad 2. Et ass vun engem viregten Aarbechtsminister festgehale ginn, dass d'CASA ASBL als Fondatioun ze consideréiere wier an deemno eligibel wier, fir OTI-Vertrag ofzeschléissen.

ad 3. Tablo ↑

ad 4. Fir Chômeurs indemnisés iwwert 50 Joer kann d'OTI fir eng maximal Dauer vun engem Joer verlängert ginn. Dës Dauer ass awer renouvelable, esou dass et méiglech ass, datt OTIe vu Leit iwwert 50 Joer kënnen méi wéi 18 Méintlafen.

ad 5. Eng Informatiounsversammlung ass den 18. November 2024 aberuff ginn, wou all déi concernéiert Leit, fir déi d'Mesure opgeléist ginn ass, kollektiv all néideg Informatiounen kritt hunn – dëst zesumme mam Service juridique, mam Service „Aides financières aux particuliers“, wéi och mam Service „Employeur“ an dem Service „Demandeur“. All déi Persounen, déi präsent waren, konnten hir Froen stellen – am Grupp wéi och duerno individuell.

Déi concernéiert Leit sinn Ufank Dezember per Convocatioun eng zweete Kéier op d'ADEM, Agence Lëtzebuerg, geruff ginn, fir individuell hir Situatioun ze kucken. All Demandeur, dee convoquéiert war, sollt och een aktualiséierten CV matbréngen.

All déi Demandeur si vun der nämmelechter Persoun op der ADEM gesi ginn.

Déi Léit, déi keen aktualiséierten CV dobäi haten, hunn direkt ee Rendez-vous am „Club emploi“ kritt, fir den CV à jour ze setzen. Den CV ass eent vun deene wichtegsten Dokumenter am Kader vun der Aarbechtssich.

Zwou Persounen waren zum Zäitpunkt, wou d'Mesure opgeléist gouf, am Krankeschäin. Dës konnten net gesi ginn.

Eng Persoun huet der ADEM direkt matgedeelt, datt si wéilt hiren Dossier zoumaachen.

Am Kader vun dëse Gespréicher ass individuell op d'Situatioun vun de Persounen agaange ginn, den Dossier ass à jour gesat ginn an och hunn d'Leit all néideg Informatiounen matkritt en vue vun der Aarbechtssich wéi och zu Sproochecoursen. D'Persounen hunn direkt ee „bon de réduction“ matkritt, fir sech kënnen schnellstméiglech an engem Sproochecours unzemellen. De Formatiouskatalog hunn d'Leit per E-Mail geschéckt kritt.

Déi Leit, déi vum Alter hir kuerz virun der Pensioun kéinte stoen, hunn all néideg Informatiounen kritt, fir d'Pensioun unzefroen. Déi Leit, déi a ganz prekäre Situatiounen sinn, kruten all néideg Informatiounen, fir bei aneren Administratiounen/Institutiounen finanziell Hëllef kennen unzefroen.

Nodeems d'Dossieren à jour gesat gi sinn, sinn all déi concernéiert Leit vun Service „Employeur“ op verschidde Posten, déi op de Profill gepasst hunn, proposéiert ginn. Verschidden Demandeur hu reell Perspektiven, fir schnellstméiglech agestellt ze ginn, anerer haten Entretien an awer nach keng Äntwert, anerer hu schonn erëm ugefaange mat schaffen.

Hei de Resumé:

– 1 Persoun huet an engem Contrat à durée déterminée ugefaange mat schaffen – dëst op den 13.12.2024;

– 1 Dossier ass bei den ONIS transferéiert ginn, op Grond vu verschiddene Facteuren, wou sech erausgestallt huet, datt d'Persoun net apte ass fir den éischten Aarbechtsmarché;

– 1 Persoun soll elo am Februar 2025 an engem CDI ufänke mat schaffen no enger Proposition/Carte d'assignation vun der ADEM;

– 2 Persounen hunn op den Datum vun haut an Initiatives sociales ugefaange mat schaffen;

– 2 Persounen fänken am Februar 2025 bei enger Initiative sociale un;

– 2 Persounen si krankheetsbedéngt net disponibel fir den Aarbechtsmarché;

– 3 Persounen si proposéiert gi fir en Atelier de recrutement fir eng Formatioun, mat enger reeller Perspective d'emploi.

All Demandeur, deen eligibel ass, huet Propositionen kritt vun der ADEM fir ze postuléieren. Och déi jee weileg Employeuren hunn d'Informatiounen kritt, datt am Kader vun enger Embauche, dës och weider Hëllef vun der ADEM kéinten ufroen.

.....
Risque de neuropathie optique ischémique antérieure non artéritique chez des patients traités par des médicaments à base de sémaglutide | Question 1747 (08/01/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Dans un contexte où les traitements pour le diabète de type 2 évoluent rapidement, l'utilisation croissante des agonistes des récepteurs GLP-1, notamment les médicaments à base de sémaglutide comme Ozempic, suscite un intérêt accru en matière de pharmacovigilance.

Récemment, des études menées au Danemark par l'Université du Danemark du Sud (SDU) ont mis en évidence une augmentation du risque de neuropathie optique ischémique antérieure non artéritique (NOIAN) chez les patient.e.s traité.e.s par Ozempic. Ce risque, qui serait doublé selon les données danoises, concerne une affection irréversible entraînant des pertes de vision.

La NOIAN est l'une des causes de cécité chez les sujets diabétiques, surtout chez les patient.e.s âgé.e.s, bien qu'aucun âge ne soit à l'abri.

Face à ces nouvelles préoccupations, la Danish Medicines Agency a saisi le Comité européen d'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance pour examiner les résultats des études.

Dans ce contexte, je voudrais dès lors demander les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle de données sur le nombre de cas de NOIAN observés parmi les patient.e.s diabétiques au Luxembourg avant l'introduction d'Ozempic sur le marché ? Ces données sont-elles comparables à celles rapportées depuis l'arrivée de ce médicament ?

2) Combien de patient.e.s ont été traité.e.s avec des médicaments à base de sémaglutide depuis leur introduction sur le marché national, et combien de signalements d'effets indésirables oculaires, y compris des cas de NOIAN, ont été rapportés ?

3) Madame la Ministre envisage-t-elle de renforcer les directives nationales en matière de prescription et de suivi des médicaments de la classe GLP-1 pour inclure

des avertissements spécifiques sur les risques pour la santé visuelle ?

Réponse (04/02/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le médicament Ozempic® (sémaglutide) dispose d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) en Europe depuis 2018 et est officiellement commercialisé au Luxembourg depuis la même année.

Une recherche dans la base de données internationale de pharmacovigilance (VigiBase), cumulative de 2000 à 2024, n'a relevé aucun cas de neuropathie optique ischémique antérieure non artéritique (NOIAN) qui aurait été rapporté au Luxembourg, tout médicament confondu. Par ailleurs, aucun effet indésirable ophtalmique lié à la prise en charge par sémaglutide n'a été rapporté.

En matière d'hospitalisations dans les hôpitaux aigus au Luxembourg, il n'y a pas de données exploitables avant 2018. Après 2018, trois patients avec un diabète de type 2 ont présenté un NOIAN : dans deux cas, il s'agissait de la cause principale d'hospitalisation, tandis que dans le troisième cas, le diabète était la cause principale d'hospitalisation avec un NOIAN associé. Toutefois, il n'est pas possible d'établir un lien entre ces cas de NOIAN et l'utilisation d'Ozempic®.

ad 2) Le nombre exact de patients traités par sémaglutide au Luxembourg est difficile à déterminer en raison des patients frontaliers et des prescriptions non remboursées. Selon les données fournies par la CNS, fin janvier 2025, un peu plus de 16.000 assuré.e.s maladie-maternité ont bénéficié d'un remboursement pour des médicaments à base de sémaglutide dans le secteur extra-hospitalier depuis leur introduction sur le marché national.

Concernant le nombre d'effets indésirables rapportés au Luxembourg, il y a lieu de renvoyer à la réponse à la question 1.

ad 3) Considérant que

– les données actuellement disponibles sont contradictoires quant au risque accru de développer une NOIAN avec Ozempic® et exigent une analyse supplémentaire (en cours au niveau de l'EMA) ;

– les patients concernés sont déjà suivis de manière rapprochée par des ophtalmologues dans le cadre de la prise en charge du diabète et ce dès le début de la maladie, qui est en elle-même un facteur de risque important pour le développement de complications oculaires ;

– le risque des effets indésirables oculaires éventuels est déjà décrit dans la notice et les résumés des caractéristiques du produit (RCP) de sémaglutide (rétinopathie diabétique) ;

– le risque potentiel d'une NOIAN reste faible ;

il n'est pas considéré pertinent à ce stade de mettre en place des actions supplémentaires au niveau national.

.....
Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine | Question 1748 (09/01/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Ukrain-Kontaktgrupp huet sech eng leschte Kéier zu Ramstein getraff, ier den Donald Trump nees säin Amt untrëtt. Dës Grupp war an der Vergaangenheet zentral fir d'Koordinatioun vu Waffeliwwerungen an d'Ennerstëtzung vun der Ukrain.

Mat der Erausfuerderung vun engem Muechtwiesel an den USA an dem Donald Trump sengem Zeréckkommen an d'Wäisst Haus, gëtt et Froen iwwert d'Zukunft vun dësem wichtege Format a wéi eng Roll et an Zukunft nach wäert spillen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Aussenugeleehenheeten dës Fro stellen:

1. Wéi gesäit d'Lëtzebuergescher Regierung d'Zukunft vun der Ukrain-Kontaktgrupp no de rezenten Entwécklungen an den USA?
2. Wäert Lëtzebuerg sech dofir asetzen, datt d'Grupp an hirem aktuelle Format bäibehale gëtt an d'Ënnerstëtzung fir d'Ukrain onvermënnert virugeet?
3. Wéi kann d'EU eventuell eng méi grouss Roll an dësem Kontext iwwerhuelen, fir de laangfristegen Impakt vun den US-Walen op d'Ënnerstëtzung fir d'Ukrain ze limitéieren?

Réponse (20/01/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

D'Lëtzebuergescher Participatioun am Ukraine Defense Contact Group (UDCG) ass, nieft eiser considerabler bilateraler militärescher Ënnerstëtzung, ee wichtege Deel vum Engagement vun der Regierung zugonschte vun der Ukrain. Dobäi ass et essentiel, dass dës Ënnerstëtzung de Besoine vun der Ukrain entsprécht a sou gutt wéi méiglech mat all der Ukrain hire Partner koordinéiert ass, sief dat am aktuelle Format, oder an engem aneren. Den UDCG ass e gutt Instrument fir dës Koordinatioun a Lëtzebuerg wäert sech dofir asetzen, dass d'Koordinatioun weider assuréiert bleift, souwuel mat europäeschen, transatlanteschen an anere Partner.

Chèque-service accueil (CSA) | Question 1751 (09/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Familljen, wou béid Elterendeeler schaffen, sinn op d'Kannerbetreuung ugewisen, entweeder an enger Crèche, enger Maison relais oder mat engem Assis-tant parental.

De Staat ënnerstëtzt d'Famillje finanziell hei mam Chèque-service accueil (CSA), dee fir vill Familljen ee groussen Deel vun de Käschten iwwerhëlt.

Fir den CSA ze kréien, mussen d'Familljen d'Demande op der Gemeng maachen. Vill Leit vergiessen awer, dass si den CSA alljoers erneiere mussen.

Et gëtt Fäll, wou Familljen dëst vergiess hunn an dann e puer Méint keen CSA haten an dann de vollen Tarif vun der Kannerbetreuung bezuele mussen, wat dann e puer dausend Euro op ee Schlag sinn, wat vill Familljen net bezuele kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

- Ass et méiglech, fir een CSA, deen ausgelaf ass, réckwierkend ze verlängeren?
- Falls nee, firwat gouf dat net an de System vum CSA agebaut a wäert dëst gemaach ginn?

Réponse (11/02/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Zwee Méint eier de Kontrakt Chèque-service accueil ausleeft, kréien déi Concernéiert zesumme mat de Rechnungen, déi hinnen all Mount geschéckt ginn, e Rappell, datt de Kontrakt gegebenefalls erneiert muss ginn. Ausserdeem hunn d'Betreiungsstrukturen an och d'Gemengen d'Méiglechkeet, de Leit e Rappell ze schécken. Déi meescht applizéieren dëst och, et ass awer keng Obligatioun.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend accep-téiert eng Refacturatioun fir déi Zäit, wou de Kontrakt ausgelaf ass, begrenzt op dräi Méint. Déi Fäll, déi den

honorabelen Deputéierten hei beschreift, kënnen also iwwer dës Wee evitéiert ginn.

Réseau international de fraude à la TVA | Question 1760 (13/01/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Un article de presse publié fin 2024 a révélé le démantèlement d'un vaste réseau international de fraude à la TVA, impliquant notamment des connexions avec le Luxembourg. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une enquête transfrontalière baptisée « Moby Dic », tandis que des saisies et des perquisitions sont toujours en cours. La fraude à la TVA, communément appelée « carrousel », visée par cette enquête, coûte à l'Union européenne près de 50 milliards d'euros par an. Outre l'impact financier, cette affaire soulève des préoccupations importantes concernant la vulnérabilité de nos systèmes financiers et fiscaux face aux activités criminelles transnationales.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) De quelles informations le Gouvernement luxembourgeois dispose-t-il sur l'implication de personnes basées au Luxembourg dans ce réseau de fraude ?
- 2) Quels mécanismes sont actuellement en place pour détecter et prévenir les fraudes à la TVA dans les transactions transfrontalières impliquant des acteurs économiques au Luxembourg ?
- 3) Le Gouvernement a-t-il l'intention de renforcer les contrôles fiscaux et les mécanismes de coopération internationale afin de prévenir de telles fraudes à l'avenir ?
- 4) Comment le Luxembourg collabore-t-il avec les autres États membres de l'Union européenne et les organisations internationales dans la lutte contre les délits économiques transnationaux, tels que ceux révélés dans cette affaire ?
- 5) Envisage-t-on des adaptations législatives ou réglementaires pour combler les éventuelles lacunes identifiées dans ce cadre ?

Réponse (04/02/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Pour lutter contre la fraude transfrontalière à la TVA, le réseau européen d'experts antifraude en matière de TVA, dénommé « Eurofisc » a été créé en 2010. Il s'agit d'un mécanisme multilatéral d'alerte précoce composé d'agents de liaison de 27 États membres de l'Union européenne et de la Norvège. Des représentants du service antifraude de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) participent régulièrement aux réunions d'Eurofisc et s'échangent avec leurs homologues afin d'entreprendre des mesures concrètes contre des réseaux de fraude, y compris via de contrôles simultanés/communs avec les autorités des autres États membres.

L'AED coopère en outre activement avec le Parquet européen et dénonce tous les dossiers susceptibles de faire partie d'un réseau international de fraudeurs de grande envergure. C'est ainsi que l'AED a dénoncé au Parquet européen les sociétés luxembourgeoises soupçonnées de faire partie du réseau de fraude auquel les honorables Députés font référence.

De plus, l'AED et l'Administration des contributions directes ont signé, le 24 juin 2024, une note de service portant instructions relatives à l'exécution de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire ainsi que le renforcement des moyens des administrations fiscales,

permettant une coopération encore plus étroite entre les deux administrations fiscales en matière de lutte contre la fraude.

Le règlement (UE) n° 904/2010 du Conseil du 7 octobre 2010 concernant la coopération administrative et la lutte contre la fraude dans le domaine de la taxe sur la valeur ajoutée prévoit tout un éventail de mesures visant à lutter de façon active contre les réseaux de fraude organisée.

Le cadre législatif et réglementaire, tel que décrit ci-dessus, offre aux autorités des moyens utiles pour lutter contre la fraude à la TVA.

Église catholique et égalité entre hommes et femmes | Question 1781 (15/01/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

2019 hat de lëtzebuergesche Weibëschof aus-geschloss, dass Fraen an der kathoulescher Kierch kéinte Paschtouer ginn. Dëst ass bis haut nach d'Positioun vun der kathoulescher Kierch. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1270 hat déi vireg Min-istesch fir Gläichberechtigung erkläert, dass d'Re-gierung net an d'Reliounsfräiheet agräift, och wann hei d'Gläichheet tëschent de Geschlechter mat Féiss getrëppelt gëtt. An der Äntwert op d'Fro N° 1463 schreift déi jëtzeg Ministesch fir Gläichheet an Diver-sitéit:

„Mäi Ministère steet kloer fir eng Gesellschaft, an där Fraen an all Beräich déi selwecht Rechter sollen ze-guttkomme wéi Männer.“

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit dës Fro stellen:

1. Wäert d'kathoulesch Kierch weiderhi Frae kënnen op Basis vun der Reliounsfräiheet diskriminéieren?
2. Wäert ënnert dëser Regierung d'Reliounsfräiheet weiderhin iwwer de Fraerchter an der Gläichheet tëschent de Geschlechter stoen?
3. Wäert d'Ministesch d'Gespréich mat de Verrieder vun der Kierch sichen a sech kloer fir d'Rechter vun de Fraen asetzen?

Réponse (30/01/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

Ech verweisen den honorabelen Deputéierte Goergen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1463, déi hie selwer zitëiert:

„Zënter Januar 2015 ass zu Lëtzebuerg d'Trennung vu Kierch a Staat gesetzlech verankert. Dëst bedeit och, dass déi eenzel Glawensgemeinschaften an d'Verrieder:inne vun dësen onofhängeg vun eise politeschen Institutiounen iwwer hir Wäertvirstellung kommunizéieren, mee och iwwer d'Zesummesetzung vun hire Strukture befannen.“

„[...] E friddlecht Mateneen, zu Lëtzebuerg, mee och an Europa an op internationalem Plang, berout op Wäerter wéi Toleranz, Respekt an Oppenheet – an dat an all Beräich vun der Gesellschaft a vum Liewen.“

Deenen Aussoen hunn ech näischt bäizefügen.

Initiatives sociales | Question 1783 (15/01/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Sou wéi all Joer hunn och dëst Joer d'Initiatives sociales hir Projeten an de Ministère eraginn, mat där domat verbonnener Ufro, fir weidert Personal ze kréien. Och fir dëst Joer si fir dës wichtege Projeten zousätzlech Leit noutwenne, fir am Sënn vun der

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Sozial- a Solidarwirtschaft hirer Vocatioun kënnen gerecht ze ginn. Dat ganz am Sënn vun der Relevanz vun der Sozial- a Solidarwirtschaft an hirem Rôle fir d'sozial Kohäsion an eiser Gesellschaft.

An dësem Kader stellen ech gäre folgend Froen un den Här Aarbechtsminister:

1. Kann de Minister matdeelen, wéi vill Leit aktuell an den Initiatives sociales schaffen?
2. Wéi vill zousätzlech Leit goufe fir d'Joer 2025 an den Initiatives sociales vum Ministère accordéiert?
3. Wat sinn déi nei Projeten, déi dem Ministère proposéiert goufen, a wéi vill Leit goufe fir all eenzelne Projet accordéiert?
4. Wann eenzel Posten net accordéiert goufen, wat sinn d'Grënn heifir?
5. Kann de Minister d'Evolution vun de Posten iwwer déi lescht 5 Joer matdeelen?
6. Sinn dëst Joer weider Mesurë virgesinn, fir d'Sozial- a Solidarwirtschaft a konkreet d'Initiatives sociales ze stäerken?

Réponse (10/02/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Am Dezember 2024 waren insgesamt 2.264 Persounen an enger Beschäftigungsinitiative ënner Kontrakt, wat engem Vollzäit-Equivalent (ETP) vun 2.199,35 Posten entsprécht.

ad 2. Fir d'Joer 2025 sinn 2.229 Posten konventionéiert ginn, 11 méi wéi am Joer 2024 (2.218).

ad 3. Fir d'Joer 2025 krut den Aarbechtsministère vun 12 verschiddene Beschäftigungsinitiativen Demanden, fir en Agreement ze kréie fir 6 nei a 15 ofgeännert Projeten. Fir 2 nei Projeten gouf en Agreement verginn, een neie Projet konnt an e bestehende Projet integréiert ginn, iwwerdeems 3 Demandé fir nei

Projeten net acceptéiert goufen. 15 Projete goufen an enger verännert Form verlängert, 3 bestehend Agreement goufen op Demande vun der betraffener Initiative net verlängert.

Déi nei Projeten, fir déi en Agreement ugefrot gouf, koumen haaptsächlech aus dem Beräich vun der Gäertneri (Schoulgäert) a vum Geméisbau, souwéi aus dem Beräich vum Recycling/Upcycling a vun der Nohaltegkeet. Déi modifizéiert Projete betreffen villfälteg Aktivitéiten, dorënner och d'Gäertneri an de Geméisbau; d'Veraarבעtung vu Liewensmëttel an d'Restauratioun; de Recycling/Upcycling/Reuse/Repair (Kleedersammlung, Bitzaarבעchten, Verkauf vu Second-Hand-Kleeder, -Spillsaachen an -Haushaltsartikelen); Becherspullmaschinn; „service de proximité“; touristesch Projeten etc.

Fir d'Joer 2025 goufen insgesamt 121 zousätzlech Posten ugefrot.

Esou wéi et am Guide administratif et financier vum Aarbechtsministère fir d'Beschäftigungsinitiative preziséiert ass, bedeit den Agreement vun engem Projet net automatesch, dass och eng bestëmmten Unzuel vu Poste fir déi betreffend Aktivitéit konventionéiert gëtt. D'Zuel vun de konventionéierte Posten ass eng global Zuel fir d'Gesamtheit vun den Aktivitéiten vun der Beschäftigungsinitiative. Dëst gëtt den Initiativen eng gewisse Flexibilitéit, fir jee no Saison oder Nofro, awer och a Fonctioun vun de Profiller a Capacitéiten vun den encadréierte Beneficiairen, am Laf vum Joer mol méi, mol manner Leit op deem engen oder anere Projet anzusetzen.

ad 4. Wéi an den Artikelen L.593-3 an L.593-2, Paragraph (1) vum Code du travail virgesinn, hält de Minister seng Decisioun, fir en Agreement ze ginn, op der Basis vun den Informatiounen, déi vun der jeeweileger Initiative an der Demande d'agrément geliiwert ginn, an op Basis vum Avis vum Direkter vun der ADEM.

An dës Appreciation fléissen eng Rei Critèren an, dorënner notament d'Ufuerderunge vun der Initiative un de Profill vun de Beneficiairen (z. B. gesondheetlech Viraussetzungen, Sproochekenntnisser, beruflech Qualifikatiounen, Führerschäin an eegenen Auto etc.); de proposéierte psycho-sozio-professionellen Encadrement; den Typ vun Aktivitéit an d'Perspektiven, fir d'Employabilitéit ze verbessern an dono eng Aarbecht um éischten Aarbechtsmaart ze fannen; de Risiko vun deloyalere Konkurrenz vis-à-vis vun aneren Acteuren um Marché etc.

Donieft spillen natierlech och budgetär Grënn eng Roll, dass d'Zuel vun den zousätzleche Posten all Joer limitéiert ass.

ad 5. D'Zuel vun de konventionéierte Posten huet vun 2020 bis 2025 wéi follegt evoluéiert. [↑]

ad 6. Wéi am Koalitionsaccord festgehalten an esou wéi schonn annoncéiert, wäert dëst Joer de legale Kader vun der Sozial- a Solidarwirtschaft iwwerschafft ginn. Zousätzlech ginn d'Aarbechten un der nationaler Strategie fir d'Sozialwirtschaft an d'sozial Innovatioun weidergefuert.

Den Aarbechtsministère ass och am permanenten Austausch mat de Beschäftigungsinitiativen, fir dëst wäertvoll Instrument vun der aktiver Aarbechtsmaartpolitik a vun der Sozial- a Solidarwirtschaft weider ze verbessern. Dobäi gëllt et, de richtigen Equiliber ze fannen tëscht dem Typ vun Aktivitéiten, déi vun den Initiativen entwéckelt ginn, op där enger Säit, an de Besoinen a Capacitéiten vun den ageschriwwenen Demandeurs d'emploi, déi vun der ADEM an eng Beschäftigungsinitiative kënnen assignéiert ginn, op där anerer Säit.

An dësem Spannungsfeld schaffe meng Servicer am lafende Joer ënner anerem un enger Reform vun der Agreementsprozedur.

[↑] Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu | [f](#) [x](#) [@](#)

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799